

Université des Antilles et de la Guyane

Faculté des Lettres et Sciences Humaines

DOCTORAT HUMANITÉS

Mention : Lettres, Langue et Civilisation de l'Amérique Hispanophone

Spécialité : Espagnol

Parcours : 5e année.

L'émigration des Guadeloupéens et des Martiniquais au Panamá et la contribution de leur descendance à l'essor de la nation de 1880 à 2008.

Présentée par Mme Marie-Françoise GAËL-MOUTOU sous la direction du
Professeur Alain YACOU et soutenue le 3 mars 2011 au Campus de Fouillole à
Pointe-à-Pitre

Laboratoires d'accueil :

- Centre de Recherches Interdisciplinaires en Lettres, Langues, Art et Sciences Humaines :
EA 4095 (Martinique)
- Centre d'Études et de Recherches Caraïbéennes : EA 927 (Guadeloupe)

Jury :

Président : Pr Maurice BURAC, Université des Antilles et de la Guyane

Directeur de thèse : Professeur Alain YACOU, Université des Antilles et de la
Guyane

Rapporteur : Pr Pierre EGEE, Université de Toulouse 1 Capitole

Examineur : Pr. Michel MARTIN, Université des Antilles et de la Guyane

REMERCIEMENTS

Notre gratitude va tout d'abord à notre directeur de thèse, le Professeur Alain Yacou, qui nous a prodigué des conseils dès l'année du DEA où nous nous étions intéressée à la question de l'émigration au Panamá des Guadeloupéens et des Martiniquais.

A cet effet, il nous avait fait connaître le mémoire de maîtrise sous sa direction de Valérie Séguéla-Holzer, journaliste métropolitaine, intitulé : L'émigration guadeloupéenne à Panamá vue à travers la presse locale de la Guadeloupe de 1880 à 1914, rédigé en 1992 et non soutenu par l'impétrante pour des raisons de santé. Les travaux de cette dernière étaient fondés sur l'analyse des journaux conservés dans les Archives Départementales de la Guadeloupe, en particulier Le Courrier et le Journal Officiel de la Guadeloupe. Son mémoire étant centré sur l'immigration guadeloupéenne au Panamá, l'implantation guadeloupéenne et la perception de l'émigration à la Guadeloupe, il nous était possible de tenter une approche un tant soit peu distincte et plus étendue liée à notre formation d'hispaniste, dans le dessein de mettre en exergue les apports culturels des ressortissants des Antilles françaises tout autant que leur contribution à l'essor de la nation panaméenne de 1880 à nos jours.

Certes, à plusieurs reprises, nous avons été confrontée à la démarche qui nous conduisait à modifier en cours de route la formulation de l'objet de notre recherche, voire celle de l'hypothèse que nous pensions avoir énoncée de manière définitive. Mais nous avons pu trouver auprès de notre directeur de thèse l'éclairage et les encouragements qui nous étaient nécessaires afin de ne pas confondre ordre de découverte et ordre d'exposition. Il est vrai que nous n'avons pas toujours bien mesuré la portée de ses nombreuses annotations tout au long des trois années de notre rédaction mais en fin de parcours, il nous a aidée à surmonter nos hésitations, nos doutes et tâtonnements. Qu'il trouve ici l'expression de notre profonde gratitude.

Nous sommes également très reconnaissante envers toute l'équipe de formation de l'École Doctorale. Merci à Monsieur Léon de Cluny qui mit à notre disposition toutes ses compétences en traitement de texte et dont le dévouement et la constance à nous venir en aide nous furent précieux. Merci à Ghislaine et Angelo Celuzza pour leur encouragement, à Jeanice Boswell qui nous a hébergée à Colón, à Cecilia et Rogelio Meyers qui nous firent part de leur documentation personnelle, à Leonardo Sidnez dont la connaissance du milieu antillais au Panamá nous fut précieuse, et à Mylène Gustarimac pour sa disponibilité.

Grâce à la compréhension sans faille de Fortuné Moutou, à sa patience et à son soutien indéfectible, nous avons pu maintenir le cap et mener cette étude à son terme. Qu'il en soit vivement remercié. Que soient remerciées, également, Valérie Bénédicte Gautier-Albert et Françoise Stéphanie Moutou pour leur célérité à nous venir en aide à chaque incident de parcours, et pour leur efficacité. Nous remercions Bien-aimé et Syclamène Gaël, nos parents, qui ont su nous insuffler toutes les valeurs morales qui nous ont conduite sur la voie de l'honnêteté et du respect.

Enfin, nous dédions cette recherche à Elsa, à Morgane et à tous les autres. Qu'ils reçoivent cette étude comme un flambeau pouvant les conduire vers des horizons bien plus florissants.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE	4
PREMIERE PARTIE : LE FLUX MIGRATOIRE DES ANTILLES FRANCAISES AU PANAMÁ (1880-1914).....	8
CHAPITRE I : LE LIEU DE DESTINATIONS DES MIGRANTS FRANCO-ANTILLAIS.....	9
CHAPITRE II : DES ANTILLES FRANÇAISES AU PANAMA : PROMESSES ET REALITES.....	28
CHAPITRE III : LES FRANCO-ANTILLAIS DANS LA ZONE DU CANAL ET LEURS LENDEMAINS.....	65
CHAPITRE IV : LE DEVELOPPEMENT DU PANAMA : ECONOMIE ET POLITIQUE.....	83
DEUXIEME PARTIE : LA PRÉSENCE FRANCO-ANTILLAISE DANS LA SOCIÉTÉ PANAMÉENNE : LES TRAVAUX ET LES JOURS	104
CHAPITRE V : LES ETAPES DU MOUVEMENT MIGRATOIRE AU PANAMA.....	105
CHAPITRE VI : UNE MUTUALISATION FONDEE SUR L'ENTRAIDE.....	125
CHAPITRE VII : LA CULTURE FRANCO-ANTILLAISE DANS LA REPRESENTATION PANAMEENNE : UN BRASSAGE CULTUREL.....	162
TROISIÈME PARTIE : LES APPORTS DES FRANCO-ANTILLAIS DE GUADELOUPE ET DE MARTINIQUE DANS L'ESSOR DE LA NATION PANAMEENNE DE 1914 À 2008	191
CHAPITRE VIII : L'APPORT ANTILLAIS DANS LE MONDE DU TRAVAIL	192
CHAPITRE IX : LA COMMUNAUTE FRANCO-ANTILLAISE DANS LA CROISSANCE ECONOMIQUE DU PANAMA.....	218
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	239
BIBLIOGRAPHIE THEMATIQUE	244
ANNEXES.....	260

INTRODUCTION GENERALE

Ce sont avant tout les déboires d'ordre socio-économique qui, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, ont poussé nombre de natifs des Antilles françaises et leurs descendants à s'établir tout comme d'autres insulaires anglophones dans la partie centrale du continent américain en un territoire connu sous le nom de Panamá et dont on n'ignore pas les circonstances de son invention¹. C'est à l'étude de cette migration singulière que nous avons consacré la thèse de doctorat que l'on va lire. La tâche qui attendait Guadeloupéens et Martiniquais, entre autres Caraïbéens, n'était rien moins que le percement du Canal de Panamá, voie d'eau de quelques 80 kms entre l'Atlantique et le Pacifique.

L'offre était alléchante, vue de loin. Sur place, la réalité s'avéra être tout autre. Sous le titre, *Le Panamá, l'Eldorado ou la grande désillusion*, consacré à une étude du parcours des émigrés guadeloupéens, nous nous étions employée à réunir les éléments propres à conforter un dossier de recherches pour l'obtention d'un DEA mention Caraïbes-Amériques Latine et du Nord à l'Université des Antilles et de la Guyane – dossier soutenu dans l'année 2005². Dès lors, il nous appartenait d'en élargir la portée en prenant en compte le groupe le plus nombreux que constituaient les travailleurs martiniquais appliqués à la même tâche, tant il est vrai que l'ensemble de ces émigrés allait créer un pont entre les Antilles françaises et le Panamá. C'est bien ici qu'il faut montrer l'ampleur de nos dettes. En effet, dès nos débuts, nous avons consulté avec profit le mémoire de maîtrise élaboré par Valérie Séguéla-Holzer, sous le titre *l'Emigration des Guadeloupéens au Panamá vue à travers la presse locale de la Guadeloupe de 1880 à 1914* – mémoire déposé au Centre d'Etudes et de Recherches Caraïbéennes, Equipe d'Accueil de Doctorants qui est notre laboratoire de rattachement en Guadeloupe. Journaliste de profession, cette dernière avait tiré le meilleur parti du *Courrier de la Guadeloupe* conservé aux Archives Départementales de l'île. Au début de ce mémoire rédigé dans le courant de l'année 1992-1993, on peut lire en manière d'avertissement la phrase qui suit :

A l'ère de la révolution industrielle, des premiers grands échanges internationaux, les travailleurs guadeloupéens ont eu la possibilité de louer leur force de travail hors

¹ Paul Butel, « La crise sucrière aux Antilles de 1900 à 1914 » in *Histoire des Antilles françaises*, Paris, Perrin, 2002,

² Marie-Françoise Moutou-Gaël, *Le Panamá, l'Eldorado ou la grande désillusion : Les Guadeloupéens au Panamá de 1880 à nos jours*, dossier de recherches pour le DEA, sous la direction du Professeur Alain Yacou, directeur du Centre d'Etudes et de Recherches Caraïbéennes (CERC), EA927, Pointe à Pitre, UAG, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, 2005.

de leur île natale, dans une entreprise mondiale, le percement du canal interocéanique de Panamá³.

Dans la première partie de ce mémoire consacrée à *L'Émigration guadeloupéenne au Panamá*, et qui s'étale sur 34 pages, Valérie Séguéla- Holzer nous peint une large fresque de la Guadeloupe des années 1880 par le truchement des informations recueillies dans les journaux de cette époque. Elle s'attache à montrer tout à la fois l'objectif de cette émigration, le percement du Canal de Panamá, le contexte historique de l'époque marqué par l'émergence du rôle mondial des États-Unis, le recrutement des Franco-Antillais, leurs motivations. Sous le titre *L'implantation guadeloupéenne au Panamá*, la deuxième partie qui comporte 42 pages, nous situe dans le pays d'accueil, on y trouve tout à la fois la description des différents chantiers, l'étude des conditions de vie (nourriture, logement, le coût de la vie, l'état sanitaire, etc.). La troisième partie qui s'étend sur 54 pages consacrées à la *Perception de l'émigration à la Guadeloupe*, permet à l'auteur de faire le lien entre les deux pays, la Guadeloupe et le Panamá, leurs difficultés de communication, les campagnes d'information et de dissuasion à l'attention des candidats à l'émigration vers l'entreprise américaine, la campagne officielle à travers la presse locale, et se termine sur une note d'un journaliste guadeloupéen où l'humour le dispute au chagrin :

Puissent-ils sur les chantiers de l'Isthme faire apprécier le courage et l'honnêteté du travailleur de la Guadeloupe, laquelle aura pour eux les yeux d'une mère. Qu'ils sachent qu'ils ne sont pas abandonnés sur une terre étrangère. La Guadeloupe aura les yeux fixés sur eux, et que s'ils avaient de justes réclamations à faire, qu'ils soient persuadés que ces réclamations arriveraient jusqu'à Washington.

Auparavant, en 1988, avait été publié à la Martinique, sous l'égide du Conseil Général de cette île, entre autres, et par les soins de Joseph Jos⁴, une étude proposée sous le titre *Les enfants perdus de Panamá⁵*. Attaché culturel de son état à l'Ambassade de France au Panamá, ce dernier allait en quelque sorte récidiver en 2004 au moyen d'un nouvel essai, intitulé *Guadeloupéens et Martiniquais au Canal de Panamá, histoire d'une émigration⁶*.

C'est dire que sous l'angle méthodologique, nos devanciers nous offraient tout à la fois en manière de modèle une approche technique du fait migratoire, celle du journaliste professionnel averti et celle, éclectique à souhait, du lettré accompli, bien imprégné des questions diplomatiques. Pour autant, aucun des deux n'avait abordé le thème des apports de

³ Valérie Séguéla-Holzer, *L'Émigration guadeloupéenne à Panamá vue à travers la presse locale de la Guadeloupe de 1880 à 1914*, Mémoire de maîtrise d'Espagnol, (sous la direction du Professeur Alain Yacou, directeur du CERC, EA 927, non soutenu) 1992-1993, p. 1.

⁴ D'origine martiniquaise, nommé Attaché culturel honoraire à l'Ambassade de France au Panamá.

⁵ Joseph Jos, *Les enfants perdus de Panamá*, Schœlcher, publié sous l'égide de l'Association Martinique-Panamá, Imprimerie Berger Belle page, 1988. Il en a été tiré un film documentaire du même nom, réalisé en 2007 par Gérard César, journaliste et grand reporter guadeloupéen. Voir également Ary Broussillon, *De Panamá à la Guadeloupe, la vie de Dubail Elisa ou l'engagement d'un ouvrier*, Paris, La Brèche, 1994.

⁶ Joseph Jos, *Guadeloupéens et Martiniquais au Canal de Panamá, histoire d'une émigration*, Paris, L'Harmattan, 2004.

ces émigrés dans le domaine socioculturel et celui de leur contribution à la croissance économique du pays. Au-delà de l'étude obligée du flux des migrants, ce sont ces deux points que nous nous proposons de traiter tour à tour au moyen de l'analyse des différents éléments issus de nos recherches.

De fait, alors que nous nous étions engagée, depuis 2005 pour notre part, dans la préparation de notre thèse de doctorat, nous avons participé à la mission de RFO-Guadeloupe au Panamá consacrée au tournage du film documentaire intitulé *Ces enfants perdus de Panamá*, en mars-avril 2007⁷. Dans ces conditions, les desseins de notre étude allaient être confortés par une approche de terrain toute de proximité de la communauté franco-antillaise établie depuis plus d'un siècle au Panamá. La question centrale qui se pose ici est de savoir en quoi l'apport des immigrants franco-antillais a été bénéfique à leur terre d'accueil, l'Isthme de Panamá, lieu de contradictions et de confluences tout à la fois entre les puissances européennes et américaines.

Il nous a semblé utile de retracer, pour commencer, le chemin parcouru depuis l'époque que l'on sait du débarquement dans l'isthme de l'Amiral de la Mer-Océane, déjà en proie à la dérélition jusqu'à celle de l'avancée victorieuse de Vasco Núñez de Balboa, le découvreur de la Mer du Sud. L'exploit de ce dernier sera au fondement d'une série de faits majeurs sous l'angle historique, politique et économique, autant dire stratégique qui se dérouleront au fil des siècles. C'est dans ces circonstances que va s'insérer le flux migratoire franco-antillais auquel nous avons consacré la première partie de notre thèse.

Aujourd'hui, près de cent ans après l'inauguration du Canal, il convenait de se demander si, au-delà de leur force de travail qui a pesé dans le développement économique de leur nouvelle patrie – *Urbi est, Ibi Patriat* — les immigrés franco-antillais et leurs descendants y ont implanté des éléments propres à leur culture, lesquels se seraient insérés à bon droit dans le cosmopolitisme panaméen. Remarquons, à cet égard, qu'un des descendants des pionniers guadeloupéens a forgé le vocable « Pana-Gwada ». A cet égard, nous avons voulu montrer comment les pionniers guadeloupéens et martiniquais tout autant que leurs descendants se sont impliqués dans le monde du travail et dans quelle mesure leur implantation a eu un retentissement sur l'évolution de la société d'accueil. Partant, c'est à l'intellection de ce faisceau d'hypothèses et de constats que nous nous sommes attachée dans la deuxième et la troisième partie de notre thèse.

Au-delà de la conclusion générale et dans la section des *Annexes*, un index des noms des Franco-antillais du Panamá et de leurs descendants a été élaboré en fonction des renseignements que nous avons pu obtenir : l'intention était d'honorer les personnes dont les actions ou les écrits nous ont fourni des compléments d'informations dès le début de nos recherches. De même et au titre des résultats d'enquête, nous avons consigné leurs témoignages et recueillis les récits qu'ils nous ont confiés lors des entretiens que nous avons eus avec eux, sur leur terre d'accueil. Un cahier d'illustrations a été conçu dans le but d'ajouter à la compréhension des phénomènes observés sur place par nos soins. De plus et en fonction

⁷ Dossier de Presse : *Ces enfants perdus de Panamá*, film coécrit par Joseph Jos et Gérard César, RFO, Guadeloupe Voir Rubrique « Remerciements » en 3^e de couverture de la brochure.

des normes prescrites en l'espèce, nous avons procédé à la traduction des citations en langue anglaise dont les références sont présentées en note de bas de page.

**PREMIERE PARTIE :
LE FLUX MIGRATOIRE DES ANTILLES FRANCAISES
AU PANAMÁ (1880-1914)**

CHAPITRE I : LE LIEU DE DESTINATIONS DES MIGRANTS FRANCO-ANTILLAIS

I – Le Panamá : de la colonisation à l'indépendance

A. L'Invention d'un lieu : de Christophe Colomb à Vasco Núñez de Balboa

Au commencement, il y a l'opiniâtre volonté du Gênois Cristoforo Colombo, une fois admis à la Cour en Espagne, de rivaliser avec les gens de mer portugais attachés comme lui à gagner les rivages de l'Inde – l'Inde des épices. Il ne pouvait en être autrement puisque le projet qu'il avait soumis auparavant au souverain portugais, Jean II, son ami, n'avait pas eu de suite, dans la mesure où Vasco de Gama avait doublé dans l'année 1497 le cap auquel il avait attribué à dessein le nom de *Bonne Espérance*, également appelé « Cap des tempêtes » à cause des conditions climatiques qui l'entourent. L'année suivante, ce dernier était à Calicut : nommé Amiral des Indes par le roi Emmanuel du Portugal, il entreprit une deuxième expédition en 1502 au cours de laquelle il fonda des comptoirs sur les côtes africaines, posant ainsi les bases nécessaires à l'établissement de liens commerciaux. Pour les Rois Catholiques – souverains de Castille et d'Aragon – il y avait matière à s'inquiéter : les terres découvertes par leur *Amiral de la Mer Océane*⁸ au cours de ses trois traversées, ne constituaient plus un avantage. On le sait, c'est parce qu'il croyait depuis longtemps qu'il était dans la main de Dieu que Christophe Colomb, qui avait recouvré la faveur des susdits souverains, prit la mer pour la quatrième fois, à leur demande expresse, il est vrai. Il convient à notre propos de rappeler ici les étapes de cette dernière traversée, à la lueur des études relativement récentes et toutes de synthèse dont nous reprenons les grandes lignes :

- Du 5 mai au 29 juin 1502, la flotte traverse l'Atlantique : après avoir fait escale aux Canaries, la flottille serait arrivée dans l'archipel des Petites Antilles, si l'on s'en tient au récit de voyage rédigé par son fils Fernando : « Après une traversée des plus heureuses, dans la matinée du 15 juin, par une mer très agitée et un vent très violent, nous nous trouvâmes en vue de *Matenino*, où selon la coutume déjà établie, l'Amiral jugea convenable que nous fissions relâche. »⁹ Par la suite, elle gagne l'île Espagnole où Christophe Colomb et les siens fuyant un ouragan font escale à Azua¹⁰, le gouverneur Ovando leur ayant refusé l'entrée du port de Santo Domingo.

⁸ Michel Lequenne, *Christophe Colomb, Amiral de la mer Océane*, Paris, Collection « Découvertes » éd. Gallimard, 1991.

⁹ Sur cette question controversée, voir Alain Yacou, *Christophe Colomb et la découverte de la Guadeloupe*, Paris, Editions Caraïbéennes et IEP de Toulouse 1992 p.237-246. et également Carl Ortwin Sauer, *Descubrimiento y dominación española del Caribe*, México, Fondo de Cultura económica, 1984. p.45. On notera que ce dernier reprend la version traditionnelle, selon une lecture de l'ouvrage d'Eugène Muller, *Histoire de la vie et des découvertes de Christophe Colomb par son fils*. Paris, Maurice Dreyfus 1879, où il est fait mention du passage de la flotte à la Martinique, le 15 juin 1502.

¹⁰ Christophe Colomb, *Le Livre des Prophéties*, Paris, Editions Jérôme Million, 1992

- Du 14 juillet 1502 à la fin de ce même mois, l'expédition longe le Honduras (d'aujourd'hui).

- Dès lors, et jusqu'au mois de mai 1503, se croyant entre le Mangí (au sud de la Chine) et le Ciamba (Hannam), dont avait parlé Marco Polo, Christophe Colomb cherche le détroit qui le conduirait vers l'Océan Indien, et ce, sur toute l'étendue qui va du Honduras jusqu'au Darien (soit l'actuel Panamá) – le tout en pure perte.

- Le 23 juin 1503 et jusqu'au 28 juin 1504, Christophe Colomb et les siens sont à la Jamaïque. La flotte échouée au nord de l'île était réduite à trois unités. Là, l'Amiral rédige sa *Lettre aux Souverains* pour justifier la confiance que ceux-ci lui avaient accordée. En fait, l'expédition confinait au désastre. Pis, l'Amiral qui eut à faire face à la sédition de Diego de Porras, ne dut son salut qu'à la loyauté de Diego Méndez parti quérir des secours à Santo Domingo.

- Le 29 juin 1504, il put repartir pour gagner à son tour cette capitale de l'Outre-mer.

- Enfin, le 13 septembre, il est au départ et arrive le 7 novembre à San Luca de Barrameda puis à Séville dans le plus grand désarroi. De surcroît, la reine Isabelle, son unique appui, décède le 26 de ce même mois. L'Amiral se meurt : il passera de vie à trépas à Valladolid le 20 mai 1506¹¹. Toujours persuadé qu'il avait atteint la Chersonèse d'Or, il n'avait pas accédé, pour autant, à l'Océan Pacifique¹².

¹¹ Christophe Colomb, *La découverte de l'Amérique, II. Relations de voyage et autres écrits, 1494-1505*, traduit par S. Estorach et M. Lequenne, textes complémentaires traduits par J-P. Clément et J-M. Saint-Lu, Paris, La Découverte, 2002, p. 414.

¹² Carte de Jacques Perron, Le Quatrième voyage de Christophe Colomb ; l'exploration des côtes de Veraguas et Panamá, 1502-1503, in Christophe Colomb, « La Découverte de l'Amérique II, p. 347.

hommes décidèrent de contribuer. Lorsque les fonds furent collectés, l'expédition prit la route du Sud, traversa l'Isthme de nouveau et poursuivit son avancée vers la Isla del Rey jusqu'à Bahia Piña avant de retourner à Aclá où Balboa sera exécuté en 1517 sur ordre de Pedro Arias de Avila¹⁶.

B. Vers l'indépendance du Panamá

C'est en 1519 que la ville de Panamá fut fondée, mais ce n'est qu'en 1739 qu'avec sa région, elle sera rattachée à la Nouvelle Grenade. On sait que celle-ci avait été détachée de la Vice-Royauté du Pérou qui comprenait les Audiences de Quito et de Bogota ainsi que le territoire du Venezuela. Cette vaste dépendance ultramarine de l'Espagne connut une certaine prospérité grâce à l'exportation de produits miniers vers la métropole. Durant les années 1810-1815, lors des débuts des guerres d'indépendance au cours desquelles Simon Bolivar reçut (en 1813) le titre de *Libertador*, le territoire du Panamá sera affecté par la grande geste émancipatrice qui donnera lieu à la création de la Grande Colombie (1822-1830). Cette dernière regroupait le Venezuela, libéré en 1818, la Nouvelle-Grenade, en 1819 et le Royaume de Quito en 1822. On sait que le Libertador entendait rassembler les morceaux épars de l'empire espagnol en de grands ensembles susceptibles de s'opposer aux Etats-Unis et de compter sur l'échiquier international. Son grand sens de l'initiative et sa combativité le poussaient à croire qu'il pourrait y jouer un rôle de tout premier plan¹⁷.

C. Le choix de l'émancipation politique et ses lendemains

Le 28 Novembre 1821, le Panamá se déclare libre et indépendant du gouvernement espagnol et s'associe en 1822 à la Grande Colombie. C'est en 1826 que s'est tenu le Congrès de Panamá à l'initiative de Simon Bolivar. On sait que ce dernier entendait bâtir une confédération hispano-américaine, première tentative d'intégration latino-américaine dont la finalité était, à l'époque, de résister au pouvoir de la Sainte Alliance. Un traité y fut signé par lequel les pays contractants s'engageaient à garantir mutuellement leurs frontières, à envisager une défense solidaire en cas d'agression extérieure, à instaurer un régime républicain et à se consulter sur les questions d'intérêt commun¹⁸.

Lors de la désintégration de la Grande Colombie provoquée par la séparation de l'Equateur et du Venezuela, à la suite du décès de Simon Bolivar, le 17 décembre 1830¹⁹, les Panaméens voulurent certes s'émanciper, mais ils ne purent s'opposer à la Colombie dont leur territoire sera un département jusqu'à son indépendance obtenue en 1903²⁰ avec l'appui intéressé des États-Unis. Le fait est, que cette année, la Colombie rejetait le traité Harrán-Hay qui attribuait aux États-Unis le droit de construire le Canal de Panamá. Face à cette décision qui

¹⁶ Bernard Lavallé, op.cit., p.25.

¹⁷ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op.cit.* p. 60.

¹⁸ Bernard Lavallé, *Op.cit.*, p.288.

¹⁹ *Ibid.*, p. 288 ;

²⁰ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op.cit.* p. 147.

portait un énorme préjudice au Panamá, l'indépendance devint, de facto, la solution la plus adaptée à la situation²¹. Cinq mois plus tôt, avant les événements qui conduisirent à la sécession, un journal américain publiait déjà, avec l'approbation de la Maison Blanche, un extraordinaire communiqué, annonçant la rébellion qui n'avait pas encore eu lieu :

*Selon l'information qui nous est parvenue, l'État du Panamá, qui comprend toute la zone du Canal, se tient prêt à rompre ses liens avec la Colombie, et à conclure avec les États-Unis, un traité portant sur le Canal. L'État du Panamá proclamera la sécession si le parlement colombien s'abstient de ratifier le traité. Un gouvernement de type républicain sera mis en place. Ce plan serait d'autant plus simple à exécuter que les troupes colombiennes, en poste dans l'État du Panamá, n'excèdent pas une centaine d'hommes.*²²

La rébellion fut organisée par Bunau-Varilla²³, un ingénieur français demeuré sur place après le fiasco de Ferdinand de Lesseps. Bunau-Varilla fut aidé par le docteur Amador²⁴, un homme de la compagnie américaine qui avait construit la voie ferrée reliant l'Atlantique au Pacifique – position clé, ainsi que le démontrèrent les événements qui suivirent : quand la Colombie, consciente de ce qui se tramait, expédia 200 hommes en renfort à Colón, sur la côte Atlantique, les patrons de la compagnie de chemin de fer, après un entretien avec le docteur Amador, se trouvèrent fort opportunément dans l'incapacité d'assurer le transport d'une garnison aussi importante au Panamá.

Théodore Roosevelt était résolu à œuvrer pour que le rêve de Ferdinand de Lesseps - construire un canal océanique joignant l'Atlantique et le Pacifique et qui s'était soldé par un désastre financier au bout de dix ans-, devienne réalité, mais, sous la protection et la possession partagée des États-Unis. La République de Panamá, création personnelle de Theodore Roosevelt naissait au début du XX^e. De même que les États-Unis avaient aidé Cuba à accéder à l'indépendance tout en lui imposaient leur tutelle, le 3 novembre 1903.

L'émancipation du Panamá s'inscrivait résolument dans le cadre de la politique expansionniste de la puissance du Nord.

II – L'Isthme de Panamá terre de passage : la genèse d'un projet et ses suites

Si dans un premier temps, il convenait de s'attacher aux circonstances de l'émergence du Panamá en tant qu'État-Nation, il nous appartient maintenant de nous intéresser aux faits qui ont conduit à la construction du canal lui-même sur le territoire de ce dernier et d'abord à sa cause majeure. On sait à cet égard que c'est vers la fin du XIX^e siècle que le rêve, autrefois caressé par Christophe Colomb, puis Nuñez de Balboa, va faire l'objet d'un projet. Il semblait

²¹ Aristides Royo, *La République de Panamá*, Paris, Ambassade de Panamá en France, 1998.

²² Communiqué du New York World du 13 juin 1903.

²³ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op.cit.* p. 126.

²⁴ *Ibid.* p. 164.

naturel de raccourcir l'inférieur voyage des clippers, contraints de risquer la mort aux abords des glaces antarctiques. Longtemps, le chemin du Cap Horn se révéla l'itinéraire le plus rapide et le moins dangereux pour relier New York à la Californie. Malgré les milliers de miles qu'il représentait, et les centaines de bateaux coulés sur son parcours, la majorité des marchands et des voyageurs considéraient l'hostilité des populations indiennes et la barrière des Rocheuses encore plus rédhibitoires. Il fallut attendre la ruée vers l'or de Californie, puis la création de la première ligne de chemin de fer dans l'Isthme de Panamá, à partir de 1855, ainsi que la jonction définitive des voies nord-américaines en 1869, pour voir naître un projet d'avant-garde, celui de la construction du Canal interocéanique.

A. La quête de l'or de la Californie

Il convient de rappeler ici, pour commencer, qu'à compter du début du XIX^e siècle et bien vite sous l'égide de la doctrine dite du « destin manifeste » chère au président Polk, le territoire des États-Unis déjà promptement augmenté de moitié par l'acquisition de la Louisiane française en 1803 s'agrandit de beaucoup en tous sens au fil des ans, mais plus particulièrement d'Est en Ouest, le milieu du siècle approchant – la Californie étant cédée par le Mexique en 1848 – autant dire jusqu'à atteindre ses dimensions actuelles. Il n'est pas de jour qui ne voie un recul de la « frontière ». Généralement, les colons gagnent l'Ouest en utilisant les cours d'eau ou les canaux aménagés par les États à cet effet ; puis, en chariots recouverts de bâches, les waggons, ils poursuivent leur chemin au-delà du Mississippi.

Au fondement de ce processus migratoire sont les activités économiques dont la principale était sans doute le transport de l'or de la Californie, entrée dans l'Union en 1848 et érigée en État en 1850. Avec l'aménagement des chemins de fer, la colonisation prend un caractère systématique. Au milieu du siècle, des chercheurs découvrent l'or près de San Francisco en Californie, et aussitôt, c'est la ruée ; au cow-boy éleveur de bétail vient s'ajouter le chercheur, l'aventurier qui donnerait son sang et sa vie pour découvrir un seul filon.

La découverte de l'or et la construction du premier chemin de fer transcontinental assurèrent la prospérité de la Californie au XIX^e siècle. Le rail intercontinental, lancé dans les grandes plaines du Far West, acheva de bouleverser la situation. Mais même plus rapide, cette nouvelle solution imposait toujours de nombreux arrêts et ne permettait pas le transport de charges lourdes et volumineuses.

Il est à remarquer pour finir qu'en quittant l'Est, les pionniers avaient laissé derrière eux préjugés et hiérarchies sociales. La nouvelle société qu'ils avaient formée dans les villes et les villages qu'ils bâtirent de leurs propres mains était égalitaire : aucune distinction de fortune ou d'ethnie ne prévalait. Seules les qualités individuelles primaient. Pourtant, dès le milieu du XIX^e siècle, avec la ruée vers l'or et la révolution des transports, cette société change. À côté des pionniers et des aventuriers, viennent s'installer des banquiers, des hommes d'affaires. Ces hommes apportent avec eux leur morale et leurs valeurs traditionnelles. Ces nouveaux pionniers de l'Ouest forment un monde à part, en marge de la bonne société de l'Est américain, où seuls comptent la force, le courage et la persévérance, mais aussi la ruse, l'habileté, la loi du

plus fort²⁵. Pour les Indiens d'Amérique, jadis oubliés de l'histoire, cet épisode est synonyme de lutte, de souffrance et, à terme, de disparition.

B. La voie ferrée comme recours

Pour faciliter le transport du métal précieux depuis les mines californiennes jusqu'à New York, les États-Unis initièrent la construction d'une voie ferroviaire au Panamá de 1850 à 1855. La première entreprise de grande ampleur consista à relier les deux océans, Pacifique et Atlantique, par une ligne de chemin de fer qui traversa l'Isthme de Panamá. Il s'agissait aussi de transporter depuis l'Europe ou l'Est des États-Unis, les mineurs vers l'or de la Californie, dès 1848. Après l'échec de deux chantiers, l'un français, l'autre anglais, le contrat sera cédé à une entreprise nord-américaine avec l'exclusivité de l'exploitation durant 49 ans. Lors de la construction du chemin de fer, 80.000 chinois, venus là pour travailler, y ont laissé la vie, autant, a-t-on dit que les traverses de rails. La voie ferrée fut achevée en 1855. Le transport des personnes et des marchandises se révéla, pour les bailleurs de fonds nord-américains, une vraie mine d'or et ceci, jusqu'à l'inauguration, en 1869, du train transcontinental reliant les deux côtes des États-Unis.

Les répercussions de ces innovations dans l'Isthme de Panamá ne se firent pas attendre. Une nouvelle ville s'édifia, sur la côte Atlantique, à partir de 1852 : Colón, dont les premières maisons furent construites sur le modèle antillais. Dès lors, plutôt que de contourner le continent par le Sud, les clippers firent peu à peu escale en Amérique Centrale, laissant à d'autres navires le soin de récupérer les marchandises et les passagers transbordés sur l'autre côte. « Avec cette voie ferrée, écrit Alain Viellard-Baron, Panamá retrouvait sa vocation de terre de passage. L'affluence des hommes et des marchandises était telle qu'on parle d'une ère californienne »²⁶. De fait, les Américains de la côte Est des États-Unis emprunteront désormais l'Isthme de Panamá comme raccourci pour aller vers la Californie et toute la côte ouest. Bien qu'aléatoire, précaire et chère, la petite ligne construite à grands frais, réduisit de plusieurs semaines, le voyage au long cours, inévitable jusque là. Dès lors, nécessité faisant loi, le destin de l'Isthme était scellé.

C. La voie navigable comme solution : un projet et ses lendemains

Au XV^e siècle, Miguel de las Rosas, prêtre espagnol avait prétendu qu'un canal était réalisable entre les deux Amériques. Il lui fut rétorqué que cela était impossible. Le prêtre répliqua qu'il y a des montagnes, mais il y a aussi des bras. Pour un roi de Castille, il n'était rien d'impossible. Charles Quint, en son temps, avait déjà ordonné une reconnaissance des lieux, à des fins préliminaires. Etaient visées, en l'occurrence, les régions du Nicaragua, du Panamá ou du Darién. C'est seulement en 1880 que la perspicacité française s'impose sous l'égide du célèbre industriel français, Ferdinand de Lesseps : le Panamá devint le lieu choisi pour le

²⁵ Georges W. Westerman, *Pioneers in Canal Zone Education*, La Boca, Zona del Canal, Occupational High School Shop, 1949.

²⁶ Encyclopedia universalis, vol. XIII p.1009 /*** in Francis Trotet, *Le Panamá*, Paris, Karthala, 1991, p.34

perçement d'un canal après les travaux entrepris pour l'établissement de la voie de chemin de fer²⁷.

Toutefois, après la faillite des sociétés françaises, ce sont les États-Unis qui prennent la suite des opérations suscitant même, à dessein, la proclamation de l'indépendance du Panamá en 1903 - toutes choses qui leur assureront la mainmise sur l'entreprise titanesque initiée par les industriels français et ce en vertu du Traité Harrán-Hay du 22 janvier 1903 par lequel la Colombie autorisait les États-Unis à occuper une bande territoriale de 5 km de part et d'autre du canal pour l'achèvement de la construction de ce dernier et son exploitation pour un siècle. Dès lors, des générations entières luttèrent avec beaucoup de constance pour obtenir la rétrocession de leur bien le plus précieux. Les révolutions et les grèves se succédèrent jusqu'à l'obtention de la maîtrise totale de leur canal.

L'idée d'un canal, raccourci maritime en Amérique Centrale, était aux yeux de beaucoup, le seul recours efficace pour passer de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique. On sait à cet égard qu'Ulysses Grant qui fut président des États-Unis de 1868 à 1872, organisa des expéditions dont le but était d'explorer les côtes du Nicaragua et du Panamá. Pour sa part, la *Société de Géographie de Paris* qui s'était intéressée sérieusement au projet envoya sur place une mission exploratoire dûment financée et commanditée, qui proposa aussitôt la mise en place d'un Comité français pour le *perçement du Canal*.

C'est à Ferdinand de Lesseps que la direction du bureau fut confiée. Il nous appartiendra de rappeler plus loin les éléments marquants de sa carrière. Pour l'heure il convient de souligner qu'il s'attacha à l'organisation d'un *Congrès* international d'étude du Canal interocéanique avec le concours en particulier de certains ingénieurs de la *Compagnie de Suez*. Les avis et conclusions des 137 participants étaient pour le moins divergents. Certains étaient en effet favorables à la construction d'un canal au Nicaragua. En fin de compte, la direction de l'entreprise revint à un général italien, Istvan Türr, hongrois qui combattit en son temps au côté de Garibaldi. Il disposait d'appuis solides et multiples, au nombre desquels on comptait Maximilien Littré, Octave Feuillet ou Lucien Bonaparte Wyse.

C'est à lui que le Gouvernement colombien, propriétaire de l'Isthme, cède une concession à proximité de la voie de chemin de fer reliant Colón à Panamá City. Un contrat est signé en l'occurrence suivi de la promulgation par le Parlement Colombien de la Loi de concession du Canal de Panamá²⁸. C'est sous le couvert de cette loi en date du 28 mai 1878 que fut établi un contrat intitulé *Contrat pour l'Ouverture d'un canal Interocéanique à travers le Territoire colombien*²⁹. Comme de juste, nous avons reproduit dans nos Annexes et dans son intégralité ce contrat dont le préambule est comme suit :

Eustrojo SALGAR, Ministre de l'Intérieur et des Relations Extérieures des États-Unis de Colombie, d'une part ; Et, de l'autre, Lucien N.-B. WYSE, chef de la Commission scientifique pour l'exploration de l'isthme en 1876, 1877 et 1878, membre et délégué du Conseil de direction de la Société civile internationale du Canal interocéanique

²⁷ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op.cit.* p. 133.

²⁸ Jacques Adélaïde-Merlande, Document obligeamment communiqué par le Président de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, *Contrat pour l'Ouverture d'un canal Interocéanique à travers le Territoire Colombien*, février 2008.

²⁹ Cf. Annexe II Index des Textes complémentaires.

(présidée par le général Etienne Türr), en vertu des pouvoirs dressés à Paris du 27 au 29 octobre 1877, qu'il a exhibés en forme légale ; Ont conclu le contrat suivant...

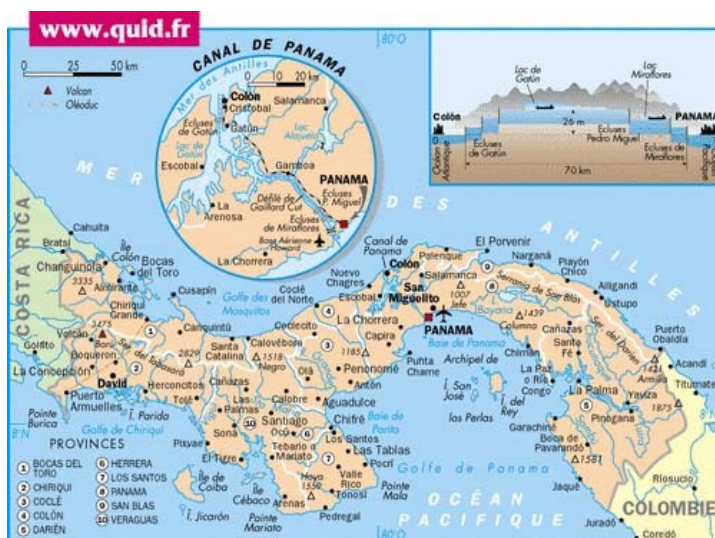
Des 11 articles qu'il comporte, nous ne retiendrons que des éléments choisis :- *La durée du privilège sera de quatre vingt dix neuf années à compter du jour où le Canal sera ouvert en tout ou partie au service public - le gouvernement de la République ne pourra concéder à aucune compagnie ou individu, à quelque titre que ce soit, le droit de construire un autre Canal qui mette en communication les deux océans. Le Gouvernement ne pourra concéder à aucune Compagnie le droit d'établir une autre voie ferrée interocéanique. - Le Canal devra être terminé et livré au service public en douze ans à partir de la date de la formation de la Compagnie anonyme universelle. - est cependant stipulé et convenu que, si le Gouvernement colombien recevait, avant le paiement du cautionnement, une proposition formelle et suffisamment garantie pour construire le Canal en moins de temps et avec des conditions plus avantageuses pour les États-Unis de Colombie, ladite proposition sera portée à la connaissance des concessionnaires ou de leurs représentants.*

Nous le constatons, cette loi n'accordait pas à l'entreprise française l'opportunité de céder ses privilèges à une autre compagnie s'il lui arrivait de ne pas pouvoir honorer son contrat dans les délais fixés.

Rappelons ici qu'en 1876, la Société de Géographie avait envoyé Lucien Bonaparte Wyse en mission au Panamá ; il était accompagné d'Armand Reclus, frère du célèbre géographe.³⁰ Après une traversée de trois mois sur le *Lafayette* en compagnie de deux autres ingénieurs et de six techniciens, une fois arrivés sur place, ils souffrent mille maux – fièvres, chaleur, moustiques, serpents et fauves aux aguets – à tel point que trois membres de l'expédition, frappés par la malaria en perdent la vie. Cependant, dans le compte-rendu, il n'est pas question de décès mais de tunnels à creuser, de ponts à jeter, de rivières à détourner. Les approximations sont nombreuses et les estimations aléatoires. Ferdinand de Lesseps réclame un complément d'enquête. Wyse et Reclus ne désarment pas et rallient l'Isthme de Panamá une seconde fois. Puis Wyse se rend à Bogotá afin de renégocier les fondements mêmes de la concession Türr. Le Président colombien, Para, cède alors cinq cent mille hectares de plus mais réclame, en revanche, cinq pour cent des revenus du futur Canal. Sur ces entrefaites et à l'initiative de La Société de géographie se tient alors un congrès chargé de débattre de la faisabilité d'un canal en Amérique Centrale. Les débats se succèdent et opposeront les défenseurs d'un canal à niveaux et les partisans d'un ouvrage à écluses.

³⁰Cf. Cahier des Iconographies, p. 265 ; Voir bustes d'Armand Reclus et de Lucien Wyse sur la Place de France à Panamá.

CARTE DU PANAMÁ figurant la coupe longitudinale du Canal. Source : Internet.



III – La construction du Canal de Panamá

A. Ferdinand de Lesseps et l'entreprise française

Né au début du Premier Empire et mort à la fin du siècle, Ferdinand de Lesseps fut tout le contraire d'un nostalgique de l'épopée napoléonienne à laquelle son père et son oncle avaient pris part. Convaincu des bienfaits de la science, il était de ceux pour lesquels il existe d'autres victoires que celles remportées par les armes. Entré par tradition familiale dans la carrière diplomatique, il y fait de brillants débuts et y montre les qualités que ses ennemis eux-mêmes lui reconnaîtront : le courage, la ténacité, l'optimisme et une puissance de travail hors du commun. Il quitte la diplomatie en 1849 pour se consacrer à la construction du canal de Suez voulu comme une œuvre de « civilisation et de progrès³¹ ».

Au temps où il exerçait à Alexandrie en qualité de vice-consul, ayant pris la mesure de la tâche à accomplir de conserve avec le Khédivé Méhémet Ali, il avait pressenti les difficultés de l'entreprise tout autant que la gloire qui auréolerait celui qui la mènerait à bien. Certes Méhémet Ali n'était pas insensible au projet, mais les Mamelouks, à l'intérieur du pays, et les Turcs à l'extérieur, lui imposaient d'autres priorités. Ses propres services estimaient en outre beaucoup plus intéressant de construire un barrage sur le delta, capable de réguler la navigation et d'irriguer de nouvelles terres³². Pour leur part, les Anglais penchaient pour la construction d'une ligne de chemin de fer, susceptible de transborder des hommes et des

³¹ Discours prononcé par Dominique Vondrus-Reissner, conservateur en chef du Patrimoine lors de l'exposition réalisée à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Lesseps par la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères.

³² Benoît Heimermann, Suez et Panamá, La fabuleuse épopée de Ferdinand de Lesseps, Paris, Arthaud, 1996.

marchandises d'une mer à l'autre. Tout compte fait, c'est à la construction d'un canal qu'ira la préférence du Khédive. De fait, les progrès de la marine à vapeur et l'accélération des échanges commerciaux qui, désormais, concernent davantage les produits lourds que les épices et les soieries, font pencher la balance en faveur de l'option proposée par Ferdinand de Lesseps.

Ferdinand de Lesseps qui s'était rendu en Egypte parcourt à brides abattues le terrain pour définir le tracé du futur canal. Après mille efforts, tractations et innovations, les deux mers se rejoignent enfin³³. Dans le seul but de servir le progrès, Ferdinand de Lesseps, habité par une force et une conviction exceptionnelles était ainsi parvenu à surmonter les contingences et à convaincre les sceptiques. Le Grand Français comme l'a appelé Gambetta en 1879 ne voulut pas rester en si bon chemin. Après avoir rapproché l'Orient et l'Occident, il ambitionne de relier l'Atlantique et le Pacifique. Certes, Colomb et Balboa avaient jeté en quelque sorte les bases de l'entreprise à venir³⁴. Ferdinand de Lesseps soutient quant à lui que l'on peut mettre en contact les deux océans par la construction d'un canal qui traverserait l'Isthme. Les navires n'avaient alors pour seule alternative que le passage par le Cap Horn, mettant, ainsi, des mois à parvenir à destination. Les naufrages étaient nombreux. Il lui fallait venir à bout de ce morceau de terre, comme il l'a fait à Suez.

Toujours sous l'emprise de la conviction qu'il lui fallait « ouvrir le monde aux êtres humains », Ferdinand de Lesseps fut dès lors persuadé qu'il y avait à réitérer l'opération sous d'autres cieux. En regard de la plus élémentaire leçon de géographie, l'Isthme de Panamá s'imposait. C'est alors que, le temps aidant, les avancées technologiques de l'époque favorisant de semblables entreprises, la France ayant été humiliée à l'issue de la Guerre de 1870, Ferdinand de Lesseps, qui s'était engagé dans le service des ambulances à 69 ans, retournait à Suez où il commença à songer à un autre projet, celui du creusement du canal de Panamá, lequel, s'il se réalisait, restituerait le prestige de la nation.

De la sorte Ferdinand de Lesseps, qui était convaincu qu'il fallait creuser un canal à niveaux, présenta ses chiffres : 75 Km de longueur, 22 m de largeur, 9 m de profondeur. Abel Couvreur et Georges Hersent sont les deux ingénieurs appelés à mener les opérations : ils avaient déjà fait leurs preuves en dirigeant les travaux entre Port Saïd et Suez. Le canal égyptien devint par la force des choses, la référence obligée. Ferdinand de Lesseps insiste sur les difficultés liminaires qu'il avait alors surmontées, sur l'attitude des nombreux sceptiques qu'il avait confondus et plus encore, sur les solutions technologiques qu'il avait préconisées quand la main d'œuvre lui avait défaut. Toujours est-il que cette fois, son projet a changé de continent et d'époque. Les conditions géologiques et climatiques n'ont absolument rien de commun.

Panamá est un pays dangereux, chaud et humide dans lequel, pour survivre, il faut s'administrer de la quinine en permanence³⁵. Autre obstacle d'envergure, les données financières et économiques ne sont pas comparables. Toutefois, Ferdinand de Lesseps est persuadé que le parallèle entre les deux chantiers s'impose et il opte pour un canal à niveaux, A

³³ *Ibid.*, P. 96.

³⁴ Georges Edgar Bonnet, *Après Suez, le pionnier de Panamá*, Paris, Plon, 1959.

³⁵ John Foster Fraser, *Panamá, l'œuvre gigantesque*, Paris, Pierre Roger & C^{ie}, Editeurs, , 1912, p.102.

cet effet, il monopolise l'attention, joue de son crédit et rallie tous les suffrages, par de vers l'opinion arrêtée de ceux qui privilégiaient l'idée d'un canal à écluses³⁶.

D'aucuns en spécialistes avérés ont évoqué les problèmes posés par le climat, du Chagres³⁷, ce fleuve difficile à maîtriser, de la Culebra, cette horrible montagne infranchissable. Gustave Eiffel ingénieur de renom était, quant à lui, farouchement opposé au projet de Canal à niveaux. Godin de L'Épinay, diplômé des Ponts et chaussées s'est montré très pessimiste. Favorable à un canal à écluses, il préfigurait avec une incroyable précision et un infini bon sens ce que serait finalement le futur Canal de Panamá. Ferdinand de Lesseps n'en récupère pas moins l'étude de B.W et emprunte les 10 millions nécessaires au rachat de la concession du général Türr et l'engagement négocié par Lucien Bonaparte Wyse avec la Panama Railroad Company. Victor Hugo l'interpelle : « Étonnez le monde par de grandes choses qui ne soient pas des guerres.³⁸ ». Pour sensibiliser l'opinion, il lance le Bulletin du Canal où les explications parcellaires et les reportages complaisants abondent. Ferdinand de Lesseps se rend enfin au Panamá accompagné par de nombreux ingénieurs et politiques, son état major, constitué par Abel Couvreur et Gaston Blanchet l'un des principaux ingénieurs, Émile Bouton représentant le ministère des Travaux publics, Henri Bionne, officier de Marine, Armand Reclus, Lucien Bonaparte Wyse, Ghislain de Linière, Edouard Pelse ingénieur³⁹.

Lorsqu'en janvier 1881, le premier groupe d'entrepreneurs composés de 40 ingénieurs et ouvriers spécialisés placés sous les ordres de Gaston Blanchet et Armand Reclus, arrive à Colón, pour débiter les travaux, il découvre une réalité nettement moins idyllique que celle présentée dans les rapports antérieurs : la fièvre jaune en particulier y faisait des ravages. A ce propos, rappelons que les ingénieurs français avaient étudié le moyen de combattre ce fléau qui sévissait alors à Cuba. Pour lutter contre le moustique vecteur de la fièvre jaune, les autorités françaises obtinrent d'installer une équipe médicale dans la grande île. Carlos Finlay avait émis en 1865 l'hypothèse que le mode de transmission de la fièvre jaune était probablement une entité vivant dans l'atmosphère, théorie que la commission Chaille et Sternberg, qui officia en 1898 à La Havane, reprit à son compte, – ledit Finlay ayant démontré en 1881 que le mode de transmission de cette redoutable maladie infectieuse était un moustique⁴⁰.

A son tour, le médecin et bactériologiste cubain Aristides Agramonte y Sismondi (1869-1931) membre de la commission nord-américaine dirigée par le général Walter Reed, confirma cette théorie. La grande île, déjà dévastée par des années de guerre, était en proie à toutes les épidémies. On ne pouvait choisir meilleur lieu pour réaliser des expériences scientifiques, et site plus approprié pour observer les dévastations de la fièvre jaune. La France décida qu'une équipe de spécialistes-chercheurs iraient donc à Cuba pour étudier le comportement des moustiques et celui des hommes atteints par la maladie. Il était essentiel de venir à bout de ce moustique ennemi : l'avenir des Amériques et plus singulièrement de celui de l'Isthme de

³⁶ Ce seul mot mettait Ferdinand de Lesseps hors de lui, qui se référait alors au canal calédonien, dit l'Escalier de Neptune, qui était selon lui une véritable échelle

³⁷ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op.cit.* p. 31

³⁸ Benoît Heimermann, *Op.cit.*, p. 124.

³⁹ Marc de Beauville, *L'aventure illustrée des Français au Panamá*, *Op.cit.* p.89.

⁴⁰ Hortensia Pichardo, *Documentos para la historia de Cuba*, La Habana, Instituto del Libro, 1969, Tomo II, « El médico Carlos Finlay descubre el agente transmisor de la fiebre amarilla », p.151-155.

Panamá en dépendaient⁴¹. Cependant il est à remarquer que cette terrible fièvre ne frappait pas les indigènes repliés dans jungle⁴² ; elle sévissait essentiellement dans les lieux où se développait l'habitat des sociétés modernes.

De la sorte, se posa la question épineuse de la main-d'œuvre : La population indienne autochtone ne se sentait concernée en rien par ce projet de percement de Canal. Loin de ces considérations politiques et commerciales, ils n'avaient que faire de ces travaux qui allaient assurément les chasser de leurs terres ancestrales. Miraflores n'était alors qu'un village d'indiens lorsque commencèrent les travaux. En juillet 1881, 200 techniciens et 800 manœuvres s'y installent à leur tour, très vite affectés par le climat hostile et les conditions de travail. C'est la raison pour laquelle l'administration des travaux devra faire plus tard appel à de la main-d'œuvre extérieure. L'idée qui s'imposera alors sera de faire venir en masse des ouvriers antillais. Pour mener à bien cette nouvelle entreprise Ferdinand de Lesseps vendit ses parts de fondateur de Suez pour les investir au Panamá. Son épouse y ajouta ses économies personnelles. Les souscripteurs affluaient et se montraient enthousiastes. Les grandes banques servant d'intermédiaires ne prirent aucune action, mais elles se firent payer très cher leur commission. Gaston Blanchet, ingénieur français, fit ouvrir une voie entre Colón et Panamá. Bien vite, les fièvres commencèrent à faire des ravages. La mort d'Henri Bionne, le Secrétaire général de la compagnie, trois semaines seulement après son arrivée au Panamá est bientôt suivie de celle de l'ingénieur Gaston Blanchet. On sait qu'en 1883, ce sont 700 ouvriers français qui meurent de la fièvre jaune⁴³.

C'est à Jules Isidore Dingler que revint à son tour la charge de rassembler les énergies et de redresser la situation en mettant de l'ordre dans l'organisation débridée du travail et des chantiers. Au bout de deux mois le brillant ingénieur perd sa fille, son fils, son épouse et son gendre. Opiniâtre, il fait connaître à Lesseps que malgré toutes ces épreuves, il veille à l'accomplissement des tâches qui lui étaient imparties⁴⁴. Grâce au savoir-faire des jeunes ingénieurs qui l'entourent, il maîtrise la situation. Mais tous les employés de la Compagnie n'ont pas l'esprit de sacrifice de Jules Isidore Dingler. Certains songent à plier bagage. Les médecins qui ignorent toujours la responsabilité des moustiques porteurs du virus tant redouté, s'interrogent. Ils ne savent pas que la fièvre jaune est fatale et sans recours. Il faudra patienter encore dix ans avant que les Américains ne découvrent l'exacte cause du mal. Quand Jules Isidore Dingler meurt lui aussi de la fièvre jaune, c'est Léon Boyer qui lui succède. Ce dernier encourage ses ouvriers à persévérer dans cette voie infernale, et les stimule comme s'il se fût agi de soldats en campagne !

A Paris, les responsables de la Compagnie, très tenaces, tout comme Ferdinand de Lesseps refusent de laisser paraître la moindre inquiétude, minimisant les risques encourus par les ouvriers⁴⁵. En revanche, ils insisteront sur l'efficacité de leurs travaux et souligneront les progrès enregistrés. En janvier 1886, Armand Rousseau, ingénieur des Ponts et Chaussées et

⁴¹ S Benoît Heimermann, *Op.cit.* p.126.

⁴² Cf. Annexe IV – Chapitre 1.II.A : Vue de la jungle dans la zone du Canal ; photo MFM

⁴³ Voir Annexes. Nous avons relevé plusieurs noms inscrits sur les sépultures françaises regroupées au centre du cimetière Amador de Panamá city.

⁴⁴ Marc de Beauville, *Op.cit.*, p. 91

⁴⁵ *Ibid.*, p. 93.

sous-secrétaire aux Travaux Publics, se rend à Panamá, accompagné de Charles de Lesseps, administrateur de la compagnie, de Jules Charles Roux, directeur de Suez et de quelques délégués parlementaires. Il observe, sonde et interroge pour conclure que l'achèvement du Canal, avec les ressources prévues et dans les délais annoncés, est plus que problématique. Les chiffres qu'il aligne sont éloquentes. Si quatre millions de mètres cubes de terre et de roches ont été déblayés au cours des cinq dernières années, pas moins de cent trois millions doivent l'être encore. D'abord estimé à cinq francs, le prix du mètre cube dégagé doit être désormais évalué à trois francs supplémentaires. De plus, pour faire progresser la tranchée, il faudra faire venir massivement de nouvelles équipes et de nouveaux matériels. Il sera aussi nécessaire de réguler le cours du Chagres, d'élever un barrage et de raboter les flancs de la vallée d'Obispo. De surcroît, il faudra vaincre la Culebra, dans la cordillère, pratiquer une tranchée de près de treize kilomètres et faire sauter, à l'endroit le plus hostile, un verrou haut de quatre-vingt sept mètres. A ces difficultés, s'ajoute le fait que les glissements de terrain handicapent considérablement la progression du chantier, et l'humidité qui vient détériorer les engrenages des machines. Ferdinand de Lesseps multiplie les déclarations, réfute les comptes-rendus sanitaires et vante les exploits des ingénieurs français, capables de toutes les audaces et même de bouleverser l'ordre naturel des choses.

Il promet la fin des travaux pour 1891 mais, il n'admet pas que le Canal soit équipé d'un système d'écluses à ses deux extrémités. Néanmoins, il accepte que l'on prenne enfin l'avis de Gustave Eiffel, supposé être le plus qualifié en la matière. Compte tenu de la dénivellation du terrain et des impressionnantes marées de l'Océan Pacifique - jusqu'à 6 mètres - le célèbre ingénieur qui vient tout juste de débiter la construction de la fameuse Tour sur le Champ de Mars, à Paris – reste convaincu, pour sa part, de la nécessité de construire un canal à écluses, comme il l'avait soutenu lors du Congrès de 1876⁴⁶, où il avait été l'un des rares participants à suggérer l'idée du Canal à écluses en s'opposant d'emblée à celle du Canal à niveaux⁴⁷. Pour sa part, Charles de Lesseps parle de moyens transitoires capables d'engager l'exploitation du Canal en attendant son nivellement définitif. Il affirme que seule cette solution intermédiaire a quelque chance de séduire les élus parlementaires de plus en plus affolés par l'énormité de la tâche car, selon les plus récents pointages, il faudra déplacer quatre-vingt millions de mètres cubes de déblais au minimum pour qu'enfin les deux mers se rejoignent. Les représentants administratifs de la Compagnie ont dû se montrer particulièrement convaincants pour qu'en 1888, la Chambre des Députés, puis le Sénat, adoptent enfin un projet de loi favorable à l'émission de l'emprunt à lots que de Lesseps espérait depuis si longtemps⁴⁸.

De fait, c'est de subvention dont on a besoin pour faire avancer les chantiers et augmenter encore les capacités d'extraction des machines les plus efficaces. Le 26 juin 1888, plus de deux millions d'obligations sont proposées au public. Ferdinand de Lesseps participe à une campagne particulière à travers tout le pays pour obtenir l'argent dont il a besoin. Son discours n'a pas changé. Il soutient que 500 000 de ses compatriotes sont intéressés au succès

⁴⁶ Benoît Heimermann, *Op.cit.*, p.103

⁴⁷ Benoît Heimermann, *Op.cit.*, p.115.

⁴⁸ Ibid. p.110

de l'entreprise. Que chacun, préconise-t-il, prenne 2 bons et le Canal se fera⁴⁹. De Lesseps rassemble et motive. Au total, 800 000 actions seront souscrites. Si le résultat est honorable, il ne se révèle pas pour autant suffisant. La Compagnie n'a d'autre recours que de demander un délai de grâce : trois mois pour trouver une dernière parade. Le 15 décembre, par 256 voix contre 181, le sursis est rejeté. Au 63 bis de la rue de la Victoire, siège de la Société, Ferdinand de Lesseps réunit une cellule de crise. Charles de Lesseps, Henri Cottu et Marius Fontane, administrateurs de la compagnie, se rendent à l'évidence qu'ils ne peuvent s'en sortir de façon honorable. Les estimations de 625 millions avaient été largement dépassées. Les travaux du Canal n'avaient pas avancé de moitié, alors que 2 milliards de francs avaient été vigoureusement engloutis. L'arrêt définitif des travaux est ordonné. En 1888, la *Compagnie Universelle du Canal interocéanique* mise en liquidation, sera dissoute le 4 février 1889, par le Tribunal civil de la Seine.

B. L'entrée en scène de la puissance du Nord

Les Français sont les premiers à avoir su montrer la voie aux Américains, en leur apportant la preuve que le rêve pouvait devenir réalité, comme ce fut le cas à Suez. Avec les progrès rapides de l'industrie, les Français auraient, à n'en pas douter, réaliser leurs rêves et mis leur projet à exécution mais cinquante ans plus tard⁵⁰. Les progrès de la médecine seraient venus compenser les carences des spécialistes face à la prédominance de la fièvre jaune et ses conséquences funestes. Il n'y aurait sans doute pas autant d'ingénieurs français et d'ouvriers antillais morts de maladies endémiques. Ils auraient pu faire l'économie de tant de travailleurs disparus sous les éboulements et éviter aussi le carnage perpétré par maladresse à chaque dynamitage de la cordillère.

Il est possible d'admettre que le fait de résister à la fièvre jaune, contrefaire et maîtriser la jungle, supporter la pluie, les inondations, le soleil et la sécheresse, soient des conditions climatiques extrêmes, venir à bout d'indestructibles montagnes, au début du XXe siècle, requéraient des qualités autres que l'audace, la volonté et la hardiesse. A la lumière des leçons de perspicacité, de patience et de rigueur, de persévérance que nous ont données les Américains, nous sommes bien contraints de reconnaître qu'outre le génie certain de Ferdinand de Lesseps, le Canal de Panamá se sera imposé trop tôt dans son esprit, en tous les cas, à un moment où ses contemporains d'influence n'étaient pas prêts à l'épauler, s'étant obstiné à vouloir construire un canal « à niveau » sur le type de celui de Suez, au lieu d'un canal à écluses plus réalisable techniquement. Les travaux avaient dû être interrompus, puis abandonnés à la suite d'un scandale financier retentissant, ruinant ainsi des milliers de souscripteurs⁵¹. Les Américains qui voyaient leur rêve devenir réalité pouvaient enfin savourer leur réussite et louer les propos visionnaires de Grant qui, Président des États-Unis de 1869 à 1877, avait un jour déclaré que si *Canal il doit y avoir, ce sera un Canal américain, construit avec de l'argent américain, sur un sol américain.*

⁴⁹ Alberto Vásquez Figueroa, *Panamá, Panamá, Grands Feuilletons*, Paris, Editions Flammarion, 1977. P.157.

⁵⁰ Claude Fohlen, *Qu'est-ce que la révolution industrielle*, Paris, Science nouvelle, Robert Laffont, S.A., 1971, p. 71.

⁵¹ Le Grand Livre du Monde, Panamá, Paris, Sélection du Reader's Digest, 1989, p. 514.

La concession accordée par la Colombie à la France et qui doit expirer dès 1893 stipulait la restitution des terres ainsi que la confiscation des biens et des actifs. Dans ces conditions, la nécessité se fit jour de la constitution d'une société de substitution sous le nom de *Compagnie nouvelle du Canal de Panamá*, laquelle profitera du soutien de quelques anciens administrateurs. Les sauveurs de la dernière heure espèrent tirer avantage de l'évolution de la situation politique et économique de l'autre côté de l'Atlantique. Philippe Bunau-Varilla, ingénieur français des Ponts et Chaussées, démontra que la construction du Canal était dédiée à l'esprit humain et à la liberté et que sans enthousiasme, rien n'était possible. Il convenait dans une première phase d'acheter l'actif de la nouvelle compagnie française chargée de la poursuite des travaux en bénéficiant des concessions obtenues. Ce qui fut fait en 1894.

Dans une seconde phase, il s'agira de créer dans l'isthme une petite puissance politique s'abandonnant complètement aux volontés des Etats-Unis d'Amérique, comme nous l'avions mentionné plus haut. De fait, les futurs dirigeants de Panamá se plieront à la volonté des armateurs, sacrifieront leur idéaux au nom du profit. Partant, un bureau d'état-major avait été constitué, composé de médecins et de chirurgiens et officiers supérieurs. Ce bureau avait à sa charge le financement des opérations de toutes sortes liées à l'entreprise du canal et veillait à l'amélioration des conditions sanitaires. A cet égard, force est de souligner le rôle de Bunau-Varilla qui, n'ignorant rien de la volonté des Etats-Unis d'étendre leur influence sur cette zone du Monde, en tira parti pour intéresser les banques new-yorkaises, permettre à la Commission de la fièvre jaune d'y établir un camp – *Columbia* – et, partant, aider le gouvernement américain à obtenir un territoire permanent : la zone du canal.

C'est encore ce même Bunau-Varilla qui, après s'être opiniâtre à activer la reprise des travaux de construction du Canal de 1894 à 1899 par les Américains, décide de leur céder le marché, étant plus que jamais résolu à voir se matérialiser le Canal. Après de multiples tergiversations, la transaction trouve enfin son aboutissement en 1903⁶⁷. La débâcle de la Compagnie française et les dramatiques événements qui s'ensuivirent avaient péniblement surpris le monde entier et plus particulièrement Le Panamá où la vindicte contre la France fut unanime à en croire le propos qui suit :

*La firma del tratado Hay-Bunau Varilla, aseguró la excavación del Canal interoceánico por la ruta de Panamá, impuso a nuestro país muy severas limitaciones en el ejercicio pleno de su soberanía. Una de las cláusulas del Tratado del Canal, estableció la humillante disposición de permitir las intervenciones norteamericanas en nuestro país lesionando de manera constante nuestra dignidad nacional.*⁵²

La faillite de l'entreprise française confinait à une réelle tragédie au regard d'un projet des plus grandioses, conçu pour le bien de l'humanité. Au demeurant, avançons-nous, il n'est pas jusqu'à leurs échecs qui n'aient rendu service aux Américains, en leur montrant où se situait le danger. Les locomotives et certains appareils étaient de si bonne fabrication qu'à leur arrivée ces derniers purent en utiliser grand nombre.

⁵² Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op.cit.* p. 240.

De la sorte, une portion considérable des tranchées utilisées par les Américains avait été déblayée sous l'Administration française. Des recherches ayant pour but d'étudier le débit du Chagres avaient été effectuées avec tant de perfection que les Américains n'eurent pas besoin de les pousser plus avant. On expédiait en masse sur l'Isthme, des machines modernes achetées à grand frais, et souvent sans nécessité. Toutefois, la fièvre jaune avait fait d'énormes ravages au sein des travailleurs. Soit plusieurs milliers de morts⁵³. Des troubles éclatèrent. L'élite panaméenne étant persuadé que la France, non contente de construire le Canal, manœuvrait secrètement pour prendre possession de l'Isthme : la rumeur s'amplifia.

Nul ne contestait le fait que les Français avaient ouvert la voie et déblayé le terrain, mais la question était posée de savoir s'ils avaient fait le bon choix. Le tracé envisagé, les machines employées, la saison de l'année utilisée, les ouvriers recrutés : tous ces éléments du dossier étaient repris, étudiés et remis en cause.

Ancien collaborateur de Ferdinand de Lesseps, Bunau-Varilla deviendra l'indispensable trait d'union entre les déboires français et les espoirs américains. Son crédit et son inspiration se révéleront déterminants. De fait, c'est à ce dernier que revient le mérite d'avoir sauvé le Canal de Panamá. Sans le combat qu'il mena avec opiniâtreté, l'énergie qu'il dépensa sans compter, sa perspicacité, son don de persuasion et son sens politique, l'œuvre n'eut sans doute pas vu le jour au Panamá, ou aurait été reportée au-delà de délais raisonnables. Philippe Bunau-Varilla bénéficiait d'une solide formation scientifique et technique. Brillant élève, il avait suivi des études de mécanique, d'hydraulique et de génie civil et obtenu des diplômes, tant à l'Ecole Polytechnique qu'à celle des Ponts et Chaussées. Incomparable ingénieur de terrain, il est aussi utopiste et visionnaire. Persuadé que l'avenir de l'ouvrage entamé n'appartient plus à ses compatriotes, il va, dès lors, consacrer toute son énergie à la « résurrection » du canal par les Américains. En somme l'action diligente de Bunau-Varilla permettra à certains actionnaires de récupérer une partie de leurs fonds au lieu de tout perdre. Au demeurant, la survivance de la ville de Colón dépendait de la mer et d'un canal qui n'existait que sur les plans de Bunau-Varilla et de quelques ingénieurs américains décidés à poursuivre l'œuvre de Lesseps.

Bref, le retour de Bunau-Varilla signifiait qu'on allait enfin sortir le pays de ce marasme, reprendre les pelles et les pioches, entendre ronfler les moteurs des machines et sauver la population de la misère, en particulier les travailleurs immigrés franco-antillais qui étaient sans ressources. A cet égard la collaboration établie avec les Américains s'avérait être décisive. Certes. Mais on sait que les dirigeants des États-Unis qui, depuis trois ans déjà et dans un dessein similaire avaient obtenu de mener à bien des prospections au Nicaragua, répétaient à l'envi que le Canal serait américain ou ne serait pas ! On connaît la suite ; nous l'avons déjà indiquée plus haut. Partant, il convient simplement de rappeler ici que la Colombie déjà épuisée par une guerre civile dite des « mille jours » (1899-1903) dut céder face à la puissance de feu nord-américaine et se plier aux décisions du vainqueur qui érigea la région du Panamá en une république placée, à dessein, sous sa protection !

⁵³ Sur la Place de France, à Panamá-Ciudad, un monument érigé en mémoire des pionniers du Canal de Panamá, fait état du nombre impressionnant de 22 000 morts chez les Franco-Antillais, tués sur les chantiers ou décédés des suites de fièvre jaune.

A cet endroit, il reste bien entendu qu'en omettant les méfaits du climat – les inondations liées aux débordements du *Chagres* entre autres désagréments de l'endroit – et en insistant en revanche sur les risques majeurs encourus au Nicaragua sur lequel les industriels du Texas et de la Louisiane avaient jeté leur dévolu en l'occurrence – pas moins de 14 éruptions et tremblements de terre y avaient été recensés –, l'influent Philippe Bunau-Varilla avait convaincu le président Theodore Roosevelt de reprendre pour les mener à bien les travaux entamés par les Français mais situés désormais dans un État – le Panamá – dont ce dernier avait présidé à l'avènement sous l'égide de la doctrine de Monroe. Partant, et aux termes de l'accord Hay-Bunau-Varilla qui leur concédait le droit de fortifier une zone de 20 Km de large dans l'Isthme – la zone du canal – dont les États-Unis seront, comme on sait, les seuls responsables de la construction, de l'exploitation et de la gestion du canal de Panamá.

Rappelons, pour conclure ici, qu'en dix ans, et avec un budget moins conséquent que celui des Français, les Américains vont construire un canal à écluses de 68 Km de long qu'il sera possible de traverser en un temps record de huit heures. Dès lors, la nouvelle république sera livrée aux mains d'une oligarchie liée aux intérêts nord-américains⁵⁴.

C. La mise en valeur d'un pays en construction.

Les Panaméens sont profondément convaincus que, non seulement, leur pays est appelé à jouer un grand rôle dans le monde au point de vue politique, mais encore, qu'aussitôt entreprise l'exploitation de ses ressources, on constatera que c'est l'une des régions les plus riches de la terre.

A force d'avoir entendu parler du Canal, le monde entier tourne maintenant son attention sur les possibilités de Panamá et veut savoir ce que ce pays peut offrir au spéculateur. Pourvu d'un climat tropical, et soumis annuellement, pendant de longues périodes, à un régime de pluies très abondantes, on conçoit que plantes et fruits des tropiques y poussent à profusion. Son sol offrant une variété de composition considérable et, étant donné la richesse de sa végétation, il y avait lieu de s'étonner que ses ressources naturelles fussent restées inexploitées. Néanmoins, l'économie panaméenne s'en trouvera renforcée par l'établissement des États-Unis sur l'Isthme puisque, dès lors, ceux-ci vont y établir leur suzeraineté et interrompre, par contrecoup, cette succession de révolutions qui en entravaient périodiquement les progrès. Dès lors, sous l'égide d'un gouvernement stable, on pouvait espérer que l'étranger s'intéresserait au développement économique du pays, soit en exploitant ses richesses minérales ou en mettant en valeur son sol, soit en se livrant à la culture fruitière et à l'élevage.

La majeure partie du territoire panaméen est couverte de jungle, à travers laquelle les communications s'établissent malaisément ; mais sur les surfaces défrichées où les paysans s'adonnent aux travaux des champs, les résultats obtenus témoignent que, convenablement exploitées, de grandes étendues de terrain pourraient devenir prospères. On ne plante guère de blé ; pourtant, certaines tentatives ont établi qu'on peut faire pousser trois récoltes annuelles. Bien que l'élevage du bétail n'ait pas dépassé des proportions restreintes, on a pu

⁵⁴ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op.cit.* , p.64.

constater néanmoins, que les plateaux s'y adaptaient parfaitement ; sans compter que les troupeaux peuvent rester au pâturage d'un bout de l'année à l'autre, les herbages de guinea-grass qui recouvrent les flancs des hauteurs donnent en moyenne de 50 à 75 tonnes de fourrage à l'hectare. Une bonne partie du territoire de la République est stérile et inexploitable, on ne saurait contester, cependant, qu'il soit en mesure de nourrir une population d'au moins 3 millions d'individus. L'immigrant trouverait une rémunération rapide dans la plantation de la canne à sucre et du tabac.

De même, tous ceux qui ont étudié le pays dans l'optique de la culture, ont reconnu l'avenir qui pourrait y attendre celle des orangers. Le pays, sans être à proprement parlé montagneux, est continuellement coupé de chaînes de collines irrégulières, formant des vallées couvertes de forêts abondant en riches essences.

On importe beaucoup de confitures, de sauces anglaises, de gâteaux secs et autres spécialités, et le consul est persuadé que la consommation augmenterait en faisant de la publicité. Colón tire son importance du mouvement maritime, où la main d'œuvre est majoritairement franco-antillaise, et de sa situation au carrefour des lignes de communication du Nouveau Monde. Le Consul britannique indiquant :

*Le commerce local se trouve principalement aux mains d'un certain nombre de maisons qui importent en gros et revendent sans intermédiaire aux détaillants.*⁵⁵

Toutefois, le champ de leurs opérations ne dépasse pas la ville et son voisinage immédiat où la population était des plus démunies. Fruits et légumes viennent de la Jamaïque et de la Barbade des ignames, des patates et un peu de sucre. On reçoit régulièrement de gros chargements de farine de New York, tandis que le grain – principalement l'avoine lourde – et le maïs viennent du Canada. On construit un chemin de fer de Panamá à David : la ligne contribuera considérablement au développement économique du pays car elle traverse les régions les plus riches en ressources naturelles et celles qui conviennent le mieux à l'élevage intensif. Colón possède une manufacture de cigares ; ceux-ci sont généralement remplis de tabac de la Jamaïque et roulés dans une robe de tabac de Java. On en fabrique aussi avec la production de tabac local, certes, de moindre qualité ; néanmoins, tout fait espérer, au vu des nouveaux soins apportés, qu'on en récoltera d'excellent à Chiriquí. A tous égards, l'Isthme de Panamá mérite donc bien d'attirer l'attention des investisseurs de tous bords, afin d'insuffler un nouvel élan à l'économie du pays, en propulsant, de manière permanente, sa mise en valeur et son rayonnement dans le monde.

⁵⁵ John Fraser, *Op. Cit.* p.245.

CHAPITRE II : DES ANTILLES FRANÇAISES AU PANAMA : PROMESSES ET REALITES

I – Émigrer pour subsister : les cas des Antillais

A. Etat des lieux aux Antilles françaises. Les causes d'une émigration

Il convient de rappeler pour commencer que la grande majorité des travailleurs candidats à l'émigration qui portaient des Caraïbes était destinée à des travaux purement manuels comme le creusement du canal isthmique. La Guadeloupe et la Martinique, comme la presque totalité des îles de l'arc antillais, étaient des territoires qui, régis par l'économie de plantation, étaient deux immenses usines qui travaillaient à plein régime afin de satisfaire les besoins en sucre notamment de leurs métropoles respectives en Europe. Tout à la fin du siècle des Lumières survint la Révolution française qui allait avoir des répercussions sensibles dans les structures socio-économiques des îles françaises s'agissant plus particulièrement de Saint-Domingue où, le contexte international aidant, triompha la révolution nègre, pour parler comme Aimé Césaire et, de La Guadeloupe où, quoique de façon éphémère, fut proclamée la première abolition de l'esclavage en 1794⁵⁶. On sait que c'est grâce à l'action militante de Schœlcher que l'institution honnie, combattue par ceux-là mêmes qu'elle vouait à l'avilissement, fut abolie définitivement en 1848 dans les Antilles françaises. Après l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises⁵⁷, les nouveaux libres s'appliquèrent dès qu'ils le purent à se délier des habitations car le travail de la terre était, par définition, la besogne de l'esclave⁵⁸.

Les esclaves libérés ne trouvèrent que peu d'attraits à rester dans les « habitations », même pour obtenir un statut de salarié ; le travail de la terre demeurait à jamais entaché de l'opprobre de la servilité. Contre la thèse du Conseil colonial qui voulait contraindre l'affranchi à travailler, l'abolitionniste Victor Schœlcher fit triompher le principe de la liberté du travail et le régime du Droit commun, déclarant : « Les Nègres ne sauraient comprendre que l'on pût tout à la fois être libres et contraints »⁵⁹. Contre toute attente, les « affranchis » étaient prêts à accepter toute autre activité pour ne pas avoir à travailler pour les colons. Ceux-là refusaient, de facto, de retourner à la terre fuyant, du même coup, les difficultés économiques et la misère. L'émigration des Noirs a commencé bien avant 1848, quand des Noirs créoles et africains, libérés de l'esclavage ont refusé de retourner dans les champs de canne. Ils portaient pour la Dominique, Sainte Lucie et Trinidad dans la mesure où en 1833, quinze ans auparavant, les esclaves avaient été libérés dans les colonies anglaises.

⁵⁶ Lucien René Abenon, « L'ordre révolutionnaire en Guadeloupe : Travail et Liberté, 1794-1802 », in Michel L. Martin et Alain Yacou, Edit. *De la Révolution française aux révolutions créoles et nègres*, Paris, Editions Caribéennes, Université des Antilles et de La Guyane/ CERC, 1989, p. 99.

⁵⁷ La Société de La Guadeloupe, *Histoire et Géographie des Antilles et de la Guyane*, Paris, Hatier International, 2001, p. 35.

⁵⁸ Gravure Desormeaux, voir Annexe.

⁵⁹ Victor Schœlcher, *Esclavage et colonisation*, Paris, P.U.F., 1948, p. 23.

Dès cette époque, des Guadeloupéens et des Martiniquais essayaient de s'exiler vers ces colonies malgré les dispositions des gouverneurs qui s'y opposaient. Ce faisant, ils cédaient aux lamentations des Blancs créoles qui se plaignaient auprès des Gouverneurs, arguant qu'ils n'avaient plus d'ouvriers pour travailler la canne, qu'ils ne pouvaient plus produire de sucre. Les colons avaient un impérieux besoin de main d'œuvre pour remplacer les esclaves qui désertaient la terre. Les Gouverneurs prirent alors des décrets pour interdire le départ des Noirs. Face à leur impuissance à juguler cette hémorragie de départs, les Gouverneurs furent contraints de faire appel à d'autres peuples volontaires. Le choix s'est fixé sur les Indiens d'autant plus aisément que la France possédait ses cinq comptoirs - Pondichéry, Karikal, Yanaon, Chandernagor et Mahé - en Inde et qu'elle avait bon espoir d'obtenir de l'Angleterre l'autorisation de recruter dans le territoire anglo-indien⁶⁰. Des Indiens de l'Inde⁶¹ furent recrutés et remplacèrent alors les travailleurs qui désertaient les Habitations. Il y a, ainsi, une relation entre les difficultés des planteurs de trouver de la main d'œuvre pour travailler dans leurs champs de canne et le recrutement des Indiens à titre de compensation de 1854 à 1885. Ces Indiens, eux aussi, fuyaient la misère de leur pays d'origine, l'Inde⁶². Cette émigration pouvait servir de soupape de sécurité dans des régions densément peuplées et sévèrement touchées par les disettes et les famines, résultat de sécheresses exceptionnelles et de récoltes catastrophiques. Ces crises constituaient les causes immédiates et flagrantes de nombreux départs. Mais l'évolution socio-économique tout au long du XIX^e siècle a favorisé, et souvent rendu inévitable, l'émigration.

C'est précisément à partir des années 1848-1852 que le monde de l'habitation est frappé par une autre crise sans précédent, dans un contexte de concurrence mondiale et de difficultés structurelles⁶³. La commercialisation à grande échelle du sucre de canne fabriqué à un moindre coût par de nouveaux producteurs mondiaux (Cuba, Porto-Rico, Philippines) tout autant que les progrès spectaculaires de la production industrielle de sucre de betterave en Europe vinrent fragiliser une économie franco-antillaise vacillante. Dès 1849, de nombreuses terres sont grevées d'hypothèques. D'un autre côté, l'abolition de l'esclavage avait contribué à accélérer le processus de restructuration foncière et financière qui profite à de nouvelles unités plus modernes et productives : les usines centrales. Les années 1880 sont celles d'une nouvelle récession de l'activité sucrière.

En 1881, la Guadeloupe et la Martinique connurent de nouveau des crises sucrières générant licenciements et chômage et plongeant la population dans le désarroi. Les ouvriers agricoles se virent obligés de s'exiler, par milliers, pour trouver un nouvel emploi et aussi gagner leur vie. C'était l'un des plus grands mouvements de personnes sorties de Guadeloupe

⁶⁰ *Ibid.*, p.13.

⁶¹ Une réponse aux difficultés de l'activité sucrière : le recours à l'immigration de travailleurs au XIX^e siècle. La question de la main d'œuvre se pose après 1848. Les colons poussent les autorités à faire appel à l'immigration de travailleurs sous contrats, d'origines diverses. Ce sont les côtes indiennes qui fournissent les plus forts quotas d'une main d'œuvre à bas salaires.

⁶² Pierre Singaravélou, *Les Indiens de La Guadeloupe*, Bordeaux, Imprimerie Deniaud Frères, avec l'obligeant concours du Service de reprographie et du Bureau de Dessin du C.E.G.E.T. (CNRS), 1975, p. 31.

⁶³ Christian Schnakenbourg, « La disparition des habitations sucreries en Guadeloupe, 1848-1906 », Paris, *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, 1987. p. 37.

et de Martinique en quête d'emploi. Ce sont essentiellement des motivations économiques, et donc l'appât d'un gain clairement convoité qui poussèrent ces candidats à l'immigration, appartenant aux basses strates sociales, à partir vers ce qu'ils s'imaginaient être l'Eldorado panaméen⁶⁴. L'émigration apparaissait alors comme le seul moyen d'échapper à la misère et à des conditions sociales particulièrement pénibles et dégradantes.

Des milliers de Guadeloupéens et de Martiniquais entrent, eux aussi, clandestinement au Panamá en passant par la Dominique, Trinidad, Sainte Lucie. Des femmes et des enfants arrivent par le bateau suivant mais officiellement, ceux-ci ne sont pas répertoriés dans la zone du Canal, sur les registres des Américains. Ainsi, on ignore leur présence sur le sol panaméen. Les chiffres sont, par conséquent, nettement en deçà de la réalité, car beaucoup d'Antillais sont entrés clandestinement dans le pays et par de vers les mesures phytosanitaires.

Les crises qui s'étendent de 1884 à 1906 en Guadeloupe et en Martinique débutent par un effondrement catastrophique du cours du sucre sur les marchés mondiaux (de 75 à 25 F. le quintal entre 1883 et 1897)⁶⁵.

Les faillites se multiplient, les salaires régressent et le chômage s'étend dans des campagnes déjà gangrenées par la misère. Ces crises sucrières ont pour conséquence une nouvelle concentration des terres et des unités de production ; elles contribueront aussi à l'expansion du syndicalisme et à la diffusion des idées socialistes au sein de la population franco-antillaise. Cette population essentiellement noire, vient de subir de grands bouleversements structuraux, passant de la condition d'esclave à celle d'homme libre. Cependant, les structures économiques et sociales n'ont, elles, subi aucune modification : monoculture sucrière d'exportation et stratifications socio-raciales marquées en étaient le fondement. L'archaïsme des structures et du mode de production de l'habitation traditionnelle avait été pour beaucoup la cause de la faillite de « l'habitation sucrerie ». D'un autre côté, la liberté acquise ne favorisait en rien la situation matérielle des nouveaux libres. L'opposition Maître / Esclave fit place à celle entre l'usinier et l'ouvrier. Les ouvriers antillais se révoltèrent contre l'oppression sociale et raciale. La Guadeloupe et la Martinique connaîtront toutes les deux une crise sociale consécutive au retournement de la conjoncture sucrière depuis 1883-1884⁶⁶.

En 1898, elles sont encore sous le coup de la crise économique de 1895-1897, Les ouvriers d'habitation, écrit Jean-Pierre Sainton, sont les plus durement frappés tout au long de la crise sociale qui s'étend à tout le petit peuple des campagnes, des bourgs et des faubourgs et se traduit par une paupérisation accrue des couches populaires rurales et urbaines victimes tout à la fois du chômage, de la baisse des salaires, et de la hausse des prix⁶⁷. La trésorerie des usines est réellement au plus bas. Une augmentation des taxes sur le sucre pour financer les dépenses sociales de la colonie n'est pas seulement idéologiquement insupportable mais elle

⁶⁴ Marie-Françoise Moutou-Gaël, *Le Panamá, l'Eldorado ou la grande désillusion*, Op.cit., p. 29.

⁶⁵ Henri Bangou, *La Guadeloupe (1848-1939)* Edition du Centre, 1963, p.169-175, et Armand Nicolas, *Histoire de la Martinique, I*, Paris, L'Harmattan, 1996.

⁶⁶ Christian Schnakenbourg, *Histoire de l'industrie sucrière en Guadeloupe aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 1980, p. 124.

⁶⁷ Jean-Pierre Sainton, « La réception de la guerre hispano-américaine de 1898 : le cas de la Guadeloupe » *La Caraïbe au tournant de deux siècles*, Paris, CERC-Karthala, 2004, p. 85

est aussi politiquement insoutenable pour la plantocratie. Elle aurait une traduction économique directe : elle signerait l'arrêt de mort de l'usine⁶⁸.

A la même époque, un ennemi de taille entre en lice : le sucre de betterave qui provoque l'effondrement des cours conduisant à la ruine les petits planteurs qui doivent céder leurs propriétés à vil prix. Les emplois se font de plus en plus rares et le chômage endémique s'installe dans une région déjà vulnérable aux crises. Les salaires baissent considérablement alors que les articles de consommation augmentent. Les ouvriers agricoles améliorent leur quotidien grâce à leurs cultures vivrières et à leurs récoltes. Les Antilles françaises vont donc connaître, au tournant de ce siècle, une dure période de troubles engendrés par la cherté de la vie, la baisse des salaires, le chômage partiel ou complet et la perturbation des emplois. Des usines ferment ; d'autres, très endettées, ne peuvent tourner que cinq jours par semaine au lieu de six. Dans ces conditions, les tensions sociales engendreront une série de grèves :

*Pour l'immense majorité de la population délivrée de la servitude, écrit Henri Bangou, il est une autre servitude quotidienne, celle de trouver sa subsistance dans une société où le droit au travail n'était pas garanti, le travail n'était pas rémunéré par un salaire décent.*⁶⁹

Il ne pouvait en être autrement puisque d'un autre côté, depuis l'année 1884, la Guadeloupe et la Martinique étaient, on l'a vu, affectées par une régression de leur économie sucrière qui s'étendit jusqu'en 1914⁷⁰. Au lendemain d'une campagne sucrière catastrophique, la Guadeloupe fut affectée par un violent cyclone en 1899 et une sécheresse persistante en 1900 qui, en endommageant les plantations et en réduisant les volumes récoltés, provoquèrent un nouvel effondrement des cours. En 1902, à la Martinique, la destruction de seize distilleries industrielles et de plusieurs distilleries agricoles à Saint Pierre lors de la terrible éruption de la montagne Pelée, le 8 mai, toucha très gravement l'industrie du rhum dont l'activité compensait, depuis quelques années, les effets de la crise sucrière. On sait qu'à la fin du XIX^e siècle, le rhum était d'un meilleur rapport que le sucre.

La crise frappait durement les usines qui, pour maintenir leur production malgré l'effondrement des prix, s'endettaient de plus en plus. La réduction du salaire fut pour l'usiner l'un des moyens d'abaisser ses coûts. Cette baisse affecta le niveau de vie lorsque se produisit une forte hausse des prix à la consommation. En 1898, et à la question que leur avait posée le député Gerville Réache, de savoir comment ils faisaient pour vivre en raison de la réduction des salaires et de l'élévation du coût de la vie, les ouvriers agricoles de la Grande-Terre lui firent uniment la réponse suivante : « Nous avons dû supprimer un repas par jour.⁷¹ »

⁶⁸ Ibid., p. 87.

⁶⁹ Henri Bangou, *La Guadeloupe, les aspects de la colonisation 1848-1939*, Paris, Présence africaine, 1982, p.134.

⁷⁰ Paul Butel, « La crise sucrière aux Antilles de 1900 à 1914 » in *Histoire des Antilles françaises*, Op.cit., p.325.

⁷¹ Christian Schnakenbourg, « La Compagnie sucrière de Pointe à Pitre », Paris, L'Harmattan, 1997, p.184, cité par Paul Butel, Op.cit., *Histoire des Antilles françaises*, Paris, Perrin, 2002, p. 326.



Ouvriers sur les plantations. Ceux qui font pousser la canne. Source. Fonds de *Laméca*, la Médiathèque de la Caraïbe, Basse-Terre, Guadeloupe.

En Martinique, la tension sociale était très forte, les grèves se succédaient pour exiger des patrons une augmentation des salaires. Les grévistes parcouraient les habitations pour faire cesser le travail. Le 8 février 1900, dans les usines du Robert et du François, une fusillade éclata causant une dizaine de morts⁷². En Guadeloupe, des incidents éclatèrent le 15 février. Un millier de grévistes exigeaient l'augmentation des salaires et la suppression du travail à la tâche qui s'était substitué au travail à la journée. Le climat social, en Guadeloupe resta difficile au début des campagnes sucrières après le refus des usiniers quant au travail à la tâche plus rentable que le travail à la journée⁷³.

Ces conditions de vie désastreuses en Guadeloupe et en Martinique pour le plus grand nombre seront le ferment de l'émigration franco-antillaise vers le Panamá au motif de la construction du chemin de fer reliant Panamá-ville à Colón, puis de celui du percement du Canal interocéanique, auquel s'emploieront des dizaines de milliers de Guadeloupéens et de Martiniquais sur une période de plus de 30 ans, de 1880 à 1914, portant le nombre de travailleurs envoyés dans l'Isthme de Panamá à 60 000.

B. Le recrutement de la main d'œuvre lié au projet de construction du Canal

Comme il fallait s'y attendre, les travailleurs répondirent avec enthousiasme à l'appel des recruteurs qui leur promettaient l'Eldorado : leur rêve de vie meilleure allait devenir réalité. De la sorte, tout à la pensée que leurs souffrances allaient trouver une fin et qu'ils verraient s'améliorer leurs conditions de vie, (Les Franco-antillais abandonnèrent les plantations de cannes à sucre pour se rendre sur un chantier dont ils méconnaissaient les rouages. Sans formation aucune, ils allaient, du jour au lendemain, se muer en dynamiteurs, poseurs de rails

⁷² Archives Départementales de la Martinique. Journal *La Liberté*, 1900, P.5.

⁷³ Christian Schnakenbourg, *Op.cit.*, p.330.

ou terrassiers. De nouveaux métiers qui, sans doute, devaient les revaloriser car ils allaient accéder au rang des « nègres ouvriers » selon l'expression qui avait été adoptée sur les habitations pour les distinguer des « nègres de houe » comme l'a rappelé le Père Labat en ces termes⁷⁴ :

Il est bon de distinguer toujours les nègres ouvriers des autres, soit en leur donnant plus de viande, soit en leur faisant quelque gratification. Rien ne les anime davantage à chercher l'occasion d'apprendre un métier. [...] Les profits que font les ouvriers les attachent à leurs maîtres et leur donnent les moyens d'entretenir leurs familles avec quelque sorte d'éclat, et le plaisir d'être au-dessus des autres, contente extrêmement la vanité dont [...] ils sont très bien pourvus. J'en ai vu qui étaient si fiers d'être maçons qu'ils affectaient d'aller à l'église avec leur règle et leur tablier

Ces nouveaux ouvriers n'étaient plus tenus de s'échiner dans les plantations de cannes à sucre qui ne laissaient pas de leur rappeler les temps barbares de l'esclavage et de la traite négrière⁷⁵. Dorénavant, ils pourraient exercer leurs talents dans un vrai métier sur un chantier considérable, celui du percement du Canal de Panamá. En revanche, ils allaient au devant d'une deuxième difficulté qui résidait dans la méconnaissance des langues utilisées au Panamá.

De fait, les ouvriers franco-antillais qui s'exprimaient en créole avaient du mal à comprendre la langue utilisée par les ingénieurs français, ce qui constituait un handicap et non des moindres dans la mesure où se posait un indéniable problème de sécurité comme ce fut le cas plus particulièrement lors de la pose d'engins explosifs dont les ouvriers devaient se tenir éloignés au plus vite.

De leur côté, tant en Guadeloupe qu'en Martinique, les proches des travailleurs émigrés ignoraient tout du sort qui avait été le leur. De fait, l'on sait qu'il n'était pas rare qu'au bout d'un mois, de jeunes Antillais arrivés en bonne santé décédaient, victimes d'un accident de travail (explosif, éboulement...) ou de la fièvre jaune. Ils étaient enterrés et aussitôt remplacés. Ce n'était que par l'intermédiaire de la presse locale que les familles étaient informées des nouvelles de Panamá, tant il est vrai que le service postal en place mettait tout en œuvre pour freiner ou empêcher le départ du courrier afin que les familles ne soient pas informées des conditions de vie dans l'Isthme.

Il en fut tant et si bien que nombre de Guadeloupéens et de Martiniquais, ignorants de la situation des émigrés s'embarquèrent à l'envi sur les paquebots en partance pour ce qu'ils croyaient être l'Eldorado panaméen. Il est à noter que tout ouvrier de retour en Guadeloupe, à la fin de son contrat, était mis en quarantaine. Par cette mesure, les autorités portuaires entendaient stopper la diffusion de la fièvre jaune qui sévissait au Panamá. C'est dire que le rôle des recruteurs n'était autre que d'encourager l'émigration, coûte que coûte. On sait que ces derniers spécifiaient qu'ils recherchaient en particulier des hommes robustes habitués à manier la pelle et la pioche ; puis ils procédaient à la sélection des candidats.

⁷⁴ R. P. Labat, « Nouveau voyage aux Isles de l'Amérique, 1742, Paris Duchartre, 1931 », cité dans *Histoire et Géographie des Antilles et de la Guyane*, Paris, Hatier International, 2001. p. 125.

⁷⁵ Alain-Philippe Blérald, *Histoire économique de la Guadeloupe et de la Martinique, du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Karthala, 1986. P. 129.

Une fois recruté, l'ouvrier était informé oralement des termes de son contrat de travail. La compagnie s'assurait ainsi une grande marge de manœuvres dans la mesure où les recruteurs ne faisaient jamais allusion ni aux maladies mortelles sévissant dans l'Isthme, ni aux véritables conditions de travail sur les chantiers ni aux difficultés rencontrées sur le terrain, entre autres maux qui engendraient une forte mortalité. Ce singulier parti-pris des gouvernants fut d'autant plus honoré que déjà nombre d'immigrants des îles de la Caraïbe étaient arrivés sur les côtes panaméennes pour y travailler, d'abord à la construction du chemin de fer devant relier Colón à Panamá, vers 1850, comme on l'a vu.

Par la suite, durant les années 1870 et 1880, d'autres groupes d'immigrés antillais arrivèrent dans l'Isthme, à la suite d'une forte demande d'ouvriers pour le projet ambitieux du Canal français, sous la direction de Ferdinand de Lesseps, constructeur du Canal de Suez. Vers le mois de mai 1884, plus de 18 000 ouvriers apparaissent sur le plan de charges, soit le nombre le plus important de travailleurs comptabilisés durant une période donnée de l'administration française. Beaucoup de ceux-ci vinrent de la Barbade, de Sainte Lucie, de la Jamaïque, mais aussi de la Martinique et de la Guadeloupe, comme l'on sait. De surcroît, comme le droit au rapatriement n'était mentionné sur aucune pièce, il s'avère que suite à la faillite de l'entreprise française, en 1889, celle-ci se déroba, laissant sur place des milliers de travailleurs qui, sans contrat de travail, étaient tout à fait démunis et partant, livrés à eux-mêmes, dans l'attente d'un hypothétique rapatriement par leurs gouvernements respectifs.

Pourtant les Français s'étaient pleinement impliqués dans leur tâche. Ils avaient défriché en quantité et creusé avec sérieux. La tranchée qu'ils avaient ouverte entre Colón et Bohio préfigurait tout à fait le Canal définitif. Longue de 20 Km, large de 21 m pour une profondeur de 7m, cette tranchée ne demandait plus qu'à être poursuivie plus au sud. Les excavatrices venues de Bordeaux ou du Havre avaient même entamé la calotte supérieure de la montagne de la Culebra, sur une hauteur de près de 50m. Au total, les pionniers du Canal avaient déjà déplacé 25 millions de m³ de déblais, soit environ l'équivalent du tiers du travail effectué lors du creusement du Canal de Suez.

C. Nouvelles migrations sous l'égide américaine : les modalités de recrutement

La relève américaine ne se montrera pas d'emblée aussi efficace. Les quelques centaines d'ouvriers américains attirés par la propagande trompeuse, commencent à déchanter, se plaignant des mauvaises conditions de logement et des rations limitées et restreintes. Ajoutons aussi que l'administration supérieure n'a pas voulu employer, à Panamá, de la main-d'œuvre américaine à bas prix. Elle s'est figurée que le prestige du Nord-Américain en souffrirait si l'on voyait travailler, à tarif réduit, dans les chantiers, des terrassiers blancs au milieu des métis de l'Isthme et des Noirs franco-antillais qui s'y trouvaient. Après l'échec du Canal français, beaucoup de ces ouvriers des Antilles regagnèrent leurs terres natales, alors que d'autres demeurèrent au Panamá, formant des familles et s'intégrant à la société panaméenne. Ceux-ci furent les premiers recrutés de la Canal Zone. La construction du canal par les Américains nécessitait indubitablement de la main-d'œuvre importante. De janvier 1905 à mars 1907, ce ne sont pas moins de 14 000 ouvriers antillais qui foulèrent, de nouveau, le sol panaméen.

Le 24 janvier 1906, un agent recruteur, du nom de Samuel. W. Setton, est envoyé à Fort-de-France, en Martinique, pour y recruter des ouvriers ainsi que tous les volontaires des îles

environnantes, dont la Guadeloupe. Comme le gouvernement français commença à s'opposer au départ des ouvriers des colonies, les recruteurs se tournèrent vers l'île de Sainte Croix où le gouverneur refusa, lui aussi, de faire de son pays un centre de concentration et d'embarquement d'ouvriers. Lors d'une des confrontations qui vinrent à opposer le recruteur S. W. Setton au gouverneur de Sainte Croix, des propos désobligeants furent échangés à en juger la menace toute empreinte de cynisme proférée par ledit Setton :

*Si se me priva de este privilegio (el de concentrar hombres en la capital) entonces desollaré todas sus islas, sin dejarle siquiera un muchacho para ocupar el puesto de mensajero.*⁷⁶

Les Américains qui reprirent les travaux eurent du mal à recruter, se heurtant à une main-d'œuvre franco-antillaise récalcitrante, sensibilisée par la fin tragique de milliers de leurs compatriotes. En effet, lorsque les États-Unis finirent d'assumer leurs tâches administratives, le problème du recrutement d'ouvriers destinés à réaliser une œuvre de si grande envergure, se posa. L'on pensa alors à établir deux agences de recrutement ; l'une aux Antilles et l'autre en Europe, dans le but d'engager des ouvriers non spécialisés. A l'époque, l'Isthme était peu habité⁷⁷. En proie à de fortes averses durant la majeure partie de l'année, il avait la réputation d'être un lieu pour le moins inhospitalier où il n'était point de main-d'œuvre qualifiée, les ouvriers non spécialisés eux-mêmes s'y faisant rares lors même qu'il fallait procéder à des travaux d'assainissement avant de s'attaquer à l'ouvrage lui-même. Des agents recruteurs sont alors envoyés à la Barbade pour y embaucher régulièrement plusieurs centaines de travailleurs. Un autre flux d'immigration depuis les Antilles britanniques vers l'Isthme, peut-être même le plus important enregistré durant la construction du Canal, se situe entre 1904 et 1914 où la Commission isthmique du Canal signa des contrats pour plus de 32 000 ouvriers.

Le recrutement ouvrier pour la construction du Canal commença véritablement le 22 décembre 1904, lorsque William. J. Karner, ingénieur résidant au Panamá, reçut une lettre de John F. Stevens, ingénieur en chef de la Commission, dans laquelle il lui demandait de se rendre à la Barbade par le cargo *Royal Mail* qui quittera Colón le 23 décembre 1904 pour tenter de faire l'arrangement nécessaire afin de ramener le plus grand nombre possible d'ouvriers pour la construction du Canal de Panamá. Les investisseurs américains firent appel aux Antillais qui, selon eux, étaient plus robustes physiquement, et par conséquent capables d'affronter les travaux de force qu'on allait exiger d'eux et dans des conditions climatiques peu engageantes. L'on fit miroiter aux yeux des futurs ouvriers la fortune qui les attendait s'ils s'engageaient pour travailler au percement d'un canal à la faveur de techniques de haute portée. En réalité les employeurs sacrifieront les ouvriers antillais venus pour l'essentiel de la Barbade, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie, mais aussi de Saint-Vincent, d'Antigua, de la Guadeloupe et de la Martinique, sous le couvert des stéréotypes ségrégationnistes qui se sont perpétués dans le sud de leur pays.

⁷⁶ *Archivo 2-E-1 Sec. V, Correspondencia General, Panamá. Canal Company, Balboa Heights, Zona del Canal, Julio 1, 1908 a julio 31, 1937.*

⁷⁷ Jorge Conte-Porras Eduardo E. Castellero Lange, *Op.cit.* p. 13.

Les bateaux américains qui faisaient escale à la Barbade, prenaient à bord plusieurs centaines de manœuvres nouvellement recrutés, avec femmes et enfants. Un journaliste britannique décrira la scène pittoresque qui s'était déroulée sous son regard critique⁷⁸, durant la traversée. Nous en avons reproduit l'essentiel ci-après :

Les immigrants étaient des gaillards choisis avec le plus grand soin, grands, musclés et bons garçons. Les familles dormaient sur le pont inférieur, pêle-mêle, recroquevillées dans des positions éreintantes. Les hommes portaient leurs vêtements de travail et des chapeaux de paille déchiquetés. Les femmes arboraient des tenues très colorées et un foulard de madras aux teintes éclatantes. Le bateau ne leur fournissant ni assiettes, ni tasses, les passagers au teint sombre en emportaient avec eux, généralement de la vaisselle d'étain. C'était un spectacle bien amusant que d'assister à leur repas : des matelots leur apportaient des bassines de soupe ou de thé ; pendant que les voyageurs antillais tendaient leur bon de nourriture, on leur versait leur ration et leur tendait une tranche de pain. Aussitôt, faisant demi-tour, ils se précipitaient en troupeau sur les plats et engouffraient les aliments comme en proie à une faim féroce. Et cela jacassait et riait aux éclats ; tout ce qui, dans cette traversée, aurait été pour des Blancs désagréments insupportables, les ravissait, telle une excellente plaisanterie. Beaucoup emportaient des instruments de musique, surtout des banjos. Sous le hublot de ma cabine était assis un groupe d'une demi-douzaine d'hommes et de femmes ; ils bavardaient sans arrêter d'une voix aiguë, non seulement du matin au soir, mais encore la plus grande partie de la nuit [...]

Le matin où l'on aperçut Colón, côte basse et marécageuse se confondant avec l'horizon, une métamorphose complète avait eu lieu. Toutes les vieilles nippes rapetassées, bonnes pour le voyage, avaient disparu et toute cette foule noire arborait les vêtements les plus flamboyants. Comme il leur était matériellement impossible de s'isoler, je n'ai jamais compris comment ces braves gentlemen et dames de couleur avaient pu s'arranger pour endosser ces beaux habits. En tout cas, ils s'étaient affublés des atours les plus étincelants. Il n'allait pas falloir leur parler de demi-teintes : des rouges, des bleus, des verts et des jaunes éclatants, voilà les couleurs qui plaisent à ces dames. Les robes sentaient le « fait-chez-soi », avec l'aide probablement de gravures de modes coloriés ; il y régnait une absence d'ajustage bien propre à suffoquer un tailleur mondain. Les chapeaux énormes s'ornaient d'oiseaux étranges aux plumages fantastiques, que la modiste avait dû choisir dans un moment d'égarement mental [...]. Les hommes avaient revêtu des jaquettes, des pantalons gris, des chaussettes aussi éclatantes que leurs chemises, et des souliers vernis. Avant de descendre du bateau, ils étaient vaccinés par un docteur chargé par le gouvernement américain de s'assurer que personne à bord n'apportait de maladie

⁷⁸ John Foster Frazer, *Panamá, l'œuvre gigantesque*, adapté de l'Anglais par Georges Feuillo, Paris, Pierre Roger et C^{ie} Editeur, p 22 à 27.

sur l'isthme [...]. Nous avons atteint un port peu connu du monde extérieur, mais qui allait dorénavant jouer un rôle considérable dans l'histoire.

Malgré tout, les Américains ne purent recruter suffisamment de travailleurs noirs dans les seules îles anglophones proches. Ils durent par conséquent élargir l'aire de leurs prospections vers des îles plus éloignées de l'Arc de la Caraïbe, notamment, la Guadeloupe et la Martinique. Rappelons que les compagnies françaises s'étaient déjà montrées favorables à l'emploi de cette main-d'œuvre. Le trajet moyen durait 12 jours entre les Antilles françaises et le port de Colón. A leur arrivée, les immigrants étaient contrôlés, répartis dans diverses sections, puis immédiatement conduits, par train, sur leurs lieux de travail. De nombreux ressortissants guadeloupéens embarquèrent pour Panamá depuis les îles de Trinidad, de la Dominique ou de Sainte-Lucie sous des noms anglais, faussant ainsi une partie des chiffres. De même, lors de la deuxième vague d'émigration (1903-1914), des Guadeloupéens partirent de la Martinique. Notons également que plus de 2000 clandestins parvinrent à grimper à bord, sans contrat, grevant par-là même, leurs chances de rapatriement vers leurs pays d'origine, une fois l'ouvrage terminé.

Globalement, les Antilles fournirent, entre 1881 et 1914, les plus importants contingents de travailleurs. Les travailleurs panaméens, quant à eux, étaient employés pour des tâches réputées peu pénibles, comme l'entretien des locaux et le service des messageries. Les différents chantiers américains étaient dirigés par un état-major, *l'Isthmian Commission*, créée en 1904 pour organiser le recrutement, mettre en place les infrastructures pour recevoir une population avoisinant bien les 65 000 personnes, et enfin, diriger les travaux liés au Canal. *L'Isthmian Commission* embauchait également peu d'Américains d'une part, parce que les ouvriers américains blancs n'étaient pas très enclins à émigrer au Panamá que leurs syndicats décrivaient comme un lieu funeste ; d'autre part, la majorité des postes à responsabilité étaient déjà occupés par des Américains blancs ; les bureaux de recrutement ouverts en Louisiane ou en Caroline ne faisaient pas encore le plein, mais le nombre de volontaires attirés par l'aventure augmentait.

Pour les convaincre à s'engager, les prospectus vantaient les avantages de conditions de vie meilleures. Un logement confortable équipé d'eau courante et d'électricité leur serait fourni. Ils bénéficieraient d'une machine à glace et d'un service de ramassage d'ordures ménagères, de clubs de jeux de cartes ou de billard, d'un hippodrome, de terrains de base-ball et, s'ils le désiraient, ils pourraient venir avec femmes et enfants. Il était, en conséquence, hors de question que la Direction recrutât, pour les mélanger, des ouvriers blancs américains et noirs antillais dans des emplois de subordination. Quant aux Noirs américains, ils refusaient de se soumettre aux ordres des Blancs venus du sud des États-Unis. Tout compte fait, la main d'œuvre étrangère était considérée comme celle qui devait créer le moins de soucis. Qu'il s'agisse d'Antillais anglophones ou francophones, leurs gouvernements respectifs se trouvant très éloignés des sites des chantiers ne pouvaient intervenir directement sinon pour donner quelques directives générales relatives au recrutement de leurs ressortissants. Le recrutement

depuis la Martinique ne se fit pas non plus sans difficultés. Les recrutés ne concevaient pas leur départ de l'île sans leurs épouses comme il en apparaît dans un rapport circonstancié⁷⁹.

Il importe de souligner à cet endroit qu'en 1905, des campagnes officielles d'information ont été menées en France qui mettaient en lumière les aspects négatifs de l'émigration au Panamá dans le dessein de contrarier l'image merveilleuse qu'en procuraient les rabatteurs américains. De fait, les autorités françaises mirent en avant la difficile adaptation de ses ressortissants des Antilles aux mœurs du pays d'accueil. Ces derniers, précisait-on, ne pouvaient que récuser les méthodes de travail incluant la discipline et les mauvais traitements, dans une zone insalubre où, le disputant à un climat exécrable, les éboulements, les maladies endémiques, les moustiques faisaient des ravages. A cette fin, les autorités françaises déclineront toute responsabilité en cas de difficultés rencontrées par ses ressortissants au Panamá. En témoigne assez le décret où l'on pouvait lire qu'un certain nombre de Guadeloupéens s'étant rendus à Colón dans l'espoir d'y trouver du travail vivaient dans une grande misère, faute d'emplois. Pour sa part et en manière de mise en garde contre les déceptions auxquelles d'aucuns s'exposeraient, le Consul de France à Colón déclara ne pas pouvoir assumer la tâche d'aider ses nationaux dans un pays où ils ne trouveraient pour le moment aucun travail, pays qui était, en outre, plongé dans une profonde misère. Soulignons que ces propos ont été recueillis dans les *Actes du Journal Officiel* du gouverneur de la Guadeloupe en date du 15 octobre 1905. Comme pour entériner les propos du Consul, le Ministre des colonies adressa au Gouverneur de la Guadeloupe l'ordre suivant qui fut repris dans le Bihebdomadaire de l'époque :

*Je vous serais obligé de prendre toutes les mesures nécessaires pour dissuader les émigrants à intégrer le Panamá, quand ils ne seront pas en possession de contrats individuels spécifiant emplois, appointements et passage de retour [...]. La plus grande publicité devra être donnée à ces avis par la voie des affiches, du Journal Officiel de la colonie, de la presse locale et par l'action des maires dans toutes les communes.*⁸⁰

Il va sans dire que les mesures en question n'ont guère produit l'effet escompté tant il est vrai que beaucoup voyaient dans ce voyage le moyen de gagner le pays de toutes les merveilles, vanté par d'habiles recruteurs chargés de ramener de la main-d'œuvre docile et à bon marché. Il est à noter ici que les autorités locales qui s'opposaient à l'émigration de leurs ressortissants, n'avaient rien mis en place pour lutter réellement contre les causes de cet exode en assurant aux Guadeloupéens et aux Martiniquais les moyens de vivre sur leur sol natal où sévissait la misère la plus âpre. C'est dire que l'inaction de l'État en l'espèce ne pouvait qu'inciter les plus démunis à tenter malgré tout leur chance, fût-ce en violation d'une directive dont le bien-fondé était de les dissuader de se rendre dans un lieu qui n'était en aucune sorte l'Eldorado désiré.

⁷⁹ Georges W. Westerman, *Op cit.*, p. 23.

⁸⁰ Archives Départementales de la Guadeloupe, *Courrier de la Guadeloupe* du 27 octobre 1905.

Face au flux migratoire de plus en plus intense, les autorités durent prendre en fin de compte des mesures drastiques sans pour autant entraver la liberté des citoyens, comme il en ressort dans l'acte reproduit ci-après et où les autorités locales faisaient connaître le contenu des décrets gouvernementaux en la matière :

*L'Administration a l'honneur de porter à la connaissance du public, qu'en raison du recrutement des travailleurs de la Colonie opéré par des agents de la Compagnie américaine du Canal de Panamá, elle décline toute responsabilité sur l'exécution des contrats passés entre cette Compagnie et les ouvriers guadeloupéens [...] Elle donne en outre des instructions précises à M. le Vice-consul de France à Colón, en vue de rejeter toute demande de rapatriement au compte du budget local de la Guadeloupe.*⁸¹

L'on comprend que, dans leur quasi-globalité, les Antillais aient vécu douloureusement cette transplantation au Panamá. Les courriers qui ont échappé à la censure des services postaux de la Canal Zone sont, à cet égard, des plus éloquents, comme il en apparaît dans une lettre dont nous reproduisons ci-après un extrait :

*J'ai tant de regrets d'avoir laissé ma belle Guadeloupe. Je maudis le jour où j'ai quitté mon pays natal. Ici, c'est l'Enfer. Que mes compatriotes se servent de mon expérience pour bien réfléchir avant de partir. Nous nous sommes trompés. Ils nous ont trompés. A la prochaine lettre, je vous raconterai des choses qui vous bouleverseront.*⁸²

Force est de souligner ici l'abnégation de tous ces Guadeloupéens et Martiniquais lancés dans une aventure qui n'avait d'attrait que les belles promesses faites à dessein ! Comme les autorités locales avaient refusé la délivrance de passeports à nombre de candidats à l'émigration, ces derniers utilisèrent des moyens illégaux pour partir dans la clandestinité. Il ressort de cet avis que les émigrants n'auront à compter que sur la stricte justice. Ils tiennent leur avenir entre leurs mains. Chacun assurera donc son sort par ses propres actions, sa conduite et son comportement sur le terrain.

Faisons nôtre ici le point de vue autorisé d'un autre émigré :

*Il viendra le sentiment que la zone du canal n'est pas terre libre, mais un bagne illégal et improvisé au détriment des pauvres gens. A chacun de regretter à sa manière les plaisirs et les joies de son île natale et de désirer la retrouver pour toujours.*⁸³

Le 29 septembre 1907, s'amarra au quai de Cristobal, le bateau « Versailles », avec 900 passagers provenant de Fort de France, pour travailler dans la Zone du Canal, pour le compte

⁸¹ Archives Départementales de la Guadeloupe, *Courrier de la Guadeloupe*, du 06 novembre 1905.

⁸² Archives Départementales de la Guadeloupe, *Courrier de la Guadeloupe*, du 2 mai 1907

⁸³ Archives Départementales de la Guadeloupe, *Courrier de la Guadeloupe*, du 18 mai 1907

de la Commission Isthmique. Le lendemain, après que 400 d'entre eux passèrent en inspection pour être ensuite vaccinés, d'autres refusèrent de quitter le navire, exprimant leur insoumission à cet acte médical qui leur était ainsi imposé. On leur expliqua que la vaccination n'était qu'une simple opération destinée à les prévenir d'un grand danger, la substance qui leur était inoculée les immuniserait contre les maladies. Ils répliquèrent, arguant qu'une rumeur affirmait que le processus n'était pas une véritable vaccination mais une espèce de tatouage qui les empêcherait de retourner chez eux. Pour résoudre cet épineux problème, on demanda l'intervention du Gouverneur de Colón, de la force de police du Canal, du Capitaine du navire, de l'agent principal de mise en quarantaine de la ville de Colón et de l'agent de la Compagnie des vapeurs. Après une discussion collégiale qui devait déterminer les mesures à adopter, on put finalement contrôler les rebelles. Les ouvriers recrutés selon le programme de la Commission Isthmique du Canal, furent alors soumis à un examen physique rigoureux et, à maintes reprises, on observa un fait récurrent : que le médecin-chef qui examinait ces nouveaux recrutés demeurait inflexible lorsqu'il avait émis une interdiction de débarquement sur le territoire panaméen. Ainsi, l'hernie ombilicale était cataloguée comme une infirmité interdisant tout recrutement sur le chantier. L'ingénieur en chef, John F. Stevens, prenait ombrage de ces décisions dictatoriales qui réduisaient en nombre les ouvriers devant travailler sur la construction du Canal. Il fit part de son mécontentement, dans un rapport qu'il adressa au Colonel William C. Gonzas et dont nous avons reproduit ci-après un extrait :

Todos entendemos que se debe insistir en conseguir una calidad buena de obreros y que los mismos deben estar en buenas condiciones físicas; me parece que el Dr. Barton quien probablemente trabaja bajo instrucciones espera perfección física, lo cual en el caso del Antillano, en general, es prácticamente imposible. Siempre he instituido, en que la "hernia umbilical" no se clasifica generalmente como una razón de incapacidad o rechazo, pues creo que esta molestia es casi nula y, en los Antillas, resulta generalmente por descuido. Sin embargo, no soy un experto en estos asuntos, y sencillamente, deseo decir que si la perfección es la mira en estos exámenes médicos, constituirá en una reducción del 75% en nuestras operaciones laborales.⁸⁴

Le même jour, il adressait un courrier à l'officier Jackson Smith, responsable du Bureau central de l'emploi et du logement, pour solliciter son intervention dans cette affaire qui, affirmait-t-il, risquerait de compromettre la bonne avancée des travaux de construction du Canal ; il lui demandait par conséquent d'intervenir promptement, afin de trouver une rapide solution à cette situation exaspérante :

[...] Creo que este asunto es uno que requiere mucha consideración. Por supuesto, el Departamento de Sanidad se puede aprobar un examen descuidado; por otra parte, se puede insistir en requisitos médicos que prácticamente no nos permitirían traer aquí obreros de color, y en verdad obreros de ninguna clase. Lo que debemos hacer

⁸⁴ John STEVENS, Ingenio Jefe, Informe del Istmica Canal Comisión, para el Col. William C. Gorgas, agosto 8 de 1906.

*es llegar a un término medio. He tratado el asunto con el Coronel Gorgas y sería bueno comentar la situación con él.*⁸⁵

Au début de l'année 1908, le gouvernement français étendit la juridiction sur ses lois d'immigration pour y inclure ses colonies et plus spécifiquement ses colonies des Antilles. Par cette décision, la France s'opposait au projet de la Commission Isthmique du Canal de recruter des ouvriers de la Guadeloupe et de la Martinique. L'agent recruteur Karner fit connaître cette mesure au Colonel Jackson Smith du Département du travail, du logement et des subsistances. Pour y parer, Leroy Park, un agent recruteur des plus expérimentés et qui avait pu envoyer pas moins de 2000 Cubains dans la Zone du Canal, se rendit à Paris où, son savoir-faire aidant, il put éluder les sujets de contrariété causés par ses prédécesseurs et engager 11 000 ouvriers au total, français, grecs ou espagnols mais aussi turcs, syriens, et même des ressortissants de la Palestine et de l'Inde encore que ces derniers n'aient pu obtenir leur permis de séjour dans la République de Panamá, au regard des lois d'immigration en vigueur. Pour sa part, le recruteur William John Karner, à la Barbade, fut probablement celui qui obtint le plus de succès parmi les agents de la Compagnie isthmique du Canal. Durant deux années de travail, il put envoyer dans l'Isthme plus de 21 000 ouvriers, presque tous sous contrat verbal ou écrit.

Par contre, en Europe, les gouvernements eurent une attitude tout à fait restrictive en l'occurrence. Dans certains cas, on interdit par décret l'émigration de tout citoyen vers le Panamá. En dépit de toutes ces interdictions, l'on assista tout de même au départ de plusieurs milliers d'Européens attirés par l'appât du gain que leur promettaient les chantiers américains. Même après l'éradication de la fièvre jaune dans l'Isthme, la peur latente se maintint aux Tropiques et beaucoup de Nord-américains, pris de panique, évacuèrent ces régions dans lesquelles les maladies avaient décimé l'énergie et la vitalité de l'homme blanc et où beaucoup de ces aventuriers succombaient fatalement à cause de cette terrible fièvre jaune et de la malaria. En conséquence, l'on s'était tourné vers l'Antillais en raison de sa surprenante capacité à supporter les rigueurs des Tropiques et de sa résistance aux maladies endémiques de l'Isthme. Dans le même ordre d'idées, Théodore P. Shunts, président de la Commission du Canal Isthmique soutenait l'assertion suivante :

*La Comisión se ha visto obligada a aceptar la conclusión a que llegaron sus predecesoras de que, haciendo una evaluación global, el negro antillano es el más deseable de todos los tipos de trabajadores que pueden conseguirse en grandes cantidades [...]*⁸⁶

D'autres immigrants arrivèrent dans l'Isthme par leurs propres moyens. Ceux-là répondirent à la propagande générale que ne manquait pas de faire la Commission Isthmique du Canal. Certains arrivèrent là en vertu de leur instinct migratoire pour décrocher un emploi et, ensuite, poursuivre leurs voies vers d'autres républiques latino-américaines, à la fin de leur contrat de travail. Les Américains durent également faire face à l'exode massif de leurs travailleurs, hémorragie qu'ils eurent beaucoup de mal à endiguer en raison de la force de

⁸⁵ John F. Stevens, Carta a Jackson Smith, Gerente, Sección de trabajo y Alojamientos, agosto 8 de 1906.

⁸⁶ Charles H. A Forbes-Lindsay, *Panamá and the Canal Today*, Boston, L. End Company, 1910, p. 146.

l'attrait de l'or californien. La Compagnie employait quantité d'artisans qualifiés : charpentiers et menuisiers pour la construction des hangars et entrepôts ; chefs de chantiers ; cheminots et personnels d'entretien des machines et locomotives ; dynamiteurs ; poseurs de rails ; terrassiers pour défricher et préparer les sols ; ouvriers spécialisés dans la préparation du béton. Quant aux dynamiteurs, l'histoire nous révèle l'atrocité du sort qui leur était réservé. Souvent, ils explosaient avec leurs charges ; ou bien se trouvaient mortellement ensevelis sous des éboulis de roches et de terres⁸⁷.

Comme fondement de cette émigration, il y a le contexte géopolitique de l'époque qui s'ouvre sur l'émergence du rôle mondial des États-Unis, leur politique interventionniste et expansionniste dans la Caraïbe et en Amérique Centrale. Le Canal de Panamá est donc une œuvre de conception française financée par l'épargne nationale, qui sera terminée par les Américains. L'histoire de ce chantier peut se diviser en trois grandes périodes – La phase française, de 1880 à 1901, qui voit le début de la construction et de l'exploitation du Canal. – La première étape américaine de la mainmise des États-Unis sur le Canal, de 1901 à 1903 ; – La seconde phase américaine de poursuite et d'achèvement des travaux, entre 1904 et 1914. Au total : 39 années d'efforts intellectuels et physiques, d'acharnement au travail, de ténacité et de détermination pour relier deux océans par un cordon de 75 kms.

II – L'installation de l'entreprise américaine au Panamá

A. Mainmise américaine dans l'Isthme de Panamá

Lorsque les Américains prirent en main la construction du Canal, il leur fallut amener, outre une Administration, des ouvriers, mais aussi les vivres, les vêtements, et tout le matériel nécessaire. Sur le terrain, un certain nombre de machines laissées sur place par les Français purent reprendre du service, et quelques maisons, abandonnées pendant des années étaient cependant encore habitables. Les Américains tirèrent parti également des bâtiments de l'hôpital d'Ancón, légère éminence, à la sortie de Panamá. Un camp immense, disséminé sur tout l'Isthme rassemblait une population de 65 000 personnes comprenant des ouvriers blancs, des manœuvres de couleur, des femmes et des enfants. Il fallut construire des maisons pour tout le monde, organiser leur approvisionnement, leur fournir des vêtements, améliorer les conditions sanitaires, établir un service de secours pour les malades et les blessés, une police, pourvoir à leur instruction et à leur vie morale. Rappelons que les États-Unis avaient versé 50 millions à la jeune république contre cession de la zone. Panamá envoya un ministre à Washington et les États-Unis firent de même. Au bout de neuf mois de fonctionnement, une révolution fit exploser la république qui adopta un régime militaire censé faire de Panamá une grande nation. Le Général Huertas, commandant en chef de l'armée panaméenne, imposa sa dictature, après avoir évoqué le souvenir de Simon Bolivar et de George Washington⁸⁸.

⁸⁷ Georges Edgar Bonnet, *Op.cit.* p 97.

⁸⁸ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op.cit.* p. 58.

Il rappela ainsi à ses concitoyens sa propre carrière, puis il leur révéla comment il avait été l'élu destiné à délivrer la vaillante nation de l'Isthme et sauver le vaisseau de l'État d'un naufrage imminent, les adjurant enfin de s'unir dans la concorde et l'allégresse pour célébrer cette date historique. Les États-Unis réagirent aussitôt pour démanteler ce nouveau régime qui entamait la paix civile. Théodore Roosevelt décida d'envoyer à Panamá, son ministre de la guerre, William Taft, qui diffusa un message de paix contredisant certaines rumeurs laissant à penser que les intentions des États-Unis pouvaient être préjudiciables aux intérêts des Panaméens. William Taft déclara que pleine justice serait faite à Panamá, corroborant par ces arguments:

Les États-Unis n'avaient pas d'autre intention, en s'établissant dans l'Isthme, que de construire un canal, ni, en s'établissant sur l'Isthme, le désir d'y exercer d'autre autorité que celle qu'ils estimerait indispensables, aux termes de leur traité, pour assurer la construction, l'entretien et la protection du dit Canal.⁸⁹

Qu'advenait-il du Canal ? Car c'est pour lui que les États-Unis s'étaient lancés dans cette aventure. Le Président Roosevelt institua l'Isthmian Canal Commission dont les membres, ayant à leur tête le général Davis avec le titre de gouverneur, partirent pour le Panamá. Le travail fut divisé en deux sections. M. John Wallace, nommé ingénieur, commença par conseiller vivement un canal au niveau des océans et non un canal à plan d'eau pourvu d'écluses. Le matériel tardait à arriver. Pendant ce temps, on discutait toujours sur le type de Canal à adopter : les deux systèmes faisaient l'objet de discussions tenues par d'ardents défenseurs. Enfin, on ne se rendait pas bien compte de ce que coûterait l'entreprise. Les partisans du Canal à niveau préconisaient, en somme, un détroit de Panamá. Aussi, s'attachaient-ils à démontrer avec quelle facilité un tremblement de terre risquerait de démolir des écluses compliquées. Les opposants au Canal à niveau affirmaient l'impraticabilité de ce genre d'ouvrage : il faudrait toujours au moins une écluse pour compenser les marées dont l'amplitude atteint 3 mètres du côté du Pacifique et 25 centimètres seulement sur la côte des Caraïbes. Des spécialistes en la matière leur répondaient que la différence, se répartissant sur un trajet de 75 kilomètres, le mouvement du flux venant du pacifique irait décroissant à raison de 6 centimètres par kilomètre en moyenne, et ne formerait, par conséquent, qu'un courant très lent qui ne gênerait nullement la navigation.

Au début, certains observateurs partageaient cette conception des choses, mais l'examen attentif du terrain montra qu'une tentative de construction d'un canal à niveau aurait forcément abouti à un échec. En certains points, en effet, la tranchée aurait dû atteindre une profondeur supérieure à 30 mètres à celle qui a été adoptée. Avec le sol volcanique tombant en miettes et qui occasionna de si terribles éboulements dans la Culebra, il est certain qu'en creusant encore d'une trentaine de mètres, les parois se seraient inévitablement effondrées au fur et à mesure des déblaiements. A noter que beaucoup d'observateurs considéraient le Canal à écluses comme une erreur, ne voulant envisager qu'un chenal où le parcours serait parfaitement libre, d'un océan à l'autre. En théorie, ils avaient parfaitement raison, mais la

⁸⁹ *Ibid.*, p. 164.

pratique leur donnait tort : le terrain ne permettait qu'un tracé à écluses, avec aussi peu de tranchées que possible.

Quels que soient les magnifiques résultats obtenus en 1914 par les responsables américains de l'entreprise, on peut dire qu'au début, ils montrèrent presque autant d'incurie et de maladresse que leurs prédécesseurs. La bureaucratie de Washington mettait toujours des bâtons dans les roues, et il fallait des mois pour obtenir, non seulement le matériel nécessaire, mais encore les objets les plus élémentaires qu'il eût été normalement facile de fournir – toutes qui faisaient le désespoir des fonctionnaires de la Zone. Enfin, comme les membres de la Commission ne s'entendaient pas le Président Roosevelt décida de la dissoudre pour en nommer une autre établie sur de nouveaux règlements.

En principe, toutes les fournitures devaient provenir des États-Unis ; il fallut y renoncer : ce seraient désormais le libre marché et la rapidité de livraison qui régleraient le choix du pays auquel s'adresser. Les industriels américains protestèrent : ils récusaient le fait que l'étranger se trouvât sur le même pied d'égalité qu'avec eux ; d'ailleurs, à quoi bon un tarif douanier si on le supprime ? On leur répondit – ce qui les jeta dans un profond accablement – que Panamá ne faisant pas partie des États-Unis, c'était donc un pays étranger, et qu'en conséquence, comme il est inscrit dans les traités, le Canal resterait « impartialement ouvert à la circulation internationale et universelle, sous les garanties les plus sacrées. » La Commission montra bien, d'ailleurs, qu'elle-même respectait ces principes, en employant de la main d'œuvre de la Barbade et de la Jamaïque, à la fois plus laborieuse et moins coûteuse que celle qu'auraient pu fournir les États du Sud de l'Union. Mais de cela, les industriels américains ne se souciaient guère : peu leur importait que l'on recourût à la main d'œuvre étrangère pour percer le Canal ; ce qu'ils n'admettaient pas, c'était les commandes de matériel étranger. Dans les faits, on en acheta d'ailleurs très peu, et cette décision, visant à mettre les fournisseurs en concurrence, n'avait pour but que d'empêcher un groupe d'industriels américains de faire monter les prix. Mais la pression politique s'exerça comme d'habitude et, au bout de deux ans d'agitation, le Congrès émit un vote prescrivant que les achats devaient se faire tous en Amérique, sauf dans le cas où le Président estimerait les prix exorbitants. Sur ces entrefaites, les États-Unis se rendirent acquéreurs du chemin de fer du Panamá, s'assurant ainsi le contrôle des communications par rail et par eau à travers l'Isthme.

Mais, soudain, le consensus vola en éclats, car, au moment où l'on se croyait parvenu à un accord global où chacun des organes réglerait ses paroles et ses actes sur l'accomplissement du projet national, voilà que John Wallace, l'ingénieur en chef, donne sa démission. L'on nomma alors ingénieur en chef, John F. Stevens. Pour conseiller la Commission, un comité d'ingénieurs consultants fut institué. Ceux-ci se prononcèrent pour un canal à niveau, tandis que John Stevens opinait pour un canal à écluses. Les membres de la Commission, à l'exception d'un seul, portèrent leurs suffrages sur cette dernière solution. Le Secrétaire Taft s'y rangea également, le Président Roosevelt fit de même, ainsi que le Congrès. La cause du Canal à écluses, entendue, fut donc adoptée.

B. L'état sanitaire du Panamá : lutte contre l'insalubrité et la maladie.

Il convient de rappeler ici que dans l'Isthme, un certain nombre de maladies, dont la malaria et la fièvre jaune, sévissaient, transmises par des nuées de moustiques pullulant au-

dessus des marais. La peste bubonique, la pneumonie et la typhoïde firent aussi des ravages tout au long de la période où la maîtrise des travaux était dévolue à l'entreprise française. Partant, à leur arrivée, les Américains éprouvèrent eux aussi des difficultés à surmonter la dureté du climat le plus hostile de la planète. Impuissants, ils observent la maladie qui poursuit son œuvre macabre, au cours d'une catastrophique épidémie de fièvre jaune déclenchée au début de la saison des pluies, en 1904.

Ce fut l'affolement général dans les rangs des Américains. Nombre d'entre eux récemment arrivés au Panamá gagnent les bateaux en partance pour les États-Unis, abandonnant les chantiers. Le Président Roosevelt, alerté, ne peut accepter cette désertion massive. Sa politique expansionniste ne saurait tolérer pareille attitude de la part de ses compatriotes. Il décide alors de concentrer tous ses efforts sur la construction du Canal de Panamá. Exaspéré par le désordre et le manque de discipline, il nomme un nouveau chef de chantier, John Stevens, un quinquagénaire énergique, rigoureux et robuste. Tenu pour le meilleur spécialiste ferroviaire des États-Unis, cet ingénieur a survécu aux fièvres mexicaines, aux attaques des Indiens et aux rigueurs climatiques du Canada. Il devrait surmonter l'épreuve panaméenne. Stevens a dirigé la construction de dizaines de ponts, de tunnels et de milliers de kilomètres de voies de chemin de fer. Il devrait réussir la construction d'un canal.

La première décision de Stevens va surprendre son entourage. Pour commencer, il prescrit l'arrêt immédiat des travaux et se met à compter, évaluer, mesurer. Dans ces conditions, il ne tarde pas à découvrir que la cause profonde de l'échec de l'entreprise n'était autre que les maladies contagieuses endémiques sur le territoire panaméen qui, tout comme à Cuba, avaient décimé les troupes américaines avec plus de virulence que les bombes ennemies. Le pionnier de la recherche tropicale, le Colonel William Crawford Gorgas avait tardé à admettre que le seul agent vecteur de la maladie était le moustique qu'il convenait alors de combattre et d'anéantir. Persuasif, Stevens invite Gorgas à réviser son point de vue et à participer à une politique de santé publique enfin efficace. A cet égard, les propos d'un mécanicien, publiés par un journal panaméen, sont éloquentes :

On enterre tous les jours une centaine d'employés. Trois trains quittent Colón tous les jours pour conduire les cadavres à Monkey Hill. Ces trois trains transportent trois sortes de classes de cadavres. La première est connue sous le nom de dumps (déchets), c'est à dire ceux qui n'ont ni argent ni amis. Le second, ceux qui sont morts sur les travaux ; et le troisième a l'honneur de transporter ceux dont les amis ont pu payer un enterrement convenable⁹⁰

L'isthme connaissait une situation exceptionnelle d'épidémie liée à la rudesse de la nature panaméenne. Quand les Américains débarquèrent au Panamá avec leurs contingents, la perte de 22 000 morts dans leurs rangs confirma la réputation de contrée meurtrière qu'on lui attribuait. Le chef du Service de santé, qui redoutait l'extension de l'épidémie, décréta la guerre sans merci contre les moustiques. Une campagne de vaccination systématique contre la fièvre jaune fut organisée. Par la suite, on attaqua le mal à la racine tant il est vrai que Le Panamá

⁹⁰ Albert Chambon, *Panamá, l'ancien et le nouveau Canal*, Archives de Nantes, n° 116/AM du 6 mars 1965.

apparaissait comme un vaste bouillon de culture où les insectes pullulaient. Les maladies telles que la fièvre jaune, la malaria, le paludisme y sévissaient et décimaient la population. Commence alors une opération de grande envergure qui, bientôt, mobilisera 100 balais, 4000 seaux, des centaines de tonneaux de phénol et de chlorure mercuriel, et pour plus de 90.000 dollars de moustiquaires métalliques.

John Stevens met à l'ouvrage plusieurs brigades de nettoyage et divise le pays en 12 zones distinctes où l'on compte et compare. Des équipes motivées rasent les bidonvilles, fabriquent des trottoirs et s'attèlent au pavage des rues. Un système de canalisation est installé à Colón et à Panamá City. Les nombreux marécages sont comblés et assainis, et les zones de broussailles rasées ; le tout dans le but d'exterminer les insectes, agents de transmission avérés de la maladie qu'il convenait de vaincre à tout prix. Il avait fallu huit mois aux Américains pour éradiquer la maladie à Cuba. Ils mettront un an-et-demi pour rééditer l'exploit à Panamá⁹¹.

Avant l'arrivée des Américains, l'Isthme était l'un des lieux les plus insalubres de la terre : marécageux, chargé de miasmes, infesté de moustiques porteurs de la fièvre jaune et de la malaria. La jungle qui recouvrait l'espace (qui s'étendait entre les deux villes, entretenait une pestilence indéfinissable. Les Américains s'employèrent à exterminer les moustiques de l'Isthme : tous les marais susceptibles de leur servir de refuge et de lieu de ponte furent saturés de pétrole brut de même que tous les fossés et, partout où se formaient des mares d'eau, au voisinage des chantiers. Des brigades sanitaires équipées de camions-citernes aspergèrent la région de pesticide et y déversèrent à l'envi du pétrole pour détruire les larves.

Les autorités sanitaires veillèrent à leur destruction. L'*Anophèle* transmettait la malaria et le stegomya et sa piqûre provoquait les atroces convulsions de la fièvre jaune. Les équipes sanitaires employèrent chaque année, pour cette extermination, environ 9 000 hectolitres d'huile brute. Une pompe en cuivre sur le dos – semblable à celle servant au sulfatage de vignes – les ouvriers se déplacent, le tuyau à la main, parcourant la partie du terrain qu'ils sont chargés de traiter, à travers la brousse, fouillant les herbes, en quête de nids. Ils arrosent abondamment⁹² les étendues de terre molle et marécageuse, semées de mares stagnantes. Des brigades sanitaires équipées de camions citernes aspergèrent la région de pesticide et déversèrent des nappes de ce mélange d'hydrocarbures pour détruire les larves. Quand la larve du moustique sort de la vase pour respirer à la surface, elle s'enfonce dans cette couche visqueuse et y meurt. C'est au moyen du pétrole usité contre les moustiques et grâce à la prescription de quinine pour l'homme que les Américains vinrent à bout des deux fléaux les plus meurtriers. L'éradication étant correctement accomplie, l'on vit la fièvre jaune régresser considérablement. La malaria était résistante car le moustique anophèle dont il est le vecteur peut se déplacer sur quelques cinquante kilomètres.

Même après l'éradication de la fièvre jaune dans l'Isthme, la peur latente se maintint aux Tropiques et beaucoup de Nord-américains, pris de panique, évacuèrent ces régions dans lesquelles les maladies avaient décimé l'énergie et la vitalité de l'homme blanc et où beaucoup de ces aventuriers succombaient fatalement à cause de cette terrible fièvre jaune et de la malaria.

⁹¹ Dominique Auzias, *Panamá*, Editions de l'Université, Paris, 2005.

⁹² Cf. Annexe IV – Chapitre 2.I.B : Noir portant une pompe en cuivre ; Source ACP de Panama.

Grâce à leurs travaux d'assainissement, les Américains réussirent à vaincre de manière notable la fièvre jaune. Nonobstant les efforts déployés par les brigades sanitaires et les progrès sensibles réalisés au fil des ans, on dénombrait encore 24 723 personnes hospitalisées, dont 2000 fortement atteintes par la fièvre jaune. Ces mesures étaient, pour l'essentiel, une condition indispensable à la construction du Canal, tant il est vrai que du temps où les Français s'y essayèrent, la pandémie fit des ravages. La première tâche à laquelle les Américains s'attaquèrent donc fut de rendre possible le séjour des travailleurs sur l'Isthme. De fait, s'ils accordèrent aux Panaméens la pleine autorité politique sur leur territoire, ils gardèrent néanmoins la main sur les services sanitaires dans les deux villes à des fins d'annihiler tout foyer d'infection aux extrémités du canal. Au Panamá, en effet, l'on vivait dans une atmosphère lourde, visqueuse et malsaine, chargée d'effluves de la jungle putride et de relents de pétrole ou d'huile brute que l'on y déversait pour chasser les moustiques. Tous les objets étaient humides et poisseux au toucher ; les rues de Panamá étaient infectes.

C'est au colonel Gorgas qu'il revint de rendre l'Isthme habitable. A cet effet, il commença par faire installer des maisons formant cages métalliques partout où s'organisaient des camps de travailleurs. Il obligea les Panaméens à paver leurs chaussées et à installer une canalisation d'égouts élémentaires étant donné que bordées de hautes murailles, la plupart des rues, obscures, exhalaient des relents insupportables.

Il est un autre point, toujours en matière de salubrité publique, sur lequel il convient de s'arrêter. En effet, à l'époque où les Américains prirent en mains les travaux, la population de la zone consommait chaque mois, dans son ensemble, 210 kilogrammes de quinine, pour combattre la fièvre : les dispensaires distribuèrent dans ce même laps de temps 1 500 000 capsules de 14 centigrammes. En 1913, on n'en avait pas employé le dixième, et l'état sanitaire général était très sensiblement plus satisfaisant. La première année de leur occupation, la mortalité atteignit chez eux 2,5% et, en 1912, elle était tombée à 1%. Les États-Unis ont annuellement dépensé l'équivalent de 6 250 000 francs, et entretenu d'une manière constante 1500 hommes pour garantir la zone des ravages de la maladie.

Ainsi, tandis qu'une équipe considérable de travailleurs construisait le Canal, une autre équipe, tout aussi imposante ne s'occupait que de préserver leur santé. C'est dans le grand hôpital d'Ancón, jadis construit par les Français que furent mises en œuvre les méthodes les plus modernes alors connues pour le traitement des fièvres. Par la suite, arrivés avec des moyens plus dissuasifs, les Américains concentrèrent toute leur énergie sur les mesures préventives. La fièvre jaune sévissait avec une soudaineté effroyable et les plus courageux tremblaient en voyant leurs amis emportés. Ce furent des années terribles : le cimetière de Colón renfermaient plus de cadavres d'hommes fauchés par le fléau qu'il n'en circulait dans les rues de la ville.

Aux États-Unis, un écrivain américain de retour de l'Égypte et de l'Inde, annonça, avec enthousiasme, que les Anglais y imitaient les mesures prises par les Américains dans l'Isthme en pourchassant le moustique, vecteur du virus. On sait que c'est Sir Ronald Ross⁹³, du Service

⁹³ Sir Ronald ROSS : médecin britannique (Almora, Indes 1857 – Putney, Londres 1932).

Il montra que le paludisme se transmet par certains moustiques (anophèles femelles), découverte qui permit la prophylaxie de cette maladie. Prix Nobel de physiologie et de médecine, 1902. (Petit Robert...1999).

médical des Indes, qui avait établi par des expériences, une quinzaine d'années auparavant, que certaines maladies tropicales n'étaient pas causées par le climat ou l'eau, mais dues à la piquûre des moustiques. Il en fit la démonstration pour la malaria, et l'on vérifia que d'autres maladies se transmettaient de la même façon. A leur tour, les médecins italiens arrivèrent à la conclusion que pour arrêter les progrès des maladies tropicales, il fallait éradiquer les moustiques. C'est à ce moment que les Américains poursuivirent plus avant les recherches. Nous avons déjà montré que leurs médecins militaires découvrirent à Cuba que la fièvre jaune se transmettait par l'intermédiaire d'une espèce particulière de moustique. De la sorte, tandis que les hôpitaux de la zone recevaient les malades, le Colonel Gorgas et ses hommes pourchassaient et détruisaient l'insecte malfaisant, au fond de ses repaires. L'opinion publique se plaisait à dire que ledit Colonel Gorgas avait débarrassé l'Isthme tout entier des maladies qui y régnaient. Mais ce dernier usant de modestie fit la déclaration suivante :

*En ce qui concerne les moustiques, tout ce que l'on a fait est d'isoler complètement les chantiers en les entourant d'une zone imprégnée de pétrole, et l'on y a parfaitement réussi.*⁹⁴

C'est ainsi, au moyen du pétrole usité contre les moustiques et grâce à la prescription de quinine que les Américains vinrent à bout des deux fléaux les plus meurtriers. Tout comme la malaria, la typhoïde sévissait également sur la zone. La responsable, cette fois, était la mouche « domestique ». Pour prévenir cet autre mal, les autorités sanitaires inspectaient périodiquement toutes les maisons de l'Isthme, au plus grand mécontentement de la plupart des Panaméens, et faisaient porter les détritux aux fours que possédait chaque localité : on en calcinait ainsi, tous les jours, des centaines de tonnes.

Quand les Américains arrivèrent, on consommait l'eau de n'importe quelle provenance, au résultat les habitants de l'Isthme souffraient de dysenterie. Pour combattre cette calamité, deux grands réservoirs furent construits sur les hauteurs, au moyen de barrages, et des conduites fixées au sol, allant d'un littoral à l'autre, permirent à tout un chacun de s'approvisionner en eau potable. Il était encore une autre maladie grave, la pleurésie, qui sévissait sur l'Isthme. Malgré la température ambiante, c'est précisément cette maladie qui causait, chez les Panaméens, le plus grand nombre de morts. Fait aggravant en la circonstance, il s'avère que pendant la saison des pluies, nombre de personnes avaient tendance à se coucher sans quitter leurs vêtements trempés, après une journée de travail.

L'amélioration ainsi effectuée dans la salubrité du pays est un fait véritablement mémorable. L'échec des Français doit être attribué en grande partie à une organisation déficiente de la santé publique dans l'Isthme, l'erreur ayant été de se consacrer uniquement à la guérison des malades au lieu de s'investir également dans l'amélioration des moyens d'hygiène susceptibles de diminuer les risques de contaminations. Toutes sortes de dangers planaient sur des populations encore ignorantes des plus élémentaires précautions en matière d'hygiène. Pour finir notons encore que rien n'avait été entrepris pour alimenter en eau pure le personnel ou installer des égouts ni même pour nettoyer les villages pleins d'immondices.

⁹⁴ Bulletin sanitaire, Administration centrale de la Zone du Canal, Gamboa, 1907.

Le trait de génie des Américains, au moment de prendre en mains la construction du Canal de Panamá, fut de subordonner les travaux pendant les trois premières années à la lutte contre la maladie qui frappait les ouvriers par centaines. Le mérite de cette décision revenant d'ailleurs exclusivement au Colonel Gorgas et à son équipe. Aux États-Unis, en effet, on n'acceptait guère cette nécessité ; on ne voulait qu'une chose : voir s'accumuler les déblais. On se plaignait même, à Washington, de la lenteur du percement des tranchées. Il fallait avancer à toute vapeur. Les banques réclamaient les preuves matérielles montrant que l'on déplaçait des montagnes. Alors, la Direction des travaux fit fonctionner quelques pelles mécaniques pour montrer que l'on creusait réellement ; mais ce qui la préoccupait surtout, était de rendre l'Isthme habitable.

Il convenait de s'occuper enfin de la ville de Panamá dont la fétidité constituait un foyer d'insalubrité permanent : on pava de briques les rues principales, tandis que les autres étaient macadamisées. Une fois organisée l'alimentation en eau potable de la ville de Panamá, on démolit toutes les citernes et on détruisit les tonneaux utilisés jusque-là, et qui servaient de lieux de ponte aux moustiques. On fit disparaître, dans toute la ville, les moindres récipients et l'on satura de pétrole brut tous les recoins. De même à Colón, les pompes à pétrole assainirent l'étendue des chantiers de la zone. Le gouverneur de la zone et ministre des États-Unis au Panamá, Charles E. Morgan, employa toute son énergie à cette cause et coopéra de son mieux aux efforts du Colonel Gorgas et de ses collaborateurs. Un certain temps, il envisagea l'éventualité d'installer les bureaux administratifs dans l'île de Taboga, plus saine, dans la baie de Panamá. La mortalité s'élevait à 62 cas en juin 1905, mais dès le mois suivant, l'œuvre accomplie fit sentir ses effets bénéfiques. En juillet, le nombre de cas de fièvre jaune chuta à 42, pour tomber à 27 en août puis, en septembre, à 6 cas seulement. Une fois enrayée, il ne s'est plus déclaré, dans la zone du Canal, de nouveaux cas avérés de fièvre jaune.

C. De John Steven à George W. Goethals, le constructeur du Canal.

Une fois terminées les opérations sanitaires, le travail proprement dit reprend sur les chantiers du Canal. John Stevens sait que la réussite d'une telle entreprise est tributaire de cet objectif sanitaire. Perspicace, le brillant ingénieur se rend compte de l'inadéquation du système ferroviaire. Il est également convaincu que le succès final est directement tributaire de ce second argument. Tous les récits et toutes les expériences le prouvent : le Panamá est un territoire impraticable où le transport des hommes et des matériels demeure un problème particulièrement épineux. De fait, il sera urgent de rattraper le temps perdu, de favoriser les évacuations, d'améliorer les déplacements dans ce milieu plus hostile que la moyenne. Il ne s'agit pas seulement de trancher des montagnes, ou de manipuler des millions de mètres cubes de rochers, mais aussi de déplacer le produit de ces diverses opérations d'un lieu à un autre. Dès lors, il s'avère nécessaire de recruter des experts ferroviaires au lieu de multiplier le nombre de spécialistes en travaux publics.

Théodore Roosevelt donne alors mission à ses héros de l'Union et de la Central Pacific, tels William Belding, Edward Williams et Jackson Smith, de relancer la ligne inaugurée en 1850, de renforcer les ballasts et de doubler les voies, de mettre au point des machines ou des wagons enfin adaptés. La terre est régulièrement détrempée par la pluie tropicale et la voie ferrée tendait à s'enfoncer dans le sol dont elle représentait en même temps la seule surface

utilisable ; un wagon qui déraillait et versait était irrécupérable, englouti peu à peu par la succion des marais. Pour faciliter le creusement du barrage de Gatún, Stevens lance de nouvelles voies ferrées permettant d'évacuer plus rapidement les déblais nécessaires à la construction de l'ouvrage. Grâce à un système révolutionnaire, les nouveaux maîtres du réseau ferroviaire panaméen peuvent ainsi, au besoin, changer la représentation d'une voie où le parcours d'un tronçon. Une machine permet en effet de saisir plusieurs mètres de rail d'un seul coup pour les placer immédiatement dans une autre direction. Une vingtaine de wagons à fond plat peuvent être vidés, de conserve, à l'aide d'un treuil spécial, placé juste derrière la locomotive. Désormais, le chemin de fer sert à tout : à remplacer les équipes épuisées, à évacuer les blessés, à apporter du pain ou à disperser des montagnes de déblais toujours impressionnantes. Ce réseau ferroviaire, ainsi mis aux normes, servit de clé de voûte à leur nouvelle et énorme entreprise sur le Canal. En effet, tout le transport utilitaire se faisait par voie ferrée : les excavatrices, grues, machines outils, bétonneuses, pelles mécaniques, matières premières, marchandises passaient par le rail ; ainsi que les milliers d'ouvriers et leurs payes. Peu à peu, la vie dans l'Isthme s'améliorait. Toutefois, il était également indispensable de développer les infrastructures existantes qu'exigeait la reprise des travaux liés au creusement. L'Isthmian Commission comprenait 7 Divisions : l'Administration civile, la Santé, l'Intendance, l'Approvisionnement, la Gestion, et l'Ingénierie Constructions. Cette dernière Division était de loin la plus importante et regroupait la majeure partie des ouvriers antillais. Les Américains s'activent enfin sur le chantier, mais rencontrent bientôt des difficultés insoupçonnées, les conduisant à faire venir des machines ultramodernes afin de vaincre les glissements de terrain du massif de « La Culebra. » Ils doivent ainsi édifier digues, barrages et écluses assurant, au bout d'une dizaine d'années, le succès d'une entreprise à la hauteur d'un défi jusqu'alors jamais réalisé dans le monde.

En effet, si l'on compare avec le Canal de Suez, on mesure l'extrême difficulté de l'œuvre panaméenne : 75 millions de mètres cube déblayés à Suez contre 250 millions dans l'Isthme américain dont 116 millions pour Culebra. Les Américains déployèrent un matériel technologique d'une extraordinaire complexité pour réaliser ce chantier cyclopéen. Désormais, aucun détail n'est négligé. Les ingénieurs américains développent un réel savoir-faire. En novembre 1906, Théodore Roosevelt est le premier Président américain en exercice à quitter le territoire national pour se rendre sur les chantiers du Canal. Ses compatriotes reçoivent cette visite avec grâce. Le Président félicite et encourage ceux qu'il considère comme les plus fiers représentants du génie américain. Le Président arrive au Panamá en pleine saison des pluies. De ce fait, il peut mieux apprécier le courage des ouvriers et jauger les difficultés de leur action citoyenne. Il participe et se rend compte de la teneur de leur engagement et il a ces mots qui expriment toute sa satisfaction :

*Vous êtes en train d'accomplir la plus grande entreprise de ce genre jamais envisagée. Et je suis fier de voir de quelle manière vous vous y prenez.*⁹⁵

⁹⁵ John Fraser, Panamá, l'œuvre gigantesque, Op.cit., p. 231

Stevens, en meneur d'hommes, fait montre d'une extrême efficacité. Pas moins de 30 000 hommes lui obéissent ponctuellement, alliant rendement et efficacité. Seule ombre au tableau, et de taille, au lieu de trancher certaines questions sur place, comme il aurait fallu, on les déférait à Washington. Là, c'étaient des technocrates qui prenaient les décisions. Quelle que fût d'ailleurs cette décision, ceux qu'elle ne satisfaisait pas, au Panamá, ne manquaient jamais de penser qu'elle avait été inspirée par des influences injustifiables et le favoritisme⁹⁶.

Soudain, sans que personne ne puisse expliquer les raisons d'un si subit revirement, John Stevens annonce sa démission au Président Roosevelt avec les formes mais sans la moindre ambiguïté. L'ingénieur que son entourage croyait inébranlable, ne se sent plus en phase avec la mission qui lui est dévolue et y renonce sans appel. Theodore Roosevelt est troublé. Il prétend ne pas comprendre la démission de Steven à un moment si important de l'entreprise et cela le plonge dans un abîme de perplexité. Toutefois, il admet ne plus avoir droit à l'erreur et sans perdre un temps précieux à essayer d'analyser les états d'âme de Stevens, il se tourne vers un homme en qui il a une totale confiance, un militaire dont la seule fonction suffit à le rendre indispensable. C'est ainsi qu'en 1907 le Président Roosevelt nomme dans l'Isthme, le Colonel Georges W. Goethals, investi, lui, d'une autorité absolue. John Stevens rentra aux États-Unis et, depuis lors, la Zone s'était trouvée régie par la dictature du Colonel Goethals. Ses ordres font force de loi ; pas de Cour d'appel.

Formé à West-Point, Georges W. Goethals⁹⁷, ce singulier Lieutenant-Colonel, présente des états de service irréprochables. Fils d'émigrés belges arrivés aux États-Unis en 1850, membre du corps des Ingénieurs de l'armée il s'était déjà investi dans d'importants travaux d'irrigation dans le Tennessee ; officier supérieur de l'État major stationné à Porto Rico pendant la guerre hispano-américaine, il fut tout de suite promu *président de la Commission pour le Canal*, afin d'y diriger les travaux. Sous sa direction les travaux prirent, cette fois, un tour définitif. Grâce à son application au travail, et à sa rigueur, la région située autour de la construction du Canal cessa d'être un cimetière d'ouvriers en raison du taux élevé de la mortalité parmi les travailleurs immigrés⁹⁸.

Le gouvernement de la Zone est libéral, mais cependant autocratique, et même despotique. Le Colonel G.-W. Goethals commande tout et il n'y a pas de recours en appel ; il occupe à la fois les fonctions de Président de la Commission du Canal et d'Ingénieur en chef. Considéré comme le meilleur Ingénieur de l'Armée américaine, il était un organisateur qui savait, en outre, établir une discipline à toute épreuve. Le Colonel jouit du pouvoir suprême ; la Zone est régie par l'Autorité militaire : il donne ses ordres auxquels il faut obéir. Il ne discute jamais. Décision, inflexibilité étaient les qualités dominantes de l'homme qui a construit le Canal de Panamá. Et pour mener à bien cette entreprise, il ne s'agissait pas seulement de faire débarquer une multitude d'ouvriers et de les mettre au travail. Il fallait établir de toutes pièces une colonie dans l'une des régions les plus inhospitalières du globe.

⁹⁶ Richard Cortambert, *L'Amérique centrale et le Canal de Panamá*, Paris, Société d'ethnographie, 1904.

⁹⁷ Jean-Paul Marthoz, *Panamá : la malédiction du Canal*, La Relève, Bruxelles, 1979, p ; 56.

⁹⁸ Novencido Escobar, *El Desarrollo de las ciencias naturales y la medicina en Panamá*, Biblioteca de la cultura panameña, Universidad de Panamá, R. de Panamá, 1987, p. 162.

Au moment où Goethals prend du service, les Américains ont accompli le tiers de leur travail de titans. Certes, en l'espace de quelques années, la technique a fait de prodigieux progrès. La construction du Pont de Brooklyn, l'élévation en plein cœur de New York de gratte-ciel toujours plus conquérants offrent aux ingénieurs, en poste au Panamá, des perspectives particulièrement encourageantes. C'est, cependant, du côté de la Culebra, à 26m au-dessus de la mer, que l'invention humaine va concentrer l'essentiel de son génie pendant quelques années. L'ingérence des États-Unis à Panamá a causé de sérieuses inquiétudes à travers l'Amérique latine. Que ceux-ci élèvent contre l'Europe, la barrière de la doctrine Monroe, en la traduisant par un énergique : « A bas les mains ! » Mais les États de l'Amérique centrale et du Sud se refusent à accepter que cette attitude se transforme au contraire, à leur égard, en une politique de mainmise de la part du gouvernement de Washington. Évidemment, aucune de ces Républiques ne pourrait résister isolément aux États-Unis, si l'on devait recourir à la force. Quoi qu'il en soit, malgré leurs jalousies et leurs haines réciproques, un lien de sympathie les rapproche : elles détestent toutes les États-Unis et ne peuvent s'en passer à la fois. De ces sentiments contradictoires résulta, alors, une certaine conception de l'avenir réservée à l'Amérique latine. Parmi les pays producteurs de richesse, est née la « A.B.C. », entente qui réunit l'Argentine, le Brésil et le Chili, dans une défensive commune contre l'oppression des États-Unis. Au début de son existence, la jeune République de Panamá n'est indépendante que de nom. Elle n'existe que par la seule volonté des États-Unis. La partie la plus importante de son territoire leur appartient aussi complètement que tel ou tel État de l'Union. Les Panaméens en avaient très conscience, mais étaient encore incapables de changer le cours des événements.

En 1908, l'Ingénieur en chef George W. Goethals attesta lors des Audiences de la Chambre des Représentants que les employés spécialisés percevaient 50% de plus qu'aux États-Unis pour le même type de travail. En outre, on leur attribuait un logement équipé d'une certaine quantité de meubles et de tout le confort nécessaire en eau, électricité et gaz, des soins médicaux en cas de maladies, les médicaments gratuits, quinze jours de congé de maladie chaque six mois cumulables jusqu'à 30 jours par an. Quant aux employés permanents, on concédait à chacun, six semaines de congés payés⁹⁹. Ceux-ci avaient droit au transport gratuit une fois par mois sur la ligne de chemin de fer de Panamá, tandis que leurs parents bénéficiaient du demi-tarif. Il leur était, de plus, accordé un aller-retour à eux et aux membres proches de leurs familles respectives dans un sens comme dans l'autre. Si un second voyage aller-retour durant la même année se révélait nécessaire pour quelque raison que ce soit, ils touchaient la somme de 45 Balboas.

Ce n'était pas tout : des maisons confortables, des écoles, des hôtels, des wagons, bureaux de poste, équipements sportifs et lieux de détente comme des restaurants étaient réservés exclusivement aux Américains. La *gold force* était constituée de techniciens supérieurs, d'ingénieurs, d'architectes, de médecins... A ce personnel d'encadrement, la Compagnie consentait des avantages exceptionnels pour les attirer au Panamá. Ainsi, ces cadres américains recevaient-ils un salaire supérieur de 25%, à travail égal, à ceux pratiqués sur le sol US. Pas de frais de logement, un congé annuel de six semaines ; et la possibilité de s'approvisionner à

⁹⁹Georges W. Goethals, *Skilled labor on the Panamá Canal*, Hearings, Subcommittee, 1908, Committee on Appropriations, House of Representatives, Washington, D.C., Printing Press, 1906, p. 103.

moindre coût. Tous ces avantages en argent et en nature attirèrent 5500 Américains dans la démesurée - mais pour eux très rémunératrice- aventure du Canal. Il n'est pas indifférent de rappeler que l'encadrement était essentiellement américain et majoritairement originaire du Sud tandis que la main d'œuvre était au deux tiers noire, tant il est vrai que, selon l'opinion bien établie, les Américains du Deep South savaient mieux que ceux du Nord s'y prendre avec les descendants d'esclaves ! Il n'est donc pas étonnant que les immigrants antillais aient pâti de leur traditionnelle attitude ségrégationniste.

Cette politique contraire à l'égalité souhaitée dans l'Isthme se voulait offensante et discriminatoire incitant les représentants des ouvriers Antillais à pousser vigoureusement à la revendication. La grande disparité entre les ouvriers noirs payés en balboas et les ouvriers blancs payés en or n'était nullement en consonance avec les principes pour lesquels les ouvriers avaient déjà lutté et en aucun cas ne faisait honneur aux principes d'égalité qui caractérisaient les États-Unis. Les dirigeants américains avaient avancé une explication mensongère, arguant le fait que les employés blancs étaient tous des ouvriers qualifiés. Une explication qui pêchait par sa grande déloyauté car la réalité des faits démontrait le contraire de manière flagrante. Parmi les ouvriers qui émigrèrent par leurs propres moyens, beaucoup étaient des artisans et des ouvriers semi qualifiés.

Toutes les affaires d'ordre civil, pénal et du travail, étaient traitées par les autorités américaines qui se trouvaient en position de superviseur, comme nous le dit Logan Marshall¹⁰⁰. On a constaté que l'équipe d'administrateurs qui venaient au Panamá, était composée en sa majorité, outre les sudistes, de fonctionnaires et de prêtres qui avaient participé au conflit contre l'Espagne, à la fin du siècle précédent, ou qui avaient déjà travaillé à Porto Rico ou aux Philippines, comme nous le signale Luis Navas dans son ouvrage écrit en 1974¹⁰¹. La présence de ces fonctionnaires aguerris et déterminés, était conçue comme une volonté d'asseoir une forme de domination sur les travailleurs :

*En la teoría de que los sureños sabían cómo manejar negros, la administración del Canal trajo su sistema de relaciones similar al que ellos habían dejado en su patria.*¹⁰²

Par conséquent, ces fonctionnaires résolus et endurcis, étaient censés savoir contrôler, mieux que tout autre, les éventuels ouvriers récalcitrants à l'effort. Cette politique de domination conduisit les Panaméens à accuser les Américains d'avoir institué, dans leur pays, un système ségrégationniste, comme le souligne Willis Fletcher Johnson lorsqu'il affirme que :

*La raza dominante en Panamá es la blanca, sin embargo, no existe discriminación contra los negros [...], y si hay alguna predisposición de tratar con inferioridad a un negro, esto ha sido introducido aquí por los Norte-americanos.*¹⁰³

¹⁰⁰ Logan Marshall, *The story of the Panamá, Canal*, 1913, Los Angeles Public Library, Ref. 918.6M 368 p. 149.

¹⁰¹ Luis Navas, *El movimiento obrero en Panamá (1880-1914)* Editorial universitaria (EUPAN), Imprenta universitaria, Panamá, R. de P., 1974.

¹⁰² *Ibid.*, p. 28.

Eu égard à l'histoire du Panamá, cette déclaration découle du fait même que les Noirs étaient présents au Panamá depuis l'époque coloniale, importés comme esclaves par les Européens. Toutefois, dans la zone du Canal où les ouvriers noirs et blancs travaillaient ensemble, le fait d'avoir séparé douches et robinets d'eau potable destinés à chaque groupe ethnique, illustre de façon manifeste et ostentatoire, cette politique discriminatoire instaurée par les Américains.

Aussi, les dirigeants panaméens se sont-ils empressés de dénoncer ces faits qui prouvaient que les Américains avaient osé introduire ces pratiques racistes dans leur pays. Le fait est, que les médias qui côtoyaient la zone du Canal, évitaient de traiter le sujet de la ségrégation raciale. L'opinion américaine demeurait dans l'ignorance de ces comportements déviants, tandis que cette situation régnait de manière flagrante dans la *Canal Zone*, à l'image de la ségrégation instituée dans le sud des États-Unis ou dans les enclaves coloniales les plus répressives d'Afrique du Sud. Toutefois, certains observateurs américains ont-ils tenté d'expliquer ces faits en apportant des arguments recevables, pour le moins, notamment le fait de la présence d'un nombre élevé de Sudistes parmi le personnel qualifié et les militaires. L'élite riche de la société panaméenne qui était composée de descendants des anciennes familles coloniales espagnoles et des quelques grandes familles d'immigrés européens, considérant la supériorité de leur condition sociale, n'entendait négocier, au sein de l'activité commerciale, qu'avec les Américains. Dans cet esprit, nous souligne Michael Connif, ils parvinrent à un accord par lequel les deux partis veilleraient à ce que la population non-blanche du Panamá et de la Zone Canal demeurât en position de subordination¹⁰⁴.

III – Le grand chantier du canal: une épopée tonitruante

A. Les dures conditions de travail sur les lieux du percement

Travaillant sans crainte aucune du danger que représentaient toutes ces épidémies citées plus haut, et occupant le terrain même où tous leurs prédécesseurs tombèrent, les 30 000 ouvriers que la Commission du Canal emmena dans l'Isthme depuis les différentes îles des Antilles, s'affrontèrent courageusement et de manière héroïque aux tâches pénibles et aux dangers auxquels ils étaient soumis. Sans aucun doute, les péripéties et la sueur de ces immigrants contribuèrent, en grande partie, à empêcher la grande tragédie d'un possible échec du génie nord américain sur les terres panaméennes. Ce que la nature avait donné généreusement à l'Antillais, celui-ci le mit à son profit face à l'adversité que représentait la pénibilité des travaux de construction du Canal. Spécialement durant la construction de la voie interocéanique, entre 1904 et 1914, des centaines d'Antillais moururent de manière violente ou subirent des lésions physiques et déficits mentaux permanents, causés par la prise exagérée de

¹⁰³ Willis Fletcher Johnson, A. M., L. H. D., *Four Centuries of Panamá Canal*, 1906, Henry Holt and Company, N. Y., p. 356

¹⁰⁴ Michael L. Connif, *Black Labour on a White Canal : West Indian in Panamá, 1904-1980*, The University of New Mexico, N. M., U. S. A., 1983, p. 8.

quinine et tous autres dangers propres au travail¹⁰⁵ mais aussi et surtout par des explosions prématurées, des explosions tardives de dynamite, des attaques provoquées par asphyxie, des mauvaises chutes, des déraillements de train, des éboulements de terre, des éboulis de roches lors des glissements de terrain.

Les hommes travaillaient dans de terribles conditions : nature hostile, climat malsain, pluies diluviennes et chaleur pesante, humidité insalubre, forêt inextricable, faune dangereuse, vecteurs de maladies mortelles. Dans certains départements, les ouvriers étaient payés à l'heure. Les employés, (contremaîtres, magasiniers, gardiens, cuisiniers, employés de bureau) recevaient un salaire mensuel. Il n'est pas inintéressant de savoir que la moitié de la main d'œuvre employée sur la Zone du Canal se composait de ressortissants anglais, soit environ 22 000 ouvriers ; venaient ensuite, 8000 Américains ; Panamá et l'Espagne en fournirent respectivement 3900 et 3800 ; d'autres pays fermant la liste, complétèrent le nombre de 45 000 travailleurs.

Il importe de rappeler que les ressortissants anglais venaient à peu près tous des Antilles, de la Jamaïque et de la Barbade. De fait, au début de la construction du Canal, les Américains s'abstinrent délibérément de recruter des Noirs et des ouvriers blancs à bas prix des États- Unis, au prétexte qu'ils voulaient éviter de produire une crise au sein du marché de la main d'œuvre nationale tant il est vrai que seuls les grands dirigeants du Canal, directeurs et chefs de services, le personnel sanitaire et des bureaux, les ouvriers de métiers, devaient être Américains. Dans les premiers temps, l'on put croire que l'importation de main d'œuvre des Antilles anglaises aboutirait à un échec : les Américains n'arrivaient pas à obtenir des Noirs, le rendement escompté : les ouvriers Jamaïcains et Barbadiens ne travaillaient pas avec autant d'énergie que dans les champs de cannes de leurs îles plus particulièrement. L'emploi de terrassement qui leur était généralement proposé, ne suscitait chez eux que peu d'attraction au motif que les contremaîtres Américains les traitaient de façon méprisante, comme ils ont l'habitude d'en user avec les Noirs aux États- Unis. Or, il était de notoriété que les Noirs des Antilles anglaises se prévalaient de leur qualité de sujet britannique, et étaient animés, en cela, d'un sentiment aigu de leur propre valeur et de leur dignité.

Lorsqu'il comprit les tenants et aboutissants du problème, le Colonel Goethals fit poser dans tous les chantiers, des écriteaux avisant les contremaîtres américains que ceux qui s'adresseraient à leurs équipes d'une manière trop brutale seraient immédiatement renvoyés ; menace qui fut suivie de quelques exécutions. Certes, On s'est gaussé dudit colonel mais ses propos comminatoires eurent pour effet de contenir les frictions et améliorer les conditions de travail au sein des chantiers. A cet égard, il importe de souligner que, convenablement traités, les Noirs des Antilles accrurent leurs rendements d'un tiers. Certains chefs de service eurent la satisfaction de constater que l'on abattait plus d'ouvrage dans des conditions relativement moins onéreuses. Tel était le fruit des perfectionnements apportés à l'organisation du travail, mais surtout, à leur avis, aux meilleures relations qui se tissaient entre les différentes catégories et les différentes ethnies parmi les ouvriers. La police de couleur se composait

¹⁰⁵ Panama Canal West Indian Employees Association. "Twenty-fifth anniversary of the opening of the Panamá. Canal to commerce of the World (1914-1939), La Boca, Zona del Canal, Star and Herald Company, 1939.

exclusivement de sujets Anglais de la Jamaïque : leur instruction comme miliciens les rendirent aptes à ce service.

Les terrassiers Antillais touchaient une paye minima de 50 centimes de l'heure ; ils pouvaient se procurer des repas à bon marché et coucher dans des locaux fournis par la Commission, mais ils préféraient souvent se bricoler une cabane avec des planches, et vivre dans la brousse. Aux ouvriers américains, les « Gold employer », revenaient des maisons protégées contre les moustiques, et dont ils avaient la jouissance gratuite avec leurs familles. Les emplois élevés étaient plutôt moins bien rémunérés qu'ils ne l'étaient en Angleterre. Le Colonel Goethals, par exemple, sur qui reposait l'entière responsabilité de la construction du Canal, ne recevait que 75 000 francs par an, traitement absolument disproportionné par rapport à l'œuvre gigantesque qu'il dirigeait, et le travail qu'il fournissait. Tous ses chefs de service étaient mal rétribués par le gouvernement, relativement aux rémunérations versées en Angleterre¹⁰⁶.

En ce qui les concerne, les ouvriers américains de l'Isthme étaient les mieux payés du monde, étant donné qu'ils n'avaient pas de loyer à payer, ni de vêtements d'hiver à acheter, ni de grosses factures de combustible à régler. Les bons ajusteurs, mécaniciens, ouvriers de forge, gagnaient de 2F50 à 3F50 de l'heure ; les chaudronniers, de 2F25 à 3F30, suivant leur qualification ; les charpentiers, 3F30. Les conducteurs de pelles à vapeur, de service effectif six heures sur huit par jour, touchaient 925F par mois ; les spécialistes récoltaient des sommes allant de 750 à 875F. Maçons et plombiers gagnaient 3F30 de l'heure ; et les autres, à l'avenant.

A la lecture des documents d'archives, nous sommes amenée à noter des différences flagrantes entre certaines catégories d'appointements : ainsi, les médecins ne reçoivent, au début, que 750F par mois, et doivent payer leur nourriture, tandis qu'un cuisinier, nourri, en gagne 625. Les agents de police et les instituteurs reçoivent à peu près la même solde. Fait curieux, les médecins qui doivent avoir à leur actif au moins un an de pratique dans un hôpital et ne sont nommés que sous le contrôle de l'Administration de l'intérieur, touchent le même traitement que les vétérinaires, soient 750F. On sait que le coût de la vie était bien inférieur dans la Zone du Canal à celui des États-Unis. Les 60 000 travailleurs sont nourris comme une armée en campagne, à 3 200 kilomètres de sa base de ravitaillement ; avec cette différence qu'ils payent ce dont ils ont besoin. L'Intendance, dont les quartiers généraux se trouvent à Cristobal, à côté de Colón, constitue une super organisation si l'on en croit le témoignage qui suit :

*J'ai passé une de mes matinées les plus instructives à visiter les magasins de l'Intendance, examiner l'installation frigorifique et regarder manipuler les vivres de toute une population, disséminée le long d'une ligne de plus de 60 kilomètres.*¹⁰⁷

Il convient de souligner ici que le département des subsistances de l'entreprise avait conclu des marchés avec des fournisseurs en gros. De la sorte, il pouvait revendre à prix coûtant. Comme les denrées périssables subissaient, de temps en temps, des fluctuations, était

¹⁰⁶ Michael Connif, *Op.cit.* p.49

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 79

publié chaque semaine, un tarif officiel : nous en avons reproduit ci-dessous un exemplaire. Les prix étaient moins élevés dans la Zone qu'aux États-Unis. De la sorte, l'ouvrier américain qui n'avait pas à payer un loyer et qui jouissait de certains avantages, dont un salaire plus élevé, pouvait épargner la moitié de sa paye.

<i>Denrées</i>	<i>Tarifs</i>
<i>Bœuf ou mouton (la livre)</i>	<i>35 CTS</i>
<i>Gigot (la livre)</i>	<i>30 CTS</i>
<i>Beefsteak (la livre)</i>	<i>45 CTS</i>
<i>Roast-beef (la livre)</i>	<i>65 CTS</i>
<i>Poulet (la pièce)</i>	<i>95 CTS</i>
<i>Lard à frire (la livre)</i>	<i>5F60</i>
<i>Œufs (la douzaine)</i>	<i>1F25</i>
<i>Saumon frais (la livre)</i>	<i>1F40</i>
<i>Caviar (le pot ¼ livre)</i>	<i>80 CTS</i>
<i>Pied de porc (la livre)</i>	<i>4F65</i>
<i>Canards (la paire)</i>	<i>45 CTS</i>
<i>Beurre (la livre)</i>	<i>2F50</i>
<i>Crème glacée (le litre)</i>	<i>2F35</i>
<i>Pommes de terre (la livre)</i>	<i>1F30</i>
<i>Navets</i>	<i>15 CTS</i>
<i>Choux</i>	<i>15 CTS</i>
<i>Pommes rouges (la livre)</i>	<i>20 CTS</i>
<i>Oranges Jamaïque</i>	<i>50 CTS</i>
<i>Ananas (pièce)</i>	<i>60 CTS</i>
<i>Pêches (la livre)</i>	<i>60 CTS</i>
<i>Carottes (la livre)</i>	<i>40 CTS</i>

Tableau 1 - Les denrées et leurs tarifs.

A vrai dire, salaires élevés, nourriture à bon marché, logement gratuit, médication également gratuite, installations hygiéniques ne sont en aucune sorte des éléments qui auraient pu laisser croire que la zone du canal était un lieu où il faisait bon vivre ! Ces agglomérations temporaires qui jalonnent le tracé du Canal, n'étaient en somme, que des campements. Il est vrai que pour leur conférer les éléments propres à l'animation et à l'attrait de la vie citadine, la Commission a installé de beaux cercles dans les localités, où l'on trouvait des journaux, des jeux et des rafraîchissements. La *Young Men Christian Association* gérait ces établissements, dont l'accès était libre pour tous les Blancs. Le gouvernement possédait aussi un ensemble de cuivres très apprécié en tout lieu où il se produisait le dimanche. Il existait, en outre, des clubs et des sociétés où les femmes étaient admises.

Des meneurs avaient essayé d'organiser des syndicats locaux et, une ou deux fois, le calme fut troublé par le contrecoup lointain des crises industrielles. Lorsqu'une grève menaçait, le Colonel Goethals la brisait en déclarant que tous les travailleurs qui ne se rendraient pas sur les chantiers seraient rapatriés aux États- Unis.

Le dimanche était le seul jour où l'on n'entendait pas le grincement strident des perforatrices et le tonnerre de coups de mine. Des matches de base-ball, dont les Américains raffolent, avaient lieu le dimanche dans l'après-midi. Quelques associations qui s'étaient élevées contre cette pratique le dimanche furent réduites au silence. Comme la brousse qui enserrait les chantiers et les campements n'était pas un lieu indiqué pour des randonnées, la Commission estima qu'il était préférable de procurer aux ouvriers la distraction d'un jeu passionnant. Au demeurant, ce dérivatif avait une autre vertu, celle de les détourner de ces assemblées véhémentes où les contremaîtres étaient pris pour cible, leur réputation salie et leur talent dénigré. Maintenant il est juste de souligner qu'en contre partie, tous les dimanches matins, à Culebra, le colonel Goethals rendait la justice ; ce n'était pas, certes, un tribunal criminel, mais une audience qui permettait au « Grand chef » d'examiner avec bienveillance les réclamations qui lui étaient adressées.

B. Le canal de Panamá et le poids de la technologie



Tracé du Canal d'un océan à l'autre. Photo Wikipédia.

Les travaux allaient encore durer six années dans un tumulte assourdissant d'appareillages. Au plus fort de l'activité, soixante excavatrices vrombissaient furieusement à grand renfort de coups de sifflets stridents et de jets de vapeur intempestifs. Les trains se bousculaient et les pelleteuses s'acharnaient.

En trois ans, il avait été dégagé plus de mètres cubes de déblais de la zone du canal de Panamá sous mandat nord américain que pour celle de Suez pendant quinze ans. Les ouvriers du canal utilisent davantage de dynamite que les armées américaines depuis son invention. Secondé par David Gaillard et William Sigebert, l'ingénieur en chef Georges Goethals commande la manœuvre générale. Il ne peut rien contre la pluie et les accidents, qui ajoutent

aux difficultés de l'entreprise. Un spécialiste de l'époque résume de manière lapidaire que creuser le Canyon de la Culebra revient à puiser dans un sac de grains. Dès le lendemain, il faut reconsidérer le travail achevé la veille. Sans prévenir, les glissements de terrain s'obstinent et les éboulements s'acharnent. Le fameux « angle naturel de repos » qui, partout ailleurs, garantit aux terrassiers le bien-fondé de leurs efforts semble, à Culebra, un vain mot. Malgré toutes les précautions prises par l'encadrement, les ouvriers sont coincés sous les roues des trains ou victimes d'éclats de pierre, et de déflagrations importantes.

En 1912, au soir d'un nouvel affaissement, fatal à vingt-trois ouvriers de plus, l'ingénieur David Gaillard s'émeut : « Que faut-il faire ? » Goethals répond froidement : « Recommencer demain ! ». Le Lieutenant -Colonel, placide et déterminé, maîtrise avec droiture la lourde et puissante machine américaine qui mobilise désormais la majeure partie de l'industrie nationale. Une machine qui immanquablement poursuit son œuvre et, même, intègre l'opinion. Panamá devient peu à peu un but d'excursion où les touristes américains affluent. Au retour d'un tel périple, l'orgueil américain rayonne : « Qui n'a pas vu le chantier de la Culebra ne sait pas ce qu'est la grandeur de notre pays »¹⁰⁸. Agé de dix ans, Charles Lindbergh qui accompagnait sa mère en avait été tout autant impressionné malgré son jeune âge. Des années plus tard, et en souvenir de ce voyage, il s'emportait avec exubérance :

*Le mot même d'Amérique était associé à des miracles. Nous avons conquis un continent, aboli l'esclavage, mis au point l'automobile, inventé l'avion, maintenant nous construisions Panamá...*¹⁰⁹

William Taft, successeur de Théodore Roosevelt à la Maison Blanche en 1909 et futur prix Nobel, entretiendra la passion pour Panamá et, très démonstratif, se rendra cinq fois dans l'Isthme avant l'inauguration de l'ouvrage.

Le 20 Mai 1913, deux excavatrices rouillées et cabossées à l'extrême comme des chars en temps de guerre, se rencontrent presque par inadvertance au plus profond de la tranchée de Culebra. Le 31 du même mois les valeureux ouvriers coulent le dernier mètre cube de béton aux écluses de Miraflores.

C. Sur les chantiers du percement du Canal : les dispositifs de sûreté

La portion du Canal la plus connue du public, celle qui produit le plus d'effet sur le visiteur, c'est la tranchée de la Culebra. Effectuer une percée à travers une chaîne de montagnes, sur une longueur de 14 kilomètres et demi, y ouvrir un chenal d'une moyenne de 40 mètres et d'une largeur minima de 91 mètres 50, en coupant la ligne de crêtes, Gold Hill et Contractor's Hill séparant les deux versants hydrographiques de l'Atlantique et du Pacifique, déblayer au total une profondeur de 125 mètres et enlever quelque cent millions de mètres cubes de rochers et de terre, à peu de chose près la moitié des excavations totales du Canal, se voir arrêté incessamment pour l'éboulement de milliers de tonnes de terrains glissant dans la

¹⁰⁸ Michael Connif, *Black Labour on a White Canal: West Indian in Panamá*, Ibid, p. 8.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p.55.

tranchée y ramenant des cours d'eau qui en avait été détournés et manquant de noyer les ouvriers : il y eut dans cette entreprise quelque chose de grandiose, de dramatique et parfois de tragique.

Le chenal qui serpente doucement en suivant la vallée du Rio Obispo, vers la ligne de crêtes, se situe sur le même niveau que le lac de Gatún et se trouve également alimenté par le Chagres. Les perforatrices déchirent l'air sans répit ; des explosions de dynamite se répercutent comme des coups de canons. Voilées par des nuages épais et bruns qui envahissent de leurs volutes la moitié de la tranchée, des centaines de tonnes de terre se détachent. Les pelles à vapeur remplissent les wagons. Pour suivre la marche rapide des travaux d'excavation, il faut avancer tous les jours, 1 600 mètres de rails. Au milieu des machines monstrueuses et dans le bruit assourdissant des perforatrices, des milliers d'ouvriers en sueur, barbouillés, couverts de boue, vociférant mais plein d'ardeur, percent la tranchée de la Culebra, dans une région volcanique, où le sol est un amalgame de terre glaise et de rocs, dur quand on l'entame, mais qui se désagrège une fois exposé à l'air.

Sans ces désastres, la tranchée aurait été achevée bien plus tôt. De fait, au-delà des estimations, les ouvriers durent extraire près de 17 millions de mètres cubes de terre à cause de ces éboulements. En 1912, on estimait devoir encore déplacer, en dehors des travaux normaux d'excavation, de 3 à 4 millions d'éboulis. En août, se produisit près d'Epire, un glissement terrible qui envahit la moitié de la largeur de la Culebra, enfouissant une quantité considérable de machines ; pis encore, à la consternation des ingénieurs, le Rio Obispo qui en avait été détourné, fit irruption dans la tranchée et en inonda une partie. Ce fut une tâche gigantesque que de détourner de nouveau la rivière, de pomper l'eau qui se trouvait dans le chenal, avant de commencer seulement à déblayer cette masse énorme de terre détachée de la paroi.

Ces glissements colossaux avaient de quoi désespérer les plus vaillants : la détermination opiniâtre du colonel Goethals et de ses collaborateurs, que l'accablement rend muets chaque fois que survient une nouvelle catastrophe, est un des traits les plus héroïques de cette entreprise. Deux années durant, les pelles à vapeur ont écrêté le haut des parois qui semblaient menacer de glisser, dans le but de diminuer la pression des terres. Les banquettes en escalier ne réussissent pas à arrêter le mouvement du sol, ni les soulèvements de la base ; cependant, les ingénieurs persévèrent obstinément. L'avenir de la tranchée de la Culebra était très réservé ; les ingénieurs, en parfaits connaisseurs, excluaient toute crainte de danger après la stabilisation des terrains glissants.

Quand le besoin s'en faisait sentir, il fallait dynamiter le terrain pour faire avancer les travaux dans de meilleures conditions. A cet effet, une équipe doit grimper sur les décombres d'un éboulement, au flanc de la tranchée pour placer des perforatrices dans le roc. Ces perforatrices, dont une grosse conduite court tout le long de la tranchée, mordent jusqu'à 8 mètres dans le roc. A pas mesurés, des Noirs s'avancent, portant en équilibre des boîtes sur leur tête : de la dynamite. On introduit une petite charge au fond du trou de mine que l'on fait détonner au moyen d'une batterie pour agrandir la cavité. Cela fait, on remplit la chambre de 35 à 90 kg de dynamite et l'on produit l'explosion avec un courant d'éclairage électrique ordinaire. Elle fait l'effet d'un coup de tonnerre, accompagné d'un véritable torrent de terre et de débris de roches.

On sait que, pour la tranchée de la Culebra à elle seule, plus de 226 000 kilos de dynamite étaient employés par mois. Les pelles à vapeur imposent leur force dans la Culebra. Poussé par son bras articulé, l'énorme godet s'enfonce dans les déblais pulvérisés par la déflagration, en enlève une charge et la déverse sur le terrain voisin. Une pelle de 70 tonnes peut déblayer 4 700 mètres cubes en un jour : en pleine activité, elle en transborde 289 à l'heure. Elle pourrait en extraire bien davantage, mais la difficulté est d'enlever les déblais. Même avec des milliers de wagons plats, et les 120 Km de rails, on avait du mal à en venir à bout quand bien même étaient utilisés, par jour, 175 trains, toutes les deux minutes et demi. Ces chiffres témoignent de l'ardeur opiniâtre avec laquelle on creusait le terrain, comme s'il courait dans les veines des ouvriers, un frémissement de joie à la pensée de l'œuvre géante à laquelle ils participaient. Le record de déblaiement, en une journée, fut de 127 742 tonnes, avec 333 trains.

A l'extrémité sud de la tranchée, on arrive à la massive écluse Pedro Miguel ; on y découvre toute l'activité mécanique fiévreuse, assourdissante, convulsive, qui régnait aux écluses de Gatún. Elle permettait de redescendre les navires se dirigeant vers le Pacifique. De 9 m 24, au niveau du lac de Miraflores, artificiellement créé sur une longueur de 1835 mètres, en partie avec de l'eau fournie par la tranchée, en partie avec des cours d'eau captés. Deux autres écluses ramènent alors les navires au niveau de l'océan dans lequel ils pénètrent 13 kilomètres plus loin, à Balboa. Les Américains ont édifié des fortifications, et réuni plusieurs îlots, de sorte que l'entrée du Canal se trouve en fait au fond d'une rade fermée.

D'un océan à l'autre, une cinquantaine d'équipes exécute autant de travaux différents. Chacune d'elle effectue sa tâche séparément, indépendamment de toutes les autres. On sent que la confusion apparente masque une organisation systématique, où chaque rouage fonctionne de manière ordonnée. C'est à Culebra que se trouve le bureau de l'ingénieur en chef. Tous les soirs, y convergent des rapports détaillés de tout ce qui a été fait dans la journée et, tous les matins, le Colonel Goethals et ses collaborateurs les dépouillent et prennent des décisions à la façon d'un conseil de guerre qui dirigerait les opérations d'un siège. La nuit, à la lueur des arcs électriques, des équipes travaillent à remettre en état les machines signalées comme défectueuses ; 2 200 ouvriers travaillent dans des ateliers de réparation. Les « voitures-cerveaux » sont celles que prennent, pour se déplacer, les ingénieurs qui réfléchissent et décident sur ce qu'il convient de faire, des officiers du génie américain déterminés à mener à bien le gigantesque ouvrage.

La plus grande partie de ce chantier pharaonique – triomphe de la science de l'ingénieur au vingtième siècle et victoire de l'homme sur la nature, en dépit des éboulements qui pulvérisaient en quelques minutes le labeur de plusieurs mois – sera tenue cachée dans un premier temps puisque recouverte par des eaux paisibles. Le Canal de Panamá sera opérationnel dès lors qu'on aura capté les eaux du Chagres et de ses tributaires – Le Chagres étant à l'origine un fleuve turbulent, - certes selon la saison, mais en rien porté à faire du bruit et à causer des troubles -, qui naît au sud-est de Panamá et draine une surface de plus de 2 000 kilomètres. Soulignons encore que le Chagres coule avec plus ou moins de régularité, entre les collines, le long de la vallée de Gatún, pour se déverser dans l'Atlantique. Fort paisible à la saison sèche, il était capable de se muer, en peu de temps en un géant dévastateur lors de la saison des pluies - l'hivernage, du 15 avril au 15 décembre, où de simples rigoles peuvent se transformer en de véritables cataractes emportant tout sur leur passage. Après les pluies abondantes, lorsque le Chagres est déjà à flot, les eaux montent avec une vitesse terrifiante :

plus de 10 mètres en 24 heures. Il a été établi qu'à Gamboa, et au plus fort de sa crue il déverse, par seconde, près des 2/3 du débit du Niagara. Lorsqu'il pleut dans ces régions, on n'y voit pas à 20 mètres. La hauteur moyenne annuelle des pluies, à Colón, est de 3 m 25. On a pu recueillir jusqu'à 62 mm 5 d'eau, en trois minutes. On comprend que pour les besoins de la navigation, les eaux aient été captées. Le Barrage de Gatún a été construit à cet effet qui, en les contenant dans la vallée de Gatún, y forme un lac artificiel.

Il importe de souligner à cet endroit que Le Barrage de Gatún mesure 2,413 kilomètres de long y compris les écluses vers l'Atlantique et le déversoir sur la portion aval du Chagres, bâti en travers de la vallée et prenant appui, à chaque extrémité, sur les hauteurs montagneuses. L'énormité de cette digue, large de 805 mètres à la base et de 30 mètres en crête, ne frappe pas le visiteur au premier abord, tant elle s'élève en pente douce. Cette muraille a été construite avec des quartiers de roc, du sable et de l'argile arrachés par les pelles à vapeur au flanc des tranchées, ou dragués dans les profondeurs. Le volume des remblais atteignait près de 20 millions de mètres cubes. Il va sans dire que ce barrage a forcément changé la topographie d'une vaste étendue du pays. La vallée a disparu le village de Gatún qui s'y trouvait a été noyé sous les eaux du lac artificiel qui avait été crée en l'occurrence.

Il n'est pas indifférent de rappeler que Gatún était à l'époque un hameau indien où avaient été érigées quelques huttes en bambou sur une boucle du Chagres. Jadis, les bateaux portant des chercheurs d'or en route pour la Californie, s'arrêtaient à Gatún et l'on tient d'un voyageur que l'on y vendait 12 œufs pour un dollar et que l'on louait un hamac 2 dollars la nuit¹¹⁰. L'on sait que du temps des Français, il s'y trouvait de grands chantiers et l'on y logeait 600 hommes. Cinq ans avant l'immersion de la vallée, Gatún était l'un des centres du commerce de la banane sur la rivière. Certes, un nouveau village a été construit, mais plus haut, sur la colline. Bien entendu l'ancienne voie ferrée de Colón à Panamá est submergée ; la nouvelle ligne se situe à l'est du lac¹¹¹.

Le lit du Chagres est recouvert sur près de 39 km ; de même qu'une partie de l'ancien Canal français. Le déversoir empêche que le niveau du lac dépasse une certaine cote au-dessus de laquelle il noierait les écluses. C'est un barrage en béton, formant arc de cercle et mesurant environ 400 mètres de long : l'eau se déverse par un plan incliné de 100 mètres de large dans un bief à 3 mètres au-dessus du niveau de la mer, pour aller rejoindre le lit du Chagres, à 1 500 mètres de là, et ensuite l'océan. En raison du peu d'élévation de la partie du terrain située entre le Chagres et le bief atlantique, on a renforcé la berge d'un côté, pour l'empêcher de déborder dans le Canal. Sur le côté du déversoir, on a construit une dérivation souterraine : au bas du barrage, s'élève une énorme station électrique, destinée à actionner les vannes du déversoir, à faire fonctionner les portes des écluses, à remorquer les navires au travers des sas, à fournir l'éclairage de Gatún, ainsi que des phares qui jalonnent le chenal à travers le lac.

S'agissant maintenant du *fonctionnement* de l'ouvrage lui-même, il apparaît, à l'observation de tout un chacun, que pour pénétrer du bief atlantique dans le Lac de Gatún, ou pour descendre de ce dernier vers l'Atlantique, il faut franchir trois étages d'écluses doubles de

¹¹⁰ John Foster Frazer, *Panamá, l'œuvre gigantesque*, Op. cit., p 47.

¹¹¹ C'est par l'enquête de terrain dans l'ordre de la méthode d'approche dite d'archéologie industrielle que j'ai voulu rendre compte des travaux d'excellence auxquels ont apporté leur contribution les Franco-antillais.

305 mètres de long sur 33 m 50 de large ; elles permettent de faire monter ou descendre simultanément et parallèlement les navires, et réalisent une économie d'eau, car d'une chambre pleine, on peut faire passer une grande partie de l'eau qu'elle contient, dans la chambre jumelle. En avant des deux portes extrêmes, s'étendent de longs môles, le long desquels les vaisseaux peuvent mouiller, en attendant leur tour de passage. Les écluses sont construites en béton, dans l'épaisseur du barrage. Il a fallu creuser à une profondeur énorme, pour atteindre le roc et établir les fondations. Les chambres ont un tirant d'eau minimum de 12 m 50. Les portes d'acier busquées sont colossales ; on pourrait circuler sur la tranche supérieure, en automobile. Epais de 2 m 18, les vantaux mesurent 19 mètres 80 de long et de 15 à 27 mètres de haut. Leur poids varie de 300 à 600 tonnes ; les 92 vantaux nécessaires au bon fonctionnement du Canal pèsent au total environ 5 700 tonnes. Aux seuils inférieur et supérieur de chaque écluse, se trouvent des doubles portes, en prévision d'accidents possibles. Les portes sont constituées par des cadres métalliques robustes, blindés de plaques d'acier ; la portion inférieure se compose de compartiments étanches, destinés à les faire flotter en partie pendant la manœuvre, de façon à diminuer un peu l'effort fourni par les machines qui en assurent le fonctionnement. Au milieu de chaque chambre, se trouvent des portes supplémentaires, permettant d'isoler des sas plus petits.

Le remplissage et la vidange s'effectuent au moyen de tunnels de 5 mètres de diamètres, percés à l'intérieur des trois bajoyers (parois latérales de chambres d'écluse), et donnant naissance à des conduites s'ouvrant au fond des chambres, pour faciliter la montée régulière de l'eau. Les bajoyers latéraux ont 15,24 m de largeur à la base et se rétrécissant par gradins, 2,65 m au sommet. Lorsqu'un navire arrive devant les écluses, il cesse d'utiliser sa vapeur : des locomotives électriques à crémaillères, circulant sur le haut des bajoyers, le remorquent de part en part - quatre locomotives pour chaque navire. Il faut 15 minutes pour remplir un sas, la vitesse d'ascension étant limitée. La traversée de l'ensemble des 6 écluses – les 3 de Gatún et les 3 du Pacifique – prennent 3 heures. La traversée complète du Canal, d'océan à océan, demande 10 heures.

Nous avons vu que les extrémités supérieure et inférieure de chaque escalier d'écluse étaient munies respectivement de doubles portes de protection, pour le cas où un navire mal dirigé, viendrait battre l'entrée du sas, ce qui serait en effet désastreux s'il n'y avait qu'une porte. Ce n'est pas là le seul dispositif de sûreté : avant qu'il ait pu se cogner contre la première, des chaînes d'acier, aux chaînons de 7,5 cm de diamètres, manœuvrées et maintenues par des cabestans hydrauliques logés dans les bajoyers, le retiendront dans son élan. En se déroulant sous la poussée du navire, la résistance de ces chaînes pourra arrêter, au bout de 21 mètres, un bâtiment de 10 000 tonnes, marchant à la vitesse de 4 miles à l'heure. Quand un navire s'avance à une allure régulière et modérée, on laisse glisser la chaîne au fond du chenal et il passe par-dessus.

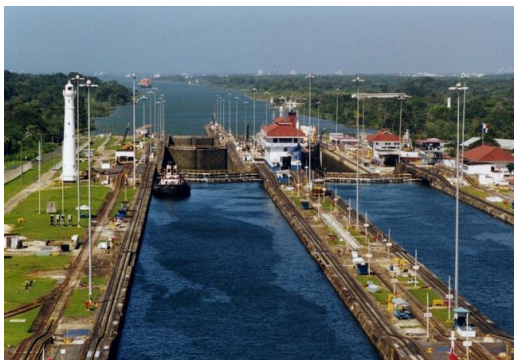


Fig. 1 Les écluses de Pedro Miguel. Fig. 2 Passage d'un navire au Canal de Panamá. Source : Internet.

CHAPITRE III : LES FRANCO-ANTILLAIS DANS LA ZONE DU CANAL ET LEURS LENDEMAINS

I – L’installation des migrants franco-antillais dans la Zone du Canal

A. Les logements des premiers migrants franco-antillais

Des centaines d’arpenteurs jalonnèrent le tracé du Canal. Des logements furent construits pour les ouvriers, des hangars pour les ateliers étaient fabriqués ainsi que l’hôpital d’Ancón. Entre 1850 et 1855 à l’époque de la construction du Chemin de Fer, quand l’insuffisance de logements dans la Cité, le prix exorbitant des loyers, le coût élevé de la vie obligèrent ces immigrés antillais à chercher leur hébergement dans des logements à loyers modérés. Au lieu d’occuper, les logements précaires offerts par la Compagnie, Les ouvriers franco-antillais préféraient se construire une cabane ou une case dès que leurs moyens le leur permettaient. Ils s’installaient à proximité des villages alignés le long de la voie ferrée, sur les bords du Canal. Des villages de ce type qui avaient déjà émergé du temps du chantier français se sont développés avec l’arrivée des Américains. Bas Obispo, Bohio, Gamboa, Pedro Miguel, Gorgona, Gatún, Paraíso sont autant de bourgs qui émergèrent au fur et à mesure de l’avancement des travaux. D’autres ouvriers qui étaient logés dans les quartiers insalubres de l’« Arrabal » et de Panamá extra-muros étaient les plus mal lotis.

Durant la période de construction du Canal et jusqu’en 1912, toute la force de travail vivait dans la Zone du Canal. On y dénombrait des propriétés privées et toutes sortes de commerces de particuliers.

En 1915 toute la population de la Zone du Canal fut contrainte d’abandonner ses logements et ses propriétés pour des raisons militaires. Cette mesure excluait bien évidemment les citoyens des États-Unis. Les Franco-antillais furent littéralement refoulés vers les villes terminales de Panamá et de Colón. Ce flux important de travailleurs entraînera une amélioration sensible des logements existants, et provoqua une hausse sensible du coût des biens immobiliers – circonstance accueillie avec enthousiasme par les affairistes de tout genre, dès lors qu’en 1916, le Gouvernement Chester Harding eût sollicité ceux qui étaient à même de proposer des logements à des milliers d’employés antillais.

Toutefois, il convient de remarquer que vers la fin de la guerre mondiale, les gouvernants américains réduisirent les fonds prévus pour la zone du Canal et les dépenses prévues, pour faire face aux problèmes de logements ne furent pas engagées. Cette situation se maintint bien au-delà de l’année 1927, où la demande se fit plus pressante. Entre temps, la détérioration de tous les édifices, datant de l’époque de la Compagnie française du Canal était si avancée que beaucoup d’entre eux durent être abandonnés pour des raisons de sécurité. Les logements qui étaient éloignés de la Zone du Canal subirent des hausses de loyer considérables et ce au détriment des travailleurs, à entendre le propos du Gouverneur qui suit :

El asunto de la vivienda es sumamente importante para la operación del Canal. Debido a la falta de viviendas, una gran parte de los trabajadores tienen que conseguir viviendas en las ciudades de Panamá y Colón donde el alquiler de las

*mismas es elevado, por lo general inadecuadas y el ambiente dentro de las cuales se vive es mucho menos satisfactorio que el de la zona del Canal. Para que el Canal pueda funcionar satisfactoriamente y mantener una mejor disciplina y moral, los trabajadores deben vivir lo más cerca posible de sus respectivos trabajos, bajo la protección norteamericana.*¹¹²

En 1925, malgré les mauvaises conditions de logement, les propriétaires panaméens avaient augmenté le prix des loyers. Il s'en est suivi un fort mouvement de grève à la tête duquel on trouvait le leader Saturnin Moger.

L'Administration du Canal suit la politique selon laquelle un employé du Gouvernement de la Zone du Canal, qui interrompt ses services pour quelque raison que ce soit, se voit contraint de quitter son logement dans la Zone du Canal. De sorte que toute sa famille doit aussi être délogée et rapatriée. A la mort de celui à qui on avait réellement attribué le logement, le même traitement était réservé à sa famille. Toutefois, l'Administration concédait parfois un droit de résidence à des anciens employés pour que ceux-ci occupent les logements de la Zone du Canal pour un temps approximatif. En cas de décès de celui qui constituait le soutien de famille, il était concédé les mêmes considérations aux membres survivants.

Plus tard, surgit un des facteurs d'opposition à travers les doléances présentées par les propriétaires de maisons louées, désireux d'agrandir leurs commerces ; ceux-ci se plaignirent devant le Gouvernement des États-Unis pour les mesures qu'ils prétendaient et qui pourraient occasionner des préjudices certains à l'économie de la République. On sait qu'en accord avec les dirigeants syndicaux, pas moins de 5 000 travailleurs et quelques 14 000 à 15 000 personnes qui dépendaient d'eux, durent s'installer dans les villes de Panamá et de Colón. Dans une zone spécifique de 17 pâtés de maisons étudiées en 1946 par la *Banque d'Urbanisation et de Réhabilitation*, on a pu vérifier le fait qu'il n'y avait qu'une chambre dans les 4 600 logements contrôlés¹¹³. Cet établissement, dans son enquête, a pu définir, de manière précise, qu'en moyenne, la grande majorité des résidents de la ville de Panamá vivaient dans des unités de logement constituées d'une seule chambre dans laquelle le même service d'hygiène était utilisé par une quantité de personnes dont le nombre variait selon la famille. Le problème du logement qui tendait à s'aggraver affecta l'Antillais moyen qui ne pouvait louer que dans ces zones.

Encore dans les années 1950, des employés Antillais vivaient dans des conditions terribles, intolérables et inhumaines, une insalubrité absolue, entassés dans des chambres infestées de mites et de toutes sortes d'insectes, des locaux atteignant un lamentable état de détérioration. Une étude faisant allusion aux maladies qui résultaient de ce manque d'hygiène obligea ces employés à restreindre le nombre d'occupants dans les maisons et ensuite à y effectuer des aménagements¹¹⁴. Les années suivantes, le Congrès se montra chaque fois plus intéressé à améliorer les logements dans la Zone du Canal. Toutefois, certains d'entre eux, les

¹¹² *Informe anual del Gobernador*, octobre, 1927, Panamá, p. 18.

¹¹³ *Ibid.*, p. 59.

¹¹⁴ Anatole SOLOW, *A study for Urbanisation and Rehabilitation Bank*, Gobierno de Panamá, septembre de 1950, p. 55.

plus actifs, purent acquérir leur propre maison dans les banlieues de Colón ou les secteurs suburbains.

Dans le même temps, grâce aux traités avec Panamá, le nombre d'employés autorisés à vivre dans la Zone du Canal diminua sensiblement. Ceux qui résidaient effectivement dans la Zone du Canal, on leur concédait le privilège d'acheter dans les coopératives. A Panamá et à Colón, les zones habitées principalement par des Franco-antillais étaient devenues des centres d'incubation de toutes sortes de maladies dues au manque d'hygiène.

Depuis 2007, début des travaux d'élargissement du canal, le Gouvernement panaméen lève le voile de cette paupérisation de quartiers en y développant un système d'aide sociale d'envergure, en construisant des logements décentes à l'intérieur d'un véritable projet de rénovation urbaine.

B. Les emplois et salaires des Franco-Antillais

Les Français des Antilles étaient attirés par les promesses de salaires élevés et facilement gagnés, aux dires des recruteurs. Les conditions inscrites sur le formulaire du contrat et qui étaient bien faites pour convaincre tout postulant du bien-fondé de l'offre étaient les suivantes : - La durée d'exercice sera de 500 jours. - Le salaire journalier sera de 75 cents en monnaie nord-américaine ou l'équivalent en monnaie panaméenne. - Les soins médicaux et le logement non meublé sont gratuits. - La journée de travail sera de 10 heures ouvrables toute la semaine de 6 jours. - On paiera une fois et demie les jours fériés et le dimanche. - La Commission isthmique du Canal avance les frais de transport mais la totalité du coût se déduira du solde de l'ouvrier à raison d'un dollar par mois. - On présentera au travailleur, à la fin de chaque période de paye, un bulletin de salaire.¹¹⁵

A toutes fins utiles, les *Actes du Journal Officiel* du gouverneur de la Guadeloupe en date du 15 octobre 1905 stipuleront que les autorités françaises déclineront toute responsabilité en cas de difficultés rencontrées par ses ressortissants au Panamá. En témoigne assez le décret où l'on pouvait lire qu'un certain nombre de Guadeloupéens s'étant rendus à Colón dans l'espoir d'y trouver du travail vivaient dans une grande misère, faute d'emploi. Pour sa part et en manière de mise en garde contre les déceptions auxquelles d'aucuns s'exposeraient, le Consul de France à Colón déclara ne pas pouvoir assumer la tâche d'aider ses nationaux dans un pays où ils ne trouveraient pour le moment aucun travail, pays qui était, en outre, plongé dans une profonde misère.

Toutefois, les émigrants qui aspiraient à de meilleures conditions d'existence n'en avaient cure. Ils cherchaient à fuir une situation de subordination coloniale sans se douter un seul instant qu'ils allaient vivre des situations bien plus désespérantes au Panamá. L'on promettait des salaires intéressants aux Franco-antillais qui entamaient le jour même de l'embauche de durs travaux d'excavation. Le système de l'embauche par contrat, prétendait permettre à un grand nombre d'individus de gagner un salaire, puis de retourner chez eux avec un pécule.

Souignons, cependant, qu'à l'attention des candidats les plus déterminés, l'accent fut mis sur des conditions d'ordre pratique, en premier lieu sur la nécessité d'un contrat incluant le

¹¹⁵ Contrat de Service des travailleurs emmenés à Panamá par la Commission Isthmique du Canal.

rapatriement et sur des réalités dirimantes, à savoir l'insuffisance des salaires et la cherté de la vie dans la Zone du Canal.

Il en résulte qu'entre 1903 et 1936, les travailleurs de la zone du Canal firent l'objet d'une discrimination dans les domaines de l'emploi et des salaires.

Force est de souligner, malgré tout, que ce système de rotation suscita l'engouement des Caraïbéens à l'émigration massive, quand bien même les salaires attribués aux Antillais étaient bien inférieurs aux rétributions de leurs homologues nord-américains¹¹⁶. Cependant, le système de paiement des Américains subissait une déplorable ségrégation. Les inscriptions « *Rol de oro* » et « *Rol de plata* » sur les fontaines d'eau, les toilettes publiques, les guichets postaux et autres lieux publics dans la Zone du Canal avaient été instaurées pour établir des différences dans le traitement des fonctionnaires selon leur dénomination : d'un côté les qualifiés et de l'autre les non qualifiés¹¹⁷. De la sorte les quelques 6000 ressortissants de l'Inde et les 35 000 Antillais classés dans la catégorie dite des *silver men* étaient payés en monnaie locale valant deux fois moins que l'or, tandis que les Américains réputés *gold men* recevaient leurs émoluments en or. La suppression de cette appellation n'élimina pas pour autant la pratique établie dans la Zone du Canal destinée à différencier les Nord-Américains des autres personnes qui travaillaient tout aussi bien pour le compte du gouvernement fédéral des États-Unis. Le système de « *Rol de oro* » concernait de fait, essentiellement les citoyens américains auxquels étaient accordés tous les avantages économiques et sociaux concevables. Cette disparité salariale s'observa notamment dans le cas des conducteurs de véhicules, de bouchers, d'employés de bureau, de caissiers, charpentiers, mécanographes, tailleurs, contremaîtres et bien d'autres postes de mêmes catégories. Dans certains cas, on employait des jeunes américains comme apprentis du métier. Etant rémunérés dans le système *Rol de oro*, ces jeunes percevaient un meilleur salaire que les ouvriers Antillais plus expérimentés et plus âgés, ayant déjà un état de services de plus de dix ans. De surcroît, ces derniers se trouvaient souvent à la tête de familles qu'ils avaient à entretenir.

Durant des années, cette dualité avait alimenté des ressentiments acharnés de la part des travailleurs qui s'estimaient victimes de ces tableaux de paye locaux, particulièrement dans la grande majorité des immigrés Antillais, lesquels avaient fait, dès le début des travaux, l'objet de fortes discriminations, touchant les travailleurs non Nord-américains. Les terrassiers Antillais touchaient une paye minima de 50 centimes de l'heure quand l'ouvrier américain percevait 2F50 pour le même emploi¹¹⁸. Ceux-là avaient, soulignons-le, subi les injustices économiques et les normes de la ségrégation ethnique propres à la politique de « séparation et d'inégalité ».

Quand le système de salaire unique fut enfin établi dans la Zone du Canal, dans années 1950-1960, très peu de ces travailleurs Antillais figuraient sur les tableaux de paye du Gouvernement de la compagnie du Canal et qui auraient pu faire valoir leurs droits à cette réforme si longtemps réclamée dans la politique salariale de la zone du Canal. En revanche, les employés nord-américains jouissaient de multiples privilèges qui réduisaient de manière

¹¹⁶ Marie-Françoise Moutou-Gaël, *Les migrations dans la Caraïbe au début du XX^e siècle*, article dirigé par Alain Yacou, Pointe à Pitre, C.E.R.C. /U.A.G., Guadeloupe, 2005, p. 9.

¹¹⁷ *The Panamá Star and Herald*, Panamá, novembre 21 de 1948.

¹¹⁸ John Foster Fraser, Panamá, l'œuvre gigantesque, Opcit., P.37.

significative leurs dépenses et qui, de fait, constituait une augmentation substantielle de leurs salaires, en regard de ceux qui leur étaient consentis selon la réglementation en vigueur¹¹⁹.

C. Retour au pays ou installation définitive au Panamá

A la fin des travaux, les ouvriers Guadeloupéens et martiniquais, sans emploi, ceux qui ne sont pas recrutés à la maintenance du canal, durant quelques temps, errent dans les artères de la ville, totalement désœuvrés. Ils inventent alors des petits métiers qu'ils exercent avec sérieux. Leur habileté et leur ingéniosité à créer leurs petites entreprises ont, dès lors, contribué à la richesse du Panamá.

Quand les travaux furent terminés, beaucoup de travailleurs cherchèrent à se faire rapatrier mais un grand nombre d'immigrants antillais choisirent de demeurer dans l'Isthme, pour s'y installer définitivement soit parce qu'ils y avaient établi un commerce soit parce qu'ils y avaient fondé une famille ou les deux.

Après l'inauguration du canal, les Américains recrutent les meilleurs ouvriers guadeloupéens désireux de rester au Panamá afin d'assurer le fonctionnement, et l'entretien du canal. Ceux-ci voient leur situation s'améliorer car les salaires sont revus à la hausse. Cependant, ils sont peu nombreux à en profiter.

Toutefois, leurs dépenses quotidiennes ne leur permettent guère d'épargner pour un hypothétique retour au pays. Les plus âgés, sans ressources, n'ont pas les moyens de payer leur voyage de retour qu'ils désirent tant.

Les plus jeunes ont fondé leurs familles en terre hispano-américaine. Les enfants qui en sont nés, souvent d'unions mixtes, sont devenus par la suite, d'authentiques citoyens panaméens. Certains poursuivent leurs études supérieures aux États-Unis, puis ils rentrent au pays, le leur : le Panamá qui les a vus naître et croître. C'est le cas de Leonardo Sydnez de mère guadeloupéenne et de père jamaïcain. Il a effectué ses études supérieures aux États-Unis. Aujourd'hui, comme beaucoup de ses compatriotes, il transmet son savoir aux plus jeunes, à l'Université de Panamá. Mais il s'est senti obligé de prendre part à la vie politique de son pays en développant ses idées et en partageant ses connaissances lors du débat public sur l'évolution statutaire, se situant dans une démarche d'efficacité dans l'action publique. Il préconise, ainsi, un développement économique tourné vers les secteurs les plus productifs ; il met en avant le développement durable, il sensibilise l'opinion à une redéfinition des programmes scolaires, et revendique la priorité locale en termes d'emploi et d'accès aux concours administratifs. Il formule également de nombreuses interrogations, notamment sur des sujets comme les transports, ou le tourisme. Il est le président de la *Fraternité*, la société française de Secours mutuels, une association humanitaire, à but non lucratif dont nous développerons plus en avant les principaux aspects. A ce titre, il nous adressait une lettre, versée dans les Annexes, annonçant le décès d'un Panaméen, descendant de Franco-Antillais qui avait récusé l'endormissement de l'histoire en témoignant lors de la réalisation du documentaire de France Télévisions sur *Les enfants perdus de Panamá*. Leonardo Sidnez est aussi le président de la Fondation Camille Sidnez qui se dédie à la formation des jeunes au

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 39.

métier d'apiculteur. Nous avons inclus dans nos Annexes le programme du séminaire-atelier qu'il proposait aux stagiaires.

Les descendants de Guadeloupéens ont tissé des liens avec leurs cousins des Antilles françaises, en organisant des voyages sur le terrain. Les plus âgés ont perdu leurs attaches directes enracinées aux Antilles et se lassent de rêver à un retour définitif au pays natal. En revanche, ceux qui sont dans la force de l'âge, les plus jeunes cherchent à connaître le pays de leurs aïeux et tentent de resserrer des liens avec les membres de leurs familles, ceux qui n'ont pas quitté les Antilles.

Les écrits d'archives révèlent que de nombreux ressortissants guadeloupéens se sont embarqués pour Panamá depuis les îles de Trinidad, de la Dominique ou de Sainte-Lucie sous des noms anglais, faussant ainsi une partie des chiffres. De même, lors de la deuxième vague d'émigration (1903-1914), des Guadeloupéens partirent de la Martinique. Notons également que plus de 2000 clandestins parvinrent à grimper à bord, sans contrat, grevant par là même, leurs chances de rapatriement.

Rappelons que les Autorités locales avaient refusé la délivrance de passeports pour bon nombre de candidats à l'émigration. Contre toute attente, ceux-ci voulant effectuer le voyage, coûte que coûte, utilisèrent des moyens illégaux pour partir dans la clandestinité ; il en résulte que ce contingent d'ouvriers, en situation irrégulière ne put, légalement, prétendre à un rapatriement pris en charge car ils n'étaient répertoriés sur aucun des registres de recrutement.

Face au flot migratoire pour le moins déferlant, l'Administration dut recourir à des mesures drastiques sans pour autant entraver la liberté de ses citoyens. Les Autorités locales confirmèrent les décrets gouvernementaux face aux candidats à l'émigration, dans le *Courrier de la Guadeloupe* du 06 novembre 1905.

*L'Administration a l'honneur de porter à la connaissance du public, qu'en raison du recrutement des travailleurs de la Colonie opéré par des agents de la Compagnie américaine du Canal de Panamá, elle décline toute responsabilité sur l'exécution des contrats passés entre cette Compagnie et les ouvriers guadeloupéens [...] Elle donne en outre des instructions précises à M. le Vice-consul de France à Colón, en vue de rejeter toute demande de rapatriement au compte du budget local de la Guadeloupe.*¹²⁰

Certains ouvriers avaient payé leur rapatriement mais ne purent en bénéficier comme nous l'explique Joseph Jos, ancien attaché culturel chargé des affaires antillaises à l'Ambassade de France au Panamá dans une interview réalisée le 17 Janvier 2005 dans le cadre de notre étude pour le master¹²¹ :

Les promesses n'ont pas été tenues. Le contrat d'embauche stipulait un rapatriement au bout de 500 jours de travail. Les ouvriers payaient leur retour par retrait sur salaire. Les Américains ont utilisé cet argent pour entrer en guerre en 1914. Quant aux rapatriables, ils ont été purement et simplement laissés pour

¹²⁰ Marie-Françoise Moutou-Gaël, *Le Panamá, l'Eldorado ou la grande désillusion*, Op. cit., p. 37

¹²¹ Ibid., p. 62

compte au Panamá. Le Canal a été inauguré quelques jours avant la déclaration de guerre.

Il faut attendre 1973 pour que L'Administration française se penche enfin sur la question du rapatriement des Guadeloupéens restés contre leur gré au Panamá au début du siècle. Nos élus attiraient alors l'attention des pouvoirs publics sur la situation difficile que connaissaient certains Antillais émigrés à Panamá à la fin du siècle dernier pour être employés aux travaux du percement du canal et sur le désir de beaucoup d'entre eux de faire le voyage de retour.

La tonalité d'une lettre officielle de Raymond Guillod, député de la Guadeloupe, adressée à Michel Jobert alors Ministre des Affaires Étrangères, édifiante pour notre propos, retrace les grandes lignes de cette épopée antillaise en terre panaméenne et prouve à quel point ce parlementaire avait su se montrer au faite de la question en agissant pour le compte de sa commune et avec quelle sincérité il avait formulé le souhait d'un rapatriement de plus grande envergure.

Lorsque nous avons interrogé l'ancien député Raymond Guillod à propos de son action en temps que maire, rendant effectif le rapatriement de ressortissants de la Commune de Bouillante, celui-ci nous a affirmé avoir eu, en amont, un contact avec Joseph Jos, à la suite de quoi, il avait saisi les Autorités compétentes de la recherche de solutions appropriées et pouvant toucher le plus grand nombre de ressortissants Guadeloupéens et Martiniquais. Il s'était exprimé en ces termes, dans lettre reçue au courrier *des Affaires étrangères*, cabinet du Ministre en date du 6 juillet 1973¹²² :

Aussi, en accord avec mes collègues de la Guadeloupe et de la Martinique, je me permets de poser le problème et de vous demander d'envisager le rapatriement de ceux d'entre eux qui seraient en grande difficulté et qui pourraient trouver dans leur île natale des conditions de vie plus décentes grâce au secours qu'il seraient à même de percevoir de l'aide sociale.

En accord avec le recensement de 1912, on note la présence de plus de 40 nationalités et 85 divisions géographiques qui travaillent à la construction du Canal. De la même façon, les registres indiquent que de tous les immigrés, ceux qui survécurent le plus sont encore les Franco-antillais, sans doute parce qu'ils étaient les plus nombreux. Le tableau suivant reproduit les renseignements du 14^e recensement des États-Unis, en 1930, relatif à la structure ethnique de la population dans la Zone du Canal, entre 1920 et 1930¹²³.

Tableau-14^e recensement des États-Unis en 1930 relatif à la structure ethnique de la population dans la zone du Canal, entre 1920 et 1930

Année	1920	1930
Blancos	10429	10814
Negros	12370	28385
Otros	59	268

¹²² *Ibid.*, p. 136.

¹²³ Fifteenth census of the United States, Outlying Territories and Possessions, p. 328.

<i>Población total</i>	22858	39467
<i>Blancos</i>	7711	7373
<i>Negros (Antillanos)</i>	10207	20113
<i>Otros Negros</i>	46	196
<i>Población civil total</i>	17964	27682

Selon l'analyse du pourcentage total de Noirs qui vivaient dans la Zone du Canal, en 1930, nous remarquons que 39,3% étaient nés aux Antilles, 34,5% en Amérique Centrale ou en Amérique du Sud, 25,4% dans la Zone du Canal et moins de 1% aux États-Unis. Presque 3 Noirs sur 5 étaient nés aux Antilles ou avaient des ancêtres nés dans ces lieux¹²⁴. La structure de la population blanche présentait un contraste marquant. De tous les résidents blancs de la Zone du Canal, en 1930, 80,4% étaient natifs des États-Unis, 6% étaient nés dans la zone du Canal, 3,5% en Amérique Centrale ou du Sud et 10,1% dans d'autres pays¹²⁵. Tous représentaient une force de travail qui permettait au Canal de jouer son rôle moteur dans l'Isthme. Joseph Buckling Bishop, Secrétaire de la Commission du Canal isthmique, commentait, à propos de la force ouvrière dans le *Panamá Gateway* :

*Entre les Antillanos, habían muchos artesanos experimentados que habían trabajado en diversos oficios antes de llegar al Istmo; entre 4 000 y 5 000 de aquellos fueron empleados durante los años cruciales del trabajo, probaron ser muy satisfactorios. Un gran número de los además fueron empleados como ayudantes de mecánicos, en los desembarcaderos y muelles, como mozos o sirvientes en los hoteles, como ayudantes generales en los hospitales y oficinas, y en el servicio doméstico. Se encontró que eran callados generalmente honestos, de hablar suave y respetuoso como regla general mostrando aptitud para aprender los rudimentos de varias ramas del trabajo para los que se contrataban, y adquiriendo una cierta regularidad automática en el desempeño de sus labores.*¹²⁶

Quand les travaux du troisième jeu d'écluses commencèrent dans la Zone du Canal, dans les années 1939-1940, il y eut une nouvelle migration d'Antillais depuis les îles de la Caraïbe, vers la zone du Canal de l'Isthme.

La présence franco-antillaise dans l'Isthme avait été productive dès la fin du XIX^e siècle, en même temps qu'elle devenait une source de créations d'emplois. Les immigrants antillais emmenèrent leur foi, leur désir de réussite, leurs principes moraux. Tout cet ensemble de valeurs, de règles morales propres aux Antilles et à la culture franco-antillaise étaient incorporées dans le tissu social panaméen lui apportant une richesse incommensurable, et imprimant une trace indélébile au sein de la culture panaméenne.

¹²⁴ Charles F., REID *Education in the Territories and Outlying possessions of United States*, New York, Columbia University, 1921, 406 p., p. 239.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 241.

¹²⁶ Joseph Bucklin BISHOP, *The Panama Gateway*, 2nd ed., N-Y, Charles Scribner's Sons, 1922, 303 p., p.208.

II – La fin des travaux et les vellétés militaires des États-Unis

A. Les intentions américaines à l'aube de la première guerre mondiale

L'œuvre accomplie entre 1908 et 1914 constitue l'un des plus beaux témoignages du savoir-faire américain. Le succès de l'entreprise est dû à l'assainissement de l'Isthme, à la disposition d'un matériel d'une très haute technicité et surtout à un financement des plus réguliers et qui fut à la hauteur de l'entreprise. L'inauguration de cette œuvre fabuleuse, le 15 août 1914, aurait dû être célébrée avec éclat.

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale vint ternir la fête que méritait le succès de cette incomparable entreprise humaine. C'est toutefois, le vapeur Ancón¹²⁷ fit sa première traversée interocéanique, en 9 heures et 30 minutes, sous les vivats de personnalités qui s'y trouvaient. Le projet du Canal de Panamá avait été réalisé au bout d'une période de quelque quarante ans ponctuée de réunions, de signatures et de décisions, et pour une dépense globale de 639 millions de dollars. Sans l'appui de leur incomparable machine politique ouverte au progrès et aux projets les plus fous, sans les trouvailles médicales les plus récentes, les Nord-Américains auraient eu, tout comme les Français, bien des difficultés à parvenir au terme d'une entreprise des plus périlleuses.



Première traversée du Vapeur Ancón. Source ACP.

Le Canal est inauguré deux semaines après l'éclatement de la Première Guerre Mondiale. Les intentions américaines, quant au Canal, sont immédiatement dévoilées. Le 10 octobre 1914 un accord est signé, privant d'hospitalité dans les eaux de la Zone du Canal tout navire belligérant qui en aurait bénéficié, dans les trois mois précédents¹²⁸. Le 19 novembre, les États-

¹²⁷ Cf Annexe – Chapitre 2.III.Con. : 1^{er} bateau à traverser le Canal de Panama : le vapeur Ancon ; Photo MFM

¹²⁸ Cf. Voir Cahier des Iconographies. Photo de la signature du traité Carter-Torrijos Source : grande reproduction exposée au Musée du Canal de Panamá. Photo MFM.

Unis proclament l'interdiction, à tout avion d'une nation belligérante, d'atterrir ou de survoler le territoire de la Zone du Canal, ou même de traverser les espaces aériens, terres et eaux du dit territoire comprenant la Zone du Canal, les villes de Panamá, de Colón et les baies adjacentes.

Le 24 février 1917, le gouvernement panaméen envoie un câble aux États-Unis. Il y exprime sa volonté de coopérer, au niveau de ses capacités, à la défense des idéaux et des intérêts communs aux deux peuples. Le 6 mars 1917, l'Assemblée Nationale panaméenne approuve la Loi 46, par laquelle l'exécutif est autorisé « [...] dans le cas où les États-Unis d'Amérique se verraient engagés dans une guerre susceptible d'affecter le Canal de Panamá et qui perturberait les industries et le commerce du pays, ou exposerait ce dernier à des dangers, il pourrait dicter des mesures d'économie, de protection et de sécurité. »

Les États-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne, le 6 avril 1917. Le même jour, le Panamá exprime son choix de coopérer avec ces derniers, ajoutant que : « l'existence même du Panamá était liée de manière perpétuelle et indissoluble aux États-Unis. » Le Panamá réitère sa position le 10 décembre, lors de la déclaration de guerre américaine à l'Autriche-Hongrie. Lors de ce premier conflit mondial, et de façon plus évidente encore dans le second, les États-Unis autorisent, dans un premier temps, les navires de guerre des belligérants à utiliser le Canal. Lorsqu'ils entrent en guerre, ils utilisent les dispositions du Traité Hay-Pauncefote de manière à limiter le nombre de navires belligérants dans le Canal en interdisant, notamment, la fourniture de ravitaillement pour éviter tout acte hostile au sein de celui-ci. Bien que le Canal soit en principe « ouvert à tout navire de toute nation en temps de guerre », selon les termes du traité de 1901, ainsi que « neutre et protégé de toute attaque », il s'est révélé impossible de donner effet à ces dispositions du fait qu'elles pourraient conférer des droits à un ennemi des États-Unis. Ainsi, le Canal de Panamá, tout comme celui de Suez, ne sont pas neutres, tant ils sont défendus par les États guidés par leurs propres intérêts. La pleine liberté de passage cesse d'exister en temps de guerre.

B. Le Panamá et les États-Unis entre deux guerres

Durant l'entre deux guerres, en 1936, le Panamá et les États-Unis signent un « Traité Général d'Amitié et de Coopération » Au sein de l'article X dudit traité, il est stipulé, qu'en cas de conflagration internationale, ou d'une quelconque atteinte à la sécurité ou à la neutralité du Canal : « Les gouvernements des Républiques de Panamá et des États-Unis prendraient les mesures préventives et défensives qu'ils jugeraient nécessaires à la protection de leurs intérêts communs. »¹²⁹

L'article ajoute que toute action effective engagée sous la juridiction de l'autre gouvernement, serait envisagée et discutée par les deux gouvernements. Ainsi, le Panamá accepte d'offrir tout son soutien aux mesures de guerre que les États-Unis pourraient prendre en période de conflit. Il va jusqu'à prendre des positions très nettes : le gouvernement panaméen prend connaissance de la déclaration de guerre entre la Grande Bretagne et l'Allemagne, le 3 septembre 1939. L'Exécutif panaméen déclare alors sa neutralité, par le

¹²⁹ Alberto Vásquez Figueroa, *Panamá, Panamá*, Paris, Grands Feuilletons, 1977, p.187.

Décret 132 du 11 septembre 1939. Quand les États-Unis entrent en guerre, après l'attaque de Pearl Harbour par les troupes japonaises qui détruisirent par surprise une partie de la flotte américaine du Pacifique, dans les îles Hawaï, le 7 décembre 1941, le Panamá fait connaître son appui au gouvernement américain, en référence à cet article X du traité de 1936.

Des positions encore plus ciblées et restrictives sont prises, entre 1941 et 1947. Le 10 décembre 1941, la République du Panamá, par le biais de sa Loi n° 104, se proclame officiellement en guerre contre l'Empire japonais. Ce nouveau statut s'appliquerait à toute nation susceptible d'aider le Japon à attaquer le territoire national panaméen ou le Canal. Les États-Unis, le 11 décembre 1941, déclarent la guerre à l'Allemagne et à l'Italie. Comme le Canal de Panamá semblait être l'une des cibles principales de l'Armée japonaise, la défense de cette zone fut donc renforcée, par le concours de deux régiments d'infanterie, un bataillon d'artillerie de terre, 1800 postes côtiers d'artillerie et deux hôpitaux. A la fin du mois de décembre 1941, l'effectif des troupes s'élève à 39 000 hommes et, au mois de janvier 1942, à 47 000. Les forces navales et la flotte détachée en vue de la défense du Canal, ont à leur disposition des avions de patrouille, des sous-marins et un certain nombre de chasseurs. Le 18 mars 1942, par un accord officiel, le Panamá concède aux États-Unis l'autorisation d'installer des bases militaires sur une zone de 15 hectares, à travers tout le pays, pour la défense du Canal. Le traité est maintenu en vigueur pendant toute la durée du conflit, puis un an encore après la fin des hostilités. Pendant la Seconde Guerre Mondiale, les États-Unis réglementèrent le passage des embarcations de chaque belligérant, limitant leur nombre à 3 par nation, et à 6 navires en un même intervalle de temps, à l'intérieur du Canal et des eaux territoriales. De la même manière, ils exigèrent, des Officiers de commandement des navires de toutes les nations, qu'elles soient neutres ou belligérantes, de donner des garanties écrites au travers desquelles, ils mentionneraient le respect des règles, règlements et traités édictés par les États-Unis. Notamment, les eaux entourant le Canal, furent déclarées restreintes, en fonction des prises de positions américaines pendant le conflit. De plus, il fut interdit aux embarcations de pénétrer dans ces eaux, sans autorisation.

C. L'aboutissement des attentes panaméennes

Les bases militaires, construites durant la période, se disloquèrent à partir de 1947, lors du rejet par l'Assemblée Législative panaméenne, du projet de Traité Filos-Haines¹³⁰. Ce dernier prévoyait la cession de territoires pour la construction de 103 bases militaires permanentes. Entre temps, le sentiment nationaliste panaméen a pris de l'ampleur et, avec lui, l'espérance d'une renégociation du Traité de 1903, aboutissant enfin au droit souverain du peuple panaméen sur son territoire, et à l'annulation de « la clause de perpétuité ». L'opposition américaine à toute possibilité de modification des relations entre les deux pays, conduit à l'accumulation de rancœurs et au développement d'un courant revendicatif. En 1955, le Traité Ramon-Eisenhower¹³¹, accorde au Panamá, une augmentation de la quote part qu'il recevait en provenance des revenus du Canal, et la reconnaissance de prélèvement d'impôts dans la

¹³⁰ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castillero Lange, *Op.cit.* p. 215

¹³¹ *Ibid.* p.233.

Zone du Canal, ainsi que l'élimination de l'étalon « or, argent » pour le paiement des salaires des travailleurs. Mais cela ne constitue que de légères avancées, sans commune mesure avec les attentes panaméennes et ne correspond pas aux aspirations nationales. Toutefois, les liens entre les deux pays ne cessent d'osciller entre compromis et ambiguïtés. De même, les observateurs notent une franche volonté d'autonomie panaméenne face à des velléités américaines impérieuses.

Les prétentions panaméennes se situaient bien au-delà des minces concessions obtenues des Américains, depuis l'entrée en vigueur du Traité de 1903, sur le Canal. Elles convergeaient dans le sens d'une réelle volonté de négociations plus favorable au pays. Les négociations américano-panaméennes durèrent 13 années. 1964 est l'année où les conditions politiques et sociales sont déterminantes, et propices à l'initiation d'un processus dont l'aboutissement est la signature de nouveaux traités sur le Canal de Panamá. Pour atteindre ses objectifs, le Panamá compte alors, non seulement sur l'appui que serait susceptible de lui apporter ses forces internes, mais aussi sur une certaine solidarité internationale¹³². La prise de conscience de ce dernier élément l'engage à rechercher un consensus à l'extérieur du pays, de manière à convaincre le gouvernement américain de la nécessité de donner suite à ses réclamations dans des conditions plus opportunes et un contexte bien différent de celui de 1903.

Les militaires en politique sont une spécificité du Panamá. Dans de nombreux pays d'Amérique latine, les militaires s'immiscent en politique, dès après la seconde guerre mondiale. Dans le cas du Panamá, l'évolution progressive de leur importance et leur prise du pouvoir en 1968, ne résulte pas d'une menace des opposants de gauche, d'une peur des masses, ou de leur incapacité à contenir les forces de la réforme ; elle est surtout une réponse à la fragilité des divers groupes politiques. D'une certaine manière, les élites urbaines perdent le pouvoir politique par leur manque de cohésion. Le coup d'État affaiblit celles-ci chaque fois davantage. Un an après le coup d'État, quand Omar Torrijos impose sa volonté aux militaires, leur faiblesse est à nouveau démontrée. Après un contre coup d'État manqué, Torrijos parvient à une restauration civile grâce à l'aide de ses officiers. Ainsi, des représentants des milieux traditionnels restent influents et obtiennent des postes clés pendant la période du gouvernement Torrijos.

L'ancien régime, constitué et dominé par une société civile très aisée mais sans représentation politique effective du peuple, est désormais révolu. Le Président Omar Torrijos dirige le pays d'une manière nouvelle. Il veut encourager à l'épargne, au bénéfice du capital international, et tendre vers l'enclenchement d'un certain nombre de réformes populistes. Pour ces dernières, il recherche le soutien du peuple et entend, par là, étendre les droits du travail et redistribuer les terres destinées à l'agriculture. Mais son objectif principal reste sa détermination à négocier l'accord sur le Canal, dans le sens d'un contrôle et d'une gestion, à nouveau, entièrement panaméens. Et ce, parce que la voie interocéanique est au cœur de l'économie du pays.

Omar Torrijos imprima d'une main de fer la vie politique du Panamá. Elu en 1968 au sein du Parti Révolutionnaire démocratique (PRD), il avait alors hérité d'une économie en pleine

¹³² Antoine Sanchez de Bustamente, *Le Canal de Panamá et le Droit international*, Revue de Droit international et de législation comparée, Belgique, 1980.

croissance. Son équipe économique dirigée par Nicolás Ardito Barletta¹³³, fonda alors sa stratégie sur l'avantage économique du Panamá, en termes de service international et d'économie de transit. L'occupation de la Zone du Canal est un thème récurrent dans les élections panaméennes, et Omar Torrijos fait de la souveraineté sur le Canal, la clé de voûte du programme de son gouvernement. Il en attend une certaine légitimité populaire. De manière à conserver le pouvoir sans recourir à la force, les militaires utilisent alternativement, réformes et appels nationalistes.

La stratégie de développement mise en place par l'équipe de Nicolas A. Barletta appelait une orientation progressive vers l'extérieur, avec des investissements majeurs de l'État en capital humain et en infrastructures.

Les stratégies économiques d'Omar Torrijos étaient, par conséquent, orientées vers les réformes et le développement d'un marché international. Les deux approches découlant d'une logique claire, avaient cependant une double faiblesse : le manque de coordination et la carence d'un environnement stable lié aux négociations sur le Traité du Canal.

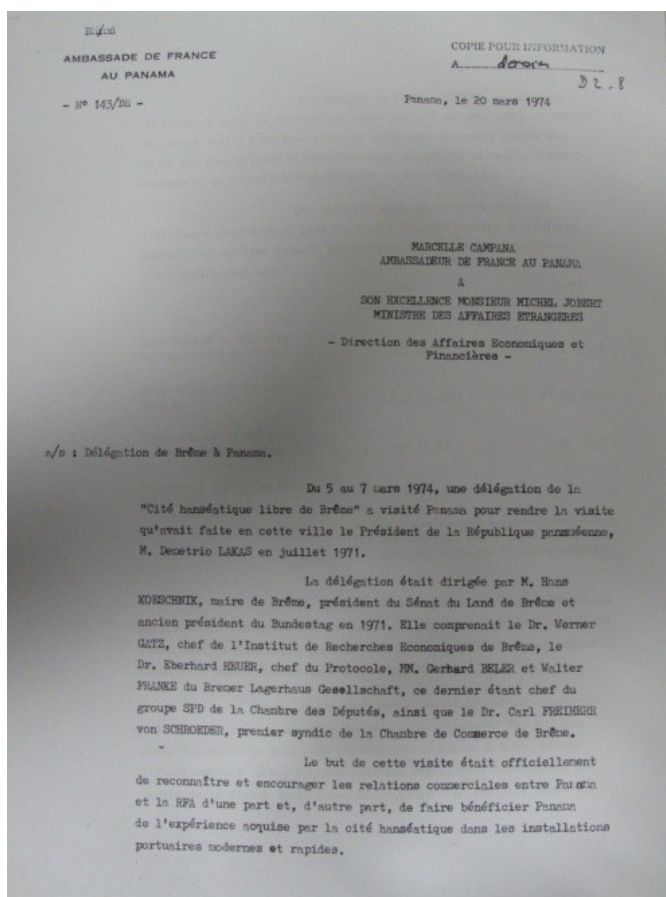
L'espagnol est la langue officielle de la République. Ce statut lui a été accordé en 1972, sous Omar Torrijos, dans le but de freiner l'expansion de la langue anglaise dans la société panaméenne et de permettre aux Panaméens de prendre en main les destinées de leur pays, tout en bénéficiant d'une crédibilité internationale.

Les années 1973-1974 marquaient la fin de la pleine croissance de l'économie panaméenne. Le gouvernement accélérait sa construction d'infrastructures et évitait un déclin brutal de l'industrie nationale. Mais des erreurs d'organisation et de gestion des programmes accroissaient les déficits. L'investissement privé chutait lui aussi. Le Président tenta alors un certain nombre d'accords avec le monde des affaires, en particulier avec la CONEP (Association Nationale d'Entreprises Privées). Omar Torrijos promulgua la loi 95 amendant ainsi le Code du Travail de 1972. Un terme était mis à la hausse des salaires et un appel était lancé à la participation collective pour concourir au développement du pays.

En mars 1974, une délégation de la *Cité hanséatique libre de Brême* avait visité Panamá dans le but de reconnaître et d'encourager les relations commerciales entre les deux pays d'une part, et, d'autre part, de faire bénéficier Panamá de l'expérience acquise par la cité hanséatique dans les installations modernes et rapides. La mission visita la zone libre de Colón pour se rendre compte sur place des possibilités d'investissement en matière de relais d'exportations et redistribution qu'offrait la Zone libre¹³⁴.

¹³³ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op. cit.* p.265.

¹³⁴ Centre diplomatique des Archives de Nantes, lettre de Marcel Campana Ambassadeur de France au Panamá à Michel Jobert, Ministre des Affaires étrangères, Panamá, N° 143/DE, 20 mars 1974.



Source : Centre diplomatique des Archives de Nantes, lettre de Marcel Campana Ambassadeur de France au Panamá à Michel Jobert, Ministre des Affaires étrangères, Panamá, N° 143/DE, 20 mars 1974.

L'avantage géographique du Panamá, les compétences et le bilinguisme de sa force de travail, son utilisation du dollar comme monnaie courante depuis 1904 et les lois d'incorporation de 1927, déterminaient avantageusement sa force d'édification sur le secteur dynamique des exportations. L'année 1976 apportait un net ralentissement du trafic du Canal. Le Gouvernement panaméen se fixait alors comme objectif de définir d'autres services internationaux sur lesquels fonder son propre développement.

Le secteur bancaire retenait son attention mais aussi la zone franche de Colón par le biais du tourisme, l'assurance, l'oléoduc transisthmique.

III – Les traités Carter-Torrijos et leurs conséquences

A. Le Canal de Panamá au centre de la convention.

Les révolutions et les grèves, qui se succédèrent en vue de la rétrocession du canal par les Panaméens, portèrent enfin leurs fruits. Le 7 septembre 1977, la signature des traités Torrijos-Carter eut pour effet d'apaiser les passions, et de calmer définitivement les esprits. Ces traités établissaient en effet le principe de restitution de la zone du canal occupée par des bases militaires nord-américaines en échange de garanties sur les intérêts stratégiques des États-Unis.

En faisait foi la déclaration devant la presse internationale du Président James Carter dont l'essentiel tient dans le propos qui suit:

*Después del año 2000, entregaremos las actuales operaciones del Canal a Panamá, pero mantendremos el derecho de defenderlo con nuestras propias fuerzas y de mantenerlo abierto, dándole la primera prioridad a nuestros barcos de guerra, así como a los de Panamá.*¹³⁵

Ainsi furent signés les traités Carter-Torrijos en 1977, prévoyant le retour de la zone du canal sous pleine souveraineté panaméenne. Les Panaméens devant se préparer à la rétrocession du Canal qui passerait complètement sous administration panaméenne le 31 décembre 1999, douze heures avant le XXI^e siècle¹³⁶.

Ces dits traités incluait notamment un accord sur la défense du Canal, un autre sur son fonctionnement et un troisième sur le régime de neutralité. Le traité sur la neutralité permanente et le fonctionnement du Canal comprenait 8 articles dont nous retraçons les points essentiels :

Article I : Le Canal est déclaré neutre de manière permanente ; au même titre que toute autre voie qui se construirait totalement ou partiellement sur le territoire panaméen.

Article II : Le régime s'appliquera en temps de paix comme en temps de guerre.

Article III : Est établie la norme à respecter en termes de sécurité, efficacité et maintien de la voie interocéanique.

Article IV : Est déterminé le compromis de maintenir le régime de neutralité.

Article V : Seul le Panamá gèrera et maintiendra la force militaire, les sites de défense et les installations militaires à l'expiration du Traité sur le Canal.

Article VI : Le transit dans les meilleurs délais des navires de guerre du Panamá et des États-Unis est garanti.

Article VII : Est ouverte la possibilité d'adhésion des États-Unis au Traité de neutralité.

Article VIII : Est considérée comme essentielle, la ratification et l'échange d'instruments, tout comme la détermination d'une date d'entrée en vigueur¹³⁷.

Le processus de ratification se produit distinctement en plusieurs temps.

Le 23 octobre 1977, le Panamá pose le problème de la légitimité d'un plébiscite. Une période de débats, riche et intéressante, s'instaure. Le 16 mars 1978, le processus de ratification est entamé, sous certaines conditions, ententes et réserves. Des modifications sont, toutefois, apportées aux traités. Deux amendements ont, par conséquent, été élaborés.

Le premier statue sur l'article IV, dans laquelle est exigée l'interprétation correcte du principe de responsabilité d'assurer l'ouverture permanente et sécuritaire pour tous les navires de tous les pays, en conformité avec les processus constitutionnels respectifs.

Les États-Unis défendront le Canal contre toute agression ou menace envers le dit Canal ou à l'encontre du transit pacifique des navires. Ceci, ne pourrait être interprété comme un

¹³⁵ *Ibid.* p.244.

¹³⁶ Raúl Leis, « Être maître chez soi ou le rêve américain », in Anne Remiche-Martynow, *Notre Amérique métisse*, Paris, Éditions La Découverte, 1992, p. 387.

¹³⁷ *Ibid.* p. 78.

droit à l'intervention des États-Unis dans les affaires internes du Panamá. Toute action entreprise par les États-Unis aura pour seul objectif d'assurer que le Canal restera ouvert, sûr et accessible et ne sera jamais dirigé contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique du Panamá.

Le second amendement concerne l'article VI. Son intention est d'assurer le transit de ces navires le plus rapidement possible, sans entraves, selon une procédure simplifiée et, en cas de nécessité, avec l'opportunité de les faire avancer en tête de file.

B. Les traités Carter-Torrijos et leurs restrictions

En complément, deux conditions seront formulées. En premier lieu, la *Réserve de Concini* stipule que si le Canal était fermé ou même, s'il y avait interférence dans son fonctionnement, chaque pays détiendrait, de manière indépendante, le droit de prendre les mesures qu'il considérerait nécessaires et ce, incluant l'usage de la force militaire en République de Panamá¹³⁸.

Une seconde condition, dite *Réserve Nunn*, souligne que rien dans le traité n'empêcherait les parties de se concerter sur de quelconques accords ou règlements, entre les deux pays, ayant pour finalité, en un quelconque moment après le 31 décembre 1999, le respect de leurs responsabilités tendant à maintenir le régime de neutralité établi dans le Traité, et ce, incluant des accords et règlements alliant l'établissement de quelques forces militaires américaines ou le maintien, en République panaméenne, de sites de défenses après cette date. De même, quatre réserves et cinq ententes sont formulées dont nous reproduisons les plus significatives :

« 1° L'accord maintenant le régime de neutralité prévu dans l'article IV du Traité signifie que l'une et l'autre partie peut entreprendre une action unilatérale destinée à défendre le Canal contre toute menace.

2° La nécessité et l'urgence assignées à un navire de guerre qui voudra accéder à la tête de file, seront déterminées par la Nation qui dirige le vaisseau.

3° Rien, dans les annexes ni dans le Protocole relatif au Traité, n'oblige les États-Unis d'Amérique à attribuer, à la République du Panamá, une aide économique ou militaire, sous forme de subventions, ou encore une aide pour la sécurité, des crédits pour les ventes militaires à l'extérieur, l'instruction ou l'entraînement militaire international.

4° Le Président inclura, dans les instruments de ratification qui seront échangés avec la République du Panamá, tous les amendements, toutes les conditions, réserves et ententes incorporées par le Sénat.

Il convient de signaler également, les autres réserves apportées à ce Traité de neutralité. Nous les mentionnons :

5° *L'Amendement Church*, qui stipule que toute action entreprise par les États-Unis, dans l'exercice de leurs droits pour assurer l'ouverture, la neutralité, la sécurité et l'accessibilité du Canal, en accord avec le Traité sur la Neutralité Permanente et le Fonctionnement, devrait être entendue comme ayant pour unique but, de garantir la pérennité du Canal, dans les conditions édictées par les Traités et non comme un droit des États-Unis à intervenir dans les affaires

¹³⁸ *Ibid.* p. 94.

internes du Panamá, au sein de son indépendance politique, touchant à l'intégrité de sa souveraineté.

6° La *Réserve Brooke* concerne l'échange des instruments de ratification dont l'entrée en vigueur est fixée en octobre 1979 ; tout ceci soumis à la législation permettant la mise en exécution des stipulations dudit Traité, promulgué par le Congrès américain. »

C. Les exigences du gouvernement panaméen.

De son côté, le Gouvernement de Panamá formule trois exigences sur les instruments de ratification relatifs au Traité de Neutralité permanente du Canal, à savoir que :

- la signature du Traité soit réalisée par des représentants mandatés par le gouvernement du Panamá à Washington, le 7 septembre 1977.

- le traité soit approuvé selon le texte signé et non sous la forme d'une modification par le Sénat américain.

- le Sénat américain accorde son consentement à la ratification du traité de neutralité¹³⁹.

De même, il inclut à ses instruments de ratifications, un certain nombre de déclarations :

- La première concerne le principe de non-intervention. Le Panamá accède à l'échange d'instruments de ratification du Traité de Neutralité, en pleine connaissance de l'existence de normes positives de Droit International public, contenues dans les traités multilatéraux dont font partie le Panamá et les États- Unis.

- les actions s'effectueront dans le respect mutuel et une coopération reposant sur la nouvelle relation établie par le Traité.

- Enfin, la République de Panamá déclare que son indépendance politique, son intégrité territoriale et son libre arbitre sont garantis par la volonté inébranlable du peuple panaméen. Ainsi, elle rejette unanimement et avec fermeté toute tentative d'un pays étranger d'intervenir dans ses choix internes et externes.

En 1978, le Président Omar Torrijos se montra déterminé à renforcer le dialogue et la coopération entre son gouvernement et le monde des affaires. Suivant les conseils du FMI et de la Banque Mondiale, Omar Torrijos faisait passer de nouvelles lois, en janvier 1979. Elles garantissaient les importations d'équipement, de matériel et de produits intermédiaires.

L'action du Président s'est soldée par un déficit budgétaire, une lourde dette étrangère et un renforcement de la dépendance du pays face au secteur des services qui augmenta de 56,6% du PIB en 1950, à 77,4% en 1985, et à 80,1% en 1988. Cette dette incontournable, héritée par ses successeurs, a limité le développement d'un marché intérieur, la promotion de nouvelles exportations et services internationaux¹⁴⁰. L'expansion des exportations était intimement liée à la croissance des services du Canal, des réexportations depuis la zone franche, des exportations traditionnelles du Panamá comme les bananes, les crevettes et le sucre et à l'émergence d'exportations de pétrole raffiné. Les bananes forment l'essentiel des 22 millions de dollars d'importations panaméennes en Allemagne.

¹³⁹ *Ibid.* p. 102.

¹⁴⁰ Jonathan Weeks, *Le Panamá à la croisée des chemins. Le développement économique et les changements politiques au XX^e siècle*, University of California Press, 1991.

Dans les années 1980, la coalition fondée par Omar Torrijos décline. Le Président, véritable négociateur des accords sur la remise du canal au Panamá et qui s'était engagé à favoriser le retour progressif de la démocratie, meurt en 1981, dans un mystérieux accident d'avion. Sa mort est suivie d'une période d'instabilité. La maîtrise de l'État sur l'arène politique se détériore et l'autorité du gouvernement se brise.

En ce qui concerne l'Adhésion d'États Tiers au traité de Neutralité permanente, les deux parties, conformément à l'article VI, reconnaissent la possible participation de tous les États au Protocole de ce Traité en vue du respect du régime de neutralité du Canal. Pour le moins, au mois de mars 1989, 35 États avaient déjà adhéré au Protocole sur la neutralité. Parmi ces pays, on peut citer : le Viet Nam en 1979, la Bolivie, le Chili, le Nicaragua et le Malawi en 1980, l'Égypte en 1981, le Royaume Uni en 1982, l'Argentine en 1983, les Pays-Bas en 1985, l'Équateur et la Finlande en 1986, l'URSS, et la République Fédérale d'Allemagne en 1988.

Aujourd'hui, le Panamá assume ses responsabilités mais doit faire face à un défi de taille : l'amélioration du Canal et la construction d'un troisième jeu d'écluses permettant son utilisation aux plus grands navires du monde.

CHAPITRE IV : LE DEVELOPPEMENT DU PANAMA : ECONOMIE ET POLITIQUE

I – Le Canal comme instrument de géostratégie économique

A. Des espoirs liés à un nouveau contexte économique

Tout en étant d'une importance évidente, le Canal n'est pas la première source économique du Panamá. La Zone franche de Colón, les exportations de banane, de crustacés ainsi que le secteur des services offrent des revenus appréciables. Le Panamá bénéficie de sa position de grande place financière internationale, avec plus de 108 banques et la première flotte marchande du monde¹⁴¹. Si l'économie du Panamá repose essentiellement sur le secteur des services, c'est que ses concitoyens ont voulu honorer la devise qu'ils ont choisie pour leur blason national. Faisons nôtre, ici, le propos autorisé de Joseph Jos :

Pro Mundi Beneficio ! La hautaine et altruiste devise de Panamá confirme que ce pays tirait orgueil de se mettre au service des autres. Prédestinée par sa situation géographique à un rôle de confluence et de carrefour du monde, Panamá semblait avoir limité sa contribution au développement économique et commercial des nations, à la tâche sans gloire d'un portier du monde, rémunéré en pourboires pour ses services, jusqu'au jour où de nouvelles élites entameraient, en 1977, les grandes négociations qui lui restitueront la maîtrise du Canal et, par conséquent, celle de son propre destin.¹⁴²

Le panorama du développement économique du Panamá englobe les descendants des Guadeloupéens et Martiniquais immigrés au début du XX^e siècle. Nous pouvons, certes, relever les éléments majeurs qui ont jalonné la vie économique du Panamá avant 1969.

La crise économique des années 1930 avait déjà conduit le Panamá à encourager l'établissement d'une industrie domestique de base. La politique protectionniste des années 1930, mise en place par le Panamá, offrait ainsi de nombreuses opportunités aux marchands panaméens et permettait à l'industrie de s'introduire dans le marché de la Zone. Une loi sur les tarifs douaniers, en 1934, accorde une première protection à un certain nombre de produits manufacturés panaméens.

Le « Traité sur la viande et la bière », signé entre le Panamá et les États- Unis, en 1936, autorise les marchands panaméens à vendre leurs productions dans la zone du Canal. La Seconde Guerre mondiale occasionna l'expansion du trafic du Canal. La demande d'approvisionnement des navires du Canal et de leurs équipages augmenta considérablement. Les industries se stimulèrent et l'économie intérieure se renforça. Pourtant, dès la fin du conflit,

¹⁴¹ Aristides Royo, article in *Diario de Panamá*, Panamá, 22 de octubre de 1998.

¹⁴² Joseph Jos, Guadeloupéens et Martiniquais au Canal de Panamá, *Op. cit.* p.16.

la récession et le chômage réapparaissent. Les gouvernements se voient alors contraints d'adopter, dans les années 1950, des politiques modérées d'importations de substitution.

Pendant une vingtaine d'années, ces dernières vont soutenir la croissance économique en même temps que se développent un marché intérieur et de constants investissements étrangers. Plus de la moitié des bénéfices se situent dans le secteur alimentaire et comptent pour 6% des exportations nationales. Ce secteur dépend en grande partie du capital étranger.

B. L'impulsion économique du Panamá et ses résultats

La principale dynamique du Panamá se situe dans une économie de transit : une plateforme d'exploitation ou de services pour les entreprises transnationales. Le gouvernement espagnol, pour sa part, poursuit sa politique d'action économique et sociale en Amérique latine.

Selon le « *Programme Régional pour l'Emploi en Amérique latine et dans les Caraïbes* », le stock des investissements directs étrangers, dans l'industrie panaméenne, serait passé de 5,7 millions de dollars, en 1960, à 56 millions, en 1970¹⁴³. A partir de 1971, ce secteur se fragilise. Cette fragilité est attribuée aux dissensions observées, au sein de la population, entre les acteurs de la vie politique du pays. Cette vulnérabilité repose encore bien plus sur la structure économique même du pays. L'État panaméen n'a favorisé la croissance industrielle qu'à partir de 1968. Entre 1963 et 1965, l'Espagne avait accordé à l'Amérique latine des crédits d'un montant de 6 milliards de pesetas¹⁴⁴. Madrid définissait son offre en ces termes :

*Il s'agit d'ouvrir un crédit en pesetas permettant aux bénéficiaires d'acquérir des marchandises et des services sur le marché espagnol*¹⁴⁵.

L'Espagne, si on la compare à la plupart des états hispano-américains, est une nation développée. Sa production industrielle permet l'exportation de machines, d'outillages, de bateaux, de moteurs, de véhicules, d'équipements électroniques et de produits manufacturés indispensables à l'industrialisation des pays d'Amérique Latine. Le 28 novembre 1965, à la Conférence interaméricaine de Rio, le gouvernement espagnol annonçait que « son pays avait l'intention de mettre à la disposition des nations ibéro-américaines, un crédit¹⁴⁶ d'un montant d'un milliard de dollars, échelonné sur dix ans, afin de contribuer au développement de ce continent¹⁴⁷ ». Il s'agit pour l'Espagne de vendre ses produits et, comme son problème fondamental est l'exportation, le gouvernement espagnol entrerait en compétition avec

¹⁴³ Journal de l'Institut National pour l'Emploi, Panamá, janvier 1972.

¹⁴⁴ Lopez Rodó, *Op. cit.* Communiqué p. 2.

¹⁴⁵ Extrait d'un article "ABC" du 2 décembre 1965.

¹⁴⁶ Lopez Rodó, Commissaire au Plan, affirmait dans une conférence de presse tenue à Barcelone, après les réunions de l'OCDE, que « ce crédit est essentiellement destiné à ouvrir des marchés », article de l'« ABC » du 30 novembre 1965.

¹⁴⁷ Centre des Archives de Nantes, Communiqué de l'Ambassadeur de France en Espagne au ministre des Affaires Etrangères, Madrid, Direction de Affaires économiques et financières, 3 décembre 1965, N° 1776.

d'autres pays qui accordent ce que l'on appelle en France un « crédit fournisseur », qui aurait pour but d'obtenir des facilités de paiements aux acheteurs¹⁴⁸.

En 1965, ses exportations de produits industriels dans cette région du monde s'élevaient à 100 millions de dollars¹⁴⁹.

D'après l'éditorialiste « ABC », ce n'était pas tant les aspects financiers de la proposition espagnole qui étaient intéressants pour les pays d'Amérique latine sinon le fait qu'un quart de siècle plus tôt, l'Espagne avait la même structure économique que ces pays hispano-américains. Elle disposait donc d'un capital d'expériences extrêmement précieux pour ces nations, et pouvait les aider à résoudre leurs problèmes économiques et sociaux en contribuant, en particulier, à la création de 40 millions d'emplois nouveaux¹⁵⁰. Les modalités pratiques de ce plan reflétaient les indications fournies par la presse espagnole : les crédits étaient accordés par des entreprises industrielles espagnoles à des entreprises hispano-américaines sous la forme de biens d'équipement fabriqués en Espagne. Ces facilités étaient octroyées à terme de 5 à 8 ans et à des taux d'intérêt de l'ordre de 4,5%¹⁵¹. Le gouvernement espagnol favorisa ces exportations en donnant, aux entreprises espagnoles intéressées, les moyens financiers leur permettant d'allouer des crédits à moyen terme aux bénéficiaires hispano-américains, notamment au Panamá¹⁵².

Pour mettre ce programme en œuvre, des missions d'industriels espagnols durent procéder à des visites diplomatiques dans toute l'Amérique latine. Les représentants Espagnols de la *Conférence interaméricaine de Rio*, avaient proclamé que l'Espagne suivait avec grand intérêt non seulement les efforts déployés par les états hispano-américains dans le domaine économique, mais aussi leurs tentatives d'intégration politique. M. Jaime Alba, Ambassadeur d'Espagne à Rio de Janeiro, avait notamment déclaré :

*Le gouvernement espagnol attend avec impatience le moment de pouvoir engager, parallèlement à nos négociations en cours avec le Marché commun européen, d'autres conversations en vue de conclure des arrangements globaux avec le Marché commun d'Amérique Centrale et avec l'Association Latino-américaine du libre échange*¹⁵³.

Le représentant espagnol au Brésil avait souligné « que son pays constituerait un excellent marché pour les produits d'Amérique latine, car ses importations annuelles de marchandises de cette région s'élevaient déjà à 3 milliards de dollars. Le développement des échanges entre Madrid et les nations hispano-américaines était donc une opération extrêmement fructueuse pour les deux parties¹⁵⁴ ».

¹⁴⁸ Communiqué de l'Ambassadeur de France en Espagne au ministre des Affaires Etrangères, Madrid, Direction de Affaires économiques et financières, N° 1658 du 29 octobre 1965.

¹⁴⁹ Ce chiffre représentait un peu plus de 10% de l'ensemble des exportations espagnoles à l'étranger.

¹⁵⁰ Article "ABC" *Op. cit.* p. 3

¹⁵¹ Ambassade de France en Espagne, dossier *L'Espagne et l'Amérique Latine*, Madrid,

¹⁵² C'est donc une opération de vente à crédit portant sur des machines de fabrication espagnole, opération garantie par l'Etat espagnol en vue de donner une impulsion nouvelle à l'industrie du pays.

¹⁵³ Jaime Alba, Extrait du discours diplomatique à la *Conférence interaméricaine de Rio*, 28 novembre 1965.

¹⁵⁴ *Ibid.* p. 5.

Pour autant, certains observateurs ont cherché à savoir si le gouvernement de Washington ou les milieux d'affaires américains n'encourageraient pas la politique de présence pratiquée par l'Espagne en Amérique Latine. En effet, s'il est vrai que Washington fournit déjà un appui économique direct à ce groupe de nations, il n'est pas exclu que des capitaux américains puissent financer, en partie du moins, les activités économiques espagnoles en Amérique hispanique. Se servant de l'Espagne comme d'un intermédiaire discret, les États-Unis risquaient moins de heurter les susceptibilités des peuples de l'Amérique latine et d'en exacerber le nationalisme. Par ailleurs, Madrid était pour Washington un allié sûr dont le développement économique était conditionné par les investissements américains. Dans cet ordre d'idées, la collaboration espagnole pourrait être, pour les États-Unis, extrêmement utile pour lui permettre d'améliorer le niveau de vie des États sous-développés de l'Amérique Latine. Il était difficile aux observateurs d'apprécier l'efficacité réelle de ces nouvelles propositions espagnoles. Toutefois, la presse locale madrilène publiait les informations suivantes :

Tous les pays présents à la Conférence de Rio – à la seule exception du Mexique- ont approuvé le 30 novembre 1965, une motion exprimant leur reconnaissance à l'égard du geste de solidarité de l'Espagne, dont le retentissement serait grand dans les milieux d'affaires ibéro-américains¹⁵⁵.

A l'époque, le Canal emploie 33% de la population active panaméenne. Ce dernier a, parallèlement, stimulé l'émergence d'une opération internationale de taille, comme la création de la Zone libre de Colón, en 1953, et l'accueil de nombreuses institutions. Toutefois, l'expansion de la zone de Colón, le développement du centre bancaire, la modernisation et l'élargissement des activités liées au Canal, l'oléoduc transisthmique représentaient les points forts de ce programme ambitieux.

Une nouvelle loi était votée en 1970, favorisant l'augmentation des comptes, encourageant l'exemption de taxes, interdisant les restrictions d'échange et les régulations de réserve pour les comptes étrangers. En décembre 1997, le FMI approuva un crédit de trois ans, équivalent à 162 millions de dollars, destiné à soutenir le programme de réformes à moyen terme pour les années 1988-2000. Le Panamá est membre du FMI depuis le 14 mars 1946, sa quote-part est de 149,6 millions de dollars. Des résultats ont été obtenus dans le sens de la privatisation, de la dérégulation et du commerce, permettant une consolidation fiscale. Les efforts vont aussi porter sur une privatisation plus approfondie, une réduction des taxes à l'importation, une réforme du secteur financier en y associant des considérations d'ordre social. En 1995, la Communauté Maritime Internationale était très attentive aux préparatifs de Panamá à assumer la totale responsabilité de ce qui est considéré comme l'un des liens maritimes les plus précieux au monde : le Canal.¹⁵⁶

Les principaux utilisateurs, en millions de tonnes, sont, en 1995 : les États-Unis (80,1) ; les pays asiatiques (18,1), le Canada (10,3), l'Union Européenne (9,6), le Japon (7,1), l'Equateur

¹⁵⁵ Centre diplomatique des Archives de Nantes, archives rapatriées de l'Ambassade de France au Panamá, 1950-1974.

¹⁵⁶ Yvonne Julia, *Panamá et son secteur maritime*, Centre de Droit Maritime et Océanique, Faculté de Nantes, 1975.

(7,9), le Venezuela (7,3), le Chili (6,6) et le Mexique (3,2)¹⁵⁷. Le passage d'une gestion purement américaine à une gestion panaméenne s'est fait graduellement, depuis les années 1970. L'Administration était alors présidée par un citoyen panaméen, au sein d'un organisme transitoire de droit américain : la Panamá Canal Commission ou PCC. Quant aux territoires et biens rétrocédés, leur devenir est le défi actuel des Panaméens. Les Panaméens qui ont longtemps vécu en marge de la productivité économique du Canal, se sont trouvés, en 2000, en mesure d'exploiter le potentiel maritime offert (23% du PIB), de créer des millions d'emplois, recevoir une grande quantité de devises, même quand le départ des troupes américaines représente 200 à 400 millions de dollars de perte pour l'économie. Toutefois, les problèmes se posent au niveau des capacités du pays, à gérer son Canal, sachant que les revenus des péages sont insuffisants pour assurer les coûts de fonctionnement. Panamá devra affronter seul les coûts très élevés de modernisation sans lesquels la voie maritime ne pourra fonctionner au-delà de l'année 2010. Le Canal effectuant un service public international, la privatisation ne fut pas envisagée. Nonobstant, le Japon, le Panamá et les États-Unis travaillaient déjà ensemble à la recherche de moyens d'une modernisation du Canal.

Il reste que les investissements à faire pour assurer ces ouvrages sont énormes. Le Panamá devra alors s'allier à des partenaires étrangers. Déjà, en septembre 1997, le pays avait convoqué un Congrès Universel du Canal. Il avait alors fait appel à ses partenaires asiatiques et européens. La France était invitée à prendre part aux délibérations. Edouardo Perez Balladares, en visite à Paris en avril 1996, avait alors déclaré : « Il est naturel que la France soit associée à cet événement pour des raisons historiques évidentes. »¹⁵⁸

C. Enjeux économiques pour le Panamá

La population provinciale vit sur une économie normale, basée sur l'élevage, l'agriculture, la pêche ou de petites industries locales (cultures industrielles, industries alimentaires, raffinage du pétrole, cimenteries, vêtements, forêt, banque) ; une centaine de banques se sont installées au Panamá. Panamá City s'identifie avec le Canal comme le Canal s'identifie à Panamá City. On est ainsi amené à se poser la question de savoir si, finalement, le percement du Canal transocéanique au Panamá a été ou non un bienfait pour l'ensemble du pays. Grâce au canal, le Panamá est l'un des plus riches pays latino-américains, mais les gouvernements successifs s'emploient à réduire cette dépendance très préjudiciable à l'essor du reste du pays.

A la veille de l'indépendance, les marchands panaméens se trouvent dans une situation délicate et originale. Ils concentrent entre leurs mains le pouvoir politique, mais ne contrôlent que certains maillons stratégiques de la chaîne commerciale, sans maîtriser le premier d'entre eux, clef de l'ensemble : le transport, qu'il soit ferroviaire ou maritime via le Canal. De plus, ils monopolisent ce pouvoir sans pour autant détenir un certain contrôle économique sur la population qu'ils dominent. En effet, s'ils gèrent les marchés sur lesquels la population rurale vend et achète, ces producteurs ne sont intégrés que de manière marginale au commerce. L'assise de leur influence est donc étroite, puisqu'elle ne concerne qu'une faible portion de la

¹⁵⁷ Mundo Naviero y el Transporte, n° 36.

¹⁵⁸ *Le Monde* du 16 avril 1996.

population ; et fragile car le pouvoir économique dépend, en général, de l'assentiment des masses urbaines et rurales. Dans un tel contexte, les moyens de contrôles sont donc essentiellement politiques. Une idéologie nationaliste lie les différentes couches sociales, dénotant ainsi toute la fragilité de la représentativité des élites marchandes. La maîtrise de la population par l'élite marchande devient encore plus difficile. L'expansion des plantations et des ranchs à bétail de l'intérieur du pays est éclipsée par la construction et la mise en fonctionnement du Canal.

En 1910, ce ne sont pas moins de 90 000 personnes qui vivent dans la Zone du Canal ; et les États-Unis, détenant et contrôlant la voie interocéanique, deviennent le premier employeur du pays. En moyenne, 50 000 personnes, situées dans la Zone devenue en pratique territoire américain, échappent au gouvernement panaméen, tant sur le plan économique que politique.

Au seuil du nouveau millénaire, le Canal de Panamá, a entamé sa préparation pour les grands défis du futur. Le Canal a cessé d'être une agence des États-Unis pour se constituer en une institution de l'État panaméen, administré comme une ressource stratégique astreinte et engagée à produire des bénéfices croissants pour tout le pays.

L'ACP – Autorité du Canal de Panamá – institution autonome du gouvernement en charge de l'Administration et de l'opération de la voie interocéanique, a entamé en 2000 une série d'études visant à trouver une solution à l'imminent épuisement de la capacité opératoire du Canal. Au bout de 6 ans, l'ACP a présenté au gouvernement national sa proposition d'élargissement du Canal par le moyen d'un troisième jeu d'écluses. Le 26 avril 2006, le gouvernement soumit à l'approbation du pays la proposition d'élargir la capacité du Canal pour accroître et renforcer à long terme les bénéfices générés par le Canal pour financer les différents secteurs du développement du pays. En même temps, il cherche à maintenir la compétitivité du Canal à accroître sa productivité, sa sécurité et son efficacité pour augmenter ainsi la valeur de la route aquatique panaméenne¹⁵⁹. La proposition d'élargir le Canal, soumise à référendum national le 22 octobre 2006, a été approuvée à la majorité par le pays. Le programme d'élargissement du Canal prévoit la construction de deux écluses : l'une du côté Pacifique, l'autre du côté Atlantique. Les travaux d'élargissement utiliseront les tranchées du projet de troisième jeu d'écluses initié par les États-Unis en 1939. Le nouveau système s'appuiera sur les baignoires d'eau qui permettront de réduire la consommation d'eau par rapport au système actuel. Les écluses à construire auront 50 m de large et 426 mètres de long, permettant le passage de bateaux d'un tonnage double de celui en usage aujourd'hui. Les portes, à la différence des actuelles, seront de type roulant, ce qui facilitera leur maintenance. De même, les motrices seront remplacées par des remorqueurs, pour aider les bateaux.

Le programme d'élargissement du Canal comporte aussi le percement de goulots d'accès aux nouvelles écluses ainsi que l'élargissement et le creusement des voies de navigation actuelles. Par ailleurs, il est envisagé une augmentation significative de la capacité de retenue du lac de Gatún. De la sorte, on utilisera mieux l'eau du bassin réservoir du Canal, garantissant en même temps, la fourniture d'eau pour la consommation des populations riveraines du Canal. Avec l'élargissement du Canal, Panamá fournira une nouvelle et significative contribution

¹⁵⁹ El Faro, del 30 de marzo al 12 de abril de 2007.

au développement du commerce maritime international¹⁶⁰ et, par conséquent, de nouvelles perspectives économiques pour Panamá. Une avancée importante aura en même temps été donnée au renforcement de sa capacité à impulser un développement qui bénéficiera à tous les secteurs de sa population. Ainsi, le Canal de Panamá constituera un motif de fierté pour tous les pays du monde et tout spécifiquement pour la Nation panaméenne.

II – Le Canal comme instrument de politique interne du Panamá

A. Fondements politiques du Panamá

Lorsqu'en 1904, Panamá fit son apparition sur la scène mondiale, son État était pourvu, comme une nation depuis longtemps indépendante, d'un Président, d'un Parlement et de nombreux ministres. Son gouvernement était démocratique, sa Constitution impérative et originale : par exemple, tout individu qui s'enivrerait se verrait dépouillé de son droit de vote ; on ne pouvait plus mettre un citoyen en prison pour dettes ; aucun parent du Président ne pouvait être choisi comme son successeur. Deux partis politiques surgirent bientôt : les libéraux et les conservateurs. Une de leurs premières préoccupations fut de choisir un drapeau. La toile fut divisée en quatre quartiers. L'un, bleu, représentait les conservateurs, un autre, rouge, figurant les libéraux ; les deux autres, blancs, symbolisant la paix et portant chacun une étoile, l'une bleue et l'autre rouge.

Le pouvoir a été le plus souvent aux mains des chefs de la garde nationale, représentants de tel ou tel clan – nationaliste ou pro-américain – de l'oligarchie.

Le gouvernement des États-Unis ne se restreint pas à la sécurité du Canal ou la simple coopération, même politique. Le nouveau gouvernement du Panamá a des intérêts en matière de sécurité que la présence militaire américaine sert. Pendant les dix premières années suivant l'indépendance, le Panamá ne dispose d'aucune armée. Ses forces de police comptent un simple millier d'hommes. Les troupes des États-Unis maintiennent ainsi l'ordre légal en référence à l'Article 136 de la première constitution autorisant leur intervention sur l'ensemble du territoire.

Ainsi donc, après l'indépendance, l'élite assumant les plus hautes responsabilités du gouvernement panaméen était-elle intimement liée aux intérêts américains et à la réussite du Canal¹⁶¹. Les marchands, dominant à la fois le parti conservateur et celui des libéraux, manquaient d'une base économique sur laquelle ils auraient pu ériger un pouvoir politique stable.

Panamá fait partie de ces pays dont la capitale porte fâcheusement le nom du pays lui-même. Il en résulte que lorsqu'on parle de Panamá, on ne sait point trop s'il s'agit de la seule capitale ou du pays tout entier. L'on ne peut ni ne doit juger de l'ensemble du Panamá par sa seule capitale. Pour autant, l'existence même, dans la ville de Panamá, du Canal et de ce qui s'y

¹⁶⁰ Rodolfo Sabonge, "Armadores discuten la expansión del Canal de Panamá y sus alternativas", in EL Faro, Panamá, ACP, 12 de abril de 2007, p. 5. Cf. Annexe, Cahier des iconographies, ch. III- I,C.

¹⁶¹ Yvonne Julia, Panamá et son secteur maritime à la veille de la rétrocession du Canal, Nantes, 1998, p. 26.

rattache tant sous l'aspect civil que sous l'angle militaire, a donné à celle-ci un caractère tout à fait spécifique.

Pas un jour ne se passe sans que l'un des journaux locaux consacre à l'affaire du Canal, soit un éditorial, soit un long article supposé apporter des révélations exceptionnelles sur ce même sujet. Au milieu de toutes ces séries de renseignements, il apparaît utile de faire le point et de voir où en sont les négociations tendant à étudier les possibilités de percement, en territoire panaméen, du nouveau Canal américano-panaméen. Il est, cependant, indéniable que la présence au Panamá du Canal transocéanique a bénéficié à l'ensemble du pays ; néanmoins, il est à souligner que ce bénéfice a été très relatif. Certes, les routes sont plus nombreuses et en meilleur état qu'au Salvador ou au Guatemala ; les villes de la province, telles, Santiago, David, Chepo y donnent une plus grande impression de bien-être que celles du Costa Rica ou du Nicaragua ; les stations estivales, au bord de la mer, ou celles, climatiques des montagnes, y sont aussi nombreuses qu'elles sont inexistantes ou rares dans les pays proches, mais là s'arrêtent les signes d'un niveau de vie supérieur.

Lors des élections présidentielles de 1965, Arnulfo Arias, chef du parti panaméiste, nationaliste intransigeant, fut élu Président de la République. Il présenta un plan de réformes qui semblait être le bienvenu. Sa clientèle se recrutait parmi les citadins, les intellectuels et la classe moyenne, avide d'une certaine épuration des mœurs et de la politique. Toutefois, à la suite de disparition d'urnes électorales, de menaces proférées par l'opposition, de pressions et de chantages, on procéda à la recompte des voix, quinze jours après les élections, lesquelles donnèrent la majorité à Roblès.¹⁶² Au Panamá, comme dans les autres pays d'Amérique latine, les milieux universitaires et étudiants représentent, pour un gouvernement disposé à s'entendre avec les États-Unis, un élément d'opposition constant. Après la guerre d'Espagne, nombreux furent les Républicains espagnols à venir se réfugier à Panamá. Ils enseignèrent dans les Ecoles primaires, les Lycées et l'Université et inculquèrent à leurs élèves une certaine manière de penser qui n'a fait que se développer au fur et à mesure que grandissait le nationalisme, d'une part, et la propagande communiste, de l'autre.

Carrefour maritime et aérien mondial, indispensable à la sécurité américaine, puisque le Canal permet à ses flottes de passer rapidement d'un océan à l'autre.

Le Président Roblès s'était peu à peu inquiété de l'attitude des États-Unis envers le Panamá et les Panaméens. Même après dix ans de séjour, nombre d'Américains de la Zone n'éprouvait pas le besoin d'apprendre l'espagnol ; pas plus qu'ils ne désiraient pénétrer la mentalité du Panaméen ou de s'informer des mœurs et coutumes locales.

B. Ancien et nouveau canal. Quelles stratégies ?

Les 60 000 Américains de la Canal Zone avaient le complexe de supériorité des premiers pionniers, transmis alors, à une génération d'employés. Leur plus grande crainte était de tomber sous la juridiction de Panamá. Notamment, ils étaient convaincus qu'il ne pouvait y avoir de terrain d'entente avec les Panaméens. L'opinion prévalait, chez les Américains de la Zone, que tout ce qui prenait une tournure nationaliste risquait de déboucher, tôt ou tard, sur

¹⁶² Albert Chambon, *Panamá., l'ancien et le nouveau Canal*, Archives de Nantes, n° 116/AM du 6 mars 1965, p 7.

le castrisme. Le gouvernement de la Zone et la Direction du Canal jugeaient sévèrement l'attitude des ouvriers qu'ils considéraient comme portant atteinte à la cause américaine. L'opposition, entre le général Fleming, Gouverneur de la Zone, et les 60 000 ouvriers s'était dégradée au point où ces derniers s'étaient livrés à des intrigues pour obtenir le licenciement du général, ou son rappel à Washington, parce qu'ils l'accusaient de trahir les intérêts américains. Il existait, dans la capitale américaine, un lobby qui tirait son importance du fait que le gouverneur devait rendre compte de sa gestion devant le Congrès qui prenait la défense des intérêts des contribuables américains. Ce Congrès, présidé par M. Flood, s'opposait à toute concession aux Panaméens. Enfin, le Département d'État était aussi gêné dans sa politique à l'égard de Panamá, en raison de l'existence d'un second lobby, celui des armateurs qui s'opposaient à ce que soit relevé le coût actuel de la tonne de fret transitant par le Canal. Ce lobby, dirigé par M. Snowden, avait déjà démontré sa puissance en réussissant à maintenir, jusqu'en 1965, le coût établi depuis 1914¹⁶³.

C'est dans ce climat social, moral, économique et politique panaméen et nord-américain qu'il faut replacer la question de la révision du traité de 1903 qui régissait le Canal. Le traité de 1903, « traité inégal » par excellence, portait en lui-même les germes de graves difficultés qu'il allait inévitablement engendrer. Le lendemain même du jour où ce traité fut signé, les Panaméens s'étonnèrent que les ports de Panamá et de Colón ne soient pas restés, comme on le leur avait donné à entendre, ports panaméens. Il était déjà trop tard pour revenir en arrière. Les stipulations, assez anormales, de perpétuité et de souveraineté, ne pouvaient être que la source de revendications et de troubles qui allèrent se multipliant et s'amplifiant, à la faveur de mouvements d'indépendance, de nationalisme et d'anti-yankisme généralisé et grandissant, de plus en plus répandu en Amérique latine.

C'est à partir de 1955, date de la signature des accords Remón-Eisenhower qui donnaient une satisfaction de principe à l'amour-propre panaméen, mais surtout le 3 novembre 1959, au cours de l'« Opération Souveraineté¹⁶⁴ » et en raison des « marches pacifiques¹⁶⁵ » sur la Zone, que les événements se précipitèrent et que fut décidé, d'un commun accord, la création, en 1962, d'un groupe de travail américano-panaméen, tendant à examiner les revendications panaméennes, sans toutefois remettre en cause les fondements même du traité. Lors de la Conférence de San José, qui s'est tenue en mars 1963, le gouvernement de Panamá fit accélérer les travaux de la Commission. Washington, pour sa part, pensait pouvoir prolonger ses attermoissements. Les sanglantes et mortelles scènes d'émeutes de 1964 entraîneront la rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis, et révéleront aux Américains que les temps avaient pris une nouvelle tournure.

Le 4 avril de la même année, sous les auspices de l'O. E. A., un accord était conclu, aux termes duquel, les Américains acceptaient le principe de renégociation du traité. Toutefois, dès la fin de l'année, le gouvernement de Panamá, dépassé par les événements, ne pouvait plus se contenter d'une renégociation et, sous la pression de l'opinion publique et de nouveaux incidents, s'engagea formellement envers le pouvoir législatif et la nation, à obtenir

¹⁶³ *Ibid.* p. 14.

¹⁶⁴ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op. cit.* p. 234.

¹⁶⁵ *Ibid.* p. 235.

l'abrogation intégrale de l'outrageant traité de 1903. Il est à retenir que, depuis 1955, les revendications panaméennes n'avaient cessé de se manifester par des troubles, des bagarres et des émeutes auxquels les Américains, cherchant à retarder la décision, n'avaient en effet répondu que par des manœuvres dilatoires, des marchandages ou l'octroi de satisfactions secondaires. En 1965, les États-Unis annonçaient que, pour des raisons techniques, ils avaient décidé de construire un canal à niveau et que le pays où serait construit ce nouveau Canal n'avait pas encore été désigné. Les Panaméens virent en cette déclaration une sorte de chantage, une volonté inavouée des États-Unis de tromper leur vigilance. Panamá dut convenir du fait que, même si officiellement les négociations sur l'ancien et le nouveau Canal étaient séparées, elles se révélaient cependant, dans les faits, étroitement interdépendantes.

En fait, si Panamá donnait satisfaction à Washington dans ses sollicitations essentielles concernant les conditions de construction, de fonctionnement et d'administration d'un futur Canal à niveau, les États-Unis se montrèrent, de facto, beaucoup plus disposés à consentir quelques sacrifices dans la négociation du nouveau statut de l'ancien Canal. De même, si le Gouvernement panaméen se montrait plus modéré dans ses revendications actuelles, touchant le statut de 1903, les États-Unis consentiront à construire, à nouveau en territoire panaméen, le futur Canal à niveau. Le délai de construction de ce nouveau Canal étant fixé entre 15 et 20 ans, il y allait de l'intérêt de chacune des parties de définir un consensus pour ne point courir le risque de détériorer davantage les relations entre les deux pays. De fait, les discussions entretenues au sein de la Commission des Négociations avaient révélé quelques divergences de points de vue. L'essentiel du différend s'appuyait sur le fait que le Président Remón déclarait en 1955 que la plus grande ressource de Panamá est sa position géographique, et qu'il voulait en tirer les plus grands avantages. Les Panaméens entendaient bien évidemment faire du Canal, l'affaire-clé de leur existence. Ils étaient d'autant plus déterminés à en tirer tous les avantages possibles qu'il leur semblait nettement avoir été grugés et bernés par les États-Unis. Quiconque pourrait en juger par le support des chiffres. De 1914 à 1955, les États-Unis versaient annuellement la modique somme de 430 000 dollars à Panamá. A partir de 1955, ils lui versèrent deux millions de dollars par an. Si l'on considère que le gouvernement américain a perçu, pendant 45 ans d'administration – soit de 1914 à 1959 -, la somme de \$ 2.741.413.303 pendant que les indemnités versées au gouvernement panaméen pour l'utilisation de la bande de territoire ne dépassait pas \$ 20.750.800, soit 0,88% du montant des recettes de la Compagnie, on est, en somme, amené à conclure que la bonne affaire n'a pas été que panaméenne¹⁶⁶.

Sans doute, y a-t-il plusieurs façons de faire les comptes. Mais cela est autant vrai du côté américain que panaméen. D'une part, les Panaméens semblaient vouloir ignorer les services et les achats faits par les Américains de la Zone. D'autre part, les Américains intégraient dans le budget du Canal, des dépenses qui n'avaient rien à y faire. Autre point de revendication ; les Panaméens soulignaient, qu'en dehors de l'aspect purement financier, il fallait également tenir compte des considérations politiques. Le Canal de Panamá a toujours revêtu, au regard des États-Unis, une importance plus stratégique qu'économique d'où l'importance des bases militaires américaines de Panamá, destinées à assurer une éventuelle défense du continent

¹⁶⁶ *Ibid.* p.19.

latino-américain. Or, ces bases ont été établies sans qu'il y ait eu un accord préalable avec le gouvernement panaméen, et sans qu'aucune indemnité ne lui ait été proposée. Un autre point cardinal du différend résidait dans la question de la Zone. Pour des raisons d'amour-propre national, l'opinion publique panaméenne ne supportait pas cette aliénation de fait de son territoire. Or, pour Washington, il ne pouvait être question de rendre la Zone, où s'accrochaient les 60 000 Américains de la Zone et où se situaient de plein droit, selon eux, ces fameuses bases d'intérêt international.

Bien que les négociations sur l'ancien et le nouveau Canal fussent interdépendantes, elles étaient cependant menées séparément. Les premières justifiaient l'existence de la *Commission des Négociations de Washington* ; les dernières se déroulaient sous la direction de Thomas Mann ; par la suite, elles le seront sous la conduite de Vaughan. En prévision de la construction du futur Canal, le Président Roblès et M. Eleta seraient bien disposés à donner leur consentement aux États-Unis ; mais ils étaient obligés de tenir compte des réactions possibles de violence, de la part de la population panaméenne¹⁶⁷. L'opinion publique était déjà alertée sur les difficultés de la négociation, et elle n'attendait, pour se manifester, que l'aveu de l'échec. Il ne fallut que quelques jours pour savoir que les conversations que Thomas Mann avait eues à Panamá, à la mi-février 1965, avec M. Eleta, avaient été décevantes pour les deux parties. Ce n'était un secret pour personne que si Thomas Mann fut bien reçu au Nicaragua, au Costa Rica et à Bogotá, la tension dans les entretiens fut constante au Panamá. M. Thomas Mann avait d'ailleurs lui-même, dans ses déclarations à la presse, fait des réserves sur la façon dont il avait été reçu à Panamá. Il semblait même que le voyage entrepris à Washington, quarante-huit heures après le départ de Thomas Mann, par M. Vaughan, Ambassadeur des États-Unis, ait eu pour raison principale d'essayer de réparer le mal qui avait été fait. On a même pu assurer que la nomination de M. Vaughan, annoncée quelques jours plus tard, au poste de Thomas Mann, n'était pas étrangère aux conversations que l'Ambassadeur aurait eues, au sujet de Panamá, avec le Président Johnson. Il est de fait que le départ de Thomas Mann de sa charge a été accueilli comme un bienfait, quand la nomination en ces lieux et places de M. Vaughan, fut très favorablement commentée.

Les Américains croyaient ne jamais devoir quitter le Panamá ; au contraire, ils espéraient même y construire un autre Canal. En effet, le programme de travaux destiné à augmenter la capacité du Canal actuel, commencé en 1959 dont le budget prévisionnel s'élevait à 70 millions de dollars, se poursuivait. Il avait été achevé en 1968. Il s'agissait de procéder à l'éclairage des écluses, au contrôle électrique du trafic, à l'augmentation de la force génératrice, à l'élargissement de la partie étroite, au dragage du mouillage de Cristobal.

Lorsque les aménagements entrepris seraient terminés, la capacité du Canal permettrait de faire face au maximum d'accroissement prévisible, jusqu'en 1980, soient 150 millions de tonnes. En outre, le Département de la défense américaine annonça l'attribution d'un crédit de 3 millions de dollars pour la construction, durant 1965 et 1966, d'installations militaires dans la Zone.

Enfin, et plus symptomatique encore, la *Bank of America* vint s'installer, dans le courant de 1964, au Panamá. Dans le même temps, la *First National City Bank* et la *Chase Bank*

¹⁶⁷ *Ibid.* p. 20.

multipliaient le nombre de leurs agences. Qui plus est, ces banques ouvraient des crédits à dix ans et étaient à découvert sur leurs maisons mères de 8, 6 ou 4 millions de dollars. La vente à découvert est un procédé qu'utilisent les investisseurs pour profiter d'une baisse des valeurs boursières. La crise financière a ravivé la polémique sur les vendeurs à découvert qui exerceraient une pression à la baisse des cours, et la plupart des pays les ont interdites à la suite de la crise boursière de l'automne 2008, notamment sur les valeurs bancaires et financières¹⁶⁸.

Dans ces conditions, entre les deux parties en cause – République de Panamá et Gouvernement américain – une controverse s'était engagée. Les États-Unis donnaient à entendre qu'il se pourrait bien que le nouveau Canal ne soit pas percé au Panamá, tandis que le Ministre des Relations Extérieures, M. Eleta, à l'issue de son voyage à Washington, parlait désormais du futur Canal panaméen fait par le Panamá, pour le Panamá, avec l'apport financier de capitaux privé américains.

Des contacts avaient été pris avec des Japonais de la firme Mitsui. Le Canal serait ainsi une entreprise gouvernementale locale, réalisée avec des capitaux privés. Il deviendrait alors une affaire financière de bon rapport pour les bailleurs de fonds comme pour le Panamá qui serait libre de fixer les prix de transit et du fret. Il est un point, au moins, sur lequel les deux parties sont d'accord : celui de la nécessité d'un canal à niveau. Grâce au programme de travaux entrepris à l'époque, la compagnie pensait pouvoir faire face, sur les 15 années suivantes, à l'augmentation du trafic ; mais, en 1980, le point de saturation était atteint, et les 150 millions de tonnes de trafic par an, dépassés. On a pu le constater et, même aujourd'hui encore, ni les gros pétroliers, ni les grands porte-avions ne peuvent passer par le Canal. Les avantages d'un canal à niveau seraient considérables ; il ne faudrait que 500 personnes pour le faire fonctionner, au lieu de 1500 ; 4 à 5 heures au lieu de 8 ; les frais d'exploitation seraient réduits de moitié et, enfin et surtout, il y aurait une moins grande vulnérabilité militaire, car la crise cubaine, en 1962, a bien mis en lumière, au point de vue stratégique, l'inconvénient des embouteillages actuels, et plus encore, de la mise hors d'usage du Canal par sabotage.

Le lieu de construction de ce nouveau Canal restait problématique. Si chacun était bien persuadé qu'il se ferait au Panamá, avec l'aide américaine, la partie d'intimidation panaméo-américaine continuait cependant et une Commission de 5 membres non fonctionnaires fut nommée par le gouvernement américain pour faire des études de terrain et de conditions climatiques propres à déterminer le lieu le plus favorable pour la construction du dit nouveau Canal. Cette Commission, qui s'est vu attribuer pour son fonctionnement une somme de 17 millions de dollars, devait se livrer simultanément à ces mêmes études dans les différents pays intéressés¹⁶⁹.

Si personne ne songeait sérieusement à un canal Nicaragua-Costa Rica, c'est qu'il apparaissait peu aisé d'avoir un même Canal intéressant deux pays à la fois ; en outre, la nature volcanique du sol écartait d'emblée toute construction de ce genre. En Colombie, non seulement les travaux seraient très coûteux, mais le pays était des moins sûrs à cause de son

¹⁶⁸ Bertrand Jacquillat et Vivien Levy-Garboua, *Les 100 mots de la Crise financière*, Paris, Presse Universitaire de France, collection Que sais-je ?, 2^e édition, 2009, p. 74.

¹⁶⁹ Albert Chambon, *Op. cit.* p. 25.

instabilité politique. Par ailleurs, les États-Unis ne souhaitent pas avoir à faire avec un pays plus puissant que le Panamá et donc plus difficile encore à manœuvrer. Enfin, il était à parier que Bogotá accepterait difficilement l'établissement, sur son territoire, de grandes bases militaires américaines qui n'avaient rien à voir avec la défense du Canal, mais n'en sont pas moins essentielles pour le système global de défense des Américains.

Concernant les moyens à utiliser pour procéder aux excavations, la question du principe des explosions nucléaires avait été évoquée. Mais il faudrait, pour cela, envisager une autre partie du territoire panaméen. A première vue, le percement du Canal dans la province du Darién serait la plus propice. Cette province, habitée par des tribus indiennes, avait reçu à jets de flèches, la mission américaine chargée de négocier avec eux. Panamá ouvrirait ainsi à la civilisation, une région en friche, demeurée hors de la vie de la nation. En outre, le fait d'utiliser des moyens d'excavation nucléaires, se révélerait moins onéreux que les techniques habituelles.

Les puissantes familles qui ont investi à Panamá City, entendent voir fructifier leurs investissements et s'opposent à tout ce qui pourrait bien leur être préjudiciable. En effet, si le nouveau Canal était construit dans la région du Darién, le prix des terres, des maisons et des entreprises construites dans la ville de Panamá subirait une sérieuse baisse. Aussi, la pression de l'oligarchie panaméenne est notamment très forte auprès du Gouvernement pour que le nouveau Canal soit édifié là où se situe l'ouvrage actuel. Au demeurant, les experts américains ont assuré que le présent Canal pouvait être aisément transformé en un canal à niveau. L'inconvénient majeur se trouvait dans le fait qu'il ne pouvait être question, vue la concentration de la population, d'employer des moyens nucléaires. Sur la question de financement et de gestion du Canal, les vues américaines et panaméennes diffèrent à nouveau assez largement. Les Américains penchent pour un financement international comme pourrait l'être sa gestion. Les Panaméens, pour leur part, y sont farouchement opposés. Le Ministre des Relations Extérieures de l'époque, M. Eleta, avait affirmé que la meilleure solution était, sans conteste, celle du Canal panaméen, avec l'aide de capitaux privés, américains et européens.

De fait, pour des raisons stratégiques, le choix des États-Unis se révélait plus que limité. Par sa situation géographique, la vocation de la République du Panamá, se trouve être incontestablement commerciale. Washington ne pouvait donc courir le risque de laisser Panamá plonger dans un marasme qui serait propre à le rejeter dans le camp castriste¹⁷⁰. Frères ennemis, États-Unis et Panamá voient, bien malgré eux, leurs destins respectifs liés à ce Canal. Le Canal qui a apporté au pays une relative mais fausse prospérité, a été beaucoup plus une résultante de facteurs de faiblesses que d'enrichissement propre. Dans maints autres pays d'Amérique latine, il existe un nationalisme basé sur des sentiments antiyankees. Cependant, que ce soit au Chili, au Brésil ou en Bolivie, les Américains sont absents. Ce qui ne fut pas le cas au Panamá où Panaméens et Américains vivaient côte à côte, face à face, non pas fraternellement, mais dressés les uns contre les autres.

Avec l'évolution de la politique de Washington en Amérique latine, ce qui passait pour de l'incompréhension et de l'inimitié s'est bientôt transformé en haine déclinée en soulèvements

¹⁷⁰ *Ibid.* p. 30

populaires, insurrections meurtrières et révoltes sanglantes avec leurs sinistres lots de blessés et de morts.

C. Lutte contre la drogue

La guerre à la drogue lancée par les États-Unis à partir de 1982 a modifié progressivement les conditions du trafic. Les mesures prises sous la pression, par la Colombie à l'encontre de narcotrafiquants ont contraint les « cartels » à l'éclatement et à une organisation en unités de moindre ampleur. L'accord passé en 1996 entre certains États insulaires et les États-Unis qui autorisent la marine étasunienne à patrouiller dans leurs eaux territoriales, a conduit à la réactivation des routes de l'Isthme aboutissant au Mexique et des voies de réexpédition à partir des Guyanes et du Brésil¹⁷¹. La faculté d'adaptation des organisations criminelles est telle (utilisation des nouvelles technologies de l'information, exploitation des nouvelles données politiques découlant du changement de statut du Canal de Panamá), que Washington, craignant une déstabilisation régionale, envisage la mise sur pied d'une force multilatérale d'intervention dans le cadre du Plan Colombie. Les nécessités de la lutte anti-drogue ont pesé sur le redéploiement des bases des États-Unis dans la région : les États-Unis portent dorénavant leurs efforts sur le système de surveillance aérien, dans le but de lutter contre le narcotrafic et également d'exercer un contrôle stratégique de l'ensemble régional. Le pays est secoué par une campagne populaire de désobéissance contre le chef de l'armée, le général Manuel Antonio Noriega, l'homme fort du pays, accusé par les Américains d'être notamment un trafiquant de drogue, de s'adonner au blanchiment d'argent et de tremper dans la corruption.

Malgré sa destitution en février 1988, Noriega résiste et cherche ses appuis du côté des régimes marxistes de la région. Le régime du général va raviver l'instabilité sous-jacente du système politique panaméen. Un à priori négatif entoure le Panamá depuis le régime du général Noriega, cible des médias américains lors de l'invasion de 1989. Alors que de nombreux pays d'Amérique latine sont administrés par la force, la période du général en fait une exception. Elle prouve que le pouvoir politique ne repose pas uniquement sur la violence militaire. Tout comme son prédécesseur, il ne bénéficiera que de peu d'assises sécurisantes pour l'exercice de son pouvoir. Plus encore, avec le temps, sa légitimité s'amenuise et il n'existe aucune autre coalition, ou formation politique, capable d'offrir une alternative stable. Puis ce sont l'invasion du Panamá et la déposition du général Noriega qui sont annoncés. En 1989, les États-Unis envahissent une nouvelle fois le Panamá. Ils légitiment alors leurs interventions en Amérique Latine au nom de deux prétextes récurrents : la lutte contre la drogue et la protection des démocraties¹⁷².

Le narco terrorisme est présenté comme une menace que les États-Unis ont pour impératif moral de combattre par des moyens adaptés : l'aide aux pays amis, la guerre des drogues avec les autres. L'attitude des Américains, face au Panamá apparaît, une nouvelle fois, comme celle d'une puissance coloniale vis-à-vis de sa possession. Elle apparaît dès que l'indépendance du pays est demandée de manière plus précise. Le Panamá demeure encore

¹⁷¹ Observatoire géopolitique des drogues, 1998/1999.

¹⁷² *Ibid.* p. 29.

vulnérable au trafic de drogue le long de sa ligne frontalière et la violence reste un problème majeur dans les Zones urbaines.

Le Parti démocratique révolutionnaire, proche des militaires, a utilisé ces arguments en faveur d'un réarmement de la police panaméenne, de la force publique et encouragé la création d'une élite quasi militaire au sein du groupe. Une partie du problème du pays est géographique et tient à la situation de l'Isthme à proximité des principaux points de raffinements de la cocaïne et des routes empruntées par les cartels colombiens. Cette cocaïne est produite à partir d'une grosse importation de feuilles de coca en provenance du Pérou et de la Bolivie. On ne connaît pas exactement l'ampleur de ce trafic, mais on sait qu'il prend place au rang des exportations du pays. Le Bureau américain de lutte contre les stupéfiants collabore avec le gouvernement panaméen pour stopper ce trafic en détruisant les cultures clandestines de marijuana et les laboratoires clandestins de transformation de cocaïne dans les Caraïbes, ou en pourchassant les réseaux de trafiquants. La zone franche est, quant à elle, très attractive pour les trafiquants, ce qui rejaillit sur les milieux d'affaires internationaux. Pour autant, l'effort national réside dans la volonté du gouvernement panaméen de présenter du pays une vision de parfaite stabilité économique et politique. Le recours aux militaires s'avère indispensable pour maintenir la tranquillité et l'ordre sur le territoire panaméen.

En 1999, l'Administration du Président Nord-Américain Bill Clinton faisait savoir qu'elle considérait la persistance d'une présence militaire américaine même résiduelle comme désirable ; cette dernière ayant pour tâche de garantir la stabilité du pays et poursuivre la guerre anti-drogue, d'où l'idée de la création d'un centre Multilatéral destiné à ce combat dans la base Howard¹⁷³.

Par ailleurs, des enseignants d'origine franco-antillais jouent également un rôle notoire dans la lutte contre les stupéfiants en impliquant les parents dans la prise en charge effective de l'éducation de leurs enfants, à les protéger des maladies morales qui gangrènent le monde. Ils leur offrent des conseils équilibrés et des raisons d'espérer en de meilleurs lendemains. Véritable pandémie, l'abus de substances, quelles qu'elles soient, reflète l'état de la société. La famille, censée être un havre de paix et d'amour et un refuge contre les pressions quotidiennes, est en crise. Les enseignants viennent alors à la rescousse des valeurs morales qui tendent à se perdre en incitant les parents à mettre en place des stratégies qui concourent au respect de la vie et apportent de l'espoir en l'avenir. Pour beaucoup, l'horizon est très sombre. Ils vivent donc dans l'instant et s'adonnent à tous les plaisirs possibles et très souvent, ils mettent leurs vies en danger.

Les enseignants aident, alors, les parents à déterminer le ou les problèmes déclenchants et à indiquer quelles en sont les raisons profondes. Souvent, des facteurs tels que de mauvaises fréquentations et la pression du groupe interviennent. Des parents avisés feront comprendre à leurs enfants les dangers de mauvaises fréquentations dont l'influence peut être très forte. Dans le même temps, ils les aideront à nouer de saines amitiés.

De nos jours, les pressions pour réussir sont considérables, et les parents aggravent parfois les choses en exigeant trop de leurs enfants. Le rôle non négligeable des enseignants d'origine franco-antillaise, comme ce fut le cas d'Angela Rosemont, proviseur d'un lycée de

¹⁷³ Steve C. Ropp, Panama: Tailoring a new image Current History, April 1999.

Panamá-ville, fut d'aider les parents à cerner les points forts et les points faibles de leurs enfants, de leur fixer des objectifs raisonnables et de les aider à les atteindre. Ils leur conseillent de s'interdire les comparaisons peu flatteuses propres à accabler ces jeunes et semer en eux les graines de la dépression.

Les enseignants rappellent aux parents ce qu'ils sont censés savoir, entre autres, que si les besoins affectifs de leur enfants ne sont pas comblés chez eux, c'est sûr, ceux-ci iront chercher ailleurs l'affection et la reconnaissance auxquelles ils aspirent. Les enseignants d'origine antillaise pallie l'absence de limites, car c'est un fait, même s'ils donnent l'air de s'en plaindre, les enfants aiment évoluer à l'intérieur de limites bien définies ; ils s'y sentent aimés et en sécurité. Ces enseignants encouragent alors les parents à fixer à leurs enfants des règles raisonnables et à leur montrer l'exemple, à être conséquents avec eux-mêmes et, le cas échéant, à être fermes pour faire cesser toute dépendance. La consommation de substances illicites, telle que la drogue augmente le stress, accentue la dépression, ruine la santé, détériore l'aptitude à vaquer aux occupations courantes, conduit à l'addiction et produit toutes sortes de conséquences à la fois, engendrant inévitablement des difficultés au foyer, à l'école ou au travail.

III – Vers la rétrocession du Canal, nouvelle propriété des Panaméens

A. La force hydraulique du canal et ses effets

Aujourd'hui, le Panamá est confronté à un grave problème d'épuisement des réserves d'eau dans le Canal. Cette très préoccupante situation est la conséquence prévisible des erreurs passées. En effet, une déforestation massive, durant des décennies, a dérégulé le système de ruissellement¹⁷⁴. En 40 ans, plus de 70% des forêts des alentours du Canal ont disparu. Ces arbres permettaient de retenir l'eau durant la saison des pluies et de la relâcher lors des périodes de sécheresse. Lorsqu'un navire passe une écluse, 200 millions de litres d'eau s'écoulent du Canal vers la mer et sont, de ce fait, définitivement perdus. Les besoins en eau sont donc énormes. Le manque d'eau en saison sèche provoque un envasement du Canal et des lacs ; ce qui entraîne une diminution de la capacité du stockage d'eau. Ceci est préjudiciable au bon fonctionnement du Canal et à l'approvisionnement en eau de la ville de Panamá City et pour son écosystème¹⁷⁵.

Depuis les années 1970, des mesures de rationnement d'eau ont été prises, mais le problème est bien loin d'être résolu. Pourtant, les Panaméens devront remédier très rapidement à cette carence. L'on se souvient que l'année 1997 fut particulièrement préoccupante à cause du phénomène El Niño¹⁷⁶. Ce fut la saison des pluies la plus sèche jamais enregistrée, soit une chute de 35 % des apports en eau des lacs¹⁷⁷. Les observateurs sont

¹⁷⁴ Jon Mitchell, *Deforestation could dry up the Panamá Canal*, pour The Christian Science Monitor, October 1997.

¹⁷⁵ Damien Laplanche, *La rétrocession du Canal de Panamá*, Iguaran, 1998, p. 56.

¹⁷⁶ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castillero Lange, *Op. cit.* p. 278.

¹⁷⁷ Alvaro Gonzales, *El Niño » and the Canal of Panamá*, pour Panamá Canal Commission October 1997.

conscients que ce problème est une menace pour le bon fonctionnement du Canal¹⁷⁸. En avril 1996, un programme d'étude a été lancé et mis en place. L'idée initiale consistait à protéger les arbres existants et à procéder à la reforestation des secteurs dénudés. Cette initiative, tout en ayant été saluée de tous ne constituait cependant pas une fin en soi, car la réalité cruciale consiste à faire face au tonnage important qui est de plus en plus réclamé avec insistance. En effet, le Canal doit pouvoir accueillir des navires de plus en plus nombreux et imposants, ce qui n'est pas compatible avec le manque d'eau chronique. Une des solutions envisagées et susceptible de répondre aux deux problèmes en même temps, consisterait à creuser un canal à niveau n'utilisant que l'eau des océans, ou construire un canal sec, transportant les bateaux sur un système de rails.

Ainsi, le canal devait affronter la concurrence de nouveaux moyens de transport. Les pays voisins, conscients des limites actuelles de la voie, au regard de la taille des navires de type Panamax¹⁷⁹, de l'assèchement des lacs, des coûts élevés, profitèrent du départ des États-Unis pour ressortir de vieux projets. Toutefois, ces pays durent revoir ces anciens plans puisqu'ils ne concernent plus de gigantesques canaux, difficiles et coûteux à construire. Le développement de la conteneurisation permet la mise au point des plans techniquement plus abordables. Ces projets ne sont plus soutenus par les États-Unis et l'Europe mais principalement par Taiwan, la Chine, le Japon et la Corée du Sud¹⁸⁰. L'enjeu est fortement géostratégique, ce qui conforte Juan Carlos Rivas, directeur du consortium pour le Canal interocéanique, dans ses propos, quand il déclare :

*Les grands pouvoirs mondiaux regardent l'Amérique Centrale comme une de leurs bases dans la compétition du XXI^e siècle ; donc l'intérêt n'est pas seulement économique. Il y a de nombreux intérêts politiques et stratégiques aussi.*¹⁸¹

Bien entendu, ces nombreux projets ne seront pas tous réalisés, et ceux qui le seront, ne verront pas le jour avant plusieurs années. Le premier de tous ces projets sera initié par le consortium déjà cité. Le Panamá fut choisi de justesse, face à son concurrent le plus sérieux : le Nicaragua. En 1996, un consortium asiatico-nicaraguayen signa un accord avec le gouvernement de Managua, pour la construction d'un canal sec, évalué à 1,6 milliard de dollars. Il consisterait en la création, ex nihilo, de deux ports à Punta del Mono, sur la côte caraïbe, et un autre à Pie del Gigante, côté Pacifique. Les deux ports devaient être équipés chacun de quatre grues de type post-Panamax, de deux plateformes pour conteneurs. Ceci permettrait un fonctionnement 7 jours sur 7, et 24 heures sur 24, dans les deux directions. Le transit devait durer 4 heures¹⁸².

¹⁷⁸ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op. cit.* p. 279.

¹⁷⁹ El Faro, Prensa panameña e internacional reporta avances de ampliación, ACP del 30 de marzo al 12 de abril de 2007.

¹⁸⁰ Zhoukan Yashou, *En Amérique Latine, Taiwan pratique la diplomatie du carnet de chèques*, Courrier International n° 363 du 16 au 22 octobre 1997.

¹⁸¹ Larry Rother, *Neighbours of Panamá plan rivals to the Canal*, New York Times, 09/11/97.

¹⁸² Jim Shaw, *Neighbours set to compete with Panamá*, pour Times net, November 1997.

Quant au vieux projet américain, il dût subir quelques aménagements, pour lui permettre de s'adapter aux nouvelles technologies. Un canal sec relierait les ports existants de Salina Cruz et de Coatzacoalcos, à travers l'Isthme de Tehuantepec. Une autoroute et une voie de chemin de fer relient déjà ces deux villes. En cas de concrétisation, les ports seraient tous les deux privatisés, et une nouvelle autoroute serait construite. Le projet était confronté à de nombreux problèmes. D'abord des mouvements nationalistes s'y opposaient, craignant une ingérence étrangère, en particulier, celle des États-Unis. Ensuite, un lobby environnementaliste craignait une grave détérioration du milieu naturel. Enfin, question cruciale, la région était politiquement instable puisque la province du Chiapas, sécessionniste, borde l'Isthme¹⁸³. Situation comparable en Colombie, où le Président Ernesto Semper relança un projet de Canal au nord du pays. En 1980, une étude estimait, à 1,65 milliards de dollars, les coûts de réalisation. Aujourd'hui, ceux-ci atteindraient 3 milliards. Deux types de canaux étaient alors étudiés. La construction d'un canal à niveau qui passerait par le Golfe d'Urabá, le rio Atrato puis le rio Truande. La distance est estimée à 150 km. Un dragage des rivières et la construction d'une nouvelle route à travers la jungle, de 30 km, seraient nécessaires. Un autre plan, plus onéreux, serait la construction d'un canal sec. La remise à jour de ce projet, pour les opposants au gouvernement, ne serait qu'une diversion, afin de masquer les problèmes récurrents en Colombie¹⁸⁴. En effet, la construction de ces canaux paraissait difficilement envisageable dans un pays où la politique intérieure était si désorganisée. Il faut également prendre en compte le fait que la zone prévue pour les travaux est l'une des plus troublée par la guerre civile. Là aussi, on est confronté à une farouche opposition du lobby environnementaliste¹⁸⁵.

Au Salvador, la commission portuaire a recommandé la construction d'une voie pour conteneurs, avec le Honduras, entre les ports de Fonseca et Puerto Cortès. Enfin, le Guatemala propose également un plan de 1 milliard de dollars, afin de fortifier un ancien plan de Canal sec, à l'aide d'une voie préexistante. La Direction du Canal semble minimiser l'impact que pourraient avoir ces différents projets, les imaginant peu réalistes. Le Directeur adjoint de la commission explique :

*Je ne prévois aucun effet venant de projet de canaux secs ayant des répercussions sur le Canal de Panamá.*¹⁸⁶

Il pense que la compétition qu'infligera l'Intermodalisme aux États-Unis est plus dangereuse qu'un canal sec à travers l'Amérique Centrale. Les coûts entraînés par la rupture devraient décourager les investisseurs¹⁸⁷. Nonobstant ces faits, le Panamá étudie le projet ambitieux de construire un nouveau canal. Hormis le problème latent et carentiel que génère une déforestation exagérée, des études de faisabilité ont démontré que le canal rencontrera de graves problèmes de congestion vers 2010, avec 16 000 navires par an. Un projet plus

¹⁸³ Nancy Nusser, Mexico may build overland route to rival Canal, Cox News, 1996.

¹⁸⁴ David Calhan, Colombia proposes Canal to sidestep crisis, 23 may 1996.

¹⁸⁵ Jordán Gionela, *El Canal seco, la mayor opción*, El Tiempo, Colombia, 23 mayo de 1996. Paul de Bendori Panamá Canal not worried about planned "dry Canal", pour L. Reuter October, 1997.

¹⁸⁶ Jean François Mougard, *L'Intermodalisme sur la Côte- Est des États- Unis*, Iguaran, Nantes, 1992.

¹⁸⁷ Paul de Bendori, Panamá Canal not worried about planned "dry Canal", pour L. Reuter October, 1997

grandiose évalué à 10 milliards de dollars propose la création d'un troisième jeu d'écluses qui permettrait de répondre à un trafic de 20 000 navires en 2050. Une autre alternative, qui fait également l'actualité, est la possibilité de tout révolutionner en construisant un canal à niveau. La réalité est toute autre car ce projet ne fait pas l'unanimité. Le Panamá demande à certains pays, comme le Canada, de financer une étude évaluée à 20 millions de dollars afin de trouver un système permettant de réussir le passage des énormes navires post-Panamax. Cette offre, qui a pour but d'attirer les investisseurs, stipule que seules les entreprises situées dans un pays participant à l'étude, seront choisies.

Bien que minimisé par la Commission, le Canal devra, toutefois, faire face à la concurrence de ses voisins si ceux-ci réalisent leurs projets. Le Canal de Panamá, qui voit son trafic augmenter, n'est pas menacé dans l'immédiat, mais il devra revendiquer sa suprématie, et tout faire pour attirer les clients. Panamá, par l'intermédiaire de son Président, démarche dans de nombreux pays, tel la France. Le départ, tant attendu, des troupes du Southern Command, inquiète de plus en plus les Panaméens qui le vivent comme une rupture d'équilibre. Ceux-ci reconnaissent en effet, que la présence des Américains sur le sol panaméen représentait un vivier d'emplois et de revenus non négligeable pour la bonne santé de l'économie nationale. D'autre part, les Panaméens réalisaient que les centaines de bâtiments laissés par l'US Army allaient générer des dépenses onéreuses par la permanence de l'entretien que cet héritage allait nécessiter.

B. Vers un contrôle total du territoire

Le Canal avait toujours été géré par les États-Unis et jamais le Panamá n'avait été confronté seul à cette situation ; c'est-à-dire le contrôle total de son territoire. La Zone du Canal était particulièrement rentable pour le pays, les États-Unis exportant ses techniques, sa sécurité et une masse financière importante. Après 2000, quand la rétrocession serait effective, les Panaméens relèveraient le défi et montreraient leur capacité à assumer complètement leur indépendance. Pour la gestion de l'ouvrage, le savoir faire des Panaméens n'était plus à mettre en doute car le processus de rétrocession avait été planifié de telle sorte que les Panaméens prennent progressivement cette gestion en mains. Ainsi, depuis 1990, l'Administration était-elle panaméenne. L'inquiétude venait surtout du risque d'une déstabilisation politique et économique du pays. Politiquement, ce pays jeune n'a aucune tradition de stabilité. Les dictateurs se sont succédés au pouvoir. Noriega fut le dernier en date. En 1995, Balladares fut élu Président d'une République démocratique¹⁸⁸. Il s'appropriera alors très vite le contrôle du Canal et des zones rétrocédées en nommant son frère, son gendre et deux de ses cousins à la tête de l'Assemblée responsable du Canal, ainsi que son chef de campagne électorale. Il nommera Jorge Ritler, directeur de la future *Panama Authority*, organisme chargé de gérer le Canal après 2000.¹⁸⁹

Le Président était ainsi soupçonné, par l'opposition, d'accumuler le pouvoir afin de développer une politique économique néolibérale pro États-Unis et de placer ses partenaires

¹⁸⁸ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castillero Lange, *Op. cit.* p. 129.

¹⁸⁹ Larry Rother, *Neighbours of Panamá plan rivals to the Canal*, New York Times, 11 juin 1996.

de façon stratégique afin de mieux contrôler les zones qui seront rétrocédées. Toutefois, les problèmes soulevés étaient considérés par le gouvernement comme étant une tentative de l'opposition pour déstabiliser le pouvoir. La sécurité du Canal restait, cependant, une préoccupation majeure. De 1914 à 1999, les États-Unis, première puissance mondiale, en garantissait l'intégrité. La question cruciale qui se posait, alors, touchait à la sécurité du Canal. Une question de première importance pour les investisseurs et les utilisateurs du Canal. Depuis l'invasion de 1989, l'armée panaméenne était dissoute. Chacun se demandait si l'effort que déploierait le pays serait suffisant en cas de conflit et surtout en cas de guerre civile. Le Panama pourrait-il lutter, seul et efficacement, contre des menaces terroristes ? Il faut, toutefois, reconnaître qu'un complexe géostratégique de cette importance est toujours une cible potentielle, surtout qu'elle restait très utile aux États-Unis qui sont, eux, souvent la cible d'attentats. L'inquiétude était fondée car la capacité du Panama à gérer son espace national était mise à l'épreuve. En effet, les difficultés que connaissait la Colombie débordaient sur le Panama. Le Nord-ouest de la Colombie était en proie à des affrontements entre la guérilla, l'armée et les groupes paramilitaires. Des incursions régulières se produisaient en territoire panaméen. La frontière du Darién était très fluide et mal contrôlée. Le problème de la sécurité du Canal avait alors été soulevé. Le Ministre des Affaires Étrangères avait ainsi rassuré les investisseurs en déclarant que :

« C'est une situation délicate à la frontière qui nécessite une solution politique en Colombie », et que « la sécurité du Canal utilisé par plus de 14 000 navires par an, est un problème complètement différent. »¹⁹⁰

C. Difficile partage du pouvoir

A la fin des années 1910, un parti libéral, plus étendu, se développe, mené par Belisario Porras¹⁹¹, mais son manque d'influence sur la population persiste. Dans les années 1930, les partis conservateurs et libéraux, séparés ou en coalition, perdent les élections ; ils sont alors supplantés par les nationalistes, issus de couches sociales plus modestes : Harmodios et Arnulfo Arias. Les élections se sont constamment avérées problématiques pour les élites dirigeantes du monde des affaires, ces dernières ne disposant ni d'une véritable force répressive, ni d'une arme idéologique précise pour les appuyer. Le gouvernement américain avait en effet, en 1915-1916, désarmé la police panaméenne, et lui avait même imposé un commandant américain. Sous la coopération américaine, le gouvernement panaméen n'eut ainsi pas la possibilité de contrôler le processus électoral, ni même d'en annuler les résultats en ultime recours. Les frères Arias arrivent au pouvoir, portés par l'Action communale. Cette organisation de professionnels et de bureaucrates a pour revendication majeure la flagrante discrimination des salaires et du recrutement au sein de la Zone du Canal.

¹⁹⁰ Larry Rother, *Panamá offering land, buildings nears Canal to highest bidders*, New York Times, 14 juillet 1997, <http://www.latinolink.com>.

¹⁹¹ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op. cit.* p. 116.

En janvier 1931, les membres armés de l'Action communale dirigés par Arnulfo Arias, prennent le Palais présidentiel et déposent le Président Arosemena¹⁹². Washington laisse faire, en échange d'une promesse des frères Arias que les intérêts américains seront préservés. En 1932, Harmodios Arias gagne les élections présidentielles et, en 1940, Arnulfo remporte une seconde victoire, anéantissant les partis du milieu des affaires¹⁹³. En octobre 1941, la police rejette le premier gouvernement d'Arnulfo Arias ; aidée en cela, par les autorités américaines de la Zone. En éloignant Arias de la vie politique, et en suspendant les règles électorales, les hommes d'affaire obtiennent ainsi, dans les années 1940, un pouvoir d'État direct. Arias est pourtant réélu en 1949, dès que la scène politique lui est à nouveau permise ; puis déposé, une fois encore, en 1951, par la police nationale. Dès lors, le milieu des affaires évolue de manière décisive. La réforme électorale de 1953, réduisant le champ des partis politiques aux descendants des anciens libéraux et conservateurs, n'entrava pas, pour autant, le succès d'Arnulfo Arias aux élections présidentielles de 1964, 1968 et 1984.

Toutefois, la période allant de 1941 à 1968 s'impose dans la société panaméenne de cette fin de siècle. De nombreux changements issus de ces années sont liés aux conséquences entraînées par chaque coup d'État. En 1941, les militaires restaurent rapidement les groupes dirigeants traditionnels. En 1968, ils prennent le pouvoir, bouleversant ainsi l'ordre ancien.

Pendant les huit années séparant les deux premières administrations d'Arias, les milieux d'affaire font succéder près de six présidents. Cette ère d'instabilité manifeste s'achève par la mise à l'écart d'Arias et l'apparition d'une série de coalitions complexes à l'intérieur des forces traditionnelles ; celles-ci ne se montrant victorieuses qu'avec l'aide des militaires devenus la première médiation politique.

¹⁹² *Ibid.* p. 52.

¹⁹³ Isabelle Subirats, *Le Panamá à l'aube du XXI^e siècle : vers quelle intégration ?*, Paris, ILERI, 1998, p. 26.

**DEUXIEME PARTIE :
LA PRÉSENCE FRANCO-ANTILLAISE DANS LA
SOCIÉTÉ PANAMÉENNE : LES TRAVAUX ET LES
JOURS**

CHAPITRE V : LES ETAPES DU MOUVEMENT MIGRATOIRE AU PANAMA

I – L’immigration franco-antillaise, composante de la croissance démographique nationale

A. Restrictions en matière de migrations internationales

Cf. Texte 1 - Con raíces afro-antillanas (cf. Annexe 1)

Les Franco-antillais ont légitimé leur présence de façon pérenne dans le tissu socio-économique, culturel et politique de leur pays d’accueil.

Dans ce chapitre seront retracés certains éléments caractéristiques de l’intégration de ces premiers Franco-antillais, de leur éducation dans la zone du Canal. Nous verrons dans quelles mesures ceux-ci contribuent au rayonnement de la République de Panamá dans le monde. Les Franco-antillais qui arrivent au Panamá à la fin du XIX^e siècle ont pour ambition de se construire une vie meilleure tout en travaillant à donner une nouvelle impulsion à leur pays d’accueil. Ces nouveaux peuples vont ainsi s’y établir et modifier sensiblement le paysage social, culturel et ethnique de l’Isthme. Si la grande majorité de la population est métissée on trouve, déjà implantés, des Noirs descendants des anciens esclaves, et des Indiens, habitants originels du pays.

Un rapport établi en 1912, préparé par la Commission du Canal Isthmique démontra que l’immigration dans l’Isthme de Panamá allait en diminuant, puis qu’il y avait plus d’immigrants que d’émigrants même quand la différence en faveur des premiers était seulement de 3,5%. Pour faire face à la demande de travail non qualifié au début de cette année fiscale, l’Agence de recrutement s’est vue obligée de ramener 941 travailleurs recrutés par leurs représentants en Barbade et provenant des petites îles proches telles Sainte-Lucie, Guadeloupe et Martinique¹⁹⁴. Cela représentait le groupe des derniers arrivants de travailleurs qui avaient été transportés depuis leurs îles jusqu’à l’Isthme par la Commission dont 11 700 qui venaient d’Europe et plus de 32 700 des îles de la Caraïbe dont la Guadeloupe et la Martinique et une majorité de la Barbade. Le rapport ajoutait, en outre, qu’il existait un équilibre entre l’offre et la demande de travailleurs, ceci à la date de sa publication. Tant qu’il existait un excédent de travail, on pouvait espérer que les pays voisins fussent en mesure d’absorber cet excédent pour leur propre compte. On supposait, par conséquent, que la réduction de la force ouvrière se ferait progressivement. Durant une période de trois mois, on déplaça un excédent de 1406 travailleurs Antillais vers le Guatemala pour utiliser leur force de travail dans la *United Fruit Company*¹⁹⁵.

Avec la fermeture de quelques unités, l’excédent de travailleurs augmenta à tel point que l’on crut plus judicieux de rapatrier les ouvriers pour lesquels l’on ne pouvait garantir un emploi. La priorité fut accordée notamment aux chômeurs et à leurs familles. En second lieu, l’on rapatria les ouvriers et leurs familles frappées de paupérisation, puis les travailleurs

¹⁹⁴ Comisión Canal Ístmica, informe anual, 1912, p. 398.

¹⁹⁵ *Ibid.* p. 431.

déclarés trop vieux et impotents¹⁹⁶. Le premier groupe de 140 personnes reçut un billet de passage sur le bateau Magdalena, de la *Royal Mail Steam Packet Company* qui leva l'ancre depuis le port de Colón, le jeudi 6 octobre 1914, à destination de la Barbade, de Trinidad, Grenade, Saint Vincent, Sainte Lucie, Montserrat, Antigua, Nevis et Saint Kitts. Le second groupe quitta le port par le bateau Metapán de l'United Fruit Company, le 8 octobre, avec 82 passagers à destination de la Jamaïque¹⁹⁷. D'autres bateaux firent le voyage jusqu'aux Antilles françaises pour y ramener un total de rapatriés qui atteint le nombre de 3355 individus d'octobre à décembre 1914, pour un coût total de 52 469 balboas. Cette action allégea de manière effective la situation de l'emploi même si le nombre de travailleurs immigrés qui profitèrent de l'opportunité de retour au pays n'était en rien proportionnel au nombre important de chômeurs. L'on remarqua que bon nombre de ceux-ci ne désiraient pas rentrer chez eux après avoir été habitués aux très relatifs hauts salaires qui prédominaient dans la Zone du Canal¹⁹⁸.

Durant la période comprise entre 1914 et 1921, un total de 14 207 Antillais furent rapatriés. Dans le même temps, 9 070 autres travailleurs franco-antillais arrivèrent dans l'Isthme. Même si la Commission du Canal s'évertuait à rapatrier ceux qui n'avaient pas de travail, on peut remarquer que beaucoup s'ingéniaient à revenir dans l'Isthme par le fait que Panamá n'avait pas de lois restrictives en matière d'immigration. Cette irrégularité conduisit l'Administration du Canal à suggérer au Gouverneur de Panamá et aux autorités britanniques locales d'adopter des mesures pertinentes pour mettre fin à cette immigration. La croissance de la population Franco-antillaise dans la Zone du Canal et dans les villes de Panamá et de Colón, aux deux extrémités du Canal, excéda le besoin de main d'œuvre. Avec la diminution des activités dans le Canal, de même que dans les affaires de Panamá en général, le chômage s'aggrava tant pour les Franco-antillais que pour les Panaméens. L'on tenta alors de trouver une solution d'allègement partiel en rapatriant un bon nombre d'Antillais et leurs familles¹⁹⁹.

Déjà, en 1933, résultant de tout cela, le Gouvernement de Panamá avait adressé sa première requête au Département d'État, arguant le fait que le Gouvernement des États-Unis devrait s'intéresser au rapatriement des personnes étrangères emmenées au Panamá et qui, désormais, s'étaient converties en éléments de concurrence pour les travailleurs panaméens et une charge certaine pour le Gouvernement de la République de Panamá. Le 24 février 1933, le docteur Ricardo J. Alfonso, Ministre de Panamá à Washington eut une entrevue avec le Secrétaire d'État des États-Unis Henry L. Stimson lui expliquant la difficile situation dans laquelle s'étaient placés tant l'ouvrier panaméen que le Gouvernement National, à cause de la présence dans les villes de Panamá et de Colón d'une grande quantité de travailleurs étrangers et, dans sa grande majorité, des Franco-antillais qui étaient arrivés dans l'Isthme sous contrat et en quête de travail sur le Canal.

Le Ministre Alfaro²⁰⁰ demanda, alors, au Département d'État de soutenir la recommandation des Gouverneurs Harry Burgos et Julian L. Scholey afin que le Sénat des États-

¹⁹⁶ Gobierno de la Zona del Canal, *Informe anual*, 1915, p. 238.

¹⁹⁷ *Ibid.* p. 239

¹⁹⁸ *Ibid.* p. 245.

¹⁹⁹ Gobierno de la Zona del Canal, *Informe anual*, 1933, p. 81.

²⁰⁰ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castillero Lange, *Op.cit.* p.214

Unis légalise un budget de 150 000 balboas qui permette de rapatrier ces immigrés au chômage. Les Gouverneurs du Canal mettaient l'accent sur le fait que la présence de ces personnes constituait un handicap sérieux dans le tissu social de la Nation et ils soulignaient en ces termes, dans leur rapport annuel :

*El excedente de elementos antillanos en las ciudades terminales constituye un perjuicio para los intereses panameños y para las relaciones entre ese país y los Estados Unidos y que es conveniente, para los intereses conjuntos de los dos Gobiernos aplicar a esta situación los remedios que sean aconsejables y prácticos.*²⁰¹

L'activité soutenue dans ce sens de la part du Gouvernement panaméen déboucha sur le vote d'un budget de 150 000 dollars en 1934, par le Congrès des États-Unis, pour procéder au rapatriement des Franco-antillais chômeurs et de leurs familles, quand ils ont travaillé plus de 3 ans pour le compte du Gouvernement des États-Unis, dans la Zone du Canal ou dans la Compagnie des Chemins de Fer. Outre le transport accordé par bateau pour le voyage de retour dans leur pays d'origine, la somme de 25 balboas était allouée au voyageur célibataire et 50 balboas à un père de famille. Dans ces conditions, 2 725 personnes furent rapatriées. En 1950, le Gouvernement de la Zone du Canal obtint du Congrès des États-Unis, la somme de 50 000 balboas pour poursuivre le programme.

Nombre d'Antillais rapatriés de la Zone du Canal entre 1904 et 1953 ²⁰²			
Lieux d'immigration	Période 1904-1950	Période 1951-1953	Total
Jamaïque	10 400	41	10 441
Barbade	6 800	46	6 846
Trinidad	950	-	950
Sainte-Lucie	450	-	450
Saint Kitts	325	-	325
Montserrat	90	1	91
Grenade	100	2	102
Saint Vincent	170	1	171
Antigua	390	6	396
Bahamas	275	-	275
Les Iles Caïman	325	-	325
Martinique	1 300	1	1 301
Guyane anglaise	275	1	276
Guadeloupe	950	2	952
Total	22 800	101	22 901

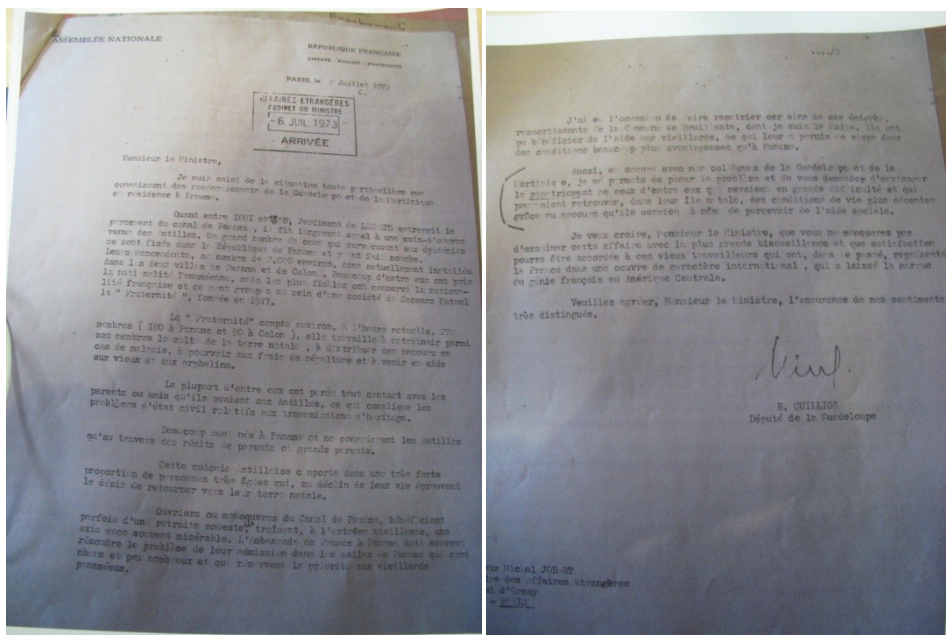
Tableau 3 - Nombre d'Antillais rapatriés de la zone entre 1904 et 1953

Entre 1904 et 1953, le Gouvernement des États-Unis rapatria de la Zone du Canal 22 901 personnes. De ce nombre, 22 320 étaient immigrants antillais²⁰³. Toutefois, des demandes de

²⁰¹ *Ibid.* p. 107.

²⁰² Bureau d'Information publique, Administration de la Zone du Canal, Balboa, 1953.

rapatriements émergeront de nouveau entre 1968 et 1973. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque ainsi que l'Ambassadeur de France s'étaient montrés concernés par la question du rapatriement de descendants des travailleurs franco-antillais du Canal de Panamá. Une lettre du parlementaire guadeloupéen Raymond Guilliod²⁰⁴ adressée au Ministre des Affaires Etrangères, nous fait état de la volonté de rapatriement de nombre d'immigrés franco-antillais en résidence au Panamá²⁰⁵ et des actions mises en place pour faciliter le processus de retour au pays.



Source : Centre des Archives diplomatiques de Nantes. Lettre du parlementaire Raymond Guilliod, député-maire de Bouillante (Guadeloupe). Photo : M-F M.

Monsieur le Ministre,

Je suis saisi de la situation toute particulière que connaissent des ressortissants de la Guadeloupe et de la Martinique en résidence à Panamá. Quand, entre 1880 et 1888, Ferdinand de Lesseps entreprit le percement du Canal de Panamá, il fit largement appel à une main d'œuvre venue des Antilles. Un grand nombre de ceux qui survécurent aux épidémies se sont fixés dans la République de Panamá et y ont fait souche. Leurs descendants au nombre de 2.000 environ, sont actuellement installés dans les deux villes de Panamá et de Colón. Beaucoup d'entre eux ont pris la nationalité panaméenne, mais les plus fidèles ont conservé la nationalité française et se sont groupés au sein d'une société de secours mutuels la « Fraternité », fondée en 1917. La « Fraternité » compte environ, à l'heure actuelle, 270 membres et

²⁰³ Georges W. Westerman, *Los Inmigrantes Antillanos en Panamá*, Panamá, Impresa de la Nación Panameña, 1980, 183 p., p.69.

²⁰⁴ Raymond Guilliod est né à Saint-Claude (Guadeloupe) le 10 novembre 1919. Instituteur, Maire et Conseiller général de Bouillante de 1951 à 1983. Député de la Guadeloupe, de 1973 à 1981. Il décède en novembre 2001.

²⁰⁵ Archives Diplomatiques de Nantes, Assemblée nationale, Lettre de M. R. Guilliod, député de la Guadeloupe à M. Michel Jobert Ministre des Affaires Etrangères, Quai d'Orsay, Paris, 4juillet 1973.

travaille à entretenir le culte de la terre natale, à distribuer des secours en cas de maladie, à pourvoir aux frais de sépulture et venir en aide aux vieux et aux orphelins. La plupart d'entre eux ont perdu tout contact avec les parents ou amis qu'ils avaient aux Antilles, ce qui complique les problèmes d'état civil relatifs aux transmissions d'héritage. Beaucoup sont nés au Panamá et ne connaissent les Antilles qu'au travers des récits de parents et de grands –parents. Cette colonie franco-antillaise comporte donc une très forte proportion de personnes très âgées qui, au déclin de leur vie éprouvent le désir de retourner vers leur île natale. Ouvriers ou manœuvres du Canal de Panamá bénéficient parfois d'une retraite modeste ; ils traînent, à l'extrême vieillesse, une existence souvent misérable. L'Ambassade de France à Panamá doit souvent résoudre le problème de leur admission dans les asiles de Panamá qui sont chers et peu nombreux et qui réservent la priorité aux vieillards panaméens. J'ai eu l'occasion de faire émigrer certains ressortissants de la commune de Bouillante, dont je suis le maire. Ceux-ci ont pu bénéficier de l'aide aux personnes âgées, ce qui leur a permis de vivre dans des conditions beaucoup plus avantageuses qu'à Panamá.

Aussi, en accord avec mes collègues de la Guadeloupe et de la Martinique, je me permets de poser le problème et de vous demander d'envisager le rapatriement de ceux d'entre eux qui seraient en grande difficulté et qui pourraient trouver dans leur île natale, des conditions de vie plus décentes grâce aux secours qu'ils seraient à même de percevoir de l'aide sociale.

Je veux croire, Monsieur le Ministre que vous ne manquerez pas d'examiner cette affaire avec la plus grande bienveillance et que satisfaction pourra être accordée à ces vieux travailleurs qui ont, dans le passé, représenté la France dans une œuvre de caractère international, qui a laissé la marque du génie français en Amérique centrale.

*Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments très distingués.
Raymond Guilliod. Député de la Guadeloupe.*

D'autres voix s'étaient élevées pour appuyer la démarche du parlementaire en faveur du rapatriement aux Antilles Françaises de certains membres âgés de familles ayant émigré au début du siècle à Panamá et à Colón. Entres autres, nous avons relevé la lettre de M. Jacques Foccart qui s'était exprimé en se montrant favorable à l'aide qu'il y avait lieu d'apporter à ces demandeurs au rapatriement²⁰⁶. Dans la lettre qu'il avait adressée à M. le Ministre des Affaires Etrangères, M. Foccart s'était exprimé comme suit :

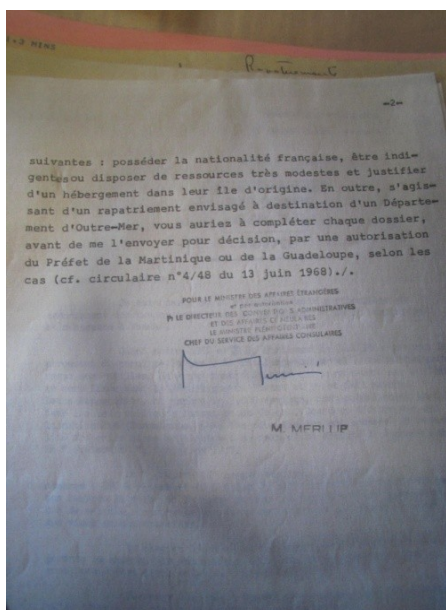
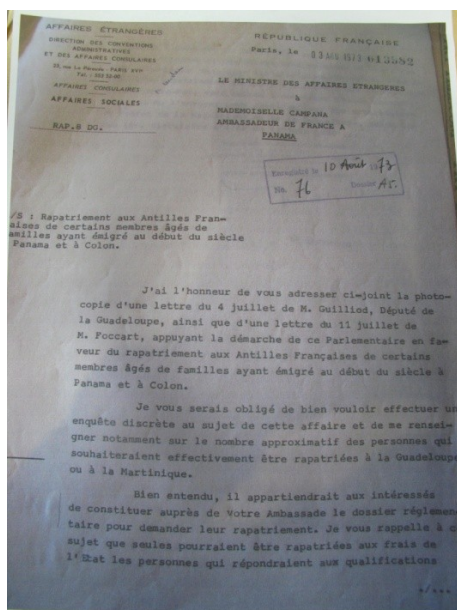
[...]. J'ai demandé à Monsieur Guilliod de préciser, dans toute la mesure du possible, l'ordre de grandeur des familles qui souhaiteraient une mesure de faveur. Le geste du gouvernement qui ferait apparaître la solidarité nationale à l'égard de ces originaires de nos départements serait certainement très apprécié sur place.

²⁰⁶ Archives Diplomatiques de Nantes, lettre de M. Jacques Foccart adressé au Ministre des Affaires Etrangères, réf. N° 400, Paris , 11juillet 1973

Pour ce qui le concerne, Monsieur l'Ambassadeur de France au Panamá, répondait à une demande de son ministre de tutelle qui l'avait déjà interpellé en ces termes, dans une lettre datée du 03 août 1973 :

[...] Je vous serais obligé de bien vouloir effectuer une enquête discrète au sujet de cette affaire et de me renseigner notamment sur le nombre approximatif des personnes qui souhaiteraient effectivement être rapatriées à la Guadeloupe. Bien entendu, il appartiendrait aux intéressés de constituer auprès de votre Ambassade le dossier réglementaire pour demander leur rapatriement. [...] Seules pourraient être rapatriées aux frais de l'Etat les personnes qui répondraient aux qualifications suivantes : posséder la nationalité française, être indigentes ou disposer de ressources très modestes et justifier d'un hébergement dans leur île d'origine. [...] chaque dossier devra être complété, avant de me l'envoyer pour décision, par une autorisation du préfet de la Guadeloupe ou de la Martinique, selon les cas (cf. circulaire n°4/48 du 13 juin 1968).²⁰⁷

(La lettre est signée du ministre plénipotentiaire, chef du service des affaires consulaires). Nous reproduisons une copie de la lettre source²⁰⁸. Photo de la source : M-F. M



Dans une lettre qu'il adressait à M. le Ministre des Affaires Etrangères, que nous trouvons aux Archives de la préfecture de Fort de France, nous pouvons lire les éléments qui confirment leur rapport direct avec ces lettres échangées entre le Ministre des affaires étrangères et l'Ambassade de France au Panamá.

²⁰⁷ Archives départementales de la Martinique, lettre enregistrée le 10 août 1973 sous le N° 76 à la Préfecture de Fort de France.

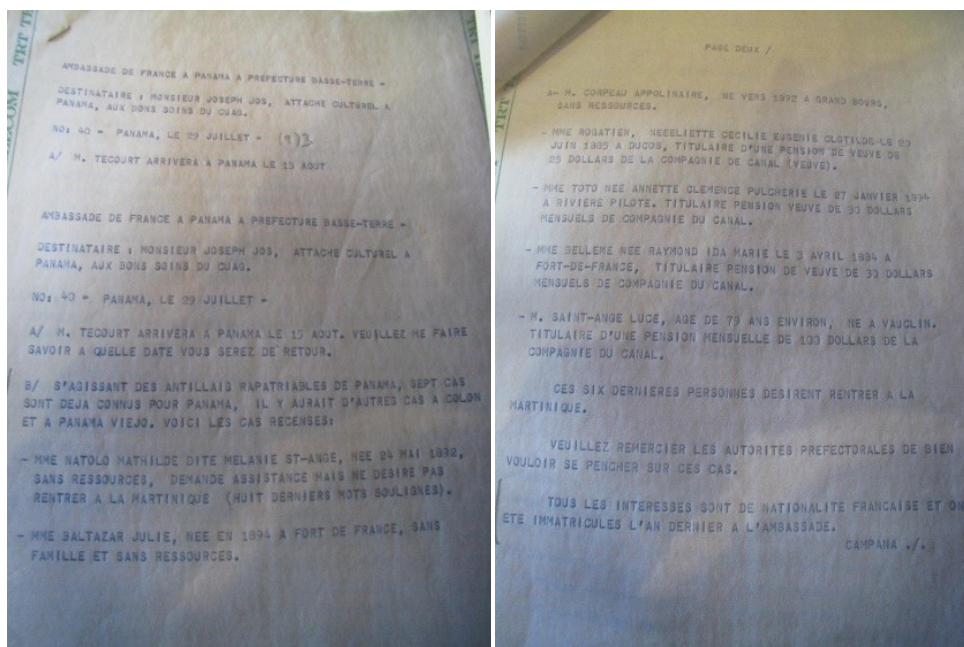
²⁰⁸ Archives Diplomatiques de Nantes, Rapatriement aux Antilles Françaises de certains membres âgés de familles ayant émigré au début du siècle à Panamá et à Colón. Direction des Conventions administratives et des Affaires consulaires. RAP.8.DG.

Une dépêche datée du 29 juillet 1973 atteste bien que des personnes, originaires des Antilles françaises et demeurant au Panamá, avaient sollicité auprès de l'Ambassade leur rapatriement à destination de leur département d'origine. La lettre mentionne les informations suivantes :

S'agissant des Franco-antillais rapatriables de Panamá, sept cas sont déjà connus pour le Panamá, il y aurait d'autres cas à Colón et à Panamá Viejo. Les cas recensés sont les suivants:

- Mme Natolo Mathilde dite Mélanie Saint-Ange, née le 24 mai 1892, sans ressources, demande assistance mais ne désire pas rentrer à la Martinique (huit derniers mots soulignés).
- Mme Balthazar Julie, née en 1894 à Fort de France, sans famille et sans ressource.
- M. Corpeau Apollinaire, né vers 1892 à Grand- Bourg, sans ressource.
- Mme Rogatien cécilie Eugénie Clotilde née le 20 juin 1885. A Ducos, titulaire d'une pension de veuve de 25 dollars de la Compagnie du Canal.
- Mme Toto née Annette Clémence Pulchérie née le 27 janvier 1894 à Rivière pilote. Titulaire pension veuve de 30 dollars mensuels de la Compagnie du Canal.
- M. Saint-Ange Luce, âgé de 79 ans environ, né au Vauclin, titulaire d'une pension mensuelle de 100 dollars de la Compagnie du Canal.

Ces six dernières personnes désirent rentrer à la Martinique. Veuillez remercier les autorités préfectorales de bien vouloir se pencher sur ces cas. Tous les intéressés sont de nationalité française et ont été immatriculés l'an dernier à l'Ambassade.



Source : Dépêche de l'Ambassade de France à Panamá à la Préfecture de Fort de France. Archives de la Préfecture de la Martinique. Photo de la source : M-F Moutou.

Comme on le voit, certaines personnes indigentes rapatriables de Panamá, demandèrent assistance mais, face à des problèmes d'hébergement, rencontrés dans leur pays d'origine, du

fait de se considérer sans famille, celles-ci se retrouvaient contraintes de rester au Panamá. Au total dans cette période, ce ne sont pas moins de 450 personnes qui furent rapatriées dans leurs îles respectives.

B. La croissance antillaise dans les villes terminales

La persistance de la crise entre Panamá et les États-Unis risquait de mettre en cause les intérêts essentiels de ces derniers dans cet important secteur stratégique de la planète. S'il est bien naturel que les États-Unis cherchent à garantir la sécurité d'une voie de communication essentielle pour eux, et à garantir les bases qu'ils y possédaient, peut-être appréciaient-ils mal le danger qu'ils couraient de voir finalement compromis, non seulement leur rôle de leader en Amérique latine, mais leur présence même dans une région jugée, d'après l'État-major nord-américain, comme l'un des points faibles de la défense des États-Unis.

Selon le Bureau du Recensement panaméen²⁰⁹, la population franco-antillaise représente environ 13% de la population civile totale. Elle dépasse ainsi la population chinoise et européenne. Dans la province de Colón, les originaires franco-antillais représentent 15% de la population. Dans la province de Panamá, la population franco-antillaise n'a augmenté que de 6%. On assiste donc à un accroissement de la population d'origine franco-antillaise à Colón et dans les villes environnantes que l'on peut expliquer par un désir de regroupement ethnique, mais aussi par l'accessibilité plus réelle à la propriété. Globalement, les données révèlent une croissance significative dans les provinces principales sur le plan électoral.

C. Disparités au sein de la communauté antillaise

Pour mieux comprendre les implications de cette croissance, il faut analyser d'autres caractéristiques de cette population pour déterminer son degré d'homogénéité. Une grande partie de la population antillaise est d'origine Jamaïcaine. Viennent ensuite les Panaméens d'origine barbadienne puis martiniquaise et guadeloupéenne. Le tableau 4 illustre la distribution par origine de la population panaméenne d'origine antillaise en 2002.

<i>Jamaïcains : 48,2%</i>	<i>Barbadiens : 24,3%</i>
<i>Martiniquais : 10,6%</i>	<i>Guadeloupéens : 6,5%</i>
<i>Sainte-Luciens : 3,9%</i>	<i>Autres Antillais : 6,5% (Îles Caïman, Guyane)</i>

Tableau 4 - Population au Panamá par origine 2002

Outre les différences dues à l'origine nationale (britannique ou française), il existe des différences socio-économiques entre ces groupes. L'une des variables les plus significatives est celle du lieu de naissance. Selon le Bureau du recensement, 3 Antillais sur 5 sont nés au Panamá. Les autres sont nés à l'étranger. Parmi ceux-ci, 83% sont nés en territoire étasunien, dans la Zone du Canal ou aux USA. Les Franco-antillais nés dans la Zone du Canal qui étaient citoyens américains ont été forcés de faire leur choix lorsque les Nord-Américains ont quitté le Panamá, lors de l'annexion du Canal par les Forces Panaméennes.

²⁰⁹ Oficia del Censo de Panamá, marzo de 2002.

Tous ceux qui désiraient vivre au Panamá ont été invités à faire rééditer en espagnol tous leurs documents d'état civil leur permettant de se faire inscrire officiellement sur les registres de l'Administration panaméenne et obtenir ainsi la nationalité panaméenne avec les avantages et privilèges y afférents. Face à ces nouvelles contingences, les natifs de la zone du canal, qui étaient jusqu'alors considérés comme citoyens américains durent régulariser leur situation vis-à-vis du gouvernement panaméen. Ce fut le cas de Jeanice Boswell qui se vit contrainte de modifier ces documents d'état-civil pour devenir panaméenne de plein droit après avoir été Américaine dans la Canal Zone.

Nous intégrons dans notre corpus une copie du document officiel d'état civil de Jeanice Boswell, Panaméenne, née à la maternité de la Canal Zone américaine, District de Panamá, le 22 novembre 1946 et nouvellement inscrite dans le Registre central de l'Etat civil n° 117 du Tribunal électoral de la Province de Panamá, comme l'indique son certificat de naissance établi en date du 7 avril 1972 par la Direction générale du Registre central de l'Etat civil de Panamá. Y figurent les noms de ses ascendants, parents et grands-parents. Le père de Jeanice était George Arturo Boswell lui-même fils de Charles Urah Boswell et d'Hilda Miriam épouse Boswell. Sa mère était Aminta Peart épouse Boswell, elle-même fille de William Cornélius Peart et de Andrea Boyd. De tous ces renseignements exactement formulés, il ne conviendra pas de laisser planer un quelconque doute sur l'identité du récent citoyen panaméen, puisqu'y apparaît un début de sa généalogie, certifiée conforme par le fonctionnaire compétent qui a signé l'acte.

NOTA: El empleo de este formulario ha sido autorizado por Decreto No. 45, de fecha 12 de abril de 1967, expedido por el Tribunal Electoral, con fundamento en el artículo 28 de la Ley 9 de 23 de diciembre de 1964, que adiciona el artículo 955 del Código Fiscal.

REPUBLICA DE PANAMA
IMPORTE
B/ 3.05
\$ 3.05

TRIBUNAL ELECTORAL
REGISTRO CENTRAL DEL ESTADO CIVIL

CERTIFICADO DE NACIMIENTO
LA DIRECCION GENERAL DEL REGISTRO CIVIL

CERTIFICA:

Que en el tomo CIENTO DIECISIETE de Nacimientos de la provincia de PANAMA, a folio TRESCIENTOS NOVENTA partida No. 780, se encuentra inscrito el nacimiento de: JEANICE ELETIA BOSWELL PEART, ocurrido en PANAMA distrito de PANAMA, el día veintidos de noviembre de mil novecientos cuarenta y seis. Es hijo (a) de George Arturo Boswell y de Aminta Peart de Boswell

Abuelos paternos: Charles Urah Boswell e Hilda Miriam de Boswell
Abuelos maternos: William Cornélius Peart y Andrea Boyd

F. dido en Panamá, a los siete días del mes de abril de mil novecientos setenta y dos

Ejecutado por: 
Revisado por:

 
Firma y sello del funcionario competente

Véase advertencia al dorso.

II – De l’immigré franco-antillais au citoyen panaméen

A. Les ressortissants franco-antillais et la politique de Panamá

Pour devenir citoyens panaméens, tous les Franco-antillais en résidence dans la *Canal zone*, nés sur le territoire et qui désiraient rester au Panamá, durent régulariser leur situation administrative aux bureaux de l’immigration. Il leur suffisait de produire leur certificat de travail fourni par l’administration américaine pour se voir délivrer un certificat de naissance par le Tribunal électoral et le Registre central de l’Etat civil du Panamá. Cela signifiait que les immigrants Antillais pouvaient devenir citoyens panaméens, voter et avoir un poids électoral, après avoir été citoyen américain sur le sol panaméen. Tenant compte de ce facteur, le chercheur peut s’intéresser à l’impact électoral potentiel des Franco-antillais dans les Provinces où la population franco-antillaise est fortement concentrée, telle que la province de Colón. Les non citoyens ne peuvent pas voter mais, puisque les immigrants constituent une partie importante de la base démographique de certaines provinces, ils peuvent influencer sur le nombre de circonscriptions créées au sein de ces États.

En un peu plus de trois décennies, de 1880 à 1914, la population franco-antillaise au Panamá a augmenté de façon accélérée, passant de 25 000 à 60 000 habitants. Cette croissance a produit deux effets. Premièrement, les Franco-antillais sont devenus la minorité la plus dense du pays. Deuxièmement, cette population exerce désormais une influence sur la vie politique du Panamá. Preuve irréfutable, la nomination au Poste de Ministre des Travaux Publics du Franco- Antillais Rogelio Dumanoir, lui-même éminent ingénieur, réputé dans son domaine. Cela est dû, en partie, à l’une des caractéristiques les plus originales du système politique panaméen, à savoir que tous ceux qui résident au Panamá – qu’ils soient citoyens ou non, et aussi qu’ils soient non citoyens légaux ou non – influencent le système électoral à travers le processus de découpage des circonscriptions. Cela leur permet d’avoir un ordre du jour politique, social et économique. En ce qui concerne les citoyens Antillais qui ont le droit de vote, il conviendra ici d’examiner leurs préoccupations et leurs préférences politiques et électORAles. Nous nous attacherons, en conséquence, à examiner ces deux questions.

Dans la première partie de cette réflexion, nous décrirons les caractéristiques démographiques essentielles de la population franco-antillaise en les confrontant à celles des non-Antillais. La deuxième partie de l’étude portera sur les préoccupations politiques et les préférences partisans des Franco-antillais, ceci afin de mieux préciser dans quelle mesure les identifications ethniques affectent leur choix.

B. Les préoccupations des Franco-antillais du Panamá

Sans sécurité d’emploi, la confiance, en soi et en l’avenir, s’effrite peu à peu. Dans un premier temps, les Panaméens d’origine franco-antillaise sont préoccupés par la conjoncture économique en général, les allocations sociales, le chômage. En second lieu, les Guadeloupéens et Martiniquais, citoyens panaméens, s’intéressent à la réforme de l’Assurance médicale et à l’Education. Contrairement à ce que l’on croit souvent, les Franco-antillais nés au Panamá, ne montrent pas un intérêt marqué pour des questions antillaises. Les questions sur l’économie, la

santé et l'éducation occupent les trois premières places parmi les préoccupations des Franco-antillais du Panamá. Ces questions constituent le problème principal, d'après les Franco-antillais du Panamá, que le Gouvernement doit s'efforcer de résoudre :

<i>Santé et médecine</i>	<i>Questions économiques : allocations sociales, chômage.</i>
<i>Politiques : Défense, aide étrangère.</i>	<i>Questions de criminalité : drogue, violence.</i>
<i>Divers : retraites, impôts.</i>	<i>Questions spécifiques aux Antillais.</i>

Tableau 5 - Les préoccupations des Franco-antillais du Panamá

Nous avons également noté que les Franco-antillais nés au Panamá ont les mêmes préoccupations à propos de la santé, les questions économiques et scolaires. Les Franco-antillais du Panamá expriment des différences à propos de ce que l'on appelle les « valeurs sociétales », tout ce qui touche à la famille, la sexualité, la reproduction. La vaste majorité des Franco-antillais du Panamá pense que l'avortement et les relations sexuelles entre deux adultes de même sexe sont inacceptables. Cependant, plus de la moitié des Franco-antillais pensent que le fait d'avoir des enfants sans être mariés, ou en étant divorcés, est acceptable. Ces réponses suggèrent qu'ils sont assez conservateurs sur ces questions sociales.

Les préoccupations des Franco-antillais varient en fonction des changements de la conjoncture. Lorsque la conjoncture économique est défavorable ou lorsqu'une politique publique locale ou d'État affecte les Franco-antillais directement à cause de leur statut socio-économique, leurs préférences politiques peuvent changer. Les priorités politiques des Franco-antillais varient selon le contexte national, local, social ou politique et économique. Les Franco-antillais ne fondent pas leurs décisions de vote sur des critères ethniques, mais fondamentalement sur des questions qui traversent la société panaméenne dans son ensemble, par exemple l'Éducation et – nous l'avons dit – l'assurance médicale. Certains candidats auront la préférence des électeurs Antillais parce qu'ils partagent les préoccupations des Franco-antillais et non parce qu'ils ont les mêmes origines ethniques. Il ne s'agit pas pour autant de dire que l'ethnicité ne joue aucun rôle dans la détermination du vote : l'ethnicité et les préoccupations politiques se mêlent mais les affinités partisans atténuent les effets de l'ethnicité sur les décisions de vote. Les Franco-antillais étaient déjà au premier plan des débats politiques lors des cycles électoraux passés, à cause de l'augmentation du nombre d'électeurs inscrits et de candidats aux postes électifs dans des régions de forte concentration géographique franco-antillaise comme la Province de Colón. Plus récemment, le débat a porté sur le potentiel de cet électorat pour déterminer le résultat de l'élection présidentielle de 2004 qui a vu le triomphe de Martin Torrijos, fils de l'ancien dictateur Omar Torrijos²¹⁰ au pouvoir de 1968 à 1981 ; le Parti Révolutionnaire démocratique (PRD) revenait sur le devant de la scène.

Le groupe des Franco-antillais pourraient devenir un vote déterminant dans la province de Colón où les électeurs sont nombreux. Pour cela, il faudrait que les élections en question

²¹⁰ Cf Annexe IV – Chapitre 4.II.B: Ancien dictateur Omar Torrijos et son fils Martin, Président de la République de Panama; photo MFM

soient serrées, que les élites franco-antillaises restent unies afin de promouvoir un ordre du jour politique commun et enfin qu'il y ait un effort de mobilisation considérable pour faire de la communauté franco-antillaise une force électorale significative. L'influence franco-antillaise sur les élections présidentielles a été mitigée en termes de détermination exercée sur le scrutin. Nous avons tenté une analyse de l'influence des Franco-antillais dans les quatre élections présidentielles de 1988 à 2000. Il existe 4 scénarios possibles dans lesquels l'influence franco-antillaise peut jouer un rôle :

Scénario n°1 : il n'y a aucune influence franco-antillaise déterminante lorsque la marge de victoire de l'élu est plus grande que le vote antillais.

Scénario n°2 : le résultat changerait s'il n'y avait aucun vote antillais ; situation purement hypothétique.

Scénario n°3 : représente la situation, tout aussi improbable, d'une absence de vote antillais pour le vainqueur, où les Franco-antillais votent pour le candidat qui arrive en deuxième position.

Scénario n°4 : l'élection est serrée et les Franco-antillais votent pour le vainqueur.

Toutefois, les Franco-antillais représentent environ 13% de la population totale et 7% de la population en âge de voter. Il reste que la possibilité pour l'électorat antillais d'influencer le résultat d'une élection s'est accrue et qu'elle pourrait même être déterminante, dans le cas d'élections serrées dans certaines provinces et notamment celles de Colón et de Panamá²¹¹.

Pour conclure, nous avons démontré que les Franco-antillais ne constituent pas, en matière politique, un bloc homogène. Les différences significatives au sein de la population franco-antillaise, la variable du lieu de naissance, permettent de remettre dans son contexte les perspectives sociales et économiques des Franco-antillais et d'expliquer, dans une certaine mesure, leurs préférences en matière politique et partisane. Depuis quelques décennies, la partie de la population panaméenne d'origine franco-antillaise connaît une croissance et avec cette croissance, le vote antillais est devenu un facteur important, notamment dans la province de Colón. Les acteurs politiques en sont de plus en plus convaincus. Cependant, nous nous garderons d'attribuer ces préférences à un facteur ethnique, puisque les préoccupations politiques des Franco-antillais sont en grande partie les mêmes que l'on trouve dans la société panaméenne en général. Les préoccupations d'ordre ethnique existent mais elles sont arbitrées par des affinités partisans. Bien que la population franco-antillaise ait augmenté, il faut être prudent quand on évalue l'impact du vote antillais. Premièrement, le taux de participation des Franco-antillais est plus bas, comparé aux autres groupes. Contre toute attente, on a observé une nette augmentation depuis deux décennies. En second lieu, il est fort possible que dans les années à venir, le vote antillais se révèle déterminant étant donné les affinités partisans confirmées et les conditions nécessaires pour que leur vote le devienne.

La croissance de la population franco-antillaise se traduit sensiblement par plus de mobilisation ou de participations électorales. Les Franco-antillais, Guadeloupéens et Martiniquais, entre autres, affirment peu à peu leur influence politique. Ils attendent du gouvernement que leurs intérêts soient davantage pris en compte. Seul le temps dira comment cette partie importante de la population franco-antillaise pourra influencer, massivement et de

²¹¹ Bureau central du recensement de Panamá. 2007.

façon directe, les résultats électoraux. Il semblerait que la tendance penche en ce sens. Les leaders politiques devront faire un important effort de mobilisation, nécessaire pour augmenter de façon significative la participation électorale des citoyens panaméens d'origine franco-antillaise. Cependant, tout laisse à penser que, dans les années à venir, l'impact de l'électorat antillais sera encore plus conséquent confirmant, ainsi, sa participation active au déploiement démocratique dans la politique du gouvernement.

C. Les préférences politiques et électorales des Panaméens d'origine franco-antillaise

Puisque la croissance marquée de la population franco-antillaise, ces dernières années, semble avoir un effet significatif sur la vie politique du Panamá, et étant donné l'attention que suscite l'électorat antillais, il est important de connaître les préférences des Franco-antillais en matière politique et électorale. La question centrale est de savoir dans quelle mesure les préférences des Franco-antillais résultent de la solidarité ethnique et dans quelle mesure leurs valeurs sont, au contraire, fondamentalement les mêmes que dans la société environnante. Selon le Bureau de Recensement, 69,6% des Franco-antillais de 18 ans ou plus, sont citoyens du Panamá et sont inscrits sur les listes électorales. Le pourcentage d'inscriptions des Franco-antillais sur les listes électorales est plus élevé à Colón car la population franco-antillaise, nous l'avons dit, y est plus fortement concentrée. En matière de préférences politiques et partisans, il semble que les démocrates sont plus sensibles aux intérêts des Franco-antillais que les républicains. Il apparaît également que les efforts des républicains pour attirer le vote antillais commencent à être couronnés de succès.

Les Franco-antillais nés au Panamá sont principalement préoccupés par des mesures économiques. De fait, depuis la rétrocession du Canal, beaucoup de ces Franco-antillais qui avaient toujours travaillé dans la Canal Zone se sont retrouvés sans emploi, obligés de se trouver une nouvelle situation. Certains n'ont pu trouver que des emplois précaires. Tous regrettent amèrement le départ des Nord-Américains et se sentent laissés pour compte, lésés, du fait de la précarité de leur situation économique. Sur les questions économiques, ils sont beaucoup plus libéraux et se prononcent en faveur des interventions étatiques qui favorisent l'égalité des chances. « Libéralisme » et « interventionnisme » sont contradictoires. Lors des périodes électorales, ces attitudes influencent la manière dont les électeurs antillais décident quels candidats ils vont soutenir. Plus de 40% des Franco-antillais désignent l'Éducation comme la question la plus déterminante pour leur vote. La deuxième priorité, c'est la situation économique, mais ils s'intéressent autant aux questions de santé et des soins médicaux dans leur choix de vote.

Ceux qui travaillaient dans la zone et qui n'avaient pas atteint l'âge de la retraite ont dû accepter une mutation contrainte et forcée aux U.S.A. pour obtenir, par leur travail, leur compte d'années de service. L'État panaméen ne prenait pas en compte les années de service accomplis par ces nouveaux citoyens dans la Zone du Canal, pour les droits à la retraite. Leur départ et donc un nouvel exil forcé aux États-Unis d'Amérique étaient rendus indispensables, de ce fait. Revenus au Panamá avec leurs pensions de retraites bien acquises, ces nouveaux Panaméens étaient conduits, pour être intégrés à la population, d'entamer toutes les démarches nécessaires à leur intégration. Il est bien évident que la Zone du Canal étant de fait, un État américain dans l'État panaméen, les Franco-antillais qui y vivaient étaient considérés

comme des Américains, vivant sous Administration américaine et ne connaissant que la mentalité américaine.

Pour ceux-ci, devenus Panaméens, après la rétrocession du Canal, l'intégration dans le tissu social panaméen s'est trouvée doublement difficile. Les Antillais anglophones ont dû s'adapter et apprendre réellement à parler espagnol, langue qui n'était nullement usitée dans la zone ; leur langue étant celle des américains, ils n'avaient pas de raison de s'efforcer à l'apprentissage de l'espagnol. Aujourd'hui encore, quand on s'adresse en espagnol à certains Antillais nés au Panamá mais dans la Zone du Canal, ceux-ci ont toutes les peines du monde à répondre de manière fluide à leur interlocuteur et entretenir une conversation sans passer naturellement à leur langue d'origine, l'anglais.

Il n'en est heureusement pas de même pour le Panaméen Franco-Antillais. Du fait que sa langue n'était pas usitée dans la Zone du Canal, celui-ci a, de facto, appris à communiquer en anglais. Les Franco-Antillais s'expriment indifféremment en anglais, français (parlé peu au sein de la communauté) espagnol par obligation pour comprendre les autochtones avec lesquels il y a des alliances fréquentes, pour maîtriser les us et coutumes du pays et aussi le créole pour perpétuer la langue de leurs ancêtres. Nous considérons le cas de Leonardo Sidnez, Panaméen de naissance, d'origine franco-antillaise qui parle la langue de son pays ainsi que le créole transmis par sa grand-mère Camille et qui enseigne l'anglais à l'Université de Panamá. Dans ces communautés antillaises, on ne s'étonne guère, en prêtant bien l'oreille, d'entendre parler le créole à base française et le créole à base anglaise, parlé par les Jamaïquains, Barbadiens, Saint-Luciens pour maintenir un lien affectif avec leur pays d'origine et une cohésion au groupe communautaire qui est le leur. Les citoyens panaméens d'origine franco-antillaise, qui ont toujours vécu en dehors de la Zone sont mieux intégrés dans la société panaméenne que leurs compatriotes qui, eux, n'ont connu que la Zone du Canal gouvernée par les Américains.

Les Franco-antillais au Panamá sont des citoyens : plus de 90% de ceux-ci vivent dans des centres urbains, ou près de ces centres. Ils se concentrent dans les zones citadines parce qu'ils y ont plus de chance d'y trouver un emploi. Les Franco-antillais qui ont un travail sont concentrés dans des emplois à bas salaires. Presque la moitié des Franco-antillais sont employés dans les services ou en tant qu'ouvriers (43%). Seuls 18% exercent des fonctions de cadres ou de professions libérales. Ceci explique pourquoi 28% des salariés antillais à temps complet gagnent entre \$ 35 000 et \$ 50 000 et aussi que seuls 14% gagnent \$ 50 000 et plus.

<i>Origine</i>	<i>Proportion</i>
<i>Guadeloupéens</i>	<i>24%</i>
<i>Martiniquais</i>	<i>28%</i>
<i>Barbadiens</i>	<i>34%</i>
<i>Jamaïcains</i>	<i>36%</i>
<i>Sainte-Luciens</i>	<i>26%</i>
<i>Autres Antillais</i>	<i>33%</i>

Tableau 6 - Salaire à temps complet des Antillais qui gagnent au moins 35000\$ par origine nationale, 2002.

Ce schéma révèle une différence bien marquée entre individus d'origines nationales différentes. On observe que les personnes d'origine française constituent le groupe ayant le moins de chance de gagner plus de \$ 35 000, tandis que les Barbadiens et Jamaïcains sont ceux

qui ont le plus de chance de gagner une telle somme. En tant que citoyen Panaméens, les Jamaïcains ont un accès aux emplois bien rémunérés plus aisés que les Guadeloupéens ou les Sainte-Luciens qui comptent dans leurs rangs beaucoup de non citoyens.

Les Jamaïcains doivent leurs revenus relativement élevés à un capital social et éducatif supérieur. Le taux de chômage est, de ce fait, moins élevé dans leur communauté. Plus d'un tiers de la population franco-antillaise a moins de 18 ans et n'est pas encore pleinement intégré dans la vie active. En termes d'acquis scolaires, 57% de la population franco-antillaise n'ont pas de diplômes secondaires, 27% n'ont pas dépassé la première année du High School (le 9^e grade équivalent à la classe de Troisième en France) et seulement 11,1% possèdent un diplôme universitaire. Les acquis scolaires varient selon l'origine nationale. Au Panamá, 59% des Guadeloupéens possèdent un diplôme secondaire, 60% des Martiniquais, contre 70% des Jamaïcains et 67% des Barbadiens. On comprendra mieux la portée de ces données si l'on fait remarquer que d'ici 2050, la population franco-antillaise devrait représenter presque 25% de la population nationale de Panamá. On le voit, la population franco-antillaise est loin d'être homogène, même si la plupart de ses membres ont en commun de faibles acquis scolaires et un statut socio-économique modeste. Ces caractéristiques ont des conséquences politico-électorales qu'il conviendra d'analyser, afin de déterminer dans quelle mesure les Franco-antillais peuvent, à tous les échelons du système, jouer un rôle politique important dans les années à venir.

III – Vers une unité panaméenne

A. Recensement des forces vives face à la mondialisation

De manière générale, une vision assez limitée empêche les immigrés antillais d'agir de manière unie dans les affaires de l'Isthme. La diversité idéologique et la subdivision des chefs de parti, le nombre important de dirigeants induisent une variété évidente de points de vue philosophiques, régionaux et politiques. Aucun individu ou organisation, quelle qu'elle soit, n'irait prendre la parole et s'exprimer au nom de tous les Franco-antillais résidents, lorsque ceux-ci sont représentés par une cohorte de leaders, tous de bords différents. Ainsi, leur force collective, diluée naturellement en de multiples directions, il leur était bien difficile de former une cohésion suffisante et nécessaire à une autodéfense effective. Sur cette question, un éditeur avait alors avancé quelques commentaires²¹² :

Aun cuando los Antillanos pertenecían a la misma raza u origen y pese al hecho de que vivían bajo las mismas condiciones en Panamá, ellos nunca pudieron tener éxito en combinar sus fuerzas miras al bienestar de toda la colonia.

Par moment, quelques leaders s'efforcèrent de canaliser le mécontentement social dans une seule et même organisation et dans la même direction, à seule fin de mener à bien un

²¹² *The Panamá American*, Albert E. Bell, 1927.

programme positif d'action qui conduise au succès d'objectifs communs. Mais on avait beau se fixer des buts innovants, se limiter à des objectifs précis, à cause du mécontentement et de l'insatisfaction de ce groupe, il fut visiblement impossible de mobiliser ses membres afin de les enjoinde à constituer une seule organisation. Même le mouvement de Marcus Garvey, qui prônait l'idée majeure d'une conscience d'ethnie tout en surélevant des sentiments nationalistes, échoua pour avoir voulu unifier le groupe sous un seul commandement tendant à l'épanouissement des Franco-antillais, toutes origines confondues. Nonobstant ces nobles intentions, l'on vit se former quelques organisations qui n'avaient pour seul objectif que celui d'unifier la communauté franco-antillaise afin de concevoir l'idéal d'un bien être commun.

Peu importait la durée de vie de ces organisations, qu'elles aient été permanentes ou éphémères, celles-ci ont su exposer avec vigueur les conditions défavorables auxquelles furent soumis les immigrés antillais, dans leur ensemble, et ainsi, elles purent mettre en exergue leurs désirs et leurs aspirations. Quoi qu'il en soit, toutes les organisations n'avaient qu'un seul et même but : la lutte permanente pour la protection des droits des immigrés antillais, peu importait le climat d'hostilité qui les entourait.

B. Appel à l'unité panaméenne

A certains moments, sont réapparus des cas délictueux de racisme dirigé contre des groupes spécifiques de la société panaméenne ; cela étant dû à des considérations ethniques ou raciales. Heureusement, il s'est toujours trouvé un groupe de Panaméens, prêts à s'élever de manière catégorique contre tous types de discrimination raciale et à démontrer son infatigable et constante impulsion à éliminer ces calamités qui amputent certains peuples de leurs droits humains. Cette attitude humanitaire en faveur des immigrants s'initia, en pratique, sous les auspices du D^r Carlos A. Mendoza, combatif mulâtre, leader politique du Parti Libéral que l'on connaît sous le nom de Père de l'Acte d'Indépendance de Panamá et de son troisième Président Constitutionnel. S'informant, en 1956, sur le projet antidiscriminatoire que lui présentait la Commission législative spéciale de l'Assemblée Nationale, il proclama la disposition suivante :

*Il n'existe peut-être pas beaucoup d'enregistrements de cas discriminatoires visibles au Panamá comme c'est le cas actuellement... Notre Commission considère de façon impérative que nous qui représentons le peuple panaméen, nous devrions condamner, et de façon catégorique, ces actes discriminatoires qui ont été rejetés unanimement par notre communauté.*²¹³

Cette mesure, qui fut introduite dans la Loi n° 56, interdisait les préjugés raciaux sur le territoire de la République et servit à renforcer l'Article 21 de la Constitution Nationale de 1946, qui stipulait :

Article 21 :

²¹³ Asamblea Nacional, Comisión legislativa, *Informe anual*, enero 31 de 1956.

Les Panaméens et les étrangers sont tous égaux devant la Loi. Il n'y aura ni avantages, ni privilèges personnels, ni discrimination pour raison d'ethnie, de naissance, de classe sociale, de sexe, de religions ou d'idées politiques, mais la Loi pourra, pour des raisons de salubrité, de moralité, de sécurité publique et d'économie nationale, subordonner sous des conditions spéciales ou refuser l'exercice de certaines activités aux étrangers, en général. La Loi ou les Autorités, selon le cas, pourront également prendre des mesures qui affectent exclusivement les nationaux de pays déterminés en cas de guerre ou en accord avec ce qui s'établirait sous traités publics.

Cette Loi fut mise en vigueur à un moment de l'histoire panaméenne où les incidents discriminatoires revêtaient les caractéristiques de la peste dans la ville capitale et menaçaient de prendre la forme de sérieux conflits raciaux si on ne leur apportait de solution immédiate. Dans un cas spécifique, le Révérend William Armstrong, un Anglais de confession méthodiste du Panamá, portait à la connaissance d'Ernesto de la Guardia Junior²¹⁴, l'expérience humiliante de trois éducateurs Antillais qui se trouvaient dans un restaurant de la ville de Panamá, alors que ces trois personnes étaient clients de l'hôtel Tivoli, dans la Zone du Canal où, à cette époque, on n'admettait pas des invités qui ne fussent pas blancs.

Dans une lettre écrite en 1956, dans laquelle Ernesto de la Guardia dénonçait l'acte antisocial, le leader politique panaméen, Directeur du Monde Graphique, et Président de la République de 1956 à 1960, soutenait :

*Dans ce monde où tous les efforts se font pour exalter les valeurs humaines et pour élever le précepte du respect inviolable de la dignité de l'individu, je ne peux comprendre pour quelle raison l'on devrait insulter ou dénigrer un individu à cause des circonstances qui le firent naître, pour la couleur de sa peau ou pour sa condition sociale. [...] Comme il convient, je m'adresse à vous pour que vous abandonniez les pratiques auxquelles j'ai fait référence et pour que vous fassiez voter les lois dans lesquelles on ne tolère aucune discrimination.*²¹⁵

Deux prestigieux leaders politiques condamnèrent, en 1955, la discrimination basée sur des motifs ethniques ou un autre type de préjudice, dans les termes suivants :

*Quand on érige des barrières pour des motifs ethniques, de religion, ou de condition sociale, nous détruisons notre sécurité économique et mettons en danger notre stabilité politique. La discrimination, quelle qu'elle soit, est destructrice et ne peut être tolérée.*²¹⁶

Et dans le même sens, Francisco Arias Paredes alléguait en ces termes :

²¹⁴ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op. cit.* p. 224

²¹⁵ The Panamá tribune, *The passing Review*, 12 February of 1956.

²¹⁶ Domingo Diaz Arosemena, Ex-Président, *The Nation*, 30 décembre 1955.

*Panamá ne peut permettre d'alimenter des préjudices contre des communautés, puisque ce pays a besoin des capacités et des habiletés de tous les groupes pour enrichir son propre futur. Le préjudice génère la désunion et l'on doit le combattre partout où il osera apparaître. Tous ceux qui vivent parmi nous doivent jouir pleinement de la démocratie.*²¹⁷

Il est important de souligner que dans la lutte en faveur de la tolérance religieuse et de la solidarité nationale, le pays ait pu compter sur des conquérants de la liberté tels que : Les Présidents Carlos A. Mendoza, Harmodios Arias Madrid²¹⁸, Domingo Díaz Arosemena, Juan Demóstenes Arosemena, José Antonio Ramón Cantera²¹⁹, Ricardo Arias Espinosa, Ernesto de la Guardia fils, Roberto F. Chiari²²⁰. On a pu compter sur les voix de Monseigneur Tomás Clavel, Archevêque de Panamá et de son successeur Monseigneur Marcos G. McGrath ; Les Députés Juan de Arco Galindo, José D. Bazán, Víctor Navas, Dr. Jorge E. Illueca²²¹, Max Heurtemette, Alfredo Alemán fils, Eric Delvalle, Ernesto Estenoz, Moisés Menéndez Meir, Juan B. Arias ;

Des Ministres d'État tels que Jephta B. Duncan²²², Francisco Arias Paredes, José Daniel Crespo²²³, Alfredo Alemán, Samuel Lewis ; des juristes de la catégorie de José Dolores Moscotte, Felipe Juan Escobar ; Felipe O. Pérez et Pedro N. Rhodes ; également des journalistes célèbres tels que Gil Colunje, Domingo H. Turner, Rubén D. Carles, Manuel María Valdés ; Arquímedes Fernández, Ernesto Enrique Argote, Eduardo Ritter Aislán, José Agustín Cajar Escala, Mario Agustino Rodríguez, Jorge E. Ramírez, Camilo O. Pérez, Ramón Pereira, Jorge Prosperi, Luis Restrepo, Guillermo R. Valdés et beaucoup d'autres.²²⁴ Le fait que les Franco-antillais aient été circonscrits en résidences isolées parmi les autres groupes qui peuplaient la Zone du Canal et qu'ils aient été tenus à l'écart dans certaines aires des villes terminales de Panamá et de Colón, qu'on leur ait imposé des relations restreintes avec les autochtones, exprime que soit rendue si difficile la cohésion tant espérée par les défenseurs de la liberté.

L'antagonisme entre les Franco-antillais et les Panaméens d'origine se comprenait non seulement dans une réalité ethnique illogique, mais surtout comme une question de dissimilitude de type social et culturel. De ce fait, il était logique d'admettre que le problème de l'absorption ou de l'intégration du Noir antillais ne découlait pas d'une simple évidence. Cette intégration ne pouvait être comprise à l'intérieur des normes communes culturelles et sociales de la nation panaméenne si le groupe constitué par les Caraïbéens ne parvenait à s'incorporer aux procédés, aux opportunités, facilités et questions similaires de types civique et gouvernemental avant que naisse l'idée que l'Antillais n'était pas culturellement assimilable. Il est sans doute évident que les différences entre l'héritage culturel et les antécédents sociaux tendent à accentuer les conflits entre les différents groupes. Cependant, on peut espérer

²¹⁷ Francisco Arias Paredes, Leader politique, *The Nation*, 30 décembre 1955.

²¹⁸ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op. cit.* p. 319

²¹⁹ Ibid. p. 205

²²⁰ Ibid. p. 229.

²²¹ Ibid. p. 265.

²²² Ibid. p.158 II

²²³ Ibid. p. 206.

²²⁴ Georges W. Westerman, *Op.cit.* p.105.

qu'avec le temps, l'on voit disparaître ces antipathies si d'autres facteurs, encore plus insidieux, ne viennent perturber le processus de développement de la culture hispanique.

Le Docteur Haszel Klepfisz observe que depuis les premières périodes de son histoire, Panamá a été habité et fréquenté par des citoyens du monde entier. Pays cosmopolite, il s'est toujours ouvert à toutes les civilisations, à toutes les coutumes. C'est donc cette disposition d'esprit qui fait le Panamá d'aujourd'hui, malgré les divergences de toutes sortes et les récurrentes incompréhensions. Ce cosmopolitisme s'est observé sous l'angle de la structure de sa population composée d'ethnies, de cultures et de métissages divers, ceci, dû essentiellement au brassage des couleurs. Ces éléments s'étaient établis principalement dans l'Isthme de Panamá à cause de sa position centrale dans l'Amérique latine. Le Directeur de l'Institut Alberto Einstein confirme que Panamá a toujours été un pays doté d'une grande tolérance religieuse ajouté à un sens libéral aigu.²²⁵

C. Travailler pour l'essor de la Nation panaméenne

Panamá avançait inéluctablement vers son devenir. Le pays allait connaître une amélioration et un enrichissement du fait de ce bouillonnement ethnique qui s'exprimait à travers l'acceptation dans les strates de sa société des éléments antillais qui participaient énergiquement à son développement. La procédure d'acceptation de fusion ethnique ne diffère guère des procédures classiques connues dans le monde. De ce fait, Panamá dut procéder à une réforme de sa Constitution pour permettre à l'immigré venu des Antilles de se définir résolument comme citoyen panaméen. Aujourd'hui, des enseignants panaméens d'origine franco-antillaise participent au débat institutionnel et revendiquent le droit d'apporter leur concours à la réussite scolaire de la nouvelle génération. Ils sont directeurs d'écoles, principaux de collèges, principaux de lycées et professeurs des Universités.

Ces enseignants cadres dirigeants aident à colmater les violences latentes de la société panaméenne. Ils apprennent aux jeunes l'effort, le travail, l'école républicaine. Ils font le sacrifice suprême de faire savoir à leurs élèves que l'identité n'est pas innée, elle est acquise. Les enfants ont, chevillés au corps, l'amour du Panamá, en tant que nation, mais ils doivent aussi assumer leur double identité au regard de leur pays d'origine. Ces enseignants apprennent à leurs disciples à se positionner eux aussi dans la transmission des valeurs. La diversité est une affaire de longue date au Panamá. Tous les Panaméens doivent intégrer l'image de la diversité au sein de la nation panaméenne. Leur existence en tant que cadres supérieurs leur confère le droit de parler au nom de leur communauté. Les Panaméens dans leur ensemble assument la présence africaine au Panamá et leur métissage par la compréhension de la présence massive du Noir, toutes origines confondues, dans le pays, ce que nous confirme l'ancien Ambassadeur de Panamá en France, Omar Jaén Suarez :

Se trató en nuestro país y en su conjunto la cuestión de la masiva presencia del continente negro entre nosotros, para contribuir a comprender mejor la historia e identidad de un pueblo fundamentalmente mestizo. Después, Tomás Arias de Para

²²⁵ Haszel Klepfisz, *Entrevista*, Corresponsales Extranjeros, Instituto Alberto Einstein, diciembre de 1978.

*publicó el resultado de una gran investigación de ADN sobre nuestro origen que arroja que el panameño promedio tiene 38% de genes indígenas, 33% africanos y 31% europeos. Concluimos fácilmente que una inmensa mayoría de los panameños puede reclamar tres orígenes raciales y, en consecuencia, culturales. El asunto sería, en realidad para cada persona, de dosificación*²²⁶

Les enseignants d'origine franco-antillais aident à lever le voile sur ces questions et mieux faire comprendre ces stratégies communes afin de se réconcilier entre ethnies différentes. Ils ont un intérêt commun à la stabilité de la région. Pour pacifier, il faut apaiser et pour apaiser, il faut satisfaire. Ce n'est pas une idéologie de l'extrême. Pour se construire, une nation a besoin de sa jeunesse, mais une jeunesse pacifiée. Les enseignants ne se contentent pas de suivre, ils essaient de trouver des chemins afin de développer le pays. Ils ajustent les effectifs aux objectifs. Ils assurent la coordination des moyens et parlent d'une même voix avec le gouvernement panaméen. Ils ont la feuille de route du gouvernement qui leur permet de fermer la porte à l'ignorance, à la haine, à l'intolérance, à l'échec scolaire.

Au contraire, les Panaméens d'origine franco-antillaise participent à l'essor de la Nation par la réussite scolaire, laquelle semble générer la réussite sociale. Ils se fixent des objectifs et avancent concrètement vers ces objectifs. Lorsque le gouvernement change de stratégie, ces enseignants se donnent le droit d'en débattre avec un objectif toujours clair, celui de stabiliser cette région du monde par le rôle que peuvent jouer la connaissance et les savoirs en gardant à l'esprit que chaque panaméen doit prendre son destin en main. C'est le signe qu'une nation est capable d'affronter les débats en sachant se rassembler sur l'essentiel. L'on comprend lors la contribution des enseignants dans cette nouvelle donne. L'aide apportée aux parents d'élèves, aux jeunes filles, la lutte contre l'alcoolisme des jeunes, contre la toxicomanie nuisible pour l'individu et pour la société ; autant de stratégies actives qui feront honneur au Panamá et lui permettront de poursuivre son développement avec tous ses citoyens réunis.

²²⁶ Omar Jaén Suarez, *Punto de vista, de etnias... y otros demonios*, Paris, Ambassade de Panamá en France, 1980, p. 1.

CHAPITRE VI : UNE MUTUALISATION FONDEE SUR L'ENTRAIDE

I – Les activités de *Fraternité*

A. *La Société française de Secours Mutuels*

Texte 2 - Lettre du président de la société annonçant le décès d'un Panaméen originaire des Antilles (cf. annexe 1)

Dans ce chapitre, nous verrons comment les Franco-antillais les plus favorisés ont su créer une synergie communautaire afin de permettre aux plus démunis de garder la tête émergée dans une société qui n'était encore pas prête à leur fournir les matériaux nécessaires à leur plein épanouissement. Les Franco-antillais au Panamá ont su se solidariser lorsque certains de leurs membres présentaient une difficulté particulière. Ils ont développé des valeurs fondées sur l'entraide en déployant des trésors d'imagination destinés à vaincre l'hostilité des autochtones. L'objectif avoué de toute cette stratégie étant l'unité ethnique panaméenne fondée sur des valeurs de paix et de solidarité. Pour clore ce chapitre, nous avons mis en écho les voix des Franco-antillais pris dans leur milieu de vie face à celles de ces descendants des travailleurs devenus, volontairement ou malgré eux, citoyens panaméens. L'objectif de cette enquête étant de déterminer la valeur de leurs implications à la cause commune dans un esprit de mutualisation.

Les Guadeloupéens et Martiniquais au Panamá menaient une existence en vase clos due à un handicap de taille : la barrière de la langue. Les autres Antillais, ceux de la Jamaïque, Barbade, Sainte Lucie étaient anglophones et protestants et usaient de la même langue que les Américains. Parler anglais dans la zone du Canal était, de fait, un privilège. Aussi, la communauté d'origine antillaise, francophone, s'en trouvait isolée. Pour autant, la langue et la religion constituaient des obstacles à la communication. Les Franco-antillais comprirent alors la nécessité de se regrouper en association et fondèrent en 1917 une Société de Secours Mutuels qu'ils nommèrent *La Fraternité*. Cette société est peu à peu devenue un véritable centre de maintien du français au sein du groupe dans lequel les membres les plus âgés, conscients du fait qu'en raison même de l'effort nécessaire de l'adaptation au milieu panaméen de langue espagnole, et du travail dans la Zone du Canal de langue américaine, l'usage du français irait en diminuant parmi les jeunes générations. Ainsi, au sein de cette société, ils tentèrent de maintenir un reflet vivant de la France en dispensant des cours de français, en écoutant des disques de musique française, en projetant des films français. De fait, ils eurent la possibilité de se retrouver, de parler créole et français, d'apporter aide et secours aux plus démunis, enfin de célébrer les fêtes françaises ; en particulier, ils prirent l'habitude de se regrouper en totalité lors de fêtes courantes telles que celle du 14 Juillet, fête nationale, en France. Voulant s'entourer d'un minimum de garantie, les Franco-antillais fondèrent des sociétés fraternelles de bienfaisance pour leurs membres, afin de leur porter aide et assistance en cas de maladie, de paupérisation, d'indigence ou de mortalité. En réalité, les loges et les sociétés de bienfaisances franco-antillaises offraient aux plus démunis une assurance de type social qui avait été adopté durant près de quatre générations. Parmi ces différentes organisations, on en trouve qui eurent une longévité égale à 75 ans et un grand nombre d'entre elles qui ont réussi à convertir en

propriétés et en activités commerciales une bonne quantité d'argent. Lors de l'inauguration d'un self-service dans le district de Rio Abajo, en décembre 1962, le Ministre des Œuvres Publiques, Max Delvalle, soutenait que :

*Si on analyse historiquement quelques unes des sociétés fraternelles et des Loges au Panamá, on retiendra qu'elles sont plus antiques que la République et que leurs lettres constitutives sont antérieures à l'Acte d'Indépendance*²²⁷

A cause de la construction du chemin de fer, du percement du Canal de Panamá et d'autres grands projets, arrivèrent à Panamá plus de 60 000 travailleurs de tous les confins de la terre, parmi lesquels se trouvaient un nombre très important d'Antillais. Dès lors, on vit s'établir des Associations fraternelles dans les villes de Panamá et de Colón. Elles eurent pour appellations des noms tels : La Société Progressiste Barbadienne, La Société Jamaïcaine, la Société Edith Cavell, le Club de la Jeunesse Française, la Société Française de Secours Mutuels, l'Alliance Française.

Dans la reconstitution des trajectoires, une large place est attribuée à l'étude des structures de sociabilité mises en place comme les sociétés d'entraide et de fraternité qui longtemps ont été l'agrégat d'attache de toute cette communauté. Lors du passage du cyclone Dorothy en Martinique, en octobre 1970, les descendants des immigrants français au Panamá avaient su démontré leur sens de la solidarité par l'intermédiaire de deux de leurs principales associations : « La Fraternité » et « Le Club de la Jeunesse française ». C'est ainsi qu'ils avaient fait parvenir des chèques et des colis contenant des vêtements qu'ils adressaient aux sinistrés martiniquais d'une violente et mémorable perturbation atmosphérique dépressionnaire.

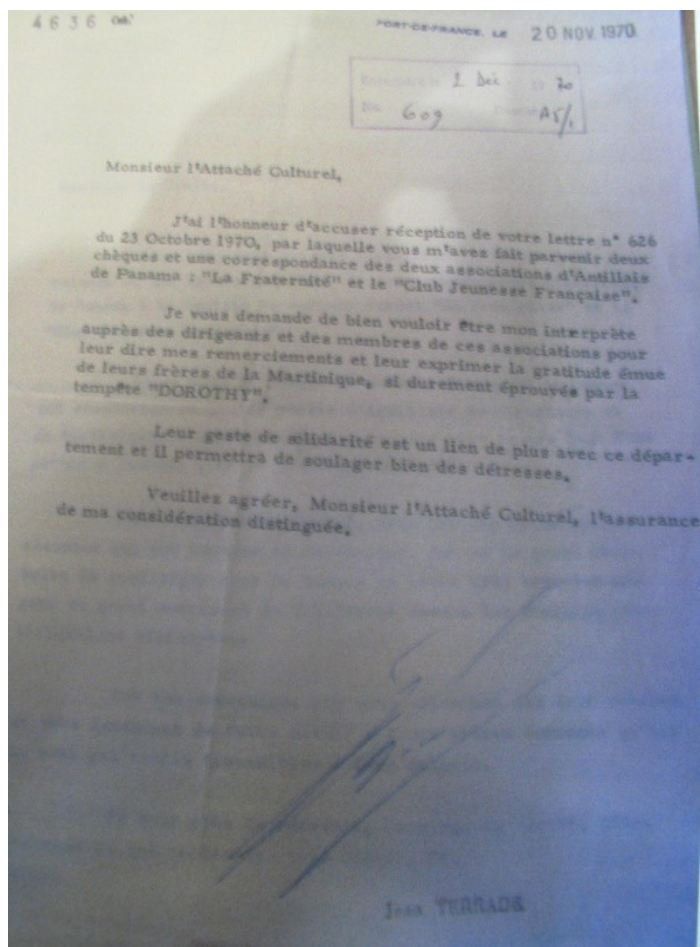
Ces Franco-antillais de Panamá, émus par les catastrophes qui avaient accablé la Martinique, avaient eu le geste méritoire de participer dans la mesure de leurs moyens au grand mouvement de solidarité envers les familles martiniquaises sinistrées.²²⁸

Monsieur le Préfet Jean Terrade accusait réception de cette lettre et adressait ses remerciements aux dirigeants et aux membres de ces associations et leur exprimait la gratitude émue de leurs frères de la Martinique, si durement éprouvés par la tempête Dorothy. Ce geste de solidarité tisse un lien de plus avec ce département et cela permettra de soulager bien des détresses²²⁹.

²²⁷ La Tribune de Panamá, Acte de l'Assemblée Nationale, décembre 1962.

²²⁸ Archives de la Préfecture de la Martinique. Extrait de la lettre JJ/ML, n° 626 en date du 23 octobre 1970 de J. Jos, Attaché culturel, à M. le Préfet de la Martinique.

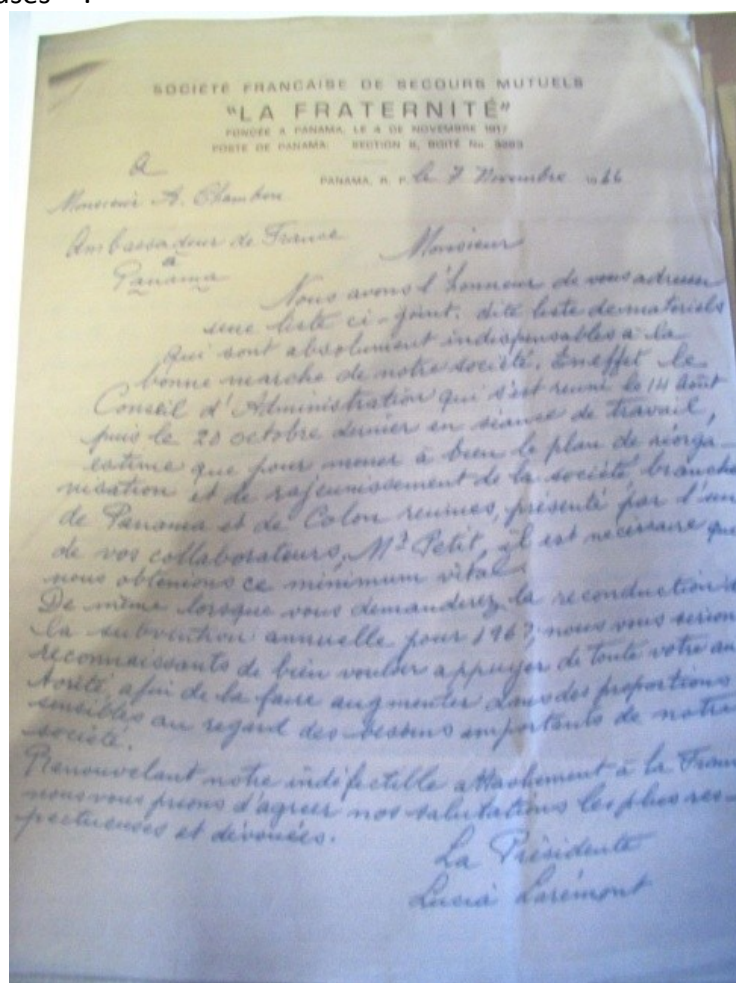
²²⁹ *Ibid.*, Lettre du 20 novembre 1970 du Préfet de la Martinique à M. l'Attaché culturel enregistrée le 02 décembre sous le n° 609.



Lettre du 20 novembre 1970 du Préfet de la Martinique à M. l'Attaché culturel enregistrée le 02 décembre sous le n° 609. Sources : Archives de la Préfecture de la Martinique. Photo de la source : M-F. Moutou.

La Société française de Secours mutuels, plus communément appelée La *Fraternité* est une institution de bienfaisance présidée par Leonardo Rey Sidnez, Universitaire, Panaméen de descendance franco- franco-antillaise. Nous avons visité les locaux de La Fraternité à Panamá-Ville et à Colón. Ils sont dans un état avancé de délabrement et de vétusté dû à un défaut d'entretien incontestable. Les anciens membres sont décédés et les quelques autres survivants sont trop vieux et démunis pour déployer un quelconque effort en ce sens. La Société française de Secours mutuels s'essouffle par l'usure du temps. La jeune génération ne s'y intéresse pas particulièrement. Seul Leonardo Sidnez, entouré des anciens, s'efforce encore de mettre à jour les documents de la société afin de la maintenir en vie, malgré la diminution progressive des adhésions, pour empêcher l'Institution de sombrer. Mais, cette Société a vécu et a connu ses heures glorieuses, après qu'elle fut créée en 1917, pour venir en aide aux plus déshérités parmi les Franco-antillais, laissés pour compte à la fin des travaux de construction du Canal, en 1914. Tous les Franco-antillais encore vivants au Panamá, les sociétaires de l'époque se souviennent avec empathie de sa première Présidente, cette femme dotée d'un ascendant hors du commun qu'était Lucie Larémont. Son portrait trône encore sur le mur du local de la Société à Panamá, comme un témoin indéniable du temps prestigieux de la grande figure emblématique, symbole

de courage, de persévérance et de perspicacité. Dotée d'un quasi don d'ubiquité, on la trouvait sur tous les fronts, toujours au combat, prête à répondre de toutes les causes désespérées. D'ascendance martiniquaise, Lucie Larémont était venue au Panamá au début des travaux du Canal. Une lettre manuscrite adressée à M. A. Chambon, Ambassadeur de France à Panamá et datée du 7 novembre 1966, reflète cette personnalité et son audace face aux situations sérieuses²³⁰.



Panamá, R. P. le 7 novembre 1966

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous adresser une liste ci-joint, dite liste de matériels qui sont absolument indispensables à la bonne marche de notre société. En effet, le Conseil d'Administration qui s'est réuni le 14 août puis le 20 octobre dernier en séance de travail, estime que pour mener à bien le plan de réorganisation et de rajeunissement de la société, branches de Panamá et de Colón réunies, présenté par l'un de vos collaborateurs, M. Petit, il est nécessaire que nous obtenions ce minimum

²³⁰ Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, courrier de l'Ambassade de France à Panamá, en date du 7 nov. 1966, de Lucia Larémont, Présidente de la Société Française de Secours Mutuels « La Fraternité ».

vital. De même, lorsque vous redemanderez la reconduction de la subvention annuelle pour 1967, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir appuyer de toute votre autorité afin de la faire augmenter dans des proportions sensibles au regard des besoins importants de notre société. Renouvelant notre indéfectible attachement à la France, nous vous prions d'agréer nos salutations les plus respectueuses et dévouées. La Présidente. Lucia Larémont. (Sic)

Dans la salle, une lettre est affichée au mur. Il s'agit du discours que Marcelino Jorif adressa à un groupe de Martiniquais en visite à La Fraternité alors qu'ils effectuaient un séjour à Panamá²³¹.

Mes Dames et Monsieur

Aujourd'hui, Nous les membres de la Fraternité sommes réunis ici pour donner nos remerciements et bienvenue à vous tous les Martiniquais qui sont venus ici pour passer un bon le jour avec nous les membres de la Fraternité et nous sommes très contents et heureux pour vous recevoir. Ma mère est née dans la commune de St-Esprit. Elle porte le nom de Cabasset et mon père est né dans la commune du Robert. Il porte le nom de Jorif. Je ne suis pas né en Martinique mais je me sens comme un Martiniquais : entre toutes les îles franco-antillaises, Martinique est la plus belle : son peuple est gentil et intelligent : nous les membres de la Fraternité sommes très contents et heureux de vous recevoir. J'espère que d'autres occasions vous seront offertes de venir nous revoir. Mes Dames et monsieur je vous souhaite la bienvenue et à votre retour je vous souhaite un bon voyage.

Vive la Martinique et vive Panamá.

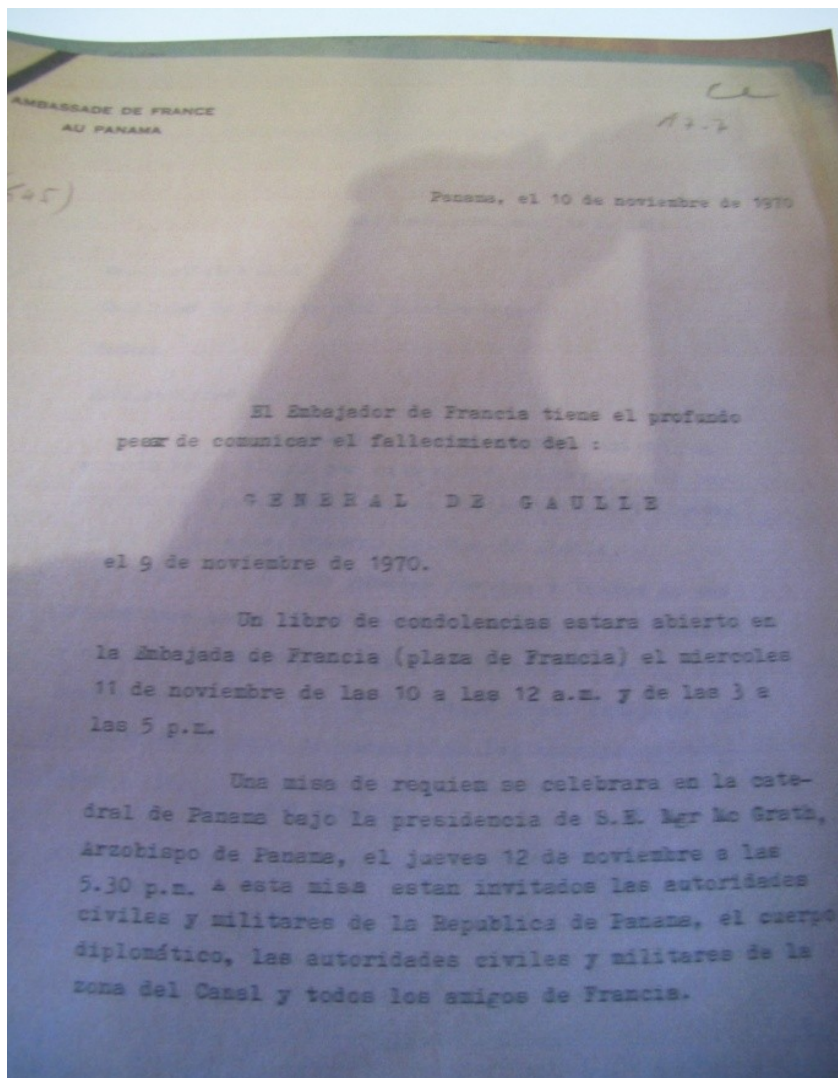
Marcelino Jorif. (Sic)

Toutes ces lettres témoignent du niveau de connaissance de la langue française encore maintenue au sein de la communauté franco-antillaise et de leur volonté intrinsèque de conserver ce patrimoine qui fait leur singularité et accroît leur richesse culturelle. Nous avons parcouru la grande salle de réunion du premier étage de cet immeuble qui fut, durant de nombreuses années, le havre de paix de nombreux Antillais et leur lieu de retrouvailles. La photo de ce personnage haut en couleurs a perdu sa fraîcheur, si longtemps accrochée au mur. À côté de ce cadre pâli par le temps, trône une photo un peu décolorée elle aussi, de Charles de Gaulle, ancien Président de la République française, et celui de Jacques Chirac. Lors du décès du Général De Gaulle, le 9 novembre 1970, monsieur L'Ambassadeur de France au Panamá faisait suivre un communiqué officiel dans lequel il exprimait son profond regret et portait à la connaissance de tous qu'un livre de condoléances était ouvert ainsi que la tenue d'une messe de requiem qui serait célébrée par Mgr MC Grath, archevêque de Panamá à laquelle étaient invités les Autorités civiles et militaires de la République de Panamá, le corps diplomatique, les

²³¹ Reproduction du discours d'un membre de la Fraternité, citoyen panaméen, adressé à des visiteurs Martiniquais, le 9 Septembre 1995.

Autorités civiles et militaires de la Zone du Canal ainsi que ses amis de France²³². Une autre messe était célébrée à Colón par l'évêque de cette ville.

Ci-dessous, un extrait de ce communiqué émanant de l'Ambassade de France.

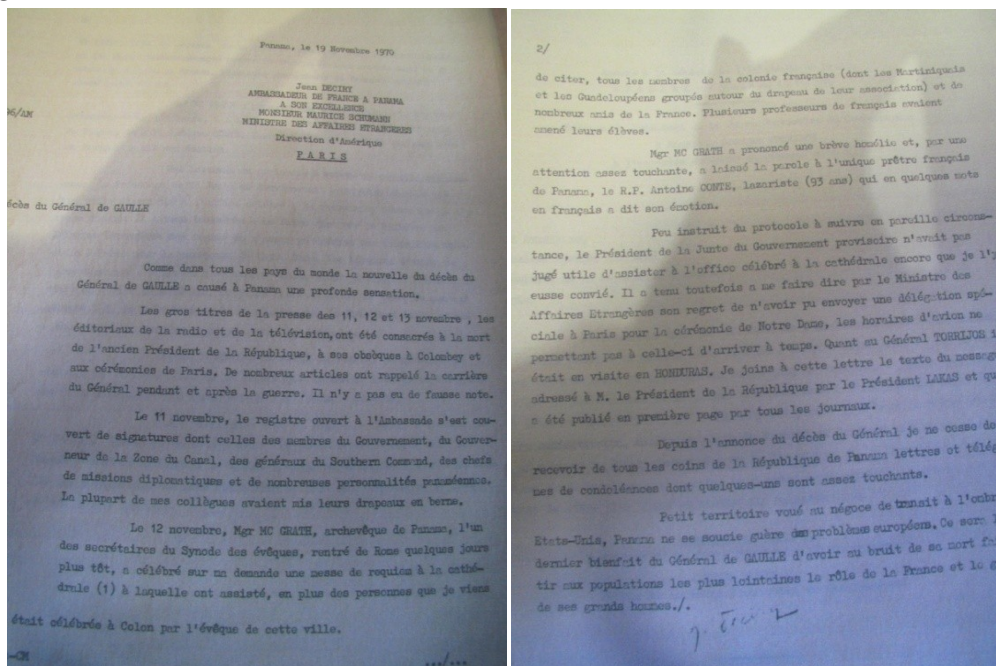


La nouvelle du décès du général De Gaulle causa au Panamá, un profond chagrin au sein de la communauté franco-antillaise. Monsieur, Jean Déciry, alors Ambassadeur de France au Panamá, dans une lettre qu'il adressait au Ministre des Affaires étrangères, M. Maurice Schumann, dressait un compte rendu exhaustif des manifestations qui se sont déroulées au Panamá les 11, 12 et 13 novembre 1970 autour du décès du Général, lui indiquant, par la même, combien il avait été sensible aux témoignages de soutien qu'il avait reçus de tous les membres de la colonie française regroupés autour du drapeau de leur association²³³. Les

²³² Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, Communiqué du décès du Général de Gaulle, par l'Ambassade de France au Panamá, en date du 10 novembre 1970.

²³³ Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, lettre n° 396 de Jean Déciry à Maurice Schumann en date du 19 novembre

professeurs de français en poste à Panamá- Ciudad avaient accompagné leurs élèves lors de ces manifestations. Nous livrons une copie de la lettre ayant pour objet : Décès du Général de Gaulle.



Au nom du gouvernement et du peuple panaméen, M Démétrios B. Lakas, Président de la Junte provisoire du Gouvernement adressait au Président de la République française, Georges Pompidou, un témoignage d'amitiés et lui faisait part de « la peine que ressentent le Gouvernement et le peuple panaméen devant l'irréparable perte de cet illustre homme d'Etat, qui a su toujours porter très haut le noble idéal de la confraternité. Militaire plein de dignité et brillant politique, il a su se montrer le fidèle interprète de la liberté et de la dignité humaine. »²³⁴

C'est dire l'attachement de ces français d'origine à la France qu'ils considèrent encore comme leur mère-Patrie. Cependant, nécessité fait loi, tous ces déracinés avaient dû se nourrir de racines nouvelles dans leur pays d'accueil et adopter une patrie de substitution, celle qui leur prévalait une autorité morale. Aujourd'hui, cette patrie se révèle celle d'une société plurielle, celle-là même qui a connu les premières heures de sa souveraineté.

Les services rendus à la cause de l'enseignement du français au Panamá ont été loués et glorifiés par les autorités compétentes. C'est ainsi que Lucie Larémont fut désignée pour être promue et décorée Chevalière des Palmes Académiques pour avoir su porter, avec vigueur et conviction, les couleurs de la France dans ce pays lointain d'Amérique Latine en défendant, par ses actions, les droits inaliénables de l'homme et sa liberté d'expression.

Figure de proue de la langue française, Lucie Larémont, femme humaniste, institutrice, s'est vue très vite chargée de l'éducation et de l'instruction de nombreux enfants et de jeunes adultes nés à Panamá, fréquentant des Antillais anglophones et des Panaméens de souche. La

²³⁴ Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, Message du Président de la Junte Provisoire du Gouvernement à Monsieur Georges Pompidou à l'occasion du décès du Général De Gaulle. Lettre n° 395/ AM du 19/11/1970.

langue française étant l'apanage d'un groupe minoritaire, ces petits Antillais francophones semblaient peu motivés car, plutôt attirés vers la majorité qui s'exprimait en espagnol mais surtout en langue anglaise parlée par les Jamaïcains, Barbadiens et, bien entendu, les Américains qui exerçaient leur autorité dans la zone du Canal. Lucie Larémont était la femme qui luttait et qui résistait à toutes les promesses. Elle assurait que pour rester soi-même, il était indispensable de garder ancré en soi ce qui faisait nos spécificités, de maintenir une forme de solidarité et de se fixer dans la confiance. Certes, il fallait avoir la foi pour s'obstiner à enseigner le français au milieu de ce conglomerat de langues officialisées, héritées des tenants du pouvoir, alphabétiser des hommes et des femmes pour éviter que ceux-ci ne restent dans l'ombre et faire découvrir aux enfants le doute scientifique. Les cours de français de Lucie Larémont, femme de conviction, allaient, malgré tout, couler dans les veines de ces jeunes pour y germer longtemps et porter des fruits qui seront récompensés plus tard quand Joseph Jos, attaché culturel à l'Ambassade de France, Patrice George, délégué de l'Institut universitaire et bien d'autres encore, prendraient la relève en manifestant leurs convictions républicaines au nom du Gouvernement français. La disparition de Lucie Larémont a marqué la fin d'une certaine époque.

La Société de Secours Mutuel, appelée plus spécifiquement « La *Fraternité* », est un lieu qui favorise les échanges et stimule les réseaux de solidarité. Située dans un quartier insalubre de la ville de Panamá, appelé « La Calidonia » En face, un immeuble ceinturé de fils de barbelés indique la dangerosité des lieux. Quelques hommes mûrs devisent sur un trottoir d'en face, côté ombre. Côté lumière, cette grande bâtisse délabrée qui se souvient peu du temps où elle a été peinte. Un Antillais claudiquant ouvre la porte et se terre dans un coin sans poser la moindre question. Nous déléguons ce monsieur, arrivé là, bien à propos, pour qu'il aille nous trouver la seule dame rescapée de ces temps immémoriaux de l'après construction du Canal.

Madame Hermance Taily arrive, longeant le mur, l'air accablé par des années de précarité dans un vieux corps vouté et affligé par d'épuisantes douleurs rhumatismales. Elle nous fait une visite guidée des lieux, mais il ne reste plus grand-chose à voir dans cette grande salle qui, cependant, recèle une charge émotionnelle oppressante. Elle nous raconte, en créole, les heures glorieuses de « La *Fraternité* », les bals, les repas, les cérémonies du 14 Juillet et la « Marseillaise » qu'elle sait encore chanter, les rencontres et les honneurs, les hommages et la musique, tout ce qui pouvait attirer les membres d'une communauté toujours élargie et, ainsi, favoriser la cohésion des groupes. L'objectif de cette société était principalement de porter aide et assistance, au quotidien, aux plus faibles. Il s'agissait surtout d'un lieu où tout Antillais francophone pouvait venir trouver consolation et un refuge moral sûr. « La *Fraternité* » favorisait le resserrement des liens entre la Guadeloupe, la Martinique et leurs compatriotes émigrés au Panamá. C'était un lieu où chacun pouvait s'épancher, mais aussi se souvenir, s'entraider au mieux et penser à l'avenir. Leur réflexion les conduisit un jour à projeter un voyage en Martinique et en Guadeloupe, lors de la fondation de l'Association Martinique-Panamá.

Une lettre extraite du livre de Joseph Jos fait référence à ce voyage effectué en 1985 où il est aussi fait mention de la présence de Hermance Taily²³⁵ :

²³⁵ Joseph JOS, Guadeloupéens et Martiniquais au Canal de Panamá, Histoire d'une émigration, Op. cit. p. 234.

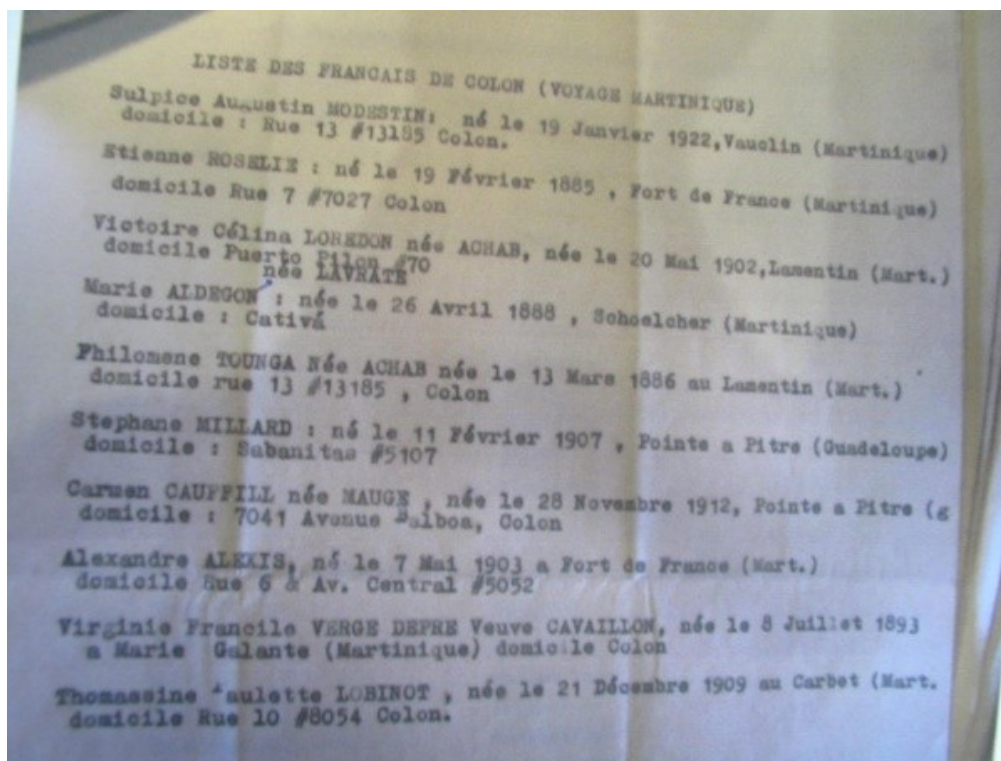
Cher Monsieur,

C'est avec une très grande joie que j'ai reçu votre note et à la fois une grande surprise de votre réussite de fonder finalement l'Association Martinique-Panamá pour favoriser le resserrement des liens entre la Martinique et les ressortissants panaméens de souche martiniquaise. A La Fraternité, cette nouvelle nous a tous plu, car nous savons très bien que vous pensez beaucoup à nous, vos compatriotes éloignés de notre petite patrie que nous rêvons souvent, toujours avec l'espoir de revoir un jour. J'espère et je prie que vos projets se réalisent finalement car je sais que vous travaillez sans cesse et dans l'humanitaire. A propos du voyage, il y a déjà quelques intéressés parmi nous et aussi hors de la Société ; prochainement je vous ferai parvenir une petite liste. Les gens nous demandent quelles sont les conditions, (prix, etc.) ; aussi, nous désirons savoir s'il est possible d'accepter des amis étrangers qui désirent connaître notre petite île.

Blix, Eudoxie, Taily et Orville se joignent à moi pour vous envoyer le bonjour ainsi que mes enfants.

Roger Eneleda.

Nous avons trouvé, au Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, la liste de passagers candidats au voyage organisé à la Martinique dont parle l'auteur de cette lettre. S'y trouvent référencées des personnes de tous âges et d'origines diverses comme l'a laissé entendre Roger Eneleda. Certaines personnes désireuses d'effectuer le voyage ont pris naissance sur le territoire américain, dans ce que les États-Unis ont appelé la « Canal Zone », de 1904 à 1999, année de la rétrocession du Canal. Ainsi, l'on peut lire : Orville Marie-Simone née le 5 Janvier 1911 ; lieu de naissance : C.Z. Pma, Canal Zone Panamá. D'autres sont nés hors de la zone, en République du Panamá, dans une des deux villes terminales : Panamá ou Colón. D'autres encore sont des amis d'origines étrangères désireux de connaître la Martinique et prêts à profiter de cette occasion pour découvrir les Antilles françaises. Tel est le cas d'Arturo Porras, né le 24 novembre 1900 à Costa Rica. Nous intégrons un extrait de ces listes qui vient authentifier la lettre relevée dans l'ouvrage de Joseph Jos.



Extrait de la liste des passagers au voyage à la Martinique en juillet 1969.

Bien des ressortissants Guadeloupéens et Martiniquais, pour diverses raisons, avaient émis le souhait de rentrer définitivement dans leur pays natal, arrivés au crépuscule de leur vie. Contre toute attente, bien peu en eurent satisfaction du fait que, dans leur pays d'origine, ils n'avaient plus personne qui fût capable de les accueillir.

Du fait aussi de leur grand âge, certains membres de leurs familles étaient décédés et, sans ressource, un internement dans un asile de vieillards se révélait onéreux. Enfin, l'immeuble qui hébergeait « La Fraternité » se trouvait dans un tel état de vétusté qu'il était difficile d'envisager de gros travaux, eux aussi très coûteux. Pourtant, le Président de l'époque y croyait encore et lançait des demandes d'emprunt qui, bien entendu, n'aboutissaient pas au regard des faibles ressources dont disposait la Société. Une lettre datée du 15 mars 1985, et écrite par le Président Roger Eneleda à Joseph Jos, nous révèle les dispositions prises pour faire aboutir ce projet de réfection²³⁶ :

Cher Monsieur,

La semaine dernière, j'ai reçu par la valise vos lettres pour le Président de La Fraternité, pour Modestin, Emilia, Mayerling et, ma carte. Modestin va beaucoup mieux et est actuellement en convalescence chez lui, à Colón... Je profite de cette occasion pour vous demander de bien vouloir vous renseigner auprès des Asiles et des autorités, des formalités, conditions, etc. pour une dame très âgée que je connais bien et la considère comme famille ; cette dame ne veut plus rester à

²³⁶ *Ibid.*, p. 235.

Panamá, car elle souffre moralement à cause de la conduite de son époux, alors elle préfère s'interner dans un asile de son pays natal ; aussi, elle est très tourmentée depuis longtemps à cause de la disparition de son fils qui habitait au Saint Esprit, elle a fait toutes sortes de démarches pour avoir des nouvelles, une trace, sans aucune jusqu'à maintenant. Il s'agit de madame Karbiche Alice, née Augeron. Son fils est Gatien Ernest Augeron. Enfin, c'est une triste histoire, on en parlera durant votre séjour au Panamá. Nous sommes toujours en attente de l'emprunt pour la réparation de l'immeuble ; c'est bien dommage, car la « Fraternité » comme vous le savez, n'a aucune autre ressource que les cotisations de ses membres.

En avril 2007, lorsque nous avons séjourné pour la seconde fois au Panamá, il nous est clairement apparu que les doléances de ce président, aussi légitimes soient-elles, n'avaient manifestement pas trouvé d'écho favorable auprès des Autorités locales. La requête substantielle est restée lettre morte à tous égards. Les travaux souhaités n'ont jamais été exécutés selon ce que nous avons pu constater compte tenu de l'état de délabrement de l'immeuble. Le Président de « La Fraternité » ne laissait de signaler, outre les désaffections matérielles, mais aussi les disparitions humaines et le lien affectif qui s'était créé entre les ressortissants Antillais en exil au Panamá et leurs compatriotes des Antilles françaises. La perte d'un être cher faisait l'objet de regrets sincères, consignés dans un courrier adressé au Président de l'Association Panamá-Martinique, comme autant d'« enfants perdus de Panamá ». Nous reproduisons cette ultime lettre du 31 mai 1985 qui en dégage toute l'émotion que génère la disparition d'un ami, nous renseignant, par là même, sur les relations amicales qu'entretenait la défunte avec quelques Guadeloupéens. La famille Modestin, dont il est question dans le courrier qui suit, est originaire de Marie-Galante²³⁷.

Très cher compatriote,

Je viens par ces quelques lignes vous faire savoir que quelques jours après votre départ « La Fraternité » a perdu un autre membre, à Colón. Je sais que cette triste nouvelle sera encore un choc pour vous, car il s'agit de Madame Sulpice Modestin, née Ducale, en Guadeloupe, décédée le 21 avril, chez elle. Je vous demande, s'il vous plaît, de le faire savoir aux amis de la Guadeloupe où Modestin était connu, sans oublier Monsieur le Maire et Monsieur Gabriel Lisette qui, étant né au Panamá, ce dernier fut un grand ami du défunt et, surtout, n'oubliez pas de lui raconter la situation de notre Société. Monsieur l'Ambassadeur a fait dire une messe à l'église Sainte Thérèse, le 7 mai, pour le repos de leurs âmes. Ici, nous sommes un peu inquiets, n'ayant pas reçu vos nouvelles, tout le monde me demande : avez-vous reçu des lettres ? Bien des fois, je vous excuse près des gens, car je sais que vous avez, à part du Collège, beaucoup d'autres responsabilités. J'espère que tout va bien de votre côté ainsi que les démarches que vous faites pour « La Fraternité. » Roger Eneleda.

²³⁷ Ibid., p. 235.

Toutes les sociétés de bienfaisance fondées au Panamá par les Franco-antillais produisent un solide impact sur la vie sociale de cette République. Mais, renseignements pris, c'est la Société Progressiste Barbadienne, fondé en 1942 qui serait la plus importante de toutes. Cette société qui est devenue une véritable entreprise financière put investir la somme de 200 000 dollars dans l'acquisition de 5 parcelles plantées en champ de cannes à sucre à la Barbade. Le sens fraternel de l'Antillais se développa à Colón dans un lieu connu du nom d'Aspinwall. Dans les villes de Panamá et de Bocas del Toro, en des lieux peuplés de la Zone du Canal tels que la Boca, Reed Tank, Gatún et Silver City, chacun reconnaît que les Franco-antillais fondèrent et maintinrent activement près de 400 loges ainsi que des sociétés de bienfaisances mutuelles.

Adela Walker Headley, Franco-antillaise imprégnée de l'esprit d'émancipation des Noirs devint membre de l'Association Unie pour l'Amélioration de la Condition des Noirs, fondée en 1814, que dirigeait Marcus Garvey, lui-même précurseur de la cause des Noirs²³⁸. Elle fut fondatrice et membre de pleins pouvoirs dans plusieurs ordres fraternels et la première femme à être désignée pour le titre de Grande Maîtresse du District de l'Amérique Centrale de l'Ordre Indépendant des Vieux Immigrés.

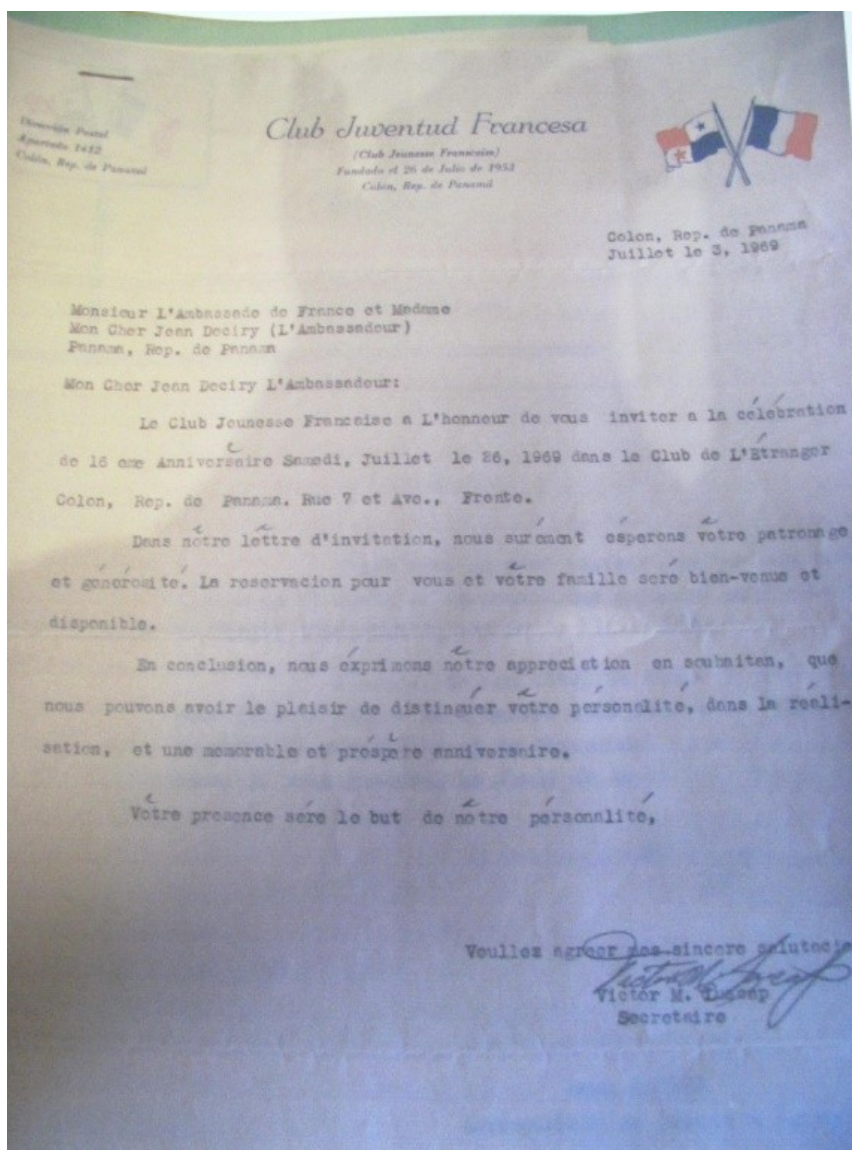
B. Le Club de la Jeunesse Française

Le Club de la Jeunesse Française a été fondé, à Colón, le 26 juillet 1953. Ses fondateurs furent Edgar Breleur, Joinel Alexander, Victor Luscap, Roberto Agnoly, Elena Alexander, Luisa Breleur, Claudia Garnes et Denise de Reid. Ce Club, fondé dans les salons de la Société Française étaient composé de Panaméens de descendance française, citoyens des Iles de Guadeloupe et de Martinique. L'objectif primordial de ce club qui existe encore, est, de manière constante, celui de défendre la culture française, méconnue au Panamá et de conserver son héritage en pays étranger. La devise des membres fondateurs du groupement était : « Un pour tous et tous pour un ! » L'aide que le Club pourrait accorder aux jeunes demeurerait leur priorité. Entre autres, une bourse d'études a été attribuée à Alfred Rowe, jeune Panaméen, en 1967, qui intégrait le lycée de Baimbridge, en Guadeloupe, afin d'y suivre des cours intensifs de langue française, pour une période de six semaines d'études. Le Club de la jeunesse française poursuit sa traditionnelle fête en commémoration de la Prise de la Bastille, et offre une layette au premier bébé né ce jour dans leur premier centre de santé, l'hôpital Manuel Amador Guerrero. De plus, à cette date, chaque année, se déroule une course cycliste, organisée par le Club qui aura rassemblé les meilleurs athlètes pouvant faire la gloire de la ville de Colón, ville de concentration des originaires des Antilles. Lors de la première manifestation du genre, le gagnant de la course se vit offrir une bicyclette par Georges Mercier, le Consul de France à Colón.

Dans une lettre datée du 3 juillet 1969, monsieur Victor M. Luscap, secrétaire du Club de la Jeunesse française de Colón, invitait Jean Déciry, Ambassadeur de France à Panamá et son épouse à honorer de leur présence les festivités commémorant le 16^e anniversaire du club²³⁹.

²³⁸ G. W. Westermann, *Op.cit.*, p. 115.

²³⁹ Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, lettre d'invitation du secrétaire du Club à M. L'Ambassadeur de France, pour la célébration d'anniversaire prévue pour le 26 juillet, Colón, 3 juillet 1969.



Monsieur l'Ambassadeur lui répondait dans une lettre datée du 26 juillet ce qui suit ²⁴⁰:

Monsieur le Secrétaire,

J'ai bien reçu votre lettre du 3 juillet m'invitant à assister au bal que vous donnez à l'occasion du 16^e anniversaire du Club de la Jeunesse Française, à Colón. Malheureusement, je suis obligé d'assister à Panamá, à une cérémonie officielle et je ne pourrai me rendre, à mon grand regret à votre invitation. J'ai prié M. Mercier, Consul honoraire de France, de bien vouloir me représenter. J'espère que votre soirée aura un très beau succès. Laissez-moi, avant de terminer cette lettre, vous dire que j'ai beaucoup admiré votre papier à lettres sur lequel figurent les drapeaux croisés de France et de Panamá. Il est essentiel que les membres du Club continuent

²⁴⁰ Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, lettre de l'Ambassadeur au Secrétaire du Club de la Jeunesse Française, N° 512, 24 juillet 1969.

à pratiquer le français et à avoir le culte de leur origine. Veuillez croire, Monsieur le Secrétaire, à l'expression de mes sentiments distingués. Jean Déciry, Ambassadeur de France à Panamá.

En février 1969, Joseph Jos, Attaché diplomatique, dans une véritable révolution anthropologue, initia les démarches concrètes en vue de la réalisation d'un voyage en Martinique et en Guadeloupe, voyage d'agrément et de découverte qui regroupait des Panaméens de descendance franco-antillaise, ceux qui n'avaient pas vu leur pays depuis plus de 60 ans, pour la plupart, et qui souhaitaient ardemment fouler de nouveau leur terre natale. En août 1970, la Martinique fut cruellement frappée par l'ouragan « Dorothy » qui détruisit un nombre important d'habitations. Le Club de la Jeunesse Française, à son tour, fit don d'un chèque d'un montant de 20 000 Balboas qui fut remis au Consul de France à Colón, Georges Mercier, afin que ce dernier se charge de l'adresser aux sinistrés de l'île pour leur venir en aide. Le 1^{er} août 1970, lors du 17^e anniversaire de la fondation du club, un dîner dansant fut organisé en l'honneur du Consul Georges Mercier, pour sa protection, ses conseils et sa coopération durant toutes les années où sa présence constitua, pour les membres du club, un guide pour le futur. Son action, au sein du Club, avait rendu possible un labeur fructueux qui rendait hommage à la communauté et saluant, de fait, la patrie qui l'héberge en son sein. Le 24 juillet 1971, le 18^e anniversaire fut célébré en l'honneur de Saturnin Mauge, Panaméen de descendance française, Président du local 900. Le 19^e anniversaire, qui se déroula le 29 juillet 1972, fut dédié au fondateur du Club, Victor Luscap, Panaméen de descendance franco-antillaise et secrétaire du Club. Le 4 août 1973, lors du 20^e anniversaire du Club, on mit à l'honneur le professeur Patrice George, à l'hôtel Washington Hyatt, à Panamá. Le 21^e anniversaire fut célébré en l'honneur de la fondatrice Elena Nelson, Panaméenne de descendance française, au cours d'un dîner dansant qui s'est tenu au Jardin Costa de Oro.

Une autre activité, digne d'être mentionnée dans notre étude, réside dans la continuité des dons que le Club attribuait à l'Asile Santa Luisa à Puerto Pilón. Entre autres dons, il y avait des paquets contenant des vêtements et des objets de toilette. Les membres du Club considèrent que le fait de bien remplir sa mission n'empêche pas ce centre de rencontrer des difficultés. Chaque année, avec régularité, le Club fournit des fonds à l'Ecole Lahti pour la sauver des difficultés financières, et renfloue également les caisses du Conseil économique et social des Bourses. A l'issue des examens du Collège Abel Bravo, en 1971 et 1972, le Club récompensa, par un chèque, un élève qui obtint les meilleurs résultats en langue française. Le 20 décembre 1970, lorsque la nouvelle direction se mit en place pour l'exercice de 1971, le Président de la Société Française à Colón, dans une entrevue avec l'Ambassadeur de France, sollicita le recrutement d'un professeur qui puisse dispenser des cours de français aux Panaméens de descendance française. La requête ne se concrétisa que le 18 décembre 1971, lors de l'installation de la nouvelle présidence, où l'on pu annoncer l'arrivée du professeur sollicité pour le début de l'année 1972. Le 26 février 1972, les 19 membres du Club de Jeunesse française qui étudiaient le français à l'Alliance, sous la tutelle du Professeur Patrice Georges, reçurent leur diplôme de mérite, à l'issue d'une année de cours intensifs. Le Club de la Jeunesse Française adressa alors ses plus sincères remerciements à Jean Déciry, ex Ambassadeur de France au Panamá, pour son dévouement et les efforts déployés pour faire obtenir ces classes par les soins du Gouvernement français. Il adresse également ses nobles sentiments de respect

au professeur Patrice Georges pour cette manière savante qu'il employa dans sa nouvelle technique d'enseignement audio-vidéo.

L'Administration et ses membres profitèrent ainsi de cette opportunité pour exprimer leur témoignage de reconnaissance et d'appréciation pour leur soutien et leur concours à la bonne marche de leurs activités, sans lesquels leur succès n'aurait pas été possible²⁴¹.

C. L'Alliance Française

Texte 3 - Discours de Marcela Içaça et de Joseph Jos (cf. annexe 1)

Comme dans bon nombre de pays du monde, le rayonnement de la France s'est garanti par l'instauration d'une Institution d'intérêt public dénommée Alliance Française²⁴², qui permet à la diaspora française de se retrouver afin d'initier des stratégies de diffusion de la culture et l'enseignement de la langue française hors de l'Hexagone²⁴³. Ainsi s'est créée l'Alliance Française au Panamá. Des écoles sont fondées, collèges et lycées français sont réalisés permettant aux passionnés du français de vivre la langue dans ces aspects les plus normatifs. Le Martiniquais Joseph Jos, professeur de français, y a laissé ses empreintes pour y avoir formé de jeunes Panaméens à la connaissance de la langue. Des années plus tard, les branches de l'arbre ont à leur tour fécondé d'autres branches et aujourd'hui, nous retrouvons à l'Alliance française une nouvelle génération de jeunes étudiants avides de découvertes du monde, fervents de la langue française notamment et s'impliquant largement dans leurs légitimes préoccupations éducatives.

Les traces qu'on laisse dans son parcours ne sont jamais véritablement perdues et il suffit qu'elles soient foulées une fois pour qu'elles reprennent vie et c'est ce à quoi nous avons assisté au siège de l'Alliance française lors d'une manifestation organisée à l'occasion de la Semaine de la Francophonie, en l'honneur du passage d'un des pionniers de la création de l'Institution. Du discours au cocktail en passant par une remise de décoration, l'enseignant qui, longtemps, avait insufflé vie à l'institution, fut mis à l'honneur. Nous reproduirons en Annexe de cette étude des extraits de cette célébration qui authentifient le caractère fondamentalement institutionnel de l'Alliance française ; de même qu'il nous a paru intéressant de transcrire ce qui a été dit lors de cette cérémonie car nous avons, à travers les propos exprimés publiquement par Joseph Jos, conférencier du jour, certains ingrédients participant à l'élaboration de notre thèse et les réponses à certaines questions que nous nous posions au début de nos recherches concernant la Contribution des Franco-Antillais, devenus Citoyens panaméens, à l'essor de la Nation.

Dans le cadre de la Semaine de la Francophonie, Joseph Jos, de passage au Panamá, est mis à l'honneur par les membres de l'Association de l'Alliance Française. Nous transcrivons en pages d'Annexes les propos de Marcela Izaça, Panaméenne, professeure de français à l'Alliance

²⁴¹ *Livret du Club de la Jeunesse Française*, Document obligeamment communiqué par Elena Alexander, Colón, avril 2007.

²⁴² Association fondée en 1883 pour étendre l'influence de la France à l'étranger par la propagation de la langue et de la culture françaises.

²⁴³ Vue de la façade de L'Alliance française à Panamá. Photo MFM.

Française de Panamá-ville.²⁴⁴ Les propos de Joseph Jos, à la suite, ont retenti en espagnol.²⁴⁵ Nous les recueillons également en Annexes de notre thèse. Martha Andréa Lucode, autre professeure de français lira une page du livre intitulé *Maruja* qui est intéressante par ce que ces descendants d'Antillais devenus citoyens Panaméens racontent. A travers leurs témoignages, nous découvrons l'histoire du Panamá – les Pachangas* dans la ville de Panamá, la vie nocturne, les restaurants. Dans leurs souvenirs, nous trouvons cette relation qui est non seulement utile pour Panamá mais aussi pour la Martinique, la Guadeloupe et la France. Ainsi, l'auteur souligne dans son propos du jour :

Il y a dans cette histoire des statistiques, des tableaux, des enquêtes puisqu'il s'agit d'une étude sociologique d'une émigration mais il y a aussi des anecdotes, des récits, parce qu'on a sollicité, à côté des Archives des Américains ou de Panamá, des souvenirs, des témoignages de la communauté Franco-antillaise à Panamá.

Dans la salle, Mariano B. Porras, Panaméen d'origine franco-antillaise interroge le nouveau Membre honoraire de l'Association Nationale des Professeurs de Français de Panamá :

Quel est à votre avis l'impact réel de cette Communauté de migrants dans la culture panaméenne ?

Nous reproduisons ici la réponse apportée par le récipiendaire qui est également une contribution à notre objet de recherche :

De notoriété publique, on sait que beaucoup d'éléments de la cuisine franco-antillaise se retrouvent dans la cuisine panaméenne. Dans la musique panaméenne il y a beaucoup d'apports de la musique franco-antillaise. L'on sait que la Société française de Secours mutuels, jusqu'aux années 1940, organisait son bal « de la Fraternité », ce qui était un des bals les plus fréquentés de la moyenne et jusqu'à la haute société panaméenne. Dans le domaine des sports, hormis le baseball, les Franco-antillais se sont illustrés et plus particulièrement dans la boxe.

Quand, depuis les villes de Panamá et de Colón, la construction du Canal se termina, les choses prirent une tournure différente de celle qui avait été prévue, c'est-à-dire le rapatriement des travailleurs antillais, une fois l'ouvrage terminé. Le Canal fut inauguré la veille de la déclaration de guerre. Américains dépensèrent l'argent qui devait servir au rapatriement des travailleurs Antillais. Les fonds des ressources financières qui avaient été prévus pour rapatrier ces ouvriers furent alors détournés à des fins de belligérance. Les Américains, ralliant la cause française, durent envoyer leurs troupes en Europe. La ville de Colón s'accrut de deux tiers de sa population

²⁴⁴ Conférence à l'Alliance Française à Panamá city, discours de Marcela Izaça, le 29 mars 2007, enregistré par M-F Moutou.

²⁴⁵ Conférence à l'Alliance Française à Panamá city, le 29 mars 2007. Discours de Joseph Jos enregistré par M-F Moutou.

* pachangas: n. f. cierto baile, fiesta, jolgorio, diversión.

avec des personnes sans ressource, parce que celles-ci ne purent profiter d'une rente américaine bien qu'ayant travaillé plus de cinq années au Canal. Les Franco-antillais furent abandonnés, sans emploi dans les rues de Panamá et de Colón. Aussi, ceux-ci durent se débrouiller afin de pourvoir à leur installation, et à leur survivance. Alors, bien sûr l'impact fut énorme et jusque dans le champ politique, car cette nouvelle situation changeait une majorité politique d'autant qu'il s'agissait d'étrangers anglophones et francophones. Il était, sans doute, difficile de s'intégrer dans une population qui ne parlait qu'espagnol. Il en résulta que pour tous ces Franco-antillais, dans plusieurs domaines et dans celui de l'Éducation, Panamá dû inventer, créer, organiser et ouvrir des classes pour recevoir tous les enfants de ces nouveaux arrivants. L'Alliance française trouva dans cette nouvelle situation les ferments nécessaires à sa propre réalisation.

Le gouvernement panaméen recruta des enseignants Antillais afin de prendre en charge les nombreux enfants qui venaient gonfler les effectifs scolaires. Yolanda Gustave en est de ceux-là qui poursuivent cette politique de lutte pour l'acquisition des savoirs et des compétences, car le savoir c'est le pouvoir. Madame Carde de Case Pilote, en Martinique, a été jusqu'à sa retraite directrice d'une école à Panamá city. Des efforts étaient réalisés afin que ces enfants bénéficient d'un enseignement de qualité leur permettant de réussir leur intégration. Les résultats scolaires de ces nouveaux arrivants étaient constamment évalués dans le but de notifier les succès et les échecs. Des jeunes partaient pour les États-Unis pour poursuivre leurs études et ainsi réinvestir leurs connaissances au Panamá, à l'issue de leur cycle universitaire participant, à leur tour à l'essor du pays. C'est, par conséquent, un apport qui peut être évalué et chiffré. Regina Torres de Araúz, Directrice du Patrimoine historique de Panamá, m'en parla avec enthousiasme.

La question explicitée par ce Panaméen ainsi que la réponse formulée par le conférencier apportent une légitimité à notre préoccupation première et une forme de réponse à notre quête d'informations, à savoir, l'apport des Guadeloupéens et des Martiniquais à la construction culturelle et à la croissance économique du Panamá. C'est pour illustrer nos propos développés au cours de notre étude que nous avons transcrit la réponse faite par un Martiniquais, placé au fait de la question franco-antillaise au Panamá, par son implication associative étant lui-même président de l'Association Martinique-Panamá. Le questionnement est évident, sans doute même, fondamental, et chacun, en son temps, l'appréhendera à sa manière. En un siècle de présence sur le sol panaméen et faisant souche au sein de la société panaméenne, les observateurs se demandent s'il y a réellement une corrélation entre la croissance économique du pays et le travail fourni par les Guadeloupéens et les Martiniquais installés sur le territoire²⁴⁶.

²⁴⁶ Volet débat lors de la conférence concédée par Joseph Jos à l'Alliance française et harmonisée dans le cadre de la Semaine de la Francophonie, le 29 mars 2007.

II – Vers l'unité ethnique panaméenne

A. La discrimination entre les Franco-antillais et les Autochtones

On dit dans certains milieux que le concept d'opposition aux Antillais immigrés au Panamá issu des autochtones panaméens vient du fait que, pour l'essentiel, ces Franco-antillais ne se fondent pas non plus très aisément dans la population dans un processus d'intégration progressive. Toutefois, les faits ne semblent pas corroborer cette allégation. Existe-t-il des agences capables d'orienter quelque groupe dans la culture panaméenne ? Il n'en est rien. Par le passé, l'école panaméenne, institution à laquelle ce processus d'assimilation pouvait être confié, négligea le besoin de ce groupe et dans des cas multiples, ce sont les représentants de cette école qui empêchèrent l'accès de ces écoles panaméennes aux élèves descendants d'Antillais. Cet obstacle avéré à l'admission des petits Antillais aux différentes écoles de la capitale, pour fait de ségrégation ethnique, fut durement réprimé et condamné. Elle fut jugée par les Instances dirigeantes comme un mépris flagrant pour la dignité humaine et une violation du principe institutionnel en vigueur au Panamá :

Artículo 80 : Ningún establecimiento de educación podrá negarse a admitir alumnos por motivo de la naturaleza de la unión de sus progenitores o guardadores, ni por diferencias sociales, raciales o políticas. La violación de este precepto por planteles particulares causará la pérdida de la subvención oficial, si la tuvieren, la de la facultad a que los títulos y certificados sean reconocidos por el Estado si poseyere, y si hubiere contención, la pérdida del derecho de seguir impartiendo enseñanza.²⁴⁷

En 1948, l'irruption dans les institutions éducatives de Panamá fut considérée comme la plus sérieuse des interventions qui soient advenues en six ans et l'on vit alors s'initier une série de campagnes destinées à lutter contre une telle pratique. Un des leaders de cette lutte fut le charismatique journal *La Hora* qui évoqua spécifiquement le cas de l'Ecole de la République du Chili dans laquelle une mère franco-antillaise, qui vivait dans un des quartiers environnants, avait décidé de réinscrire son fils. L'enfant était passé du premier au second degré dans la même école et se trouvait dans les conditions de présenter à l'Administration son certificat de scolarité ainsi que le certificat médical exigés pour l'inscription. Malgré l'apport de tous les éléments exigés, l'enseignante chargée de l'administration fit comprendre à la mère de l'enfant de manière ostensible que l'élève ne remplissait pas les conditions d'admission et qu'il ne pouvait être accepté parce qu'il n'y avait plus de places.²⁴⁸

Des organisations civiques et politiques comme le Comité de la Jeunesse Libérale, le Centre Libéral Progressiste inondèrent le gouvernement de télégrammes de protestations. La situation devint à tel point critique que toutes ces organisations durent solliciter une audience auprès du chef de l'État. Et le journal la Tribune informait dans ses colonnes:

²⁴⁷ Artículo 80, *Constitución nacional*, marzo 1 de 1946.

²⁴⁸ La Hora, Artículo contra racismo en más escuelas de Panamá, maya 20 de 1948.

*Se consideró que la intervención del Presidente de la República era necesaria para impedir que maestros antidemocráticos trataran de convertir las instituciones educativas en centros de odio y de perjuicios*²⁴⁹

Il était demandé au Président Enrique A. Jiménez²⁵⁰ de prendre des mesures urgentes visant à réprimer ce ravage de ségrégation fondée sur des différences culturelles et raciales à l'encontre de jeunes Antillais nés dans la République et que les parents viennent inscrire dans les écoles publiques. Cette requête suscita l'intérêt personnel du Président qui chercha aussitôt une solution à cet obstacle qui affectait singulièrement l'éducation bilingue et l'assimilation de milliers d'enfants d'origine franco-antillaise. Le dossier fut immédiatement transféré au Ministère de l'Education Nationale afin qu'une action appropriée soit menée pour éradiquer ce phénomène indésirable qui portait gravement atteinte à la démocratie panaméenne. La demande fut adressée au chef de l'exécutif par un Comité composé de quatre personnes. En premier lieu, ce Comité obtint un entretien avec le Ministre de l'Education, Manuel Jr Varela, avec le professeur Oviedo de León, Directeur de l'Education des Ecoles Primaires et Manuel C. Celerín, Inspecteur de l'Education des Ecoles Primaires de la Capitale dans l'objectif de présenter leurs griefs contre tous ces enseignants qui avaient refusé d'intégrer ces enfants dans leurs classes à cause de leur origine non latine.

Cette affaire qui fit grand bruit, fit aussi couler quantité d'encre dans les Annales de l'époque après avoir provoqué des discussions animées dans les journaux locaux incitant des commentaires tant favorables que défavorables. Dans cette campagne de défense des droits des enfants Panaméens d'origine franco-antillaise à apprendre l'espagnol dans les écoles publiques, se sont détachées deux opinions parmi les plus sensées, exprimées sur le thème. La première nous vient du député Manuel María Valdés qui s'élève contre l'application de méthodes xénophobes alors que chacun s'élève contre la discrimination ethnique qui est de mise dans la Zone du Canal :

*No sólo es curioso, sino terriblemente cruel y antipatriótico el hecho de que mientras estamos denodadamente luchando por la eliminación de la discriminación racial en la Zona del Canal, nosotros mismos ofrecemos muestras de prácticas odiosas en la ciudad capital. Pero el asunto es aún más inconcebible en sus características, cuando se le mira a la luz de que estamos haciendo esto precisamente en las escuelas públicas primarias, es decir, en aquellos centros en donde debiéramos reforzar la defensa futura de los principios democráticos [...]*²⁵¹

C'est Arquímedes Fernández qui exprima son opinion particulière, dans sa colonne intitulée « Panorama panameño », prenant la défense de ces milliers de citoyens qui constituent une manne lors des élections nationales et régionales et également de la main d'œuvre disponible et bon marché :

²⁴⁹The Panamá Tribune, Artículo contra el racismo en las escuelas de Panamá, mayo 19 de 1948.

²⁵⁰Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castillero Lange, *Op.cit.* p. 202.

²⁵¹Manuel María Valdés, La Hora, mayo 21 de 1948.

*[...] Si por un lado hemos estado exigiendo, por otro lado no nos hemos detenido a pensar que para la asimilación de esos miles de ciudadanos quienes en la actualidad están un poco mejor que parias en su propia tierra, es indispensable que descontinúemos todas las actitudes, , públicas o veladas, de la discriminación racial que se lleva a cabo en contra de este grupo étnico de nuestra nacionalidad a quienes sólo consideramos que son nuestros iguales cuando les solicitamos su voto, o cuando necesitamos sus servicios por parte de sus miembros que descuellan en cualquier ramo de los deportes [...] Esta discriminación racial es singularmente abusiva sobre todo cuando se practica el período de la vida humana cuando la tarea de la asimilación debiera realmente comenzar en la edad escolar.*²⁵²

Au terme d'une enquête menée par des étudiants d'origine franco-antillaise sur les facilités éducatives accordées par les écoles publiques, le Ministre de l'Education Monsieur Varela, révéla que quelque 1 175 enfants fréquentaient les écoles privées d'anglais tenues par des Enseignants Antillais. Le rapport ministériel mentionnait, en outre, que la majorité des écoles privées fonctionnaient grâce aux fonds de l'église dans les quartiers de Chorillo, San Miguel, Guachapali et Rio Abajo où l'on rencontrait des enfants qui, antérieurement, avaient été refusés par les écoles publiques pour cause, prétendait-on, de manque de places. En janvier 1951, le Député Víctor Navas, de Colón, prit la parole à l'Assemblée Nationale, pour rappeler au peuple panaméen que la démocratie est un concept vide de contenu spirituel, sans signification aucune, si elle n'est accompagnée des évidentes garanties constitutionnelles. Ainsi, le Député Navas, ex-Gouverneur de la province de Colón, Ministre d'État et représentant officiel du Panamá devant les Nations Unies, soutenait que :

*[...] Es un hecho bien conocido que los niños de ascendencia antillana dentro de la República, han grandes dificultades al tratar de que se les admita en nuestras escuelas públicas [...] No podemos considerarnos nosotros como nación, ni contribuir a la solidaridad de la República si no le concedemos a este elemento antillano y a todas las minorías, dentro de nuestros confines territoriales, el derecho a recibir la educación gratuita que garantiza nuestra constitución.*²⁵³

En janvier 1924, les Franco-antillais du Panamá se regroupèrent et fondèrent l'Association des Travailleurs du Canal qui avait pour objectif de mettre en marche une directive intelligente et efficace qui compterait sur une volonté d'ouverture de tous les travailleurs. L'Association noire du Canal se voulait celle qui défendrait tous les immigrants emmenés dans l'Isthme par les États-Unis pour aider à la prodigieuse tâche de construction du Canal de Panamá qui, alors, fonctionnait et maintenait la vitale et importante communication entre les deux océans. Deux fois de suite, l'Association qui était en fait un syndicat, sollicite son affiliation au sein de la puissante Fédération Américaine du Travail qui était dirigée par William Green ; mais cette demande s'est vue rejetée les deux fois car, William Green arguait que cette association n'incluait pas les travailleurs des pays étrangers. On dut reconnaître que l'Association qui

²⁵² Arquímedes Fernández, *La Hora*, mayo 22 de 1948.

²⁵³ Víctor Navas, *Débat à l'Assemblée Nationale*, Janvier 1951.

agissait au nom de tous les travailleurs de la Zone du Canal, qui se trouvaient dans la catégorie du « Rol de plata », ne s'intéressaient en réalité qu'au sort des Franco-antillais et de leurs enfants²⁵⁴. L'œuvre fantastique de l'Association comme syndicat des travailleurs et comme dirigeants des changements sociaux dans la Zone du Canal valut à son président, en 1944, d'être admis comme membre de l'Association des Travailleurs Publics Unis d'Amérique²⁵⁵. En 1946, le dirigeant de l'Association des Travailleurs du Canal demanda au Congrès des organisations industrielles, la CIO, l'affiliation de leur syndicat à la Fédération des Travailleurs Publics Unis d'Amérique²⁵⁶. La CIO obtint promptement l'appui du Gouvernement panaméen dont les dirigeants indiquèrent avec clarté les différents avantages que pourrait générer le fait d'avoir un allié puissant dans la lutte infatigable menée en faveur de l'élimination des pratiques discriminatoires qui affectaient les Panaméens et autres travailleurs non Nord-américains dans la Zone du Canal²⁵⁷.

Durant plusieurs années, à mesure qu'augmentait la population dans les villes terminales, comme faisant partie d'un phénomène naturel, dû aussi à la croissance de l'immigration d'autres groupes ethniques, se développa un esprit de nationalisme antagonique qui vint à se manifester dans certains secteurs politiques contre les éléments antillais. Cette animadversion croissait à mesure que se faisait plus aiguë la situation locative et que la compétence exigée pour l'obtention des emplois se faisait plus difficile. Plus tard, ces antipathies se manifestèrent à travers une schématisation de caractère social qui généra des lois restrictives contre les Franco-antillais. Le premier signe de cette opposition ouverte survint lorsque l'Assemblée Nationale approuva la treizième Loi de 1926. Cette loi s'imposait aux Antillais et aux ressortissants Antillais et à toute personne dont la langue naturelle était autre que l'espagnol ; ce qui signifiait qu'on allait établir de façon délibérée des empêchements exclusifs, d'une part, et la mise en place d'un dispositif visant à limiter leurs déplacements au sein du territoire, d'autre part. L'archidiacre A. F. Nightingale accusa délibérément les nouvelles lois d'immigration d'être par trop discriminatives à l'encontre des Franco-antillais, toutes origines confondues. Cette loi partait du principe qu'en ce qui concerne les Franco-antillais, qu'ils soient français ou anglais, il n'était pas question que ces ressortissants soient mis sur le même pied d'égalité que les autochtones, les vrais natifs du pays.

Ces accusations exprimées avec une vive indignation par le révérend de l'église de San Pablo, qui se sentait également lourdement insulté, trouvèrent un écho favorable au sein des parties libérales panaméennes et plus largement ceux qui sollicitaient vigoureusement le chef de l'exécutif pour qu'il rejette purement et simplement cette mesure discriminatoire. Les Chambres de Commerce de Panamá et de Colón représentant les commerçants les plus importants des deux villes terminales sollicitèrent le Président Rodolfo Chiari pour qu'il mette son veto concernant cette loi car le commerce local se verrait affecté de manière trop flagrante. Dans le Journal de Panamá en date du 7 octobre 1926, apparaît un article dans lequel ces commerçants soutiennent qu'il y avait quelques 60 000 Antillais d'origine française et anglaise

²⁵⁴ Georges W. Westerman, *Pioneers in The Canal Zone Education*, La Boca, Zona del Canal, p. 78.

²⁵⁵ Panamá Canal, *Annual Report*, La Boca, Zona del Canal, Star and Herald Company, 1924.

²⁵⁶ Panamá Canal West Indian Employers Association, *Petición solicitando afiliación con el Congress of Industrial Organizations*, Julio 1946.

²⁵⁷ *The Panamá Tribune*, Editorial, diciembre de 1946.

qui résidaient dans l'Isthme et que pas moins de 90% de ces individus détenaient le commerce. La requête des commerçants, adressée au Président, faisait ressortir ce fait notable qu'en cas de départ du pays de ces éléments comptables pour le moins, importants, les affaires se verraient amputées de 90% de leur volume²⁵⁸. Le Président Chiari émit une objection quand à cette mesure et la fit tenir à distance²⁵⁹. Toutefois, la Commission législative de l'Assemblée fit connaître son approbation, soutenant que ce qui était vraiment désiré, c'était, en fait, un instrument fiable, destiné à libérer le travailleur panaméen de la ruineuse compétence de l'Antillais.

B. Le musée afro-antillais ou la mémoire obligée

Texte 4 - Comunicado de la Sociedad de Amigos del Museo Afro Antillano de Panamá (cf annexe 1)

Le Musée Afro-antillais a été fondé à l'initiative des premiers Antillais arrivés dans l'Isthme²⁶⁰. L'histoire du musée commence le 23 décembre 1980, date de l'inauguration de l'institution qui occupe, désormais, l'ancienne chapelle de la Mission Chrétienne, un immeuble construit en 1909 et restauré en 1970.

Lorsqu'on initia la démolition du quartier de Marañón, le Ministère du logement offrit la possibilité de sauver quelques immeubles. La doctoresse Regina Torres de Araúz, alors Directrice du Patrimoine historique obtint l'autorisation de procéder à la restauration de ce logement d'époque. Les premiers descendants d'Antillais qui ont conservé des objets hérités de leurs parents sont contactés et mis à contribution. C'est cette collection qui est exposée au Musée Afro-Antillais. Le don de ces participants est composé de meubles d'époque, d'ustensiles de cuisine, de vêtements.

L'objectif fondamental qui conduit à créer ce musée fut celui d'exalter le travail des immigrants antillais qui, par leur présence dans le pays et leurs multiples apports dans la construction du chemin de fer et celle de Canal de Panamá contribuèrent à l'enrichissement de la culture nationale. Pourquoi avoir choisi l'ancienne chapelle pour y instituer ce musée ? Lors de la construction de la voie de chemin de fer arriva un grand nombre d'Antillais venus, pour la plupart de la Barbade. Ces personnes pratiquaient déjà leur culte au sein de la Mission chrétienne de leur pays d'origine. Au Panamá, privées de lieu de culte, celles-ci avaient pris l'habitude de se réunir à leurs domiciles. Guadeloupéens et Martiniquais s'y rendaient. Lorsque le groupe s'est trouvé trop important en nombre, il fut nécessaire de fonder une chapelle suffisamment spacieuse pour contenir tout le monde. Avec l'aide de la Compagnie du Chemin de Fer, les Franco-antillais obtinrent un terrain en 1909 et entreprirent la construction de ce qui serait plus tard la Chapelle de la Mission Chrétienne de Panamá. La première pierre fut posée au cours d'une cérémonie présidée par le Président du district, Elder Beckley et le Révérend Colbourne.

Après leurs dures journées de labeur à la construction du Canal, Guadeloupéens et Martiniquais offraient leurs temps libre pour l'aide à la construction de la Chapelle, en fin

²⁵⁸ Georges W. Westerman *Op.cit.* p.94.

²⁵⁹ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op. cit.* p. 182.

²⁶⁰ Cf. Voir Cahier des Iconographies : Le Musée Afro antillais de Panamá.

d'après-midi jusqu'à la tombée de la nuit. Au bout de quelque mois d'effort, l'édifice fut inauguré le dimanche 16 janvier 1910 en présence de nombreuses personnalités et des fidèles réunis. Par vagues successives, les Afro-antillais arrivaient au Panamá au début du XIX^e siècle. Ceux-ci étaient des descendants d'esclaves africains transportés depuis les Îles des Antilles pour travailler dans les plantations de cannes à sucre. Les premiers immigrants débarquèrent à Bocas del Toro en raison de l'installation, dans ce lieu, du système de plantation. Au milieu du XIX^e siècle, entre 1850 et 1855, une deuxième migration des Antilles arrive à Panamá, pour travailler dans la construction du chemin de fer transisthmique. Ces ouvriers sont recrutés par la Panamá Railroad Company, qui obtint une concession de la Nouvelle Grenade en 1848.

Une troisième phase migratoire est associée au projet de construction du Canal et comporte deux aspects : l'étape du Canal français qui commença en 1880, puis l'étape américaine qui débuta en 1904 pour se terminer en 1914. Ces travailleurs Antillais venaient essentiellement de Jamaïque, Martinique, Guadeloupe, Dominique, Sainte Lucie et Barbade, entre autres îles Caraïbéennes. Dans le musée est représenté un logement d'époque de familles afro-franco-antillaises. Du temps de la construction du Canal de Panamá, les Afro-Antillais résidaient dans ce qui est convenu d'appeler aujourd'hui, l'ancienne zone du Canal. Les Nord-Américains, eux, vivaient à Balboa, Ancón, Los Ríos, Cardenas, Village, dans des habitations cossues, commodées et attractives. Les ouvriers Antillais et les Latino-Américains vivaient à Paraíso, Pedro Miguel, Las Cruces, Rainbow city, dans des cases bâties en matière de bois aggloméré. Ceux-ci vivaient également, installés dans les agglomérations de la Capitale tels : El Chorrillo, Marañón, Pueblo nuevo et Rio Abajo. C'étaient des immeubles de type très sociaux construits en bois sur deux ou trois étages avec de nombreuses chambres et des toilettes communes. Majoritairement, les meubles étaient de fabrication artisanale, en bois et contre-plaqué. La femme, au foyer, accomplissait toutes les tâches ménagères et confectionnait tous les vêtements de la famille, le linge de maison et les rideaux.

Ainsi, dans ce musée se trouve représenté un modèle de ces demeures afro-franco-antillaises de l'époque. Sur les murs sont exposés des clichés d'époque représentant les activités des immigrés Afro-Antillais; par exemple, une détaillante vendant ses produits sur le marché de Marañón. L'histoire du quartier de Marañón remonte au milieu du XIX^e siècle, entre 1850 et 1855 à l'époque de la construction du Chemin de Fer, quand l'insuffisance de logements dans la Cité, le prix exorbitant des loyers, le coût élevé de la vie obligèrent ces immigrés Antillais à chercher leur hébergement dans des logements à loyers modérés. De fait, le quartier de Marañón concentre encore de nos jours, une population qui, depuis ses débuts reste encore représentative de la culture populaire de la ville de Panamá.

Parmi les objectifs de ce musée, on trouve le besoin de diffuser la culture franco-antillaise et de mettre en relief la participation du groupe antillais dans la construction du chemin de fer, du Canal Français et du Canal de Panamá. Une salle est destinée à exposer les photos de l'arrivée d'immigrants antillais au Panamá et leur participation dans la construction du chemin de fer et du Canal interocéanique, des échantillons illustrant leur façon de vivre une fois établis pour y demeurer. Un guide bien documenté facilite le parcours et au mois d'août, des activités en relation avec la construction du Canal sont proposées au public par la Société des Amis du Musée Afro-antillais de Panamá, une association à but non lucratif et dont l'objectif principal est de soutenir le Musée dans ses missions et ses projets. La Société organise des activités annuelles et pérennes telles : la Foire afro-franco-antillaise ; la Semaine « Connaissez votre

Canal » ; la vente de carte de vœux de Noël. Le Musée est aussi un lieu ouvert où toute personne qui s'intéresse à la culture afro-franco-antillaise peut émettre une idée nouvelle destinée à propulser en avant la mission de l'institution. Entre autres perspectives, le Musée se conçoit comme un Centre culturel qui offre au public un programme d'activités toute l'année, faisant ressortir les aspects de la Culture africaine en général, mais en particulier, les fondamentaux de la culture Franco-antillaise.

C. L'Armée du Salut au Panamá, combat des Franco-antillais

**Texte 5 - Odile CUZA, L'Armée du Salut ne connaît pas de frontières, Paris, Géo, nov. 2002
(cf annexe 1)**

L'Armée du Salut est implantée au Panamá depuis un siècle. C'est une organisation religieuse qui se bat contre toutes les formes de dénuement.

De ses fondateurs anglais, William et Catherine Booth, elle conserve la rigueur protestante. De sa structure militaire, elle tire une efficacité louée par les pouvoirs publics. Une fois par an, les fanfares de ses soldats incitent les passants à la charité chrétienne. Mais, aujourd'hui, les combats sur le terrain de la misère estompent la vocation spirituelle des Salutistes. L'Armée du Salut est née après la construction du Canal de Panamá, pendant la crise, en pleine agitation, celle qui tendait à expulser les Franco-antillais de Panamá. Quand la pauvreté s'est soudain déclarée « nouvelle ». Venu des États-Unis au Panamá, un Salutiste s'est rendu compte de l'ampleur de la misère des laissés-pour-compte, au moment même où certains États se déclaraient la guerre. Par nécessité donc, la première année de l'Armée du Salut se constituait pour porter assistance aux plus démunis : clochards, chômeurs, sans-logis. C'est ainsi qu'avant de porter la bonne parole, les soldats de l'Armée offrent soupes chaudes et réconfort dans les rues des villes terminales. En créant, il y a plusieurs décennies, des centres d'accueil, comme El Nucleo del Amparo, à Colón, les Salutistes faisaient face à un drame social qui ne sera véritablement perçu que dans les années trente. Dans la quatorzième rue de Colón, exclusivement tenue par des Franco-antillais, dont une Guadeloupéenne en cuisine et un Guadeloupéen affecté au service de nettoyage, la Cité du Refuge, accueille plusieurs dizaines de démunis par semaine. Sous un soleil de plomb, ou une pluie diluvienne, des indigents avancent en file indienne sur le trottoir jusqu'à la porte d'entrée en attendant l'ouverture de la salle de repas. Ils attendent patiemment pour passer à table et avaler le seul repas chaud qu'ils feront de la journée.

Parmi tous ceux-là, des Noirs, des Métis et beaucoup d'Amérindiens, abandonnés dans la ville et aussi des enfants abandonnés de leurs parents. Nous sommes dans la succursale d'Ada Boswell, Madame Ada, comme l'appellent les habitués de la Cité et ceux qui la secondent dans cette tâche difficile mais impossible si elle n'avait cette foi qui soulève les montagnes pour soulager les plus démunis, apaiser la faim, rompre le froid, chasser la solitude. Tout ce que les sociétés modernes repues et aseptisées, prises de court par l'ampleur du phénomène n'ont pu que baptiser « nouvelle pauvreté ». Une expression qui amuserait les responsables de l'Armée du Salut, s'ils en avaient le cœur et le temps. Car, pour les Salutistes, la pauvreté est tout, sauf nouvelle. Et rien ne différencie les gueux de l'Est londonien, que William Booth, le fondateur de l'Armée du Salut voulut sauver de la déchéance, à la fin du XIX^e siècle, des « nouveaux pauvres » contemporains, tous ces « fins de droits », ces « sans domiciles fixes », ces jeunes au

chômage. Les uns étaient victimes de la révolution industrielle à marche forcée, les autres pâtissent de la guerre économique internationale de ce début de XXI^e siècle.

« Les acompaño en su infierno », dit volontiers la Señora Ada – Ada Boswell pour l'état civil – Lieutenant Boswell pour l'état major des salutistes. Si l'Armée du Salut est une « Armée de paix », avec pour seuls matériels l'Evangile et la Foi, elle n'en respecte pas moins les grades militaires d'usage. Profession d'Ada Boswell : officier-commandant du poste de Colón. Ex-employée de la Zone du Canal. Ex-responsable de buanderie à l'hôpital de la Zone. Ex-chanteuse dans la chorale de Colón. Ada a aujourd'hui 65 ans. Tenant compte de ses désirs profonds, il y a une dizaine d'années, quand les Américains ont restitué le Canal aux Panaméens, Ada s'est retrouvée sans emploi et s'est vue mise d'office à la retraite. Elle a alors découvert sa vocation : se consacrer corps et âme aux déshérités et leur apporter cet écho, explique-t-elle : « que Dios puede cambiar una vida. » Elle écoute, elle encourage, elle héberge et nourrit. Pas une minute à elle, ils sont trop nombreux, hommes encore jeunes et déjà édentés, affamés, « paumés », alcooliques. Ada, le visage calme d'une passion déterminée, une Salutiste parmi d'autres, qui témoigne de l'étrange pérennité de cette institution créée en 1878 par William Booth. A la même époque que Karl Marx, mais en s'appuyant sur la bible, ce prédicateur méthodiste refusa la fatalité du progrès industriel et son cortège d'injustices sociales.

Importée au Panama en 1901, l'Armée du Salut, avec ses prédicateurs en uniformes bleu marine, ses « soldats » à l'air sévère, ses dames salutistes, connaîtra tous les aléas d'une transplantation volontariste. Ainsi, les pionniers du salutisme eurent du mal à se faire accepter. C'est à la fin des travaux de construction du Canal et durant la première guerre mondiale, que l'Armée du Salut est reconnue par l'opinion et les pouvoirs publics. Aujourd'hui, si l'image de l'Armée ne cesse de briller du fait de l'ampleur et de l'ingéniosité de sa lutte contre la marginalisation sociale, son entreprise de conversion de brebis égarées à la foi salvatrice reste largement déficitaire. A l'église, le nombre de fidèles ne fait pas recette. Beaucoup plus d'appelés dans la salle de repas.

Au quartier général de la Quatorzième rue de Colón, on préfère rester évasif quant au nombre exact de Salutistes au Panama et revenir au dogme : « Depuis Booth, notre slogan c'est la règle des 3 S : soupe, savon, salut. » explique le jovial Rogelio Boswell, époux d'Ada Boswell, pasteur de l'église et responsable des relations publiques. Car, les officiers de l'Armée du Salut peuvent convoler, mais uniquement avec une Salutiste.

*Si nous sommes des Chrétiens militants, nous avons toujours considéré qu'il était impossible d'annoncer l'Évangile à quelqu'un qui avait le ventre vide et les pieds dans l'eau.*²⁶¹

La Lieutenant Ada, quant à elle, est avant tout une femme d'action. Elle a mis sur pied, avec les animateurs des Compagnons d'Emmaüs et du Secours Catholique, la « Banque alimentaire », chargée de collecter des produits auprès des entreprises et des commerçants, pour les redistribuer à tous les organismes qui dispensent repas gratuits et nourriture. Aussi,

²⁶¹ Rogelio Boswell, *Entretien avec M-F. Moutou*, en l'église de l'Armée du Salut, Colón, mars 2007.

même les plus spiritualistes le reconnaissent, c'est surtout par ses activités humanitaire et sociale que l'Armée du Salut se fait apprécier depuis un siècle. Celle-ci a su faire appel à la générosité, à la solidarité du public, souvent relayée par les milieux protestants avec qui elle entretient des liens organiques. Elle a su s'entendre avec les autorités en place pour faire vivre et développer ses activités sociales ; ni à droite, ni à gauche, l'Armée du Salut est avant tout chrétienne, libre de toute chapelle.

Leur capacité d'exécution est tout à fait remarquable, constate un collaborateur de Martín Torrijos, Président de la République de Panamá. Ils s'adaptent au contexte, aux circonstances, sans jamais faire de leçon de morale. Et ils abattent à dix, le travail de cent, comme très peu de professionnels du social savent le faire.

Les faibles revenus des Salutistes (300 dollars mensuels pour le Pasteur et son épouse) expliquent sans doute la fameuse « crise des vocations » qui atteint l'Armée, comme toutes les institutions religieuses aujourd'hui et la stagnation de ses effectifs depuis trente ans. Des Salutistes parmi les plus actifs reprochent à l'« Organisation » ses pesanteurs, ses rigidités. On se plaint que le Quartier Général de la 14^e rue de Colón manque d'autonomie par rapport au siège international de Londres, car, c'est là que sont nommés les responsables du territoire panaméen et qu'est donné l'aval pour toute action d'envergure. Des chefs de territoire d'origine britannique peuvent être nommés au Panamá. Des officiers qui ne seraient pas toujours conscients des spécificités du territoire latino-américain, beaucoup moins réceptif au discours salutiste que la Grande Bretagne, la Suisse, l'Allemagne ou d'autres pays européens de tradition protestante.

Statutairement, les officiers-salutistes sont aussi mobiles que mobilisables. Mais, depuis une vingtaine d'années, les mouvements se font plus rares et la stabilité de chacun à son poste est plus grande du fait de la raréfaction des effectifs. Les Salutistes Guadeloupéens et Martiniquais interviennent auprès des personnes âgées des quartiers de Cristobal, Margarita, Arco Jús, Cativá, Sabanitas et Puerto Pilón, auprès des familles déshéritées et des jeunes en situation de pré -délinquance. « El Palacio de la Mujer », œuvre de l'Armée, est une institution qui regroupe des femmes en difficulté d'insertion. Cette résidence a pour vocation d'héberger et d'accueillir travailleuse et étudiantes, jeunes femmes entre 18 et 35 ans. Beaucoup d'étrangères, de provinciales qui se sentent ici protégées et mises à l'abri de la dureté de la vie. Elles sont logées, peuvent prendre leurs repas sur place et disposent de tout l'équipement nécessaire pour faire lessive et cuisine. Elles doivent travailler pour s'affranchir de 75 dollars mensuels. Le Palais de la femme tourne toute l'année au maximum de ses capacités. C'est depuis 1946, une bonne adresse que l'on se communique. Aucun bénéfice ne permet d'entretenir des locaux qui deviennent vétustes avec le temps. Outre les officiers, l'armée emploie dans l'œuvre sociale des salariés, ouvriers, techniciens professionnels de l'action sociale. Des salariés comme d'autres qui n'adhèrent pas forcément à la doctrine salutiste. Or l'Armée, qui tient à sa spécificité de mouvement évangéliste auquel on adhère par vocation, ne peut se permettre de multiplier des embauches décidées sur de simples compétences professionnelles.

Au Panamá, quand commence la saison des grandes pluies qui dure près de 9 mois, les refuges servent la soupe de nuit aux affamés, clochards et passants égarés. L'Armée du Salut

sert ainsi quelques 2,5 millions de repas par an. Des dizaines de milliers de personnes dépendent d'elles d'une manière ou d'une autre, pour manger, dormir, se vêtir ou recevoir de la visite. L'armée réfléchit à l'installation d'un Centre de postcure pour jeunes toxicomanes ; mais il faut d'abord acquérir le terrain pour garantir sa mise en place. A leur sortie de prison, des jeunes seraient accueillis dans ce centre, encadrés par des animateurs, des psychologues. L'officier Rogelio Boswell nous confiera sa réflexion sur la thématique :

La réussite de l'expérience reposera sur la capacité du personnel d'encadrement à dialoguer avec ces « jeunes ». Nous puisons dans notre éducation le sens du respect à l'autre, de pouvoir l'écouter, mais il n'est pas question de dire à un ancien toxicomane de remplacer sa drogue par la prière.

Dans ce type de démarche réside sans doute l'un des plus intéressants paradoxes de l'Armée du Salut. Appliquant à eux-mêmes, à leur vie publique et privée, des règles extrêmement strictes qui peuvent sembler rétrogrades, décalées, en ce début de XXI^e siècle, les Salutistes font preuve d'une très grande ouverture d'esprit dans leur appréhension des questions humaines et leur approche aux réalités sociales. L'accent est mis sur l'autonomie, la responsabilisation de l'individu. Aucun Salutiste ne blâmera quiconque de ne pas partager ses croyances : il a appris à admettre le déclin de la foi comme une des données essentielles des sociétés occidentales. Malgré l'austérité de son credo, l'Armée du Salut a su épouser les problèmes actuels. C'est ainsi qu'elle s'est orientée sur l'aide aux jeunes femmes en détresse. Dès le début des années 80, l'Armée a conçu une maison maternelle pouvant accueillir des jeunes femmes enceintes et vivant dans la solitude. Elles sont alors prises en charge par le Centre qui les aide à surmonter les moments difficiles jusqu'à ce qu'elles parviennent enfin à leur réintégration sociale. Le Centre apporte ainsi des solutions au chômage, à la précarisation des conditions de vie, à l'alcoolisme grandissant.

A la tête de toute cette organisation, ne se trouvent que des Franco-antillais dévoués qui, depuis si longtemps acceptent d'accorder tant d'heures et d'énergie aux autres et n'ont pour seule rente que l'abnégation, convaincus qu'ils sont, que l'engagement permet de devenir quelqu'un de respectable et de mener une vie agréable. A l'origine, l'Armée du Salut est un mouvement humanitaire, fervent de prosélytisme, qui se proclame « seule Armée de paix dans le monde » Elle est présente dans 86 pays²⁶². C'est de la capitale du Royaume-Uni que sont administrés ses « territoires » (constitués selon des convenances linguistiques ou géographiques), chacun d'eux étant placé sous la direction d'un chef.

²⁶² Odile Cuaz, L'Armée du Salut ne connaît pas de frontières, Géo, nov.2002.

III – Les procédés d’investigation : rapport d’enquête

A. Processus d’interaction et de communication

Lors de notre second séjour au Panamá, il nous est apparu essentiel de recueillir certaines informations. L’un des moyens les plus commodes consistait simplement à interroger les personnes qui savaient ce que nous avions envie de savoir. Pour ce faire, nous avons choisi et emprunté la voie la plus directe, celle qui consiste à poser des questions directes. Nous cherchions des informations sur les opinions des descendants de ces travailleurs du Canal de Panamá, sur des faits qui se sont déroulés à l’époque et après la remise des travaux, sur leur installation au Panamá, sur leur intégration au tissu social, leur apport économique, leur ajout culturel et enfin sur l’ampleur de leur contribution au développement de la nation. Poser des questions fut pour nous un moyen remarquablement efficace pour recueillir des informations de la part des gens et sur ce qui les concerne.

La confiance que nous avons accordée aux réponses reçues dépendait cependant de maints facteurs, notamment sur l’introspection de ce que nous désirions savoir, de ce que nous avons exactement demandé, et du libellé des questions posées. Nous avons préalablement défini notre objectif et gardé précis à l’esprit le thème principal de notre recherche : « La Contribution des Guadeloupéens et des Martiniquais à l’Eessor de la Nation Panaméenne. » Questions et réponses constituaient, par conséquent, les fondements même de l’entretien qui devint, dès lors, le plus sociable de tous les procédés d’investigation puisqu’il institue un des processus d’interaction et de communication, entre deux individus dont l’un sollicite des informations auprès de l’autre, et l’interroge à cet effet. Les personnes rencontrées et nous, étions en relation directe, souvent en face à face. Ce sont ces faits collectés jour après jour qui nous ont permis de rédiger notre rapport d’enquête que nous avons inséré dans les pages d’annexes de notre étude. La réussite de nos investigations étant fonction du rapport de confiance établi avant l’entretien et de notre progressive maîtrise dans l’art de formuler et de poser des questions. Les questions restant des outils capitaux dans nos recherches, et permettant d’accumuler des informations. Une grande part des données portant sur des comportements humains et sur la vie des collectivités ont été ainsi réunies. Dans nos entretiens de recherche, nous nous sommes donnée une contrainte, celle d’entamer puis de contrôler le processus afin d’obtenir de nos interlocuteurs des informations pertinentes par rapport à nos objectifs arrêtés préalablement. Notre entretien pouvant ainsi revêtir des modalités qui diversifient à plusieurs points de vue.

Nous opposerons ici fondamentalement deux types d’entretien qui se situent aux extrémités d’un continuum : l’entretien libre et l’entretien standardisé. Par exemple, nous avons appliqué à la personne qui nous a hébergée durant notre séjour, notre hôtesse colonaise, ce qu’une voisine ou un membre de sa famille, de passage chez elle, pourrait prendre pour une conversation ordinaire. Nous sommes, dans ce cas, libre de fixer notre contenu et l’ordre de succession de ces questions pour autant que celles-ci permettent de répondre aux objectifs poursuivis. La maîtresse de maison, étant invitée à s’exprimer en toute liberté sur les sujets que nous abordions. Dans le cas de l’entretien libre, nous avons pris soin de nous familiariser intimement avec une situation spécifique, de manière à comprendre les processus psychologiques et sociaux qui y étaient mis à l’œuvre. En recourant à l’entretien libre nous

voulions appréhender de tels processus sur un terrain particulier, mais cependant, sans s'y immerger et en interrogeant seulement des personnes qui y ont vécu des expériences dignes d'attention. Toutefois, notre entretien se réalisait dans le cadre d'une recherche qualitative.

Nous nous appliquions à toujours contrôler les objectifs ainsi que le sujet de l'entretien même s'il pouvait, dans certains cas, permettre à l'interlocuteur de faire un certain nombre de digressions. Le recours à cette forme d'entretien nous permit de comprendre comment une situation est diversement vécue et interprétée par ceux qui y sont impliqués. La préparation de nos recherches au Panamá ainsi que les différents repérages nous ont obligée par ailleurs à déterminer quelles personnes, parmi toutes celles qui nous ont été présentées, à Colón ou à Panamá, seront réellement soumises à un entretien. Nous avons rencontrés des cadres supérieurs, des chefs d'entreprises, des salariés et des retraités, des personnes originaires de la Guadeloupe et de la Martinique, des individus d'origines humbles et des individus issus de milieux aisés. Un échantillon bien diversifié est plus susceptible de recueillir des informations auprès de gens qui affrontent un problème similaire dans des conditions suffisamment variées. Au cours de nos différents entretiens, nous formulons des questions ouvertes auxquelles l'interlocuteur était libre de répondre comme il le souhaitait. Nos questions étaient d'ordre général et se bornaient souvent à évoquer un thème laissant à notre interlocuteur énormément de liberté pour déterminer l'étendue et le type d'information qu'il allait livrer. Certaines fois, ces questions ouvertes n'étaient pas tout à fait des questions ; c'étaient des formules qui indiquaient à l'interlocuteur de quoi il pourrait parler. Ces formules laissaient à nos interlocuteurs le soin de fournir les informations qui leur semblaient le mieux appropriées, traduisant ainsi un intérêt réel pour leurs opinions, et une confiance en leur jugement. Des difficultés apparaissaient quelques fois lorsqu'un interlocuteur ne répondait pas complètement à une question ouverte. Nous étions alors obligée d'insister pour l'amener à poursuivre, à développer, à clarifier sa réponse.

Nous nous exposons à une tâche délicate au sens où nous devons être en mesure, au fil de l'entretien d'évaluer si les réponses apportées par l'interlocuteur fournissaient bien les informations recherchées et si nécessaire, nous nous voyions conduite à amener ce dernier à compléter ses réponses, en prenant garde toutefois, de ne pas influencer, ce faisant, le contenu des réponses. Durant nos entretiens au Panamá, nous avons eu recours à des formes d'encouragement inventées sur le vif. Nous avons aussi remarqué que ces mêmes formes d'encouragement n'avaient pas le même effet pour tous les interlocuteurs. Certains en avaient plus besoin que d'autres ; quelques uns sont déconcertés par un silence et répondent n'importe quoi pour le rompre.

Parfois, nous restions discrète sur nos encouragements car nous craignions qu'ils soient mal interprétés et qu'ils nous desservent, car ils pourraient être traduits comme une pression destinée à obtenir beaucoup plus d'eux. Nous faisons, alors, l'effort de rester neutre. Ce fut un exercice acrobatique, car la relation humaine est par définition, complexe. La neutralité envisagée visait à rassurer l'interlocuteur l'aidant à améliorer ses réponses sans pour autant les orienter dans un sens déterminé. Dans un entretien, le moyen de communication privilégié est la parole. Tout moment de silence est perturbant. Toutefois, un silence peut traduire chez l'interlocuteur sa volonté de marquer une pause. Il s'agit alors d'analyser ce silence pour rebondir ou le ménager en le respectant pour ce qu'il est, en lui donnant un sens. L'entretien libre accordé aux Panaméens d'origine franco-antillaise nous autorisait aussi à ne pas revenir

sur des thèmes qui avaient été traités par l'interlocuteur car il penserait notamment que nous ne l'avions pas écouté et pourrait en être froissé. Au contraire, il nous permettait de poursuivre soudain dans une voie qui aurait dû être empruntée ultérieurement mais où notre interlocuteur s'engageait de lui-même. Nous avons noté que cette flexibilité établissait et maintenait un climat très positif. Ce qui a fait dire un jour à Robert S. Weiss :

*Les meilleures questions s'adaptent si bien à ce que les interviewés disent qu'elles semblent prolonger leurs propres associations mentales. Elles les encouragent à en dire plus concernant ce qu'ils ont en tête.*²⁶³

Certaines personnes rencontrées dans cette communauté franco-antillaise ne parvenaient pas à fournir un récit chronologique des faits qu'ils avaient vécus mais préféraient parler d'épisodes variés de la vie de travail de leurs ancêtres ou de leurs activités actuelles. Souvent, ces personnes perdaient le fil de leur récit. Dans ce cas, nous n'insistions pas et passions à une autre question. Parfois, la question suivante percutait sur la réponse précédente et nous avions droit à un complément d'informations, des évocations, voire des émotions. Ces entretiens se bâtissent sur des acquis antérieurs, nous apportant des réponses qui n'ont rien à voir avec la question posée mais qui viennent s'agréger à des réponses précédemment apportées pour leur donner une certaine légitimité, renforçant l'idée émise. C'est au moment de la transcription de l'entretien que bien des réponses trouvent leur adéquation.

C'est pour cela que, dès le D.E.A. nous avons opté pour l'enregistrement, pour la fidélité de la transcription des propos de nos interlocuteurs. Lors de la transcription, nous entendons sur le dictaphone les mots, les syllabes, les pauses, les émotions. Nous pouvons donc écouter, réécouter et examiner tout ce qui a été dit. C'est pourquoi nous pensons qu'il est capital, lors des entretiens, d'enregistrer puis de transcrire et c'est la posture que nous avons adoptée.

En 1994, lors d'un colloque, Robert S. Weiss disait de façon péremptoire :

*Les entretiens doivent être enregistrés. Les interviewers qui essaient d'en conserver les traces en prenant seulement des notes s'exposent à être inutilement et dangereusement distraits.*²⁶⁴

En effet, même s'il est fort entraîné à prendre des notes, le chercheur qui procède uniquement de cette manière négligera, à son insu, une part importante du contenu de son entretien : des propos qui, au moment même ne semblaient pas importants, des expressions incidentes, des détails, des silences, des phrases et des mots qui se précipitent quand quelqu'un parle rapidement, sans parler des émotions et des sentiments qui s'agrègent au discours et qui ont toute leur importance non seulement pendant l'entretien mais aussi lors de la transcription des mots.

Dans leur grande majorité, les Panaméens d'origine franco-antillaise participent au développement économique social et politique de leur pays d'accueil. Ils n'ont pas d'autres

²⁶³ Robert S. Weiss, (traduction française), *Learning from Strangers: The art and method of qualitative interview Studies*, New York, 1990, The Free Press, 256 pages, p. 51.

²⁶⁴ R. S., Weiss, *Ibid.*, p. 14.

choix que de travailler pour gagner leur vie. Dans le contenu de leur discours, les personnes rencontrées évoquent leur histoire, puis passent rapidement à ce qu'ils font ou ce qu'ils ont réalisé quand ils étaient encore en activité. Ils mettent un point d'honneur à raconter leur opiniâtreté au travail, leur rigueur à la tâche et leur sérieux, le respect de la parole donnée. Ils ont beaucoup travaillé pour faire de Panamá un des fleurons de l'Amérique centrale. Nous en avons vu à l'œuvre, de ceux qui sont encore en âge d'avoir une activité. Dans sa lettre adressée, le 4 octobre 2007, à la Direction de RFO Guadeloupe, l'Ambassadeur du Panamá en France, Omar Jaén Suárez, affirmait que les Franco-antillais installés au Panamá s'accordent parfaitement pour tirer le pays vers le haut, et par leur force de travail et leur dynamisme, ceux-ci participent, de facto, au développement de leur port d'attache et conduisent le pays à son rayonnement :

En tant qu'Ambassadeur du Panamá en France, je peux aujourd'hui souligner que les Franco-antillais font partie de la réalité et de la culture du Panamá et qu'à ce titre, ils ne sont plus "des enfants perdus". Les archives sont là pour nous assurer des sources vives, la musique de Leona Gabriel, la littérature de Maryse Condé et d'Ary Broussillon, et aujourd'hui le film produit par RFO Guadeloupe sont des supports didactiques qui nous révèlent et nous indiquent le chemin de la liberté, de la dignité et de l'effort suivis et parcourus par des dizaines de milliers de nos compatriotes expulsés de leurs pays par les crises économiques et les catastrophes naturelles pour aller installer au Panamá leurs espoirs et leurs rêves. Mais, nous l'avons constaté durant le tournage, ces descendants, enfants de la deuxième et ceux de la troisième génération ne sont pas perdus comme l'avait un jour annoncé, Aimé Césaire, ils sont plus que jamais présents, tournés vers leur passé, le regard sans doute fixé vers l'horizon qui les a vus arriver. Ils sont bien réels, ancrés dans un port d'attache qu'ils savent développer et conduire à son rayonnement. Panamá n'est plus leur tombeau mais un doux berceau comme l'affirme Joseph Jos, ancien Attaché culturel de l'Ambassade de France au Panamá : « Le Canal de Panamá aura été leur tombeau. Mais le Panamá est le berceau de leur nouvelle naissance, "enfants reconnus" d'une terre étrangère qui leur a ouvert les portes de son histoire et de son identité : ils sont "Panaméens de souche franco-antillaise".²⁶⁵

Notre voyage au Panamá nous a offert l'occasion de vivre aux côtés de ces descendants antillais, et de recueillir leur témoignage vivant dont le nationalisme franco antillais, bien ancré dans leur mémoire et dans leurs fibres, nous aura fait estimer à sa juste valeur le prix des racines, car ces enfants que l'on disait « perdus » avaient gardé la fidélité à leurs racines quand la nécessité les avait contraints au manquement identitaire pour renaître et faire souche au foyer de l'histoire panaméenne. William Donadio, fils de Guadeloupéenne n'a pas hésité lorsqu'il était encore jeune à lutter pour un nationalisme panaméen radical. De même, Leonardo R. Sidnez, s'était intéressé à la politique comme moyen lui permettant de véhiculer ses idées tout en participant de manière active et consciente à la vie de la cité.

²⁶⁵ Omar Jaén Suarez, dossier de presse RFO, 04 octobre 2007, Pointe à Pitre.

Ces immigrés franco-antillais cultivant la fierté et la fidélité à leurs origines avaient emporté de leurs îles des objets chers à leur cœur, faute de la certitude de servir un jour leur pays natal. Les derniers survivants franco antillais de l'époque du Canal sont en train de disparaître. Il en reste peu, comme Mauricio Laredon, aveugle et en perte d'autonomie. Sa fille a bien été obligée de démissionner de son poste à la banque pour prendre soin de lui et pourvoir à l'entretien de sa maison située dans l'agglomération de Panamá city. Mme Hermance Taily, la doyenne, gardienne du temple de la *Fraternité*, la Société de secours Mutuel, haut lieu de rassemblement des Franco-antillais en exil, des sœurs Alexander, Ruby et Elena qui savent dignement exhiber la tenue folklorique des Franco-antillaises du début du XX^e siècle et sachant admirablement chanter la Marseillaise lors de la célébration du 14 Juillet, seule fête nationale étrangère célébrée officiellement chaque année au Panamá.

Les témoignages de tous ces descendants d'immigrés des Îles Françaises, tendaient, au-delà des émotions, à nous rappeler que des milliers d'Antillais qui avaient quitté, pleins d'espoir, leur pays natal en quête de vie meilleure, vers un eldorado promis et rêvé, y ont laissé leur vie, leurs rêves, leurs illusions, pour que soit édifié, le Canal de Panamá.

Le Canal de Panamá qui, au-delà des océans, l'Atlantique et le Pacifique, et entre des centaines de petites croix du cimetière antillais de Paraíso, les écluses de Miraflores ou de Gatún et le tumulte de la vieille ville de Colón, aux précédents 22.000 morts du Canal français, dont l'épithèque est désormais inscrit sur du marbre au mémorial de la célèbre Place de France à Panamá city, a ajouté un nombre d'Antillais en lice au Canal américain²⁶⁶.

B. Point de vue des Guadeloupéens et des Martiniquais

De manière générale, les Guadeloupéens témoignent d'une haute opinion de leurs compatriotes de la diaspora panaméenne qui maintiennent vivante une fervente mémoire collective. Ils ont du respect pour ces personnes qui ont su braver les difficultés de l'époque en quête de vie meilleure, même s'ils ont ignoré durant des décennies les conditions véritables dans lesquelles celles-ci ont survécu à leur arrivée, au Panamá. La presse locale de cette époque fait état de 22000 morts parmi les Franco-antillais tombés au Panamá. Ceux-là sont tombés pendant l'épopée française.

A ce propos, une lettre adressée au Consulat de France fait état, en 1950, du mauvais état des sépultures de ces nombreux Français morts au Panamá et de la solution à trouver pour y remédier²⁶⁷.

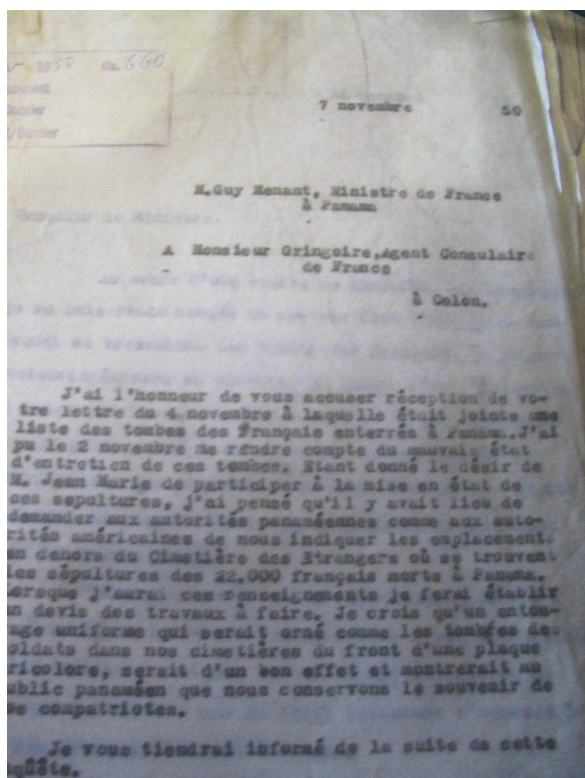
M. Guy Manant, Ministre de France à M. Gringoire, Agent consulaire de France à Colón,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 4 novembre à laquelle était jointe une liste des tombes de Français enterrés à Panamá. J'ai pu, le 2 novembre me rendre compte du mauvais état d'entretien de ces tombes. Etant

²⁶⁶ Cf. voir Cahier des Iconographies. Stèle offerte par l'Association Martinique-Panamá. Photos M-F.M.

²⁶⁷ Archives Diplomatiques de Nantes, Lettre N° 660 du 7 novembre 1950 de M. Guy Manant, Ministre de France à M. Gringoire, Agent consulaire de France à Colón.

donné le désir de M. Jean Marie de participer à la mise en état de ses sépultures, j'ai pensé qu'il y avait lieu de demander aux autorités panaméennes comme aux autorités américaines de nous indiquer les emplacements en dehors du cimetière des étrangers où se trouvent les sépultures des 22.000 français morts à Panamá. Lorsque j'aurai des renseignements, je ferai établir un devis des travaux à faire. Je crois qu'un entourage uniforme qui serait orné comme les tombes des soldats dans nos cimetières du front d'une plaque tricolore, serait d'un bon effet et montrerait au public panaméen que nous conservons le souvenir de nos compatriotes. Je vous tiendrai informé de la suite de cette enquête.



Lettre N° 660 du 7 novembre 1950 de M. Guy Manant, Ministre de France à M.. Gringoire, Agent consulaire de France à Colón.

Les Franco-antillais sont morts de malaria, de fièvre jaune, de dysenterie mais aussi ils ont succombés lors de nombreux éboulements causés par des glissements de terrain. Un éboulement provoquait, à lui seul, 200 morts. L'équipe des dynamiteurs était une équipe extrêmement dure qui faisait sauter les immenses troncs d'arbres qu'il y avait dans la forêt. Les ouvriers attachés à ce type d'entreprise, risquaient leur vie à tout moment ; A chaque explosion de la dynamite, les éclats en tuaient pas mal, et les éboulements provoqués par l'explosion ensevelissaient certains sur place. Pour parer au plus pressé, les dépouilles qui étaient retrouvées étaient enterrées dans un cimetière de fortune installé en bordure du canal au village de Paraíso. Il y avait un cimetière à Colón et un autre à Panamá city. Au début des travaux, on enterrait les morts à la hâte dans un cimetière de circonstance à côté de chaque chantier. A Paraíso, un monument national a été érigé où sont plantées de nombreuses croix blanches portant un simple numéro à 30 cm du sol. Il faut se rendre au Centre des Archives de

la société américaine du canal qui se trouve à Washington pour connaître l'identité de celui qui est enterré sous tel numéro à ce fameux cimetière devenu le tombeau des Franco-antillais.

Au début des travaux, les Américains sont allés chercher des Jamaïcains pour travailler. L'Angleterre était associée aux USA et la Jamaïque était possession anglaise à l'époque. Sur 4500 Jamaïcains qui migrent officiellement avec un contrat, 10 000 entrent clandestinement.

Les descendants de ces Franco-Antillais restés au Panamá après la construction du Canal ne connaissent pas tous l'opulence. Comme dans tous pays émergents, une proportion de la population connaît les affres du chômage endémique. On en trouve parmi ces descendants d'Antillais qui vivent dans l'indigence et le dénuement. Nous consignons, dans la rubrique « Résultats d'Enquête- A » de nos Annexes, les témoignages de ces personnes qui se sont déjà intéressées de près ou de loin à la délicate question des Guadeloupéens émigrés au Panamá, au début du siècle dernier, d'autres qui ont récemment effectué le voyage au Panamá. Certains y vont régulièrement pour y développer des questions de transactions et d'échanges économiques. Ils pensent que le Conseil Régional devrait élaborer un projet d'échange avec le Panamá, car, grâce aux médias et à la productivité de tous ceux qui s'intéressent à la question, peu de gens ignorent, aujourd'hui, que des Franco-Antillais, vivent au Panamá depuis plus d'un siècle et qu'ils s'y sont parfaitement intégrés. Ils parlent du courage et de l'obstination des valeureux travailleurs du Canal à une époque où la technologie n'était pas aussi développée qu'aujourd'hui. Leur réflexion les porte au discernement quant au sens de l'immigration et aux raisons profondes qui poussent un peuple à quitter son pays pour trouver un mieux-être ailleurs. Nous devons savoir que personne ne quitte définitivement son pays sans raison. Notre perspicacité doit nous entraîner à apprécier avec justesse le phénomène migratoire dans sa globalité; l'immigrant qui s'inscrit dans ce courant migratoire a, certes, pris le temps et la mesure de sa décision et ce n'est jamais sans douleur qu'un homme décide de tout quitter pour s'engager vers l'inconnu qui pourrait se révéler être l'eldorado ou la grande désillusion. L'immigration des Franco-Antillais au Panamá appelle à la tolérance envers les étrangers qui élisent domicile en Guadeloupe et en Martinique, en quête de vie meilleure. Cela s'entend dans les propos tenus par une des personnes interrogées, laquelle prône le respect de la liberté d'autrui, de ses manières de penser et d'agir.

Du côté martiniquais, les Franco-antillais qui mouraient de faim, ceux qui étaient affolés par les tremblements de terre, les cyclones et l'éruption de la Montagne Pelée, et qui avaient tout perdu, sont partis volontiers, espérant trouver l'Eldorado. Mais sur le terrain, la réalité était toute autre. La grande désillusion. Concernant l'arrivée du bateau de recrutement, l'information était largement diffusée. Tous les mois, on voyait le navire *Lavallé* arriver sur les côtes martiniquaises. Il y avait plus de demandes que d'offres et beaucoup de volontaires montaient clandestinement sur le bateau car ils croyaient au rêve américain où, au bout de 500 jours, ils pouvaient revenir chez eux, riches et cousus d'or, mais la réalité était bien différente. Le recrutement était essentiellement masculin. Cependant, les femmes s'enhardissaient à monter sur le bateau, à tout prix. Elles plongeaient dans l'eau et remontaient par la corde, vêtues et coiffées de manière masculine. Ainsi accoutrées, il leur était facile de tromper la vigilance des recruteurs à une époque où la carte d'identité n'était pas nécessaire pour voyager. Il leur suffisait de s'identifier comme un garçon pour voyager clandestinement. Beaucoup de femmes sont mortes noyées et ont disparu sans laisser de trace à cause de leur entêtement à croire à l'Eldorado panaméen. Pour la plupart, certaines femmes voulaient suivre

leurs conjoints, d'autres s'exilaient pour fuir des problèmes sentimentaux. On se rappelle la biguine de Léonard Gabriel devenue célèbre à l'époque. « Doudou mwen pati Colón... ». (Mon Chéri est parti pour Colón...)

Ceux qui n'y ont pas laissé leur vie dès leur arrivée y sont restés à vie, parmi eux les inconnus de la liste d'argent, ceux qui étaient entrés clandestinement au Panamá. Ils y sont restés pour n'avoir pas réussi à épargner suffisamment d'argent afin de payer eux-mêmes leur voyage de retour. Puis la loi française a interdit l'émigration de ses ressortissants ; il n'y avait donc pas d'escale en terres françaises avant 1907. Tous les mois, les bateaux américains faisaient, alors, escale à Sainte Lucie, Dominique et Trinidad pour recruter des ouvriers antillais. La population apprenait la nouvelle de bouche à oreille. Huit cents personnes environ partaient à chaque escale du bateau. En dépit des interdictions, les gens affamés se laissaient séduire par l'appât du gain. Voilà ce que disaient les propagandistes.

Engagez-vous ! Engagez-vous pour 500 jours pour faire fortune dans le plus beau pays du monde ; vous serez logés, nourris, blanchis ; vous gagnerez beaucoup d'or !

Mais la réalité était tout autre. Il y avait du travail. Par contre, le contrat qui stipulait qu'au bout de 500 jours de travail, l'ouvrier retournerait chez lui avec de l'argent en or américain n'a pas été respecté. Il semble que les Américains aient utilisé cet argent pour entrer en guerre en 1914 car bon nombre de rapatriables ont été purement et simplement laissés pour compte au Panamá. Le Canal a été inauguré quelques jours avant la déclaration de guerre. Les ouvriers Franco-antillais recevaient leur salaire en argent panaméen. Ceux-ci travaillaient de 6 heures du matin à 18 heures et cela, 6 jours sur 7. Il y a de la souffrance et du mystère derrière l'affaire du Canal. Une souffrance normale car un Martiniquais sur trois avait un parent ou un voisin parti pour creuser le Canal. Cyparisse, seul rescapé de l'éruption de la Montagne Pelée s'est rendu au Panamá. Il avait survécu grâce au fait qu'il était enfermé dans la geôle souterraine de Saint Pierre. A l'époque, le Cirque Bouglione faisant sa tournée ; il s'arrête en Martinique, s'intéresse à Cyparisse, et le présente dans son spectacle au Panamá. L'on sait qu'il est décédé au Panamá, mais personne n'a, jusqu'ici, trouvé trace de sa sépulture. Paul Gauguin aurait, lui aussi, séjourné au Panamá dans des conditions également très difficiles. Il n'était pas encore célèbre. Ce n'est qu'après son voyage au Panamá qu'il est devenu ce grand peintre de renommée internationale. Il vivait en Bretagne et vendait, par ci par là, un tableau lui permettant de survivre et d'acheter son matériel de peinture. Pendant sa période de grande misère, il était mousse sur un bateau qui naviguait dans le Pacifique en contournant la Terre de Feu. Il avait découvert une île de Panamá qui s'appelait Taboya, à trois quart d'heures de bateau. En s'y promenant, il a trouvé des goyaviers, des manguiers, des abricotiers, des bananiers, des cocotiers. Il s'est dit ; « Voilà une île qui me plait, je n'ai pas besoin d'argent pour me nourrir, je pars pour Taboya ! » Après une escale à Pointe-à-Pitre, puis à Fort-de-France, Gauguin arrive au Panamá. On y perce le Canal ; des industries s'installent ; on donne du travail aux gens. Mais la spéculation foncière s'installe aussi. Les Panaméens font payer même les terres incultes. Gauguin ne peut acheter un terrain. Pire encore, pour survivre, il est obligé de travailler comme terrassier ; il a donc cassé des roches au Canal de Panamá. Lorsque le Martiniquais s'installait au Panamá, il devait se faire connaître à la Société de Secours mutuels qui essayait de régler ses problèmes urgents. Toutefois, beaucoup de personnes nécessiteuses

n'étaient pas touchées par cette aide parce que celles-ci n'avaient pas les moyens de s'acquitter des cotisations leur permettant d'adhérer à la société. Pour permettre le rayonnement de la culture française en Amérique centrale, L'Ambassade de France au Panamá a mis en place un pôle de développement de la langue française au Panamá en favorisant l'intégration, dès 1907, d'une institutrice martiniquaise capable de donner des cours de français aux enfants d'origine franco-antillaise.

C. Points de vue des Panaméens d'origine franco-antillaise

C'est une fierté pour les Franco-antillais qui ont travaillé à la construction du Canal, mais c'est aussi un déshonneur car leur travail n'était pas reconnu à leur juste mesure. Les Américains venaient recruter leur main d'œuvre dans les Antilles. Ces Franco-antillais étaient engagés avec un contrat extrêmement précis. Un contrat d'une durée de 500 jours. Ils ne payaient pas leur voyage sur le moment. En revanche, ils subissaient un retrait sur salaire à raison d'un dollar par mois pour le remboursement. Les Américains avaient en permanence un grand besoin de main d'œuvre. A Gatún, il y avait un immense chantier où était rassemblée une quantité importante de Noirs antillais ; 65 000 ouvriers étaient nécessaires pour travailler chaque jour sur le percement du canal. En cas d'accident, et il y en avait tous les jours, ce sont 200 ouvriers qui disparaissaient. C'est le bateau américain « Le Lavaley » qui repartait pour les Antilles afin d'y recruter une nouvelle cargaison de main d'œuvre.

Pendant la construction du Canal, un train américain embarquait les nouveaux arrivants depuis Colón et les conduisait directement sur les chantiers de Gamboa, Bas Obispo, Gatún. Les conditions de travail étaient rudes. Il fallait défricher une forêt peuplée de gros arbres centenaires comme des séquoias. Pour les abattre, les hommes devaient scier 10 à 15m de circonférence. Au niveau du sol, les tâcherons devaient creuser la terre, casser les roches et les enlever. Des milliards de tonnes de terres et de roches ont été déblayées et transportées en train jusqu'au bord du Pacifique pour former trois îles artificielles, celles de Naos, Péricos et Manáos.

Pour abriter ce grand nombre d'indigents, les Américains avaient implantés de grands baraquements de 2 étages, un système de grands dortoirs pour 72 personnes contenant des lits de camp et des placards, comme ceux qu'on rencontre dans le vestiaire d'une équipe de football, et les ouvriers dormaient là dans une affreuse promiscuité, quand les Nord-Américains vivaient, eux, dans de luxueuses villas avec moustiquaires, ventilateurs. Ils prenaient leur repas au restaurant où ils étaient servis. Les ouvriers antillais étaient payés 75 centimes de dollar par mois. Il était prévu que ces travailleurs antillais soient rémunérés en dollars or américain, mais sur le terrain, ils étaient payés en monnaie panaméenne, en argent. Les Nord-Américains n'avaient pas d'égard pour les Noirs vivant sur leur sol, ils en avaient encore moins pour les Franco-antillais, au Panamá, dont ils ne comprenaient pas la langue. Aussi, ces patrons américains ne respectaient pas les clauses du contrat, commettant une forte discrimination dans la zone du Canal. Les Noirs américains avaient leur lieu de restauration avec tables et chaises pour prendre leurs repas. Les Américains servaient un repas aux Antillais mais ceux-ci devaient payer leur nourriture alors que les clauses du contrat stipulaient, au contraire, qu'ils seraient logés et nourris. Les Franco-antillais mangeaient n'importe où, debout ou assis sur les rails de chemin de fer, sur un bout de colline. Les Chinois affectés en cuisine leur servaient une

bouchée de nourriture dans une petite gamelle et assis en plein soleil ou sous la pluie, ils mangeaient là. Aujourd'hui encore, le Canal reste intact, tel qu'en 1914, l'année de son inauguration. N'ayant subi aucune modification, il est même classé 8^{ème} Merveille du Monde. Les Franco-antillais tirent de la fierté d'avoir été les artisans d'une telle réalisation. 85% des plus gros bateaux du monde empruntent le Canal. Contre toute attente, les Américains se sont montrés peu reconnaissants pour tout le travail et le dévouement des Franco-antillais sur le Canal.

Nous avons présenté dans ce chapitre une approche qui permettait d'adapter l'espace caraïbéen aux classes d'intérêt. Il était essentiel, dans le domaine des sciences humaines, de souligner les caractéristiques et les spécificités des différentes composantes, en détaillant les diverses expressions et les points de vue des personnes rencontrées au cours de notre étude, pour l'élaboration de notre thèse. Enfin, il nous a semblé opportun de proposer, dans ce chapitre, une sélection des principales activités d'entraide mises en place par la communauté franco-antillaise pour parer aux obstacles et affronter les difficultés que rencontraient, au quotidien, les descendants d'Antillais, aujourd'hui Citoyens Panaméens.

CHAPITRE VII : LA CULTURE FRANCO-ANTILLAISE DANS LA REPRESENTATION PANAMEENNE : UN BRASSAGE CULTUREL

I – Arts et culture : singularité de la musique panaméenne

A. La musique panaméenne moderne de fibre franco-antillaise

Nous analyserons et interpréterons tour à tour les contours de la culture franco-antillaise dans la représentation panaméenne, tel un brassage culturel. Puis, nous traiterons de la légitimité des musiques et des danses traditionnelles et modernes. Il nous importera de savoir comment les Guadeloupéens et les Martiniquais on-ils pu imposer leurs caractéristiques spécifiques en insufflant une véritable dynamique dans les traditions ancestrales Sud-américaines. Nous verrons également de quelle manière les langues ont évolué depuis l'introduction de ces différentes vagues d'immigration à l'intérieur du pays. Pour s'intégrer dans un pays étranger, l'immigrant doit s'imposer un certain nombre de règles ; nous verrons dans ce chapitre de quelle façon les Franco-antillais de Guadeloupe et de Martinique se sont adaptés à leur nouveau mode de vie, comment ils se sont organisés pour, non seulement créer une ambiance communautaire, mais aussi ce qu'ils ont pu faire émerger de leur singulière créativité.

La musique latine s'inspire de la musique cubaine et conserve de nos jours, son rôle de fête et de danse. La musique latine réagit en 1971, quand Fania, grande maison de production, inventa le mot « salsa » pour vendre un produit musical fabriqué et produit à New York, mais qu'il n'est pas possible de comprendre sans tenir compte des rythmes et des styles des Caraïbes. La culture latine est une source inépuisable de connaissances. Si l'on s'en tient à la zone espagnole des Caraïbes, on trouve une série de rythmes africains fondus dans une langue qui a créé une cause commune. C'est dans cette région des Caraïbes qu'ont macéré les ingrédients les plus sophistiqués : les tambours de liberté et les tristes couplets de personnes dont les gènes et le sang sont les mêmes. Le terme « latino » a un sens en Amérique par apport à celui d'anglo-saxon. La langue est un facteur clé dans l'association et l'agglutinement culturels et politiques ; l'espagnol face à l'anglais. Les hispanophones se définissent eux-mêmes comme des latino-américains, aussi bien aux États-Unis qu'en Amérique Centrale et du sud. La musique des Caraïbes s'est alors enrichie, dans un processus d'échanges culturels, des nouveaux styles qui émergeaient, tels que le jazz et un renouvellement du folklore de chacune des zones géographiques²⁶⁸. Ceci trace une carte d'une diversité culturelle impressionnante, impossible à résumer totalement dans ce chapitre.

Parmi les nombreux chanteurs typiques, reconnus au Panamá. , citons ici : Victorio Vergara, Alfredo Escudero, Dorindo Cárdenas, Sony et Sandra Sandoval²⁶⁹ ainsi que Rubén Blades. D'origine franco-antillaise, Ruben Blades descend d'un grand-père originaire de la Barbade qui avait épousé une Martiniquaise, tous deux arrivés à Panamá pendant la

²⁶⁸ José Manuel Gómez, *Guide esencial de la salsa*, Editorial la Mascara, Valencia, 1996, 159 p.

²⁶⁹ Marc Rigole, *Panamá*, Ulysse, Paris, 2006, p 41.

construction du Canal. La musique panaméenne moderne a subi l'influence de la musique américaine ; une certaine vision de l'Amérique qui sera bouleversée par des événements tragiques survenus au Panamá. De ces événements, l'on retiendra l'amer épisode au cours duquel les États-Unis, refusant de hisser le drapeau Panaméen dans la zone du Canal, provoquèrent une vague de protestations. Les jeunes musiciens antillais puisèrent leur influence créatrice dans nombre de mouvements sociaux qui émaillèrent la vie politique dans le milieu du XX^e siècle panaméen. Tous furent témoins de la répression militaire lors de la manifestation nationaliste de la part des soldats Américains, lesquels en 1964, tirèrent sur les travailleurs qui protestaient contre la situation du Canal, et sur des étudiants²⁷⁰ qui luttaient pour la véritable indépendance du Panamá, alors, encore placé sous le contrôle des États-Unis. Ce massacre, qui se solda par 21 morts et plus de 500 blessés, marqua le début d'une véritable prise de conscience quant à son identité panaméenne²⁷¹. Beaucoup de chanteurs panaméens refusèrent, à partir de ce moment, de chanter en anglais et se tournèrent vers la musique latino-américaine prenant pour référent, le chanteur argentin Piero.

Les thèmes sociaux évoqués dans certaines chansons de Piero représenteront une sorte de révélation du type de message que ces jeunes chanteurs entendaient véhiculer dans leurs textes. Le Coup d'État de Torrijos viendra marquer un autre tournant dans la musicalité panaméenne. Le célèbre artiste Pete Rodriguez, l'une des plus grandes figures du boogaloo, faisait déjà ses preuves sur la scène new-yorkaise. La salsa, à ce moment, était en pleine vogue. Il en résultera pour les chanteurs panaméens les plus engagés, une salsa « à texte » imprégnée de la réalité sociale des cités latino-américaines dont ils revendiqueront l'intégralité des paroles et leur contenu polémique.

La situation chaotique de la politique du pays, vers les années 70, inspire les chanteurs panaméens qui y puisent tous les ingrédients d'une musique engagée, poussée à l'extrême. Leurs chansons plaident pour les libertés individuelles, et contre les injustices sociales. La Fania All stars était devenue la référence obligatoire en matière de salsa. Les chanteurs panaméens comprirent que cette formation les aiderait à se propulser, en obtenant des contrats qui les feraient gagner du prestige. Lassés d'une musique sans message, ils désiraient écrire des chansons plus spécifiques, une salsa plus engagée. La nouvelle influence viendra de Willie Colon avec lequel ils redéfiniront les limites de la salsa panaméenne. Orchestrations sophistiquées à l'extrême, des cuivres volcaniques, paroles acerbes, voix violentes et tranchantes, roulis obsessionnel des timbales, production très soignée, tout est mis en œuvre pour que la nouvelle salsa acquière une dimension internationale. Les chanteurs antillais écrivent des textes aux implications politiques évidentes et posent un regard sans concession sur la société nord-américaine.

La musique panaméenne moderne, inédite, mêle l'énergie sensuelle des rythmes afro-cubains à cette poésie des ghettos, baignée de la réalité sociopolitique. L'inspiration est puisée dans les diverses chroniques urbaines truculentes ou dramatiques qui font le succès de la salsa panaméenne; La jeune génération des chanteurs panaméens chante l'injustice et la colère des laissés-pour-compte. Dans leurs albums, ils évoquent la difficile condition humaine face à des

²⁷⁰ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op.cit.* p. 223

²⁷¹ José Manuel Gómez, *Op.cit.*, p. 75.

régimes corrompus et tyranniques. La maîtrise dans la narration se mêle à la rage et au courage de dénoncer les faits réels. Toujours soucieux d'une société plus juste, plus démocratique, les artistes se mobiliseront lors des événements tragiques qui frappèrent le Panamá en 1990. La dictature Noriega fut écrasée et la démocratie rétablie.

En observateurs attentifs de la scène politique panaméenne, et grands défenseurs du processus démocratique, certains artistes se découvriront une nouvelle vocation, dans la continuité de leur carrière musicale teintée de militantisme et de prises de positions bruyantes. Ils n'hésiteront pas alors à exprimer leurs convictions, en utilisant leurs talents de chanteurs pour déployer l'étendue des rythmes de la Caraïbe, sans renoncer à leur héritage culturel qui s'avère toujours présent²⁷². Ils se veulent tous proches des réalités sociales de leur pays. Leur combat politique est nourri de discours sur les injustices sociales et la défense des minorités.

B. Les musiques traditionnelles et les danses

Texte 6 - Los congós, herencia afro-española (cf. Annexe 1)

La danse folklorique au Panamá possède un long et riche passé ; amenée par les colons, elle s'est enrichie progressivement d'éléments indigènes et extérieurs, tout en se diversifiant selon les régions. Au départ, ces immigrants originaires de l'ensemble de la péninsule ibérique, amenèrent avec eux des expressions artistiques populaires qui seront par la suite largement représentées dans la musique panaméenne. Leurs chants, danses et instruments à cordes se répandirent dans les campagnes pour acquérir peu à peu une véritable identité créole. La vielle, après avoir voyagé dans les bagages d'instrumentistes sur les galions, résonna bientôt dans les plus petits villages panaméens ; mais l'instrument qui s'y implanta définitivement fut la guitare. Au sein de la grande famille des cordes, la guitare devint ainsi le fondement harmonique de base de la *mejorana*²⁷³, du *pasillo*, du *punto*, du *zapatero* que l'on dansait à la campagne, sur les esplanades, dans les baraquements et les cahutes, avant qu'ils n'envahissent les villes et leurs salles de danses. Également d'influence africaine, la musique panaméenne est dotée d'une indiscutable parenté avec les prières yoroubas. Les Panaméens lui donnèrent alors un nouvel accent, non seulement prosodique, mais aussi rythmique, autorisant ainsi une cadence différente. Elle est ainsi la résultante du mélange afro-hispano-américain avec, toutefois, une forte prédominance du facteur africain.

Les Africains amenèrent bien sûr avec eux leurs langues, leurs croyances et leurs cultures. La présence des groupes africains et de leurs descendants est indissociable de la culture de la banane. C'est la raison pour laquelle leur influence s'exerça essentiellement sur ce que l'on appellera ultérieurement les « cultures de plantations ». Plus tard, les Noirs se virent imposer d'autres labeurs, en particulier la construction et les travaux domestiques. Pour autant, un mélange ethnico-culturel s'effectua entre les populations d'origine africaine et celles d'origine hispanique ; celui-ci déterminera fortement la musique authentiquement panaméenne, leur musique folklorique et populaire est primordiale. Leurs chants, danses et tournures rythmiques

²⁷² *Ibid.*, p. 85.

²⁷³ Le terme « *mejorana* » désigne un type de chant panaméen mais également l'instrument sur lequel se pratique cette tradition.

continuèrent, en effet, de se développer au cours des siècles. La présence d'esclaves africains et, beaucoup plus tard, de travailleurs venus des Antilles, aura également une influence importante sur le folklore local, avec l'apport du quadrille de la biguine et de la mazurka. Ainsi, la danse « congo », surtout pratiquée sur la côte de la province de Colón, comporte une forte influence africaine. Les danses traditionnelles, les plus célébrées au Panamá, restent cependant la *mejorana*, le *punto* et le *tamborito*, danses nationales du Panamá pendant lesquelles les danseuses sont vêtues de la *pollera*²⁷⁴. La musique panaméenne s'est enrichie d'une longue tradition pour se développer très rapidement. Un orchestre symphonique national fut créé dès 1941. Alberto Gallimany (1889-1973) fut le compositeur panaméen le plus marquant du XX^e siècle. La musique commerciale du Panamá est assez caractéristique et se différencie de celle des pays voisins.

Outre l'omniprésence de l'accordéon dans la musique, des cris très particuliers appelés *salomas* accompagnent très souvent les chants, leur conférant ainsi un style champêtre très agréable. La pratique de la danse laisse place à l'expression individuelle, à l'énergie naturelle et aux émotions. La danse permet, en outre, à l'individu qui la pratique, d'ôter le masque imposé par les règles de la société. Elle ouvre un monde accessible à tous, car c'est un sport à part entière qui exige agilité, souplesse, équilibre et endurance. Guadeloupéens et Martiniquais ont importé la magie de la danse et la féerie de la musique franco-antillaise réussissant à intégrer une musique nouvelle à celle des premiers immigrants du Panamá. Les fédérations internationales ont divisé les danses en deux grands genres : d'un côté, les danses de salon, avec les différentes valse, le tango, la mazurka, la polka, le fox-trot et le quickstep ; de l'autre, les danses modernes qui sont nées outre-Atlantique, du brassage de diverses cultures musicales. Nous nous intéresserons, ici, aux danses de traditions latino-américaines et, plus spécifiquement, à celles qui font bouger les Panaméens, comme la *Cumbia*, le *Grito*, la *Mejorana*, le *Pasillo*, le *Punto*, la *Saloma*, le *Tamborito*, la *Tonada* et la *Salsa*.

Les danses traditionnelles de l'Amérique latine portent des noms, tels que : la *rumba*, la *samba*, le *chachacha*, le *paso-doble* et le *jive*. Hormis le *paso-doble*, qui est d'origine espagnole, toutes ces danses ont vu le jour dans l'immense creuset musical que constituent les Amériques.

²⁷⁴ La *pollera* est un costume traditionnel, porté par les femmes, lors de grandes festivités, ou au cours du Festival National de la *Mejorana* qui a lieu au mois de septembre, dans le village de Guararé. Ce costume est composé d'une blouse et d'une longue jupe, toutes deux froncées, généralement de couleur blanche, et ornées de très nombreuses broderies de couleur et d'accessoires variés. Les danseuses portent une série de peignes dorés, aux cheveux, des *tremblantes* et des chaînes en or ou dorées, gravées, arborant l'emblème national, le poisson. Les *tremblantes* sont des broches très travaillées et composées de perles et d'écailles de poissons. Les perles, accrochées à des fils métalliques très fins, se mettent à bouger dès que l'*empollerada* commence à danser : d'où le nom de *tembleques*. Les broches ainsi disposées dans les cheveux, forment un bouquet de fleurs ou d'insectes. Ces motifs de la flore et de la faune panaméenne sont une constante dans la composition des différents costumes nationaux ou produits artisanaux. L'explication de leur usage réside dans l'omniprésence des richesses naturelles auxquelles sont exposées les populations de l'Isthme. La *pollera* est considérée et mise au rang de costume national. Cette tenue serait de source gitane. Elle aurait été portée par les femmes domestiques accompagnant les familles fortunées venues s'installer dans la nouvelle colonie. Par la suite, les femmes de la bourgeoisie l'avaient portée après l'avoir enrichie d'ornements. Le festival annuel a pour but d'élire le meilleur chanteur ou la meilleure cantatrice de la province. A cette occasion, un défilé de chars, tirés par des bœufs, parcourt le village pour montrer les *empollerada* qui participent au concours de beauté.

Les danses franco-antillaises traditionnelles sont le quadrille, la biguine et la mazurka qui subsistent depuis l'arrivée des premiers travailleurs du Canal de Panamá. Les danses latino-américaines et les danses franco-antillaises constituent des genres qui se distinguent nettement des danses de tradition européenne. En effet, contrairement aux danses de salon, les danseurs ne sont pas en contact permanent et les partenaires disposent d'une grande liberté d'exécution. La grande différence, entre les danses latino-américaines, les danses franco-antillaises et les danses des années 60 telles que le rock and roll, le hully gully et le twist, vient de leur reconnaissance au niveau international. Les danses latino-américaines sont pratiquement toutes nées entre Cuba, les États-Unis et l'Amérique du sud, vers la fin du siècle dernier, mais leurs racines se perdent dans l'histoire du vieux continent. Cette longue tradition explique que ces danses aient déjà été codifiées par les fédérations internationales, et que l'on exécute, à présent, les pas de rumba ou de samba, de la même manière partout dans le monde²⁷⁵.

Le fait que les danses franco-antillaises n'aient pas encore été codifiées leur confère une certaine originalité qui a séduit les danseurs du monde entier. Il n'est pas de discothèque, ni de bal, où l'on ne danse la salsa, le merengue ou la mambo. Quelle que soit son origine, la danse exprime une harmonie entre deux personnes. Il faut donc que les danseurs forment un véritable couple, avec des affinités, voire des sentiments communs. Par ailleurs, dans l'Amérique coloniale, musique et danse ont toujours constitué des moyens d'expression privilégiés des Noirs, dans la mesure où elles leur permettaient d'oublier un instant, leurs souffrances et d'affirmer leur identité. Comme pour les danses latino-américaines, les origines des danses franco-antillaises remontent au siècle dernier, mais elles n'ont conquis le reste de la planète que récemment et n'ont pas encore été codifiées au niveau international. D'exécution très simple, les danses franco-antillaises sont chaloupées et scandent le tempo de la musique. Elles doivent leur succès croissant à leur caractère particulièrement vif et rythmé.

C. La danse au carnaval antillais et son intégration au Panamá

Texte 7 - El Carnaval de Panamá. Ernesto CASTILLO REYES, Panameño (cf. Annexe 1)

Véritable institution, le Carnaval tend à prendre de plus en plus d'intensité au Panamá et plus singulièrement dans la province de Colón. Très spécifique à la ville de Colón, le costume de diable a fait son apparition à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, lorsque les Franco-antillais ont immigré au Panamá, lors des deux grandes vagues d'immigration que connut le pays, dans les années 1850, avec la construction du chemin de fer ; puis entre 1880 et 1914, lors de la construction du Canal de Panamá. On danse pour le plaisir de suivre le rythme et de se laisser porter par la musique, pour exécuter des figures élégantes. La danse séduit parce qu'elle permet de retrouver l'énergie et la sensualité originelle du corps, à travers le mouvement, et constitue, dans la vie, un des moments où l'on peut s'exprimer en toute liberté, affirmer sa personnalité secrète, sans craindre le jugement d'autrui.

²⁷⁵ Guido Ragazzoni, Massimo Angelo ROSSI, Alessandro MAGIONI, *Guide des danses latino-américaines*, Editions Solar, Paris 2000, 190 p., p. 8.

Les immigrants Guadeloupéens et Martiniquais se sont adaptés à toutes ses musiques et danses décrites plus haut y apportant, de surcroît, leurs connaissances et originalités qui font le dynamisme et la vigueur de la culture panaméenne. Ils extériorisent leur enthousiasme pour la musique et les danses lors de manifestations populaires tel le Carnaval qu'ils célèbrent joyeusement. Par leur constance et leur créativité, ils contribuent largement au succès des diverses festivités. Chacun donne libre cours à son imagination, à travers de chatoyants déguisements, jouant son rôle et assumant sa propre mise en scène. Les boutiques spécialisées proposent une grande variété de créations, de costumes romantiques ou modernes qui resplendissent le temps d'une sortie. Les jours et les nuits se succèdent dans une frénésie envoûtante. Le carnaval panaméen est un temps de grand défoulement, certes, mais c'est aussi un exutoire qui permet à chacun d'oublier ses tracas quotidiens.

Le sens profond du carnaval réside dans la possibilité qu'il offre aux participants de se livrer à des danses outrancières qui permettent à chacun de décompresser en oubliant les vicissitudes de la vie quotidienne. Les carnavaliers affirment, ainsi, leur vraie personnalité et libèrent leurs instincts réprimés, car c'est un temps de grand défoulement. La coutume de carnaval aux Antilles fut introduite par des français catholiques qui avaient l'habitude de se donner du bon temps, avant d'affronter les rigueurs du Carême. Les demeures des riches colons étaient alors le théâtre de réceptions fastueuses où les invités paraissaient masqués et arboraient des habits luxueux.

Aux Antilles françaises, ces manifestations apparurent dès les premiers temps, quand Du Parquet épousa la Parisienne, Marie Bernard. Celle-ci soutenait de façon particulière les requêtes adressées à son mari par les Parisiens, et ceux-ci organisaient en son honneur d'extraordinaires cavalcades et mascarades qui se terminaient fastueusement au château de la Montagne. Les Normands, à leur tour, qui étaient du pays du général, s'en trouvèrent jaloux, et organisèrent des fêtes somptueuses en l'honneur de Du Parquet. Cette rivalité entre les compatriotes des époux Du Parquet stimulait les uns et les autres et, chacun de son côté, s'ingéniait à trouver les idées les plus originales, les plus fantaisistes pour leurs cavalcades et leurs déguisements²⁷⁶. Plus tard, les esclaves se réunirent dans leurs quartiers, imitant leurs maîtres tant bien que mal. Comme dans l'art, dans la musique, la danse et le parler, ils importèrent dans leurs manifestations, les éléments originaux dont ils disposaient, introduisant la musique de leurs tambours, leurs croyances, leur tempérament railleur et satyrique, créant ainsi un carnaval très spécifique, qui fit dire à Du Tertre :

*Ils sont railleurs et relèvent les moindres défauts de nos Français et ils ne sauraient rien leur voir faire de répréhensible qu'ils n'en fassent entre eux le sujet de leur divertissement, de leur entretien et de leurs chansons.*²⁷⁷

Au fil du temps et des événements, le carnaval des Franco-antillais connut des hauts et des bas et même des éclipses. Cependant, après l'abolition de l'esclavage, le carnaval fut

²⁷⁶ Marie-Thérèse Julien-Lung-Fou, *Le Carnaval aux Antilles*, Desormeaux, Fort de France, 1979, 109 pages, p. 17.

²⁷⁷ *Ibid.*, p. 20.

définitivement marqué par les apports des anciens esclaves. Les scènes de la coupe de la canne parodiaient leur ancien métier et le ridiculisaient.

Quand, à partir de 1880, ces Franco-antillais arrivèrent au Panamá, pour construire le Canal, ils y introduisirent leur carnaval qui évolua au fil des années. Aujourd'hui, le carnaval représente un moyen d'émergence culturelle, artistique, économique et d'insertion sociale. Le carnaval est un fait caractéristique de l'intégration des immigrants antillais au Panamá. Il est le tableau où s'inscrit leur marche en avant, leur obstination à vouloir parer leur pays d'accueil de ses plus succulents atours, car le carnaval panaméen est un vecteur d'emplois. Il est pour le groupement culturel panaméen, l'objet de toute son attention, tant il est important pour le tourisme et le rayonnement du Panamá dans le monde. Facteur de cohésion sociale, espace de partage multiculturel et intergénérationnel, le carnaval panaméen mérite d'être soutenu.

Les organisateurs Antillais sollicitent l'appui des Collectivités afin que leur action se développe et participe de façon plus pérenne au rayonnement du tourisme. Une étude a, ainsi, été commandée par la ville de Colón, pour faire du carnaval une activité économique à part entière, par la création de structures de production, liées aux arts des rues, cadrant la formation et la création, en musique, danses, ainsi que dans le domaine des costumes et des décors. Les comités et groupes poursuivent leur démarche de structuration et de rassemblement qui permettra aux carnavaliers et au public, de faire de cet événement un moment toujours plus vivant et plus attrayant ; et le spectacle reçoit l'accueil le plus enthousiaste d'un public toujours plus nombreux.

Chaque année, la période carnavalesque est l'occasion, pour tous les immigrants Afro-Caraïbéens, de renouer avec leur histoire. Plus qu'une fête, c'est l'expression de leur identité, par le biais de diverses formes culturelles que sont la musique, la chorégraphie, la confection de vêtements de plus en plus somptueux alliant tradition et innovation. L'harmonisation de ces manifestations est de nature à promouvoir l'image du Panamá et à sauvegarder leur caractère populaire, en assurant leur impact sur l'ensemble du territoire. Cette demande d'unification tend à donner encore plus d'éclat à la période festive du carnaval.

Le carnaval est tradition, certes, et l'effort culturel des groupes carnavalesques du Panamá en témoigne ; mais il est aussi modernité. En effet, chaque année est l'occasion de poser un nouveau jalon dans la marche dynamique du carnaval panaméen : groupes à peau, groupes à caisses claires, parades, déboulés, concours, satires ; les auteurs de cette manifestation populaire explorent toutes les diversités, construisant tous les avenir possibles. Le Panamá tire sa fierté de ce dynamisme, de cette richesse humaine et culturelle, née de l'immigration, accentuant une démarche de coopération pour que le carnaval soit plus beau et plus fort. Portés par la passion du carnaval, certains groupes issus des pays de la Caraïbe exportent fièrement leur savoir-faire carnavalesque au Panamá. Splendeur et originalité s'associent pour cette grande et belle fête populaire à laquelle tout le monde est convié. Le carnaval est ainsi l'un des événements festifs majeurs pour la population franco-antillaise immigrante qui se mobilise durant toute sa période ; il s'articule autour de groupes qui se particularisent par des sons différents. Danses, groupes, costumes, chars, compositions musicales sont évalués par un jury qui désigne la meilleure musique, la meilleure chorégraphie et le plus beau groupe à pied. Tous possèdent le pouvoir de créer l'émotion et le ravissement de la foule, et de décupler les forces actives des participants. Une belle occasion d'apprécier l'effervescence, l'imagination et la magie du carnaval.

Déjà, lors de l'implantation des premiers Noirs africains sur le sol panaméen, par des colons espagnols, l'entente entre Blancs et Noirs n'était pas acquise. Comme cela se passait dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, les Noirs étaient réduits en esclavage pour faire prospérer la culture de la canne à sucre.

Lorsque les conditions de détention au travail forcé devenaient trop dures, les Noirs s'enfuyaient et désertaient, à travers bois et campagnes, jusqu'à la côte, où ils se réfugiaient et fondaient une nouvelle communauté. Certains fuyards étaient retrouvés et mis à l'épreuve du fouet, sans modération. Ces colons fouettards étaient alors considérés par les victimes comme de véritables diables de l'enfer. Ainsi naquirent les Diables du Carnaval qui étaient des représentations de ces colons barbares. Chaque année, à l'ouverture de la période carnavalesque, les Diables font leur apparition, toujours plus subtils dans leur conception et plus recherchés dans leur élaboration. Les fins limiers de la parodie du carnaval s'enorgueillissent de procéder à la fabrication des plus beaux masques et des costumes les plus superbes. Le masque déambule chaque après-midi dans les rues de Colón, fouet à la main qu'il claque sur le sol et sur certains de leurs acolytes. Ils passent et taquinent les enfants qui se blottissent dans les bras de leurs mamans²⁷⁸.

Les jeunes défilent à l'avant ou à l'arrière du Diable qui, lui, du haut de sa grosse tête grimaçante et effrayante, défile seul, afin d'être bien admiré de tous les spectateurs. Les délinquants prennent la tête du défilé, oubliant pour un temps, l'objet de leurs délits. Les Diables se produisent dans les rues, sous la responsabilité de leurs « Comparsas », des associations de quartier. Ainsi, en cas d'incivisme de la part d'un des membres, les Forces de l'ordre savent à qui s'adresser pour réparer un tort. Les policiers en uniforme, eux, restent attentifs à tout ; très vigilants, ils sont prêts à contenir tout débordement s'il en était besoin. Au musée d'art moderne Afro-Antillais, on peut contempler les frasques de ces costumes de Diables, confectionnés avec beaucoup d'originalité, et des masques façonnés dans des matériaux aussi divers que variés, au fil des ans. Durant cinq jours et cinq nuits, le carnaval de Colón bat son plein de défilés et de réunions en élections. Cette manifestation est le fruit de la conservation des traditions carnavalesques importées des Antilles françaises, Guadeloupe et Martinique. Les Afro-Antillais font partie d'une communauté à part, tout en étant des citoyens panaméens à part entière.

Au fil des siècles, il s'est démarqué un métissage, au sein de la population constituée d'un apport d'Amérindiens, d'Espagnols et d'Africains. Le résultat de ce subtil métissage fait entrevoir une nouvelle ethnie aux traits particuliers. Cette nouvelle originalité est ainsi mise en exergue et montrée à la population lors d'élections aux concours de beauté. Ainsi, s'y trouve élue la reine de beauté afro-franco-antillaise de Colón, jugée lors de prestations populaires dans les artères principales de la ville. Aussi profane que sacré, le carnaval au Panamá, est prétexte à de spectaculaires manifestations de rues. Importé d'Europe, et conforme aux traditions chrétiennes ritualisant la fin de l'hiver, la renaissance de la terre, le basculement des saisons et des esprits, le carnaval, qui se déroule jusqu'au carême, permet aux sociétés, hiérarchisées des esclaves d'y assimiler, une fois de plus, leurs pratiques ancestrales.

²⁷⁸ Cf. voir Illustration en Annexes: Diablico sale, déguisement typique de la province de Colón. Source: carte postale du Panamá; photo de la source réalisée par M-F M.

Après l'indépendance du Panamá, la tradition gagne en vigueur, et chaque village ou chaque quartier s'organise pour présenter son groupe de danseurs, musiciens et chanteurs, à l'occasion de l'Épiphanie. Les préparatifs sont souvent longs, et on débat du thème, des déguisements, des chœurs, des interventions solistes, des chorégraphies, des oriflammes, des lanternes, des textes de chansons spécialement écrits pour la célébration²⁷⁹. Vécue dans la ferveur et l'effervescence, cette manifestation populaire est, pour beaucoup, l'occasion de revendiquer ses racines, d'exhaler les rancœurs, d'exalter son appartenance sociale et d'exprimer quelques contestations, sous couvert de liesse et de désordre public. Les Comparsas ou groupes de carnaval portent haut leurs couleurs et exhibe leurs meilleurs musiciens. La rivalité est aiguisée entre les formations souvent constituées de tambours, les congas, de caisses claires militaires, de grosses caisses, de petites percussions métalliques, de cloches pour vaches, de jantes de camions, de socs de charrues.

Les défilés sont animés par des ensembles instrumentaux variés. Tout d'abord, la conga, qui est une formation percussive, composée de la tambora, un petit fût bi-membranophone, originaire des Caraïbes françaises et introduite au Panamá par les ouvriers franco-antillais lors de la construction du Canal; de trois tambours répartis du plus grave au plus aigu et frappés dans un roulis incessant; de deux caisses claires de forme plate. Pour couronner cet enchevêtrement aussi tonitruant que subtil on utilise la corneta china, un petit fifre originaire de Canton, et arrivé au Panamá lors de la construction de la voie ferrée et l'arrivée de la vague d'immigration asiatique de la fin du XIX^e siècle. Cet instrument à vent, au timbre nasillard, joué dans les suraiguës, et fondé sur cinq notes, s'élève au-dessus de la masse polyrythmique, pour installer la mélodie.

Ainsi constituée, la conga peut défiler seule, mais elle peut également s'ajouter à une *comparsa* de type traditionnel. Les processions carnavalesques de Colón s'organisent autour des quartiers et se disséminent au fil des rues, escortées par une foule extrêmement importantes. Les habitants de la ville décident de suivre telle ou telle comparsa donnant ainsi leur verdict pour signifier le degré de popularité des diverses congas. Tous ces mouvements de liesse populaire, que ce soit à Panamá City ou à Colón, s'inscrivent désormais dans une tradition scrupuleusement gardée et jalousement entretenue. Malgré les vicissitudes de l'histoire et les aléas politiques, le carnaval panaméen maintient son statut de fête religieuse et païenne, l'exemple même d'une réussite syncrétique qu'évoquait déjà, en 1900, le musicologue Emilio Bacardi, nullement surpris du mélange des cultures :

*Au cours de la procession avait lieu la présentation de divers masques et diverses figures qui représentaient des anges, des diables, des gitans et des gitanes, des lions, des tigres et surtout un gigantesque serpent, appelé Tarasque. Tous ces groupes avaient leurs danses, aussi bien dans les processions en général que dans la commémoration des octaves, on portait divers bustes de saints dont certains étaient précédés de chants, de tambourins et de sonnaillles africaines.*²⁸⁰

²⁷⁹ Rubén Darío Carles, *A través del Istmo*. Panamá, 1978.

²⁸⁰ Noel Balen, *Música cubana*, Op.cit., p. 32.

Lors des festivités, à Colón, on danse le congo, une danse folklorique unique en son genre. Avec son rythme et ses instruments, elle rappelle les origines africaines de la population. En effet, la tradition des Congos remonte à l'époque coloniale, lorsque les Espagnols amenèrent avec eux des esclaves venus d'Afrique. De nombreux captifs maltraités se révoltèrent alors et s'enfuirent dans la jungle pour former de véritables petites communautés. Ainsi naissent les Congos, mot qui s'applique aujourd'hui à la fois aux danses, à la musique et aux narrateurs des représentations folkloriques relatant l'histoire de ces anciens prisonniers. Ainsi, en février, à Portobelo et dans toute la région de la Costa Arriba, le carnaval est l'occasion de ranimer cette histoire coloniale, en parodiant l'esprit de rébellion, vis-à-vis des maîtres de l'époque, de la cour d'Espagne et du clergé. Durant les célébrations, les Congos parlent un dialecte compris d'eux seuls, leurs visages sont peints en bleu ou en noir profond, leurs vêtements sont incongrus, et ils se saluent avec les pieds, marquant ainsi leur désobéissance et leur désir de révolte.

Le soir venu, on danse le congo dans les villages, afin de célébrer la liberté retrouvée des esclaves. Pendant la danse, les couples se forment de façon impromptue. Ils sont accompagnés par trois ou quatre tambours, derrière lesquels se dressent un groupe de femmes qui chantent une sorte de litanie relative à la vie quotidienne²⁸¹. La péninsule d'Azuero est la gardienne des traditions de l'époque espagnole et, à ce titre, c'est là que les habitants fêtent le carnaval de la manière la plus traditionnelle. Il dure quatre jours, du samedi au mardi gras ; quatre jours pendant lesquels les commerces sont fermés. Dans plusieurs villes, un carnavalito se déroule, une semaine auparavant. La fête est soigneusement préparée à l'avance, et les plus grands concepteurs de vêtements y participent en préparant des costumes toujours plus beaux, mais dans le respect des traditions.

Le carnaval de Las Tablas est le plus célèbre du Panamá. Dans cette ville, on assiste à une admirable concurrence entre la calle arriba et la calle abajo qui élisent respectivement leur reine et cherchent à produire les costumes les plus spectaculaires, et à jouer la meilleure musique. La tradition remonterait au XVII^e siècle, mais ce n'est que vers la fin du siècle dernier que les plus grands changements se sont opérés. Les anciens parlaient avec nostalgie de leur carnaval qui n'attirait alors que les communautés voisines de Las Tablas, pour un rassemblement où l'on tournoyait autour de la Reine, au son des violons et des tambours, jusqu'à ce que la nuit tombe et que les bougies illuminent le bal. De nos jours, cette tradition n'est plus l'apanage de Las Tablas seul ; elle s'est étendue à Penonomé, à Pedasí, à Los Santos, à Chitré, à la Chorrera... Le spectacle attirait alors des dizaines de milliers de spectateurs. Il est fréquent que les entreprises donnent congé à leurs employés pendant ces quatre jours de fête. Peu à peu, les orchestres ont été remplacés par des discothèques ambulantes, et les traditionnels seaux d'eau dont les gens s'arrosaient gentiment, sont devenus d'énormes citernes, des culecos, du haut desquels on arrose la foule à grands jets.

Ces mojaderos font partie des temps forts du carnaval²⁸². Le défilé de chars allégoriques, de plus en plus majestueux, donne lieu à des rivalités innombrables. Vers les années 1950, chaque rue a commencé à présenter sa propre reine, encourageant une compétition qui, à chaque édition, se fait de plus en plus redoutable. Chaque rue se mesure à l'autre, en

²⁸¹ Marc Rigole, Panamá, *Op.cit.* P. 190.

²⁸² Dominique Auzias, Panamá, Editions de l'Université, Paris, 2005, 299 pages, p. 173.

présentant les meilleurs orchestres, tunas, des reines aux costumes dignes du Carnaval de Rio, des feux d'artifice, des pétards et de la musique reggae. Quelle manifestation mieux que le carnaval peut rendre compte de la beauté et de la complexité du métissage culturel au Panamá ? Les Blancs, les Noirs, les Amérindiens, les métis forment un tout qui rend leurs jours gras et leur carnaval uniques en leur genre. En, effet, nul ne manque cette occasion unique d'immortaliser les costumes colorés, de vivre leur musique entraînante derrière les chars et dans les défilés de groupes à pied. Le carnaval est donc un événement majeur au Panamá. Colón, Portobelo, Palinque et leurs offices de tourisme ont depuis quelques années tout mis en œuvre pour que les jours gras et le Carnaval soient un pur produit d'appel touristique. Dès le début du mois de janvier, ces villes organisent toute une série de manifestations de jour comme de nuit pour lancer les festivités du carnaval.

Le goût très prononcé des Panaméens d'origine franco-antillaise pour la fête a transformé cet événement en une grande fête véritablement populaire et complètement gratuite. « Le Carnaval est la période réservée aux divertissements du jour des Rois (Epiphanie) au carême (mercredi des cendres)²⁸³. » Le Carnaval est, au Panamá, une période attendue par les petits et les grands, l'occasion d'un grand défolement où toutes les couches de la société se retrouvent dans la rue pour danser et parader. C'est aussi un spectacle extraordinaire où des groupes à pied et dans des chars s'approprient les rues des différentes villes, tout cela dans un grand tumulte de couleurs, de sons et de rythmes. Le carnaval est aussi une affaire de famille. Avec le développement de ces festivités dans les écoles, les familles prennent d'assaut les magasins pour y trouver les panoplies les plus extraordinaires. Un atout incontournable pour les commerçants qui proposent les articles les plus sophistiqués dans leurs rayons. Les magasins profitent alors de cette période pour lancer les campagnes de promotions sur des appareils photos numériques et sur des caméscopes. Toutes ces photos de parade féeriques régaleront petits et grands sur les écrans d'ordinateurs lors de soirées en famille. Parce que le carnaval reste aussi un grand moment pour la famille, pour les parents qui prennent le temps qu'il faut pour déguiser leurs enfants, pour les faire participer à la parade des écoles. Leurs répétitions commencent d'ailleurs très tôt, et les enfants, que les parents déguisent en petits diabolos, animaux, fleurs, papillons, superman, Zorro ou enfants du monde, ouvrent les festivités, lieu de l'invention, de l'imaginaire. Chaque commune se prépare et la fête se déroule juste le week-end précédent les jours gras, ponctuée par l'élection de Prince et Princesse du Carnaval.

Pendant les quatre jours gras la fête culmine. Dans les rues déambulent des groupes d'une extrême diversité, dans un univers extrêmement riche, des artistes de la rue, improvisés par le rassemblement populaire. Les groupes posent un regard décalé sur un art de vivre. Les spectateurs sont consensuels ; ils décident de perdre leur temps pour faire partie de la mise en scène générale. Ce sont les spectateurs qui donnent une âme à la rue, ils sont des « spectateurs-acteurs-marcheurs-flâneurs » qui participent de la grande marche urbaine. Ils apprennent à se perdre pour voir autrement. Ils sortent des circuits tout faits pour se laisser étonner. L'action poétique est suggérée et chacun se demande quelle est sa vraie place dans la cité. Le carnaval est alors une activité politique. Les spectateurs mettent tout leur cœur à participer à la passion des carnavaliers. Ils s'habillent de façon différente. Ils se maquillent de

²⁸³ Le Petit Robert, Dictionnaire de la langue française.

manière excentrique ; ils arpentent la ville et occupent les rues libérées et quadrillées pour la circonstance.

Les spectateurs font partie intégrante de l'activité carnavalesque. Ils insufflent une énergie débordante qui colle à la manifestation de rues. Ils s'approprient l'espace urbain. Ils s'agglutinent dans tous les coins, s'asseyent sur les trottoirs, chose qu'ils ne feraient pas en temps normal. Les plus âgés arrivent tôt, munis de leurs chaises pliantes ; ils repèrent les lieux, s'installent contre le soleil couchant, en première loge, pour ne rien perdre du spectacle, et participent, non en trompe l'œil, car ils ne font pas partie du décor, ils regardent, restent actifs, et applaudissent, apportant alors à la fête un dynamisme hors du commun. Ils ne sont pas de simples figurants d'une pièce théâtrale dont ils n'ont pas lu le scénario. Ils n'agissent pas à la demande, ils font corps avec la frénésie des groupes qui défilent sous leurs regards pétillants. Spectateurs et carnavaliers forment ainsi un tout compact où les uns n'existent pas sans les autres. Les spectateurs ne sont pas seulement des habitants de la ville, certains viennent de loin pour assister au spectacle qui se déroule en ville, dans une symbiose absolue. Dans les rues, se déverse partout l'euphorie d'un peuple saisi d'une brusque frénésie.

La circulation est interrompue sur tout le parcours prévu pour le défilé des groupes à pied et des chars. Les grandes parades et les vidés commencent alors. Chacun exhibe fièrement son costume. Des couleurs vives, beaucoup de strass et de paillettes et, biens sûr, de longues plumes en sont les composantes essentielles. Le rythme et la musique font partie intégrante du spectacle. Les groupes à pied sont accompagnés de musiciens et par des chars où trônent fièrement les Reines du Carnaval élues dans les communes. Les percussions, trompettes, trombones et sifflets sont de toutes les parades. D'autres chars portent les grosses sonos qui accompagnent les défilés quand les musiciens à pied font leur pause. Ils diffusent les tubes du carnaval et reprennent les chansons populaires adaptées pour la circonstance. Les groupes rivalisent de décors plus élaborés les uns que les autres. Souvent imposants, ces décors ne peuvent être déplacés que sur des chars sur lesquels ils sont mis davantage en valeur. Certains groupes se distinguent par leurs costumes mélangeant tradition et modernité. Les coiffes en carton, paille ou tissu, de plus en plus élaborés, révèlent la créativité des carnavaliers. Dans les villes de Colón et de Panamá, la chorégraphie fait une entrée remarquée. Chaque groupe emploie son chorégraphe particulier qui lui apprend à se mouvoir en mettant en valeur costume et musique dans le cadre d'un thème. La parade nocturne de Colón est un grand défilé montrant des costumes spécialement conçus pour la nuit. La féerie et la lumière s'emparent alors de la ville. Le mardi gras commence par un réveil en pyjama, au lever du jour, suivi de défilés hauts en couleurs toute la journée et de bals populaires le soir. La plupart des groupes carnavalesques affichent une longévité peu commune dans le monde associatif. Ils sont bien ancrés dans leurs secteurs, renouvelant leurs forces et leurs équipes sans souci de recrutement. Les anciens carnavaliers reviennent pour porter leur aide les veilles de défilés.

A travers le carnaval se tissent donc des liens forts et des mouvements de solidarité jaillissent spontanément. Les moments de carnaval sont une apothéose des festivités de l'année et sont des dynamiques qui rapprochent et rassemblent. C'est un des moments où les Panaméens d'origine guadeloupéenne ou martiniquaise et tous les Franco-antillais confondus se retrouvent et s'unissent pour que les festivités revêtent un caractère somptueux. Ce sont les retrouvailles du peuple antillais dans toute sa diversité. Le Panamá a reçu le carnaval de Trinidad and Tobago, un événement sans mesure, rythmé par le *calypso* et la *soca* qui se

mariant chaleureusement dans des réjouissances colorées. Le *panarama* atteint le summum de la magie du son qui résonne des fonds de barils appelés *steelband*, le dernier instrument inventé par les Trinidiens qui se préparent toute l'année pour exécuter des sérénades inspirées d'un métissage savant des rythmes séculaires appartenant aux différentes communautés qui ont peuplé l'île²⁸⁴.

Le carnaval de Panamá s'ouvre ainsi sur la Caraïbe, conduisant les organisateurs de festivals culturels à inviter des groupes très en vogue, tel le Tabou Combo, ambassadeur de la musique haïtienne. Le groupe légendaire du compas haïtien a effectué sa dernière tournée au Panamá, pendant le carnaval 2006. Désormais rebaptisé « l'Afro Caribbean project », le groupe produit une musique surtout axée sur la diversité des rythmes africains, latins, qui ont donné naissance à leur compas, musique dite commerciale, une musique nationale qui dérive directement de leurs liens communs avec l'Afrique. Le groupe s'est donné pour mission de faire revivre la musique des années 50 avec une touche de modernité. La musique de l'Afro Caribbean Project reflète ainsi, une combinaison de rythmes africains et de mélodies de la Caraïbe, notamment d'Haïti ; une musique qui fait partie intégrante du folklore et de la culture haïtienne²⁸⁵ et que les organisateurs de carnaval d'origine franco-antillaise de Colón ont tenu à apporter comme ingrédients complémentaires à l'effervescence de leurs manifestations.

Nous l'aurons compris tout au long de cette étude : l'importance de l'apport antillais dans le carnaval panaméen est indéniable et contribue à renforcer l'unité nationale en perpétuant une culture née d'un brassage des peuples depuis une période clé de l'histoire du Panamá, de 1880 à nos jours, sachant allier de façon remarquable, solidarité et unité, tradition et modernité.

II – Littérature et linguistique

A. Fonctionnement et évolution des langues au Panamá

Au Panamá, la langue nationale est l'espagnol apporté par les conquérants, au XV^e siècle. La langue espagnole vient du latin. Le latin lui-même apporté en Espagne par le conquérant romain. Ce latin se substitua rapidement aux dialectes indigènes, il s'imposa à tous parce qu'il était la langue de l'administration, du commerce, des écoles et de l'Eglise. La littérature du Moyen-âge espagnole, est une littérature nationale, l'expression de la société.

B. Langue littéraire et langue parlée – le créole antillais au Panamá

Texte 8 - Scène de la vie des Guaymies dans la sierra du Tabasara (cf. annexe 1)

Il y a, depuis le début du XX^e siècle, une littérature panaméenne qui, selon une loi de civilisation, absolument constante, a d'abord fait son entrée dans le monde des Lettres par une

²⁸⁴ Source : Internet [http : //guadeloupetraditions.free.fr](http://guadeloupetraditions.free.fr)

²⁸⁵ Frédérique Denis, *Kapi, fer de lance de la musique haïtienne*, Portrait magazine Arc en Ciel, Air Caraïbes, Paris, 1986.

véritable efflorescence poétique. Mis à part l'écrivain Víctor de la Guardia et le poète Darío Herrera, il faudra attendre la naissance de la République avant de voir la création d'une vie littéraire intense. Beaucoup de poètes et écrivains de grand talent apparaîtront à partir du XX^e siècle, et des auteurs, tels que Ricardo Mío, José María Nuñez et Rogelio Sinán, n'en sont que quelques figures. De nombreux ouvrages panaméens seront écrits sous le courant du Réalisme²⁸⁶ ; de fourmillants bouleversements, sociopolitiques notamment, influenceront majoritairement la littérature panaméenne. Les voies furent préparées au réalisme par les progrès extraordinaires de la science. Comme la science est d'abord soumission aux faits, dans tous les ordres de la connaissance, histoire, poésie, critique, il ne fut plus question que de s'incliner devant les faits et se soumettre au réel. En littérature, la doctrine réaliste, comprend les principes suivants : l'art réaliste est impersonnel, l'écrivain doit faire taire ses sentiments et s'effacer devant la réalité, rester même impassible s'il le peut ; l'art réaliste est scientifiquement exact ; chaque notion et chaque mot doivent être le fruit d'une enquête minutieuse ; l'art réaliste a le respect et le culte de la forme qui doit être travaillée pour rendre entièrement et avec exactitude, la réalité. Cette doctrine ainsi comprise s'imposa à toutes les manifestations de l'art et de la pensée. Elle a transformé l'histoire, la philosophie, la critique et s'imposa même à l'expression de l'idée religieuse²⁸⁷.

Dans le plus pur réalisme de type panaméen, une figure importante se révèle, celle de Joaquín Beleño, lequel, en écrivant *Luna verde*, en 1959, décrivait la condition ouvrière dans la zone du Canal ; ainsi que *Flor de banana*, en 1960, le plus célèbre des romans de la littérature panaméenne, évoquant une scène de la vie des Guaymís dans la sierra du Tabasara²⁸⁸.

Trois grandes périodes se détachent dans l'histoire de la littérature panaméenne qui se développait déjà dans la seconde moitié du XIX^e siècle, avec les premiers essais du Panaméen Don Justo Arosemena²⁸⁹. En s'interrogeant sur la place de la Grande Colombie, l'auteur entrevoyait déjà l'Indépendance de 1903. Cet événement donna naissance à un courant romantique, marqué par la poétesse Amelia Denis de Icaza ou le poète Tomás Martín Feuillet. Surtout réputé pour son œuvre patriotique, Ricardo Miró est l'un des écrivains les plus marquants de la période républicaine. Il fut notamment l'auteur du poème *Patria*, repris dans toutes les écoles du pays. Le nationalisme a été un thème privilégié pour de nombreux poètes, parmi lesquels Gaspar Octavio Hernández. María Olimpia de Panamá connut également une grande popularité pour ses poèmes consacrés à la maternité et à la famille. Le poète Rogelio Sinán se rebella contre les formes conventionnelles de la production panaméenne et initia la période de la poésie avant-gardiste. Parmi les romanciers du XX^e siècle, il nous faut citer Carlos Chang Marín, Ernesto Endorra, Joaquín Beleño... La littérature contemporaine est variée, mêlant la poésie, avec Consuelo Tomás pour *Agonía de la Reina*, *Inauguración de la fé*, 1994, ou encore le poète Héctor Miguel Collado, les romans de Enrique Jaramillo Levy, les contes de Ramón Fonseca Mora, tels que *La Danza de las mariposas*, 1994, et *La Isla de las iguanas y otros relatos*, 1995.

²⁸⁶ Marc Rigole, *Op. cit.* p. 41.

²⁸⁷ Jean Calvet, *Op. cit.* p. 182.

²⁸⁸ Joaquín Beleño, *Flor de Banana*, Panamá, Ed. Nacionales, 1969. (Voir extraits en Annexe).

²⁸⁹ Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castellero Lange, *Op. cit.* p. 85.

L'espagnol est la langue maternelle des trois quarts des Panaméens et la langue officielle de la République. Ce statut lui a été accordé en 1972, sous Omar Torrijos, dans le but de freiner l'expansion de la langue anglaise dans la société panaméenne. Viennent ensuite, les langues et les patois (Wouanan, Kuna, Guayami...) propres aux différentes communautés, dont certains membres ne parlent ni ne comprennent l'espagnol : ce sont, en règle générale, les Anciens ou les femmes. Le problème actuel n'est pas la diffusion de l'espagnol mais la sauvegarde et la transmission des langues autochtones. Une réalité qui n'est pas suffisamment prise en compte dans le système éducatif. L'enseignement est généralement dispensé en espagnol, malgré des textes juridiques favorables à la mise en place de programmes d'alphabétisation bilingue, dans les communautés amérindiennes. Des programmes qui se révèlent difficiles à intégrer dans le système éducatif quand on sait que ces communautés sont le plus souvent isolées et que les enseignants sont rarement des autochtones²⁹⁰.

Bien qu'essentiellement fixe, aujourd'hui, la langue varie rapidement, au gré des accidents de la vie quotidienne, tout comme aujourd'hui, la vie elle-même varie. Notre siècle se distingue de tous les siècles passés parce qu'il diffère de ceux-ci plus que chacun de ces siècles diffère de son antérieur. Il s'en différencie par l'incroyable rapidité avec laquelle se succèdent les inventions les plus importantes qui transforment la science et les modalités de la vie humaine. De même, les techniques scientifiques et le vocabulaire populaire en relation avec ces techniques, évoluent sans cesse. Comment, alors, unifier les multiples néologismes qui surgissent isolément, ça et là, dans les aires géographiques les plus éloignées de la langue. Déjà, en 1963, s'était réuni à Madrid, le premier Congrès des Institutions Hispaniques. Plus de 100 représentants des pays et des peuples qui parlent la langue de Cervantès y assistèrent. Une place est également réservée à l'expansion de la langue qui n'a cessé de pénétrer profondément au Brésil, dans le sud des États-Unis, voire au Portugal. On y étudie enfin les tendances actuelles du castillan péninsulaire et extra péninsulaire, ainsi que l'extension de la prononciation andalouse - qui substitue « s » à « z » et apocope les terminaisons de certains mots – à l'ensemble de l'hémisphère espagnol²⁹¹. Ramón Menéndez Pidal ouvrit le congrès en se référant au danger qui avait été dénoncé par le philologue Colombien Rufino José Cuervo²⁹² : La dissolution ou la décomposition de la langue. Selon Cuervo, les distances entre les diverses colonies espagnoles du Nouveau Monde et la rupture d'avec la métropole, principal facteur d'union, devaient aboutir, à plus ou moins longue échéance, à un foisonnement de dialectes locaux ? En 1966, à l'occasion d'un congrès de philologues hispano-américains, Gregorio Marañón y répondait en ces termes :

La menace exprimée par Rufino José Cuervo a été enrayée. Les résultats actuels ne nous permettent pas de croire qu'avec le temps puisse se confirmer le terrible diagnostic du grand philologue colombien. De Porto Rico, situé à la frontière même de l'anglais et de l'espagnol et pourtant fermement installé dans la pureté fondamentale de son castillan, jusqu'à l'Argentine, qui sort victorieuse d'une des

²⁹⁰ Dominique Auzias, *Op.cit.* p. 53.

²⁹¹ Eduardo Caballero Calderon, « Le Castillan en Amérique », in *EUROPE*, Revue mensuelle, Paris, 1964, p. 36.

²⁹² Jorge Conte-Porras, Eduardo E. Castillero Lange, *Op.cit.* p. 81.

*crises les plus dangereuses qui aient menacé notre humanité linguistique, tous les pays hispano-américains manifestent, aux yeux des experts, une volonté de plus en plus ferme d'éviter les dangereuses formes dialectales.*²⁹³

La rapidité et le caractère immédiat des communications et la croissance continue des nouveaux moyens de diffusion de la pensée que sont le cinéma, la radio et l'Internet qui, comme les livres et les journaux, imposent une unification linguistique croissante. Le castillan est ainsi largement diffusé sur le continent américain, mais on constate, en même temps, que le modèle péninsulaire subit des modifications par l'apport de nouveaux mots et surtout d'une autre prononciation. De nos différentes pérégrinations, nous avons noté que le castillan parlé au Panamá, diffère quelque peu de celui qu'on utilise en Andalousie ou en Catalogne ; mais qu'entre eux, subsiste une identité essentielle, assurée par la construction, la syntaxe et l'esprit. Les Panaméens ont amélioré la rigueur commune de leur langue grâce à une infinité de mots nouveaux, d'origine indigène, correspondant à des coutumes, des objets, des plantes et des animaux inconnus en Espagne. Analysant le castillan parlé par ses contemporains, Rufino José Cuervo énonça le principe suivant :

*Ce qui importe pour une langue, c'est de conserver son génie, son esprit et son essence ; toutes choses qui résident dans sa syntaxe, sa construction et sa grammaire. Tout apport étranger est de peu de poids s'il finit par s'assimiler au génie de la langue. Attenter à son esprit et à sa grammaire est un péché impardonnable que nous, Hispano-Américains, ne commettons pas car notre mode naturel d'expression est et sera le castillan.*²⁹⁴

En ce qui concerne le créole antillais au Panamá, nous nous référons, avec discrétion, aux informations que nous livre le passé.

Jadis, aux Antilles françaises, le créole est une langue à part qui réside de la nécessité, pour les esclaves, de communiquer entre eux. En effet, le brassage des esclaves, voulu par les négriers, les isolait de leurs tribus d'origine et par conséquent de leur vocabulaire. Ainsi, ces Africains, venant d'ethnies différentes, ne se comprenaient pas entre eux ; de là sont issues les difficultés de communication. C'est alors qu'est né le créole, sur la base de langues africaines diverses, avec un vocabulaire emprunté, en grande partie, à la langue des maîtres et des contremaîtres.

C'est ce créole enrichi qui traversa l'Atlantique à la fin du XIX^e pour aller s'établir au Panamá. Ce créole, qui a beaucoup évolué dans les Antilles françaises au cours du siècle qui a suivi cette immigration, n'a jamais pu accéder au statut de langue écrite au Panamá, ne survivant que dans l'oralité. Alors que le créole est devenu un objet d'études qui conduit à l'édification d'une critique littéraire centrée sur l'écrit créolophone. Des réflexions ont poussé certains chercheurs à se pencher sur le théâtre créolophone, la tradition séculaire des fables en créole ou encore l'usage du créole dans la publicité écrite. Le *Prix Sonny Rupaire*, créé en Guadeloupe en 1994, est le premier prix décerné à une œuvre créolophone. Ce prix, nous dit

²⁹³ *Ibid.* p. 37.

²⁹⁴ *Ibid.* p. 38.

Raphaël Confiand, « est une pierre de haute valeur architecturale ajouté à ce lent processus de construction linguistique. » Les problèmes de langues, loin d'être un facteur de division au sein de la société panaméenne, ont été résolus grâce au très gros effort d'alphabétisation consenti par le gouvernement, à partir de 1982, et aux différentes « croisades étudiantes » qui ont eu pour cible, les populations paysannes. Dans la communauté franco-antillaise rassemblée à Colón, survit un créole parlé surtout chez les Anciens et les Panaméens d'âge mûr ; un créole toutefois assez différent de celui des Antilles françaises, le créole d'autrefois parlé par nos grands-parents, dans la Guadeloupe et la Martinique profondes ; De fait, le créole demeure le trait d'union solidaire entre les membres de la communauté franco-antillaise au Panamá. Ce faisant, le créole contribue à l'enrichissement du panorama lexical panaméen. Même parlé uniquement dans la communauté franco-antillaise, il est le lien qui fortifie et cimente l'unité panaméenne. La communauté franco-antillaise ne s'en trouve que plus soudée pour mieux se tourner ensemble vers les autres communautés qui composent la population panaméenne.

Les membres de cette communauté se retrouvent au sein d'alliances et d'associations de *Fraternité*, créées par eux, pour maintenir et cultiver leurs traditions ancestrales, loin de leur pays d'origine ; Ce qui faisait dire à Philippe Cahuzac, linguiste français, que « la langue est un produit de la vie en société, qui diffère d'une communauté à une autre, et n'a de sens que pour les membres du groupe qui la reçoivent comme héritage des générations antérieures »²⁹⁵.

L'on peut, cependant, regretter que le créole panaméen n'ait pas profité des mêmes évolutions que le créole parlé, encensé et officialisé dans les écoles publiques de Guadeloupe et de Martinique.

En effet, dans ces régions des Antilles françaises, le créole a eu besoin de défenseurs passionnés et convaincus pour être reconnu comme langue à part entière. Plus qu'une langue parlée, la société guadeloupéenne s'est engagée depuis une trentaine d'année dans une expérience pratique du créole écrit. Cependant des sources plus lointaines nous révèlent cette pratique dès 1848. Félix Longin rapporte sous le titre *Voyage à la Guadeloupe*, les propos d'un sacristain en créole guadeloupéen. Les œuvres de Paul Baudot, dont la rue principale de Basse-Terre porte le nom, se signale par une série de contes et de fables ainsi qu'une comédie musicale en un acte intitulée *Fondoc et Thérèse*. Après l'abolition de l'esclavage, des polémistes de l'époque s'exprimaient dans la presse écrite de Basse-Terre. En 1935, Gilbert de Chambertrand s'illustrait dans la parution de deux pièces de théâtre, écrites en créole, intitulées *Manzè*²⁹⁶ *Elodie* et *L'honneur des Monvoisin*, titre français avec des dialogues en créoles. Entre 1945 et 1960, les *Jeux Floraux de la Guadeloupe* regroupent poètes et prosateurs autour de la production de textes contribuant, ainsi, à la promotion du créole écrit. On y trouve des personnages connus tels Rémy Nainsouta dont le Centre Culturel de Pointe à Pitre porte le nom, Roger Fortuné, Bettino Lara et Joseph Hazaël-Massieux. En 1975, Gérard Lauriette, enseignant, prit part aux débats des linguistes et fit en son temps une brillante démonstration des bienfaits du créole dans le cadre de l'enseignement, et Dany Bébel-Gisler, universitaire,

²⁹⁵ Philippe Cahuzac, "La división del español de América en zonas dialectales. Solución étnico-lingüística o semántico-dialectal", in *Lingüística español actual*, Alcalá de Henares, 1980. P.64.

²⁹⁶ Mademoiselle Elodie

s'engagea dans une éducation entièrement en créole à l'école *Bwa doubout*²⁹⁷, au Lamentin, en Guadeloupe. En 1976, le GEREK (Groupe d'Etudes et de Recherches en milieu créolophone) est fondé en Martinique par Jean Barnabé. De cette équipe va émerger une revendication affranchissante pour le créole en énonçant des principes d'écriture qui feront date dans l'histoire de la graphie du créole dans les Antilles Françaises. En 1984, Sylviane Telchid et Hector Poulet, linguistes guadeloupéens, exploitent les principes de la graphie phonétique avec des générations d'élèves. Leur *Dictionnaire de la Langue Créole* demeure le temps fort de la pratique, de l'apprentissage, de la lecture, de la dictée et de l'écriture du créole en Guadeloupe. En 2001, la création en Guadeloupe du *Bureau de la Promotion de la Langue et de la Culture créoles* a été une innovation saluée par tous les défenseurs de l'identité guadeloupéenne. Par la suite, des actions ont été entreprises au nombre desquels il convient de citer l'organisation de la *Nuit du Conte Créole*, (« Pwan tiban-la, sizé²⁹⁸ »), de la *dissertation en créole* et le soutien apporté à l'enseignement du créole par le président du Conseil Général de la Guadeloupe, Jacques Gillot, par le don de livres aux collèges, la *dictée créole* organisée par les antennes de radio. Ainsi se sont dessinés les grands traits d'une politique linguistique initiée par le Conseil Général. En 2006, c'est le *Manuel de la Graphie du Créole Guadeloupéen* qui était publié par Juliette Factum-Sainton, donnant à la langue créole un supplément nécessaire à son rayonnement. En 2008, les médias, les associations culturelles et sportives, les entreprises, les syndicats, les politiciens, communiquent avec la population par le biais du créole écrit et la littérature en langue créole ne cesse de se développer.

Aujourd'hui, aux Antilles françaises, on l'enseigne, on l'édite, on le diffuse avec la fierté d'une langue nationale²⁹⁹. Le créole moderne aux Antilles françaises fait l'objet de recherches sérieuses et de plus en plus amplifiées. C'est une langue à part entière qui relève d'une étude scientifique et qui connaît, de nos jours, une large diffusion dans les établissements scolaires.

Au Panamá, contrairement aux Antilles françaises, aucun effort n'est entrepris pour que le créole, parlé par la communauté franco-antillaise de Guadeloupe et de Martinique, devienne une langue écrite et plus seulement parlée. Le contact entre le créole, l'espagnol et les dialectes indigènes, a produit, au Panamá, un mode de communication particulier qui intègre des éléments des trois langues. C'est précisément ce type d'interférences que doit affronter le système éducatif actuel et qui soulève quelques controverses dans les milieux sociolinguistiques panaméens. Tandis que le développement économique et culturel entraîne une importante croissance de l'usage de l'espagnol, le créole étend son champ d'action traditionnel au domaine public. C'est le cas des programmes de radio et de télévision, de certains journaux et même des églises de Colón. Des espaces socioculturels se sont ouverts où, chaque langue ou dialecte occupe un lieu qui lui est propre. Les langues Guaymís et Kunas, par exemple, sont efficacement utilisés pour combattre l'analphabétisme. L'éducation soulève des problèmes politiques et sociaux qui ne relèvent pas seulement de la technique ou de la

²⁹⁷ Ecole Bois-debout.

²⁹⁸ Prends un petit banc et assied-toi .

²⁹⁹ Philippe Gloagen, *La Guadeloupe*, Hachette Livre, 2007, p. 59.

pédagogie, mais de notions fondamentales, telles que l'identité culturelle ou la souveraineté nationale.³⁰⁰

C. Linguistique espagnole au Panamá. Son impact sur le vocabulaire des Franco-antillais.

Les langues parlées par les autochtones panaméens relèvent d'une vision, font l'écho d'une mentalité, et représentent un système social et économique qui s'est toujours heurté au système espagnol. En effet, comme le fait remarquer Rigoberta Menchú :

*Le problème n'est pas que l'on parle l'espagnol, mais qu'il a été imposé au détriment des langues de nos peuples.*³⁰¹

Rigoberta Menchú, Prix Nobel de la Paix, ne se lasse pas de constater que même quand l'espagnol domine, il persiste à ignorer la mentalité des peuples indigènes. Il est indéniable que la communication et le dialogue avec l'autre sont indispensables à la compréhension ; encore faut-il le considérer dans les deux sens. Cette militante guatémaltèque, engagée au sein du Comité de l'unité paysanne, lutte pour que les langues indigènes soient enfin reconnues sans qu'il soit question d'éliminer l'espagnol qui demeure la langue de la culture moderne. Les deux langues doivent pouvoir cohabiter afin d'assurer la force de la nation et ainsi, pérenniser la souveraineté des différents pays. L'espagnol garde sa place de première langue car il fait partie de la mémoire historique des peuples amérindiens ; de plus, il représente des valeurs et permet de communiquer entre les peuples. Au Panamá, sont indigènes, ceux qui vivent dans une communauté indigène ; ceux qui portent leurs vêtements traditionnels, après les avoir tissés. Les indigènes ne se forcent pas à apprendre l'espagnol ; ils ne se passionnent pas pour ce monde différent du leur, comme le souligne Rigoberta Menchú, un monde « fondé sur l'aliénation, l'ambition et la possession d'un tas d'objets inutiles. »³⁰² Pour survivre, de nombreux indigènes, les jeunes en particulier, ont été obligés de quitter leur communauté et d'aller dans la capitale, à Ciudad Panamá. Ils ont appris l'espagnol et, d'années en années, ont fini par oublier leurs racines. Ils servent de main-d'œuvre bon marché. Ceux qui accèdent au fonctionnariat sont des métis qui revendiquent leur indigénisme car leurs ancêtres restés dans la forêt, ont souvent tout sacrifié pour maintenir cette culture millénaire. Dans son éloignement, ce métis garde au fond de son cœur, son sang et sa mentalité, toute cette mémoire ancestrale et, la défend.

Les langues parlées par les Indiens du Panamá sont en accord avec leurs montagnes et leurs vallées. L'air froid et sec donne naissance à un parler bouche fermée, à une gestuelle étriquée, à un caractère biaisé, tandis que le Caribéen coloré, s'exprime, lui, avec le corps, mains, hanches et épaules à l'appui, ne serre jamais les lèvres et relève la tête³⁰³. Des chercheurs linguistes hispanophones ont mis en parallèle, les parlers espagnols et les types de

³⁰⁰ Anne Remiche-Martynow, *Notre Amérique métisse*, La Découverte / Documents, Paris, 1992, 401 p., p. 226.

³⁰¹ Rigoberta Menchú, « Le viol des cultures indiennes », in *Notre Amérique métisse* d'Anne Remiche-Martynow, *Op. cit.*, p. 67.

³⁰² *Ibid.* p. 69.

³⁰³ Anne Remiche-Martynow, *Op. cit.*, p. 219.

parlers hispano-américains, à l'intérieur d'une même zone dialectale. Déjà, en 1958, Diego Catalán faisait une distinction entre l'espagnol parlé dans le nord et le centre de l'Espagne et celui qui était en usage dans le sud de la péninsule, aux îles Canaries et en Amérique Latine. Il a dénommé l'espagnol parlé dans le bassin latino-américain : « l'Espagnol Atlantique », dénotant des spécificités phonologiques, morphosyntaxiques et lexicales³⁰⁴.

Dans les classifications dialectales, des différences existent entre le parler d'un Argentin d'un Cubain ou d'un Mexicain, mais ceux-ci n'auront aucune difficulté à se comprendre dans le vécu quotidien. Les classifications dialectales n'ont pas été élaborées simplement au regard de ces différences même si elles pourraient constituer une justification suffisante, mais parce qu'il est important de délimiter les aires dans lesquelles se situe une étude dans un souci de précision scientifique³⁰⁵. Le philologue cubain, Juan Ignacio de Armas y Céspedes, fut le premier à établir les zones dialectales de l'Amérique espagnole, en 1882³⁰⁶. Il propose des critères permettant à ses successeurs de pouvoir différencier ces zones. La première zone comprend les Antilles, le Venezuela, la Colombie qui, à l'époque, incluait le Panamá actuel, et une partie de l'Amérique centrale ; la deuxième incluait le Mexique et l'autre partie de l'Amérique Centrale (qui n'est pas définie dans son étude) ; et la troisième se situerait dans la région uruguayo-argentine.

En 1921, c'est le dominicain Pedro Enríquez Ureña qui propose une nouvelle classification. Elle se caractérise par l'influence des langues indigènes, telles que le nahuatl, le quechua, l'araucan, le caraïbe, l'arawak et, enfin, le guarani³⁰⁷. En 1980, Philippe Cahuzac, spécialiste en linguistique, propose une division de l'espagnol d'Amérique, en zones dialectales selon un angle ethnolinguistique ou sémantico-dialectal³⁰⁸. Chacune des zones étudiées par Philippe Cahuzac reflète une forme d'expression distincte, établissant un lien entre la langue et la vie quotidienne. La sphère sémantique se situe dans le domaine de l'agriculture en particulier, tout ce qui concerne les paysans, les instruments de labeur, les travaux agricoles, les types d'habitations et les propriétés rurales les phénomènes atmosphériques³⁰⁹. De l'étude scientifique de Philippe Cahuzac réalisée sur 600 unités résulte une division en quatre zones, ordonnées selon sa distribution géographique. Nous mettons en exergue la zone I. Elle nous concerne car elle renferme le Panamá, entre autres pays localisés. Ainsi, la zone I, renferme, selon Philippe Cahuzac, le sud des États-Unis, le Mexique, les pays d'Amérique centrale, les Antilles, le Venezuela, la Colombie non andine, la région côtière de l'Equateur, puisqu'il met en réseau les phénomènes culturels et linguistiques, en les rapprochant et déclinant leur parenté.

³⁰⁴ Diego Catalán, *Génesis del español atlántico*. Ondas varias a través del Océano, Revista de Historia Canaria, XXVI (1958).

³⁰⁵ Toan Clemente Zamora, *Las zonas dialectales del español americano*, Boletín de la Academia norte americana de la lengua española, 4-5 (1979-1980) pp. 57-67.

³⁰⁶ Juan Ignacio de Armas y Céspedes, *Orígenes del lenguaje criollo*, La Habana, Vida de Soler, 1882, in « Antología de lingüística cubana » (La Habana, Ciencias Sociales, 1977), I, pp. 115-186.

³⁰⁷ Pedro Henríquez Ureña, *Observaciones sobre el español en América*, Revista de filología española, VII (1921) pp. 357-390.

³⁰⁸ Philippe Cahuzac, "La división del español de América en zonas dialectales. Solución étnico-lingüística o semántico-dialectal", in *Lingüística española actual*, Alcalá de Henares, 1980.

³⁰⁹ Francisco Moreno Fernández, *La división dialectal del español de América*, Universidad de Alcalá de Henares, 1993, p. 89.

Bien avant lui, Edmond Sapir avait affirmé que le langage était intimement lié à la culture, sans qu'il fût, à l'époque, question d'y intégrer le terme ethnolinguistique. Sur ce sujet, Philippe Cahuzac souligne clairement, dans son essai sur les zones dialectales en Amérique espagnole que sans activité langagière, il n'y a pas de vie sociétale :

*La lengua es un producto de la vida en sociedad, difiere de una comunidad a otra y no tiene sentido más que para los miembros del grupo que la reciben como herencia de las generaciones precedentes.*³¹⁰

III – Les activités communautaires

A. Organisation de la Communauté franco-antillaise

La communauté franco-antillaise au Panamá organise des foires culinaires et artisanales pour se distinguer et démontrer leur savoir-faire. Ils sont regroupés au sein de leurs associations : « La Fraternité », « L'Alliance française ». En collaboration avec la municipalité de Colón, ils tiennent des stands très appréciés. Ils présentent des paniers tressés en bambou, à la feuille de siguine dans lesquels ils exposent des punchs et des confiseries. Ils vendent aux Panaméens autochtone du boudin créole, des beignets d'aubergine, de la chiquetaille³¹¹ de morue, de la farine de manioc. Ils ont su développer leurs talents culinaires et perpétué leur savoir faire loin de leur île natale. Le jour de la fête nationale française, toute la communauté franco-antillaise se rend à la messe, sert des repas, danse et fait la fête toute la journée. Elle prouve ainsi sa fidélité à la France, sa mère patrie car elle désire rester française et vivre au Panamá en jouissant d'une double appartenance identitaire. Ces jours de liesse, les organisateurs reçoivent des visiteurs panaméens, les autochtones, venus apprécier les spécificités franco-antillaises et partagent des mets au son de la musique de ka et de la fanfare de l'association. Des animations se succèdent jusqu'à une heure avancée de la nuit. Des danseurs se pressent sous des paillotes devenues trop petites. Les invités tapent des mains pour accompagner orchestre et danseurs.

Certains Panaméens de la communauté franco-antillaise, tel Leonardo Sidnez, sont élus dans leur ville. Ainsi, le maire de Colón et tous les élus répondent à l'invitation qui leur est faite de déjeuner sous les chapiteaux. La fête se clôture au petit matin par un lâcher de ballons sous les applaudissements du public. Lors de fêtes d'anniversaire de leurs associations, ils déposent des gerbes au pied du monument aux morts et commémorent ainsi leurs ancêtres disparus pendant la construction du Canal. Les Aînées font leur festival : joliment habillées, les coiffes bien portées, elles arpentent les rues de Colón et se laissent photographier. Les Panaméens d'origine guadeloupéenne vont poursuivre leurs études aux États-Unis. Ils sont dentistes, médecins, enseignants voire même Professeurs des Universités, avocats, fonctionnaires à la Poste, employés de banque, policiers, au corps de sapeurs-pompiers, à la mairie, assurant les

³¹⁰ Philippe Cahuzac, *Op. cit.*, P. 97.

³¹¹ Forme de morue salée, cuite et émietlée et préparée avec des épices, des herbes aromatiques et du piment.

services d'état civil. Les Panaméens d'origine franco-antillaise ont importé la boxe, sport dans lequel ils excellent. Les équipes sanitaires composées d'Antillais attaquent les larves disséminées à la surface des points d'eau. Ils assèchent les marécages, suppriment les flaques d'eau, ramassent et détruisent les récipients abandonnés, susceptibles de servir de couveuses aux moustiques. Ils sont cantonniers. Les routes de terre battue, les ornières, disparaissent pour laisser place à de belles routes et rues pavées comme on peut le voir dans des villes comme Colón, Balboa, Cristobal. Avec la participation des Panaméens d'origine guadeloupéenne, les grandes villes se modernisent, particulièrement celle de Panamá city et toute une infrastructure spécialisée est mise en place afin de pourvoir aux déplacements des ouvriers, des grues, des machines-outils, des bétonneuses, des pelles mécaniques, des wagons de déblai, l'acheminement des camions conteneurs de ciment, le transport de la nourriture sur les chantiers.

B. Le drapeau de Colón, une invention de la communauté franco-antillaise

Le drapeau provincial de Colón est un symbole de cohésion franco-antillaise. Lors de notre dernier voyage au Panamá, sous les conseils judicieux de notre Directeur de Thèse, le Professeur Alain Yacou, nous avons accompagné une équipe de tournage de France Télévision sur les traces des descendants des Franco-antillais restés au Panamá après la construction du Canal. Nous nous sommes particulièrement bien intégrée à l'équipe. Il nous était donné l'opportunité unique de rencontrer toutes les personnes qui allaient se soumettre aux nombreuses interviews, lesquelles constitueraient le corpus indispensable du film documentaire qui se préparait. Nous avons développé des talents insoupçonnés lors des interventions et des aides que nous dûmes apporter à l'équipe : épreuves de traduction, d'assistante et de scripte, qui entrent dans le cadre technique utilisant l'image et le son. Nous avons réuni toutes ces compétences avec succès nous enrichissant par la même occasion de tous les contacts de proximité avec les Panaméens d'origine franco-antillaise que nous avons côtoyés, en immersion, dans leur environnement immédiat. C'est ainsi que, dans le cadre de cette étude sur la contribution des Franco-antillais dans l'essor de la Nation, nous sommes amenée, notamment, à citer Francisco Burac, citoyen panaméen d'origine martiniquaise.

Francisco Burac est né à Colón, République de Panamá, le 2 juin 1933. Il fit ses classes élémentaires à l'Ecole de la République Orientale d'Uruguay. Il poursuivit ses études secondaires au très convoité Collège Abel Bravo. En 1952, il intégra le service militaire dans l'Armée américaine où il s'était engagé jusqu'en 1955. Il est vétéran de la Guerre de Corée. Il exerça comme imprimeur dans l'Armée des États-Unis, ce qui lui valut d'être mis en avant dans les différentes entreprises qui jalonnèrent sa longue carrière. Ainsi, Francisco Burac a pu acquérir une expérience hors du commun dans son champ d'intervention. De 1955 à 1962, il fut imprimeur officiel de l'entreprise Park Davis. De 1962 à 1964, il apporta ses compétences à la Gráfica Editora. De 1964 à 1969, la Marine Américaine le recruta comme Chef de la Sécurité. De 1969 à 1994, il fut employé dans la Zone du Canal comme Opérateur de combustible. Ses grands-parents furent des employés du Canal. Sa mère travaillait également pour l'Armée américaine dans la Canal Zone. Mais un des aspects les plus transcendants de la vie de Francisco Burac, est sans nul doute ses apports en Arts Martiaux qu'il étudia durant son séjour en Corée.

On peut dire sans l'ombre d'un doute qu'il est bien l'un des plus remarquables représentants du Karaté au Panamá, arborant aujourd'hui le grade notable de sixième dan en ceinture noire (Rokudan). Chacun reconnaît qu'il est l'un des pionniers du Karaté dans la République de Panamá, art auquel il dédia avec dévotion une grande partie de sa vie. Pour s'en rendre bien compte, il faut lire tant les rubriques événementielles nationales que les affiches internationales rappelant les challenges que Francisco Burac a relevés. Durant de nombreuses années, l'inépuisable Burac a apporté son savoir-faire et sa science a des quantités de jeunes sportifs adeptes des Arts Martiaux, assurant sans relâche leur formation et dispensant son instruction dans ce difficile, mais, pour lui, passionnant métier. Élément incontournable de la société panaméenne, Francisco Burac fut juge et arbitre international de l'Association Mondiale de Boxe. Son nom et ses prestations sont connus du monde entier.

Nous pouvons dire sans risquer de nous tromper que Francisco Burac, Panaméen d'origine martiniquaise a, en ce sens, représenté le Panamá à l'extérieur, contribuant ainsi au rayonnement de son pays dans le monde. Puis Burac fit une incursion dans la vie politique du pays et réussit le coup de force de se faire élire maire de Colón de 1994 à 1999. Bien des œuvres matérielles apportent foi au succès de sa mandature. C'est dans le cadre de sa fonction d'édile du District de Colón que Burac entreprend l'une des tâches les plus difficiles et peut-être la plus transcendante qui est celle de doter la Province de Colón d'un emblème, de sa propre figure symbolique. Conséquence de cet idéal, Francisco Burac conçoit alors l'intérêt du Drapeau Provincial de Colón.

La Direction de Recherche du Centre Régional Universitaire de Colón, fondée en janvier 1998, a inscrit dans sa programmation la promotion de toute une série d'affaires fondamentalement académiques. C'est ainsi que cet organe administratif s'est chargé de la réalisation d'un rapport sur le Drapeau Provincial de Colón, adopté comme emblème de la province par les Conseillers provinciaux et municipaux de Colón. Nul doute que l'histoire de Colón a eu ses protagonistes. La scène où s'est déroulée cette histoire a été signée par le combat mené par l'homme de Colón dans la recherche permanente de son identité et dans la défense de ses intérêts comme faisant partie d'un peuple. C'est dans ce désir ardent toujours renouvelé que se révéla l'initiative de Francisco Burac de concevoir un drapeau pour la Province de Colón. Cela induirait de fait l'apport d'un élément qui, non seulement distinguerait le Colonais mais deviendrait en même temps un facteur de cohésion à la nation et une distinction pour Colón.

Les symboles ont joué un rôle particulièrement important dans toute société. Ils ont inspiré les consciences, ont été des facteurs déclenchants, des indicateurs et des guides dans l'accomplissement des actions humaines. C'est grâce à l'action de tous et de chacun que l'humanité est parvenue, parfois jusqu'au sacrifice, à la défense de sa stabilité, de sa survie même et de sa conservation. Au Panamá en particulier, la révolution de janvier 1964 se présente aujourd'hui comme une des pressions de lutte pour le symbole national : le drapeau panaméen. De la même manière, les habitants de Colón, formant un bloc d'immigrés antillais aspiraient à leur signe distinctif. C'est donc ainsi que fut conçue l'idée d'un drapeau provincial qui serait le témoin de leurs luttes passées mais porterait aussi, bien haut, leurs aspirations à une meilleure reconnaissance de leur identité dans l'entité nationale. Le concepteur de l'idée élaborait son projet qui fut présenté par Alcides González, maire du district de Colón. Les couleurs : bleu, blanc, jaune, sont représentées sur trois bandes horizontales. Le bleu se réfère

à celui de la mer des Caraïbes qui baigne les côtes de la province, le blanc symbolise la paix et le jaune doré exprime la richesse, tout ceci accompagnant les armoiries de Colón sur son écu.

Ainsi fait, étendard et écu se conjuguent dans une même unité. Ils forment les deux corps d'une même entité, un processus unique, deux parties d'une même réalité, deux modèles d'une aspiration collective, celle qui est sustentée de la nécessaire expression de notre identité comme élément fondamental et incontournable de la nation panaméenne. Depuis des temps lointains, la conscience « colonaise » était mise en gestation. Les habitants de la Province de Colón, se défendent contre la discrimination économique dont ils font l'objet, contre l'isolement et le traitement différent qui sont leur lot quotidien. Ils s'élèvent, de même, contre toute discrimination culturelle et ethnique exercée par les dirigeants de Panamá au détriment de ces Provinciaux de Colón. Ainsi est né le projet de constitution de l'État fédéral de Colón qui prendrait en compte le désir profond de l'habitant de Colón. Ce projet ne revêtait aucun caractère sécessionniste mais, pour autant, il s'agissait de s'orienter vers la recherche de moyens qui favoriseraient l'intégration totale de la Province de Colón à l'ensemble du pays.

Ce drapeau deviendrait le symbole de cette aspiration du Colonais comme l'est celui de la Province du Chiriqui. Colón et sa Province n'avaient pas été dotés jusqu'alors de drapeau provincial d'après nos recherches en ce sens. Il semble, d'après les résultats de nos recherches, que l'initiative de Francisco Burac soit la première grande réflexion menée dans cette direction. Se faisant le porte-parole de cette aspiration colonaise, Francisco Burac, maire de Cristobal, dans le District de Colón propose la création du drapeau de la Province de Colón. Il émettait le vœu, en 1998, que les membres de sa communauté se reconnaissent et se rassemblent autour d'un symbole de l'identité, un signe de reconnaissance et de ralliement:

*No podía ser de otra manera. Estamos transitando por momentos sumamente difíciles. Es urgente que tengamos algo que al menos nos identifique, nos dé sentido, nos diga qué somos, pero que además nos una [...]. Solamente, pienso que es a través de un emblema, que sea nuestro estandarte, que vamos a adquirir significación como pueblo.*³¹²

Comme pour appuyer la théorie de Francisco Burac, le directeur des Relations Publiques du Conseil Municipal de Colón affirmait ce qui suit :

*Una propia enseña provincial representativa de la solidaridad de los Colonenses, ondeara próximamente en todo el territorio de la Costa Atlántica, como símbolo de sus conquistas y aspiraciones. En tal sentido, el proponente H. R. Francisco Burac del Corregimiento de Cristóbal ha cursado las invitaciones públicas, a todos los artistas, dibujantes, pintores y demás que presenten sus logos, los que serán sometidos al escrutinio del jurado para escoger el que deberá representar a esta provincia.*³¹³

Le projet d'un drapeau représentatif fut, donc, soumis à l'approbation du Conseil municipal et du Conseil provincial. Le 16 mars 1995, le Conseil municipal de Colón approuva la

³¹² Francisco Burac, *Entrevista*, junta comunal de Cristóbal, marzo de 1998.

³¹³ Francisco Burac, Documento sustentador. Consejo Provincial de Colón, marzo de 1998.p. 10

demande. L'acte fut ensuite présenté au Conseil provincial de coordination de Colón qui statua sur le choix de la bannière représentative de la Province de Colón, le 28 avril 1995. La proposition de création de la bannière provinciale de Colón reposait sur des arguments fondamentalement économiques, sociaux et historiques. Le projet de Francisco Burac défendait la nécessité d'un étendard colonais comme élément unificateur et pourvoyeur de conscience, face aux positions qui sont prises en permanence contre le Colonais, malgré tous les apports économiques qui concourent à la richesse de la nation. Il y a donc une richesse évidente à Colón qui côtoie pourtant la paupérisation citadine. Cette richesse qui ne profite pas aux Colonais doit être dénoncée pour les conduire, un jour, à prendre en mains les rennes de leur destin quand la Province serait constituée en État fédéral. Ils pourront alors gérer leurs ressources et trouver de vraies solutions aux problèmes de leurs communautés. Et dans ce sens, Francisco Burac déclarait, par devant les membres du Conseil provincial de Colón :

*La propuesta aprobada por el Consejo Municipal del Distrito de Colón, obedece al alto grado de marginación, por parte del Gobierno Central, con respecto a nuestra provincia, siendo esta la que mayor aporte económico realiza a las arcas centrales, verbigracia, las recaudaciones en concepto de impuestos, tasas y servicios derivados de la zona libre de Colón, Refinería Panamá, Cemento Panamá, la comisión del Canal y otros, y a nuestra humilde y cada vez mas empobrecida provincia, no revierte lo mínimo aceptable en concordancia con lo recaudado. Abrogamos la esperanza en un futuro no lejano de constituirnos en Estado Federal de Colón, para así poder manejar directamente nuestros recursos y darle soluciones y no paliativos a los problemas de nuestras comunidades y es por ello que debemos iniciar nuestra lucha aprobando este augusto Consejo Provincial la adopción de los antes mencionado. "Colón Estado Federal"*³¹⁴

Francisco Burac, Longino Sánchez et Yira Molinar lancèrent des invitations publiques afin que chacun soit informé de la tenue d'un concours visant à présenter un projet de drapeau provincial. Tous les Colonais étaient donc invités à y participer et à présenter leurs logos représentatifs. Ils devaient expliquer la représentation du dessin et les couleurs correspondantes. Le jury était composé de Rogelio Ortega, de Jorge Luis Macías Professeur d'Histoire au Centre Régional Universitaire de Colón et de José Luis Herrera, Professeur d'Arts à l'Ecole des Beaux Arts de l'INAC à Colón. Le jury qualificateur fit établir les critères selon lesquels porteraient les évaluations de chacune des propositions. Après une sélection préliminaire qui s'était appuyée sur les propositions qui se rapprocheraient le plus des critères établis, l'on considérait les détails de l'écu, sa devise, son thème, les aspects exprimés, la représentation graphique, le dessin, le traitement implicite des aspects historiques, le social et l'économique qui sont le domaine propre de la ville de Colón jusqu'aux aspects régionaux de la province du même nom.

Le nombre important de concurrents dénotait l'intérêt ostensible des Colonais, déployé dans ces circonstances spéciales. Dans la phase finale du concours, deux travaux sortirent du

³¹⁴ *Ibid.*, p.12

processus de décantation, ceux de Nestor Pallierez et d'Alcibíades Gonzalez. Des deux, c'est le second qui remporta le concours avec 25 points contre 23. Alcibíades Gonzalez exprima son projet de drapeau provincial dans les termes que nous croyons opportun de reproduire ici³¹⁵ :

Colón 30 de abril 1996,

Señor Francisco Burac,

*Sean mis primeras palabras portadoras de un cordial y respetuoso saludo. Motiva la presente el deseo de obsequiarle a usted nuestra propuesta de una Bandera Identificada de la Provincia de Colón; Identificación que creemos necesaria en este proceso de lucha y surgimiento de la Provincia de Colón. Deseo presentar a la comunidad colonense y al resto del país a través de ustedes el diseño de una bandera que representa a nuestra Provincia de Colón. La misma está compuesta por los elementos y colores, los cuales pasaremos a explicar en su contenido y significado. Agradecemos a usted el aceptar esta humilde propuesta que lleva el corazón y pensamientos de un Colonense*³¹⁶.

Il décrit par la suite les détails de sa proposition :

1—la partie supérieure : le Bleu clair céleste, qui indique l'immense mer qui baigne nos côtes contribuant ainsi à la position géographique privilégiée et stratégique dont jouit la Province de Colón.

2—la partie centrale : le Blanc dénote la paix, la clarté, la pureté du ressenti colonais. Indique le désir du Peuple colonais, de concorde avec le reste du pays.

3— la partie inférieure ; le Jaune doré indicatif de la richesse de notre province.

On trouve dans notre Province, l'unique Raffinerie qui existe au Panamá et la plus importante de l'Amérique Centrale. On compte les ports les plus importants de la République. Nous représentons l'autre moitié du Canal. Nous avons à Colón l'aéroport international de France Field. Nous avons la plus grande industrie de Ciment de Panamá. Très importants pour l'économie nationale, les services dérivés de la Zone Libre de Colón, qui est le numéro 1 en Occident.

Les Cinq Etoiles se trouvent sur la couleur bleue et représentent les cinq districts : Colón, Chagres, Donoso, Portobelo et Santa Isabel. Au centre de la bannière est placé l'Ecu de Colón, créé en 1927 par le peintre Santeño Don Carlos Villalaz, habitant de Los Santos qui l'exécuta à la demande du Gouverneur de Colón, Juan Demóstenes Arosemena, que chacun loue pour son action administrative dynamique qu'il a su développer au profit de cette province de Colón. L'Ecu de Colón fut approuvé par la Municipalité Colonnaise, par l'arrêté municipal n° 37 de 1927, puis adopté en conseil provincial sous la résolution n° 1 de 1942. Cet écu se compose de deux quartiers dont la partie supérieure représente une caravelle du XV^e siècle. Dans la partie inférieure, un phénix aux ailes déployées surgit des flammes sur un fond jaune doré, symbole d'éternité. Autour de l'Ecu s'entrelacent une palme trèfle qui symbolise le progrès et le laurier symbole de victoire.

³¹⁵ Alcibíades González, *La Bandera Provincial de Colón*, Brochure de l'Université de Panamá, 1998, p. 16.

³¹⁶ *Ibid.* p.15.

Don Carlos Villalaz présenta en plus une devise attachée à cet écu : « Post cinera venit mayor » (« De tes cendres tu renaîtras encore plus fort. ») Nul doute que l'idée de la bannière provinciale, surgit de l'esprit de Francisco Burac et qui trouva sa concrétisation à travers le projet de Alcibíades González, constitue un extraordinaire apport à la conscience du Colonnais. Un symbole comme le représente un drapeau peut aider un peuple à s'identifier et à s'unir. Il est vrai qu'au cours de l'histoire, les peuples ont eu des besoins matériels mais le symbole a su les soutenir sur les valeurs spirituelles pour ne pas simplement survivre mais également, pour les aider à avancer. Si les symboles ne comblent pas les faims, ils ont le pouvoir d'encourager les peuples ; ils les stimulent et parfois leur servent de guide. Quand aujourd'hui les conditions matérielles, morales, sociales ou économiques ne sont pas les plus optimales, quand cette même population colonaise se débat au milieu d'une crise profonde, élever les valeurs spirituelles et culturelles est vraisemblablement un baume pour tous. Si, au milieu de leurs tribulations, ils ont été capables de mener à bien une telle entreprise, cherchant à s'identifier à travers un emblème provincial, ils sentent bien, en effet, qu'ils ont fait une avancée significative, accordant à leurs valeurs une dimension plus juste et une volonté pérenne et collective à développer leur province.

Le blason de Colón étant redoré, nul ne pourra l'ignorer ou lui imposer une quelconque forme de discrimination car désormais sur les hauteurs de la province flotte le drapeau Colonnais, présent aussi dans les demeures, les automobiles, les lieux publics et ce, dans toutes les dimensions adaptables ; en logos autoadhésifs, sur les plastrons des tee-shirts, partout où la conscience Colonnaise appelle les habitants de cette région à former une communauté. Le respect, la considération et la force sont générés par l'union et les Colonnais en sont bien conscients.

C. Antillais francophones et anglophones : se solidariser pour émerger

En 1944, Gil Blas Tejeira, un célèbre journaliste Panaméen, faisait le commentaire suivant :

Comme imprégnés d'un sens profond de ce que représente la culture, encore mieux compris par eux que par les autres groupes ethniques qui composent le pays, ces Franco-antillais ou leurs descendants, ont su se montrer capables de s'élever à un tel degré d'instruction qu'il en résulte un analphabétisme quasi nul. Les Franco-antillais au Panamá savent se montrer solidaires. Ainsi, dans leurs petites écoles de langue anglaise, tous les élèves, munis de leurs livres de lecture britanniques, le « Royal leader », se sont montrés capables de déchiffrer les mystères de l'Alphabet. La ville de Colón, selon ce que révèle le recensement, est une ville où les Créoles sont nombreux et où l'on relève le plus faible taux d'analphabètes.³¹⁷

Les Anglophones entraînent aisément les Francophones dans leur sillage et inversement quand la cause est louable et juste. Ainsi, beaucoup de ces écoles étant d'appartenance

³¹⁷ *Panama Tribune*, note sur l'Education, Colón, 1944.

jamaïcaine, les Antillais francophones, en nombre minoritaire, se rangeaient aisément du côté anglais afin que leurs enfants reçoivent une éducation satisfaisante qui leur permette de gravir les échelons de la promotion sociale. Ainsi il est exemplaire de rappeler le nom de ce Panaméen issu d'une double origine antillaise française et anglaise, de mère guadeloupéenne et de père Jamaïcain, venu en visite en Guadeloupe en 2005, Leonardo Rey Sidnez devenu, grâce à cette solidarité et à cet esprit communautaire, Professeur d'anglais à l'Université de Panamá.

Avant que le système scolaire du pays ne soit correctement organisé, beaucoup de parents envoyèrent leurs enfants aux Antilles afin que ceux-ci reçoivent une éducation, plus spécialement dans l'île de la Jamaïque mais aussi en Guadeloupe. Le Ministre de l'Éducation de Panamá confia, ainsi, l'orientation académique dans l'Institution qui était alors la principale école de la République, à des maîtres aptes à enseigner. Des maîtres Antillais occupèrent des postes importants au Secrétariat de l'Instruction Publique pour enseigner l'anglais dans le système scolaire. Plus tard, sous l'impulsion de l'Ambassade de France, des Enseignants franco-antillais furent recrutés pour apprendre le français aux enfants des parents désireux, à l'Alliance française, une Institution qui fut créée en 1920. Quelques maîtres Antillais y tinrent des classes particulières, dispensèrent des cours de français et d'anglais auxquels assistaient des Panaméens favorisés. Même si la première école particulière était dirigée par des Franco-antillais dans la République, ce fut l'Eglise paroissiale de Colón qui initia son fonctionnement le 12 juillet 1893.

Des années plus tard, ce lieu de culte devint l'Académie de l'Eglise Chrétienne puis, poursuivit son développement sous la direction de dévoués enseignants Antillais. Le Docteur Barton établit, en 1904, l'Académie Particulière de Panamá qui dura trente années. Les étudiants qui fréquentaient cet établissement provenaient des familles les plus favorisées de la ville. Des éducateurs Antillais parmi les plus distingués furent recrutés dans ces institutions éducatives particulières. Par leur sérieux et leur rigueur, ils devinrent des personnalités parmi les plus importantes de la ville de Colón. Quelques uns furent élus membres du Conseil municipal et même il y en eut un Président. Ils furent tous très appréciés dans leur champ d'application pour avoir su gérer les affaires franco-antillaises. En 1976, le Conseil Municipal de Panamá attribua la distinction de « fils méritoire » pour ses soixante ans de services comme instituteur dans la ville de Panamá à John C. Philips, Jamaïcain de 86 ans, pour avoir transmis avec conviction son savoir et les éléments de sa culture aux petits Antillais anglophones et francophones.

A la lumière des éléments qui ont été traités dans ce chapitre, il nous apparaît évident que l'apport de la culture franco-antillaise participe bien au développement culturel de l'Isthme. Guadeloupéens et Martiniquais ont, à n'en pas douter, apporté une richesse indéniable aux langues et cultures régionales du Panamá. Nous avons souligné l'esprit d'initiative et la force de conviction développés par les Franco-antillais dans la représentation et la reconnaissance de leur identité communautaire au sein de la nation panaméenne. Il nous apparaît indubitable que la réussite à tous les niveaux relève de façon évidente de l'importance que chacun, en ce qui le concerne, attribue à l'Éducation. Aucune organisation ne peut prétendre conduire ses membres au climax des savoirs de référence si l'Éducation ne transcende sa vie.

L'Éducation passe par tous les domaines de compétences et les Guadeloupéens et Martiniquais, citoyens Panaméens, l'ont bien compris, que pour réussir, il faut s'en donner les

moyens et se solidariser. L'imagination alliée à la connaissance permet de réaliser des avancées considérables. Dans un monde où la communication sous toutes ses formes est devenue essentielle, le langage se place comme l'outil premier sans lequel toutes les sciences et technologies, les manipulations génétiques, les voyages dans l'espace, la médecine et tous les autres ne seraient que pures chimères. C'est le langage qui permet à l'homme de vivre harmonieusement son humanité. La Langue n'est que l'outil qu'il met à sa disposition pour y parvenir. Guadeloupéens et Martiniquais, installés depuis plusieurs générations au Panamá sont conscients de l'importance de l'enjeu qui est désormais le leur. S'exprimer, dire ce que l'on veut faire, agir pour le bien de la communauté sans jamais transgresser les lois, voilà les ingrédients de la réussite. Les descendants de ces travailleurs de la première heure démocratique panaméenne savent qu'il leur faut un apport quotidien servant de ferment à leur propre réalisation.

Dans cette deuxième partie de notre étude, notre approche renvoie à L'Antillais comme entité essentielle dans la dynamique insufflée par la communauté. Guadeloupéens et Martiniquais, désormais implantés au sein de la société panaméenne, ont bien compris les enjeux liés à leur prise en compte effective dans toute leur intégrité. Partant de là, nous avons proposé, dans cette partie consacrée à la présence franco-antillaise, un panel de stratégies mises en œuvre par la communauté franco-antillaise pour décrire et expliciter leur volonté d'intégration dans un pays qu'ils ont mérité par leur courage, leur détermination, leur créativité, leur esprit d'initiative et leur force de travail. Nous avons décrit leur volonté de passer de la condition d'immigré au statut de citoyen panaméen. Il était important pour nous de retracer leurs luttes et de souligner leur contribution à la fusion unitaire en s'opposant à toutes formes d'exclusion. Pour parvenir à l'unité panaméenne, ils ont compris l'importance d'être eux-mêmes unis et solidaires. Leurs activités se fondèrent alors sur une mutualisation qui se voulait fédératrice. Ils ont compris combien le choix de leur représentation était important et décisif pour des traitements ultérieurs.

**TROISIÈME PARTIE :
LES APPORTS DES FRANCO-ANTILLAIS DE
GUADELOUPE ET DE MARTINIQUE DANS L'ESSOR
DE LA NATION PANAMEENNE DE 1914 À 2008**

CHAPITRE VIII : L'APPORT ANTILLAIS DANS LE MONDE DU TRAVAIL

I – Les Franco-antillais de l'Isthme à la fin des travaux

A. Les conditions de la survivance franco-antillaise dans l'Isthme

Les Guadeloupéens et les Martiniquais qui vivent au Panamá favorisent et mettent en œuvre un système d'organisation qui stimule la croissance de leur pays d'accueil. Le Canal de Panamá a été inauguré en 1904 et depuis cette date, la présence franco-antillaise n'a cessé d'apporter courage et dynamisme à la société panaméenne. Dans le domaine du sport de haut niveau, de la littérature, des sciences, de la communication et des technologies, les Panaméens d'origine franco-antillaise s'illustrent et se mettent en valeur. Cette constatation est nettement visible quand on se déplace dans le pays et les remarques, les commentaires et les conclusions ne cessent d'apporter du crédit à nos observations. Nous basant sur nos investigations, nous pouvons déduire que Panamá jouit d'une assurance respectable quant à son avenir, grâce à la richesse permanente que constitue l'apport de travail de cette communauté franco-antillaise.

La communauté franco-antillaise dans la République de Panamá s'identifie à l'Isthme bien avant l'avènement du régime républicain, en 1903. Bocas del Toro fut fondé par des Immigrants noirs provenant des Iles de la Caraïbe, au début du XIX^e siècle. Quand les fondateurs Américains de la « United Fruit Company » se réunirent dans le but d'adopter des mesures quant à la culture et l'exportation de la banane, l'unique centre habité dans la partie occidentale de l'Isthme de Panamá, sur la carte de l'Amérique Centrale, était celui de Bocas del Toro. Nous étudierons l'évolution diachronique de ces Franco-antillais et comment ils contribuèrent, par leur intelligence et leur force de travail à faire de Panamá un pays de renommée internationale, grâce au Canal qu'ils y ont édifié.

B. Le statut des employés descendants d'Antillais

En ce qui concerne le statut des employés de la Zone du Canal ; les Franco-antillais, et particulièrement leurs descendants, étaient jusqu'à la décade de 1950, les derniers à être employés et les premiers à subir des renvois abusifs. Ils étaient encore considérés comme des étrangers malgré leurs nombreuses années de résidence dans l'Isthme et leur connexion avec tout ce qui se rapportait au Canal. Fréquemment, on soutenait que les descendants d'Antillais qui aidèrent à la construction du Canal, ainsi que leurs familles respectives qui s'établirent dans le territoire où les États-Unis exerçaient leur juridiction, ne pouvaient être considérés comme des étrangers ; qu'à défaut de dispositions relatives à la naturalisation, ils étaient des citoyens de fait. Ce point de vue fut alors cautionné par le Comité d'Études de l'Université de Columbia qui avait déjà révisé le système éducatif de la Zone du Canal, en 1930, ainsi que par la Sous-commission des Affaires militaires du Sénat qui étudia, en 1936, la situation des employés antillais de la Zone du Canal.

Nonobstant, le gouvernement du Canal resta sur sa position, considérant comme étrangers les ouvriers Antillais et allant même jusqu'à mettre en vigueur certains règlements discriminatoires contre eux. Les opportunités qu'on leur offrait se réalisaient de manière inique

et inhumaine et étaient toutes interprétées avec une certaine myopie ajoutée à une discrimination qui se basait, premièrement sur la nationalité et, ensuite, sur la couleur de la personne, selon l'opinion avancée par leurs représentants syndicaux³¹⁸. Le système de « Rol de plata », de monnaie en métal argenté qui ne s'appliquait qu'à l'Antillais laissait beaucoup à désirer quant aux salaires, aux conditions de travail, aux facilités d'accès au logement et tous autres aspects similaires. Le gouvernement du Canal se donnait bonne conscience pour justifier ces bas salaires en rappelant sans cesse qu'il établissait les salaires sur la base des taux qui leur étaient appliqués dans leurs pays d'origine, sans compensation aucune.

Une fameuse théorie économique soutenait que le fait que ces employés provenaient des Tropiques leur facilitait une meilleure adaptation au coût de la vie dans l'Isthme. On supposait alors que ceux-ci pouvaient trouver leurs subsistances dans les produits locaux, moins onéreux que les produits importés. En réalité, la vie commerciale de la communauté était essentiellement basée sur les produits d'importation ; et comme tout le monde devait les acheter, il s'en suivait inévitablement, outre une intolérable injustice, une réduction conséquente du pouvoir d'achat de ces Franco-antillais. L'échelle de salaires attribuée aux employés du « Rol de plata » était réellement en inadéquation avec leur volume de travail. Durant les 25 premières années, les salaires oscillaient entre 10 centimes par heure ou 22,50/B mensuels et 39c/heure et 80 000/B mensuels, tandis que les employés rémunérés en or percevaient 240 000/B par mois. L'employeur assurait à ces derniers un salaire correspondant à la catégorie de l'échelle qui prévalait aux États-Unis, dans la même profession, plus une différence de 25%, de même que le droit d'un congé annuel de 24 jours. L'employé de cette catégorie avait droit à une certaine quantité de billets de train de première classe, bénéficiant de la gratuité du transport local et tarif réduit pour le transport maritime entre l'Isthme et les États-Unis , de chambres louées et meublées, à une éducation primaire, secondaire et technique et une retraite ou pension de vieillesse³¹⁹. Etre assujetti au paiement par « Rol de plata » sous-entendait que le sujet se préparait à accepter un salaire fixé de manière arbitraire. On lui accordait une quinzaine de journées d'absence par an seulement, pour cause de maladie. Quand l'état de l'ouvrier venait à s'améliorer, il devait immédiatement reprendre le travail.

Tout ce qui vient d'être mentionné donne une idée générale des conditions dans lesquelles vivait chacun des deux groupes. Jusqu'au 31 octobre 1909, l'on dénombrait 30 000 travailleurs du « Rol de plata » et 5000 du « Rol de oro » inscrits sur les tableaux de paiement du projet de construction du Canal de Panamá. La ventilation qui suit, faisant état des bénéfices complémentaires que concédait l'Administration du Canal aux travailleurs des deux catégories de rémunération révèle à un certain degré les iniquités flagrantes, révoltantes, auxquelles étaient soumis les immigrés antillais et la forte politique de discrimination qui leur était réservée dans l'exécution des tâches comme travailleurs du Gouvernement fédéral des États-Unis³²⁰.

³¹⁸ Georges W. Westerman, *Op. cit.* p.37.

³¹⁹ Georges W. Westerman, *Op. cit.*, p. 41.

³²⁰ John Hearings, US House of Representatives, « *Skilled Labor on the Panamá Canal* », Washington, DC, Printing Press, 1906, p.135.

	<i>Rol de oro (\$)</i>	<i>Rol de plata (\$)</i>
<i>Congé avec solde</i>	696 179,96	-
<i>Congé de maladie</i>	211 324,55	443,19
<i>Congé pour accident de travail</i>	22 119,68	8 135,30
<i>Avancement par ancienneté</i>	183 217,01	496,18
<i>Total</i>	1 112 841,33	9 074,67

Tableau 7 - Ventilation des congés par catégorie: Rol de plata, Rol de oro

Une autre injustice manifeste se réfère à l'annuité des ouvriers de la construction dont les bénéficiaires étaient exclusivement redistribués aux citoyens américains. La loi n° 319 de 1944, approuvée par le Congrès des États-Unis, établissait une annuité spéciale destinée aux employés du « Rol de oro », durant la période de construction. Cette loi se gela délibérément pour exclure les employés « Rol de plata » de leurs bénéficiaires. Non seulement on les excluait de tous bénéficiaires, mais encore, ils étaient laissés pour compte par le Congrès qui ne prenait pas le soin de les congratuler pour leurs efforts et leurs sacrifices³²¹. Contrairement au sort des Franco-antillais, l'Administration du Canal gardait les yeux rivés sur les employés américains et ne manquait pas de les encourager à rester au Panamá. La loi citée plus haut, s'établissait de la manière suivante:

*[...] en reconocimiento a los valiosos servicios en relación con los trabajos de la construcción, mantenimiento, operación, saneamiento y administración del Canal de Panamá y la Zona del Canal durante el período de construcción, del 4 de mayo de 1909 hasta el 31 de marzo de 1914 inclusive, brindados por los funcionarios civiles y los empleados ciudadanos de los Estados Unidos, el congreso les daba las gracias y a cada uno de ellos, ya fueran contratados o empleados [...]*³²²

Les employés de la Commission du Canal ou de la Compagnie de Chemins de fer de Panamá reçoivent des annuités allant de 40 à 60% de leurs salaires, en tant que citoyens américains lorsqu'ils avaient été affectés aux travaux de construction du Canal durant trois ans et plus. Cette discrimination flagrante exercée dans la Zone du Canal finit par en lasser plus d'un et les affrontements alimentèrent les rivalités. Il fallait y mettre fin en annonçant la fin de cette forme d'apartheid institué par les nord-américains dans la Zone du Canal. A la fin de 1946, Franck J. Mc Sherry, Général de Brigade de l'armée des États-Unis, fut désigné Conseiller technique du Gouverneur du Canal de Panamá. On sollicitait sa compétence pour réaliser une enquête générale, impartiale et complète au sujet des politiques ouvrières mises en place pour les employés du Gouvernement des États-Unis dans l'Isthme de Panamá. Le rapport final de Mc Sherry recommandait vigoureusement l'abolissement des catégories de paye « gold and silver roll » et aussi que l'on vienne à établir une échelle unique de salaire. Il était alors entendu que les termes « gold » et « silver » fussent éliminés non seulement dans les documents officiels mais en tout lieu ou occasion où ils étaient couramment utilisés.

³²¹ Georges W. Westerman, *Op. cit.* p.42.

³²² Noticia de Prensa del Gobierno de la Zona del Canal, Balboa Heights, noviembre 20 de 1948.

C. L'abolition des traitements discriminatoires

Le 20 novembre 1948, l'Administration du Canal de Panamá annonça une politique tendant à éliminer les termes de « Rol de oro » et « Rol de plata »³²³. C'était la désignation officielle utilisée dans la Zone du Canal pour identifier les employés, leurs logements, leurs polices, maisons, clubs et autres lieux et servait de base pour maintenir la charge de la politique discriminatoire qui était entretenue par le Gouvernement des États-Unis³²⁴. Les inscriptions de « Rol de oro » et « Rol de plata » sur les fontaines d'eau, les toilettes publiques, les guichets postaux et autres lieux publics dans la Zone du Canal étaient enlevées l'année précédente, mais les conditions se maintenaient, à ce qu'il semblait, pour établir des différences dans le traitement des fonctionnaires et les salaires dans le cas des employés qualifiés ou non qualifiés³²⁵. L'abolition de cette désignation n'élimina pas pour autant la double caractéristique établie dans la Zone du Canal pour différencier les Nord-américains des autres qui travaillaient aussi pour le compte du Gouvernement fédéral des États-Unis. Durant des années, cette dualité avait alimenté des ressentiments acharnés de la part des travailleurs qui s'estimaient victimes de ces tableaux de paye locaux, particulièrement dans la grande majorité des immigrés antillais, lesquels avaient été, dès le début des travaux, l'objet de fortes discriminations, touchant les travailleurs non Nord-américains. Ceux-ci avaient alors subi les iniquités économiques et les normes de la ségrégation ethnique propres à la politique de « séparation et d'inégalité ». Quand le système de salaire unique fut enfin établi dans la zone du Canal, autour des années 1950-1960, très peu de ces travailleurs antillais figuraient sur les tableaux de paye du gouvernement de la Compagnie du Canal et qui auraient pu faire valoir leurs droits au changement et à cette réforme si longtemps réclamée dans la politique salariale de la zone du Canal.

II – L'Éducation dans la zone du Canal

A. Importance de l'Éducation pour les Franco-antillais du Panamá

La question de l'éducation des immigrés est au cœur des préoccupations des pays d'accueil qui ont compris la nécessité d'aider tous leurs immigrés à s'établir dans les meilleures conditions. Les débats portent sur les causes des tensions sociales liées aux mésententes entre l'immigré et l'autochtone. Ce sont essentiellement les différences de culture, de langue et de condition sociale qui constituent le ferment idéal à tous les préjugés, les idées préconçues et qui, progressivement mais inéluctablement, suscitent des frictions injustifiées entre les immigrés et les locaux, par déficit de connaissance, l'un de l'autre. C'est manifestement par l'éducation que les gouvernements peuvent prétendre atténuer ces différences, par la mise en œuvre de pratiques tendant à réduire les inégalités de toutes sortes³²⁶. Dans l'absolu,

³²³ *Ibid.* p. 13.

³²⁴ *Ibid.* p. 16.

³²⁵ *The Panamá Star and Herald*, Panamá, November 21 de 1948.

³²⁶ Marie-Françoise Gaël-Moutou, *Les migrations dans la Caraïbe au début du XX^e siècle*, *Op. cit.* p. 10.

l'éducation constitue le facteur clé dans le développement des ressources humaines. Mais nous verrons que tel ne fut pas le cas dans la *Canal Zone*, enclave américaine, à cause du système discriminant qui fut mis en place dans les différentes strates de la société multiraciale et multiculturelle qui s'était établie dans ce couloir centre du Panamá. Les enfants Nord-Américains ne fréquentaient pas les mêmes écoles que ceux des Antillais, toutes origines confondues. C'est, nous relatait Roger Hackett, enseignant, cette pratique d'écoles séparées qui fut le ferment des conflits persistants qui émaillèrent les relations entre les deux groupes ethniques installés pour la même juste cause au Panamá.

En relation avec cette discrimination mise en place au sein du système scolaire séparé de la Zone du Canal, le professeur du Junior College de la Zone du Canal fit l'observation suivante :

*Durante los primeros años del periodo de la construcción del Canal de Panamá cuando la matricula de los niños negros era mayor que la de los blancos, se estableció la política de ofrecer educación en escuelas separadas para las dos razas. Durante esa época, había pocos Americanos del Norte en la Zona del Canal, ya que el verdadero período de la construcción, a diferencia del de la organización planificación y saneamiento, no comenzó a ponerse en marcha, sino durante la última parte de 1907. Prácticamente todos los niños de color eran hijos de los Antillanos que habían llegado al Istmo en busca de trabajo en el Canal. Sus escuelas tenían un personal docente que había recibido adiestramiento en las Antillas, aun cuando algunos Americanos del Norte enseñaron en dichas escuelas durante los primeros años. La política de mantener escuelas separadas para los dos grupos sirvió de precedente inicial de lo que ha ocurrido desde entonces.*³²⁷

Pour les immigrants Franco-antillais intégrés dans la société panaméenne, l'éducation relève de la survie. Les Franco-antillais qui ont réussi en conviennent, que seule l'éducation permet à l'être humain, quel qu'il soit d'émerger et de faire partie intégrante de la longue avancée humaine moderne. Depuis 1903 et jusqu'à 1999, les États-Unis firent partie intégrante de la vie quotidienne au Panamá. Ceux-ci imposèrent leur mode de vie à la société panaméenne en y imprégnant tous leurs modèles constitutifs. Le système éducatif panaméen est ainsi basé sur le modèle américain. En 2008, 92% des élèves étudient. Après que l'indépendance de la nation panaméenne fut proclamée, de nombreux dirigeants du nouveau pays souverain décidèrent que désormais, l'Éducation jouera un rôle plus important dans le paysage politique du Gouvernement national, quand on sait à quel point les habitants de l'ancienne Province de Panamá avaient été privés si lamentablement d'une éducation adéquate. L'approbation, en 1904, de la Loi sur l'Instruction publique, initiait un système d'Éducation publique sous la direction d'un Secrétaire d'État chargé de l'Instruction publique. Cette politique éducative légitimait une éducation sans distinction de race, de classe, de sexe ou de credo religieux. On exigeait alors, des pères de famille qu'ils se responsabilisent davantage en s'impliquant de fait dans l'éducation de leurs enfants. Les Panaméens, dans leur majorité, croient avec ferveur que l'éducation est un facteur de développement de la vie nationale et c'est sans contrainte que les

³²⁷ Roger Hackett, Article in *The Panamá American*, agosto 1939.

parents inscrivent leurs enfants et les maintiennent au sein du système scolaire, même à coût de grands sacrifices.

Depuis son accession à la souveraineté, Panamá lutte de manière incessante en faveur du développement d'un système d'éducation publique qui réponde aux besoins réels de la Nation et de l'État. Les éducateurs ont démontré leur sensibilité face aux besoins de la jeunesse et aux profonds changements qui se sont opérés dans le domaine social et le champ industriel. Pour cela, les décideurs ont dû tout réorganiser et apporter des changements importants dans le secteur de l'éducation. Après de sérieuses évaluations, des réformes se sont avérées nécessaires, avec comme objectif principal, les seuls intérêts des jeunes que l'on doit éduquer. Dès les premières années, les Franco-antillais ont édifié de nombreuses écoles dans les villes de Panamá et de Colón, en recrutant des maîtres Antillais ; lesquels arrivèrent dans l'Isthme, munis de belles références académiques. Parmi ces éducateurs, un grand nombre d'Enseignants étaient issus du système éducatif britannique, les autres, peu nombreux, étaient recrutés depuis les centres Académiques de Martinique et de Guadeloupe. Le système éducatif embryonnaire, chargé de procéder à ces recrutements, était également autorisé à établir des institutions qui contribuèrent à offrir aux jeunes, garçons et filles, un enseignement de qualité et une conduite positive afin qu'ils rendent compte de cette éducation reçue dans leur parcours de Citoyen Panaméen par des comportements dignes de louanges dans la vie isthmique. C'est précisément ce type d'instruction qui se reflète dans un fort taux d'alphabétisation dans les villes de Panamá, Colón et Bocas del Toro.

Pour autant, l'éducation vue dans sa nature intrinsèque, constitue un élément important visant à augmenter la productivité et les rémunérations ; elle favorise également la promotion sociale et l'intégration des individus, tout en contribuant au partage des valeurs démocratiques et au respect des droits de l'homme.

De fait, en 1904, la Commission du Canal Isthmique autorisa l'implantation d'établissements scolaires dans la Zone du Canal. L'année suivante, on plaça ce système scolaire sous la juridiction d'un percepteur des recettes. En janvier 1906, on nomma un Surintendant des Écoles pour diriger la première école publique sous juridiction du Gouvernement des États-Unis. En mai 1906, 18 écoles fonctionnaient avec 601 élèves et 21 maîtres. Au bout de 5 mois, dans sa croissance, le système atteint 30 écoles avec 1237 élèves inscrits et 34 maîtres, dont 19 Antillais, 4 Nord-américains et 1 Panaméen³²⁸.

Les statistiques officielles inhérentes au nombre de maîtres et d'élèves révèlent un certain nombre d'éléments issus des pratiques discriminatoires exercées à l'intérieur de ce système d'inégalité entre les travailleurs blancs et les Noirs de la Zone. D'après le tableau suivant, on peut observer des différences éloquentes relevées par diverses autorités en 1908³²⁹, 1909³³⁰ et 1914³³¹.

³²⁸ Georges W. Westerman., *Pionniers in Canal Zone Education*, La Boca, Zona del Canal, Occupational High School Shop, 1949, p. 3

³²⁹ Division of Civil Affairs, Annual Report, Schools, Julio de 1908, pp. 4-5.

³³⁰ Isthmian Canal Commission, The Canal Record 2, Balboa Heights, Zona del Canal Press, Julio de 1909, p. 357.

³³¹ Isthmian Canal Commission, The Canal Record 7, Balboa Heights, Zona del Canal Press, abril de 1914, p. 477

	1908	1909	1914
Maîtres blancs	23	32	43
Elèves	721	640	1270
Maîtres noirs	20	21	23
Elèves	2146	2421	1492

Tableau 8 - Statistiques officielles inhérentes au nombre de maîtres et d'élèves

La politique éducative à laquelle étaient soumis les immigrés descendants des Antilles était manifestement différente de celle des étudiants blancs. Dans une déclaration présentée par la *Commission des Antilles Britanniques* au Vice Président des États-Unis, Henry A. Wallace, le 23 mars 1943, on expliquait cette différence de la manière suivante :

*El actual sistema cerrado de educación para nuestros hijos en la zona del Canal no permite que nuestros jóvenes que pudieran beneficiarse de un adiestramiento adicional, continúen su educación. Más aún la edad promedio de los alumnos que se gradúan es alrededor de 16 años. Aún con el noveno año adicional que se ha agregado, los varones y niñas abandonan la escuela siendo demasiado jóvenes e inmaduros, al comienzo de su adolescencia, cuando la escuela pudiera llevar a cabo su mayor servicio en beneficio de ellos si se le prolongara su vida escolar. En realidad, 9 años de escuela primaria y de primer ciclo, no son suficientes si la educación ha de prepararlos para la vida moderna.*³³²

A cause de ces préjudices subis également par les Franco-antillais et des différentes pénalités auxquelles avaient été soumis les Antillais en général, quelques voix de ceux-ci se firent entendre à travers leurs représentants, le corps enseignants, les comités *ad hoc*, la presse servie par des personnels noirs dans l'Isthme et bien des groupes de la communauté. Toutes ces agences se firent insistantes dans leurs efforts tendant à influencer dans le paysage politique éducatif afin d'obtenir de meilleures opportunités en matière d'emploi et de diminuer la discrimination instituée contre les travailleurs qui n'étaient pas citoyens américains. Le Professeur Charles F. Reid du Teachers College de l'Université de Columbia affirmait qu'en 1941, 93 maîtres étaient nommés dans les écoles de Noirs jusqu'à l'année 1938. Avant cette période, les maîtres étaient recrutés principalement aux Antilles ou à la République de Panamá, ou encore ils étaient choisis parmi les employés du « Rol de plata » de la Zone du Canal. Dès lors, ajoutait le professeur Reid, les postes vacants furent occupés par des maîtres diplômés de l'Ecole Normale de la Boca³³³.

B. L'arrivée des premiers enseignants franco-antillais et la vocation de leurs successeurs actuels.

On peut affirmer que les enseignants antillais pris seuls ou collectivement laissèrent des traces évidentes et indélébiles au sein du système scolaire de la Zone du Canal pour le service exceptionnel qu'ils assuraient. Ceux-ci arrivèrent de leurs îles, bien formés à l'enseignement,

³³² British West Indian Community, *Petición al vice Presidente Henry A. Wallace* de Marzo 23 de 1943.

³³³ Georges W. Westerman *Op. cit.* p. 55.

imprégnés de la responsabilité qui leur incombait de bien former à leur tour les enfants qui leur étaient confiés.

Certains de ces maîtres brillants et consciencieux eurent, ensuite, le privilège d'occuper le poste d'Assistant du Surintendant des écoles latino-américaines dans la Zone du Canal et d'autres, encore, se sont distingués dans les institutions éducatives aux États-Unis et dans d'autres lieux. Parmi ces excellents maîtres d'origine franco-antillaise, nous pouvons citer : Frank H. Houëlche, Peter S. Martin, Emile Benjamin, Nicolas Mathurin, ainsi que des dames telles que Mae L. Malcom, Hanna Webster, Annabelle T. Zadronis. Mae L. Malcom présida un comité qui s'était constitué dans le but de réviser les projets d'études pour les écoles de la Zone du Canal. Elle fut aussi la première femme élue Représentante syndicale du Comité Assesseur des Plaintes du Canal de Panamá. Elle organisa enfin le programme des représentations et expositions interscolaires du Pacifique et de l'Atlantique³³⁴. On peut affirmer que les maîtres antillais pris seuls ou collectivement laissèrent des traces évidentes et indélébiles au sein du système scolaire de la Zone du Canal pour le service exceptionnel qu'ils assuraient. Ceux-ci arrivèrent de leurs îles, bien formés à l'enseignement, imprégnés de la responsabilité qui leur incombait de bien former à leur tour les enfants qui leur étaient confiés.

C. La religion comme vecteur du système éducatif

Durant les premières années de l'histoire du Canal, il existait trois congrégations de Noirs antillais ; appartenant à l'Eglise anglicane. Ceci s'explique aisément par le fait que les immigrants de la Barbade qui constituaient les gros des immigrants durant cette époque, étaient anglicans. En dehors de ce fait notoire, l'église catholique, lieu de culte privilégié des Guadeloupéens et Martiniquais, l'église baptiste, l'église méthodiste épiscopale, l'Armée du Salut et d'autres églises participaient de manière prédominante à l'orientation de la vie spirituelle de la communauté. Ces églises permettaient à tous ces fidèles de se regrouper et d'y trouver une forme de paix et de consolation. Ces excavateurs tropicaux n'étaient sans doute pas de pieux chrétiens mais la vie communautaire les rendait dévots, sociables et solidaires. Leur communauté devint très vite une entité plus humaine, digne d'être vécue malgré toutes leurs douleurs physiques et leurs inadaptations sociales. Les Franco-antillais âgés soutenaient leur église seulement parce qu'ils avaient été élevés sous influence spirituelle mais surtout parce qu'il n'existait pas d'autre institution capable de la remplacer comme centre social, comme club ou comme cadre pouvant leur permettre d'exercer leurs capacités et leurs potentialités.

Durant notre second séjour au Panamá, nous eûmes l'opportunité de vivre dans une famille franco-antillaise de double descendance guadeloupéenne et jamaïcaine, à l'image de celle de Leonardo R. Sidnez, Professeur d'université. Rogelio F. Boswell est le chef de famille, plombier de métier et pasteur de l'église « El Ejército de Salvación ». Avant sa mise à la retraite, il exerçait son métier dans la Zone du Canal. A force de dons et d'aides de toutes provenances, Rogelio F. Boswell réussit à agrandir son lieu de culte favori et à fonder une école dominicaine où les pauvres se rassemblent pour apprendre à lire et à écrire et à réfléchir sur une possibilité

³³⁴ *Ibid.*, p. 5.

d'insertion dans le monde du travail. Un centre d'accueil est ainsi créé à la Calle 11 de Colón où ces indigents adultes ainsi que les enfants délaissés par leurs familles peuvent se sustenter trois fois par semaine. Ils y trouvent un repas complet dont un plat chaud qui réconforte les estomacs souvent creux. Une discipline sans équivoque y règne. A leur arrivée, ils vont s'inscrire. Ils déclinent verbalement leur identité, une façon explicite de prouver leur existence. Aucune autorité n'est exercée sur eux. Mais il leur est demandé de satisfaire au rituel du déjeuner. Avec Jeanice Boswell, la sœur du pasteur et serveuse bénévole dans l'Eglise évangéliste, ces indigents vont chanter et se livrer à des acclamations. Ils expriment ainsi leur joie de se retrouver, d'être ensemble pour partager le repas préparé par la cuisinière Esméralda I. Gooding, d'origines guadeloupéenne et barbadienne, et présenté dans des assiettes multicolores par Adela Thompson, une retraitée de la Zone du Canal, originaire de la Martinique. Ada Boswell, l'épouse du Pasteur planifie et coordonne tout, pourvoit, pour sa part, à l'achat des matières premières et ramène toute les marchandises dans la cuisine attenante à la salle qui se définit comme le « resto du cœur » à l'image de ceux, fondés et établis par Coluche, où sont servis l'hiver des repas gratuits aux personnes sans ressources. A la fin du repas, chaque commensal va déposer ses ustensiles sur une table de service à roulettes, après avoir vidé, lui-même, les déchets dans une poubelle placée à proximité. Un des abonnés se rend utile en rendant de menus services. Après le repas commun, il nettoie les tables, plie soigneusement les nappes en plastique, les rangent sur une étagère de la cuisine et enfin passe la serpillère pour maintenir le lieu en bon état de propreté. Les volontaires peuvent alors superposer les assiettes, et déposer les couverts dans un grand bol, participant en cela aux activités de la grande chaîne de l'espoir. Ils ne sont alors point isolés, psychologiquement. Ils échangent leurs expériences, sans jugement des autres et loin des stéréotypes. Ils se rendent compte qu'ils ne sont pas seuls, ni laissés pour compte. Ils font partie de la chaîne de l'humanité.

Des dons de vêtements usagés mais propres et encore en bon état arrivent régulièrement dans l'institution socialisée. Les citoyens plus favorisés se montrent ainsi intéressés par l'économie participative de leur pays. Les plus démunis se présentent tous les vendredis matins au hall d'entrée de l'Institution et peuvent ainsi choisir des vêtements appropriés. Des mères de famille se précipitent vers les portants où sont suspendus ces vêtements, les prenant d'assaut, comme dans un magasin au lancement des soldes, sauf que là, tout est gratuit. Les objets sont des lots offerts par des familles aisées. L'église de l'Armée du Salut joue le rôle d'intermédiaire caritatif dont le but est précisément de porter secours aux plus défavorisés, ce qui fit dire à Georges Westerman, dans son livre :

*De acuerdo con el "Canal Record" el trabajo de Ejército de Salvación en el Istmo se redujo, casi exclusivamente, a los negros antillanos que llegaron al Istmo para llevar a cabo los trabajos de construcción. Ellos pusieron a funcionar varios comedores para gente pobre y fundaron con éxito una escuela para ciegos.*³³⁵

³³⁵ *Ibid.* p. 61

Le dimanche, à l'église, le prédicateur ainsi que les membres principaux de l'église se présentent en tenue de militaire, vêtus d'un costume blanc, orné de galons. On reste surpris par l'éloquence du Pasteur durant son prêche, sa force de conviction, son discours structuré affirmant, en cela, ses talents de grand orateur et sa volonté indubitable de diffuser les principes de l'église et les faire adopter par le plus grand nombre, comme relevant d'une mission. Le jeudi après-midi, Ada R. Boswell, d'origine guadeloupéenne, réunit les femmes de la congrégation pour réfléchir ensemble sur les préceptes de la religion dans leur vie quotidienne. Les fidèles prennent des engagements, chantent des louanges et lisent des textes avec conviction. Un moment de réflexion qui singularise le groupe, où des liens se tissent, affirmant son humanité et induisant la cohésion des femmes dans la communauté religieuse.

Les jeunes font du soutien scolaire, aident les plus petits dans leur apprentissage de la lecture ou dans l'approfondissement des fondamentaux, effectuant par la même, une percée dans la chaîne de l'espoir pour un monde plus juste et plus humain - si l'on énonce clairement que la liberté passe par l'éducation. Dans une autre salle, Rogelio F. Boswell s'entretient avec des jeunes adultes. Ensemble, ils réfléchissent, chantent, animent la discussion, s'insufflent mutuellement une forme d'ardeur à leur foi religieuse. Depuis plusieurs années, le révérend Rogelio F. Boswell est au service de l'église de l'Armée du Salut de l'Isthme dans la ville de Colón. Il est l'un des prédicateurs les plus éloquents qui aient été assignés à cette charge et, également, un des plus populaires. Quand il travaillait dans la zone du Canal, il était aussi le Président de l'Association des Pieux Travailleurs de l'Atlantique. L'Eglise missionnaire de Béthel, fondée en 1932, était précédée par l'Eglise Méthodiste Unie et l'Eglise Méthodiste Libre. Le révérend Clarence Sally, Pasteur, plus tard fonda la Mission de Salem à Colón. L'Eglise Unie de l'Evangile eut William Stewart comme fondateur.

Autour de 1903, l'œuvre de la Septième Eglise Adventiste s'organisa comme la Mission de Panamá, avec Baptiste Thompson et ses réunions à l'air libre dans les plantations étaient adressées essentiellement aux Antillais anglophones. Durant notre séjour, nous avons accompagné Jeanice Boswell à son église adventiste, située à l'entrée de la ville de Colón qui est aussi son obédience. L'église s'ouvre à ses fidèles le samedi matin. Tous ceux qui y viennent sont des Antillais anglophones mais aussi des francophones bilingues, par filiation. Beaucoup de Guadeloupéens et de Martiniquais arrivés pour la construction du Canal ont épousé des anglophones de la Barbade, de la Jamaïque, de Sainte Lucie et d'Antigua, et aussi des Îles Caïmans créant, ainsi, une forme de métissage culturel. L'Alliance franco-anglaise, créée au début du XXe siècle permettait ces échanges à travers des activités éducatives, des rencontres culturelles créant une forme de cohésion et d'union des Franco-antillais de tous bords face à l'indifférence nord-américaine. Les anglophones de Barbade et de Jamaïque ont aidé les Franco-antillais à pénétrer le langage des Américains, à briser la barrière de la langue.

Aujourd'hui, tous les Panaméens, descendants Antillais de Guadeloupe et de Martinique s'expriment de manière analogue en espagnol qui est la langue officielle de leur pays d'accueil mais aussi, il parle l'anglais qui était la langue pratiquée dans la Zone du Canal du temps des Américains de 1904 à 1999. Aussi, il n'est pas rare de rencontrer dans l'Eglise adventiste des descendants de Guadeloupéens et de Martiniquais qui ont adopté le culte anglais, signifiant ainsi leur liberté de choisir leur chemin qui mène au ciel.

Au Panamá, et particulièrement dans la région de la côte Atlantique, les habitants sont fidèles à leur religion, très dévots et vouant un réel culte aux morts, à leurs parents décédés.

Nous avons visité le cimetière de Mount Hope qui abrite de nombreuses sépultures portant des noms franco-antillais tels : Malo, Loredon, Mathurin, Modestin, Charles, Viviers, Loupadière, Mondor, Bogat, Athanase, Vernon et bien d'autres encore. Les frères Félix et Albert Modestin nous ont conduit jusqu'à la tombe de leur sœur Monique, décédée le 20 juin 1962 ; celle de leur mère Marie Modestin née le 18 mars 1899 au Vauclin en Martinique et décédée au Panamá. Le 27 juin 1951, celle de leur père Joseph Modestin né au Vauclin le 12 février 1889 et décédé au Panamá. Le 5 août 1981 et inhumés là, dans ce cimetière de Mount Hope. Autant de sépultures parfaitement entretenues par les descendants de ces défunts qui conservent le souvenir de leurs parents disparus.

Lors de nos déplacements à travers la province de Colón, nous avons relevé un fait marquant dans la vie religieuse des habitants de la Côte Atlantique. De manière régulière, des petits groupes de « Croyants » se réunissent en soirée pour pratiquer leurs activités religieuses. Chaque groupe a un directeur souvent une femme dénommée « Mère ». Les membres du groupe s'appellent « ma sœur » ou « mon frère ». Le membre animateur de ces cultes, bien pénétré du langage biblique, versé dans les Saintes Ecritures, expose ses préceptes à haute voix et, parfois, utilisent des micros qui diffusent leurs sonorités dans tout le quartier. Des cantiques et louanges sont chantés avec un accompagnement au tambour, des hymnes et des psaumes sont déclamés à la clarinette et au saxophone. Ils se réunissent chez leurs membres qui les reçoivent à tour de rôle. Quand la maison ne peut contenir tous les invités à cette réunion charismatique, l'association loue un ou deux chapiteaux avec quelques sièges. La famille chez laquelle s'exercent ces pratiques religieuses pourvoit au rafraîchissement de tout le groupe, servant à volonté de la « chicha » glacée, la boisson rustique panaméenne, tout ceci accompagné de biscuits au miel.

En 1975, l'Eglise de Saint Vincent de Paul de cette ville, célébra le cinquantenaire de sa fondation qui avait été menée à terme par un groupe d'Antillais, comme nous l'indique George Westerman dans son ouvrage :

*Debe darse crédito a los Antillanos para la construcción de la Iglesia Católica de la calle "K" en la ciudad de Panamá. La Iglesia se fundó en 1925 gracia a representaciones hechas por un comité de cinco Antillanos católicos. El Arzobispo de Panamá encontró "justas y correctas" las razones aducidas por el comité para conseguir "un sitio propio de adoración". Los solevantes, nombrados por los Caballeros de San Juan y las Damas Auxiliares, lograron su objetivo rápidamente, haciendo así innecesarias presiones sociales por parte de la comunidad.*³³⁶

³³⁶ Georges W. Westerman, *Op. cit.* p. 58.

III – La participation franco-antillaise au rayonnement de Panamá

A. Un Champion nommé Irving Saladino

Texte 9 - La fierté de Panamá : 1er champion olympique (cf. annexe 1)

Dans le domaine sportif, On doit concéder aux Antillais le fait d'avoir introduit dans l'Isthme, l'athlétisme et le cyclisme. Dans ces champs d'application, les descendants d'antillais ont atteint un haut niveau, tant national qu'international, propulsant Panamá au climax des pays émergents sportivement. Dans ce domaine, nous nous devons de citer parmi les plus grands de l'athlétisme panaméen, Irving Saladino Aranda, actuel champion du monde du saut en longueur, d'origine jamaïcaine et martiniquaise. La province de Colón a démontré depuis toujours qu'elle était le berceau des champions du monde. Irving Saladino Aranda est une figure remarquable du sport de haut niveau et l'une des plus importantes du moment parce qu'il est un exemple pour les jeunes, portant très haut les couleurs de la province de Colón et par conséquent celles de Panamá. La nation panaméenne est toute entière partie prenante du sport national qui triomphe à l'extérieur et qui devient un élément de fierté pour le pays.

« Les jeunes de Colón sont des éléments prometteurs, non seulement pour ce qui concerne les activités sportives mais aussi on les trouve dans les domaines du social, de l'éducation et de la politique »³³⁷ affirmait, dans un article du journal local *El Latinoamericano*, Alejandro Salazar Zorrilla, Directeur du Centre Régional Universitaire de Colón.

Dans le même hebdomadaire, Adán Vásquez, Président du Conseil Municipal de Colón, ajoutait :

*Irving Saladino es una inspiración para todos los deportistas del país, porque es un atleta dedicado y que sigue consejos de sus entrenados, ese ejemplo no solamente es para los atletas nuestros, sino de otras partes del mundo.*³³⁸

Comme toutes les villes très populaires du monde, Colón accumule son contingent de jeunes oisifs, et de délinquants de tous acabits. Durant notre séjour, dans une même soirée de règlements de compte, les *Faits divers* dénombraient le chiffre hallucinant de 9 morts dans la ville portuaire. Les dirigeants de la province de Colón exhortent la jeunesse colonaise à se tourner vers les activités sportives porteuses d'espoir pour beaucoup de jeunes à la recherche d'emploi, pour un futur meilleur. Le sport véhicule des valeurs de combativité, de respect, d'esprit d'équipe et de tolérance. C'est par ce biais que bien de jeunes, issus de milieux défavorisés parviennent à s'affranchir de l'oisiveté. Grâce au sport, le jeune se discipline et se forge des centres d'intérêt qui peuvent le hisser à un degré supérieur dans la société. Ce qui a inspiré à Mercedes Lamy de Aciago, première Adjointe au Maire de la ville de Colón les propos suivants :

³³⁷ Salazar Zorrilla Alejandro, *El Latinoamericano*, Edición Internacional, n° 31, febrero-marzo de 2007, año 6, p. 8.

³³⁸ Adán Vásquez, *El Latinoamericano*, Edición Internacional, n° 31, febrero-marzo de 2007, año 6, p. 9.

*Hay que apoyar más las actividades deportivas en esta ciudad, es una forma de alejar a nuestros jóvenes del vicio y la mala vida. De esos jóvenes que están en las calles, hay muchos Irving Saladino s que pueden ser rescatados y llevarlos a los gimnasios, campos deportivos y otros sitios de interés deportivo.*³³⁹

Les membres de la famille de l'actuel champion du monde de saut en longueur sont honorés de l'exploit grandissant d'Irving Saladino. Sa tante et marraine, Adelia Aranda, fonctionnaire de l'Université de Panamá dans la ville de Colón, se plaît à affirmer que très jeune, son neveu aimait courir et sauter. Le plus souvent, sa mère l'empêchait de jouer dans la rue comme aimaient à le faire tous ses camarades d'enfance car, à l'époque, sa famille résidait à Calle 4 Colón y Central, où il est plutôt dangereux pour les enfants de jouer dans la rue. Il courait et sautait jusqu'au bas de la rue avec son frère aîné, David. Mais personne dans la famille ne poussa l'audace jusqu'à imaginer qu'un jour les mérites et les actions d'Irving couvriraient Colón et le Panamá tout entier d'une telle gloire. Le blason de Colón s'est redoré avec Irving Saladino qui brandit le drapeau panaméen lors de ses nombreuses victoires dans les compétitions internationales, telles que les Jeux Olympiques où il a remporté la médaille d'or, dans sa discipline. Dans sa résidence actuelle des Hauts de l'Atlantique, son ami et copropriétaire déclarait qu'Irving Saladino est une personne éminemment humaine, qui sait conjuguer sport et études de manière remarquable contribuant, de fait, au rayonnement de Panamá dans le monde.

Kenel Luis Berly, un de ses compagnons d'enfance, se rappelle que, jeune, il chantait admirablement le reggae qui le rapprochait de ses racines jamaïcaines. Tout en menant à bien ses études, il ménageait du temps pour retrouver ses amis, lesquels sont fiers du triomphe de Irving Saladino qui est parvenu au sommet tout en promettant de remporter de nouvelles médailles d'or lors des prochaines rencontres olympiques et mondiales.

Jeune, Irving Saladino participa à des compétitions intercommunales. Quand il intégra l'Institut Polytechnique et Professionnel de Colón, il participa aux compétitions internes mais surtout, il représenta Panamá aux jeux Centre-Américains et à ceux qui étaient organisés dans la Caraïbe. Il aime la musique salsa, le congo, se passionne toujours pour le reggae et plus récemment, il s'est intéressé à la samba depuis qu'il a élu résidence à Sao Paulo du Brésil où il poursuit ses études supérieures qu'il avait interrompues dans l'Université technologique de Panamá. L'idole et le modèle d'Irving Saladino est le Cubain Iván Pedroso, athlète mondial qu'il fit l'exploit de vaincre malgré toute l'estime qu'il a pour ce champion international. Il tient également en haute estime son entraîneur Florencio Aguilar qu'il considère comme un second père pour l'avoir instruit, le conduisant à ce haut niveau et le guidant pour toujours récolter tant de médailles d'or qui font la fierté renouvelée de son pays, Panamá.

Le Président du Comité Olympique exprima sa satisfaction pour les succès remportés par Irving Saladino. Il l'exhorta à poursuivre ses efforts afin que sa présence active sur les pistes motive les autres athlètes à triompher eux aussi et à amener des médailles d'or, d'argent et de bronze lors des compétitions mondiales et olympiques. Irving Saladino est loin de son pays mais

³³⁹ Mercedes Lam de Aciago, *El Latinoamericano*, Edición Internacional, n° 31, febrero-marzo de 2007, año 6, p.10.

ne se sépare jamais du drapeau panaméen ni des photographies de ses parents afin de rester proche de sa patrie et de sa famille, ce qui semble le plus précieux à ses yeux.

En 2008, l'athlète Irving Saladino est le champion du monde de saut en longueur et gagnant de 14 sur les 16 compétitions internationales auxquelles il participa. Il reçut la médaille Manuel Roy, haute distinction honorifique décernée par l'Institut National des sports du Panamá. Irving Saladino, de mère originaire de la Martinique, fut déclaré « fils méritoire » de Colón et reçut l'insigne de l'Ordre de l'Ave Fénix dans la catégorie « or » ainsi que de nombreuses reconnaissances publiques et des commerces de la ville de Colón. Sa mère, Cristina Aranda de Irving Saladino conserve précieusement tous les souvenirs de son fils.

Elle entretient un album spécial sur les exploits d'Irving. Née à Portobelo sur la Costa Arriba, elle est une dévote de Jésus de Nazareth à qui elle demande protection pour ses fils, David, Irving et Abdul. Irving Saladino aime à déguster les plats antillais délicieux que lui prépare sa mère, mais il fait désormais partie de la nouvelle génération d'Antillais qui est née et a grandi au Panamá. Né en 1984 à Colón, il est actuellement le meilleur sauteur mondial avec un saut de 8,56 m qui est aussi un record du monde. Il est reconnu et désigné comme le meilleur athlète mondial dans sa discipline.

B. Les Antillais dans l'agro-exploitation tropicale du Panamá

La communauté franco-antillaise a su s'intégrer dans le tissu économique notamment dans le transport, l'imprimerie, le bâtiment, les petits commerces, la scierie, l'agriculture. L'évolution de la structure économique tenue par cette communauté a eu des incidences sur l'évolution de l'économie panaméenne. Le Panamá construit sa croissance grâce à l'exploitation du bois. De fait, l'on se demande constamment dans le monde où trouver du bois, eu égard à la rapidité avec laquelle on abat partout, de nos jours, de vastes étendues de forêt : or, on estime que les deux tiers au moins de la superficie du Panamá sont plantés d'arbres de valeur ; nous trouvons, ainsi, sur le versant Atlantique, de riches forêts et sur le versant Pacifique, des fruits, du blé et de l'élevage. Les plantations de caoutchouc sont exploitées sur l'Isthme de Darién. On rencontre partout, à travers le pays, des caoutchoutiers sauvages ; ce qui prouve bien que le sol convient naturellement à leur culture. En 1919, une société américaine acquit 30 000 ha couverts de belles forêts et y construisit de grandes scieries. Ces tentatives montrent que le monde des affaires s'est intéressé fortement à Panamá laissant entrevoir, un fort mouvement de capitaux en direction de l'Isthme. La véritable prospérité du pays dépend de sa production agricole et surtout de son industrie fruitière. En songeant à la fertilité de son sol, il faut regretter, qu'il faille importer des oranges, des mangues et des ananas, principalement de la Jamaïque. Après cet aperçu rapide et non exhaustif de ce que Panamá pourrait produire, considérons maintenant le commerce actuel de la République.

Ecartons tout d'abord de notre inventaire, les vivres destinés aux travailleurs de la Zone, puisque le gouvernement des États-Unis les fournit lui-même. Le commerce extérieur est toujours resté stationnaire, depuis l'établissement de la République : naturellement, les ouvriers du Canal achètent en dehors de la Zone ; le flux de voyageurs et de marchandises augmentant progressivement, il en résulte que les importations s'amélioreraient constamment, mais le chiffre des exportations ne grossissait pas. A part la viande fraîche, une partie des fruits et les légumes, tout ce que l'on consomme vient du dehors. Le commerce d'importation se

trouve entre les mains d'un nombre relativement restreint de maisons de commerce qui ont des acheteurs aux États-Unis et en Europe. Les industriels anglais et américains font de bonnes affaires sur l'Isthme ; les anglais sont favorisés sur le terrain des expéditions maritimes, mais les fabricants américains les concurrencent souvent avec succès, en envoyant des représentants aux acheteurs en gros qui leur adressent un ordre, pour leur vanter les avantages de l'article américain sur celui qui vient de l'autre côté de l'Atlantique. Les Panaméens sont parcimonieux et conséquents ; en général, ils ne font pas de grosses commandes pour éviter de grosses pertes découlant de la forte humidité qui sévit dans le pays. Le Consul général britannique adressait, il y a quelque temps, dans un de ses rapports, de bons conseils aux négociants³⁴⁰ :

Les voyageurs de commerce qui viennent sur l'Isthme me semblent satisfaits des résultats de leur séjour ; mais les commandes sont forcément peu importantes, prises individuellement, à cause du grand nombre de maisons plaçant les mêmes articles et de l'impossibilité de faire de gros approvisionnements, en raison de l'humidité extrême du climat, et du taux élevé de l'intérêt de l'argent. Aucun genre d'articles, sauf peut-être l'assortiment des magasins de nouveautés, ne vaut réellement la peine d'envoyer un voyageur en produits industriels, à moins de ne s'arrêter qu'en passant, en cours de tournée. Ce qu'il faudrait surtout, ce serait des représentants groupant plusieurs sortes d'articles demandés à Panamá et pourvu d'un choix étendu ; ils n'éprouveraient pas de grandes difficultés à convaincre un certain nombre de marchands du pays qu'ils pourraient trouver chez eux, meilleur marché et de meilleure qualité, la plupart des articles qu'ils font venir des États-Unis.

C. Esthétisme et Cosmétologie : apport antillais au Panamá

Nous avons rencontré, à Panamá Ciudad, un pionnier de la beauté féminine, Armand Paterne, d'origine martiniquaise, qui se propulse avec un énorme succès, au niveau international, dans l'Esthétique et la Cosmétologie au Panamá. Son école accueille des étudiantes qui reçoivent une formation en Cosmétologie, composition, fabrication et mode d'emploi de produits cosmétiques. Directeur de son établissement, ses compétences, son savoir-faire et ses orientations lui garantissent une excellente maîtrise du commerce international. Armand Paterne est arrivé en 1967 au Panamá avec sa mère, Ghislaine Lamy et son père Germain Paterne qui désiraient s'installer au Panamá, afin d'y établir un Institut de beauté, lequel est devenu la première entreprise de cosmétologie au Panamá. À l'époque, le couple martiniquais occupait un rôle important dans la vie des Franco-antillais affectés aux travaux du Canal de Panamá. Ghislaine Lami assistait les Franco-antillais du Canal en les aidant à effectuer leur demande de pension. Parallèlement à ses activités dans l'Esthétique, elle fit activement partie de la Caravane Assistance sociale des Dames Diplomatiques panaméennes.

Nous sommes conduite à nous interroger sur le bien fondé d'une école d'Esthétique et de Cosmétologie au Panamá, à cette époque. Cependant, si nous osons faire un retour dans le passé, nous observerons que depuis des temps immémoriaux, l'Esthétique et la Cosmétologie

³⁴⁰ *Panama Tribune*, note sur le commerce extérieur, Colón, 2006.

sont considérées comme objet de culte par les femmes pour magnifier leur beauté. Cléopâtre prenait son bain dans du lait, la Reine Néfertari s'imprégnait les cheveux de miel.

Le véritable apogée de l'Esthétique et de la Cosmétologie, nous le trouvons dans la Cour de France. Dans les débuts du XX^e siècle, surgit la première tentative pour éliminer les rides avec une invention de torture qu'on appelait « L'Émail du visage », qui est le début, dans le monde, de ce que nous nommons aujourd'hui, l'Esthétique et la Cosmétologie. Depuis le début de l'humanité, la beauté féminine a été l'est encore et restera sans doute, un facteur déterminant dans le développement des peuples, du fait que l'attraction de l'autre commence par un visage agréable et un corps bien fait.

Les membres de la famille Paterne, pour leur part, l'ont bien vite compris, qu'il y avait un marché à exploiter : apprendre aux femmes du Panamá à prendre soin de leurs corps et à transcender leur beauté. Après le décès de son épouse, Germain Paterne fit son retour au pays natal, la Martinique, où il vit encore. Leur fils Armand resté au Panamá poursuit l'œuvre maternelle avec une détermination qui ne s'est pas démentie au fil des ans, y fonda sa propre famille et y fit prospérer l'affaire. Nous avons rencontré Armand Paterne, Directeur de l'Institut d'Esthétique et de Cosmétologie :

Il n'y a pas d'âge pour l'Esthétique, et toutes les femmes le savent. Elles désirent toutes être belles et élégantes pour elles-mêmes et pour leur entourage ; c'est la loi de la nature. Elles veulent être à la pointe de la mode. Et, pour être bien vêtues, elles prennent soin de leur corps ; c'est là que nous entrons en scène afin qu'elles soient belles et fières, conquérantes et séduisantes. Notre rôle est d'aider les femmes à prendre en main leur beauté par l'usage quotidien de produits cosmétiques que nous fabriquons et que nous mettons à leur disposition. Dans mon Institut, les étudiantes viennent apprendre toutes les techniques de base. Il est fondamental que les personnes qui entreprennent une incursion dans le domaine de l'Esthétique et de la Cosmétologie soient au fait des méthodes essentielles : le facial, l'épilation, le massage corporel, le maquillage, l'appareillage électrique, avec des professeurs spécialisés.

Depuis toujours, la Cosmétique se révèle un moyen incontournable pour les femmes d'améliorer leur image extérieure. Cette cosmétique se trouve submergée dans un immense marché dédié surtout à la femme. Toutes sortes de produits élaborés en industrie lui sont proposées dans le but d'apporter de l'éclat à sa beauté. Panamá n'échappe pas à cet essor du monde de la beauté féminine et cela correspondait bien au plan de carrière de Ghislaine Lamy, d'origine française, d'être une pionnière dans le champ de la Cosmétologie panaméenne et fondatrice de l'Institut d'Esthétique et de Cosmétologie. « Son legs ne fut pas la technique Esthétique qu'elle maîtrisait parfaitement mais bien l'amour de la profession dont il faut maintenir le cap contre vents et marées » affirme son fils Armand Paterne qui est son successeur dans le premier établissement spécialisé en Esthétique et Cosmétologie. Ghislaine Lamy débuta dans cette discipline, évaluée à l'époque par la ligne de beauté Coryse Salomé qui fut la première ligne de cosmétique commercialisée au Panamá. Armand Paterne affirme que Ghislaine Lamy lutta pour le développement de la Cosmétologie au Panamá. C'est ainsi qu'il fut

décidé de fonder, en 1985, l'Institut d'Esthétique et de Cosmétologie qui, depuis, est désigné comme le berceau des cosmétologues locaux, reconnus par l'État panaméen.

De nombreuses personnalités, comme la ballerine de renommée internationale Margot Fontaine et Raquel de Torrijos furent nos clientes et, actuellement, nous recevons des clientes issues du monde social, politique et patronal du pays. Nous avons proposé la date du 4 mai comme jour national de l'Esthétique et de la Cosmétologie au Panamá, en hommage posthume à la pionnière de la Cosmétologie dans notre pays, que fut Ghislaine Lamy. L'objectif de notre institut est de former, d'enseigner et de préparer les cosmétologues, lesquels, à leur tour, vont perpétuer la profession et établir d'autres instituts ou établissements spécialisés. En cela nous participons au développement économique de notre pays. Notre Institut bénéficie de la tutelle du Ministère de l'Education et de la reconnaissance des organisations d'Esthétique et de Cosmétologie au niveau international.³⁴¹

Parce qu'il s'agit bien d'une entreprise familiale, Amand Paterne passe progressivement le relais à sa fille Amandine et à son fils afin que la fibre du travail ne les quitte pas et que l'héritage commercial et culturel laissé par Ghislaine Lamy perdure au-delà des mots. Au Panamá, la Cosmétologie a fait un bond en avant grâce aux nouvelles techniques de fabrication et d'utilisation des produits, aux innovations, aux nouveaux instruments modernes. Ce qui a généré la multiplication des lieux où se perfectionne l'Esthétique. Les étudiantes de l'Institut d'Esthétique et de Cosmétologie reçoivent une formation d'une durée de 6 mois, à raison de 3 fois par semaine, au cours desquelles elles réalisent des travaux dirigés très performants, et acquièrent un savoir-faire qui les motive à poursuivre dans la voie professionnelle qu'elles se sont tracées. Entre 500 et 600 diplômées sont sorties de cet Institut, situé dans le quartier de Bella Vista à Panamá Ciudad. La majorité de ces diplômées font déjà partie du monde de la Cosmétologie et les autres établissent leurs petites entreprises. Pour conclure, Armand Paterne nous gratifie de ce propos particulièrement éloquent par sa force de conviction :

Seguiremos laborando a beneficio de todas las personas que desean incursionar en esta agradable profesión que es la estética y la cosmetología, que siempre seguiremos promoviendo, porque todas las mujeres son hermosas, solamente hay que cultivarlas como rosas en un jardín.

Par leur fidélité, leur travail et leur opiniâtreté dans l'effort, la lutte et la poursuite de leur programme d'activités, Guadeloupéens et Martiniquais, citoyens Panaméens, participent à l'essor économique de la nation panaméenne et à son rayonnement à travers toute l'Amérique centrale et dans le monde.

³⁴¹ Armand Paterne, Entretien dans son institut, Marie-Françoise Gaël-Moutou, Panamá, avril 2007.

IV – Expression des reconnaissances et rétributions au Panamá

A. Reconnaissance par la Canal Zone américaine

Il est un fait indéniable que, de manière générale, il a été reconnu par les Gouverneurs américains de l'époque florissante de la Canal Zone, le rôle fondamental qu'ont joué les travailleurs des Antilles qui ont fait montre d'une exceptionnelle capacité d'ingénierie dans la construction et l'entretien du Canal de Panamá. Non seulement les Gouverneurs de la Zone du Canal, mais aussi les fonctionnaires de l'Administration du Canal, ainsi que toutes les personnes qui ont supervisé et contrôlé les activités inhérentes aux travaux de construction dans l'Isthme, sont unanimes à reconnaître la rigueur, le sérieux des travailleurs antillais et peuvent témoigner notamment de l'engagement, l'efficacité, l'intelligence, la pugnacité et l'obstination dont ces valeureux pionniers ont fait preuve durant les dix années qui ont conduit à la réalisation de cette œuvre titanesque. Les Administrateurs du Canal avaient alors rappelé de manière officielle dans les colonnes du journal la plus en vogue de l'époque, *le Panamá Tribune*, et dont nous empruntons le témoignage suivant :

*A través de nuestros largos años de residencia y servicios en este país, hay un hecho que se mantiene como una llama inextinguible en medio de la tristeza provocada por las malas interpretaciones y mentiras deliberadas, es que cada Director de la Administración del Canal, quienes han sido todos hombres de una inteligencia e integridad superiores al promedio, han atestiguado y han alabado sin reservas la lealtad y devoción de los trabajadores antillanos en el Canal de Panamá.*³⁴²

Ce que l'on pourrait considérer comme l'un des événements historiques les plus prodigieux dans les annales de la vie franco-antillaise dans l'Isthme, fut la célébration de ce que l'on a appelé « Le jour de l'Antillais ». Cet événement marquant se déroula en août 1951, sur Mount Hope, dans la Zone du Canal. A cette occasion, un timbre postal de 10 centimes fut émis, portant l'inscription suivante :

*En conmemoración del Trabajo de los Antillanos en la Construcción del Canal de Panamá, 1904-1914*³⁴³

L'émission de ce timbre couronnait le jour où le Gouvernement des États-Unis approuva une loi de ce genre en faveur d'un groupe de personnes étrangères. Il s'agissait d'un timbre gouvernemental et administratif au moyen duquel, et avec juste raison, on rendait effective la reconnaissance envers les immigrants antillais pour leurs années de dur labeur, leurs desseins ambitieux, leur loyauté envers le Gouvernement de Panamá et des États-Unis. S'il est sûr qu'il s'agissait de quelque chose d'intangible en termes de réussite matérielle, c'était, en effet, quelque chose de tangible par sa vertu, par sa valeur sentimentale et l'importance de la

342 Alfaro Olmedo, *El peligro antillano en el América Central, La defensa de la raza*, 2^{da} edición, Panamá, Imprenta Nacional, 1925, p. 85.

343 Georges W. Westerman., *Op. cit.*, p. 85.

reconnaissance accordée à l'immense contribution des travailleurs des îles de la Caraïbe. Conscients de leur vertu, leur dignité mise à nu et leur fierté exposée les Franco-antillais n'ont pas douté de leur générosité, ils ont agi pour le bien de l'humanité. Près d'un siècle plus tard, leur œuvre reste intacte. Nous croyons opportun de faire référence à une déclaration spéciale faite au bénéfice des Franco-antillais, par le Général Francis K. Newcomer, Gouverneur de la zone du Canal durant la période comprise entre 1948 et 1952, qui rendait un vibrant hommage à ces hommes et femmes venus dans l'Isthme pour dédier leur vie et leur intelligence au travail et à leur foyer. Leur sérieux et leur pugnacité ont rendu possible le succès de cette entreprise prodigieuse qu'a été la construction du Canal. Les louanges du Gouverneur s'adressaient également aux descendants de ces travailleurs méritants même si, aujourd'hui, le constat est plutôt déplorable au regard des conditions dans lesquelles vivent certains descendants de ces anciens travailleurs :

*El importante papel jugado en la construcción del Canal por cerca de 15.000 empleados provenientes de las Antillas es una historia bien conocida. Varios de los miles que emigraron al Istmo de Panamá durante el período de construcción permanecieron para fundar aquí un hogar y hacer posible el funcionamiento del Canal como parte de sus vidas dedicadas al trabajo. Ellos, sus hijos y sus hijas constituyen parte integrante de nuestra vida comunal. Todos mis precederos en el cargo de Gobernador, han tenido ocasión de rendirle tributo a los altos niveles de lealtad y buena fe de esta grupo que ha contribuido, en gran medida, a la exitosa terminación del Canal. Estos antiguos servidores han dado un buen ejemplo a sus hijos y a sus hijas, que actualmente representan una gran parte de la fuerza de trabajo.*³⁴⁴

La tendance élogieuse qui nous incite à faire référence aux propos du Gouverneur Newcomer s'initia avec le suivant commentaire du Général George W. Goethals, Ingénieur en chef, constructeur du Canal de Panamá qui témoignait sa gratitude en ces termes :

*La fuerza laboral durante los años activos ha tenido un promedio de alrededor 45 000 hombres. De este número, aproximadamente 30 000 han sido Antillanos, como clase o grupo, ellos han mejorado constantemente en cuanto a la eficiencia y ha sido un grupo de trabajadores alegres, obedientes y ordenados y han ocasionado muy pocos problemas de carácter administrativo. Se pudiera decir, en verdad, que por hacer suministrado, de manera amplia y disponible, una buena cantidad de trabajo, hicieron más fácil la tarea de llevar a feliz término la empresa.*³⁴⁵

Le docteur Eduardo Ritler Aislán, ex-professeur de Howard University à Washington, D.C., et de l'Université de Panamá, avant de devenir diplomate de carrière, fit le commentaire

³⁴⁴ F. K., Newcomer Gobernador de la Zona del Canal, *Discurso, West Indian Stamp Appreciation Exercises*, Estadio de Mount Hope, Cristóbal, Zona del Canal, agosto 15 de 1951.

³⁴⁵ *Panamá Tribune*, Panamá, 13 diciembre de 1913.

suivant en relation avec ce fait, dans sa colonne intitulée « vertice », d'août 1951, du périodique *El País* :

El programa de Mount Hope ha provocado ciertas reflexiones. Aquí en Panamá se está mirando ya al Antillano con cierto sentido de justicia. El viejo, irreflexivo y estúpido concepto de que ellos constituyen un grupo absorbente y enclaustrado en la periferia de su propio egoísmo, ha sido reemplazado por un concepto que es justo, positivo y que sin duda alguna ha demostrado que ellos constituyen un grupo integral de grandes obreros de nobles propósitos y de una gran consciencia social. Prejuicios raciales que no pueden ser admitidos, han traído como resultado el que haya mantenido durante un largo tiempo privado del reconocimiento público, la labor realizada por los Antillanos en la construcción del Canal de Panamá. Sin estos hombres resistentes, que no se rinden frente a grandes obstáculos y que no se descorazonan, la tarea de construir el Canal de Panamá hubiese sido miles de veces más difícil.³⁴⁶

Ce fait historique de Mount Hope devint la nouvelle la plus lumineuse d'un supplément de The Panamá Tribune, préparé et édité par le journaliste Ernest J. Jamieson, avec la collaboration d'Oscar G. Cragwell et le Comité de Reconnaissance au Timbre Antillais³⁴⁷. Des personnalités importantes venues de presque toutes les îles de la Caraïbe assistèrent à la cérémonie et présentèrent des messages de félicitations à ceux qui avaient patronné et appuyé ce projet. Le constructeur du Canal, George W. Goethals, fut nommé Gouverneur de la zone, le 1^{er} avril 1914. Dès lors, cette charge fut constamment occupée par des officiers de l'armée, des gradés supérieurs, nommés dans le Corps des Ingénieurs des États-Unis. Tous ces Gouverneurs se sont exprimés de manière élogieuse s'adressant aux immigrants antillais qui avaient travaillé dans l'Isthme, accomplissant les tâches les plus variées et sujets à toutes sortes de souffrances physiques. Le dernier de ces Gouverneurs fut le Général Harold R. Parfitt dont la gestion à Balboa Heights qui se terminait le 31 mars 1979, fut étendue jusqu'au 30 septembre de la même année.

Néanmoins, avant de clore sa mandature, il a salué le travail magnifique des travailleurs antillais, faisant l'éloge de ses prédécesseurs qui eux aussi avaient saisi l'opportunité pour rendre hommage à ces valeureux ouvriers, constructeurs de merveilles planétaires. Nous reproduisons un extrait de ces propos dithyrambiques tenus au cours d'une interview du gouverneur accordée au journaliste George W. Westerman, le 11 février 1979 :

Como Gobernador de la Zona del Canal y Presidente de la Compañía del Canal de Panamá, estoy consciente de la contribución que los trabajadores antillanos han hecho al Canal de Panamá. Si se estudian los registros de la Comisión del Canal Istmico se advertirá que unos 31 000 trabajadores antillanos fueron reclutados para esa agencia durante los primeros años de este siglo para que participaran en la construcción de un paso que uniera los Océanos Atlántico y Pacífico. Otros miles

³⁴⁶ Eduardo Ritler Aíslan, "Columna Vértice" in *El País*, agosto de 1951.

³⁴⁷ *Panamá Tribune Stamp Supplement*, Panamá agosto 15 de 1951.

*vinieron a la Zona del Canal por cuenta propia y ayudaron a terminar una de las más grandes obras de nuestro tiempo. [...] Pero los triunfos logrados por los trabajadores antillanos se alcanzaron a un elevado precio. Las dificultades que se le presentaron son ya una leyenda; algunos encontraron la muerte en el Istmo, plagado de mosquitos, en una ardiente selva tropical, hechos estos que han recogido las páginas de todos los que han escrito sobre el Canal. [...] El número de ciudadanos antillanos vinculados actualmente con el Canal apenas sobrepasa un centenar, lo que contrasta con la situación de hace más de seis décadas. Pero ellos constituyen el núcleo de un grupo de empleados leales y eficientes, cuya dedicación al Canal de Panamá tiene ya pues raíces en la historia. Es un compromiso adquirido por hombres y mujeres como ellos, primero en la construcción y después en el mantenimiento y operación del Canal. Todo esto ha hecho posible la existencia de una zanja confiable y eficiente que todavía es la admiración y maravilla del mundo entero.*³⁴⁸

Conformément aux rapports du Canal de Panamá pour l'année fiscale 1978, il ne restait plus sur les tableaux de la Zone du Canal, que 113 travailleurs antillais. Cela représentait un faible pourcentage - soit 1,1 % - de la force de travail de 10,65 qui n'étaient pas citoyens des États-Unis.

Il ne viendrait à l'esprit de personne de contester la liste énumérative des employés actifs du Canal. L'histoire cependant se souviendra que la contexture physique et l'aide indispensable des Franco-antillais contribuèrent significativement au triomphe qui culmina avec la fusion des deux Océans, Pacifique et Atlantique alors que, durant des siècles, les grands souverains espagnols voyaient ces transformations géologiques de manière utopique. La conception même et le projet leur paraissant irréalisables. Les Nord-Américains venaient, à leur tour, mais pour changer la réalité en bousculant l'ordre établi.

B. Reconnaissance au sein du gouvernement de Panamá

La contribution de la communauté franco-antillaise à la construction du Canal de Panamá est d'une indiscutable notoriété. De même, son apport dans tous les aspects de la culture panaméenne est d'une richesse incalculable. Marcos G. Mc Grath, archevêque de Panamá, souligne dans le prologue qu'il retrace à l'incipit de l'ouvrage de George Westerman, en page 9, l'apport substantiel, si riche en contenu, de la présence franco-antillaise sur le continent américain et plus spécifiquement sur l'Isthme :

[...] Ellos nos trajeron, no sólo su fuerza y su tradición de pueblo creyente. Hoy en pleno proceso de integración, la segunda y tercera generación de panameños de ascendencia antillana tienen sobrada razón para estar orgullosos de su contribución y al mismo tiempo, conscientes de la tarea que tienen por adelante. Una tarea de

³⁴⁸ Harry. R Parfitt, Gobernador de la Zona del Canal, *Entrevista con el periodista Georges W. Westerman*, Dix New redia, Ohio, La Republica (English Section, febrero 5 de 1979 y The Panamá Star and Herald, febrero 11 de 1979.

*armonizar las tradiciones y costumbres de sus abuelos con las exigencias de una nación joven, en crecimiento, en donde ambas, tradición y juventud, se enriquezcan. Y una tarea más costosa aún, la de superar las barreras de discriminación para luchar por obtener iguales oportunidades en la construcción de una nación libre y próspera.*³⁴⁹

Il y a peu d'écrits qui relatent la manière dont a été tissée l'histoire du peuple antillais, ses désirs, ses aspirations, ses difficultés qui sont également ceux de tous les Panaméens. George W. Westerman, journaliste, diplomate, historien et sociologue, par ses multiples actions au niveau national et international, ses divers écrits et discours sur le thème, avec une constance, une clarté et une justice indéfectibles, s'est constitué en porte-parole des pages intégrales de l'histoire panaméenne. Beaucoup de dirigeants de ce pays d'Amérique Centrale se sont exprimés sur la vie et les succès, ainsi que sur la contribution des Franco-antillais, pionniers volontaires du courant historique de l'Isthme. Même si les études sur le sujet n'étaient pas précises, force est de constater que les observateurs de tous bords sont conscients du rôle joué par les Franco-antillais dans l'édification et l'émergence de la République de Panamá. Cet aspect particulier qui suscite toute notre attention, représente un élément fort important de l'histoire de ces immigrants, non seulement comme un appendice de l'histoire des groupes qui se sont établis dans le pays, mais aussi pour leur valeur intrinsèque. Beaucoup de Panaméens reconnaissent le peu d'intérêt qui était accordé aux études relatives à l'histoire franco-antillaise et mesurent leur déficit de connaissances sur ces questions. L'époque de l'amnésie est heureusement révolue et de plus en plus, les dirigeants prennent en considération les opinions de leurs concitoyens pour se rendre compte, enfin, d'un fait important : l'avènement d'une nouvelle mentalité chez les jeunes Panaméens d'origine franco-antillaise. Déjà en 1972 les étudiants, invités à commenter l'apport culturel des Franco-antillais dans l'Isthme de Panamá, soutenaient avec ferveur leur volonté de rendre un vibrant hommage aux Antillais qui ont contribué à l'émergence du Panamá dans le panorama mondial :

[...] Nosotros los graduados de 1972 consideramos que ha llegado el momento de hacerle justicia a estos negros antillanos para que puedan ocupar el lugar que les corresponde en la historia de este país y en los corazones de su pueblo. Nosotros nos comprometemos a la noble tarea de concederles el crédito hace tiempo vencido, a los pioneros antillanos por sus numerosas contribuciones al desarrollo social, económico y cultural en muchos campos y aspectos de la vida istmeña [...] que en el campo de economía, la principal contribución de los Antillanos al desarrollo de Panamá ha sido el papel conspicuo que ha jugado en la construcción, mantenimiento y operación del Canal. La vida comercial en nuestro país le debe mucho a este grupo, no sólo en su condición de consumidores, sino también como zapadores y dueños de varios negocios y el respaldo constante al sostenimiento de

³⁴⁹ Georges W. Westerman, Los Inmigrantes Antillanos en Panamá, Op.cit., 183 pages.

*prósperas industrias, empresas mercantiles y establecimientos comerciales en Panamá y Colón.*³⁵⁰

Lors de notre second voyage d'études au Panamá, nous avons rencontré un nombre important d'Antillais descendants des ouvriers constructeurs du Canal. Ceux-ci tiennent des commerces dans la cité de Colón, participant ainsi au développement économique du pays. Parmi les Guadeloupéens et les Martiniquais rencontrés, il s'en trouve des enseignants, Professeurs d'Université, directrices d'école, médecins, pharmaciens, directeur d'Institut d'Esthétique et de Cosmétologie, journalistes, ingénieurs, architectes, artisans, ouvriers agricoles, entrepreneur de transport collectif, chefs d'entreprise en hôtellerie, Nous les avons tous côtoyés et, dans certains cas, avons mis à profit leur science et leur savoir-faire. Claudia Brown ajoutait encore, dans son étude, que les Panaméens d'origine franco-antillaise ont compris qu'il était vital de faire vivre la solidarité afin que chacun tire le meilleur parti des progrès qui élèvent la nation panaméenne au rang de pays émergent dans le cadre de la mondialisation et elle argumentait en ce sens :

*En relación con los logros culturales y, en general, el progreso alcanzado, los Antillanos han conquistado para ellos mismos ciertas condiciones culturales positivas, que han distinguido a su grupo en términos de sus aspiraciones y perspectivas. Muchos de ellos fueron pioneros en el campo de la educación en la Zona del Canal. Otros, organizaron grupos corales y dramáticos, promovieron conciertos culturales, presentaciones musicales, concursos de oratoria, sociedades literarias y organizaciones de caridad. Debemos enaltecer y no deplorar nuestra herencia antillana.*³⁵¹

Certains observateurs se sont aperçus de la carence de connaissances de leurs jeunes cadres antillais, notamment sur le précieux héritage de succès et de labeur transmis par leurs ancêtres et dont la contribution ne démerite pas de celle des autres peuples dans le développement culturel panaméen. Durant une cinquantaine d'années, le Panamá Tribune contribua à démontrer l'intérêt de ces connaissances, se fixant pour tâche de les mettre en lumière, car les directeurs de ce périodique, conscients du problème, durent conclure la chose suivante : que ceux qui ne savent rien de leur propre passé peuvent difficilement montrer un quelconque intérêt quant à la planification du futur. Malgré toutes les difficultés que rencontrent les chercheurs à établir la réalité de la complexe histoire de la contribution des Franco-antillais dans le développement de l'Isthme, il est un fait indubitable que l'histoire de la nation panaméenne s'est inscrite successivement par la sueur et le sang des immigrés antillais dans l'espace latino-américain. La signature des nouveaux traités qui devaient réguler les futures relations avec les États-Unis fut, notamment, l'occasion de se pencher sur les questions d'immigration franco-antillaise au Panamá, en ce qui concerne particulièrement ses amples répercussions sociales, économiques et culturelles.

³⁵⁰ Claudia Brown, *La herencia antillana*, Estudios latinoamericanos, Panamá, 1972, p. 39.

³⁵¹ *Ibid.* p. 45.

Hormis les descendants de Guadeloupéens et Martiniquais, des Antillais anglophones vivent également au Panamá et en grand nombre. Rappelons, à cet égard, que le plus grand nombre d'ouvriers venus travailler à la construction du Canal étaient originaires de la Barbade. Dans son ouvrage intitulé *West Indies* de 1966, Sir Philip M. Sherlock, vice-chancelier de l'Université des Antilles, soutient qu'il n'existe aucun pays qui se nomme Les Antilles même si 3,5 millions d'Antillais y vivent. Ce nom, de même que l'appellation *Indes Occidentales*³⁵², cité à une certaine époque comme étant l'Archipel des Antilles, dans la Caraïbe, inclut actuellement la Jamaïque, Trinidad et Tobago, Barbade, les Iles du Vent et les Iles sous le Vent. Ces 3,5 millions d'habitants, comme dans le reste de la Caraïbe, vécurent les expériences de la colonisation, de l'esclavage et du système des plantations, mais en liens métropolitains avec la Grande Bretagne. Pour cette raison, Sir Philip affirmait comme suit :

*Los antillanos hablan inglés y sus instituciones sociales y políticas en su mayor parte han sido moldeadas dentro de los patrones británicos.*³⁵³

On ne peut parler d'un seul type d'Antillais puisqu'il existe des différences visibles entre les principaux groupes et subdivisions entre les Africains vendus comme esclaves et emmenés dans le continent américain. De la sorte, entre les différentes îles, on croise des autochtones au physique, à la couleur et aux habitudes qui les différencient selon les régions dans lesquelles ils vivent.

Dans son ouvrage intitulé *L'Immigrant noir*, Alfredo Reid soutient l'affirmation suivante :

*Se alienta una especie de odio entre los isleños cuya chispa fue abanicada y fomentada por el inicuo sistema de la sugestión adoptada de la Gran Bretaña.*³⁵⁴

Le professeur Reid ajoute que l'Anglais blanc faisait croire au Jamaïcain que, du fait de la présence de sang caucasien dans les veines, il était supérieur au Trinidadien. Au Barbadien l'on enseigna que d'être un Nègre de pure race, était beaucoup mieux que les sangs mêlés de la Jamaïque. Ainsi naquit cette espèce d'adversité entre Barbadiens et Jamaïcains qui se sont mis à se détester mutuellement sans tenir compte du fait que le colonisateur britannique avait réussi à les diviser pour mieux exercer sa domination. Dans la Zone du Canal, on nota qu'entre ces îliens locaux se développa un esprit de discorde et de jalousie. Ils vivaient constamment séparés, en petits groupes. Chaque groupe avait sa propre organisation et ses particularismes. L'immigration de grands groupes d'Antillais vers les côtes de l'Isthme, fut le résultat de la surpopulation des îles et des conditions de vie extrêmement précaires dans les Antilles. Non seulement émigrèrent le paysan et toute la classe ouvrière face aux perspectives qu'offrait l'Isthme, mais aussi émigrèrent la classe moyenne professionnelle et beaucoup d'ouvriers spécialisés.

³⁵² Alain Musset et Thomas Calvo, *Des Indes Occidentales à l'Amérique latine*, Paris, ENS Editions, Sociétés Espace Temps, 1997.

³⁵³ Philip M., Sherlock, *West Indies*, New York, Walker & Company, 1966, p. 7.

³⁵⁴ Alfredo Reid, *El Negro Inmigrant*, New York, Columbia University Press, 1939, pp. 69-70.

C. La régularisation administrative au Panamá : une compensation nécessaire

Concernant les pensions de retraites allouées aux employés antillais de ce que l'on a appelé Rol de plata de la Zone du Canal, le Gouverneur Curtis S. Ridley, dans une audience devant le Congrès des États-Unis laissait à entendre qu'il existait une différence de traitement entre les retraités de la Société des Chemins de fer et ceux du canal de Panamá. Il semble qu'il serait judicieux d'y trouver une forme d'équité qui mettrait les deux catégories de retraités sur le même pied d'égalité :

Los empleados extranjeros del Canal de Panamá y de la Compañía del Ferrocarril de Panamá trabajan bajo condiciones idénticas y reciben igual rata de pago cuando realizan ocupaciones similares. El problema de cuidar de los empleados jubilados de ambas organizaciones es el mismo y se debería extender beneficios similares en ambas organizaciones. El plan vigente de hacer pagos de pequeñas sumas de dinero en efectivo a los empleados jubilados de la Compañía del Ferrocarril de Panamá comenzó a efectuarse solamente después de consideración cuidadosa tanto al aspecto humano como el económico del problema se reconoció que al pagar pequeñas cantidades en efectivo a los empleados de la Compañía del Ferrocarril de Panamá cuando no existe ninguna autorización para efectuar pagos similares, los empleadores del Canal de Panamá coloca a los empleados del Ferrocarril de Panamá en una posición preferida al compararse con los empleados del Canal de Panamá... Debe eliminarse la disparidad existente entre el trato otorgado a unos y no a los otros. Estamos convencidos que al dar más consideración al asunto tanto bajo el punto de vista humanitario como el económico se pondrán los medios disponibles para cuidar también a los empleados jubilados del Canal de Panamá.³⁵⁵

Progressivement, cette situation changea mais, adversativement, affecta les employés du Canal de Panamá. En 1937, le gouvernement de la Zone du Canal institua un système de compensation en espèces par lequel on autorisait le gouvernement de la Zone du Canal de légaliser la situation des employés du Canal qui pourraient être protégés par les lois de retraite en vigueur, une fois que ceux-ci cessent de se trouver en condition de travailler avec efficacité pour des raisons d'incapacité physique ou mentale produites par des limites d'âge ou pour causes de maladie³⁵⁶.

Dans la loi existait une disposition au moyen de laquelle cette compensation ne pouvait excéder un dollar par mois pour chaque année de service avec un maximum de 25 balboas mensuels ; cela ne pouvait être concédé à un employé qui compterait moins de dix ans de service au sein du Canal de Panamá ou dans la Compagnie du chemin de fer³⁵⁷. Par le fait qu'il n'existait pas, alors, de retraite volontaire ni même qu'on avait établi de limite d'âge pour prendre sa retraite, dans le cas de ces employés, des milliers d'Antillais qui touchaient un bas

³⁵⁵ Carl. S. Ridley Canal Governor, *Testimony before Hearing of Committee on Merchant Marine and Fisheries*, House of Representatives, 75th Congress, 1937, p. 13.

³⁵⁶ Gobierno de la Zona del Canal. *Informe anual*, 1937, pp. 83-84.

³⁵⁷ *Ibid.*, p. 84.

salaires se voyaient tenus de travailler jusqu'à devenir physiquement incapables, complètement séniles et exténués avant de percevoir les bénéfices insignifiants dont ils ne profitaient pas et qui leur étaient attribués par le programme d'invalidité établi par l'Administration du Canal de Panamá. Plus grave encore, beaucoup de ces vieux travailleurs antillais « excavateurs de tranchées » qui n'étaient pas en condition de continuer à travailler et dont personne ne se préoccupait, furent purement et simplement conduits à l'Asile des vieux, situé à Corozal, sous le contrôle des services administratifs de la Canal Zone. Bien entendu, la totalité de leurs compensations pour invalidité étaient retenues par l'Administration du Canal.

Par la suite, en 1954, on amenda la Loi de Compensation en espèces et on établit le paiement maximum d'un dollar et demi par mois avec un plafond de 45 balboas. En 50 ans de lutte pour l'obtention de cet amendement, on peut compter sur la coopération de deux secrétaires de l'Armée, de deux Gouverneurs de la Zone, des affiliés aux organisations ouvrières comme l'A.F.L., la C.I.O., de plusieurs Congressistes des États-Unis, de l'Eglise Catholique de la Zone du Canal, de la presse locale, des représentants diplomatiques et de bien d'autres personnes de bonne volonté³⁵⁸. Pour l'année 1958, quand la pension de retraite maximum atteignait les 65 balboas, cet amendement à la loi originale fut suspendu et remplacé par une couverture sous la loi de retraite du Service Civil des États-Unis.

Quand les Panaméens souverains obtinrent la gestion définitive du Canal et la suppression de la Zone qui coupait le pays en deux, de nombreuses questions émergèrent et notamment celles relatives au nombre d'années donnant droit à la retraite furent posées. Les États-Unis quittaient le Panamá et avec eux s'en allaient des milliers d'emplois. Pour compenser ce manque et éviter d'abandonner sur place tous les employés, les États-Unis s'engagèrent dans un gros déplacement humain vers différents États de leur pays. Certains employés eurent la chance d'exercer dans des activités pour lesquelles ils avaient été formés ; d'autres durent se contenter d'emplois moins rémunérateurs que ceux qu'ils occupaient dans la Zone. Ces travailleurs de l'exil étaient logés dans des secteurs à forte concentration d'émigrés. La durée du séjour variait en fonction de l'âge du postulant et du nombre d'années restant à exercer avant d'arriver à l'âge de la retraite. Jeanice Boswell, employée de la Zone, qui exerçait dans le domaine de la comptabilité au sein de l'Administration du Canal fut déplacée dans le Colorado, un nouveau poste de responsable du rayon des fruits et légumes, dans un supermarché, activité qu'elle exerça durant huit années pour ensuite obtenir son droit à la retraite. Aujourd'hui, sa pension lui est allouée par versements mensuels, directement à la banque de Colón. L'immigration des Franco-antillais de Guadeloupe et de Martinique préfigure ce que deviendra, à terme, leur intégration dans le tissu social panaméen. C'est par l'éducation que les Panaméens d'origine franco-antillaise se déterminent en devenant une force de travail reconnue par la nation panaméenne. Mais ils deviennent aussi Panaméens grâce à l'éducation. Si ceux-ci contribuent à l'essor économique du pays, nous pouvons, dès lors, considérer qu'ils ont participé activement à leur propre avancée dans leur propre processus d'intégration.

³⁵⁸ Georges W. Westerman., *Op. cit.*, p. 66.

CHAPITRE IX : LA COMMUNAUTE FRANCO-ANTILLAISE DANS LA CROISSANCE ECONOMIQUE DU PANAMA

I – Une communauté entreprenante

A. L'utilisation de l'argent par les Panaméens d'origine franco-antillaise

On a beau refuser aux Antillais des emplois à hautes responsabilités, cela ne les empêche pas de disposer d'un capital épargne intéressant et de posséder de nombreuses actions dans les industries locales où ils occupent des postes d'employés de bureau et de secrétaires. Cependant, il y en a parmi eux qui se contentent de thésauriser. Voulant épargner de l'argent sans réinvestir à long terme, ils ne le font pas fructifier non plus étant entendu qu'ils n'investissent presque rien dans les institutions stables qui leur appartiennent et qui auraient pu être une source d'emplois pour bon nombres de jeunes. Des dirigeants de renom observèrent que les Franco-antillais avaient beau constituer le groupe étranger numériquement le plus puissant, s'agissant de l'activité commerciale, ils dépendaient d'autres groupes qui résidaient dans le pays pour se procurer des vivres au quotidien et des emplois.

Vers la fin des années 1920, ces mêmes dirigeants affirmaient, que si ces Franco-antillais étaient ceux qui achetaient le plus, ils étaient aussi les plus extravagants dans la manière de dépenser l'argent. Il en résulte que l'ensemble des industries et des entreprises commerciales situées dans les villes terminales du pays dépendent de l'apport économique de la communauté franco-antillaise. Des 60 000 membres que constitue cette communauté, les observateurs soutiennent que 30 000 sont employés ; on en compte 20 000 au Panamá Canal, 2000 à Panamá city et 8000 à Colón. Les entrées générées par le gain de 30 000 travailleurs forment une moyenne de 200 000 balboas par mois, soit un total de 2 400 000 de balboas par an. Les observateurs soutiennent que, tenant compte de cette potentialité économique, la communauté franco-antillaise pourrait établir, pour son propre compte, dans cette république latino-américaine, une position économiquement ferme et de grande influence politique.

A une époque, les Franco-antillais furent en charge de toute une série de petits commerces, autant du côté Pacifique que dans l'espace Atlantique. Plus tard, ceux-ci cédèrent le pas à leurs concurrents qui surent présenter de meilleures dispositions quant aux garanties dont ils disposaient. A ce propos, nous pouvons citer Gaspard W. Omphoy de Panamá et de Cecilio Sterling de Colón qui furent dans les années 1980 deux des plus célèbres chefs d'entreprise d'origine franco-antillaise. Aujourd'hui encore, à Colón, chacun salue le rayonnement de Charles Carlton, d'origine martiniquaise et guadeloupéenne, qui contribue, de façon magistrale, à l'essor économique de la nation à laquelle il appartient. Dans les deux rues perpendiculaires qui forment la 4^e et la 9^e rues, on trouve la Laverie pressing Carlton, l'Hôtel Carlton, le Restaurant Carlton, la supérette et l'Imprimerie Carlton ; autant d'entreprises génératrices d'emplois et de devises pour l'État panaméen. Dans la 10^e rue, l'atelier de William Donadio d'ascendance guadeloupéenne est un havre de paix où les 12 employés affectés aux machines à coudre font étalage de leur créativité.

William Donadio, Guadeloupéen d'origine est aussi écrivain. *Las Espinas de la Rosa* et *Recuerdos del Colón que conocí* sont deux de ses essais dans lesquels l'auteur décrit ses

expériences dans la zone du Canal ainsi que ses origines guadeloupéennes. Ce maître tailleur de Panamá, plusieurs fois récompensé et titulaire du « Ciseau d'Or », n'avait cessé de rêver à la Guadeloupe, terre natale de sa mère qu'il a eu le bonheur de découvrir, lors de son voyage pour la Guadeloupe offert par RFO Guadeloupe, pour le lancement du film documentaire intitulé *Ces enfants perdus de Panamá*, tourné en mars 2007, dans les villes terminales de Panamá et de Colón. William Donadio a à son actif plus de soixante ans d'expérience. De son labeur, il a pu faire vivre sa famille et à force d'opiniâtreté au travail et de détermination, il s'est enrichi, tout en favorisant ses employés et leurs familles, et, conscient de sa contribution à l'essor de la nation, le tailleur de Colón, s'exclame avec une certaine fierté :

*Estoy agradecido por el apoyo brindado por mis tantos clientes, que con su lealtad han contribuido a que Colón todavía cuente con una empresa como la mía.*³⁵⁹

Dans sa biographie, l'on peut lire à juste titre, en quatrième page de couverture :

“Las Espinas de la Rosa” es un prominente Maestro Sastre de Panamá. Tiene a su haber más de sesenta años de experiencia y es bien, conocido en el Istmo de Panamá, como en otros países. Ha cultivado relaciones profesionales y amistosas con muchos diseñadores y Maestro Sastres distinguidos en la República de Panamá y en el exterior. Sus viajes a otros lugares le ha dado la oportunidad de aprender las técnicas modernas usadas en la confección de prendas de vestir de alta calidad. El Maestro Donadio enfatiza que aunque su familia y el tuvieron que luchar contra obstáculos que hubieran parecido insuperables, pudieron vencer ese monstruo de la penuria y tristeza para al fin, encontrar el amino y salir de la jungla de la pobreza.

William Donadio emprunte volontiers à Eric Jackson le précepte suivant³⁶⁰:

Si tienes voluntad, determinación y perseverancia para vencer cualquier obstáculo que encuentres en el recorrido de la sobrevivencia, tu sol nunca bajará, siempre alumbrará el camino, para el encuentro con tu destino.

Dans cet ouvrage, l'auteur rend un vibrant hommage au labeur effectué par les Européens, au Canal de Panamá. Il s'agit bien comme il l'exprime en première page de couverture de relater « La historia de una familia de origen europeo que experimentó la condición del Gold & Silver en el lugar que se llamó “Zona del Canal de Panamá”. » Dans *Recuerdos del Colón que conocí*, publié en 2004, William Donadio affirmait ce qui suit:

Es un libro en que narro relatos, anécdotas y comentarios de mi larga trayectoria del vivir, en la segunda ciudad de importancia de la República de Panamá. Fueron casi tres cuartos de siglo de recuerdos que inspiraron este trabajo. Espero que los que me

³⁵⁹ William D. Donadio, *Las Espinas de la Rosa*, Panamá, Litho Editorial Chen, 2001, p.160.

³⁶⁰ *Ibid.*, quatrième de couverture.

*honren con la lectura de este escrito, la disfruten tanto como yo disfruté escribiéndolo.*³⁶¹

Nous avons apporté notre participation active lors de la conception du film et du tournage, nous offrant par la même occasion, l'opportunité d'aller à la rencontre des ces descendants de nos compatriotes qui avaient migré vers le Panamá lors du percement de la voie interocéanique. Nous les avons retrouvés dans leur univers quotidien, valeureux descendants de ces pionniers que la faim et le chômage avaient désespérément mais inéluctablement expulsés de leur pays. C'est donc dans le cadre d'une recherche scientifique pour l'élaboration de notre thèse que nous avons accompagné l'équipe de tournage sur les traces de nos ancêtres pour des retrouvailles riches en découvertes et qu'il nous a été donné d'interroger ces personnes. Nous avons lu dans les yeux de ce maître tailleur, William Donadio, la détermination d'un descendant de Guadeloupéen à la recherche de ses racines, celles de sa mère Dulicia, tendrement aimée qui, en son temps, volontaire pour l'exil, avait vécu cette aventure périlleuse.

La typologie développée dans ce film est très humaine, et cadre bien avec nos préoccupations et les caractéristiques profondes de notre démarche intellectuelle. Ce film n'évoque pas le creusement du Canal de Panamá mais s'attache essentiellement aux rapports humains, aux personnes qui ont œuvré et celles qui, aujourd'hui, se souviennent et œuvrent encore, participant ainsi à l'émergence du Panamá nouveau, après avoir modifié de façon spectaculaire la théorie scientifique des observateurs du siècle antérieur.

Ces personnes, originaires de Guadeloupe et de Martinique, avaient quitté la misère de leurs îles pour se rendre au Panamá afin d'y mener une vie décente et une existence de labeur sans se douter qu'ils allaient y réaliser un vrai défi technologique, un travail d'une envergure internationale, mais dont l'exécution ne résulterait pas moins de conditions aussi inhumaines qu'effroyables. Les photos de l'époque, importante iconographie léguée à l'État Panaméen par la *Panamá Canal Company*, entreprise d'État américaine commise à la construction du Canal, crédibilisent et fixent à jamais l'authenticité d'une des plus grandes migrations économiques de l'histoire. C'est l'*Autorité du Canal de Panamá* (ACP), agence supra gouvernementale chargée de la gestion du Canal qui garde précieusement les photographies de cette épopée tragique, mettant ainsi en exergue l'authenticité et la réalité intrinsèque des événements. L'œuvre magistrale, pour aboutir et exister telle qu'on peut la contempler aujourd'hui, exigeait le travail quotidien de 65 000 ouvriers suppléant ainsi à la force des bras et à la subtilité de l'esprit au caractère rudimentaire de la technologie de l'époque (foreuses, dragues marines et fluviales, pelles, barges, excavateurs, wagons de déblais et dynamite).

Si le Canal de Panamá demeure un défi technologique, il reste aussi une aventure triple ; aventure surhumaine par la taille des travaux (un chantier de 81 km), aventure inhumaine de par la pénibilité de l'ouvrage et la fréquence des accidents (éboulements, explosions causant de nombreuses victimes au quotidien), aventure déshumanisante du fait de la discrimination raciale instituée par la Compagnie américaine du Canal.

³⁶¹ William D. Donadio, *Recuerdos del Colón que conocí*, Imprenta Colón S.A., 2004.

Par ce voyage, nous nous sommes donnée pour mission de mettre en lumière la souffrance de ces Franco-antillais en relevant les propos de leurs descendants qui font, désormais partie de la réalité et de la culture de Panamá. C'est ce regard particulier que met en avant notre enquête qui participe, de fait, au devoir de mémoire que nous devons accompagner pour mieux nous connaître.

Pudeur et dignité, fers de lance de leur personnalité, nous avons relevé leurs propos avec les égards qui leur sont dus, car ces personnes nous ouvraient, avec vaillance et fierté, les portes douloureuses de leur histoire. Ils sont, malgré eux, devenus les *Héros* de l'histoire panaméenne. Cependant, leur fidélité et leur fierté d'appartenir aussi à la communauté franco-antillaise, forcent l'admiration. En participant de manière active à la vie culturelle et économique du Panamá, ces descendants, que nous avons rencontrés et tous les autres qui façonnent le pays et œuvrent, à leur façon, à l'essor de la nation panaméenne, rendent visible leur existence et affirment quotidiennement leur droit d'appartenir à un pays dont ils avaient été d'importants acteurs à l'occasion du percement du Canal, élément le plus dynamisant de l'économie panaméenne actuelle.

B. La permanence des activités propres aux Franco-antillais de Panamá

Parmi tous ces Panaméens d'origine franco-antillaise, certains se sont distingués, dès le début des travaux de construction du Canal interocéanique. Ainsi, Louis Alphonse Deveaux, de mère guadeloupéenne et de père originaire de Trinidad, arriva dans l'Isthme en 1905 comme apprenti cordonnier. Il développa ses compétences qu'il mit au service de tous et gagna sa vie grâce aux travaux de réparation de chaussures et, plus tard, comme vendeur de bicyclettes. Progressivement, il fit quelques incursions notamment dans le domaine de l'immobilier, tels que le foncier et le bâtiment. Il dédia ainsi une grande partie de sa vie aux biens immobiliers. Il devint alors le brillant agent d'une affaire qui ne cessa de prospérer durant de nombreuses années, dans la ville de Colón. Il eut quelques succès dans divers commerces importants. Plus tard, il fut nommé Consul de la Guyane Britannique à Panamá. Il obtint la nationalité panaméenne grâce à laquelle la nation panaméenne le reconnut pour sa persévérance à l'effort, sa pugnacité, sa détermination et son efficacité. Contribuant ainsi à l'essor de la nation, il fut reconnu et récompensé, lors d'une cérémonie donnée en son honneur, et reçu avec faste l'insigne tant convoité de l'Ordre de Vasco Núñez de Balboa. Sa décoration qu'il portait en sautoir lui fut remise par Ricardo J. Alfonso, Ministre des Relations Extérieures³⁶². En 1965, on inaugura la Fondation de Bienfaisance Louis et Marthe Deveaux, association caritative qui œuvrait dans un intérêt social.

Dans la 18^e rue de Colón. , Martin J. Fuentes, de père Amérindien et de mère Martiniquaise, est le cordonnier qui a su se montrer indispensable pour tous les travaux inhérents à son métier, confectionnant et réparant sans relâche, chaussures et sacs pour deux générations d'une clientèle toujours aussi abondante. Avec deux employés qu'il a lui-même formés depuis longtemps, il dit contribuer, à sa façon, à l'essor de la nation panaméenne.

³⁶² *Ibid.* p. 129.

Les Franco-antillais au Panamá établirent de nombreuses écoles, des loges qui se consacraient à l'amélioration de l'homme et de la société, et construisirent des églises pour la pratique du culte. Ecoles, loges et églises étaient destinées à répondre de manière concrète aux nécessités éducatives, sociales et religieuses des Franco-antillais, Guadeloupéens et Martiniquais impliqués dans la lourde tâche d'édification d'un peuple nouveau installé au Panamá.

Ces organisations exercèrent une action morale et intellectuelle d'une grande portée pédagogique, faisant fi de la discrimination dont ils étaient l'objet. Elles eurent une telle influence dans la société panaméenne, et exercèrent un rayonnement tel qu'il est aujourd'hui possible d'établir un calcul précis de tout ce qu'elles ont permis au Gouvernement national d'épargner pour avoir pris en charge l'indigent et l'invalidé, pour l'aide permanente apportée aux personnes sans ressources.

Après son élection en octobre 1978 à la Présidence de la République, le Docteur Aristides Royo, eut l'opportunité d'exprimer son opinion sur la question de la discrimination raciale et sociale. A chacune de ses interventions, il n'a cessé de faire l'éloge, avec emphase, de la pyramide des valeurs avec lesquelles les différents groupes ethniques se sont construits et ont contribué au progrès de Panamá. Il exprima au public sa conviction profonde à propos des effets perniciose des préjugés sur la société et révéla par la même occasion sa ferme détermination à éradiquer de manière péremptoire tout vestige de telles pratiques antisociales qui existaient alors dans le pays. Le Président Aristides Royo espérait mettre en vigueur de nouvelles mesures socio économiques et amorcer toutes les initiatives pouvant conduire la famille panaméenne à s'unir et à faire face de façon tangible aux nouvelles réformes proposées par la République. Il n'eut de cesse d'insister à maintes reprises sur le fait que son dessein en tant que Chef d'État est et sera de faire progresser et de relever la dignité humaine.

Guadeloupéens et Martiniquais, loin de leur terre natale, forment un tout constitutif, et unifient leurs capacités d'action et d'intervention à tous les niveaux de la couche sociale panaméenne. Ils sont surtout des Français exilés en Amérique Centrale et ce patriotisme a le mérite de les unir. Ils respectent les lois et l'ordre établi, ce qui permit au Président Demetrio B. Lakas de déclarer ces propos élogieux, dans une entrevue exclusive accordée à un envoyé spécial de la presse de l'Ohio, quant à la contribution des Franco-antillais au développement de l'Isthme :

*Como Colonense, yo me he codeado con miembros de la colonia antillana toda mi vida y he tenido una espléndida oportunidad de confirmar su patriotismo, su orgullo racial y su respeto por la ley y el orden, cualidades que ellos trajeron desde sus casas isleñas; cualidades que ejercen una influencia estabilizadora sobre cualquier sociedad.*³⁶³

Le Président Martín Torrijos, élu en 2004, et tous ses prédécesseurs ont lutté pour que la dignité humaine soit une réalité transcendante. Dans la campagne en faveur d'une union nationale, le Président a reconnu combien il était essentiel de sauvegarder les droits

³⁶³ Times, Les Antillais au Panamá, Ohio, 1994.

fondamentaux de tous les citoyens. Dans cette optique, et grâce à cette attitude mentale, il s'est engagé à témoigner une reconnaissance palpable, d'une façon ou d'une autre, à la contribution de tous les groupes ethniques à l'essor de la Nation. En rapport avec l'opiniâtreté du travailleur antillais lors de la construction du Canal, et à sa participation au développement global de Panamá, le Président Aristides Royo, durant sa mandature, regardait d'un œil favorable l'établissement d'un musée historique qui vit le jour en 1986. La réalisation d'autres sites, du même type, exprimeraient la gratitude de la Nation panaméenne envers les milliers d'Antillais dont les vies furent sacrifiées dans la construction du Canal; ce qui serait également perçu comme le témoignage perceptible de l'apport important que leurs descendants prêtent, actuellement, à la cause de l'unité nationale.

Dans l'objectif d'indiquer les formes de contributions des Franco-antillais à la vie nationale, nous nous devons de mentionner que ces immigrants introduisirent aussi des éléments importés de leurs îles dans la vie économique et sociale du Panamá dont une bonne part fait partie intégrante de l'institution panaméenne. Les autobus très spéciaux qui fleurissent les lignes de transports en commun croissent en importance commerciale et enrichissent de manière spectaculaire un grand nombre de Panaméens, d'Italiens et de Nord-Américains.

Les autobus de la capitale, la plupart conduits par des Noirs, sont uniques en leur genre : la radio du bord, à fond, diffuse reggae et salsa. Le plus admirable de ces véhicules réside dans leurs carrosseries entièrement décorées. L'arrière du bus offrant une surface plane d'environ un mètre carré, est orné d'une fresque tout en couleurs, à motifs variables laissés à l'inspiration de l'artiste ou du chauffeur : visage de la bien-aimée, paysages de plages ou de cimes enneigées, portraits de Rambo ou de Bob Marley³⁶⁴. Les grossistes Nord-Américains pourvoient les entrepreneurs de transports en autobus que l'on appelle « chivas » lesquels sillonnent les routes panaméennes, un trafic qui eut parmi ses pionniers un grand nombre de Franco-antillais. Aujourd'hui encore, un grand nombre de descendants de ces Franco-antillais assurent le service sur les lignes de transport de voyageurs. A cet effet, nous avons rencontré Clemente Clotilde, originaire de la Guadeloupe, propriétaire d'un parc de 15 autobus. Son personnel assure le service public de transports de voyageurs. Ses autobus sillonnent les lignes de Casino-Pueblo, Panamá-Paraíso, Panamá-Gamboa, La Boca-Casino. Ses grands-parents ont travaillé à la construction du Canal, ses parents ont exercé dans la Canal Zone et lui, s'est consacré au transport des voyageurs.

Ce faisant, les précurseurs de ces entreprises étaient les Barbadiens qui avaient poussé l'audace lors de la construction du Canal. On pensait, à cette époque, qu'une telle entreprise ne pouvait durer. Très vite, l'on s'est rendu compte de l'utilité d'un tel service qui n'a cessé de prendre de l'ampleur, au fur et à mesure de l'augmentation de la population et du développement des deux villes terminales, Colón et Panamá. Le service des autobus est d'une grande utilité pour la population panaméenne qui se déplace beaucoup. C'est un service public qui tient une grande importance au Panamá. Les gens s'y rencontrent et développent des qualités telles que le respect de l'autre, la tolérance et une compétence essentielle : le « Vivre Ensemble », car toutes les ethnies s'y côtoient. Le service de transport en commun géré par de

³⁶⁴ Marie-Françoise Gaël-Moutou, *Le Panamá, L'Eldorado antillais ou la grande désillusion*, DEA dirigé par Alain Yacou, UAG, Guadeloupe, 2005, p. 19.

nombreux descendants d'Antillais originaires de Guadeloupe et de Martinique rapporte des rentrés de fonds considérables dans les caisses de l'État et, en cela, Guadeloupéens et Martiniquais contribuent de manière éloquente à l'essor économique de la Nation panaméenne, après avoir été reconnus en tant qu'artisans d'une œuvre planétaire.

C. La rencontre avec les expatriés des Antilles : stratégies d'enquête.

De plus en plus, Panamá suscite l'intérêt des Franco-antillais de tous bords. En 2004, nous avons, pour notre part, effectué le voyage, à la rencontre des descendants de ces émigrants d'un autre temps. Les agences de voyages proposent aux touristes des packages pour la destination Panamá. Les médias, radio, télévision, journal local parlent de ce qui convient d'appeler le nouvel Eldorado. Certaines grandes compagnies aériennes affichent leurs capacités et font étalage de leurs compétences. Il y a l'offre face à la demande. De jeunes cadres Franco-Antillais dynamiques succombent à la tentation de se lancer dans la grande aventure panaméenne et achètent des terrains bon marché au Panamá ou des locaux dans des constructions nouvelles pour y implanter leur toute nouvelle société ; car le Panamá s'est résolument engagé dans la voie de la construction tous azimuts, depuis quelques années déjà. C'est ainsi que depuis peu, on assiste à la croissance de nouvelles entreprises franco-antillaises. Mais là ne s'arrête pas l'engouement pour le Panamá. Nous verrons que la destination Panamá fut, au début du siècle dernier avec cet exode massif de jeunes Antillais, partis pour la construction du Canal, de même qu'au début de ce siècle de lumière, le théâtre de grands bouleversements.

La crise sucrière de la fin du XIX^e siècle était responsable du départ de tant de Martiniquais et de Guadeloupéens vers le pays lointain de Panamá. Nous produisons, ainsi, en pages d'Annexes, à travers des points de vue divers, les témoignages vivants recueillis, depuis notre premier voyage en 2004, de quelques personnalités rencontrées ; lesquelles ont su, par le truchement d'un rappel à leur mémoire, évoquer pour la postérité leurs souvenirs, leurs sentiments et pourquoi pas leurs émotions, afin de nous fournir des renseignements utiles pour une meilleure relecture des événements passés et une plus juste compréhension de l'histoire, celle des Franco-antillais hors des Antilles, dans l'Isthme de Panamá.

Lors de notre second voyage au Panamá, nous avons, en première partie de notre séjour, accompagné, une équipe de tournage mandée là pour réaliser un documentaire. Nous étions aussi présente qu'active pendant la durée de ces retrouvailles, découvrant de l'intérieur, les coulisses d'un tournage. Nous multiplions les tâches, passant du rôle de scripte, à celui d'assistante en passant par un rôle que nous maîtrisions davantage, celui de photographe promue à tous les moments du tournage. Nos compatriotes Panaméens nous interrogeaient avec passion sur la culture, les us et coutumes de leur pays d'origine. Notre présence réveilla sans doute dans nombre de ces personnes rencontrées, une détermination à partir à la découverte de leur pays d'origine longtemps rêvé, à la recherche de leurs racines, comme pour recoller tous les morceaux d'un puzzle longtemps éparpillé. Ceux qui avaient déjà eu la chance de visiter leur pays d'origine trouvèrent là, l'occasion d'une stimulante évocation de leurs souvenirs. Ces rencontres générèrent de substantielles conversations suivies de généreux entretiens que nous eûmes avec ces personnes durant la seconde partie de notre séjour ; entretiens engendrés par notre immersion dans une famille d'accueil, famille franco-antillaise

issue de l'immigration du début de la construction du Canal et proche de toutes ces personnes que nous avons côtoyées.

Ces entretiens que nous livrons également dans nos pages d'annexes, ont apporté des informations authentiques à nos recherches. Nous avons choisi toutes ces personnes à interroger en vue d'obtenir un résultat représentatif. L'élaboration de cet échantillonnage s'articule autour de deux axes majeurs : Premièrement, celui relatif à la nationalité des personnes interrogées. Chacune de ces personnes apportant sa vision du Panaméen et son vécu nous permettant d'aller au-delà du discours panaméen. En ce sens, il trouve tout son intérêt et devient un paramètre important dans la justification de notre hypothèse. Le second axe pris en compte concerne le milieu social des personnes qui se prêtent à l'entretien. Nous nous sommes référée aux informations dont nous disposions déjà quant aux caractéristiques de nos interlocuteurs comme leur âge, leur niveau d'instruction, la manière dont ceux-ci réagissaient aux questions qui leur étaient posées, l'étendue de leurs connaissances ou leur aisance à aborder des sujets variés.

De telles questions laissent aux personnes toute liberté pour déterminer l'étendue et le type d'informations qu'elles vont livrer, notamment celles qui leur semblent le mieux appropriées. Parfois, lorsque la personne ne répondait pas complètement à la question posée, nous étions amenée à insister pour l'amener à poursuivre, à développer ou à clarifier sa réponse en fonction des informations recherchées. Quoique notre sujet s'étende sur une période historique, il nous a semblé plus opportun de donner davantage la parole à des non spécialistes de l'histoire, l'important n'étant pas la reproduction des faits historiques mais l'interprétation de ces faits dans la mémoire collective, de l'usage qui en est fait et des conséquences qui en ont découlé.

Le devoir de mémoire s'impose comme une exigence pour nos sociétés envers ceux que nous avons oubliés, notre diaspora en Amérique Centrale. Il y a une lucidité à pénétrer pour notre réflexion et pour l'histoire. Tout individu est un morceau d'une ethnie qui le relie à l'histoire. Les Guadeloupéens au Panamá est l'une des pages entrées au Panthéon de l'histoire de la nation panaméenne. Nous devons instituer comme symbole, par sa démesure, l'exceptionnel du travail effectué par nos ancêtres partis, avec ou sans contrat, légalement ou clandestinement, écrire l'une des pages les plus fières de la Caraïbe. Nous devons reconnaître la taille surhumaine de leurs efforts, la dette de sang dont l'humanité tire fierté dans l'histoire du Panamá. Les travaux inaboutis engagés par les entreprises françaises de l'époque de Ferdinand de Lesseps ont ouvert la voie du succès aux entreprises d'Amérique du Nord.

Les États-Unis qui avaient toujours clamé leur intérêt pour la zone de la Caraïbe étaient allés recruter des volontaires originaires des Antilles françaises. Au centre des Archives de la Guadeloupe, figure la liste des Guadeloupéens morts en 1907, que le Consul de France à Panamá a envoyée au Gouverneur de la Guadeloupe. Il y a donc là une officialisation de cette émigration. Les Guadeloupéens ne se doutaient pas du gigantisme de la tâche qui les attendait, du caractère démesuré de l'entreprise qu'ils devaient accomplir.

En hommage aux disparus, à ceux qui avaient vainement cru à l'eldorado panaméen, une stèle a été érigée au cimetière de Paraíso, symbolisant ainsi un fiasco financier et un carnage d'une ampleur jamais égalée dans l'exécution de travaux des temps modernes. Les Américains reprennent les travaux en 1904, munis d'un budget conséquent, d'une logistique et d'un équipement hautement performants. Inauguré en 1914, le canal est pourvu d'écluses aux deux

extrémités : écluses de Gatún entre l'Atlantique et le lac de Gatún, de Pedro Miguel et de Miraflores, près du Pacifique. Il est accessible aux bateaux de 65 000 tonnes.

L'ancienne zone du canal, administrée par les États-Unis depuis 1964, a été restituée au Panamá en décembre 1999 (traité Carter-Torrijos de 1977). Les principaux ports desservant le canal s'y trouvent (Colón, Cristobal, Balboa). Les Américains avaient recruté 2800 travailleurs guadeloupéens dont des femmes déguisées en hommes. Ils ont tous été introduits dans la population panaméenne, sans aucune ressource. Ils ont pourtant contribué à la richesse du Panamá. C'est à leur industrie, à leurs petits commerces que Panamá doit son émergence. Aujourd'hui, les 2500 familles franco-franco-antillaises qui vivent au Panamá, nous interrogent sur leur identité et sur leur créolité. Comment définir l'identité du Panaméen d'ascendance guadeloupéenne ou martiniquaise ? Comment conjuguer les apports de la diaspora des Caraïbéens à la construction identitaire qui s'échafaude ? Nous nous devons à la continuité de cet échange qui, enfin, prend corps après un siècle de silence. Comment pérenniser ces rencontres et les insérer dans une démarche socioculturelle ? La visite de Leonardo Sidnez en Guadeloupe fut une révélation car nombreux sont nos compatriotes qui ignoraient l'histoire de ces émigrés de la fin du XIX^e siècle; d'autres, les plus anciens, l'avaient oubliée. La mémoire collective interpelle l'Éducation qui a occulté la succession d'événements qui ont édifié notre société. La Caraïbe a donc été et reste encore un espace de mouvements humains où, Arawaks, Taïnos et Caraïbes se déplaçaient régulièrement. La tradition était transplantée d'île en île. Le percement du Canal de Panamá au début du XX^e siècle est la plus grande entreprise migratoire que la Caraïbe n'a jamais connue. Les Guadeloupéens ainsi transplantés ont du passer par une nouvelle construction identitaire, bien différente de la première mais combien plus riche. Le créole guadeloupéen a subsisté dans la communauté franco-antillaise du Panamá ainsi que les spécialités culinaires, les comportements humains et les traditions grâce à la volonté du plus grand nombre de maintenir cette identité même au-delà des frontières.

Leonardo Sidnez parlait déjà un pur créole avant même d'avoir jamais foulé le sol de ses ancêtres, c'est dire combien est composite la construction de notre identité qui trouve ainsi un socle pour s'affirmer. Nous devons poursuivre ce travail de mémoire collective en manifestant notre amitié par un lien durable. Des échanges culturels et sportifs, des affectations de noms de rue, des jumelages pourront se révéler des moyens non négligeables pour parvenir à une construction de réseaux amicaux solides pouvant aboutir à une dynamique économique entre les deux pays. Nous devons rétablir le pont entre la Guadeloupe et le Panamá et rendre visible la communauté des Antilles au Panamá. Pour cela, le soutien populaire de la Fondation Camille Sidnez se révèle déjà indispensable.

Par nos différentes actions, nous ferons de la Caraïbe une zone de paix, de *Fraternité*, de solidarité et de partage. Panamá est devenu un haut lieu du tourisme international, grâce à ses immenses plages de sable blanc, ses vestiges historiques et ses fonds marins exceptionnels. Connu dans le monde entier pour son canal, Panamá, au cœur de l'Amérique centrale, attire de plus en plus les touristes antillais désireux de connaître le pays et de découvrir cette œuvre de dimension planétaire édiflée par leurs compatriotes d'un autre temps. Mais, fatalité ou malédiction, le temps façonne l'histoire de mille péripéties dont l'homme regarde le déroulement d'un œil effaré et des mains impuissantes. Le mardi 16 août 2005, sur les terres vénézuéliennes, 152 Martiniquais partis pour le Panamá à la rencontre des expatriés franco-antillais, sur les traces de leurs ancêtres, ceux-là mêmes qui étaient allés participer, dès la fin du

XIXe siècle, à la construction du canal de Panamá, sont portés disparus dans un terrible accident d'avion.

Sept mois plus tôt, des voix convaincantes s'étaient élevées invitant Guadeloupéens et Martiniquais à découvrir ce pays magnifique dont leurs ancêtres n'avaient pas hésité à fouler le sol, 125 ans plus avant, en quête de vie meilleure. Une forte activité publicitaire était engagée afin d'inciter les plus hésitants à choisir la destination panaméenne. Plusieurs centaines de touristes des Antilles françaises avaient donc opté pour cette destination qui, de surcroît, leur garantissait l'opportunité de se recueillir sur les lieux de mémoire fabriqués par l'histoire durant la construction du canal et surtout, de pouvoir contempler cet exceptionnel fleuron de la communication implanté par les États-Unis sur le territoire panaméen. L'histoire du Panamá et celle de la Martinique resteront indéfectiblement liées à la suite de ces événements tragiques qui marqueront les esprits de façon indélébile.

II – Les immigrants antillais et leurs apports économiques

A. L'organisation des transports interurbains de passagers au Panamá

Les Panaméens des Antilles, chefs d'entreprise dans le secteur des Transports interurbains, sont conscients de la force incontournable que constitue cette organisation au regard de l'importance de la population transportée entre les deux villes terminales, Colón et Panamá-Ciudad. Chaque interlocuteur de ce vaste programme avait à cœur de placer l'usager au cœur de la réflexion en répondant de manière collective aux attentes de tous les Panaméens : efficacité, vitesse d'exécution, sécurité, rapport qualité-prix, incitant l'usager à choisir ce mode de transport au lieu d'user de son véhicule quand il en a.

Leur volonté dans ce contexte se voulait donc claire. Il s'agissait de moderniser un secteur d'activités exercé difficilement par des pionniers antillais depuis des décennies. L'objectif d'une telle action était bien de garantir à chacun le droit fondamental à la liberté de se déplacer d'un point à un autre. Que le dimanche, jour de culte pour beaucoup d'obédiences religieuses ne soit pas un jour de frein à sa liberté d'action, mais que chacun puisse se déplacer librement pour se rendre à son lieu de culte ou autre.

Le Gouvernement a, alors, mobilisé des groupements de transporteurs. On a assisté à la mise en service d'une billetterie à l'intérieur de chaque autobus. L'État a procédé à la mise en place d'abribus et de points d'arrêt, à la création de gares routières, à l'instauration de rotations les samedis après-midi, dimanches et jours fériés. Ce sont autant de chantiers colossaux qui se sont progressivement mis en place dans l'intérêt des usagers panaméens. C'est en maintenant cette œuvre de coproduction au côté des entrepreneurs de transport en commun et des usagers eux-mêmes, que l'État est parvenu à bâtir un service moderne et performant. Guadeloupéens et Martiniquais, impliqués dans ce dynamisme de redéploiement et d'intégration de lignes locales, inter-villes et express, se sont concertés, ont décidé et, aujourd'hui, agissent dans l'intérêt général.

Le plan de transport au Panamá a été établi sur la base d'une meilleure rentabilité et d'une offre large, mieux adaptée aux attentes des usagers. Les lignes locales desservent l'intérieur des terres jusqu'au centre-ville. Les lignes inter-villes, d'une commune à une autre.

Les lignes express, avec très peu d'arrêts, de Colón à Panamá Ciudad et les lignes périurbaines, à la périphérie des villes terminales. L'objectif de l'implantation de toutes ces lignes est d'aboutir à une organisation plus rationnelle du service public en garantissant une réponse adaptée à la demande des usagers. Cette organisation est accompagnée de mesures logistiques indispensables : abribus, sites propres, billetterie, gares routières et de la mise en place des transports à des heures plus tardives, le soir, le week-end et les jours fériés. Il existe, au Panamá, une tarification spécifique pour les personnes âgées, retraitées et les demandeurs d'emploi. La personne retraitée qui emprunte ces transports présente sa carte de seniors et bénéficie de réductions sur le tarif normal, ainsi que son accompagnateur. L'élément antillais est constitué par des professionnels, des personnes estimables et qui bénéficient du respect de leurs collègues issus d'autres groupes ethniques.

B. Médecine et activités paramédicales

Guadeloupéens et Martiniquais s'illustrent dans d'autres domaines bien plus transcendants. La médecine est un des champs dans lesquels les Franco-antillais se déterminent. Nous avons rencontré le docteur Clemente Garnes, descendant Martiniquais et son épouse Elena Simons Garnes, dans leur résidence privée à Colón. L'éminent pédiatre, aujourd'hui à la retraite, a poursuivi ses études de médecine au Mexique. Son père est arrivé au Panamá en 1907, pour y travailler à la construction du Canal. Il conserve dans ses archives le contrat de travail de Fernando Garnes qui stipulait :

Pour y effectuer des travaux spéciaux, avec un horaire de travail de 10 heures par jour et un salaire de 1 dollar

Avant Clemente Garnes, il y a de nombreux médecins d'origine franco-antillaise qui se sont illustrés au fil des années dans l'Isthme panaméen. On peut citer, pour Panamá, les Docteurs Eduardo Masón, Feliz Luis, David Ogilbe, James Barnes, James Anderson. A Colón, ses anciens confrères étaient des médecins qui bénéficiaient d'une grande renommée. On y trouvait les Docteurs James A. Pater, Nathan Constantine, Norman Hamlet, Seymore Williams, Clarence Hedwards, Joseph Hamlet, Anderson Chubb, Hubert Edwards. Des Franco-antillais s'illustrèrent également en Odontologie mais ne prirent pas racine au Panamá qu'ils quittèrent promptement pour aller exercer dans d'autres pays d'Amérique centrale. Parmi ceux qui restèrent, on peut citer ; John Hearne, Alain Balai, Gerald Gitten, Herbert Williams, Guy Lord, Andrés Connell, Leo Pink, Ferdinand Sterling qui exerçaient dans les villes terminales de Panamá et de Colón. Dans le domaine de l'Infirmierie, Etna Questel Springer, originaire de Saint Barthélémy, fut la mère de deux éminentes infirmières formées aux États-Unis. Une des deux devint Directrice de l'Ecole d'Infirmières de Panamá city. En Pharmacie, Durant plus de 30 ans, Norman Bertin, descendant de la Martinique, fut le pharmacien de renom installé à Colón. Il devint le Président de l'Association des Pharmaciens colonais. Il poursuivit la route tracée par d'autres éminents pharmaciens.

C. Les ambitions juridiques et foncières des Franco-antillais

Dans le domaine du Droit, il existe un pionnier au parcours intéressant. Eliot Alexandre, originaire de la Martinique, fut le fondateur et le Président de l'Association des Avocats de la zone du Canal. Son objectif fut constamment de défendre et de protéger les droits de tous et spécifiquement ceux des Franco-Antillais, installés dans l'Isthme et travailleurs de la zone du Canal où sévissait, à l'époque, une forte ségrégation ethnique. La présence antillaise au Panamá était principalement liée au besoin de main-d'œuvre sur les chantiers du percement du Canal et constituait un élément essentiel du soutien de l'économie. De fait, une distinction était faite entre les nationaux et les étrangers, entre les personnes qui avaient la nationalité panaméenne et celles qui ne l'avaient pas. Si l'on se place sous l'angle du droit panaméen, il y a lieu de définir qui était panaméen et qui ne l'était pas.

On perçoit alors immédiatement que l'étranger ne se définit juridiquement que de façon négative puisque, sont considérées comme étrangers les personnes qui n'ont pas la nationalité panaméenne, soit qu'elles aient une nationalité étrangère, soit qu'elles n'aient pas de nationalité du tout. Comme toute catégorie juridique, celle des étrangers a été instituée pour soumettre les personnes qui la composent à un régime juridique qui lui est propre. Distinguée de la catégorie des nationaux, celle des étrangers a pour fonction de ne pas reconnaître à ces derniers les mêmes droits qu'aux premiers³⁶⁵. L'individu qui est étranger dans le pays de départ devient national dans le pays de destination ; ce dernier ne peut lui refuser l'entrée du territoire dès lors qu'il justifie de son identité et de sa nationalité. C'est ainsi que l'on a vu s'établir bon nombre de passeports qui traduisaient la volonté de chacun de se mettre en règle par rapport aux obligations de l'Administration. Sur les registres des passeports de Colón de l'année 1944, nous nous sommes intéressée aux restrictions formulées par l'administration de la Zone du Canal en ce qui concerne les demandes de passeports. Ces restrictions concernaient exclusivement le lieu du séjour, ainsi que sa durée. Le Passeport N°28 est celui de la dame Glissant Alex Marie Placide dite Mimi, née à Pointe à Pitre Guadeloupe le 5 octobre 1904. Bon pour un an pour la Guadeloupe seulement. Colón le 16 juin 1944. Droits perçus : 50 francs.



³⁶⁵ Frédéric Sudre (sous la direction de), *Dictionnaire des Droits de l'Homme*, Paris, Quadrige Puf, 2008, p. 404.

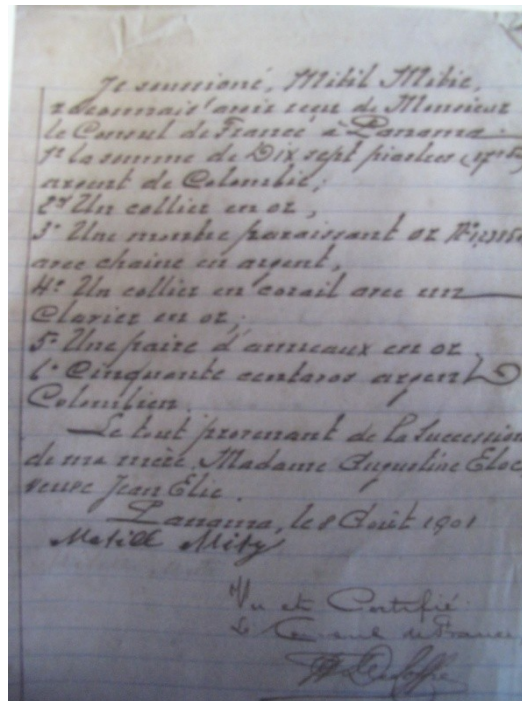
Source : Centre des Archives Diplomatiques de Nantes - registre des passeports de la zone du Canal à Colón en juin 1944.

En ce qui concerne le foncier, la propriété foncière et tout ce qui s'y rapporte, les Franco-antillais avaient démontré leurs aptitudes à acheter des terres afin de devenir propriétaires de leurs nombreuses bases de commerces. Parmi ces Franco-Antillais, il s'en trouve qui ont occupé des postes importants dans des agences industrielles et commerciales dans les villes de Panamá et de Colón et contribuant ainsi à la richesse de leur pays d'accueil. En de multiples occasions, les Franco-antillais se chargèrent d'établissements commerciaux dans la ville de Panamá et occupèrent plusieurs pâtés de maisons dans de nombreuses artères de la capitale. Certains grands propriétaires fonciers se contentèrent de vendre des lopins de terre, d'autres transformèrent leurs ventes en véritables opérations d'urbanisme, le lotissement³⁶⁶. Ces immenses terrains étaient dédiés au service de librairies, de coutures, de pharmacies, de bazars pour la fabrication et la vente de cigares, d'études photographiques, de soieries, de meubles, de kiosques à journaux et à fleurs et des agences commerciales. La propriété de tous ces biens pouvaient être transférée à cause de mort et les règles applicables étaient alors étudiées dans le cadre du droit de successions³⁶⁷. A Panamá, le Consul de France était chargé de transmettre aux membres survivants de la famille du défunt les biens qui leur revenaient de droit. Une reconnaissance de transmission des biens est signée par une femme qui prend possession des objets que lui laisse sa mère défunte, en héritage. Nous retranscrivons ce document :

Je soussignée, Mitil Mitie, reconnais avoir reçu de Monsieur le Consul de France à Panamá, 1° la somme de dix sept piastres, argent de Colombie ; 2° un collier en or ; 3° une montre paraissant en or, N°1238508 avec chaîne en argent ; 4° un collier en corail avec un clavier en or ; 5° une paire d'anneaux en or ; 6° cinquante centavos argent colombien ; le tout provenant de la succession de ma mère Madame Augustine Eloé veuve Jean Elie. Panamá, le 8 août 1901.

³⁶⁶ J.-B. Auby et H. Perinet-Marquet, *Droit de l'urbanisme et de la construction*, Paris, Montchrestien, 2^e éd., 1989, p. 258, cité dans Christian Atias, *Droit civil, les Biens*, Paris, Litec, 1999, p. 261.

³⁶⁷ Sophie Schiller, *Droit des Biens*, Paris, Dalloz, 2003, p. 86.



Source : Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, Lettre vue et certifiée par le Consul de France, chargé de la transmission de biens dans le cadre du droit de succession. Photo de la source : M-F. M.

III – Le journalisme dans la Communauté franco-antillaise

A. l'engagement des Franco-antillais dans le secteur de la presse

Ambassadeurs de nos îles de par leurs origines, ces Franco-antillais, devenus citoyens panaméens, ont réussi le pari de leur intégration dans le tissu socio économique de l'Isthme. Ils forment un noyau dur sur lequel le Panamá fonde sa souveraineté. La communauté franco-antillaise n'agit pourtant pas dans un milieu hostile ou dominant. Elle participe effectivement et librement au développement économique du pays dont il dynamise l'essor. Clifford Boyne, originaire de la Barbade, arriva dans l'Isthme en 1899. Il établit, avec Narcisse Bienvenue, originaire de la Martinique, la première imprimerie dans la ville de Colón et, ensemble, ils publièrent le journal *L'Indépendant*, un des premiers que l'on put lire à Colón. Le Secrétaire de l'Instruction Publique de Panamá nomma Clifford Boyne, professeur d'anglais dans les écoles de garçons de la ville où il exerça également comme conseiller municipal puis maire du district de Colón³⁶⁸.

Sidney Young, dignitaire de l'Ordre de « Vasco Nuñez de Balboa » dont le buste fut érigé dans le secteur de Rio Abajo, fonda le Panamá Tribune, en 1928, journal qui véhiculait la voix de la colonie franco-antillaise dans l'Isthme. Hilton Waldron, de Sainte Lucie, édita *Le Travailleur* qui luttait contre toutes formes de discriminations faites en direction des Franco-antillais

³⁶⁸ Georges W. Westerman, *Op. cit.*, p. 123.

notamment, les travailleurs du Rol de plata de la Canal Zone. Rappelons que les Sudistes américains, affectés à l'exploitation de l'entreprise panaméenne, pratiquaient une ségrégation très marquée. Cette répartition comprenait la Liste d'or et la Liste d'argent. Un écriteau précisait ce que représentait réellement Rol de oro et Rol de plata. Il sévissait un racisme notoire sur les chantiers, un racisme officiel dans la zone américaine du Canal, où se pratiquait une ségrégation totale entre le groupe des Américains et l'autre groupe comprenant Panaméens, Antillais, Français et tous autres individus affectés aux travaux de construction du Canal. Gold Roll représentait les Blancs Américains et comme l'argent est un métal de moindre valeur, Silver Roll représentait l'autre groupe. Le journal *L'Indépendant* se chargea de dénoncer cette discrimination, laquelle somme toute, s'appliquait à tout : salaires, logements, écoles, églises, loisirs et jusqu'à la nourriture. Il se pratiquait donc une ségrégation marquée dans la Zone du Canal. Cette séparation stigmatisait également les robinets d'eau. Ceux qui étaient réservés à l'usage des familles américaines portaient l'inscription Gold tandis que le mot Silver était gravé sur les autres robinets. De toute évidence, le racisme forcené a existé dans la Canal Zone.

Les journalistes antillais refusaient cette situation et le sort réservé à leurs congénères. Ils consignaient alors toutes ces entorses faites aux droits de l'homme dans les colonnes de la presse. Notons qu'il y avait des facilités réservées aux gens de l'élite d'argent, mais c'était une manière de dire qu'un tel est blanc, tel autre est de couleur donc d'importance négligeable. La discrimination se vérifiait dans les services, les toilettes. A l'église, les personnes de couleurs et les non-Américains ne pouvaient prendre place où bon leur semblait. Il n'y avait que 3 ou 4 bancs réservés à des personnes privilégiées, lesquelles n'étaient pas citoyens américains. Panaméen d'origine martiniquaise, Clemente Garnes, pédiatre retraité, se pose une question que nous transcrivons ici : « Souvent on a pu se demander pourquoi l'église le permettait ? » Mais il était difficile pour l'église d'aller à l'encontre des lois en vigueur dans la Zone du Canal. Pour percevoir son salaire, il y avait une file pour le groupe des Américains et une autre file pour les non-Américains. Un jour, un député américain en visite au Canal, à la vue des deux robinets d'eau demanda s'il s'agissait de « gold », or ou de « cold », froid ? Comprenant qu'il s'agissait bien d'or et d'argent, il s'offusqua et dit à son interlocuteur : « Je croyais que le Canal appartenait au gouvernement des États-Unis mais je m'aperçois qu'il est le bien du Sud des États-Unis » propos repris par Clemente Garnes dans son interview accordée à la télévision française. Le Sud des États-Unis pratiquait, de fait, une ségrégation marquée. Les journalistes de l'époque s'accordaient à dénoncer ces faits de ségrégation, de discrimination et de racisme qui étaient le quotidien des Franco-antillais, courageux et compétents travailleurs affectés à la construction, au fonctionnement et à l'entretien du Canal de Panamá. L'hebdomadaire « Le Travailleur » dénonçait les difficiles conditions de travail et, en des jours difficiles, s'illustra plus spécialement quand les immigrants antillais se mirent en grève contre le Gouvernement de la Zone du Canal pour réclamer des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. Ces travailleurs subirent de fortes représailles durant les premiers mouvements qui tendaient à promouvoir le syndicalisme. Le journal « Le Travailleur » se donnait pour mission de dénoncer toutes ces violences que l'on faisait subir aux Antillais et les pressions exercées sur eux par le lobby américain.

B. La production télévisuelle : un art au service d'une cause

La société panaméenne étant cosmopolite, les secteurs de la presse dédiés spécifiquement aux domaines qui concernent la population noire ont fait leur office, de manière effective, en faveur de la communauté franco-antillaise, pour une meilleure prise en compte de leurs spécificités. Une analyse rétrospective permettra de comprendre qu'au fil des années, la communauté franco-antillaise s'est dotée d'un organe journalistique conséquent pouvant répondre aux sollicitations de ses membres et trouver des solutions aux nombreuses questions et contrariétés que génère la société, au quotidien. Cet organe, fondé et cultivé par des membres éminents, formés avec rigueur et l'excellence qu'exige la communication, n'avait de cesse de refuser tous types d'exploitations et d'injustices générées au sein de la société panaméenne par des groupes dominants ou des individus influents. Des efforts sont réalisés par ces Franco-antillais éclairés dans la communication pour que, grâce à leur expertise, la communauté isthmique ait en son sein un organe journalistique qui enregistre les activités du groupe, qui exprime ses points de vue et qui sache refléter les ambitions de ces immigrés des Antilles et transcender les aspirations de leurs descendants. En effet, nombreuses sont les publications éditées à l'adresse de ces éléments antillais à travers les supports d'une presse qui a dédié ses colonnes presque exclusivement aux succès, aux activités, aux problèmes, aux plaintes et aspirations préconisées par les Noirs antillais.

Durant des années et, de manière concrète, les journaux les plus en vogue ne se souciaient pas des difficultés que rencontrait la communauté franco-antillaise. Les journaux les plus importants qui publiaient en anglais ignoraient complètement la voix de la communauté franco-antillaise. Pas une page n'était réservée aux « Nouvelles de la Communauté Franco-antillaise. » Au cours des ans, les Franco-antillais ont démontré leur aptitude en matière d'écriture pour décrire leurs réalités sociales et économiques. Parmi eux, on comptait d'éminents essayistes et des éditorialistes remarquables. D'autres excellaient comme reporters et proposaient des informations qui étaient diffusées par la presse, la radio et la télévision. Des contacts, des informations, des interviews, des découvertes et des musiques du monde étaient regroupés et proposés aux auditeurs, traitant de différentes thématiques.

Dans ces médias, la liberté d'expression était totale. Il s'agissait, pour les spécialistes ; de mieux comprendre les problématiques exposées par les jeunes et les moins jeunes. L'action des journalistes d'ascendance franco-antillaise visait, in fine, à mettre les auditeurs au fait de toute l'actualité culturelle du pays, au moins les éléments importants qui la constituaient. Ceux-ci pouvaient également échanger avec des invités d'horizons divers : culture, politique, sport, sur des sujets d'actualité, des sujets de société.

Lors de notre séjour au Panamá, et dans le cadre du tournage rendant effectif le corpus du documentaire intitulé *Ces enfants perdus de Panamá*, nous avons rencontré un certain nombre de journalistes panaméens d'ascendance franco-antillaise, de journalistes reporters d'images, des cadres et opérateurs de prises de vue, des ingénieurs du son. Toutes ces techniques d'enregistrement et de reproduction des sons particuliers à la radio et à la télévision intéressent les Franco-antillais au Panamá qui les mettent au service de la diffusion, transmettent des informations qui ramènent à leur identité et à leurs traditions, longtemps déjà, infusées dans la culture panaméenne.

Raúl Mathurin, le cadreur de Télé Panamá est d'origine martiniquaise, porte un prénom espagnol mais son patronyme est franco-antillais. La présentatrice vedette du journal télévisé sur Canal Once, Aracellys Leoteau, est également d'origine martiniquaise. La Directrice de SERTV (Sistema Estatal de Radio y Televisión) est Denís Esteva Meléndez, d'ascendance guadeloupéenne et barbadienne, reconnue par ses collaborateurs pour sa compétence ; autant d'Antillais qui contribuent journallement à l'essor de la Nation et au développement de la Communication qui porte les valeurs humaines défendues par le Panamá à travers le monde, ceux qui contribuent à la réalisation d'un service public toujours plus performant et plus enrichissant et à l'épanouissement d'une société plus juste et mieux humanisée.

C. Le Panamá Tribune : une prise de conscience

Parmi les journalistes antillais, on peut citer James Mc Gray Reeves, Mc Donald Mc Lean, Nichols Winter, Lio Walker qui fut correspondant du Panamá Tribune durant plus de 30 ans. Ernest Jamieson, d'origine martiniquaise, occupa un poste important parmi les nombreux journalistes de l'Isthme. Il servit comme correspondant à Colón de divers journaux comme le Panamá Américain, La Nation et fut éditorialiste au Panamá Tribune. Il édita une section franco-antillaise dans tous ces journaux, pour le service du public ; il servit d'interlocuteur entre les quartiers et le tissu social en général³⁶⁹. Cependant, son cheval de bataille était le Panamá Tribune. Quels étaient les objectifs du Panamá Tribune ?

Le Panamá Tribune est né en novembre 1928. Il fut victime, en 1973, de la crise qui affectait, à cette époque, le monde de l'impression des journaux dans les quatre points du monde. Il se maintint cependant durant cinquante ans. L'hebdomadaire fut fondé par un groupe de travailleurs antillais avec, à sa tête, Sidney A. Young, de père jamaïcain et de mère guadeloupéenne. Plus tard, Panamá Tribune passait entre les mains de Panaméens d'origine franco-antillaise avec, comme objectif principal, la sauvegarde des intérêts de quelques 70 000 personnes. Ce groupe constituait l'élément minoritaire le plus important dans l'Isthme de Panamá depuis l'époque de la construction du Canal. Tous y travaillaient et y demeuraient avec leurs familles, aux côtés de 35 000 personnes qui n'étaient autres que des citoyens et résidents américains puisqu'ils vivaient dans la Zone du Canal qui était une enclave américaine en terre panaméenne.

Ce journal devint très vite un organe de contestation qui entendait se dresser contre l'injustice sociale qui régnait dans la Zone du Canal. Il se faisait également le porte-parole d'une énorme légion de citoyens non américains qui travaillaient pour le compte du gouvernement des États-Unis. De la même manière, le Panamá Tribune devint une voix particulière qui s'élevait en faveur des Panaméens qui ne parlaient pas espagnol et qui étaient victimes d'injustices sur leur propre terre. Dès le début, le Panamá Tribune a lutté pour la moralité de la social-démocratie, dénonçant toutes sortes de malversations et luttant contre les forces qui agissaient dans la Zone du Canal. Ce journal s'élevait contre la ségrégation et la discrimination ethnique et sociale qui étaient le signe particulier de cette enclave tropicale sous contrôle américain.

³⁶⁹ *Ibid.* p. 124.

Le Panamá Tribune luttait avec énergie en faveur de l'établissement d'une égalité des chances, pour l'extension des bénéfices de retraite et pour une meilleure compensation en cas d'incapacité physique en faveur des travailleurs non Nord-américains dans la Zone du Canal. Le Panamá Tribune s'engagea dans une vigoureuse croisade contre la discrimination raciale et les préjugés dus à la couleur de la peau afin de les éradiquer de la vie nationale panaméenne pour parvenir au respect des droits de l'homme. Le Panamá Tribune s'éleva vigoureusement contre le manque de structures d'accueil à l'adresse des personnes âgées, malades, invalides du fait des accidents, des maladies endémiques et des mauvaises conditions de vie de ces travailleurs arrivés en fin de carrière ou même simplement en fin de vie.

Grâce à cet Hebdomadaire, l'on vit arriver des Congrégations religieuses venues des pays d'orient pour faire édifier des Centres de convalescence, des maisons de retraite, des foyers qui devinrent des refuges sûrs pour tous les éclopés de la ville, des vieux sans familles, des veufs aux moyens financiers désastreux.

C'est ainsi que fut fondée avec l'appui du Panamá Tribune, La Sociedad Cívica Hindostana de Colón, un asile de vieillards construit sous l'égide de la Congrégation religieuse des Filles de la Charité patronnée par Mère Teresa de Calcutta. L'Institution veillait au confort des personnes très âgées et en état de dépendance notable. Nous avons visité cette retraite et constaté combien était nécessaire pour la sauvegarde de la dignité humaine l'existence de telles structures. Des lits propres dans un espace convivial, des toilettes dans un état d'hygiène remarquable. Une salle de repas commune en parfait état de propreté. Le lieu répondant strictement aux critères d'accueil stricts inhérents à ce type de services. Le personnel affecté aux différents postes se montra discret mais accueillant nous conduisant à comprendre combien était important pour lui le confort des personnes invalides qui se trouvaient sous leur responsabilité. Dans cette structure para hospitalière, les pensionnaires sont soumis aux contrôles médicaux et aux thérapies appropriées.

Un autre objectif du Panamá Tribune consistait à défendre certaines valeurs : la liberté, la sécurité, l'égalité et la dignité de l'homme. L'hebdomadaire entendait également stimuler les jeunes générations afin qu'elles soient totalement intégrées au sein de la structure nationale, sans que cela signifie qu'il faille sacrifier son caractère de base ou son identité première, annonçant à haute voix la nécessité d'atteindre le respect de soi et démontrant une meilleure appréciation de la communauté franco-antillaise comme peuple et induisant une réelle prise en compte de son héritage et des succès obtenus par ses membres. Le Panamá Tribune se déployait de manière très ample comptant de nombreux souscripteurs notamment au Libéria, au Nicaragua, en Ouganda, au Ghana, en Egypte, en Angleterre, en Australie, Nouvelle Zélande, Ecosse, Japon et d'autres pays d'Asie.

Le journal comptait aussi de nombreux souscripteurs particuliers aux États-Unis ainsi que dans la Caraïbe et l'Amérique Latine. Il avait l'appui des Institutions civiques et politiques de ces mêmes pays³⁷⁰. Son très remarquable service social dans l'Isthme de Panamá fut reconnu publiquement en de multiples occasions par de nombreux Présidents panaméens ainsi que de hauts fonctionnaires publics. Même dans la Zone du Canal, les Gouverneurs ainsi que des personnalités officielles affectées aux Forces Armées de la Zone du Canal ainsi que des

³⁷⁰ *Ibid.* p. 126.

représentants de l'ambassade des États-Unis au Panamá et des membres du Congrès Nord-américain reconnaissaient les bienfaits de cet organe hors du commun. Les commentaires qui suivent révèlent sa côte de popularité ainsi que le degré d'intérêt que le périodique obtint, en son temps, de la part des fonctionnaires, tant de la République de Panamá que de ceux de la zone du Canal Chacun sut reconnaître, en son temps, le rôle déterminant que joua le Panamá Tribune comme promoteur des savoirs et des relations cordiales entre les divers groupes qui composaient la communauté franco-antillaise de l'Isthme de Panamá.

Un entrefilet rédigé par Domingo Diaz Arosemena, Président de la République de Panamá, nous révèle que le Panamá Tribune est reconnu pour être le défenseur des intérêts de la communauté franco-antillaise :

Este semanario se ha destacado, durante cuatro lustros, por su defensa de los intereses de la comunidad antillana en el Istmo, lo cual ha hecho de la mejor manera posible y en todo momento se ha distinguido por su devoción a las tareas a las cuales se ha enfrentado.

De même, Ernesto de la Guardia, fils du Président de la République de Panamá, développait le rôle essentiel du Panamá Tribune en ces termes :

*He estado observando, con un poco más que un menor interés corriente, la trayectoria digna y pareja seguida por el Tribune en sus tareas periodísticas y considero que con su elevada actitud ha ayudado al Gobierno Nacional a resolver varios problemas incómodos, especialmente los que se relacionan con la minoría a la cual representa.*³⁷¹

Nous notons les termes élogieux choisis par le Président panaméen, Ricardo Manuel Arias pour décrire le Panamá Tribune l'assimilant à un réel défenseur des Droits de minorités :

*A través de todos los cambios que producen los tiempos y la tirantez de la circunstancias, el Tribune ha mantenido sin cejar sus ideales democráticos. Ha defendido los derechos de las minorías con un propósito definido que ha sido de lo más admirable; ha apoyado solamente las causas más democráticas; ha defendido los intereses nacionales con la firmeza más honda; y le ha dado una orientación sabia a su gran sector de nuestra población. Está al servicio de los laudables propósitos de presentar en forma verídica y objetiva las noticias del día. Pero mucho más importante es la influencia que ejerce sobre la comunidad antillana. Estoy seguro que ellos consideran dicha contribución con respeto y afecto.*³⁷²

John C. Willem, Ambassadeur des États-Unis au Panamá défendait le rôle déterminant du Panamá Tribune dans les relations entre les peuples et évoquait son combat en faveur de la cause communautaire :

³⁷¹ *La Nation*, bulletin de la presse panaméenne, Panamá, 1982.

³⁷² *Ibid.*, avril 1982

*Como cronista, usted ha cumplido con sus obligaciones como maestro e intérprete en relación con el principio de que el abuso de los poderes de la prensa en favor de una causa individualista y sin valor alguno sería dicha contribución con respeto y afecto. The Panamá Tribune puede con todo orgullo, ocupar un lugar en compañía de todo lo que signifique honora, civilidad y responsabilidad. Su interés continuo y apoyo a la comunidad antillana a traído como resultado un mayor entendimiento entre las razas y nacionalidades y ha contribuido en los campos político, económico y social.*³⁷³

William A. Carter, Gouverneur de la zone du Canal, rappelle l'importance de l'action infatigable de l'hebdomadaire qui accroît sa position de bienfaiteur de la communauté :

*A pesar de los problemas y momentos difíciles inherentes en la iniciación de cualquier nueva impresa, en un campo nada fácil, su publicación ha podido florecer durante 20 años de servicios encausables a la comunidad y se ha hecho acreedora a una posición preeminente en nuestra comunidad a través de la tarea realizada en aras del bienestar público. El Tribune está realizando un elevado servicio a la comunidad istmeña, especialmente para los panameños de origen antillano.*³⁷⁴

Adam Clayton Powell, fils, représentant panaméen au Congrès des États-Unis, nous livre son opinion particulière au regard de l'action du Panamá Tribune qui a toujours agit avec force et détermination malgré les oppositions développées par les forces répressives en présence. Pour cela, il rend hommage au courage de ses membres et à leur force de conviction. En effet, l'objectif primordial de la quête du Panamá Tribune était, au-delà de tout clivage politique, la sauvegarde des Droits de l'Homme à travers une juste conscience de l'existence de sa personne comme étant inaliénable.

*Enfrentarse a las fuerzas de la represión, donde quiera que ellas estén, requiere coraje y firmeza. El Tribune ha demostrado esta fortaleza congénita al proteger los derechos de los trabajadores no-Norteamericanos en la Zona del Canal y en salvaguardar las garantías constitucionales de la minoría negra en este sector. Su clase de periodismo honesto, libre y independiente debe ser agradablemente apreciada y le ha granjeado a usted la admiración de todo el hemisferio. Aun cuando su circulación sea limitada, debe sentirse alentado al saber que el Tribune ejerce impacto decidido en relación con muchas decisiones vitales que en esta área afectan los derechos humanos y el mejor entendimiento internacional.*³⁷⁵

Pour conclure, nous retraçons l'hommage rendu au Panamá Tribune par Moïses Méndez, député à l'Assemblée Nationale qui voit en cet hebdomadaire le porte-drapeau de la lutte pour la conservation de la dignité humaine :

³⁷³ Journal de la Canal Zone, Panamá, 1983.

³⁷⁴ *Op. cit.*, 1982.

³⁷⁵ *Panama Tribune* avril 1996, p. 27

*Todos nosotros somos deudores del Tribune como portaestandarte de la lucha, en muchos casos, en favor de las clases trabajadoras y de la conservación de la dignidad humana en este país. Yo deseo hacerles saber a ustedes que no están solos en su determinación de erradicar de Panamá de todas esas lacras sociales que conspiran en contra del progreso humano y que le niegan desarrollo social adecuado a cualquier sector de la sociedad panameña [...]. Su periódico ha estado en primera fila en defensa de las aspiraciones panameñas en términos de su relación con los Estados Unidos y ha sido, también un cruzado de los derechos humanos en todas partes. Ustedes han continuado estas luchas sin fanfarria alguna sino con silenciosa dignidad, disposición y firmeza.*³⁷⁶

Différentes méthodes d'étude ont été définies pour l'élaboration de cette thèse. Nous avons essayé d'en décrire quelques unes dans ce chapitre. Nous remarquons que la plupart de ces méthodes, l'investigation littéraire, le dossier de presse, la rencontre humaine par l'enquête, permet une configuration précise et claire de ce qu'apporte véritablement la Communauté franco-antillaise au processus de développement de la nation panaméenne. A travers l'investigation historique, la nouvelle génération du pays aura une connaissance plus fine de la contribution franco-antillaise au développement de la vie panaméenne. Le propos fondamental de notre étude est de rendre publics les documents pertinents qui révèlent les succès obtenus par les immigrés antillais dans ce pays, afin que ces renseignements écrits revêtent enfin toute l'importance qui leur est due à l'intérieur de tout le magma culturel que constitue l'histoire de l'Isthme. Nous visons également une véritable reconnaissance française envers ces immigrés des Iles de la Caraïbe qui ont constitué une force vitale de la civilisation panaméenne, contribuant désormais, à l'extension de la langue et de la culture françaises dans un pays lointain d'Amérique. Nous voulons également que nos travaux apportent à nos compatriotes français, grâce à cet effort d'investigation historique dans une Amérique Centrale résolument tournée vers sa modernité après la quête et l'analyse des faits, un vif témoignage des relations socioculturelles qui se sont tissées dans un lieu où s'entrecroisent, par une voie aquatique, les connaissances de l'univers. Nous voulons présenter au monde, dans sa plus réelle totalité, les faits qui font l'authenticité de la contribution franco-antillaise dans toute son élévation et sa profondeur. Nous désirons également exposer certains aspects de la vie des descendants de ces Franco-antillais et plus singulièrement des Guadeloupéens et Martiniquais installés au Panamá. Nous espérons, avec ce type de connaissances mettre à la portée de tous, l'ancienne et la génération actuelle une nouvelle manière de considérer les choses, une photographie de la vie de ce groupe minoritaire définitivement ancré dans le paysage socioculturel panaméen.

³⁷⁶ *La Nation, Op.cit.*, avril 1988.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Pour finir, nous pouvons dire qu'il reste encore des points sombres dans l'histoire de la Guadeloupe et dans celle de la Martinique. En effet, lorsque nous lisons des ouvrages scolaires consacrés à l'histoire des Antilles Françaises, il n'est pas fait référence à ce pan qui demeure dans l'oubli. C'est le premier travail universitaire réalisé sur la question antillaise au Panamá, tant il est vrai que nos compatriotes ont brillamment réalisé en terre d'Amérique centrale une œuvre profitable de portée internationale et dont la structure colossale défie les affres du temps depuis son inauguration en 1914. Le Canal assure encore aujourd'hui et pour longtemps encore la croissance du Panamá et c'est grâce aux efforts aboutis, entre autres Caraïbéens, des Franco-antillais attelés à la tâche, de 1880 à 1914. Depuis décembre 1999, le Canal appartient de plein droit au Panamá parce que les Américains qui en étaient les administrateurs ne pouvaient plus supporter le mécontentement collectif et permanent des Panaméens qui exigeaient le respect de leur souveraineté acquise depuis 1903. Le traité Carter-Torrijos signé en 1977 stipulait que le canal ne serait rétrocédé au Panamá que 22 ans plus tard. Les Panaméens sont, depuis le 1^e janvier 2000, les seuls maîtres de leur destin. Parmi ces Panaméens souverains, nous comptons les Guadeloupéens et Martiniquais, descendants de ces pionniers du Canal de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e et, désormais, citoyens panaméens. Nous les avons retrouvés dans toutes les strates de la société. Certains ont réussi une carrière exemplaire ; d'autres, se positionnent dans une forme de normalité mais ils s'en trouvent encore de ceux qui vivent dans des situations de paupérisation et, malgré eux, dans une muette ségrégation. Pourtant, il n'a pas fallu une main d'œuvre de moins de 75 000 ouvriers antillais aux Américains pour mener à bien ce projet pharaonique. Sans les bras de ces volontaires à l'exil et au travail pour lequel il n'avait reçu aucune formation, le talent et le génie des Ingénieurs, architectes et militaires auraient été vains. En souvenir de leur vaillance, une stèle commémorative a été érigée sur la Place de France à Panamá et qui instruit le visiteur sur ce passé glorieux.

En 2003, pendant sa mandature, la Présidente de la République, Mireya Moscoso rendit un hommage à ces 22 000 morts franco-antillais en présence de nombreux autres chefs d'état, en déposant une gerbe au cimetière français, au pied d'un monument historique national pour les remercier publiquement d'avoir, au prix de leurs vies, apporter leur contribution au développement du Panamá. La lecture de ces hauts faits montre clairement que les Antillais issus de Guadeloupe et de Martinique ont été identifiés et bien ciblés et que la problématique de leur effective contribution trouve progressivement toute sa justification. Guadeloupéens et Martiniquais participent au développement culturel, socio-économique de l'Isthme,

contribuant ainsi à son enrichissement. Il n'y a pas d'autarcie franco-antillaise, mais une refonte de la société panaméenne avec toutes ses composantes.

Toutefois, dans cette étude, nous n'avons présenté qu'une approche de la situation socio-économique du pays, en pleine évolution, permettant l'analyse des éléments apportés pour la compréhension des phénomènes abordés. La radio et la télévision d'Outre-mer en ont fait état et ont pu, ainsi, lever le voile sur un pan de cette histoire, celle de générations de Français des Antilles, trop longtemps ignorée du grand public. Les Nord-américains avaient donné à connaître cette histoire, par la production de leur film-documentaire intitulé *Diggers* mais, naturellement, on s'en doute, selon leurs propres points de vue. Ce film n'avait pas été connu des autorités françaises et n'a donc pas bénéficié de la divulgation permettant au *tout monde* de s'informer, s'il avait été traduit en français. En 2004, le Martiniquais, Joseph Jos a écrit un essai qui traitait de la question de l'immigration des Franco-antillais au Panamá apportant à chacun des connaissances sur le sujet éclairant, ainsi, ce pan de leur histoire.

Des reportages radio ont été réalisés apportant des témoignages de ces personnes inconnues qui nous rappelaient que, quelque part, loin de nous vivaient différemment des membres de notre société qui n'ont pas voulu ou n'ont pas pu réintégrer leur territoire d'origine. Chacun a pu considérer que ces exilés représentaient désormais autant d'enfants de Guadeloupe et de Martinique perdus dans les espaces de ce pays lointain qu'est le Panamá. Notre étude avait pour objectif de fournir, de manière épistémologique, un supplément de réponses aux interrogations du public franco-antillais sur cette question de l'émigration de leurs compatriotes en terre d'Amérique centrale. Mais le Panamá n'est plus aussi loin de nous. En un temps rapide, les moyens porteurs actuels peuvent rejoindre l'Isthme qui a su mélanger définitivement les eaux de deux océans. Le public s'est ensuite demandé : « oui mais, nos compatriotes qui sont restés au Panamá, à quoi sert réellement leur présence ? Est-ce qu'ils participent vraiment au développement du pays qui les a accueillis ? » Dès lors, une nouvelle problématique était posée et il nous appartenait d'y apporter des réponses.

Considérant l'aspect méthodologique, nous nous sommes attachée à explorer trois pistes afin d'en extraire les caractéristiques essentielles qui permettraient une meilleure compréhension des phénomènes observés. La première piste visitée dans cette étude nous a permis de mieux situer Panamá dans son contexte historique, en mettant l'accent sur l'accueil des immigrants Guadeloupéens et Martiniquais sur cette terre de passage, sur les manœuvres de séduction déployées par les sociétés françaises puis américaines afin d'attirer ces ouvriers Antillais qui représentaient une manne financière, par leur force potentielle de travail, étant perçus comme des éléments favorables, pour une main-d'œuvre à bon marché. Nous avons mené ainsi une première étude qui reposait essentiellement sur la volonté des Français, réunis autour de Ferdinand de Lesseps de mener à bien cette œuvre titanique. Nos documents nous ont fourni des renseignements précieux sur l'échec de cette entreprise alors que tout avait si bien commencé. Les Français espéraient rééditer l'exploit du Canal de Suez.

Nous nous sommes ensuite intéressée à la deuxième tentative menée à bien par les équipes américaines. Nous avons pu ainsi comparer leurs méthodes d'approche du même problème : celui, notamment, de l'assainissement du pays. Puis notre étude s'est ensuite portée sur les résultats obtenus pour favoriser la souveraineté d'un pays encore sous tutelle colombienne. Cette compréhension des choses nous a permis de valider les stratégies développées par le Panamá dans les domaines socio-économiques et les approches politiques.

La deuxième piste consistait à explorer les différentes étapes du peuplement de Panamá. À ce sujet, notre étude bibliographique et notre recherche approfondie nous ont permise de nuancer notre approche sur la question nous montrant ainsi que les applications dans ce domaine sont diverses au regard de la position du ressortissant franco-antillais dans la politique de Panamá ; que les méthodes sont nombreuses quant à l'importance qu'il faut accorder aux critères d'évaluation de la qualité de cette immigration au sein de la nation panaméenne.

À ce jour, peu de travaux ont mis en lumière les protocoles qui permettent de mutualiser les moyens qui sont mis en exergue pour une prise en compte formelle des apports de la culture franco-antillaise dans la société panaméenne. Nous avons alors mis en avant notre propre protocole d'évaluation grâce aux enquêtes menées sur le terrain lors de nos voyages effectués au Panamá en 2004 et 2007. Pour mettre en œuvre ce choix, nous avons étudié quelques mesures de distances par rapport aux personnes interrogées, sous forme de bilan de qualité, et une mesure d'extrapolation qui nous ont permise de contrôler la valeur des réponses obtenues au sein de la communauté franco-antillaise installées au Panamá. Enfin, nous avons formalisé l'importance qui doit être attribuée à l'éducation des individus entrant dans la classification et l'organisation des administrations. Par l'éducation et la connaissance de la langue, toute communauté étrangère peut s'approprier les connaissances fondamentales qui régissent les lois de la nature humaine.

Notre troisième piste nous a orientée vers la notion de participation active des immigrés, nouveaux citoyens d'une nation récemment centenaire. L'originalité de cette démarche réside principalement dans les deux approches que nous avons adoptées précédemment pour comparer et analyser et vérifier nos données. Cette nouvelle démarche a permis de répondre à la majorité des interrogations de nos compatriotes. Les résultats sont ici présentés. Ils ne montrent aucune similarité avec les travaux réalisés en amont. Enfin, nous avons abordé un problème complexe qui nécessite une exploration encore plus fine pour la compréhension des phénomènes qui régissent le comportement des individus étrangers dans une sphère nationale.

Si des réponses ont été apportées à certaines questions, il reste des extensions à explorer pour améliorer les résultats obtenus.

EXTENSION A : DE L'HERITAGE COLONIAL AU MONDE MODERNE

Dans un premier temps, il s'agira de déterminer le degré d'interaction de l'héritage colonial espagnol sur les progressions sociales enregistrées au Panamá résolument tourné vers la modernité. L'objectif est de représenter chacune des catégories représentatives constituant l'unité nationale panaméenne dans une logique participative face aux exigences du monde moderne. Panamá doit répondre à une forte demande urbaine. Aujourd'hui, 65% de la population panaméenne vit dans les deux grandes villes terminales : Colón et Panamá-city. La croissance globale du taux d'urbanisation est un phénomène d'une rapidité et d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. En 2000, c'est L'ACP, Autorité du Canal de Panamá qui s'est chargée de l'Administration du Canal. L'A.C.P. réalise de bons résultats et le Canal enregistre des chiffres records de passage. Le Japon, les États-Unis et le Panamá travaillent ensemble aux moyens d'une modernisation du Canal. Les investissements à faire pour assurer

ces ouvrages sont énormes et le Panamá devra s'allier à des partenaires étrangers. Déjà en 1997, un Congrès Universel du Canal avait été convoqué. Il faisait appel à des partenaires asiatiques et européens, la France y était invitée. Le Président de la République, Eduardo Pérez Balladares de visite à Paris en avril 1996 avait alors déclaré :

*Il est naturel que la France soit associée à cet événement pour des raisons historiques évidentes*³⁷⁷

Des accords internationaux ont été conclus notamment avec le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua. D'autres accords sont signés avec la Colombie, la République Dominicaine et le Mexique. Des liens non préférentiels bilatéraux existent aussi avec l'Allemagne, la Bulgarie, la République Tchèque, la Hongrie, la Roumanie, et la Pologne. Enfin des garanties d'investissements sont reconnues et signées avec les États-Unis, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Suisse et la Chine. Elles ont pour objectifs de limiter les risques. Enfin le Panamá jouit aussi d'une stabilité politique pour une démocratie solide. On dénombre, aujourd'hui, plus de 150 organisations régionales sur le continent américain. L'idéal d'un rapprochement de tous les pays latino-américains est un rêve ancien auquel est attaché le nom de Simon Bolivar. L'intégration politique, ravivée dans le sens de la consolidation des démocraties, connaît l'accélération d'un processus d'intégration économique, associé à la multiplication d'accords multilatéraux dans les Amériques. Les échanges économiques internationaux facilitent l'ouverture des marchés.

Le Panamá est membre du Groupe de Rio depuis octobre 1990, lors du sommet de Caracas. Créé le 18 décembre 1986, il se compose de 12 membres : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Mexique, le Panamá, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela. Les pays d'Amérique Centrale prennent part aux travaux par l'intermédiaire de l'un de leurs présidents. En 1998, le Panamá a été chargé d'organiser le douzième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Groupe de Rio. Les champs de concertation dégagés par le Groupe de Rio touchent au développement économique, social, scientifique et technologique, comme la lutte contre le trafic de drogue, la pauvreté, la protection de l'environnement, la défense de la démocratie et la promotion de l'éducation. Ainsi le Groupe de Rio a-t-il joué un rôle prépondérant dans le renforcement de la démocratie en Amérique latine. Contre les multiples pronunciamientos, le groupe privilégie le dialogue, recommande une certaine transparence des institutions, érige l'état de droit et cherche à promouvoir les valeurs et le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme³⁷⁸. A chaque sommet, le groupe réaffirme sa détermination à lutter contre toutes formes de discrimination, la pauvreté, la dénutrition, le marginalisme, les difficultés d'accès aux services de santé et l'analphabétisme. Le Groupe de Rio est ainsi devenu l'interlocuteur privilégié de l'Amérique centrale et des Caraïbes. Mais il entretient aussi de nombreux contacts avec l'Europe de l'Est, les Pays nordiques, le Canada et le Japon. Le Panamá est aussi observateur du Mercosur, le Marché Commun du Sud, qui a pour objectif l'extension des marchés nationaux respectifs à travers

³⁷⁷ *Le Monde*, 16 avril 1996.

³⁷⁸ O. Ortega Duran, « Amérique centrale, complément sur le Parlement Centroaméricain » in *Panama et l'intégration, relations extérieures de Panamá*, Paris, novembre 1997.

l'intégration et l'accélération du développement économique, en tenant compte d'une certaine justice sociale.

Par rapport aux autres pays de l'Amérique latine, Panamá a connu un mouvement plus tardif mais qui est aujourd'hui pratiquement achevé.

EXTENSION B : LE PANAMA FACE A LA MONDIALISATION

Le Panamá est un « pur produit » de la mondialisation. Pays jeune et dynamique, bénéficiant évidemment des revenus du Canal, il se développe à un taux annuel de 8 à 9% ce, depuis quelques années, avec une inflation d'environ 4%. Toutes les banques internationales sont présentes et les opportunités d'affaires sont de plus en plus nombreuses. On peut parler du Panamá comme un pays émergeant dans le sens propre du terme. Dans un second temps, il s'agira de déterminer dans quelles mesures le Panamá se trouve prêt à faire face aux nouvelles attributions de la mondialisation. L'objectif sera de définir les compétences de chacun des domaines d'activités qui garantissent la croissance économique de Panamá, pays en pleine expansion. Les questions liées à la mondialisation exigent par définition des règles et des systèmes internationaux de gouvernance. Les stratégies de développement durable doivent donc relever trois défis :

- le choix du niveau efficace de traitement ;
- la cohérence entre les différentes échelles d'action ;
- la mobilisation de populations locales.

Panamá se trouve face à une multitude de défis à relever pour établir une stratégie collective de développements qui intègre son multiculturalisme.

BIBLIOGRAPHIE THEMATIQUE

1. ARCHIVES	245
2. BIBLIOGRAPHIE GENERALE	247
3. OUVRAGES SUR LES ANTILLES FRANÇAISES.....	253
4. SUR L'EMIGRATION FRANCO-ANTILLAISE AU PANAMA.....	255
5. OUVRAGES DE METHODOLOGIE GENERALE	256
6. DOCUMENTS DIVERS.....	257
7. SITES INTERNET.....	259

1. Archives

a. Panamá

Autorité du Canal de Panamá.
Ambassade de France au Panamá.
Centre Panaméen de Production Cinématographique.
Musée Afro-Antillais de Panamá.
Musée National de Panamá.
Musée du Canal Interocéanique.
Bibliothèque de l'Alliance Française du Panamá.
Centre du Recensement du Panamá.
Bibliothèque municipale de Colón.
Archives de La *Fraternité*, Société de Secours Mutuels.
Archives du Club de la Jeunesse Française.
Archives de l'Armée du Salut.
Archives de la Famille Boswell, à Colón.
Bibliothèque de l'Université de Panamá
Bibliothèque du Conseil provincial de Colón

b. France

Ambassade du Panamá en France.
Bibliothèque de l'Institut d'Etudes Hispaniques, Paris IV.
Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Quai d'Orsay.
Centre des Archives Diplomatiques de Nantes.
Bibliothèque de l'Université de Nantes
Bibliothèque de l'Université de Brest Occidental
Bibliothèque de l'ILERI
Archives de la Fondation de Suez à Paris
Archives de Survival France

c. Espagne

Universidad de Alcalá de Henares

Antilles Françaises

Musée Schœlcher de Pointe à Pitre (Guadeloupe).

Musée Schœlcher de Fort de France (Martinique).

Archives Départementales de Bisdary Goubeyre.

2. Bibliographie générale

a. Ouvrages généraux

- Lucien Abénon, Nénad Féjic, (sous la direction de) *La Caraïbe et son histoire, ses contacts avec le monde extérieur*, Fort de France, Ibis rouge Editions, 1999.
- Appadurai, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2001, 324 p.
- Juán Ignacio de Armas y Céspedes, « Origines del lenguaje criollo », La Habana, Vida de Soler, 1882, in *Antología de lingüística cubana*, La Habana, Ciencias Sociales, 1977.
- Stéphane Audoin-Rouzeau, 1870, *La France dans la guerre*, Paris, Armand Colin, 1989.
- Noel Balen, *Música Cubana*, Fayard, Paris, 2006, 243 p.
- Giuseppe Bellini, *Nueva historia de la literatura hispanoamericana*, Madrid, Editorial Castalia, 1997.
- Yves. Berger, *Les Matins du Nouveau Monde*, Paris, Editions Grasset, 1987.
- Carmen Bernard et Serge Guizinsky, *Histoire du Nouveau Monde, De la découverte à la conquête*, Paris, Fayard, 1999.
- Etienne Bours, *Dictionnaire thématique des Musiques du Monde*, 1998.
- Eduardo Caballero Calderón, « Le castillan en Amérique », in *EUROPE*, Paris, Revue mensuelle, 1964.
- Philippe Cahuzac, « La división del español de América en zonas dialectales. Solución etnolingüística o semántico-dialectal » in *Lingüística del Español Actual*, Alcalá de Henares, 1980.
- Diego Catalán, *Génesis del español atlántico. Ondas varias a través del Océano*, Madrid, Revista de Historia Canaria, XXVI (1958).
- Christophe Colomb, *Le Livre des Prophéties*, Paris, Editions Jérôme Million, 1992.
- Odile Cuaz, *L'Armée du Salut ne connaît pas de frontières*, Paris, Géo, nov.2002.
- Frédérique Denis, *Kapi, fer de lance de la musique haïtienne*, Paris, Portrait, Arc en Ciel, 1986.
- Jean- Paul Duviols, *L'Amérique espagnole vue et rêvée - les livres de voyages de Christophe Colomb à Bougainville*, Paris, collection dirigée par Jean Viardot, Editions Promodis, 1986.
- José Manuel Gómez, *Guide essentiel de la Salsa*, Valencia, La Mascara Editorial, 1996.
- Edouard Glissant. , *Traité du Tout monde*, Paris, Editions Gallimard, 1997
- Pedro Henríquez Ureña, « Observaciones sobre el español en América », in *Revista de filología española*, VII, Madrid, 1921.
- S.P Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Editions Odile Jacob, 1997.

- Jean- Baptiste Labat, *Voyage aux Iles*, édition établie et présentée par Michel Le Bris, Paris, Editions Phébus, 1993.
- Claudio Magris, *Utopie et désenchantement*, Paris, Editions Gallimard, traduit de l'italien, 2001.
- Rigoberta Menchú, « Le viol des cultures indiennes », in *Notre Amérique métisse*, d'Anne Remiche-Martynow, Paris, La Découverte, 1992.
- Shlomo Mintz, *Sucre blanc, misère noire : le goût et le pouvoir*, Paris, Armand Colin, coll. Essais et Recherches, 1991.
- Paulette Morand, *La Route des Indes*, Paris, Editions Alea, 1989 ; réédition, le livre de poche, 1992.
- Francisco Moreno Fernández, *La división dialectal del español de América*, Alcalá de Henares, Universidad de Alcalá de Henares, 1993.
- Edgar Morin, « Une mondialisation plurielle », article in *Le Monde Quotidien*, 26 mars 2002.
- Marie-Françoise Moutou- Gaël, - *Les Migrations dans la Caraïbe au début du XXe siècle*, article dirigé par Alain Yacou, Pointe à Pitre, C.E.RC. /U.A.G., Guadeloupe, 2004. - *Christophe Colomb et José Martí : une étude comparative*, article dirigé par Alain Yacou, Pointe à Pitre, C.E.RC. /U.A.G., Guadeloupe, 2005.
- Philippe Pinchemel, « L'aventure géographique de la terre », in *Encyclopédie de géographie*, Paris, Editions Económica, 1992.
- Edwyn Plenel, *Voyage avec Colomb*, Paris, Le Monde- Editions, 1991.
- Guido Ragazzoni, Massimo Angelo Rossi, Alessandro Magioni, *Guide des danses latino-américaines*, Paris, Editions Solar, 2000.
- Anne Remiche-Martynow, *Notre Amérique métisse*, Paris, La Découverte / Documents, 1992, 401 p.
- Frédéric Rouvillors, *L'utopie*, Paris, Garnier Flammarion, Collection « Corpus », 1998.
- R. Ruyer, *L'utopie et les utopies*, Paris, PUF. 1950.
- Claude Thiebault, *1899, année de tous les dangers*, Paris, l'Harmattan, 1989.
- Tzvetan Todorov, *La conquête de l'Amérique : la question de l'autre*, Paris, Editions du Seuil, 1982.
- Roger Toumson, *L'utopie perdue des Îles d'Amérique*, Paris, Honoré Champion, 2004.
- Alain Yacou, *Culture et faits d'écriture dans les Antilles hispaniques*, Paris, Editions Caraïbéennes, Fondation Carpentier de la Guadeloupe, 1993.
- Alain Yacou, « Le Combat Inachevé de José Martí », In *La Caraïbe au tournant de deux siècles*, Paris, Cerc-Karthala, 2004, 357Pages.
- Alain Yacou, *Le problème noir et son expression dans la littérature à Cuba dans la première moitié du XIXe siècle*, Bordeaux, Thèse de doctorat d'état, 1981.

Juan Clemente Zamora, *Las zonas dialectales del español americano*, Bordeaux, Boletín de la Academia norteamericana de la lengua española, 4-5 (1979-1980).

b. Ouvrages spécifiques

i. La position du Panamá

Dominique Auzias, *Panamá*, Paris, Editions de l'Université, 2005, 299 pages.

Joaquín Beleño, *Flor de banana*, Panamá, Ed. Nacionales, 1969.

Francisco Burac, *Entrevista*, junta comunal de Cristóbal, marzo de 1998.

Francisco Burac, *Documento sustentador*. Colón, Consejo Provincial de Colón, marzo de 1998.

Arnulfo Barroso, *El Canal podría traer crecimiento económico o conflictos*, Panamá, 1998.

Marc de Beauville, *Le Canal Français 1880-1904. L'aventure illustrée des Français au Panamá*, Paris, Editions Canal Valley, 1976.

Georges-Edgar Bonnet, *Après Suez, le pionnier de Panamá*, Paris, Plon, 1959.

Albert Chambon, *Panamá, l'ancien et le nouveau Canal*, Nantes, Centre des Archives diplomatiques de Nantes, n° 116/AM du 6 mars 1965.

Richard Cortambert, *L'Amérique centrale et le Canal de Panamá*, Paris, Société d'ethnographie, 1904.

Rubén Darío Carles, *A través del Istmo*, Panamá, 1978.

Novencido Escobar, *El Desarrollo de las ciencias naturales y la medicina en Panamá*, Panamá, Biblioteca de la cultura 1977.

Willis Fletcher Johnson, A. M., L. H. D., *Four Centuries of Panamá Canal*, New-York, Henry Holt and Company, 1906.

John Foster Fraser, *Panamá, l'œuvre gigantesque*, adapté de l'Anglais par Georges Feuillo, Paris, Pierre Roger et C^{ie} Editeurs, 1912.

Mack Gerstle, *La tierra dividida*, Panamá, Editorial Universitaria de Panamá, 1993, 658 p.

Jordán Gionela, *El Canal seco, la mayor opción*, Colombia, El Tiempo, Octubre 1997.

Alcibíades González, *La Bandera Provincial de Colón*, Panamá, Brochure de l'Université de Panamá, 1998.

Álvaro González, *"El Niño" and the Canal of Panamá*, Panamá, Panamá Canal Comisión, octubre 1997.

Benoît Heimermann, *Suez et Panamá, La fabuleuse épopée de Ferdinand de Lesseps*, Paris, Arthaud, 1996.

Yvan Julia, *Panamá et son secteur maritime*, Nantes, Centre de Droit Maritime et Océanique, Faculté de Nantes, 1975.

- Yvonne Julia, Panamá et son secteur maritime à la veille de la rétrocession du Canal, Nantes, 1998.
- Jérémy Kerouanton, « Rubén Blades : de la chanson militante à la politique », in *Panamá*, Paris, Petit Futé 2006.
- Damien Laplanche, La rétrocession du Canal de Panamá, Aguarán, 1998
- Logan Marshal, *The story of the Panamá Canal*, Los Angeles, Public Library, Réf. 918.6M, 1968.
- Jean-Paul Marthoz, *Panamá : la malédiction du Canal*, Bruxelles, La Relève, 1979.
- Jon Mitchell, *Deforestation could dry up the Panamácanal*, pour The Christian Science Monitor October 1997.
- Luis Navas, *El movimiento obrero en Panamá (1880-1914)*, Panamá, Editorial universitaria (EUPAN), Imprenta universitaria, R. de Panamá, 1974.
- F. K. Newcomer, *Gobernador de la Zona del Canal, Discurso*, Cristóbal, West Indian Stamp Appreciation Exercises, Estadio de Mount Hope, Zona del Canal, agosto 15 de 1951.
- Julio Noriega, *El Canal de Panamá, Aspectos históricos e Ingenieriles*, Panamá: 101 preguntas, Panamá, Editorial Universitaria de Panamá, 1996, 100 p.
- Alfaro Olmedo, *El peligro antillano en el América Central, La defensa de la raza*, Panamá, 2^{da} edición, Imprenta Nacional, 1925.
- Octavio Ortega Duran, « Amérique centrale, complément sur le Parlement centroaméricain » in *Panamá et l'intégration, relations extérieures de Panamá*, Panamá, novembre 1997.
- H. R., Parfitt Gobernador de la Zona del Canal, Entrevista con el periodista George W. Westerman, Ohio, Dix New rodia, La República (English Section, febrero 5 de 1979) y The Panamá Star and Herald, febrero 11 de 1979.
- Henri Raymond, Helms pide militares en Panamá para que China no control Canal, 17 juin 1998.
- Aristides Royo, *La République de Panamá*, Paris, Ambassade de Panamá en France, 1998.
- Alejandro Salazar Zorrilla, *El Latinoamericano*, Panamá, Edición Internacional, n° 31, febrero-marzo de 2007.
- Antoine Sanchez de Bustamente, *Le Canal de Panamá et le Droit international*, Belgique, Revue de Droit international et de législation comparée, 1980.
- Isabelle Subirats, *Le Panamá à l'aube du XXI^e siècle : vers quelle intégration ?*, Paris, ILERI, 1998.
- Alberto Vasquez Figueroa, *Panamá, Panamá, Grands Feuilletons*, Paris, Flammarion, 1977.
- Louis Verbrugghe, *A travers l'Isthme de Panamá*, Paris, Imprimerie de A. Quentin, 1879.
- Jonathan Weeks, *Le Panamá à la croisée des chemins. Le développement économique et les changements politiques au XX^e siècle*, Californie, Presse Universitaire, 1991.
- George W. Westerman, *Los Inmigrantes Antillanos en Panamá*, Panamá, Impresa de la Nación, 1980.

Georges W., Westerman, *Pioneers in Canal Zone Education*, La Boca, Zona del Canal, Occupational High School Shop, 1949.

ii. La strategie nord-americaine

Joseph Bucklin Bishop, *The Panamá Gateway*, 2nd ed., New-York, Charles Scribner's Sons, 1922, 303 p.

Michael L. Connif, *Black Labour on a White Canal : West Indian in Panamá, 1904-1980*, The University of New Mexico, N. M., U. S. A., 1983.

Roger Fhackett, *Artículo en The Panamá American*, Panamá, agosto de 1939.

Charles Forbes-Lindsay, *Panamá and the Canal Today*, Boston, L. And Company, 1910.

George W. Goethals, *Skilled labor on the Panamá Canal*, 1908, Hearings, Subcommittee, Committee on Appropriations, House of Representatives, Washington, D.C., Printing Press, 1906.

John Hearings, *Skilled Labor on the Panamá Canal*, Washington, DC, Printing Press, 1906.

Ulrich Keller, *The building of the Panamá Canal*, New-York, Dover Publications, 1983, 112 p.

Jean François Mougard, *L'intermodalisme sur la Côte-Est des États-Unis*, Nantes, Iguaran, 1992.

Charles F. Reid, *Education in the Territories and Outlying possessions of United States*, New York, Columbia University, 1921, 406 p.

Anatole Solow, *A study for Urbanization and Rehabilitation Bank*, Panamá, Gobierno de Panamá, September de 1950.

John Stevens, « Carta a Jackson Smith, Gerente, Sección de trabajo y Alojamientos, agosto 8 de 1906 » - in *Informe del Istmica Canal Comisión, para el Col. William C. Gorgas*, Panamá, November de 1906.

John Tierney, «The U.S still needs military bases » in *Panamá for the Heritage Foundation*, Panamá, 21 août 1995.

Maggie Vascaseno, *Panamá: Panamánians demand U.S out*, Panamá, December 1993.

Robert S. Weiss, *Learning from Strangers: The art ant method of qualitive interview Studies*, New York, The Free Press, 1990, 256 p.

iii. La position française

Jean-Michel Aroït, *Á Panamá, de « justes causes » toujours en attente de solutions*, Paris, Le monde diplomatique, janvier 1991.

Edouard Bailly, *Les États-Unis et le Canal : La neutralité garante de la souveraineté*, Paris, Le monde diplomatique, novembre 1979.

Michel Faure, *Il était une fois le Canal*, Paris, l'express, 7 août 1997.

Yves Lacoste, *Le Canal de Panamá*, Editorial Herodote n°57, 1990.

Richard Perruchorid, *Le régime de neutralité du Canal de Panamá*, Genève, P.U.F, 1983, 341p.

Alfredo Vallado, *Le retour du panaméricanisme, La stratégie des États-Unis en Amérique Latine après la guerre froide*, Paris, Edition du CREST, 1995.

André Vigarie, *La mer et la géostratégie des Nations*, Paris, Económica, 1994.

iv. problemes de corruption

Eduardo Aíslan Ritler, *Columna « Vértice »*, Panamá, El País, agosto de 1951.

Manuel Álvarez Cedeño, Pérez B. nombra a cuatro parientes en el Canal de Panamá, Panamá la Prensa, 31 août 1997.

Jean Bouvier, *Les deux scandales de Panamá*, Paris, Editions Julliard, Collection « Archives », 1964.

Adrien Dansette, *L'affaire de Panamá*, Paris, cercle Historia 1970.

Jean-Pierre Marthoz, *La malédiction du Canal*, Bruxelles, Edition la Relève, 1979.

Jean-Yves Mollier, *Le scandale de Panamá*, Paris, Fayard, 1991, 562 pages.

Larry Rother, *Drug Scandals touch Panamá reform Chief*, New-York Times, 11 juin 1996.

Arístides Royo, Le Panamá Canal article in *Diario de Panamá*, 1998, Panamá.

3. Ouvrages sur les Antilles françaises

Alain Ancelin, *L'Emigration Franco-antillaise en France, La Troisième Île, Paris*, Karthala, 1990.

Danielle Bégot, *La Grande Encyclopédie de la Caraïbe*, Paris, Sanofi, Arts et traditions, vol. 9, 207 p.

Alain-Philippe Blerard, *Histoire Economique de la Guadeloupe et de la Martinique, du XVIIe siècle à nos jours*, Paris, Karthala, 1986.

Maurice Burac, (sous la direction de) *Guadeloupe, Martinique et Guyane dans le Monde Américain*, Condé sur Noireau, Karthala Géode Caraïbe, 1994.

Paul Butel, *Histoire des Antilles françaises*, Paris, Perrin, 2002.

Aimé Césaire, *Discours sur le Colonialisme*, Paris, 1995.

Gabriel Debien, *Les Esclaves aux Antilles françaises, Basse-Terre et Fort –de-France*, Société d'Histoire de la Guadeloupe et de la Martinique, 1974.

Paulette Durizot Jno Baptiste, *Cultures et Stratégies Identitaires dans la Caraïbe*, Paris, L'Harmattan, 442 p.

Marie-Thérèse Julien–Lung-Fou, *Le Carnaval aux Antilles, Fort de France*, Desormeaux, 1979, 109 p.

Hanna Malewska, Colette Gachon, *Le Travail Social et les Enfants de Migrants*, Paris, l'Harmattan 1988.

Jean Meyer, *Esclaves et Négriers*, Paris, Gallimard, « Découvertes » 1998

Marc Tardieu, *Les Antilles à Paris d'Hier à Aujourd'hui*, Paris, Editions du Rocher, avril 2005.

a. Ouvrages sur la Guadeloupe

Association Générale des Etudiants Guadeloupéens, A.G.E.G., *L'Émigration travailleuse guadeloupéenne en France*, Paris, l'Harmattan, 1978.

Henri Bangou, *Histoire de la Guadeloupe*, Paris, l'Harmattan, 1987.

Henri Bangou, *La Guadeloupe : les aspects de la colonisation 1848-1939*, tome 2, Paris, l'Harmattan, Présence africaine, 1982.

Alain Buffon, *La crise sucrière de 1882 à 1886 à la Guadeloupe*, Paris, Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer, 1987.

Maryse Condé, *La Vie scélérate*, (roman) Paris, Seghers, 1987.

Josette Fallope, *Esclave et citoyens, les Noirs à la Guadeloupe au XIXe siècle dans les processus de résistance et d'intégration (1802-1910)*, Basse-Terre, société d'histoire de la Guadeloupe, 1992.

Philippe Gloagen, *La Guadeloupe*, Paris, Hachette Livre, 2007.

Alain Guillon, *La Guadeloupe en ce temps-là*, Paris, Editions Chaudet, 1983, vol.3.

Luciani Lanoir L'étang, Réseaux de solidarité dans la Guadeloupe d'hier et d'aujourd'hui, Paris, l'Harmattan, mars 2005 ,379 p.

Michel Lequenne, Christophe Colomb, La découverte de l'Amérique II. Relations de voyage et autres écrits, 1494-1505, Paris, Editions La Découverte, 2002.

Michel L. Martin, Alain Yacou, *Christophe Colomb et la Découverte de la Guadeloupe*, Paris, Editions Caraïbéennes-C.E.R.C., Presse de l'IPE, 1992, 319p.

Jean-Pierre Sainton, « La réception de la guerre hispano-américaine de 1898 : le cas de la Guadeloupe », in *La Caraïbe au tournant de deux siècles*, Paris, CERC-Karthala, 2004.

Nelly Schmidt, Victor Schœlcher et l'Abolition de l'Esclavage, Paris, Fayard, 1994.

Christian Schnakenbourg, La Compagnie Sucrière de la Pointe à Pitre, Paris, E. Souques et Cie. Histoire de l'usine Darboussier de 1867 à 1907, Paris, L'Harmattan, 1997. - La Disparition des Habitations Sucreries en Guadeloupe, 1848 1906, Paris, Revue française d'histoire d'Outre-mer, 1987.- *Histoire de l'Industrie Sucrière en Guadeloupe aux XIXe et XXe siècles*, t.I, Paris, L'Harmattan, 1980.

4. Sur l'émigration franco-antillaise au Panamá.

- Jean Bouvier, *Les deux scandales de Panamá*, Paris, Collections Archives Julliard, 1964.
- Ary Broussillon, *De Panamá à la Guadeloupe, la vie de Dubail Elisa ou l'engagement d'un ouvrier*, Paris, Editions la Brèche, 1994.
- Claudia Brown, *La herencia antillana*, Panamá, Estudios latino-americanos, 1972.
- Eve Demazière, *Les cultures noires d'Amérique centrale*, Paris, l'Harmattan, 1994.
- Joseph Jos, *Ces enfants perdus de Panamá*, Fort de France, Association Martinique- Panamá, 1988.
- Joseph Jos, *Guadeloupéens et Martiniquais au Canal de Panamá, Histoire d'une émigration*, Paris, l'Harmattan, 2004, 260 p
- Marie-Françoise Gaël-Moutou, Dossier de D.E.A., *Le Panamá : L'Eldorado antillais ou la Grande désillusion ? Les Guadeloupéens au Panamá de 1880 à nos jours*, sous la direction d'Alain Yacou, C.E.R.C. /U.A.G., Guadeloupe, octobre 2005.
- Velma Newton, *The Silver Men, West Indian Labour, Migration to Panamá, 1850-1914*, Kingston, Jamaica, Institute of social and Economic Research University of the West Indies.
- Sherlock M. Philip, *West Indies*, New York, Walker & Company, 1966.
- Alfredo Reid, *The Negro Immigrant*, New York, Columbia University Press, 1939.
- Carlos. S. Ridley, *Canal Governor, Testimony before Hearing of Committee on Merchant Marine and Fisheries*, New-York, House of Representatives, 75th Congress, 1937.
- Steve C. Rupp "Panamá: Tailoring a new image" *New-York Current History*, April 1999.
- Valérie Séguéla-Holzer, *L'Émigration guadeloupéenne à Panamá vue à travers la presse locale de la Guadeloupe de 1880 à 1914*, sous la direction d'Alain Yacou, Pointe à Pitre, Cerc-UAG., 1993.

5. Ouvrages de methodologie generale

Madeleine Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Précis Dalloz, 9^e édition, 1993, 870 p.

Russel A. Jones, *Méthode de recherches en sciences humaines*, De Boeck Université, Paris,
Traduit par Nathalie Burnay et Olivier Servais, Bruxelles De Boeck et Larcher s.a. 2000, 331 p.

Rozan Rauzduel, *Introduction à la sociologie du développement en Guadeloupe*, Paris, Publisud, 1995, 118p.

6. documents divers

- Alain Vuillard-Baron, *Encyclopaedia Universalis*, vol. XIII. Bruxelles, 1987.
- Francisco Arias Paredes, *Leader politique, Panamá Canal*, Panamá, The Nation, 30 décembre 1955.
- Paul de Bendery, Panamá Canal not worried about planned “dry canal”, Panamá, Reuter, 1997.
- David Calan, Colombia proposes canal to sidestep crisis, 23 may 1996.
- Domingo Diaz Arosemena, *article de presse*, Ex-Président, The Nation, 30 décembre 1955.
- Omar Jaén Suarez, dossier de presse RFO Guadeloupe, pour Ces enfants perdus de Panamá, Pointe à Pitre, octobre 2007.
- Jim SHAW, November 1997, *Neighbours set to compete with Panamá*, pour Times net.
- Haszel Klepfisz, *Entrevista*, Corresponsales Extranjeros, Instituto Alberto Einstein, diciembre de 1978.
- Nancy Nusser, Mexico may build overland route to rival canal, Cox News, 1996.
- Larry Rother, - Neighbours of Panamá plan rivals to the Canal, New York Times, 1996. - Panamá has missed reactions to closing of U.S base.
- Álvarez Cedeño du 31 août 1997, article in *La Prensa*, New-York Times, 30 september 1996. – “Panamá offering land, buildings nears Canal to highest buddies”, New York Times, 14 July 1997.
- Zhoukan Yashou, « En Amérique Latine, Taiwan pratique la diplomatie du carnet de chèques », in *Courrier International* n° 363 du 16 au 22 octobre 1997.
- Jacques Adélaïde-Merlande, (Document obligeamment communiqué par), *Loi de concession du Canal de Panamá*, Loi du 28 mai 1878 qui approuve le contrat pour l’ouverture d’un canal interocéanique à travers le territoire colombien, Pointe à Pitre, UAG., février 2008.
- Courrier de la Guadeloupe du 27 octobre 1905 Mundo Naviero y el Transporte, n° 36.
- Le Monde du 16 avril 1996. *Le Canal du Panamá*.
- The Panamá Star and Herald, *Panamá*, November 1976.
- Gobierno de la Zona del Canal, *Informe Anual*, 1933.
- Bureau d’Information Publique, *Administration de la Zone du Canal*, Balboa, 1953.
- Journal de l’Institut National pour l’Emploi, *Panamá*, janvier 1972.
- Oficia del Censo de Panamá, marzo de 2002.
- Informe anual del Gobernador, octubre, 1927, Panamá.
- The Panamá American, Albert E. Bell, 1927.

Asamblea Nacional, Comisión legislativa, *Informe*, enero 31 de 1956.

The Panamá tribune, The passing Review, 12 february 1956.

El Diario de Panamá, Octubre 7 de 1924.

La Nation, Bulletin de la presse panaméenne, Panamá, 1982.

Panamá Canal commission, Panamá Canal treaty and related documents, 1977.

Fifteenth census of the United States, Outlying Territories and Possessions, 1998.

Archivo 2-E-1 Sec. V, Correspondencia General, Panamá. Canal Company, Balboa Heights, La Zona del Canal, Julio 1, 1908 a julio 31, 1937.

Panamá Canal West Indian Employers Association, Petición solicitando afiliación con el Congress of Industrial Organizations, Julio 1946.

Censo Nacional de Panamá del año 1911, *Clasificación por raza en las ciudades de Colón, Bocas del Toro y Panamá*

Comisión Canal Ístmica, *Informe anual*, 1912.

Gobierno de la Zona del Canal, *Informe anual*, 1915, p. 238.

La Hora, Artículo Contra el Racismo en las Escuelas de Panamá, maya 20 de 1948.

The Panamá Tribune, Artículo *Contra el Racismo en las Escuelas de Panamá*, mayo 19 de 1948.

The Panamá Star and Herald, Editorial, *Sección dedicada a actividades de la Colonia Antillana*, enero 12 de 1927.

Elena Alexander, (document obligeamment communiqué par) *Livret du Club de la Jeunesse Française*, Colón, avril 2007.

Panamá Canal, New- York, Henry Holt and Company, 1906, également auteur de l'ouvrage : *Un siècle d'expansion universitaire* (EUPAN), Panamá, Imprenta Universitaria, 1974.

Public Library, Ref. 918.6M 368 p. 149.

Biblioteca de la cultura panameña, *Medicina en Panamá*, Universidad de Panamá, Rep. de Panamá, 1987, p. 162.

Noticia de Prensa del Gobierno de la Zona del Canal, Balboa Heights, noviembre 20 de 1948.

Panamá Canal, West Indian Employees Association. "Twenty-fifth anniversary of the opening of the Panamá. Canal to commerce of the World (1914-1939), La Boca, Zona del Canal, Star and Herald Company, 1939.

7. Sites Internet

<http://www.epasa.com/el-Panamá-América> Site du quotidien le plus important de Panamá. Ce journal est utilisé par El Instituto Centro-americano de Estudios Políticos.

<http://www.Latinolink.com> Bonne source d'information sur l'ensemble de l'Amérique Latine. On y trouve de nombreux articles provenant de plusieurs journaux (New York Times) par exemple. Bilingue anglais/espagnol.

<http://www.Panamáinfo.com> Site du National Port Authority. Toutes les informations concernant l'aménagement des zones portuaires sont présentes.

<http://www.Panamávirtual.com> Site regroupant de multiples informations sur le Panamá. On y trouve de nombreux articles de journaux venant du monde entier.

<http://www.panCanal.com> Site officiel de la commission. On y trouve toutes les informations sur le Canal (gestion, prix, projets...)

<http://www.sinfo.net/Prensa/index.shtml> Site du principal journal d'opposition. Intéressant pour certaines informations. Moins pratique et plus polémique que El Panamá América.

[Http://www.Latinolink.com](http://www.Latinolink.com).

ANNEXES

ANNEXE I :	RESULTATS D'ENQUETE	261
ANNEXE II :	INDEX DES TEXTES COMPLEMENTAIRES.....	282
ANNEXE III :	LISTE DES CARTES ET TABLEAUX	292
ANNEXE IV :	CAHIER DES ICONOGRAPHIES	294
ANNEXE V :	INDEX DES NOMS DE PERSONNES.....	316

ANNEXE I : RESULTATS D'ENQUETE

Témoignages recueillis en 2005, auprès de neuf Guadeloupéens qui se sont intéressés à la question de l'immigration franco-antillaise au Panamá.

Témoignage n° 1 : Syclamène Saint-Cyr-Ficadière

Qu'est-ce que le nom de Panamá évoque en vous ?

Mon oncle, Henri Ficadière, le jeune frère de mon père avait disparu pendant quelques temps. Chacun se demandait où il avait bien pu se rendre. En fait, il avait demandé à mon père de garder le secret jusqu'à son départ, car mes grands-parents n'auraient pas accepté qu'il se rende, à 18 ans, sur un chantier dans un pays aussi éloigné, pour la construction d'un canal.

Il habitait Bouillante, de l'autre côté de la montagne des Mamelles. Comment a-t-il pu rejoindre le bateau, à l'époque ?

C'est peu face à la volonté. Et puis, il n'était pas seul, ils ont fait le déplacement à dos d'âne jusqu'à Pointe à Pitre. Personne n'a su ce qu'il était advenu de lui. Il n'est jamais revenu en Guadeloupe.

Le nom de Panamá était donc resté à tout jamais enraciné dans vos mémoires ?

Oui, en ce qui me concerne. Devenue adulte, un jour, je vois arriver un colporteur. C'était l'époque où des gens venues de contrées étrangères se livraient à du commerce ambulant, dans les campagnes. Il me propose sa marchandise, essentiellement des vêtements et du textile de toutes sortes. Ce marchand parle de son pays, le Panamá. Ce simple mot suffit, bien évidemment, à réactiver mes souvenirs et à repenser à cette histoire que m'avait racontée mon père.

Témoignage n° 2 : Sully Montalban, transitaire en douanes à la retraite

Dans quelles circonstances êtes-vous entré en relation avec le Panamá ?

J'ai découvert le Panamá au travers d'activités professionnelles. J'étais commissionnaire en douanes. J'avais un client, un certain Émile Bruyère, guyanais, installé en Guadeloupe, qui importait beaucoup de marchandises arrivant depuis le port franc de Colón, en provenance du Japon et des pays d'Asie. Il avait un magasin d'électrotechnique et importait des disques, des radios et bien d'autres choses encore. J'étais son transitaire. En principe, pour importer ces produits, la Préfecture délivre une licence d'importation. Mais voilà, il était difficile d'obtenir ce document du fait de la provenance de ces produits. Il m'offrait des disques en récompense quand je réussissais à lui faire obtenir la licence. C'est ainsi que j'ai été amené à découvrir des ballets du Panamá au travers de 33 tours. Une musique très particulière et qui me fascinait. Aussi, j'avais toujours gardé à l'esprit, qu'un jour j'entrerais en relation rapprochée avec le Panamá. Le Conseil Régional qui est responsable de la Coopération devra s'inscrire dans un vrai projet d'échange avec le Panamá. Quant à moi, je suis prêt à me solidariser avec Lucien Méryon pour agir en ce sens.

Témoignage n° 3 : Martine Sainfort, militaire femme, en retraite évoque sa rencontre avec les Franco-Antillais du Panamá.

Comment êtes-vous entrée en relation avec les Franco-antillais du Panamá ?

J'ai effectué un voyage d'agrément en août 2004 au Panamá où, personnellement, j'ai gardé un bon souvenir car il m'a été donné de saluer ceux qui ont quitté leur île respective, ceux qui ont eu la chance de revenir au moins une fois au pays et d'autres encore que j'ai rencontrés dans un ghetto de Colón. Si je pouvais les faire revenir, je le ferais car je pense qu'il leur a fallu du courage pour résister et s'accrocher. Quand j'ai pris l'avion pour retourner en Guadeloupe, j'avais le cœur gros de penser que j'ai laissé dans la misère, une partie de nous-mêmes, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas pu revenir, car je vous le dis, j'ai déjà beaucoup voyagé, mais c'est le premier voyage qui m'a vraiment secouée, me poussant à la réflexion.

Vous auriez une idée précise pour leur venir en aide ?

Oui, nous pourrions parrainer des enfants nécessiteux, fonder une association pour leur envoyer des denrées de chez nous ou tout simplement entreprendre, avec eux, de la correspondance en créole, afin de ne pas perdre le contact avec nos compatriotes d'Amérique centrale.

Qu'auriez-vous à dire de ces déplacements de population ?

Je fais le parallèle entre le mouvement migratoire au Panamá au début du XXe siècle et l'immigration clandestine qui est actuellement décriée ici en Guadeloupe. Il faut donc que le Guadeloupéen virulent et fort critique envers l'immigrant sache que « la fin justifie les moyens », que lorsque les gens ont faim, tous les moyens sont bons pour tenter de s'en sortir.

Témoignage n° 4 : Omer Maxence, Président du Comité d'échanges et de jumelages de la ville des abymes.

Vous êtes allé au Panamá. Dites-nous quelles ont été vos actions sur place ?

J'ai voyagé et rencontré Leonardo Sidnez au Panamá pendant une semaine. J'ai rencontré les descendants d'Antillais ayant pris part au percement du canal de Panamá, des personnes âgées originaires de Guadeloupe et de Martinique. J'ai organisé une réunion dans mon hôtel, à Panamá City. Les membres de mon groupe et moi y avons invité Messieurs les Ambassadeur et Consul de France au Panamá pour y tenir une réunion en vue d'élaborer un projet de Jumelage de la ville des Abymes. Nous avons créé une commission qui aura pour objectif de tisser des liens avec les descendants d'Antillais restés au Panamá. Des Guadeloupéens y ont effectué un voyage au mois de décembre 2004. Ils ont rencontré Leonardo Sidnez qui m'a adressé un présent par leur intermédiaire.

Avez-vous pris des contacts avec la famille de ces descendants, ici en Guadeloupe ?

J'ai rencontré ici la famille Datil qui est apparentée à celle de Leonardo Sidnez. Les aînés Datil se souviennent encore de la grand-mère de Sidnez. J'ai rencontré la famille Jean-François et, à Saint-Louis de Marie-Galante, j'ai rencontré la famille Cachédon. Un travail est commencé. J'ai contacté un professeur d'espagnol du Lycée de Providence aux Abymes qui est prêt à s'impliquer dans la démarche et à s'investir pour préparer ses élèves et initier des échanges scolaires. Tout un programme se fait jour. Je voudrais faire venir Leonardo Sidnez afin qu'il découvre enfin la terre de ses ancêtres et permettre à la Guadeloupe de retrouver un de ses enfants perdus de Panamá. Dans cette optique, je voudrais rencontrer mon ami d'enfance

Lucien Méryon pour faire un travail dans ce sens. Il s'agira de collaborer avec la ville des Abymes pour tisser des liens avec les descendants de Guadeloupéens qui vivent encore au Panamá.

Témoignage n° 5 : Augustin Vérin, retraité d'assurance à Marie-Galante

Quelle est votre préoccupation à propos des « Oubliés du Panamá » ?

Le retour vers les Archives des actes de décès des oubliés du Panamá est souhaitable. J'ai un vague souvenir d'une cousine revenue du Panamá et qui passait en visite dans la famille. Rares sont ceux qui peuvent entreprendre le voyage de retour. Je sais qu'elle est repartie pour le Panamá. Aujourd'hui, je voudrais effectuer un voyage vers ce pays afin de me rendre compte, in situ, de la réalité de nos compatriotes étrangers. Dans beaucoup de familles de Guadeloupe, un de leurs membres est parti pour le Panamá et souvent, n'est jamais revenu. Nous aimerions savoir ce qu'ils sont devenus, car cette partie de l'histoire est restée dans l'ombre. Il faut lever le voile.

Témoignage n° 6 : Marcel Dorzile, enseignant à la retraite

Pouvez-vous nous confier un résultat de vos investigations concernant les Guadeloupéens partis au Panamá au début du siècle dernier ?

Je fais un travail de dépouillement généalogique de la population guadeloupéenne. J'ai découvert que beaucoup de compatriotes étaient partis pour le Panamá sans laisser de traces. Ceux-ci n'étaient pas revenus au pays, et dans les fichiers, il n'y avait pas d'acte de décès. La directrice des Archives Départementales de la Guadeloupe a entrepris des investigations et, vraisemblablement, courant 2005, les actes de décès des oubliés du Panamá vont arriver aux Archives de Bisdary. Celle-ci est en contact avec les Autorités de Panamá pour faire inscrire dans les registres des Services d'État Civil des mairies, des traces des ancêtres disparus lors du creusement du canal.

Témoignage n° 7: Marguerite Convery, fille d'ancien ouvrier du Panamá

Votre père a travaillé au Panamá. Dites- nous qui était-il ?

Mon père a travaillé au Panamá et a vécu dans une profonde misère. Mais un jour, dans son sommeil, il a vu défilé un numéro. Il a acheté un billet de loterie et a gagné. L'argent ainsi gagné lui a permis de rentrer en Guadeloupe. Une fois sur place, il a acheté un terrain pour y construire sa maison. Il a aussi acheté un cheval. On croirait un conte de fée, mais cela s'est réellement passé comme je vous le dis. Le soir, il nous racontait des histoires sur le Panamá, les difficultés, la misère. Il a connu la discrimination sur les chantiers. La vie était dure. Il gagnait 25 dollars par mois, il avait des charges de famille et ne pouvait payer son passage de retour sur le bateau. Les personnes âgées n'ont pas de pension de retraite. A 80 ans, certains exercent encore leur profession, au Panamá. Ils sont chauffeurs, coiffeurs, font des petits métiers pour gagner un peu d'argent. Lors d'un voyage que j'ai effectué au Panamá j'ai pu constater que les gens vivaient dans une grande souffrance. Très rares sont ceux qui ont eu la chance d'obtenir une pension américaine.

Témoignage n° 8: Mme Micheline Laporal, retraitée, Guadeloupéenne, à son retour de vacances au Panamá

Qu'avez-vous retenu de votre voyage au Panamá ?

Le club des aînés a organisé un voyage au Panamá. Nous avons toujours entendu dire par nos parents que nos ancêtres sont partis pour le Panamá.

Quand enfin l'occasion s'est présentée, nous n'avons pas hésité et avons tout de suite adhéré au projet de voyage. Nous avons visité le cimetière et surtout avons contemplé avec fascination le canal que les Guadeloupéens, parmi tant d'autres, ont construit. Nos parents racontaient qu'au début du xxe siècle, des Franco-antillais sont partis pour creuser le canal de Panamá. « Beaucoup de ceux-ci n'en sont jamais revenus. Il y a maintenant si longtemps. Peut-être qu'ils y sont encore et leurs descendants aussi », nous disaient-ils, alors. Nous en avons rencontré et entendu des noms bien connus.

Témoignage n° 9: Mme Noémie Durimel, retraitée, après un voyage au Panamá.

Vous avez rencontré des Panaméens d'origine guadeloupéenne. Ont-ils véhiculé les coutumes du pays ?

Notre premier choc a été de rencontrer Leonardo Sidnez qui s'est exprimé en créole. Il nous a raconté sa vie avec sa grand-mère, ses expériences à l'école. Il a connu le manque, la misère et il rêvait beaucoup de la Guadeloupe. Sa grand-mère a su perpétuer les traditions. En période d'examen, elle lui préparait des « bains démarrés » et faisait brûler des bougies censées l'éclairer et le conduire au succès. Ils ont conservé leurs coutumes, nous disait-il, c'était une question de survie !

Avez-vous rencontré des anciens travailleurs du canal ?

Oui, les plus âgés craignent l'avenir. Ils sont angoissés. A l'approche de la mort, ils souhaitent retourner sur les terres de leurs ancêtres, refaire le voyage, en sens inverse, vers la Guadeloupe, toujours chère à leurs cœurs. Sans l'argent qui leur fait défaut, ils sont voués au décor panaméen, et la fatalité fait de ce voyage un vrai mirage. Ils sont très attachés à la culture française. Depuis Panamá, ils ont une représentation mellifique de la France, leur unique mère patrie. A ce titre, ils nous ont demandé de leur envoyer un drapeau français. Certains sont nés au Panamá mais ils se sentent d'abord français. Ils font des démarches leur permettant d'obtenir la double nationalité, mais c'est très difficile.

2 entretiens réalisés entre le 15 juillet 2004 et le 25 avril 2005 avec deux Panaméens d'origine franco-antillaise et un Panaméen autochtone.

Entretien n° 1, réalisé le 15 juillet 2004 à Panamá city, lors de notre premier séjour au Panamá : Octavio Loupadière-Desbranches, né au Panamá de parents émigrés de la Guadeloupe, retraité, ancien contrôleur du Canal de Panamá.

Monsieur Loupadière-Desbranches, vous vivez au Panamá, parlez-nous de vous.

Je suis le fils d'Emmanuel Loupadière et d'Emilia Cataye-Desbranches, tous deux originaires de la Guadeloupe. Je suis né en 1923, à Colón. Mes parents étaient venus travailler au percement du Canal de Panamá. Je suis le dernier d'une fratrie de 5. Je suis père de 7 enfants : 3 garçons et 4 filles. Je parle l'anglais, l'espagnol, le chinois, mais aussi le français et le

créole que ma mère m'a appris. Mes enfants, eux ne parlent pas créole. J'ai aussi fréquenté l'école française à la Société française « La Fraternité ». J'ai exercé comme chauffeur puis contrôleur sur le Canal. J'ai passé mon enfance à Panamá City et, quand j'ai eu mes 16 ans, le 20 novembre 1939, j'ai pris du service sous la gouverne des patrons américains. J'ai été à leur service pendant 40 ans. Tout se passait bien. Je connaissais les règles imposées sur la Canal Zone et je les respectais, c'est tout. Ainsi, je ne causais pas de soucis aux Américains.

Racontez-nous un peu votre enfance à Panamá City.

Comme tous les garçons de mon âge, je tapais dans le ballon. Le week-end, j'allais attraper des crabes dans les mangles. Certaines fois, j'en vendais 2 pour un dollar. Autrement, l'on se nourrissait de farine de manioc, de poisson et de morue. Je chantais des mélodies créoles avec ma mère, mes sœurs et les voisins martiniquais. Il y avait plus de Martiniquais que de Guadeloupéens à Panamá City.

Quelle place a la Guadeloupe dans votre cœur ?

Toute ma vie, j'ai rêvé de la Guadeloupe que je n'ai jamais connue. Mon grand rêve est d'aller la visiter pour y connaître ma famille guadeloupéenne. Je vous le dis avec beaucoup d'émotion. Vous savez, la Guadeloupe a perdu beaucoup de ses enfants, lors des grands travaux. De nombreux Guadeloupéens et Martiniquais sont morts sur les chantiers, il faut le dire !

Entretien n° 2, réalisé le 19 janvier 2005 : Leonardo Sidnez. Panaméen d'origine guadeloupéenne. Professeur à l'Université de Panamá.

Qui êtes-vous exactement Leonardo Sidnez ?

Avant de parler de moi, je voudrais évoquer le souvenir de ma grand-mère qui est arrivée au Panamá et sans qui je ne serais pas là aujourd'hui car c'est d'elle que je tiens mes racines franco-antillaises. Camille Sidnez a quitté la Guadeloupe en 1920 pour s'exiler au Panamá avec sa fille Pauline Amélie, qui fut ma mère. Mais l'autorité était exercée par ma grand-mère qui fut une dame de fer. Elle fut très vigoureuse et réussit à vaincre la fièvre jaune et la malaria. Elle était repasseuse chez les Américains. Ma mère et ma grand-mère ont lutté contre la nature et l'égoïsme des Américains qui se croyaient supérieurs aux autres. Je porte le nom de ma grand-mère. Ma mère elle, n'a pas perçu de retraite des Américains car elle n'était pas mariée. Ma grand-mère faisait un pèlerinage par an au cimetière antillais de Paraíso. Il était important pour elle d'entretenir la mémoire des Guadeloupéens morts lors des travaux de creusement du canal. Enfant, je l'accompagnais partout.

Parlez-nous de cet enfant. Qui êtes-vous ?

Je m'appelle Leonardo Sidnez, car c'était le prénom et le nom de mon grand-père maternel. Je suis né à Colón en 1951. Mais toute ma famille est originaire de Pointe-à-Pitre, Guadeloupe. J'ai une sœur qui vit à Panamá City. J'ai effectué mes classes primaires et secondaires à Colón puis je suis allé aux États-Unis afin d'y poursuivre mes études supérieures. Je suis retourné dans mon pays muni du sésame qui me permettait d'exercer dans l'Education Nationale. Aujourd'hui, j'enseigne à l'université de Colón. Ma sœur est médecin à Panamá City.

Direz-vous que l'école joue son rôle de promotion sociale ?

Au Panamá, l'école publique est à la charge de l'État jusqu'au lycée. Après il attribue une aide substantielle aux étudiants du supérieur, mais cette aide se révèle malgré tout insuffisante.

Il faut compter sur le soutien des parents pour y arriver. Je dois une fière chandelle à ma grand-mère et à ma mère qui ont travaillé jusqu'au sacrifice pour nous assurer, à ma sœur et à moi-même, une existence confortable. Oui, je peux dire qu'au Panamá, l'école joue pleinement son rôle de promotion sociale. L'État panaméen n'assiste pas ses citoyens à outrance, il faut que chacun y mette du sien.

Comment vivait le petit Leonardo ?

Comme tous les enfants, je jouais avec ceux de la communauté. Ma grand-mère était toujours occupée. La vie de ce temps là était dure. Pour se nourrir, j'allais chasser des crabes que ma mère accommodait avec du riz et de l'avocat. Nous en conservions dans une boîte à glace et, hors saison, en juillet et août, on en mangeait encore. Le soir, les aînés nous contaient des légendes. Le respect des adultes était toujours de rigueur. Les jurons ne se répétaient pas en leur présence.

Quels types de contes et de légendes vous racontaient les aînés ?

Dans notre communauté se perpétue la légende de « Compère Lapin ». On nous citait des histoires de « mofrasés³⁷⁹ », de la « diablesse », des « volants », des « manmans dlo³⁸⁰ », histoires destinées à faire peur aux enfants et aux plus crédules, mais aussi pour empêcher les enfants de sortir le soir. Nos aînés les avaient reçues et ils y croyaient.

Que retenez-vous de votre grand-mère ?

Ma grand-mère m'a tout appris. Elle est décédée le 29 septembre 1980 mais elle continue à vivre en moi et à me guider. En mémoire de cette grande dame, j'ai créé la Fondation Camille Sidnez à Colón. En effet, je voue un vrai culte à ma grand-mère qui me disait : « traite les autres comme tu voudrais qu'ils te traitent » - « Respecte le bien d'autrui, respecte les gens »

Sur quoi était basée votre éducation ?

Essentiellement sur le respect, mais aussi sur l'honnêteté, la serviabilité, l'aide aux plus démunis, le don de soi. Elle m'a appris la langue de ses ancêtres. Enfant, ma grand-mère exigeait que je m'adresse à elle en créole, même si elle admettait qu'à l'extérieur, je parle l'anglais et l'espagnol.

Qui parle le créole autour de vous ?

J'échange en créole avec ma sœur quand je vais la voir à Panamá City, mais aussi avec les membres de la société française, les plus âgés, à vrai dire. Les jeunes ont dédaigné l'apprentissage du créole car, entre Panaméens, ils communiquent essentiellement en espagnol ou en anglais. Quand j'étais jeune, la seconde langue parlée était le français. En 2004, le gouvernement a promulgué une loi faisant de l'anglais la seconde langue officielle du pays. Autrefois, le 14 juillet était fêté à l'école et l'on chantait la « Marseillaise ». C'était très important à l'époque. Chez moi, je suis seul à parler le créole, et les traditions se perdent progressivement car la jeune génération vit à l'américaine. Mes propres enfants vivent aux États-Unis et quand ils parlent de rentrer au pays, c'est du Panamá dont il parle et qui les a vus naître.

Et cela vous désole ?

³⁷⁹ Diable de contes et légendes.

³⁸⁰ Sirène diabolique.

Non, pas vraiment. En fait, chacun doit choisir son camp. Quand je suis né en 1951 au Panamá et cela valait pour tous les étrangers, on n'avait pas droit à la nationalité panaméenne et chaque communauté avait son école, le régime était très discriminatoire. Aujourd'hui, les choses ont changé, nous sommes tous des Panaméens à part entière. Les jeunes épousent la cause du Panamá. Nous donnons enfin l'exemple d'une intégration réussie.

Étant le seul garçon de la famille, avez-vous eu un traitement de faveur ?

Pas du tout, ma grand-mère n'aurait pas toléré de machisme sous son toit. L'éducation était commune ; c'est ainsi que j'ai appris à coudre, cuisiner, faire la vaisselle, laver le linge, repasser. Plus tard, j'allais aider les personnes âgées à manger, je les lavais. A maintes reprises, j'ai assuré le bain des personnes décédées.

Parlez-nous du culte des morts.

Lors des veillées, parents et amis viennent faire leurs condoléances aux familles. On sert le chocolat chaud, le café, des sandwiches. On joue aux dominos, aux cartes, on énonce des devinettes, on raconte des histoires. Toute la communauté francophone vient voir la famille et aide par tous les moyens possibles.

Que prépariez-vous à Noël ?

A Noël, on mangeait du jambon, de la dinde -sous influence américaine-, mais aussi le court bouillon de poisson avec de la farine de manioc, des haricots rouges, de l'avocat. Ma famille était pauvre et ne pouvait se procurer de la viande de porc. Nous consommions aussi des bananes plantains, du riz, de la morue.

Comment expliquez-vous l'importance attribuée à l'anglais en terre espagnole ?

Les Américains sont restés 99 ans sur le territoire panaméen. Ils contrôlaient les Franco-antillais. La langue officielle dans la Canal Zone était l'anglais. Au début, ils n'importaient que des hommes pour les faire travailler sur le canal, jusqu'au jour où les Jamaïcains ont réclamé des femmes sur le chantier. Les Américains ont alors importé vingt martiniquaises. Ils exerçaient un contrôle total sur la vie affective des Franco-antillais. Des divergences se créaient car les femmes ne parlaient pas la langue des ouvriers jamaïcains. C'était donc une situation ambiguë et difficile pour ces couples qui se formaient tous azimuts.

Est-ce que les Franco-antillais poussaient à la revendication pour se faire entendre ?

Tout à fait ! Ils dénonçaient surtout la discrimination économique. En 1925, les propriétaires panaméens avaient augmenté le prix du logement. Il s'en est suivi un fort mouvement de grève à la tête duquel on trouvait le leader Saturnin Moger. Les Franco-antillais n'avaient pas le droit de circuler librement dans la Canal zone. Ceux qui se faisaient prendre, (car ils avaient circulé dans la zone réservée aux Blancs) étaient jetés dans la prison de Gamboa, sans autre forme de procès.

Peut-on parler de réconciliation entre les Franco-antillais et les Panaméens après les années de discrimination instaurée par les Américains ?

Oui, cela a bien changé. Après une cinquantaine d'années, les relations se sont améliorées. Il y a eu des mariages entre les divers groupes. Autrefois, les Espagnols disaient que les « Sombos » étaient venus leur prendre leur travail et avaient développé la haine des Noirs. Aujourd'hui, ils tentent de les remonter les uns contre les autres. Moi je dis à mes congénères de faire attention.

Que se passe-t-il réellement ?

Voilà ce qui se passe : Nous sommes 3 millions d'habitants sur une superficie de 75 000 km². Il y a beaucoup de terres inexploitées qui aujourd'hui se vend à bon prix. Les Noirs qui habitaient sur ces beaux emplacements sont déplacés vers l'intérieur des terres afin de créer des sites favorables à l'installation de complexes hôteliers ou à des villas de luxe. Les Franco-antillais sont alors relégués dans la ville de Colón. Les Panaméens n'hésitent pas à dire que du temps des « Sombos » la ville était propre mais que depuis l'invasion des « Comecoco » (ceux qui mangent des noix de cocos), des sauvages de la côte, la ville est dégoûtante. Quant à moi, je revendique le droit au respect humain et je lutte à ma manière contre cet état d'esprit qui tend à monter les Noirs, les uns contre les autres ; le but est de nous diviser pour mieux régner.

Vous luttez à votre manière, que faites-vous ?

Je revendique l'injustice dont nous avons déjà souffert. Nous devons revendiquer l'unité de l'ethnie noire. Chaque fois que l'opportunité se présente, je vais sur les ondes, à la radio, et je m'exprime au nom de mes frères antillais. Nous devons faire un travail qui aille dans le sens de l'unité de la famille africaine. En Afrique, il y a une grande diversité de langue, mais nous sommes une seule et même famille.

Y a-t-il une réelle solidarité entre les Franco-antillais du Panamá ?

Le Panamá est notre pays d'adoption. Nous y sommes nés, nous y vivons et y travaillons mais sans jamais oublier nos racines, d'où nous venons. Et la Guadeloupe est notre pays. Nous formons une vraie communauté d'Antillais-Français au Panamá et en cas de coup dur, tout le monde se soude pour venir en aide à celui qui vit un drame (incendie de sa case, reconstruction en coup de main) secours aux enfants au décès d'un parent...). Tout ce qui touche à un des membres de la communauté concerne l'ensemble du groupe. Nous nous disons tous Guadeloupéens. Nous regardons la carte du monde et repérons le Papillon, chacun se dit que là se trouvent ses racines. Si nous devons mourir en défendant la Guadeloupe, nous mourrions contents.

Vous exprimez-vous librement au Panamá ?

Autrefois non, car dans le passé, nous n'étions pas reconnus comme des Panaméens à part entière mais aujourd'hui, nous avons la liberté d'expression, oui.

Vous avez tenté une expérience dans la politique. Quels étaient vos projets ?

Je suis né à Colón où l'on compte encore trois provinces défavorisées. On n'y trouve que des Noirs. Je voulais entreprendre quelque chose pouvant améliorer l'existence des plus démunis. Je me suis alors présenté aux élections législatives. J'étais indépendant et, n'appartenant pas à un parti politique défini, il m'a été difficile de faire campagne. Je n'avais pas suffisamment de finance à ma disposition pour me rendre dans tous les coins. Mais je n'ai pas abandonné mon projet, car les candidats qui avaient promis monts et merveilles durant leur campagne ont purement et simplement oublié ces petites gens et leur misère, une fois qu'ils étaient élus.

Y-a-t-il des Guadeloupéens parmi les dirigeants du Canal ?

Il n'y a pas d'Antillais à la direction du Canal. Ils ont été écartés du contrôle de leur œuvre lors de la rétrocession. Par contre, les Espagnols qui, du temps de la réalisation de l'œuvre en étaient restés complètement éloignés, s'en sont portés acquéreurs. Les Franco-antillais n'y occupent donc pas de position directive. Pire encore, les pompiers qui sont des Franco-antillais se sont trouvés dans l'obligation de déclencher un mouvement de grève pour revendiquer le respect des bases de salaires par la nouvelle équipe de direction. Les patrons panaméens

avaient établi de nouvelles bases de paye qui défavorisaient les salariés faisant fi des anciennes bases américaines, plus avantageuses.

Y a-t-il de grands propriétaires guadeloupéens au Panamá ?

Une douzaine de Guadeloupéens sont propriétaires de grandes entreprises. Mais aucun ne s'est enrichi par le Canal. Certains ont réussi dans le commerce de détail, d'autres s'en sortent dans les petits métiers.

A Panamá City, y a-t-il un quartier spécifiquement réservé aux Antillais ?

Non, pas réellement. On les rencontre dispersés dans tous les quartiers au gré des mariages. A l'époque de la construction du canal, il y avait les quartiers de Paraíso et Pedro Miguel, des quartiers de Silver City. Aujourd'hui, on trouve encore des quartiers défavorisés mais où vivent des personnes de toutes catégories : quartiers Arc en ciel, la Calédonie, Sainte Anne et Chorrillo.

Y a-t-il encore une immigration au Panamá ?

Oui, Panamá est une terre d'accueil. Nous recevons des immigrés Haïtiens, Dominicains et Guyanais anglophones. Il y a aussi beaucoup d'Asiatiques, des Chinois en particulier.

Dans quel secteur peut-on s'enrichir au Panamá ?

Dans la construction, principalement. Panamá est en pleine expansion. Dans le tourisme international. Il faut des guides touristiques parlant français. Au Panamá, la rémunération s'effectue en dollar U.S. et non en balboa, la monnaie du pays.

Comment cela se passe-t-il au niveau des impôts ?

Au Panamá, on paie 5 % sur les salaires et c'est tout. Cette somme couvre les charges imputées à la Caisse de Sécurité sociale qui donne droit à hospitalisation, en cas d'accident. Le contribuable perçoit une pension et lors d'un décès, il est prévu un fonds de solidarité qui couvre les frais d'enterrement. Pas d'impôts sur la nourriture, les médicaments et le matériel scolaire.

A 65 ans pour les hommes et à 62 ans pour les femmes, le contribuable peut demander sa mise à la retraite et prétendre ainsi à une pension. Jusqu'à très récemment, la sécurité sociale d'un salarié pouvait prendre en charge quinze membres de sa famille (frères, sœurs, oncles, cousins, père, mère, enfants...). Depuis la nouvelle réforme, la sécurité sociale ne prend en charge que les enfants du bénéficiaire.

Quelles sont les activités principales de la société française que vous présidez ?

Lors de la fête de Marie le 8 décembre, nous célébrons toutes les mères adhérentes de la société. En novembre, nous fêtons l'anniversaire de la fondation de la société. Le 14 juillet, nous organisons une grande célébration. Nous accompagnons le corps diplomatique à la Place de France où nous déposons une gerbe de fleurs au pied du monument aux morts, en souvenir des Français qui sont tombés pendant la construction du canal de Panamá. Nous organisons le grand bal du 14 juillet, fête nationale française, et nous offrons des paniers de friandises aux enfants nécessiteux.

Quel est votre plus grand souhait ?

Je suis à la tête d'une Organisation non gouvernementale, une O.N.G, qui est la Fondation Camille Sidnez du nom de ma grand-mère et qui représente la Guadeloupe au Panamá. Je suis aussi président de la société de secours mutuel «La Fraternité ». Notre vœu est de renouveler les membres qui se font vieux par une adhésion massive des jeunes. Nous voudrions célébrer le centenaire de la société française fondée en 1917.

Quoi d'autre ?

Je souhaiterais aussi et c'est un vœu qui m'est cher, que les Guadeloupéens et les Martiniquais viennent s'approprier le Panamá. Il y a de la place pour bien des mondes. Les terres se vendent à bon prix. Les bonnes relations existant entre le Panamá et la France font que les Français n'hésitent point à venir acquérir des terres sur la côte caraïbe principalement. Les Caraïbéens sont les bienvenus au Panamá. Ce serait une excellente opportunité à saisir pour consolider la fraternité entre la Guadeloupe et le Panamá.

Qu'avez-vous déjà fait pour les Antilles ?

Lors du passage du cyclone Dorothy, chacun à son niveau s'était mobilisé pour envoyer de l'argent et des colis de vivres et de vêtements. La solidarité avait bien fonctionné pour l'aide aux sinistrés guadeloupéens.

Après 54 années d'existence au Panamá, vous venez pour la toute première fois en Guadeloupe si chère à votre cœur, quel bilan dressez-vous de votre visite ?

Tout d'abord, j'en ai les larmes aux yeux car la Guadeloupe et ses beautés ont largement dépassé l'idée que je m'en faisais. Il est trop tard pour s'interroger sur les réelles motivations qui poussent un Guadeloupéen à quitter un tel joyau. Je me suis rapproché de mes racines et ma première visite a été celle que j'ai faite au cimetière de Pointe-à-Pitre où j'ai retrouvé, avec une fébrile émotion, les tombes de mes ancêtres. J'ai poursuivi mon travail de mémoire en visitant mes familles d'origine, Datil, Josepho et Amélie. En 1907, on comptait 2039 guadeloupéens officiellement inscrits sur les registres de l'administration nord-américaine. Aujourd'hui, nous recensons 500 familles d'origine guadeloupéenne au Panamá. Nous nous efforçons de nous regrouper après avoir vécu des années de discrimination raciale et sociale due en partie à la barrière de la langue. Des associations naissent au Panamá. La Communauté franco-antillaise est présidée par Félix Milne. Le médecin pédiatre, un descendant de Guadeloupéen, Docteur Clément, préside la communauté franco-catholique. Quant à moi, depuis le 9 janvier 1984 je préside « La Fraternité ». Je suis membre de la commission d'émigration. Le 15 août 2014, nous fêterons le centenaire de la construction du canal de Panamá. Nous espérons recevoir les Guadeloupéens en grand nombre.

Que direz-vous à votre famille restée au Panamá ?

Je dirai à ceux qui attendent mon retour, que la Guadeloupe saigne de ne plus revoir ses enfants perdus depuis un siècle, que je l'ai sentie vibrer quand elle m'a retrouvé. Si le voyage de retour n'est pas possible pour beaucoup, ce sont les Guadeloupéens autochtones qui devront se déplacer pour aller créer le lien avec leurs frères Panaméens. Ceux-ci sont tailleurs, commerçants, bijoutier, coiffeurs, musiciens, marchands, quelques médecins, enseignants, et informaticiens et tous désirent tisser ce lien de fraternité.

Entretien téléphonique réalisé le 25 avril 2005 : Alfredo Fernando Reid Ellis, originaire du Panamá. Immigré en France métropolitaine, Docteur ès Lettres, thèse française. Cadre à l'Unesco.

Parlez-nous de la musique franco-antillaise au Panamá ?

Ah ! La musique ! Avant l'arrivée des Franco-antillais, la musique nationale était un mélange de rythme espagnol, le Flamenco, et de rythme indien. Quand les Franco-antillais sont arrivés, ils ont introduit leur rythme nègre avec tambour à celui des Indiens résultant ainsi une musique très rythmée comme celle que nous offre Pedro Lazare. Les Franco-antillais ont fait

évoluer la musique panaméenne. Ainsi est né un des plus grands musiciens latino américains véritable prince de la salsa, Ruben Bladès, Panaméen descendant d'Antillais.

La musique panaméenne actuelle est quasiment faite par les Franco-antillais ?

Panamá le reconnaît. La musique franco-antillaise est le « típico », le « tamborito » la « cumbia » le « zapatero », la « salsa », le « rock ». Ce sont des mélodies d'allure espagnole adjointes au rythme antillais.

Les relations étaient-elles bonnes entre Panaméens et Antillais ?

A l'époque de la construction du canal, les relations n'étaient guère satisfaisantes, il y avait quelques antagonismes.

Pour quelles raisons ?

Les raisons ? (rires !) Les Panaméens accusaient purement et simplement les Français d'avoir, sans leur consentement, vendu leur pays aux Américains. Ainsi, ils considéraient les Franco-antillais, Français eux-aussi, comme des individus à éviter, comme s'ils étaient eux aussi responsables de la forfaiture.

Et aujourd'hui ?

Les choses ont bien changé, les relations diplomatiques entre les deux pays ont évolué fort heureusement. Des échanges matrimoniaux se réalisent entre les membres de la communauté et les Panaméens de souche. Tout va bien, maintenant.

Quelle est la place des Franco-antillais au sein du sport panaméen ?

Ils excellent en boxe. Les descendants d'antillais sont les plus grands boxeurs.

Témoignages recueillis à Panamá et à Colón de dix-huit Panaméens, en avril 2007, lors de notre second voyage, au Panamá.

1. Alphonse Achab, retraité. Police de Colón, Colón/ Guadeloupe-Martinique.

Expliquez-nous l'origine de votre présence au Panamá ?

Ma famille a participé à l'essor du Panamá et j'en suis fier. Mon père a travaillé dur dans la construction du Canal avec comme seul outil une machette pour débroussailler les terrains épais de la montagne. Il s'appelait Henri Loredon et venait de la Martinique. Ma mère Céline Victoire Achab venait de la Guadeloupe.

2. Elena Alexander. Retraitée de la zone du Canal Colón.

Elena, vous avez visité la Martinique. Qu'est-ce qui a favorisé la communication ?

Bien vite le créole nous a tous unis et les barrières sont tombées. Nous étions tous très heureux. Nous avons visité Trois Îlets et tous les coins et recoins de l'île. Nous avons profité de tous les instants. Quant à la nourriture, n'en parlons pas ! Et le rhum pour arroser tout cela ! Tous ces mets aussi succulents les uns que les autres ! Les plages sont magnifiques et la mer était une source de plaisir. Nous avons chanté des chansons créoles comme :

« Ban mwen on ti bo, 2 ti bo 3 ti bo doudou,
ban mwen on ti bo, 2 ti bo 3 ti bo doudou
ban mwen on ti bo, 2 ti bo 3 ti bo doudou
ban mwen tou sa ou lé pou soulagé kè mwen.

*Mwen ka travail 8 jours dans la sèmen
On jou pou mwen, on jou pou doudou mwen... » (Rires).
C'était vraiment une ambiance magique !
Traduction française :
« Fais-moi un bisou, deux bisous, trois bisous, Chéri (ter)
Fais-m'en tant que tu veux pour soulager mon cœur
Moi je travaille 8 jours dans la semaine ;
Un jour pour moi, un jour pour mon chéri... »*

3. Ruby Alexander, sœur d'Elena, Retraitée de la zone du Canal - Colón

Ruby, vous avez effectué un voyage en Martinique, grâce à l'entremise de la Société de secours mutuels. Comment l'avez-vous vécu ?

Nous avons effectué le voyage de groupes en 1969. Notre père était du voyage. Il était originaire de la Martinique. Il ne tenait pas en place. C'était son premier voyage de retour. L'euphorie l'avait gagné complètement. D'ailleurs, nous étions tous dans une telle allégresse ! C'était un grand rêve qui se réalisait enfin. Ce furent les 15 jours les plus merveilleux de notre vie. Des cars de l'Armée nous prirent en charge et nous firent visiter la Martinique dans son ensemble. Le père Alexander est de Rivière Salée. Sa joie était grande quand nous pûmes descendre et fouler le sol, investir la ville. Nous y avons trouvé de la famille et une cousine de notre âge avec qui nous échangeâmes beaucoup malgré la barrière de la langue. Pour faciliter la communication, nous sommes passés spontanément au créole.

Quels souvenirs gardez-vous des activités de la communauté ?

Des activités de la communauté franco-antillaise, je garde des souvenirs précis, telles les fêtes du 14 juillet. Et quand arrive cette mythique fête nationale, nous sommes réellement fiers d'être des originaires de la France d'Outre-mer. Ces festivités nous rassemblaient tous et toutes dans l'allégresse. Durant ce temps de commémoration et de festivités, on s'amusait à danser, à chanter ; c'étaient surtout des moments de partage, on allait au bal et on s'amusait beaucoup dans la grande salle de la Société française de La Fraternité. C'étaient de vrais grands moments qui rassemblaient la Communauté franco-antillaise dans la joie.

4. Francisco Burac. Arbitre international boxe Colón/Martinique.

Comment êtes-vous arrivés au Panamá ?

Mes grands-parents ont travaillé pour le compte du Canal de Panamá. Ma mère travaillait également pour l'Armée des États-Unis.

Avez-vous gardé des liens avec la culture franco-antillaise ?

Tout à fait ! Quand j'étais enfant, toute la semaine, ma grand-mère qui Mon était Martiniquaise me conduisait à l'École française de Panamá de sorte qu'à la maison on ne parlait que le français et l'anglais.

Avez-vous visité la Martinique ?

Mon père, François Burac, est né en Martinique, mais moi je suis natif du Panamá. Je ne connais pas le pays de mon père. Lui-même y est retourné il y a quelques années. Mon cousin Maurice Burac nous appelait souvent au téléphone, nous écrivait et renouvelait sans cesse des

invitations. Il est venu nous voir au Panamá. Moi, je souhaite y aller avant que la mort ne jette son dévolu sur moi. Mon oncle et mes cousins de la Martinique sont venus nous faire une visite. Nous avons appris à nous connaître. Ils ont pu apprécier la musique et l'art culinaire du Panamá.

Vous connaissez vos racines martiniquaises, mais vous sentez-vous Français ?

J'aime mes racines françaises. Je me sens profondément Français, tout comme je me sens profondément Panaméen et aussi très Américain car j'ai la nationalité américaine ! C'est pourquoi, je me suis toujours demandé pourquoi mon père ne m'a jamais enregistré à l'Ambassade française.

5. Reyes et Georges Colbourne - contrôleurs technique - retraités-Panamá

Connaissez-vous la Martinique, Reyes?

Nous avons eu le bonheur de visiter la Martinique qui est la terre de nos parents et grands-parents. Nous n'y connaissons qu'une cousine, qui s'appelle Léonore. Nous avons passé des jours heureux ainsi que des moments extraordinaires.

Georges, à quelle période viviez-vous ces moments de bonheur ?

C'était la période de Noël, nous avons mangé le porc et bu le punch martiniquais. Nous avons découvert les cantiques du « chanté Noël » antillais aux paroles assez cocasses notamment celui-ci : « a fos Josef té boulé Josef domi dewó ». (rires !) « Joseph était tellement ivre qu'il a dormi à la belle étoile ». Moi, je comprends le créole et l'humour de ces chansons me ravissait. Je dis à la dame que « mwén kay di labé la sa ou ka chanté » (rires !) « Je vais dire au curé ce que vous chantez là. »

Vous êtes naturalisé Panaméen, Georges, en tirez-vous de la fierté ?

Je me suis toujours senti Panaméen puisque je suis né ici mais quand je suis allé à la Martinique et que j'ai découvert ses habitants, et contemplé ses paysages, je me suis senti profondément Martiniquais. J'ai dit : « j'appartiens à ce peuple ». Et je me sens encore pleinement Martiniquais.

6. William Donadio, maître tailleur à Colón, originaire de la Guadeloupe.

Avez-vous visité le pays où est née votre mère, William ?

J'essaie d'obtenir et de récolter des informations sur le pays de naissance de ma mère, de découvrir les traces laissées par ma mère en Guadeloupe. Je me sens pleinement Guadeloupéen même si je suis né au Panamá. Le pays où est née ma mère exerce sur moi une véritable fascination.

Pourquoi désirez-vous tant le connaître ?

Je veux connaître ce pays que ma mère a toujours décrit comme le lieu le plus idyllique de la terre. Ma famille et mon travail m'ont toujours retenu à Colón mais au fond de mon cœur il y a une réelle tristesse, un profond manque, celui qu'a laissé ma mère quand elle est morte. J'avance moi aussi en âge et je ressens plus que jamais la nécessité d'effectuer ce voyage. C'est pourquoi je fais tant et tant pour retrouver les traces de ma mère.

Comment vous y prenez-vous ?

D'abord sur Internet. Mais mon grand rêve, c'est d'effectuer le voyage. Je voudrais que l'on m'aide en ce sens. Avec beaucoup de fierté, je voudrais visiter la Guadeloupe, pour

connaître enfin le pays de naissance de ma mère que j'adorais. Vous savez, ma mère est très chère à mon cœur et mes pensées sont sans cesse tournées vers elle. Je lui dois tout ce que je suis et ce que je suis devenu. Ses empreintes sont à jamais marquées en moi et je suis rempli d'orgueil et de fierté en disant cela car ses souvenirs ne me quittent jamais.

Que faites-vous pour honorer ces souvenirs ?

J'ai écrit un livre dans lequel je lui rends hommage dès la première page, dès même les premiers mots on peut lire le mot de Guadeloupe qui sonne en moi comme un appel aux sources vives, celles qui ont vu naître ma chère maman. A la première page de mon livre, j'ai imprimé la photo de ma mère. Elle est la gardienne de tous les souvenirs qui sont inscrits le long de toutes ces pages. Elle me manque tellement ! C'est pourquoi je dois visiter la Guadeloupe au plus vite pour découvrir le lieu où elle est née. Je ne parle pas créole mais ma mère s'est appliquée à ce que l'on parle le français.

(Voir dans le Cahier des Iconographies : Evolution des choses ; William a, depuis l'entretien, réalisé son grand rêve de visiter enfin le pays de naissance de sa mère : la Guadeloupe. On le verra, accompagné de son fils à leur arrivée à l'aéroport Pôles Caraïbes en octobre 2007, lors de la présentation au public du film documentaire.)

Que savez-vous de la main-d'œuvre franco-antillaise recrutée pour le percement du Canal ?

C'était une main d'œuvre bon marché qui était recrutée surtout aux Antilles ; une partie de celle-ci venait d'Amérique du Sud. Il y avait très peu de Latins mais la majorité des travailleurs étaient des Franco-antillais. Ils venaient principalement de : Jamaïque, Barbade, Guadeloupe, Martinique, Sainte-Lucie, de toute cette partie de l'Arc Antillais. C'est réellement cette main d'œuvre qui travaillait la main dans la terre. Ce sont eux véritablement qui construisirent le Canal, ils sont les véritables constructeurs du Canal.

Vous saluez donc l'opiniâtreté de ces ouvriers ?

Nous devons louer ceux qui survécurent à cette épopée parce que ceux-là ont travaillé au prix de leur vie. On peut dire qu'ils ont eu un sacré courage ! Guadeloupéens et Martiniquais doivent savoir ce qui s'est passé au Canal de Panamá et l'importance du travail de leurs ancêtres à la construction de cette œuvre planétaire. Ils doivent connaître ce que leurs aînés ont réalisé à Panamá, s'y intéresser à leur tour, sans quoi, ce serait annuler la mémoire d'un peuple.

Y avait-il des facilités réservées aux Antillais dans la zone du Canal ?

Le racisme forcené a existé de toute évidence, y compris pour percevoir son salaire. Il y avait des facilités réservées aux gens de « l'élite d'argent » mais c'était une manière de dire qu'un tel est Blanc, tel autre, Noir, n'est rien ! Il y avait des facilités pour des lieux comme les services, les toilettes, les hôpitaux, les cinés, les magasins à prix réduits.

7. Rogelio Dumanoir, Architecte, Ancien Ministre des Travaux Publics, Panamá/Martinique.

Parlez-nous du poulx martiniquais au sein de la Communauté

Quand j'ai connu mon ami Georges Colbourne, on a parlé de nos patronymes au cours d'une conversation. Il m'a demandé de quel pays j'étais originaire. Je dois dire que de « d'où je venais » préfigurait une extrême empathie entre nous.

Vous parlez d'une connexion au sein de la diaspora martiniquaise ?

En effet, la connexion fut instantanée. Je dirais même que ce timbre, ce gène, cette affection, cette amitié qui nous unit transcende les connaissances ou les simples rencontres, et va bien au-delà des simples sentiments.

Vous voulez dire que la fusion s'est réalisée par le simple fait de vous découvrir de la même origine ?

C'est quelque chose qui vient du cœur, des profondeurs. Tout ce groupe de fils de la Martinique, hors de la Martinique, alors que nous ne connaissons pas la Martinique. Tout ce groupe représentait d'emblée ma famille, mes aînés, la Martinique enfin. Nous nous comprenons d'un seul clin d'œil et nous nous aimons sans nous présenter.

8. Genn Duton- retraitée de la zone du Canal Panamá/Martinique

La mutualisation a-t-elle un sens pour vous ?

Enfant, je fréquentais les classes de la Prévoyance dans la Société française de Secours Mutuels. J'y apprenais les rudiments du français. Pour ma mère qui travaillait sous l'égide du Canal américain, il était important que l'on conservât un peu de notre culture, qu'on n'oubliât pas la langue française.

Pourquoi était-ce si important ?

C'était, pour nous très important, presque une question de survie, car nous vivions loin de notre pays, loin de notre chère patrie, La France. Nous nous sentions comme orphelins, car nous n'avions plus la protection de notre pays. Nous étions des Français exilés en pays étranger, loin de notre famille, complètement déracinés.

Qu'avez-vous fait pour palier cette situation ?

Pour y remédier, nous avons fondé une mutuelle qui avait pour vocation d'apporter aide et secours aux plus déshérités. Pour faire court et bien faire comprendre aux membres qu'il y allait de notre survie, nous l'avons baptisée : « La Fraternité ». Le terme était clair et précis, sans aucune ambiguïté.

Précisez !

Oui, chacun devait se considérer comme membre d'une seule et même famille, comme une fratrie, exactement comme les doigts de la main. L'un devait pouvoir compter sur l'autre en cas de nécessité, vous comprenez ?

Et aujourd'hui, qu'en est-il ?

De nos jours, la jeune génération s'en moque un peu. L'individualisme prend le pas sur le collectivisme. Les jeunes voyagent, souvent pour leurs études, et voient le monde. C'est comme partout, le chacun pour soi. Mais nous, les aînés, nous conservons comme une branche de salut cet esprit communautaire. Nous nous rencontrons souvent.

9. Étienne Frédéricks-Lobinot, Panaméenne, retraitée de la zone du Canal, -Colón /Martinique

Connaissez-vous la Martinique ?

J'étais aussi du voyage de groupe en 1969. Quel voyage ! Quel bon temps nous nous sommes offert, en Martinique ! J'ai fait la connaissance de mes nombreux cousins. C'était l'occasion de grandes retrouvailles en famille. Tout était parfait. Nous étions les plus heureux de

la terre. Malheureusement, je n'ai pu apprendre les rudiments du français, le temps étant trop court pour cela.

Des cours de français étaient pourtant dispensés par le Club de la Jeunesse française.

Je sais bien, mais à l'époque, c'était ma mère qui s'y refusait. Ma pauvre mère, depuis longtemps décédée, disait qu'étant née au Panamá, je n'aurais pas besoin de parler français car jamais elle n'aurait les moyens de nous emmener en Martinique. Mon père, lui, est natif des Îles Caïman. Nous n'y avons pas effectué de retour.

10. Dr Clément Garnes, pédiatre à Colón, originaire de la Martinique.

Pédiatre à la retraite, avez-vous profité de votre temps libre pour visiter la terre de vos ascendants ?

En 2003, j'ai effectué mon premier voyage en Martinique. J'y ai retrouvé de la famille. C'était extraordinaire. J'y ai découvert une famille aussi nombreuse que diverse. J'étais fier de faire partie de ce pays que je considère encore comme la plus belle île de la Caraïbe.

Quels types de travaux exigeait-on des immigrés Antillais, dans la zone du Canal ?

C'étaient surtout des travaux d'excavation : enlever les déblais, installer des bâtons de dynamite, ce qui constituait bien sûr un risque énorme. Les ouvriers effectuaient tous ces travaux sans chaussures de sécurité pour se déplacer, et sans casque. C'était dangereux, parce qu'à cette époque il n'y avait pas les conditions de sécurité que l'on connaît aujourd'hui.

Que savez-vous de l'arrivée de votre père au Panamá ?

Quant à l'arrivée de mon père el Señor Clément Garnes, j'ai encore là le contrat qu'il a signé pour venir ici, pour travailler au Canal de Panamá en 1907.

Que stipulait ce contrat ?

Le contrat stipulait : « Pour effectuer des travaux spéciaux au Canal avec un horaire de travail de 10 heures par jour, et un salaire de 1 dollar ». Et souvent, cet horaire dépassait les 15, 16, 18 heures ou plus tout dépendait de la masse de travail et les différentes tâches à exécuter.

Vous avez parlé de conditions déplorables de sécurité, que se passait-il exactement ?

Les gens mouraient volatilisés par l'explosion de dynamite. Les explosions tuaient en quantités hallucinantes pour la simple raison que lorsqu'ils suivaient un traitement contre la malaria, les ouvriers devaient absorber une dose quotidienne de « Quinine ». A l'époque c'était le traitement préventif de la malaria.

Y avait-il une contre-indication à la pose de dynamite ?

Bien évidemment. Ce produit avait comme effet secondaire de rendre sourd, et très souvent, lorsque sonnait l'alerte à l'explosion, ces hommes n'évacuaient pas à temps et restaient au milieu, volatilisés par l'explosion. Ils volaient en pièces.

On a parlé de ségrégation flagrante sur les chantiers.

Il sévissait un racisme notoire officiel dans la Zone Américaine. Il y avait une ségrégation structurelle établie par les Américains. Il y avait d'une part, des Américains blancs et d'autre part, le monde constitué de Français, d'Antillais, qu'ils soient anglophones ou francophones, de Panaméens et de tous les autres, présents sur les chantiers.

Comment ce racisme se manifestait-il ?

Les Américains ont institué le fond et la forme d'un racisme caractérisé. Cette répartition comprenait la liste d'or et de la liste d'argent que chacun devait respecter. (La Gold Roll

représentait les Blancs américains. Quant à la Silver Roll, comme il s'agit d'un métal de moindre importance, les Américains l'attribuaient à tous les autres.

Que signifiait la liste d'or ?

Il y avait même un écriteau qui précisait cela ! Pour les Américains, il s'agissait de la Gold Roll, c'est l'or, et l'or représentait les Blancs Américains. Silver Roll, silver étant un métal de valeur moindre, il représentait tous les autres. Cette ségrégation se marquait même pour les robinets d'eau qui portaient l'inscription gold ou silver et s'appliquait à tout dans la vie quotidienne : salaires, logements, écoles, églises, nourriture.

Un jour, un député américain en visite au Canal à la vue des deux robinets d'eau demanda s'il s'agissait de gold, or, ou de cold, froid. La réflexion fit sourire ses compagnons mais elle ne manquait pas de finesse et d'à propos. Voyant qu'il s'agissait bien d'or et d'argent il dit à son interlocuteur qu'il pensait que le Canal était la propriété du Gouvernement des États-Unis mais à la vue de cette ségrégation marquée force est de constater que le Canal appartient au Sud des États-Unis.

Autres aspects de cette ségrégation ?

On ne pouvait pas s'asseoir n'importe où à l'église. Il n'y avait que trois ou quatre bancs réservés aux personnes qui n'étaient pas Citoyens Américains. Souvent, on a pu se demander pourquoi l'Église le permettait, mais il Lui était difficile d'aller contre les lois en vigueur dans la Zone du Canal.

Comment se déroulait la perception des salaires ?

Cette ségrégation se marquait y compris pour percevoir son salaire : il y avait une file pour les Américains et une autre file pour les non-Américains.

Les Franco-antillais ont contribué à faire de Panamá une terre de passage reliant deux océans. Qu'en pensez-vous ?

Comment est-ce possible qu'un groupe humain soit parvenu en un pays et n'y ait laissé aucune trace ? La vérité est que l'histoire nous a volontairement exclus ; on a livré à l'exclusion ce que réalisèrent ces peuples venus de Guadeloupe et de Martinique. Des personnes exilées de leurs terres natales et qui vinrent creuser le Canal qui devait relier deux eaux, celles de l'Atlantique et du Pacifique. Les Franco-antillais ont relevé ce défi fou de faire de Panamá une terre de passage, un lieu de transit. Tout le monde parle de ce qui s'est passé, de tout l'or qu'on a rapporté d'Amérique du Sud vers les pays d'Europe. Qui a travaillé dans ces mines d'or ? Qui a amené cet or ici à Panamá ? Ce n'étaient pas des esclaves ?

Auriez-vous un message à adresser aux Guadeloupéens et Martiniquais ?

Le message final que je voudrais dédicacer aux Guadeloupéens et Martiniquais serait d'accepter une étreinte de grande affection fraternelle. Je voudrais rappeler que nous représentons, ici à Panamá, le symbole de cette afro descendance, la fierté de ces gens qui, un jour, furent arrachés de leur terre natale, sans pitié ni miséricorde aucune !

Marcela Izaça, Panaméenne, enseignante à l'Alliance Française

Marcela, comment avez-vous reçu cette nouvelle du crash de l'avion, le 16 août 2005 ?

La nouvelle du crash de l'avion, le 16 août 2005, m'est parvenue par la radio. Cette nouvelle, pour moi, ça a été vraiment une douleur comme la perte de quelqu'un de ma famille. Sur mon ordinateur j'ai reçu une carte postale d'une amie Martiniquaise avec 152 fleurs

blanches imprimées correspondant au nombre de morts survenus lors du crash. Pour moi, cela représente une réelle souffrance. Cette carte je la garde précieusement pour ne pas oublier et garder vivante à l'esprit toute cette tragédie.

Quel regard portez-vous sur la Communauté franco-antillaise du Panamá ?

C'est une Communauté que je qualifie de vaillante. En tant que Panaméenne d'origine, j'ai toujours côtoyé les Franco-Antillais de près, car ceux-là représentaient la culture française qui m'a toujours fascinée. J'en connais qui sont maintenant âgés et d'autres qui sont malheureusement morts. Ces anciens travailleurs se sont maintenus ici au Panamá parce- que le pays les a accueillis et qu'ils s'y sentaient bien.

10. Omar Jaén Suarez, Panaméen, Ambassadeur de Panamá en France.

Quel sens donnez-vous au 14 juillet au Panamá ?

Pendant de longues années, le 14 juillet était une originalité car on voyait s'exprimer les Français des Antilles. C'était une fête très appréciée des Franco-antillais de la Communauté de la Guadeloupe et de la Martinique.

Pensez-vous que la construction du Canal de Panamá contribue d'une certaine façon à maintenir la paix dans le monde ?

Le fait d'avoir participé à quelque chose de très important au XXe siècle à une œuvre qui a favorisé les échanges, le commerce, les rencontres humaines et par conséquent la paix, je crois que ce sont des éléments essentiels qui concourent à la fierté tant des populations guadeloupéenne et martiniquaise aujourd'hui qu'à celle du Panamá.

La présence franco-antillaise est-elle nécessaire à la croissance du Panamá ?

Cette première génération, celle-là même qui a édifié la richesse du Panamá, a disparu mais les enfants et petits-enfants sont toujours là. Ils existent et font partie intégrante de la population panaméenne et leur survivance enrichit la culture panaméenne d'une synthèse particulière. Cette synthèse des cultures fait partie de la réalité panaméenne d'aujourd'hui.

11. Octavio Loupadière-Desbranches Panaméen, originaire de Marie-Galante en Guadeloupe.

Racontez-nous vos débuts au Panamá.

Ma mère est arrivée, jeune pour travailler dans la Zone du Canal.

D'où venait-elle ?

Ma famille venait de l'île de Marie -Galante en Guadeloupe. Moi, je n'y suis jamais allé. J'aimerais tant voir et connaître l'île natale de ma famille. Je suis déjà très âgé, mais je sens bien que je trouverais la force d'effectuer ce voyage si l'opportunité se présentait. J'aimerais tant y aller et je suis si vieux. Comme les années ont passé !

Vous êtes retraité de la Compagnie américaine du Canal. Vous y avez fait une longue carrière ?

J'ai exercé comme chauffeur dans l'Armée américaine et ai cumulé 40 années de service de 1939 à 1979. Durant mon exercice dans la Zone du Canal, on parlait presque tous les jours des morts du Canal.

12. Raúl Mathurin. Assistant TV. Originaire de la Martinique.

Panaméen, vous l'êtes, mais vous portez un patronyme français. Qu'en savez-vous ?

Je suis d'origine martiniquaise. Je porte le nom de Mathurin. Cependant, j'ignorais complètement que mon patronyme venait de France, que c'était un nom français. J'en suis d'autant plus fier. Il y en a ici qui portent le nom de Pierre sans savoir que leurs ancêtres viennent des Antilles. J'ai découvert qu'il s'agissait également d'un nom français. Il y en a beaucoup qui ne connaissent pas leur ascendance patronymique. Quant à moi, je suis fier de mes racines françaises.

Avez-vous gardé des souvenirs précis de votre enfance passée au sein de la communauté franco-antillaise, la vôtre ?

Je me souviens qu'au 14 juillet c'était la fête et j'adorais ça. Ma mère me réveillait de bon matin et tous nous allions assister à la messe de 9 heures, à l'église Saint Michel. Les dames portaient la tenue traditionnelle des Antilles. C'était un festival de couleurs qui régalaient les Panaméens. L'Ambassadeur de France assistait lui aussi à l'office du matin ainsi que toutes les personnalités françaises. Il y avait un dépôt de gerbes au monument aux morts, offert par le peuple panaméen à la mémoire de tous les Français, travailleurs du Canal interocéanique.

Que représentait tout ceci pour le petit garçon de l'époque ?

J'aimais ces festivités. C'était, pour le petit garçon que j'étais, des moments palpitants. Puis tous chantaient l'hymne national, la main sur le cœur. C'est là que j'ai appris la Marseillaise.

Et pour vous c'était important ?

Je ne comprenais pas bien le sens de tout cela ; mais je savais, au fond de moi, que j'étais différent de mes petits copains Panaméens.

En quoi vous sentiez-vous si différent ?

Parce que je faisais partie aussi de la grande nation française, et que j'en étais fier. Puis je déambulais le cœur joyeux jusqu'à la Place de France, au quartier de Las Bovedas, afin d'arriver là avant la délégation et le défilé des femmes arborant ces tenues aux couleurs chatoyantes, si agréables au regard. Ce sont-là d'excellents souvenirs qui ont forgé ma personnalité. Il faut en parler. On ne peut pas laisser, dans l'ignorance, les peuples de Guadeloupe et de Martinique, les générations actuelles.

13. Félix Modestin, chauffeur des Officiers du Canal

Parlez-nous de vos origines ?

Mes parents sont venus du Vauclin, en Martinique, pour travailler à Panamá Canal. Ma mère est née le 18 mars 1898. Elle s'appelait Marie- Modestine Hayot. Elle a mis au monde 6 filles et 2 garçons. Elle est décédée le 27 juin 1951. Joseph Modestin, notre père, est né le 12 février 1889 et décédé le 5 août 1981. Il a travaillé jusqu'à sa retraite, en 1964, à l'âge de 75 ans.

Que retenir-vous de vos années passées dans la zone du Canal ?

J'ai exercé comme chauffeur des Officiers du Canal. Ma carrière dans la Zone du Canal a duré 38 années. Je ne puis dire, cependant, que les conditions de travail étaient si difficiles que cela sous l'égide américaine. On n'était pas riche, mais on avait la garantie de l'emploi. Mes parents y ont travaillé bien avant moi dans des conditions plus pénibles encore.

Panaméen de naissance, vous sentez-vous une attache à votre pays d'origine ?

Je me sens purement Martiniquais. Je suis Martiniquais dans les gènes, c'est sûr ! Mes habitudes, mes manières, mes sentiments sont issus de la Martinique, même sans y avoir jamais vécu.

**14. François Modestin, frère de Félix, Mécanicien en Zone du Canal- Panaméen-
Martinique**

La Martinique, Le Panamá, ou vous situez-vous exactement ?

Je suis né au Panamá ; j'y ai passé toute ma vie avec mon frère. Nos parents nous ont, cependant, éduqués selon les traditions françaises et celles-ci sont à 100% dans mon sang et ma manière d'être au quotidien.

15. Amandine Paterne. Née au Panamá- 26 ans, de père Martiniquais

Pensez-vous que les Franco-antillais participent à l'essor de ce pays ?

Nos ancêtres ont participé pleinement à l'essor de ce pays et je suis convaincue qu'il est de notre devoir de leur dédier toute notre reconnaissance. Notre mémoire doit toujours être réactive. Nous ne devons pas oublier ce qu'ils ont fait ici à Panamá et ne pas oublier comment ils sont morts.

Vous sentez-vous Franco-antillaise, Amandine ?

Je ressens plus la partie franco-antillaise en moi quand je regarde mon père qui est né tout comme moi ici à Panamá. Pour moi les Antilles, c'est mon père. Je ne m'y associe pas spécialement. Je sens que je transporte de mes aïeux mais je suis vraiment Panaméenne. Je me sens complètement Panaméenne.

Parlez-vous le créole de la Martinique ?

Je suis trilingue. Je parle couramment anglais, espagnol et français mais je ne connais pas le créole.

**16. Leonardo Sidnez. Professeur d'anglais à l'Université de Panamá city Président de la
Société française de Secours Mutuels. Colón.**

Qu'avez-vous conservé de l'éducation parentale ?

Ma grand-mère Guadeloupéenne, qui a beaucoup participé à mon éducation disait qu'il était important que je sache l'anglais parlé par les Américains et l'espagnol qui est la langue du pays. Ma mère me disait qu'étant Panaméen, je devais connaître parfaitement ces deux langues. Par ailleurs, elle insistait pour que j'apprenne le français et que je m'adresse à elle en créole, la langue de ses ancêtres guadeloupéens que je devais aussi honorer et pratiquer. Toute ma conduite, mon éducation, mes bonnes manières, je les ai apprises à la maison.

Quels sont les objectifs de cette société que vous appelez encore La Fraternité ?

La Société française de Secours Mutuels, qui porte bien son nom, a été fondée le 4 novembre 1917 par les Guadeloupéens et les Martiniquais qui ont senti la nécessité de s'unir pour s'entraider. La Fraternité fut fondée pour venir en aide aux plus nécessiteux soit en situation de maladie, de perte d'emplois mais aussi lors du décès d'un parent. Le 30 mai 1919,

une autre branche de la Fraternité fut créée à Colón afin que la Fraternité soit représentée dans les deux villes terminales.

Quelle est votre part actuelle au développement du pays ?

Nous avons fait quelque chose de grandiose. Nous avons percé et construit un canal. Nos ancêtres ont bâti un pays et y ont laissé leur âme. Nous avons enrichi le pays à tous les niveaux : économique, politique, artistique et religieux. Nous sommes devenu un peuple incontournable, un maillon fort dans la vie quotidienne du Panamá et on nous retrouve dans tous les domaines de la vie économique et dans le monde intellectuel panaméen.

Qu'attendez-vous de l'État panaméen ?

Nous n'implorons pas la pitié ! Nous sommes venus au Panamá pour travailler dur. Nous avons beaucoup souffert. Selon l'expression, nous avons pris du plomb, mais nous sommes très fiers de nos origines, de notre peuple.

Êtes-vous Panaméen ou Guadeloupéen, comment vous situez-vous ?

Selon les principes de ma grand-mère guadeloupéenne, j'ai toujours agi dans la légalité, mais aussi avec beaucoup de fierté. Je me sens Panaméen puisque je suis né au Panamá, mais je me sens profondément Guadeloupéen. Je me caractérise comme un « Pana-Guada ».

ANNEXE II : INDEX DES TEXTES COMPLEMENTAIRES

Durant ses heures de loisirs concomitantes aux cours d'anglais qu'il dispense à ses étudiants de l'Université de Panamá, Leonardo Sidnez est patron d'une entreprise d'apiculture qu'il dirige avec la dextérité d'un pédagogue expérimenté. Parmi ses nombreux défis, notons la transversalité du partage de ses connaissances car il anime aussi une formation d'apiculteurs au cours d'un séminaire qu'il propose, chaque année, sur deux semaines.

FONDATION SIDNEZ PROGRAMME DU SEMINAIRE – ATELIER POUR LA FORMATION D'APICULTEURS

PREMIERE SEMAINE

Leonardo Sidnez se donne pour objectifs de :

1. Comprendre l'importance du programme.
2. Connaître l'origine de l'Abeille Africanisée en Amérique.
3. Savoir comment est arrivée au Panamá l'Abeille Africanisée?
4. Connaître la ruche.
5. Savoir en quoi consiste une ruche.
6. Comprendre les fonctions spécifiques de chaque membre de la ruche.
7. L'équipement de protection apicole
8. Les outils de l'apiculteur.
9. Les produits de la ruche.
10. Situation du rucher.
11. Recommandations pour prévenir des accidents avec des abeilles africanisées
12. Actions à mettre en œuvre en cas d'attaque d'abeilles africanisées
13. Maintenance du rucher.
14. Calendrier apicole.
15. La communication entre les abeilles.

Le CONTENU de ses journées de formation :

- vidéo sur le rôle des abeilles dans l'environnement.
- histoire de l'arrivée de l'Abeille Africanisée au nouveau monde.
- brève notice historique des ressources
- Caractéristiques de la ruche.
- Les membres de la ruche
- découpage d'activités à l'intérieur de la ruche
- Identifier chaque composant de l'équipement de protection.
- Identifier les outils.
- Discussion sur les produits et leurs bénéfices
- Identifier les lieux idéaux pour établir un rucher.
- Normes établies pour la prévention d'accidents.
- Mesures ponctuelles pour prévenir une tragédie
- Plan de travail
- Époques variables.
- Signalement sur le mécanisme propre aux abeilles

RESSOURCES

- Démonstration.
- Matériel didactique.
- Composants d'une ruche
- Démonstration et usage de la ruche
- Tous les éléments qui font partie de l'équipement de protection.
- Démonstration de tous les outils.
- Les produits de la ruche.
- Démonstration, matériel didactique-
- Calendrier de travail.

ACTIVITES

- Présentation des participants.
- Discussion du thème.
- Analyse critique
- Identifier les membres de la ruche.
- Identifier les abeilles selon leurs fonctions
- Porter tout l'équipement de protection
- Utiliser les outils
- Identifier les produits et leurs origines.
- Analyse du thème.
- Analyse des recommandations.
- Provoquer une attaque et les actions tendant à en survivre
- Produire un plan de travail.
- Analyse et projection de travaux.
- Analyse du sujet.

METHODOLOGIE

- Dynamique de présentation.
- Analyse.
- Travail en groupe.
- Porter l'équipement et travailler par groupes de deux.
- Analyse et discussion du groupe.
- Exercices en groupe
- Travail par deux
- Discussion et analyse par le groupe.

SECONDE SEMAINE

DATE

Lundi à vendredi

OBJECTIFS SPECIFIQUES

Restitution des acquisitions dans la salle d'études

CONTENU

Plan de travail

RESSOURCES

Equipement apicole ACTIVITES Travail sur le terrain METHODOLOGIE Travail en groupe

Contrat pour l'Ouverture d'un canal Interocéanique à travers le Territoire Colombien.

Vu le contrat ainsi conçu :

Eustrojo SALGAR, Ministre de l'Intérieur et des Relations Extérieures des États-Unis de Colombie, d'une part ;

Et, de l'autre, Lucien N.-B. WYSE, chef de la Commission scientifique pour l'exploration de l'isthme en 1876, 1877 et 1878, membre et délégué du Conseil de direction de la Société civile internationale du Canal interocéanique (présidée par le général Etienne Türr), en vertu des pouvoirs dressés à Paris du 27 au 29 octobre 1877, qu'il a exhibés en forme légale ; Ont conclu le contrat suivant : Article premier. - Le gouvernement des États-Unis de Colombie adjuge à M. Lucien N.-B. WYSE, qui accepte au nom de la Société du Canal interocéanique, représenté par son Comité de direction, le privilège exclusif pour l'excavation au travers de son territoire et pour l'exploitation d'un canal maritime entre les océans Atlantique et Pacifique. Ledit Canal pourra être construit sans stipulations restrictives d'aucune sorte. La concession était faite sous les conditions suivantes :

1° La durée du privilège sera de quatre vingt dix neuf années à compter du jour où le Canal sera ouvert en tout ou partie au service public, ou quand les concessionnaires ou leurs représentants commenceront à percevoir les droits de transit et de navigation.

2° Dès l'approbation par le Congrès colombien du présent contrat pour l'ouverture d'un canal interocéanique, le gouvernement de la République ne pourra concéder à aucune compagnie ou individu, à quelque titre que ce soit, le droit de construire un autre Canal qui mette en communication les deux océans à travers le territoire colombien, ni l'exécuter par lui-même. Si les concessionnaires désirent construire un chemin de fer comme auxiliaire du Canal, le Gouvernement (sauf droits existants) ne pourra concéder à aucune Compagnie ou individu le droit d'établir une autre voie ferrée interocéanique, ni la faire lui-même pendant le temps concédé pour la construction et l'usage du Canal.

3° Les études définitives du terrain et le tracé de la ligne du Canal se feront aux frais des concessionnaires par une Commission internationale d'individus et d'ingénieurs colombiens. La Commission devra déterminer le tracé général du Canal, et adresser au gouvernement colombien, directement ou à ses agents diplomatiques aux États-Unis d'Amérique ou en Europe, les résultats obtenus au plus tard en l'année 1881 sauf les empêchements provenant de cas de force majeure dûment constatée. Le rapport y relatif comprendra le duplicata des travaux scientifiques exécutés et le devis de l'œuvre projetée.

4° Les concessionnaires auront alors deux ans pour constituer une Compagnie anonyme universelle qui se charge de l'entreprise et de la construction du Canal. Le terme commencera à compter depuis la fin du délai mentionné au paragraphe précédent.

5° Le Canal devra être terminé et livré au service public en douze ans à partir de la date de la formation de la Compagnie anonyme universelle qui organisera pour le construire ; mais le pouvoir exécutif est autorisé à octroyer une prorogation maximum de six autres années en cas de force majeure indépendante de la volonté de la Compagnie, et si, après la construction de plus d'un tiers du Canal, celle-ci reconnaît l'impossibilité de compléter l'œuvre dans les susdites douze années.

6° Le Canal aura la largeur, la profondeur et les conditions exigibles pour que les navires à voiles ou à vapeur ayant jusqu'à 140 mètres de long, 16 mètres de largeur maximum et 8 mètres de tirant d'eau puissent transiter avec leur mât de hune calés. 7° Il est cédé

gratuitement aux concessionnaires les terres domaniales nécessaires pour l'excavation du Canal, les escales, stations embarcadères, garages, magasins, et en général pour tous les besoins de la construction et du service du Canal, ainsi que pour le chemin de fer s'il leur convient de l'établir. Les terrains retourneront au domaine de la République avec le Canal et la voie ferrée à l'expiration du privilège.

8° Il est également concédé, pour le service du Canal; une bande de terre de 200 mètres de large sur chacun de ses côtés et sur tout le parcours quel qu'il soit, mais les propriétaires riverains auront droit à un accès facile au Canal et à ses ports, de même qu'à l'usage des chemins que les concessionnaires pourront établir, et ceci sans payer aucun droit à la Compagnie.

9° Si les terrains par lesquels doit passer le Canal ou se construire le chemin de fer sont en tout ou partie propriété particulière, les concessionnaires auront droit à ce que l'expropriation se fasse par le Gouvernement avec toutes les formalités légales voulues. L'indemnisation à donner aux propriétaires, laquelle sera basée sur la valeur actuelle des terrains, est à la charge de la Compagnie. Les concessionnaires jouiront, en ce cas, et dans celui d'occupation temporaire, des propriétés privées, de toutes les facultés et privilèges que la loi attribue à la Nation.

10° Les concessionnaires pourront établir à leur frais et exploiter les lignes télégraphiques qu'ils jugent utiles comme auxiliaires de l'exécution et de l'administration du Canal.

11° Il est cependant stipulé et convenu que, si le Gouvernement colombien recevait, avant le paiement du cautionnement déterminé par l'article deuxième, une proposition formelle et suffisamment garantie pour construire le Canal en moins de temps et avec des conditions plus avantageuses pour les États-Unis de Colombie, ladite proposition sera portée à la connaissance des concessionnaires ou de leurs représentants ; et si ceux-ci n'étaient pas à même de déclarer qu'ils sont prêts à se subroger à cette proposition, auquel cas ils seront préférés, le Gouvernement colombien pourra l'accepter ; mais si les concessionnaires ne se subrogent pas, le Gouvernement colombien exigera dans le nouveau contrat qu'il fera, en outre de la garantie déterminée par l'article deuxième, une somme d'un million cinq cent mille francs en espèces, qui sera donnée comme indemnisation aux concessionnaires actuels. »

Texte 1 - Con raíces afro-antillanas 105

La presencia de la población negra en el Istmo de Panamá ha estado directamente relacionada con la explotación de la posición geográfica. Desde el mismo periodo colonial son los esclavos africanos, los que sirven como cargadores de las mercancías transportadas de la costa Atlántica al Pacífico. Posteriormente, son obreros negros, provenientes de las Islas del Caribe, los que sirven de la mano de obra para la construcción del ferrocarril. Esta presencia negra en Panamá es intensificada con miles de Afro-Antillanos, al iniciarse las obras de construcción del Canal por parte de los Franceses en 1880. Luego del fracaso del proyecto de Ferdinand de Lesseps, con iniciativa de los Estadounidenses llegan al Istmo, obreros antillanos (Jamaica, Barbados, Antigua, Dominica, San Vicente, Santa Lucía, Trinidad y Tobago, Guadalupe y Martinica) para con su trabajo, junto a Europeos y Asiáticos, hacer realidad y mantener en funcionamiento el actual Canal de Panamá. Muestra de la influencia de los grupos negros en nuestro país se observa en la comida, la música, el baile y la cultura.

Texte 2 - Lettre du Président annonçant le décès d'un Panaméen originaire des Antilles¹²⁵

Le Président de La *Fraternité*, Société française de Secours Mutuels.

J'ai le regret de vous annoncer le décès de Monsieur François MODESTIN, le lundi 11 août 2008. Il avait pris part au tournage du film documentaire *Ces enfants perdus de Panamá*. Ses obsèques auront lieu le lundi 18 août à 14h en l'église Saint-Joseph de la ville de Colón.

Leonardo R. SIDNEZ

Texte 3 - Discours de Marcela Içaza et de Joseph Jos 139

Discours de Marcela Içaza, professeur de français à l'Alliance Française de Panamá.

« Joseph JOS, était Conseiller Technique auprès du Ministère de l'Éducation de Panamá, professeur au département de Français, et Attaché culturel de l'Ambassade de France. Il était chargé de s'occuper de la Colonie franco-antillaise de Panamá. Le 15 août 1969, il a réalisé le rêve de tous ces Franco-antillais, depuis 60 ans, de revoir leur pays, grâce au Général Omar Torrijos qui avait prêté son avion dans lequel 114 voyageurs, tous d'origine franco-antillaise, prirent place. L'Association Martinique-Panamá que Joseph Jos fonda s'occupait chaque année des échanges culturels avec Panamá. Des artistes invités, des expositions de Martinique à Panamá étaient organisées à l'occasion du 14 juillet. De Panamá à la Martinique, les ballets Panamá « Música y Danza », arrivés à l'occasion du festival de Fort de France de 1985, sont partis 40 danseurs et musiciens. En 2005, j'accompagnais une délégation du Conseil Régional de la Guadeloupe, du Conseil Régional de la Martinique et de la Chambre de Commerce pour étudier avec les Panaméens, la possibilité d'initier des échanges économiques, techniques, administratives c'est-à-dire d'autres types d'échanges qui ne soient pas culturels.

Discours de Joseph Jos, que nous avons enregistré à son intervention lors de la manifestation organisée dans le cadre de la *Semaine de la Francophonie* à l'Alliance Française de Panamá :

“Aprecio mucho en su plenitud el honor brindado por la Alianza Francesa de Panamá a solicitud de sus profesores de francés para presentar a su distinguido público de alumnos, profesores y de más amigos de la francofonía un tema injustamente y hasta incuriosamente desconocido de la historia oficial francesa el tema del saldo sangriento y mortífero de sacrificios, mutilaciones, abandonos sufridos por los franco antillanos valga decir los de Martinica y Guadalupe con motivos de la construcción del Canal de Panamá. Esta obra, el Canal de Panamá, de magnitud mundial y de importancia internacional, tanto por el comercio marítimo como para las relaciones marítimas entre las naciones del mundo si se le debe considerar como la octava maravilla del mundo, una obra titanésca, gigantesca también la debemos evaluar y considerarla como aspectos y ángulos de la mano de obra necesaria para su realización. Es preciso enfocar y resaltar los sesenta y cinco mil o setenta y cinco mil obreros necesarios para llevar a cabo la iniciativa americana como a los veintes mil muertos en la mayoría y esto está en la Plaza de Francia en una estela. Los veintidós mil muertos en la mayoría, oriundos de Martinica y Guadalupe quienes perdieron su vida entre las fiebres, los derrumbes y demás accidentes de trabajo durante el fracasado intento francés de Ferdinand de Lesseps.

Esta epopeya y su saldo sangriento constituyan el orgullo de los pueblos caribeños. Haber realizado y hasta como sementado por su sudor, su sangre y su muerte está obra a la cual la

maquinaria rudimentaria de la época hubiera sido vana sin el aporte valioso de los brazos humanos. Sin estos brazos, el talento o el ingenio de los ingenieros, arquitectos y militares hubiera sido vano.

Cuando en Francia, se habla de la historiografía, se habla en la historiografía del intento de Ferdinand de Lesseps, entre 1881 y 1898, no se habla sino de la fracasante quiebra financiera que llevo la ruina a 70 000 accionistas, se habla de los errores, de los atrasos, de la falta de coordinación entre las empresas, de la corrupción que mancharon hasta los ministros de la Tercera República. No se habla ni de las consecuencias en término de muertos, de heridos, de enfermos, no se habla de los contratos incumplidos que dejaron en el suelo panameño de escenas de millares de abandonados sin salario, sin renta, forzados a integrarse en el tejido social y económico de Panamá.

A veces, en los libros del historiador inglés, anglófono, Westerman, se habla de los Anglófonos, pero nada de los de Martinica y de Guadalupe. Nada hasta estos libros, los angloparlantes tuvieron la suerte del apoyó americano para realizar en eso de los años setenta y dos una película « Diggers » pero nada de los francoparlantes. Una película basada en los datos de estos libros. La estamos realizando ahora gracias a la valiosa cooperación del Doctor Omar Jaén Suarez, Embajador de Panamá en Francia y ante la UNESCO y de la autoridad del Canal de Panamá, y de más entidades de Archivos como el Museo del Canal, el Museo Afro-Antillano y cabe subrayar y ponerle énfasis en que el Canal 11 y en el especial su directora de producción, la profesora Evita Meléndez se está empeñando en la realización de esta película documental. Cabe presentarla ahora que los actores de esta filmación están aquí y yo quiero presentarle al productor de la película documental, al Señor Barcha Bauer, al realizador de la película, el periodista de Guadalupe Gérard César de la Televisión pública de Francia, por que la T. P. de Francia se intentó en el tema, al camarógrafo guadalupéño, Kalil Sarkis al sonador martiniqueño Francinet Gros-Desormeaux. Ellos están descubriendo que si existen en Panamá descendientes de aquellos abuelos que vinieron por el Canal a trabajar por una empresa extranjera, que no tenían nada que ver con su propio destino de Franco-Antillanos y que sufrieron de parte de los Norte-Americanos, del desprecio, de la discriminación de un tratamiento hasta peor que la esclavitud, que el desempleo, que el hambre que la miseria que era su suerte, su destino allá en Martinica y en Guadalupe.

Unos de esos descendientes de estos zapadores de Martinica y Guadalupe están esparcidos entre ustedes. Ustedes reconocerían ya que sus nombres son profundamente panameños, Rogelio, Reyes, Francisco, Yolanda... pero los apellidos revelan sus orígenes antillanos. Rogelio Dumanoir, de ascendencia franco-antillana así como Francisco Burac que es de ascendencia franco-antillana, de Modestin, de Mathurin cuyo hijo nos está prestando asistencia durante esta filmación que Leonardo Sidnez, Profesor de la Universidad marítima de Panamá, que Hermance Taily son nombres verdaderamente franceses y antillanos. No sabían ustedes que Yolanda Gustave de origen martiniqueña es directora de una escuela primaria de la ciudad capital, que Voitier posee la ruta Colón-Portobelo con cinco buses, que Petit-Frère es dueño de un hotel de 70 habitaciones en Colón, que Rogelio Dumanoir, ingeniero, profesor en la Universidad de Panamá, fue hasta Ministro de obras públicas durante varios años y son descendientes de Martiniqueños y Guadalupeños pero ya tan incorporados en la sociedad panameña que hasta ni se da cuenta. Y esto me parece ser el doble milagro de este Panamá,

crisol de razas cuya porosidad permitió integración, asimilación del aporte antillano en su tejido, en su historia y en su nacionalidad.

El milagro de esos Franco-Antillanos que ya no son más Antillanos o Caribeños de Panamá sino que son panameños de origen, u oriundos del Caribe así como el sanaco o el urraca son verdaderos Panameños de origen Amerindio. Y eso es el milagro de este Panamá, crisol de raza. Entonces, son verdaderos Panameños a veces de noche sueñan con un volcán llamado « La Montagne Pelée » de aguas verde azules, de las playas de Sainte-Anne de Guadalupe, de Marie-Galante, playas, volcán, conocidos a través de los recuerdos de las relaciones de sus familias. Francisco Burac fue músico en la orquesta del entonces magnífico salsero Antillano Rubén Blades y hasta lo asesoró en su campaña presidencial. Son ahora estos Antillanos panameños, pero que vengan a Panamá un grupo de turistas y ellos tratan de saber noticias de su familia dejada allá. No quieren volver a Guadalupe ni a Martinica pero porque sus raíces, su familia, su trabajo, su presente y hasta su futuro y su destino están profundamente anclados, amarados en tierra panameña. Les quedan los sueños y el sonido raro de sus apellidos. Esta historia es la que cuentan estos libros : « Martiniquais et Guadeloupéens au Canal de Panamá », un ensayo histórico sobre las etapas de una lenta integración que culminó con dos promociones valiosas, fuertes de parte de la República de Panamá, la promoción del cementerio francés como monumento histórico nacional y secunda promoción la corona de flores que en presencia de todos los jefes de estado del mundo depositó su excelencia Mireya Moscoso, Presidente de la República de Panamá en el cementerio francés, en homenaje a este aporte caribeño en la cultura panameña. Lo interesante del libro es que la historia se fundamentó solamente en los Archivos americanos y panameños sino que también enriquece y humaniza los datos de la verdad histórica con los recuerdos de estos Panameños de ascendencia franco antillana.

En conclusión. Con motivo de esta Semana de la Francofonía, llaman la atención en francés sobre unas formulas de poetas y escritores franceses en relación con esta epopeya antillana. André Malraux hablando de la dimensión de esta epopeya dijo : “ Chacun devient un mythe suscité par ses œuvres, transformant l’histoire en épopée, arrachant ainsi l’homme à sa contingence. ” El poeta franco-senegalés Léopold Sedar Senghor se emocionó cuando él supo de los sufrimientos de los obreros y dijo : “ La chair à tout faire, une sorte de matériel courant, de briques bon marché... le long du Canal du désastre, oh Martyrs Noirs, laissez-moi dire les paroles qui pardonnent. ” Marguerite Yourcenar, hablando de la significación de esta emigración: “Ne réduisez pas cette détresse... (El hecho de que murieron de hambre allá los obreros de desempleo y que vinieron para Panamá a conseguir trabajo y quizás un poco de pan)... à, je ne sais quelle pieuse épreuve sur le chemin de la perfection. ” Y finalmente por concluir y voy a utilizar una palabra de Paul Valéry. Cuando se pregunta a que sirve esta emigración perdida para los Antillanos ya que ningún Martiniqueños, ningún descendiente de Martiniqueños o de Guadalupeños va volver a instalarse en el país de sus abuelos. Entonces, eso no lleva a Martinica ni a Guadalupe ningún interés económico. Paul Valéry decía en cuanto al interés de tal inmigración : “ Il est des regards de peuples morts qui pour toujours éclairent. (“Son miradas de pueblos muertos los que para siempre brillan”. “

Organización sin fines de lucro dedicada al apoyo del Museo en memoria de los que dedicaron sus vidas a la construcción del Canal y otras obras importantes en nuestro país, anuncia que con motivo de la celebración del 94^o aniversario de inauguración del Canal de Panamá, llevará a cabo su cena y baile anual. En la cena serán galardonados: el doctor Rodolfo Young, Decano de la Facultad de Medicina de la Universidad de Panamá de 1970 a 1978; la reverenda Malicie Leñan, Deán de la Catedral de San Lucas; la profesora Adelaida Jones, jubilada del Departamento de Inglés de la Universidad de Panamá; la profesora Patricia de Lewis, Directora del Instituto Episcopal San Cristóbal; el ingeniero Rogelio Gordon, Gerente Ejecutivo de la División de Dragado de la Autoridad del Canal de Panamá; y la doctora Enitza George, Presidenta de MEDIC-Spa, S.A. Este acto cultural y festivo será celebrado en el Hotel Marriott, el viernes, 15 de agosto, a partir de las 7:00 p.m. La donación es de B/.35 por persona y debe ser confirmada a más tardar el 2 de agosto; no habrá disponibilidad de boletos la noche del evento. Hay descuento y reservación de mesas, a razón de B/.330, para cada grupo de diez personas. Pueden hacer donaciones hasta el viernes 25 de julio, para la colocación de anuncios de felicitaciones a los galardonados de la siguiente manera: B/.50, por una página entera; B/.30 la media página; y B/.15 el cuarto de página. Para obtener información adicional, boletos o anuncios, por favor comuníquese con un miembro de SAMAAP, con Saymon Alguero en el Museo al 501-4130 o Enrique Sánchez al 6533-0399.

Texte 5 - Odile CUAZ, L'Armée du Salut ne connaît pas de frontières, Paris, Géo, nov. 2002

148

Mouvement humanitaire, fervent de prosélytisme, l'Armée du Salut se proclame « seule armée de paix dans le monde. » Elle est présente dans 86 pays. C'est de la capitale du Royaume-Uni que sont administrés ses « territoires » (constitués selon des convenances linguistiques ou géographiques), chacun d'eux étant placé sous la direction d'un chef. L'armée compte par ailleurs 5 secrétaires internationaux pour l'Afrique, l'Amérique, l'Europe, l'Asie et le Pacifique Sud. Elle revendique 2,5 millions de Soldats à travers le monde et plus de 20 000 officiers. C'est une femme, la Générale Eva Burrows qui dirige le mouvement. La présence effective de l'armée dans le monde se traduit par l'existence de 15 000 postes d'évangélisation et 3000 centres sociaux. Sa vocation reste celle d'un mouvement missionnaire, avec de fortes implantations dans certaines régions d'Afrique et dans le continent asiatique. Elle travaille dans 50 pays du tiers-monde, où elle dispense une aide médicale à 2 000 000 de malades, chaque année. L'armée du Salut se veut totalement indépendante de toute Eglise, de toute idéologie. Elle a pour habitude de travailler avec les pouvoirs en place, quels qu'ils soient. En Europe, seul le nazisme (et, en France, le gouvernement de Vichy) avait contraint l'Armée du salut à interrompre ses activités.

Non violente, elle s'est retirée, en 1981, du Conseil œcuménique des Eglises (COE) qui soutenait trop ouvertement les luttes armées en Afrique australe. Mais elle continue de s'associer aux travaux du Conseil, tout en maintenant sa spécificité. L'Armée du salut tente également de lancer en son sein un renouveau spirituel, afin de faire face à une société qu'elle juge « moralement décadente. »

TEXTE 6 - LOS CONGÓS, HERENCIA AFRO-ESPAÑOLA (CF ANNEXE 1)

164

En la primera década del siglo pasado, en el período carnestolendico, era corriente en las ciudades de Panamá y Colón el resurgimiento de grupos congós en los barrios bajos. Ahora, la tradición de los congós parece haberse circunscrito a la costa abajo de la provincia de Colón. Felicia Sabatizo atribuye a los negros cimarrones de Panamá refugiados en las serranías de la costa norte del Istmo, la composición de esta danza que continúa girando de gran fervor en aquellas regiones. El congó es más que un baile, es historia, es tradición y es cultura.

Texte 7 - El Carnaval de Panamá. Ernesto CASTILLO REYES, Panameño 166

Que mayor motivo de orgullo para todos los nacionales y los que nos visitan, ver nodular sobre un escenario con rítmicos movimientos nuestro preciso traje nacional: la pollera. El verdadero origen de la pollera se pierde en las nebulosidades de los siglos. La pollera de hoy es el producto de la evolución de años que le ha impreso características definidas y típica panameña, sin confundirla con los trajes de otros pueblos. Hay que convenir sin apasionamiento que la pollera panameña es uno de los más preciosos trajes que puede ofrecerse a la contemplación de hijos humanos, y la mujer panameña sabe llevarlo con la gracia y donaire que requiere tan compleja indumentaria. Ya lo dijo el poeta peruano José Chocano, que « este vestido comunica a la mujer que lo lleva, a pesar de su trapero, más atracción que la desnudes de Venus. » Este escrito de Ernesto J. Castillero Reyes evoca un contacto íntimo con lo nuestro. Y nos permite literalmente disfrutar de las cosas hermosas de Panamá como lo es Mi Ranchito. Los tres días que preceden al miércoles de cenizas, el mundo celebre los carnavales: fiestas, bullicios y jolgorio que da rienda suelta a todas las emociones relacionadas con la diversión, música y bebidas. Originalmente, estas fiestas llegan al continente americano a través de los Africanos que llegaron como esclavos a América. En Panamá, hay un refrán que dice: « Los Panameños toman muy en serio el carnaval »; este concepto define el entusiasmo con que se celebra las fiestas del dios Aromo. Tanto es así que su fama alcanza nivel internacional cuando artistas y grandes personalidades se dan cita en nuestro país.

Texte 9 - La fierté de Panamá : 1er champion olympique 203



Irving Jabir IRVING SALADINO ARANDA a offert l'or au Panamá, aux Jeux Olympiques de Pékin 2008.



Sources : 1^{ère}-, 2^e Photo Fabrice Coffrini, Panamá. /Sources : 3^e Photo Getty, Panamá.

Au saut en hauteur Hommes, sa spécialité, Irving Saladino a réalisé une performance au-delà des espérances, en réalisant un bond de 8m34, offrant ainsi la première et l'unique médaille d'or à son pays, le Panamá et s'inscrivant de manière indélébile au palmarès des champions olympiques. Déjà en 2007, il devenait champion du monde à Osaka, où il signait sa meilleure performance : 8m57.



Sources : Photo David J. Phillip, Panamá.

A son retour de Chine, c'est en héros qu'il fut accueilli par ses compatriotes panaméens. Pour lui réserver le meilleur accueil, le gouvernement a décrété, jour férié, le jeudi 21 août 2008. Le Président Martin Torrijos l'a reçu personnellement et l'a félicité pour cet exploit.

« Cette médaille d'or est un grand succès pour vous-même, votre famille et tous les Panaméens. Entendre l'hymne national lors de la cérémonie protocolaire nous a procuré beaucoup d'orgueil. Irving Saladino, vous êtes un exemple de succès et de persévérance pour tous les Panaméens », a déclaré le Président³⁸¹.

Irving Saladino est le meilleur athlète de l'histoire sportive du Panamá. Surnommé le « Kangourou du Panamá », il a su s'imposer dans la discipline grâce à ses capacités réactives et à sa magistrale impulsion sur la planche d'appel. Le Président panaméen rendra un hommage ineffable au « Sultan des sables », premier médaillé d'or aux jeux olympiques, en attribuant son nom à la Cité sportive de Colón, sa ville natale. C'est, en effet, la première médaille d'or Olympique que le Panamá remporte dans son histoire.



Ch. II. I. A gravure Desormeaux

³⁸¹ Presse associée, Panamá, 19 août 2008,

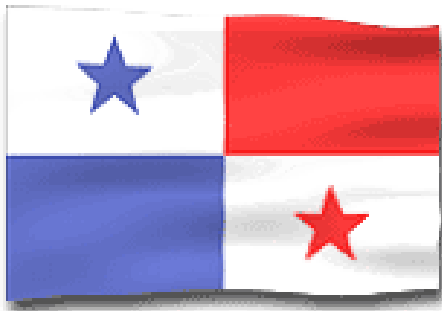
ANNEXE III : LISTE DES CARTES ET TABLEAUX

CARTES

Carte 1 - Carte de Panamá entre Costa Rica et Colombia

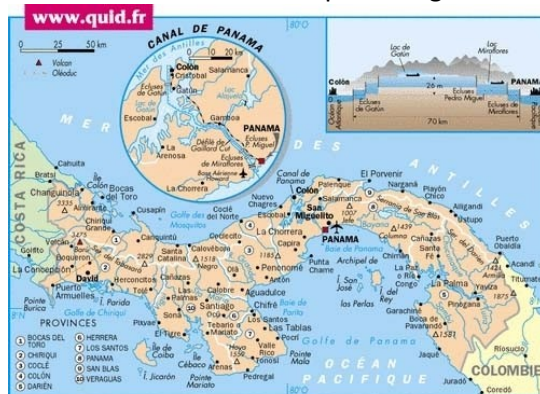


Carte 2 - Drapeau de Panamá - Source: National Geographic Society, 1998



Adopté en 1903. Le bleu rappelle la vocation maritime du pays; le rouge, les luttes fratricides qui doivent céder la place à l'union au service du pays; le blanc réaffirme la concorde.

Carte 3 - Coupe longitudinale du Canal de Panamá –Source : www.quid.fr



Carte 4 - Panamá dans le continent américain - Source: Magellan Geographix, Santa Barbara, CA, 1992



Carte 5 : carte de l'Isthme de Panamá avec les tracés débattus au Congrès international de 1879.

TABLEAUX

Tableau 1 - Les denrées et leurs tarifs. 57

Tableau 2 - 14^e recensement des États-Unis en 1930 relatif à la structure ethnique de la population dans la zone du Canal, entre 1920 et 1930 71

Tableau 3 - Nombre d'Antillais rapatriés de la zone entre 1904 et 1953 107

Tableau 4 - Population au Panamá par origine 2002 112

Tableau 5 - Les préoccupations des Franco-antillais du Panamá 115

Tableau 6 - Salaire à temps complet des Antillais qui gagnent au moins 35000\$ par origine nationale, 2002. 118

Tableau 7 - Ventilation des congés par catégorie: Rol de plata, Rol de oro 194

Tableau 8 - Statistiques officielles inhérentes au nombre de maîtres et d'élèves 198

ANNEXE IV : CAHIER DES ICONOGRAPHIES

Introduction générale



Le Canal de Panamá. Photo : Marie-Françoise Gaël-Moutou.



L'arrivée des Franco-antillais au Panamá.

CHAPITRE I



Buste de Ferdinand de Lesseps sur la Plaza de Francia à Panamá. Photo M-F Moutou.



Buste d'Armand Reclus sur la Place de France à Panamá city. Photos Marie-Françoise Gaël-Moutou.



Buste de Lucien Wyse sur la Place de France à Panamá city. Photos Marie-Françoise Gaël-Moutou.



Ferdinand de Lesseps. Source : Internet.



Une vue de la jungle dans la zone du Canal. Photo MF Moutou.



Français dcd au Panamá, enterrés au cimetière Amador. Photos Marie-Françoise Gaël-Moutou.

Nous avons relevé quelques noms inscrits sur les sépultures françaises regroupées au centre du cimetière Amador³⁸² de Panamá city.

Léon Vian, né le 15 janvier 1859 à Marseille, dcd à Panamá le 13 décembre 1884.

Charles Féburier, né le 13 septembre 1850 à St Servan (Ille et Vilaine), dcd à Panamá le 15 janvier 1885.

Ernest Dubouch, né le 14 novembre 1855 à Auch (Gers), dcd à Panamá le 22 décembre 1885.

Anaïs Esprit, née le 8 sept. 1834 à Grasse (Alpes Maritimes), dcd à Panamá le 19 octobre 1884.

Jean Ballay, né le 22 sept. 1859 à Lomont (Haute-Savoie), dcd à Panamá le 27 juillet 1885.

Firmin Lemerrier, né le 12 décembre 1824 à Fontenay le Comte en Vendée, dcd à Panamá le 14 mai 1885.

Marie-Louis Couënot, né le 14 juillet 1857 à Chalon sur Saône, dcd à Panamá le 11 sept 1883.

Eugène Moreau, né le 19 juin 1846 à Fontainebleau, dcd à Panamá le 1^{er} décembre 1884.

Denis Ming, docteur en médecine né le 9 octobre 1821 à St Pe (Hautes

³⁸² Cf. Annexe IV – Chapitre 1.II.C : Français DCD au Panamá et enterrés au cimetière Amador ; Photo MFM

Pyrénées) dcd à Panamá le janvier 1885.

Louis Rochu, docteur en médecine né 1852 à Villefargeau (Yonne), dcd à Panamá en 1885.

Charles Sordoillet, ancien élève de l'Ecole polytechnique, Ingénieur, né le 12 mai 1850 à Nancy, dcd à Panamá le 14 novembre 1885.

Et la liste est encore bien longue... tous succombèrent des effets de la fièvre jaune causée par les piqûres de moustiques.

La voie principale du Front Street, parallèle au chemin de fer, était bordée de cases en planches. Image source : ACP (Autorité du Canal de Panamá). Photo MFM.



Une multitude de tombes sans noms émergent d'un tertre pelé au cimetière de Paraíso.



Ferdinand Marie Comte de Lesseps, né à Versailles, dcd à la Chesnaye (Indre) le 7 décembre 1894



Caveau familial des De Lesseps et De Cabarrus



Plan du cimetière de Père Lachaise, indiquant le Chemin Lesseps. Photos M-F Moutou.

CHAPITRE II



Photo de la signature du traité Carter-Torrijos Source : grande reproduction exposée au Musée du Canal de Panamá. Photo MFM.



Des Noirs portaient des pompes en cuivre sur le dos pour arroser de pétrole brut les marres d'eau. Source ACP de Panamá.



Timbre panaméen surchargé pour le service postal américain dans la zone du Canal.



Usage de la dynamite lors de la construction du Canal. Sources : Autorité du Canal de Panamá. Photo Marie-Françoise Gaël-Moutou



Une vue du lac artificiel de Gatún. Photo Marie-Françoise Gaël-Moutou.



Un magasin chinois dans la Zone du Canal. Photo MFM.

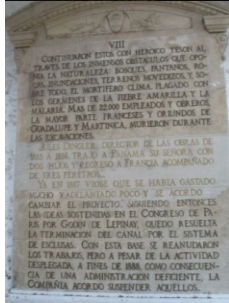


Musée du Canal Inter océanographique de Panamá. Photo M-F Moutou.

CHAPITRE III



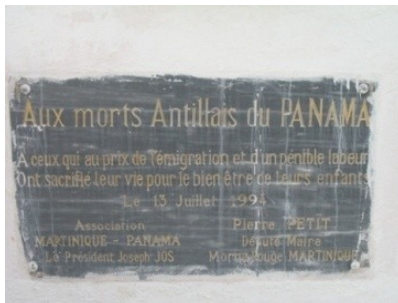
Le musée afro-antillais ou la mémoire obligée. Photo Marie-Françoise Moutou.



Le premier bateau à faire la traversée du Canal de Panamá a été le vapeur Ancón. Source ACP. Photos Marie-Françoise Gaël-Moutou.

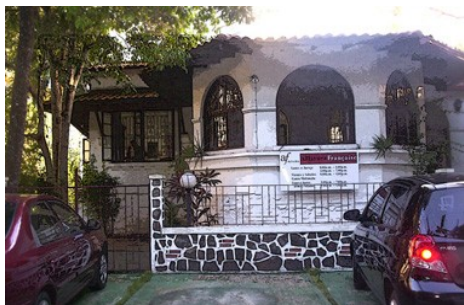
”Continuaron estos con heroico tesón al través de los inmensos obstáculos que oponía la naturaleza: bosques, pantanos, inundaciones, terrenos movedizos, y sobre todo, el mortífero clima. Plagado con los gérmenes de la fiebre amarilla y la malaria. Más de 22.000 empleados y obreros, la mayor parte, franceses y oriundos de Guadalupe y Martinica, murieron durante las excavaciones. Jules Isidore Dingler, director de las obras de 1883 a 1886, trajo a Panamá su señora con dos hijos y regreso a Francia acompañado de tres féretros... Ya en 1887, vio se que se había gastado mucho y adelantado poco y se acordó cambiar el proyecto. Siguiendo entonces las ideas sostenidas en el Congreso de Paris por Godin de Lépinay, quedo resuelta la terminación del canal por el sistema de esclusas. Con esta base, se reanudaron los trabajos, pero a pesar de la actividad desplegada, a fines de 1888, como consecuencia de una administración deficiente, la compañía acordó suspender aquellos”.

« Aux Morts Antillais du Panamá- A ceux qui, au prix de l’émigration et d’un pénible labeur, ont sacrifié leur vie pour le bien-être de leurs enfants ». Stèle offerte par l’Association Martinique-Panamá. Photos M-F.M.



Avec la Zone franche de Colon, le Canal deviendra un centre logistique international.

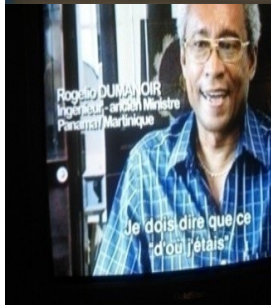
CHAPITRE IV



Vue de la façade de L'Alliance française à Panamá. Photo MFM.



Panneau explicatif pour le ravalement de l'école primaire Simon Bolivar dans la ville de Panamá. Réparations générales : murs, structures, plomberie, électricité.



Rogelio Dumanoir. Source: RFO Guadeloupe



L'ancien dictateur Omar Torrijos et son fils Martin, Président de la République de Panamá ; photo d'affiche, exposée dans un atelier de cordonnerie, à Colón. Photo M-F. Moutou



Le Président Martín Torrijos à la télévision de Panamá. avril 2007.
Sur la question de l'élargissement du Canal. Photos M-F. Moutou.

CHAPITRE V



Guadeloupéens et Martiniquais fêtent le 14 juillet au Panamá, ce qu'attestent Omar Jaén Suarez, Ambassadeur de Panamá en France, ainsi que Raul Mathurin, citoyen panaméen d'origine guadeloupéenne.

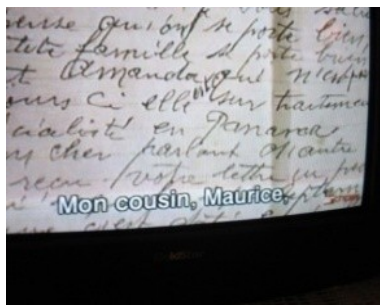
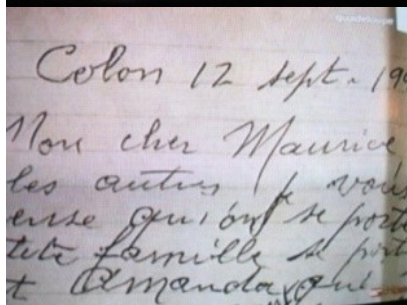
Omar Jaén Suarez, Ambassadeur de la République de Panamá en France.



Raul Mathurin : « Je me souviens qu'au 14 juillet, c'étaient de grands moments. »



Francisco Burac : « Ils nous invitaient là-bas, ils nous téléphonaient souvent »

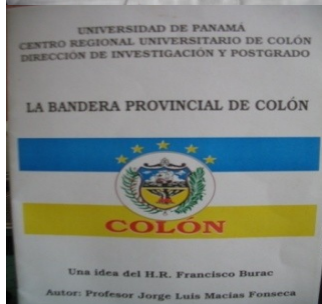


Echange épistolaire entre Francisco Burac de Panamá et son cousin Maurice Burac de la Martinique confirmant, ainsi leur lien de parenté. Image- source RFO Guadeloupe. Photo Marie-Françoise Gaël-Moutou



Francisco Burac : « Ma mère aussi travaillait pour l'armée. »

Sources : film documentaire : Ces enfants perdus de Panamá. Photo de la source : Marie-Françoise Gaël-Moutou. Francisco Burac (au centre) et son équipe de karaté. Photo, MFM.



Brochure de l'Université de Panamá concernant le projet de création du Drapeau Provincial de Colón. Photo Marie-Françoise Gaël-Moutou.

CHAPITRE VI



Ecolières déambulant dans les rues de Colón. Le port de l'uniforme est de rigueur. Photo Marie-Françoise Gaël-Moutou.



Cette église fut construite par la Communauté franco-antillaise au début du XXe siècle. Photo MFM.



Panneau *Bienvenidos a la escuela dominical* de l'Armée du Salut. Façade de l'école et église de l'Armée du Salut : photos M-F Moutou



Félix et François Modestin, descendants martiniquais, montrant la tombe de leurs parents, arrivés au Panamá pour travailler dans la zone du Canal. (François, les mains sur les hanches, est décédé en août 2008). Photo Marie-Françoise Gaël-Moutou.



Quelques vues de Colón. Photos Marie-Françoise Gaël-Moutou.

Les quartiers difficiles de Colón.



Enfants jouant au foot sur les trottoirs de la ville de Colón. Photos Marie-Françoise Gaël-Moutou.



Jeunes du quartier de Sabanitas jouant du ballon dans la rue. Photo M-F Moutou.



Le sport tient une place importante dans le paysage culturel panaméen : baseball, judo, athlétisme, football...



L'Eglise El Nazareno de Portobelo, lieu de culte et de pèlerinage de la mère d'Irving Saladino. Photos Marie-Françoise Gaël-Moutou.



Portrait de Ghislaine Lamy, Fondatrice de l'Institut et mère d'Armand Paterne



Les étudiantes de l'Institut, en salle de cours.



Un professeur, ancienne étudiante de l'Institut.



Armand Paterne nous accueillant dans son établissement



Amandine Paterne, fille d'Armand, se livrant à ses activités d'Assistante de direction



Armand Pater et ses enfants, lesquels sont bien décidés à se former afin de prendre la relève du père et ainsi, pérenniser la renommée de l'entreprise familiale.



Diablico sale, déguisement typique de la province de Colón. Source: carte postale du Panamá; photo de la source réalisée par M-F M.

CHAPITRE VII : II.B. L'apport antillais dans le monde du travail : l'arrivée des premiers éducateurs.



Affiche et logo de la Société française de Secours Mutuels



Portrait de *Lucie Larémont*, fondatrice de la société. Source : Archives de *La Fraternité*, photos Marie-Françoise Moutou.



La grande salle de *La Fraternité* à Panamá City



Souvenir du passage d'un groupe de Martiniquais en visite au Panamá et reçus par les membres de *La Fraternité*. Les Martiniquais offrent une affiche aux Panaméens sur laquelle on peut lire: Souvenir de notre rencontre avec nos compatriotes Martiniquais de Panamá. Un groupe d'amis : Marie-Laure, Suzelle, Mirlène, Annie-Claude, Charles et Christian.



Façade principale du siège de la Société de secours mutuels, *La Fraternité*. Source : photo d'archives de *La Fraternité*. Photo de la source : Marie-Françoise Gaël-Moutou.



Une délégation panaméenne en visite en Martinique rencontre Aimé Césaire, en 1969. Source : Photos d'archives d'un Panaméen.

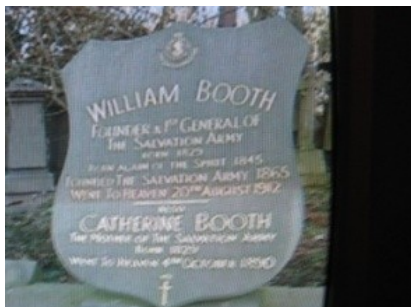


Hermance Taily s'entretient avec Joseph Jos. Photo M-Françoise Moutou 2e Source : film documentaire RFO.
Photo M-F Moutou



Colón. : De gauche à droite, Elena et Ruby Alexander encadrant Leonardo Sidnez, président de La *Fraternité*.
Photo : Marie-Françoise Gaël-Moutou.

CHAPITRE VII : II.C. La religion comme système éducatif



William et Catherine Booth, fondateurs de The Salvation Army. Sources : France 2, émission TV du 30 mars 2008. Photos d'archives M-F. Moutou.



Adultes et enfants en difficultés sociales prennent leurs repas à l'Armée du Salut. Photos M-F. Moutou. La soupe est préparée par une Panaméenne d'origine Guadeloupéenne. Une centaine de repas seront ainsi servis. Photo M-F. Moutou.



La maison d'Ada et de Rogelio Boswell.



Ada achetant le ravitaillement destiné au restaurant de l'Armée du Salut ; Photos Marie-Françoise Gaël-Moutou

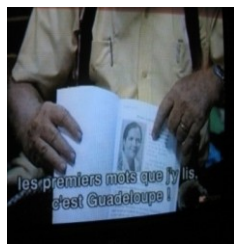
CHAPITRE VIII : I.A. La communauté franco-antillaise dans la croissance économique du Panamá : Une communauté entrepreneurante



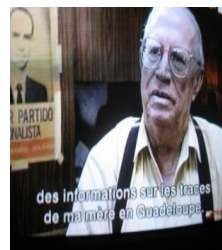
L'entreprise Carlton à Colón, manifestation d'une intégration réussie. William Donadio en démonstration dans son atelier « La Sastrería »



Dulicia, la mère de William en haut, et William en bas à gauche.



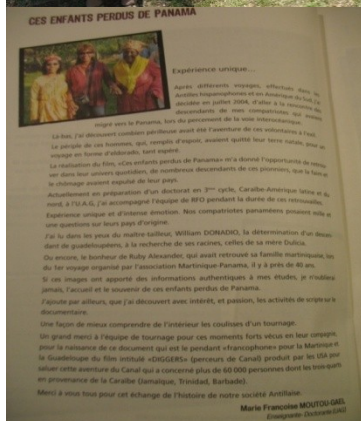
William, fier de ses racines franco-antillaises, montrant la photo de sa mère à la première page de son ouvrage.



William évoquant ses origines guadeloupéennes fait le vœu de retrouver les traces de sa mère en Guadeloupe qu'il n'avait jamais visitée. Il fut invité en Guadeloupe en octobre 2007 pour la présentation du film, au public guadeloupéen. Photos Marie-Françoise Gaël-Moutou.



Guadeloupéens et Martiniquais nés au Panamá. De gauche à droite : Achab, Duton, Fredericks, Felix Modestin, Fanny, Leonora Sidnez, François Modestin, et Yolanda. Photo M-F Moutou.



Lettre de Marie-Françoise Gaël-Moutou rendant témoignage de sa rencontre d'avec les Franco-antillais du Panamá, et intégrée dans le *Dossier de presse de RFO Guadeloupe*.

Expérience unique...

Après différents voyages effectués dans les Antilles hispanophones et en Amérique du Sud, j'ai décidé, en juillet 2004, d'aller à la rencontre des descendants de mes compatriotes qui avaient migré vers le Panamá, lors du percement de la voie interocéanique. Là-bas, j'ai découvert combien périlleuse avait été l'aventure de ces volontaires à l'exil, le périple de ces hommes qui, remplis d'espoir, avaient quitté leur terre natale, pour un voyage en forme d'Eldorado tant espéré. La réalisation du film, *Ces enfants perdus de Panamá*, m'a donné l'opportunité de retrouver dans leur univers quotidien, de nombreux descendants de ces pionniers, que la faim et le chômage avaient expulsé de leur pays. Actuellement en préparation du doctorat de 3^e cycle, Caraïbe, Amérique latine et du Nord, j'ai accompagné l'équipe de RFO pendant la durée de ces retrouvailles. Expérience unique et d'intense émotion. Nos compatriotes Panaméens posaient mille et une questions sur leur pays d'origine. J'ai lu dans les yeux du maître-tailleur, William Donadio, la détermination d'un descendant de Guadeloupéen, à la recherche de ses racines, celles de sa mère Dulicia ; ou encore le bonheur de Ruby Alexander, qui avait retrouvé sa famille martiniquaise, lors du premier voyage organisé par l'Association Martinique-Panamá, il y a près de 40 ans. Si ces images ont apporté des informations authentiques à mes recherches, je n'oublierai jamais l'accueil et le souvenir de ces enfants perdus de

Panamá. J'ajoute par ailleurs que j'ai découvert avec intérêt et passion les activités de scripte et d'assistance sur le documentaire. Une façon de mieux comprendre de l'intérieur les coulisses d'un tournage. Un grand merci à l'équipe de tournage pour les moments forts vécus en leur compagnie, pour la naissance de ce document qui est le pendant du film intitulé « DIGGERS », perceurs de Canal, produit par les U.S.A. pour saluer cette aventure du Canal qui a concerné plus de 60 000 personnes dont les trois-quarts en provenance de la Caraïbe (Jamaïque, Trinidad, Barbade). Merci à vous tous pour cet échange de l'histoire de notre société franco-antillaise. Marie-Françoise Gaël-Moutou.

Louis-Alphonse Deveaux recevant l'insigne de l'Ordre de Vasco Núñez de Balboa des mains de Ricardo J. Alfonso. Image d'archives de Rogelio Boswell photographiée par M-F Moutou.



Martin J. Fuentes, exerçant fièrement son office dans son atelier de cordonnerie à Colón.



Grande loge de Panamá. Photos Marie-Françoise Gaël-Moutou

Réalisation du Musée afro-antillais





Groupe formé par les soldats de l'Armée du Salut à Panamá city.
Source : images d'archives du Musée Afro-Antillais. Photos M-F Moutou.



Les autobus de la capitale, la plupart conduits par des Noirs, sont uniques en leur genre : la radio du bord, à fond, diffuse reggae et salsa. Le plus admirable de ces véhicules réside dans leurs carrosseries entièrement décorées.

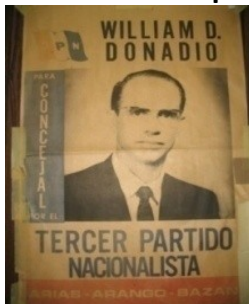


Chez Clemente Clotilde, Panaméen d'origine martiniquaise, entrepreneur de transports. Photos MFM.



Transports en commun : Le trafic intérieur de Colón. L'Express Colón – Panamá équipé de téléviseur diffusant film video, d'air conditionné et de toilettes. Photo MFM.

CHAPITRE VIII : I.C. La rencontre avec les expatriés des Antilles : conception d'enquête.



« Ces enfants perdus de Panamá », expression dont Aimé Césaire est l'auteur. Image RFO. Photo MFM.



Affiche jaunie indiquant l'appartenance de William Donadio au parti nationaliste. Photo Marie-Françoise Gaël-Moutou.



Inscription murale propageant l'appartenance politique de Leonardo R. Sidnez. Photo Marie-Françoise Gaël-Moutou.



Octavio Loupadière-Desbranches, à son domicile à Panamá-ville, un des pionniers guadeloupéens de la construction du Canal de Panamá, aidé de sa fille Amelia. Photo Marie-F. Moutou.



A droite, Ruby Alexander arborant la tenue traditionnelle de début du XXe siècle, restée statique car, n'ayant connue aucune forme d'évolution.

A gauche, Danielle Datil, en jaune, qui vit en Guadeloupe, cousine de Leonardo Sidnez, porte la tenue traditionnelle actuelle...

Rencontre de deux âges.



Le Canal de Panamá. Le passage de Gatún. Photo MF Moutou.



« Aux Morts Antillais du Panamá- A ceux qui, au prix de l'émigration et d'un pénible labeur, ont sacrifié leur vie pour le bien-être de leurs enfants ». Stèle offerte par l'Association Martinique-Panamá. Photos Marie-Françoise Gaël-Moutou.



Clemente Garnes, médecin panaméen d'origine franco-antillaise s'est illustré au fil des ans comme un élément incontournable dans le développement social de l'Isthme. Images RFO. Photos MFM.

CHAPITRE VIII : III.A .Le journalisme dans la Communauté franco-antillaise : Les secteurs de la presse



Les Sudistes américains, de la Liste Rol de oro, affectés à l'exploitation de l'entreprise panaméenne, pratiquaient une ségrégation très marquée. Photo MFM.



« La main d'œuvre bon marché venait des Antilles » nous rappelle William Donadio. Source images RFO - photo MFM.



« Souvent, on a pu se demander pourquoi l'église le permettait » s'exclamait Clemente Garnes. Source images RFO - photo MFM.



Raúl Mathurin lors d'une interview. Le cadreur de Télé Panamá, d'origine martiniquaise, porte un prénom espagnol mais son patronyme est franco-antillais.

Denis Evita Meléndez **Erreur ! Signet non défini.**, Directrice de SERTV (Sistema Estatal de Radio y Televisión) d'ascendance guadeloupéenne et barbadienne, et la journaliste Aracellys Leoteau, présentatrice vedette du journal télévisé sur Canal Once, d'origine martiniquaise dans les bureaux de Sertv. Photos MFM.

Aracellys Leoteau en interview avec Joseph Jos sur le plateau de télévision de Sertv Panamá à l'heure du journal de 20 H. Photos M-F. Moutou.



Les trois clichés ci-dessus représentant l'asile des vieillards de Colón. La Sociedad Cívica Hindostana de Colón est un asile de vieillards construit sous l'égide de la Congrégation religieuse des Filles de la Charité patronnée par Mère Teresa de Calcutta. S'y trouvent des Panaméens d'origine franco-antillaise, en grand nombre, anciens travailleurs du Canal de Panamá. L'Institution veille au confort des personnes très âgées et en état de dépendance notable. Photos MFM. Mars 2007.



Guadeloupéens et Martiniquais sur Le Lavallé, en 1907, à destination du Panamá. ARCHIVES de L'Autorité du Canal de Panamá, ACP. Photo M-F. Moutou.

ANNEXE V : INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Adélaïde-Merlande

Jacques 16

Agnoly

Roberto 138

Agramonte y Sismondi

Aristides 20

Aguilar

Florencio 208

Aislán

Eduardo Ritler 124, 215

Alemán

Alfredo 124

Alexander

Elena 138

Joinel 138

Alfaro

Olmedo 107, 213

Alfonso

Ricardo J. 107, 226

Amador Guerrero

Manuel 138

Anderson

James 233

Aranda

Adelia 208

Aranda de Saladino

Cristina 209

Arco Galindo

Juan de 124

Argote

Ernesto Enrique 124

Arias

Arnulfo 91

Harmodio 123

Juan B. 124

Arias Espinosa

Ricardo 124

Arias Paredes

Francisco 123, 124

Armstrong

William 122

Arosemena

Domingo Diaz 241

Don Justo 178

Juan Demostenes 191

Balai

Alain 233

Barnes

James 233

Bazán

José D. 124

Beleño

Joaquin 178, 179

Benjamin

Emile 203

Berly

Kenel Luis 208

Bernard

Marie 170

Bienvenue

Narcisse 236

Bionne

Henri 20, 21

Bishop

Joseph Buckling 73

Blades

Ruben 167

Blanchet

Gaston 20, 21

Bolivar

Simon 44

Booth

William et Catherine 150

Boswell

Ada 151

Jeanice 114

Boyer

Léon 21

Boyne

Clifford 236

Breleur

Edgard 138

Luisa	138
Brown	
Claudia	218
Bunau-Varilla	
Philippe	25
Burac	
Francisco	187, 188, 189, 190, 191
Burgos	
Harry	107
Cahuzac	
Philippe	181, 184, 185
Cajar Escala	
José Agustin	124
Cárdenas	
Dorindo	165
Carles	
Ruben D.	124
Carter	
William A.....	242
Catalán	
Diego.....	184
Celerín	
Manuel C.....	145
Césaire	
Aimé.....	157
Chang Marín	
Carlos	179
Chiari	
Roberto F.	124, 148
Chubb	
Anderson	233
Clavel	
Tomas	124
Collado	
Hector Miguel	179
Colunje	
Gil.....	124
Connell	
Andrés.....	233
Constantine	
Nathan	233
Cottu	
Henri	23
Couvreux	

Abel.....	19
Cragwell	
Oscar G.	215
Crespo	
José Daniel	124
Cuervo	
Rufino José.....	180
Davis	
Général	44
Déciry	
Jean.....	141
Delvalle	
Eric	124
Max	128
Denis de Icaza	
Amelia.....	178
Deveaux	
Louis Alphonse.....	226
Marthe	226
Dingler	
Jules Isidore	21
Dumanoir	
Rogelio	116
Duncan	
Jephté B.	124
Edwards	
Hubert.....	233
Eiffel	
Gustave.....	20
Einstein	
Alberto	125
Eleta	94
Escobar	
Juan.....	124
Escudero	
Alfredo	165
Estenoz	
Ernesto.....	124
Fernández	
Arquimedes	124
Feuillet	
Octave.....	16
Tomas Martin	178
Fleming	

Général	92
Fonseca	101
Fonseca Mora	
Ramon.....	179
Fontane	23
Fuentes	
Martin J.....	226
Gaillard	
David	60
Gallimany	
Alberto	168
Garibaldi	
Giuseppe.....	16
Garnes	
Claudia	138
George	
Patrice.....	134
Gitten	
Gerald	233
Goethals	
George W.. 52, 53, 56, 57, 59, 60, 61,	
62, 214, 215	
Gonzalez	
Alcibiades.....	190
González	
Alcides.....	188
Gonzas	
William C.....	41
Gooding	
Esmeralda L.....	204
Gorgas	
William Crawford.....	46
Grath	
Marcos G Mc.....	124
Green	
William	147
Guardia	
Ernesto de la	123
Victor de la.....	178
Guardia fils	
Ernesto de la	123
Gustave	
Yolanda	143
Hamlet	

Joseph	233
Norman.....	233
Harding	
Chester.....	66
Headley	
Adela Walker	138
Hearne	
John	233
Hedwards	
Clarence	233
Hernández	
Gaspar Octavio	178
Herrera	
Dario	178
José Luis.....	190
Hersent	
Georges.....	19
Heurtemette	
Max	124
Houëlche	
Frank H.....	203
Hugo	
Victor	20
Illueca	
Jorge E.....	124
Izaça	
Marcella	142
Jamieson	
Ernest J.....	215
Jiménez	
Enrique A.	145
Johnson	
Fletcher.....	55
Jos	
Joseph	134, 140
Karner	
William J.....	36, 42
Klepfisz	
Haszel.....	125
Lakas	
Demetrio B.....	227
Lam de Aciago	
Mercedes	208
Lamy	

Ghislaine	210, 212
Larémont	
Lucie.....	129, 130, 133, 134, 309
Lean	
Mc Donald Mc	239
León	
Oviedo de.....	145
Lesseps	
Ferdinand de.....	15
Levy	
Enrique Jaramillo	179
Lewis	
Patricia de	295
Samuel	124
Lindbergh	
Charles	60
Lisette	
Gabriel	137
Litré	
Maximilien	16
Lord	
Guy.....	233
Luis	
Feliz.....	233
Luscap	
Victor	138, 140
Macías	
Jorge Luis	190
Malcom	
Mae L.	203
Mann	
Thomas	94
Marañón	
gregorio	180
Martin	
Peter S.....	203
Masón	
Eduardo	233
Mathurin	
Nicolas	203
Raul	239
Mauge	
Saturnin	140
Menchú	

Rigoberta	183
Mendoza	
Carlos A.....	122, 123
Menéndez Meir	
Moisés.....	124
Mercier	
Georges.....	138
Mío	
Ricardo	178
Molinar	
Yira	190
Morgon	
Charles E.	50
Moscotte	
José Dolores.....	124
Navas	
Victor	124
Nelson	
Elena	140
Newcomer	
Francis K.....	214
Noriega	
Manuel Antonia	97
Nuñez	
José Maria.....	178
Ogilbe	
David	233
Olimpia	
Maria.....	178
Omphoy	
Gaspard W.	223
Ortega	
Rogelio	190
Pallierez	
Nestor	190
Para	
Président Colombien	17
Parfitt	
Harold R.	215
Park	
Leroy	42
Parquet	
Du.....	170
Pater	

James A.	233
Paterne	
Armand	211
Germain	211
Pedroso	
Ivan	208
Pelse	
Edouard	20
Pereira	
Ramon.....	124
Pérez	
Camilo O.	124
Felipe O.....	124
Pérez Balladares	
Eduardo	248
Philips	
John C.	193
Pidal	
Ramon Menendez	179
Pink	
Leo	233
Porras	
Belisario	103
Powell	
Adam Clayton	242
Prosperi	
Jorge	124
Questel Springer	
Etna.....	234
Quint	
Charles	15
Ramírez	
Jorge E.....	124
Reclus	
Armand	17
Reed	
Walter	20
Reeves	
James Mc Gray.....	239
Reid	
Charles F.	202
Denise de	138
Renón Cantera	
José Antonio	124

Restrepo	
Luis.....	124
Rhodes	
Pedro N.....	124
Ridley	
Curtis S.	220
Ritler	
Jorge	103
Rivas	
Juan Carlos.....	100
Roblès	
Président de la République	91
Rodriguez	
Pete.....	166
Rodríguez	
Mario Agustino	124
Ronald	
Ross.....	49
Roosevelt	
Théodore	44, 45, 46, 51, 52, 60
Rousseau	
Armand	22
Roux	
Jules Charles	22
Rowe	
Alfred	138
Roy	
Manuel.....	209
Royo	
Aristides.....	227
Sainton	
Jean-Pierre.....	31
Saladino	
Irving.....	207, 208, 209
Salazar Zorrilla	
Alejandro	207
Sánchez	
Lonjino	190
Sandoval	
Sony et Sandra.....	165
Scholey	
Julian L.	108
Semper	
Ernesto.....	101

Setton		
Samuel W.....	35	
Sherlock		
Sir Philip M.....	219	
Sherry		
Franck J Mc.	198	
Shunts		
Theodore P.	42	
Sidnez		
Leonardo R.. 120, 129, 158, 186, 192, 203		
Sinán		
Rogelio	178	
Smith		
Jackson.....	41	
Snodden		
M.....	92	
Sterling		
Cecilio	223	
ferdinand	233	
Stevens		
John F... 36, 41, 45, 46, 47, 50, 51, 52		
Stimson		
Henry L.....	107	
Suarez		
Omar Jaen.....	158	
Taft		
William.....	44, 45, 60	
Tejeira		
Gil Blas	192	
Tertre		
Du.....	170	
Thompson		
Adela.....	204	
Tomas		
Consuelo	179	
Torres de Araúz		
Regina	148	
Torrijos		
Omar 74, 77, 78, 80, 82, 83, 117, 152, 166, 179, 212, 228		
Turner		
Domingo H.	124	
Türr		
Etienne.....	17	
Ureña		
Pedro Enriquez	184	
Valdés		
Guillermo R.	124	
Manuel Maria	124	
Vaughan		
Ambassadeur des Etats-Unis	94	
Vergara		
Victorio	165	
Villalaz		
Santeno Don Carlos	191	
Waldron		
Hilton	236	
Walker		
Lio	239	
Wallace		
Henry A.	202	
Webster		
Hanna.....	203	
Westerman		
George W.....	15, 204, 216, 217	
Willem		
John C.	242	
Williams		
Edward	51	
Herbert	233	
Seymore.....	233	
Winter		
Nichols	239	
Wyse		
Lucien Bonaparte.....	16, 17, 20	
Yacou		
Alain	5, 69, 186, 228	
Young		
Sidney	236	
Zadronis		
Annabelle T.....	203	

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE	4
PREMIERE PARTIE : LE FLUX MIGRATOIRE DES ANTILLES FRANCAISES AU PANAMÁ (1880-1914).....	8
CHAPITRE I : LE LIEU DE DESTINATIONS DES MIGRANTS FRANCO-ANTILLAIS.....	9
I – <i>Le Panamá : de la colonisation à l'indépendance</i>	9
A. L'Invention d'un lieu : de Christophe Colomb à Vasco Núñez de Balboa.....	9
B. Vers l'indépendance du Panamá	12
C. Le choix de l'émancipation politique et ses lendemains	12
II – <i>L'Isthme de Panamá terre de passage : la genèse d'un projet et ses suites</i>	13
A. La quête de l'or de la Californie	14
B. La voie ferrée comme recours	15
C. La voie navigable comme solution : un projet et ses lendemains.....	15
III – <i>La construction du Canal de Panamá</i>	18
A. Ferdinand de Lesseps et l'entreprise française	18
B. L'entrée en scène de la puissance du Nord	23
C. La mise en valeur d'un pays en construction.....	26
CHAPITRE II : DES ANTILLES FRANÇAISES AU PANAMA : PROMESSES ET REALITES.....	28
I – <i>Émigrer pour subsister : les cas des Antillais</i>	28
A. Etat des lieux aux Antilles françaises. Les causes d'une émigration	28
B. Le recrutement de la main d'œuvre lié au projet de construction du Canal	32
C. Nouvelles migrations sous l'égide américaine : les modalités de recrutement.....	34
II – <i>L'installation de l'entreprise américaine au Panamá</i>	42
A. Mainmise américaine dans l'Isthme de Panamá	42
B. L'état sanitaire du Panamá : lutte contre l'insalubrité et la maladie.	44
C. De John Steven à George W. Goethals, le constructeur du Canal.....	49
III – <i>Le grand chantier du canal: une épopée tonitruante</i>	54
A. Les dures conditions de travail sur les lieux du percement	54
B. Le canal de Panamá et le poids de la technologie	58
C. Sur les chantiers du percement du Canal : les dispositifs de sûreté	59
CHAPITRE III : LES FRANCO-ANTILLAIS DANS LA ZONE DU CANAL ET LEURSLENDEMAINS.....	65
I – <i>L'installation des migrants franco-antillais dans la Zone du Canal</i>	65
A. Les logements des premiers migrants franco-antillais.....	65
B. Les emplois et salaires des Franco-Antillais.....	67
C. Retour au pays ou installation définitive au Panamá	69
II – <i>La fin des travaux et les velléités militaires des États-Unis</i>	73
A. Les intentions américaines à l'aube de la première guerre mondiale	73
B. Le Panamá et les États-Unis entre deux guerres	74
C. L'aboutissement des attentes panaméennes.....	75
III – <i>Les traités Carter-Torrijos et leurs conséquences</i>	78

A. Le Canal de Panamá au centre de la convention.....	78
B. Les traités Carter-Torrijos et leurs restrictions.....	80
C. Les exigences du gouvernement panaméen.	81
CHAPITRE IV : LE DEVELOPPEMENT DU PANAMA : ECONOMIE ET POLITIQUE.....	83
I – <i>Le Canal comme instrument de géostratégie économique</i>	83
A. Des espoirs liés à un nouveau contexte économique	83
B. L’impulsion économique du Panamá et ses résultats	84
C. Enjeux économiques pour le Panamá.....	87
II – <i>Le Canal comme instrument de politique interne du Panamá</i>	89
A. Fondements politiques du Panamá	89
B. Ancien et nouveau canal. Quelles stratégies ?	90
C. Lutte contre la drogue	96
III – <i>Vers la rétrocession du Canal, nouvelle propriété des Panaméens</i>	98
A. La force hydraulique du canal et ses effets	98
B. Vers un contrôle total du territoire	101
C. Difficile partage du pouvoir	102
DEUXIEME PARTIE : LA PRÉSENCE FRANCO-ANTILLAISE DANS LA SOCIÉTÉ PANAMÉENNE : LES TRAVAUX ET LES JOURS	104
CHAPITRE V : LES ETAPES DU MOUVEMENT MIGRATOIRE AU PANAMA.....	105
I – <i>L’immigration franco-antillaise, composante de la croissance démographique nationale</i>	105
A. Restrictions en matière de migrations internationales	105
B. La croissance antillaise dans les villes terminales	112
C. Disparités au sein de la communauté antillaise	112
II – <i>De l’immigré franco-antillais au citoyen panaméen</i>	114
A. Les ressortissants franco-antillais et la politique de Panamá	114
B. Les préoccupations des Franco-antillais du Panamá	114
C. Les préférences politiques et électorales des Panaméens d’origine franco-antillaise	117
III – <i>Vers une unité panaméenne</i>	119
A. Recensement des forces vives face à la mondialisation.....	119
B. Appel à l’unité panaméenne.....	120
C. Travailler pour l’essor de la Nation panaméenne	123
CHAPITRE VI : UNE MUTUALISATION FONDÉE SUR L’ENTRAIDE.....	125
I – <i>Les activités de Fraternité</i>	125
A. La Société française de Secours Mutuels	125
B. Le Club de la Jeunesse Française	136
C. L’Alliance Française.....	139
II – <i>Vers l’unité ethnique panaméenne</i>	142
A. La discrimination entre les Franco-antillais et les Autochtones.....	142
B. Le musée afro-antillais ou la mémoire obligée	146

C. L'Armée du Salut au Panamá, combat des Franco-antillais	148
III – <i>Les procédés d'investigation : rapport d'enquête</i>	152
A. Processus d'interaction et de communication	152
B. Point de vue des Guadeloupéens et des Martiniquais	156
C. Points de vue des Panaméens d'origine franco-antillaise	160
CHAPITRE VII : LA CULTURE FRANCO-ANTILLAISE DANS LA REPRESENTATION PANAMEENNE :	
UN BRASSAGE CULTUREL	162
I – <i>Arts et culture : singularité de la musique panaméenne</i>	162
A. La musique panaméenne moderne de fibre franco-antillaise	162
B. Les musiques traditionnelles et les danses	164
C. La danse au carnaval antillais et son intégration au Panamá	166
II – <i>Littérature et linguistique</i>	174
A. Fonctionnement et évolution des langues au Panamá	174
B. Langue littéraire et langue parlée – le créole antillais au Panamá	174
C. Linguistique espagnole au Panamá. Son impact sur le vocabulaire des Franco-antillais	180
III – <i>Les activités communautaires</i>	182
A. Organisation de la Communauté franco-antillaise	182
B. Le drapeau de Colón, une invention de la communauté franco-antillaise	183
C. Antillais francophones et anglophones : se solidariser pour émerger	188
TROISIÈME PARTIE : LES APPORTS DES FRANCO-ANTILLAIS DE GUADELOUPE ET DE	
MARTINIQUE DANS L'ESSOR DE LA NATION PANAMEENNE DE 1914 À 2008	191
CHAPITRE VIII : L'APPORT ANTILLAIS DANS LE MONDE DU TRAVAIL	192
I – <i>Les Franco-antillais de l'Isthme à la fin des travaux</i>	192
A. Les conditions de la survivance franco-antillaise dans l'Isthme	192
B. Le statut des employés descendants d'Antillais	192
C. L'abolition des traitements discriminatoires	195
II – <i>L'Éducation dans la zone du Canal</i>	195
A. Importance de l'Éducation pour les Franco-antillais du Panamá	195
B. L'arrivée des premiers enseignants franco-antillais et la vocation de leurs successeurs actuels	198
C. La religion comme vecteur du système éducatif	199
III – <i>La participation franco-antillaise au rayonnement de Panamá</i>	203
A. Un Champion nommé Irving Saladino	203
B. Les Antillais dans l'agro-exploitation tropicale du Panamá	205
C. Esthétisme et Cosmétologie : apport antillais au Panamá	206
IV – <i>Expression des reconnaissances et rétributions au Panamá</i>	209
A. Reconnaissance par la Canal Zone américaine	209
B. Reconnaissance au sein du gouvernement de Panamá	212
C. La régularisation administrative au Panamá : une compensation nécessaire	216
CHAPITRE IX : LA COMMUNAUTE FRANCO-ANTILLAISE DANS LA CROISSANCE ECONOMIQUE	
DU PANAMA	218

<i>I – Une communauté entreprenante.....</i>	<i>218</i>
A. L'utilisation de l'argent par les Panaméens d'origine franco-antillaise	218
B. La permanence des activités propres aux Franco-antillais de Panamá.....	221
C. La rencontre avec les expatriés des Antilles : stratégies d'enquête.	224
<i>II – Les immigrés antillais et leurs apports économiques</i>	<i>227</i>
A. L'organisation des transports interurbains de passagers au Panamá.....	227
B. Médecine et activités paramédicales	228
C. Les ambitions juridiques et foncières des Franco-antillais.....	229
<i>III – Le journalisme dans la Communauté franco-antillaise.....</i>	<i>231</i>
A. l'engagement des Franco-antillais dans le secteur de la presse	231
B. La production télévisuelle : un art au service d'une cause.....	233
C. Le Panamá Tribune : une prise de conscience.....	234
 CONCLUSION GÉNÉRALE.....	239
 BIBLIOGRAPHIE THEMATIQUE	244
 ANNEXES.....	260